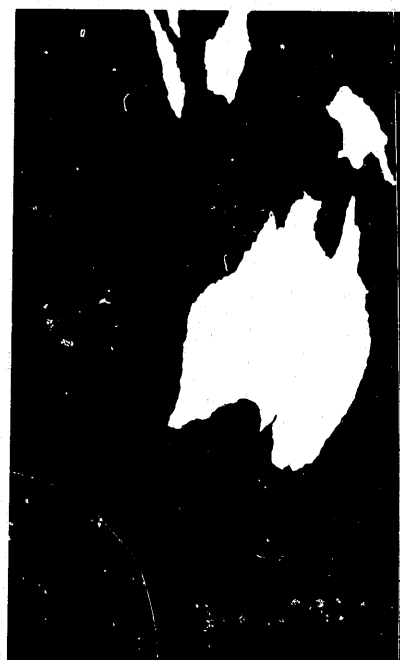


Rapport sur le développement dans le monde 1986

PUB 134

Le caractère incertain de la reprise et les perspectives d'une croissance durable
La politique du commerce et des prix dans le domaine de l'agriculture mondiale
Indicateurs du développement dans le monde



*Rapport sur
le développement
dans le monde
1986*

*Banque mondiale
Washington, D.C.*

Publié dans sa version originale
en anglais sous le titre *World Development Report 1986*
par Oxford University Press pour la Banque mondiale

© 1986 Banque internationale
pour la reconstruction et le développement/
Banque mondiale
1818 H Street, N.W., Washington, D.C. 20433,
Etats-Unis d'Amérique
Premier tirage : juillet 1986

Tous droits réservés. Aucune partie de la présente publication
ne peut être reproduite, mise en mémoire ou transmise sous
aucune forme ni par aucun moyen, électronique ou
mécanique, par photocopie, enregistrement, ou de toute autre
façon, sans l'autorisation préalable de la Banque mondiale.
Fait aux Etats-Unis d'Amérique

Les appellations, les classifications, les limites
et les couleurs figurant sur les cartes
du Rapport sur le développement dans le monde
n'impliquent de la part de la Banque mondiale et des institutions
qui lui sont affiliées aucun jugement
quant au statut juridique ou autre
d'un territoire quelconque, ni la reconnaissance
ou l'acceptation d'une limite particulière.

ISBN 2-7178-1124-9
ISSN 0271-1710

La Bibliothèque du Congrès des Etats-Unis a catalogué comme suit
l'édition anglaise de cette publication périodique :
World development report. 1978-
[New York] Oxford University Press.
v. 27 cm. annual.

Published for the World Bank
1. Underdeveloped areas — Periodicals. 2. Economic development
Periodicals I. International Bank for Reconstruction and Development.

HC59.7.W659 330.9'172'4 78-67086

Dépositaires de la Banque mondiale

Algérie
Office des publications
universitaires
1, place centrale de Ben-Aknoun
Alger

Belgique
Publication des Nations Unies
Avenue du Roi 202
1060 Bruxelles

Canada
Le Diffuseur
C. P. 85, 1501, rue Ampère
Boucherville, Québec J4B 5E6

Côte d'Ivoire
Centre d'édition et
de diffusion
africaines (CEDA)
04 B. P. 541
Abidjan 04 Plateau

France
Publications de
la Banque mondiale
66, avenue d'Iéna
75116 Paris
Editions Economica
49, rue Héricart
75015 Paris

Maroc
MEMRB
2, rue Molière
Casablanca

Suisse
Librairie Payot
6, rue Grenus
Case postale 381
CH 1211 Genève 11

Tunisie
Société tunisienne
de diffusion
5, avenue de Carthage
Tunis

Avant-propos

Voici le neuvième volume de cette série annuelle, consacrée à l'examen des questions de développement. La Première partie traite de l'évolution récente de l'économie mondiale et des mesures propres à affermir la croissance. La Deuxième partie concerne la politique du commerce et des prix agricoles dans le monde. Comme les années précédentes, le Rapport contient les Indicateurs du développement dans le monde, qui présentent diverses données de caractère social et économique sur plus de 100 pays.

L'économie mondiale aborde la quatrième année consécutive de croissance depuis la récession de 1980-82. Pourtant, la reprise reste hésitante et de nombreux pays en développement sont aux prises avec de graves problèmes d'ajustement. Globalement, le fléchissement des prix pétroliers, des taux d'intérêt réels et du rythme de l'inflation aura un effet positif aussi bien pour les pays industriels que pour les pays en développement. Mais bien des pays en développement lourdement endettés, en particulier les pays exportateurs de pétrole, auront du mal à maintenir la croissance à court terme. En outre, beaucoup de pays à faible revenu d'Afrique subsaharienne n'ont guère profité de la reprise.

Dans la Première partie du Rapport, on examine les mesures nécessaires à une relance de la croissance économique mondiale. On souligne combien il est important que les pays industriels ne renoncent pas aux programmes qui ont permis, d'une part, de maîtriser l'inflation et, d'autre part, d'atténuer les distorsions et les rigidités des marchés. L'inquiétude suscitée par le renforcement des restrictions imposées au commerce international s'exprime à plusieurs reprises. Pour que des taux de croissance élevés puissent être atteints et conservés, il faut que les réformes des institutions et incitations nationales s'accompagnent d'un effort

renouvelé de libéralisation des échanges internationaux. On retrace les progrès accomplis par les pays en développement dans la voie de la réforme et la façon dont ils se sont adaptés aux changements rapides, et souvent considérables, survenus dans l'économie mondiale depuis 1980. En dépit de succès appréciables, nombreux sont ceux qui abordent la seconde moitié de la décennie ployant sous le fardeau cumulé de leur législation interne, de leurs obligations au titre de la dette extérieure et, dans le cas des exportateurs de pétrole, de la contraction récente de leurs recettes d'exportation. On souligne que la poursuite de réformes intérieures visant à rétablir et à entretenir un environnement macroéconomique stable et à améliorer la structure des incitations est une condition essentielle à la croissance. Une ouverture accrue sur l'extérieur fait partie intégrante du processus de réforme. Ce dernier devra toutefois être appuyé par l'abaissement des barrières commerciales et l'accroissement des flux nets de capitaux étrangers.

Ces thèmes sont repris dans la Deuxième partie du Rapport, dans le contexte de la politique agricole. On examine la politique poursuivie par les pays en développement et par les pays industriels dans une optique globale faisant ressortir les répercussions mondiales de la politique agricole interne, et les avantages considérables qui découleraient d'une libéralisation des échanges agricoles. On avance que la libéralisation du commerce devrait figurer en tête des priorités de l'action internationale dans le domaine de l'agriculture.

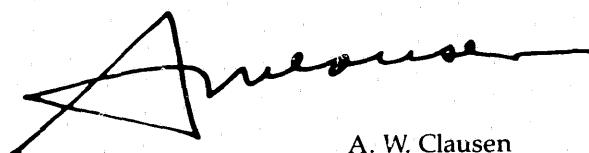
L'étude des possibilités d'action interne des pays en développement débouche sur la conclusion que l'amélioration de la politique des prix et du commerce contribuerait puissamment à la stabilité et à la croissance économiques. Dans bien des pays en

développement, les mesures prises aux échelons macro et microéconomiques ont freiné le développement agricole. La surévaluation des changes, la protection accordée aux activités manufacturières et la taxation des exportations agricoles et des cultures vivrières qui font concurrence aux exportations ont découragé la production locale. De surcroît, les programmes de subventions à la consommation et à l'achat d'intrants agricoles, ainsi que les programmes de stabilisation des prix à la consommation et à la production, ont souvent infligé de lourdes pertes de revenu national réel aux pays en développement. Heureusement, les autorités ont commencé à prendre conscience de ces problèmes et certains pays en développement ont entrepris des réformes notables, parfois même des changements complets d'orientation.

Les pays industriels eux aussi envisagent sérieusement des réformes de leur politique agricole. La démarche qu'ils avaient adoptée depuis plusieurs dizaines d'années a limité les opportunités commerciales dont auraient pu profiter les pays en développement et a eu des effets négatifs sur leur propre économie. Au moment où l'on s'apprête à mener une nouvelle série de négociations sous les auspices du GATT, il est bon de savoir ce qui pour-

rait être fait pour instaurer un système agricole mondial plus efficace, un système qui servira les intérêts des pays en développement comme ceux des pays industriels. Les progrès des techniques agricoles rendent possible une expansion rapide de la production, à condition qu'une ouverture et une compétitivité accrues règnent sur les marchés internationaux.

Comme les précédents, le Rapport de cette année est une étude des services de la Banque mondiale, et les opinions qui y sont exprimées ne reflètent pas nécessairement celles de nos Administrateurs ni des gouvernements qu'ils représentent.



A. W. Clausen
Président de
la Banque mondiale

19 mai 1986

Le présent Rapport a été rédigé par une équipe menée par Anandarup Ray, composée de Trent Bertrand, Ajay Chhibber, Bruce Gardner, Orsalia Kalantzopoulos, Odin Knudsen, Donald O. Mitchell, Alan Walters, John Wilton et L. Alan Winters, et assistée par Thérèse Belot, Zohreh Hedjazi, M. Shahbaz Khan, Donald F. Larson, Tani Maher, Yasmin Saadat, Rodney Smith et Robert Wieland. D. Gale Johnson, Ulrich Koester et bien d'autres, à la Banque ou hors de la Banque, ont contribué à la préparation du Rapport par leurs commentaires ou par leurs recherches (voir Notice bibliographique).

Le Département de l'analyse et des projections économiques, sous la direction de Jean Baneth, a fourni les données utilisées pour la première partie. Les projections établies par le Département ont été coordonnées par Enzo Grilli, Peter Miovic et Heywood Fleisig. Ramesh Chander a supervisé la préparation des Indicateurs du développement dans le monde, avec le concours de David Cieslikowski, du Département de l'analyse et des projections économiques également. La programmation a été assurée par Shaida Badiee. Ils remercient en outre l'équipe de production, en particulier Joyce Eisen, Pensri Kimpitak et Victoria Lee, et le personnel des services généraux, dirigé par Rhoda Blade-Charest et composé de Banjonglak Duangrat, Jaunianne Fawkes, Carlina Jones et Patricia Smith. Les travaux ont été réalisés sous la direction d'Anne O. Krueger et de Constantine Michalopoulos, avec le concours de John Parker en tant que rédacteur en chef.

Table des matières

Définitions et notes ix

Sigles x

1 Introduction 1

Perspectives de l'économie mondiale 1

Politique du commerce et des prix agricoles dans le monde 3

Première partie Le caractère indécis de la reprise et les perspectives d'une croissance durable

2 Le caractère indécis de la reprise 16

Les pays industriels 17

Les pays en développement 26

3 Les opportunités de croissance 44

Action des pouvoirs publics et croissance dans les pays en développement 44

Une décennie à mettre à profit : 1985-95 48

Les conditions nécessaires à la matérialisation de l'Hypothèse haute 50

Les perspectives des pays en développement 51

Les flux de capitaux et la dette 61

Le rôle de la communauté internationale et de la Banque 64

Deuxième partie La politique du commerce et des prix dans le domaine de l'agriculture mondiale

4 La politique agricole des pays en développement : taux de change, prix et fiscalité 67

Politique macroéconomique et agriculture 68

L'agriculture en tant que source de recettes fiscales 89

5 La politique agricole des pays en développement : commercialisation et stabilisation, subventions et réformes 94

Commercialisation et stabilisation 94

Subventions à la consommation 100

Programmes de soutien aux producteurs 104

Réformes de la politique agricole 116

6 La politique agricole des pays industriels 123

Caractéristiques de la politique agricole 123

Avantages et coûts des politiques agricoles pour la collectivité nationale 135

Conséquences internationales 139

7 Initiatives internationales dans le domaine des échanges agricoles 149

Accords internationaux sur les produits de base 149

Financement compensatoire 154

Préférences commerciales 157

L'aide alimentaire 161

8 Priorités nationales et internationales en agriculture 166

- Priorités pour les pays en développement 166
- Libéralisation des échanges 168
- Les négociations du GATT 169
- Le rôle de la Banque mondiale 170

Annexe statistique 172

Notice bibliographique 180

Indicateurs du développement dans le monde 187

Tableaux du texte

- 1.1 Part de l'agriculture dans le PIB, l'emploi et les exportations, années diverses, 1964-84 4
- 1.2 Part de l'agriculture dans les exportations des pays en développement, 1979-83 4
- 1.3 Croissance de la production agricole par grands groupes de produits, 1961-84 6
- 1.4 Croissance de la production céréalière dans divers pays en développement, 1971-84 6
- 1.5 Hausse réelle du prix des produits agricoles, 1950-84 8
- 1.6 Croissance des exportations mondiales, 1965-84 10
- 1.7 Parts des principaux groupes de produits agricoles dans les exportations, 1961-63, 1982-84 12
- 2.1 Croissance du PNB réel dans divers pays industriels, 1979-85 16
- 2.2 Solde du budget de sept grands pays industriels, en pourcentage du PNB, 1979-85 18
- 2.3 Evolution de la balance des paiements courants et des taux de change en Allemagne, aux Etats-Unis et au Japon, 1981-85 19
- 2.4 Evolution du total des dépenses publiques de divers pays industriels, en pourcentage de leur PIB, 1964-83 22
- 2.5 Proportion des importations des pays industriels assujettie à des barrières non tarifaires, 1981-84 26
- 2.6 Croissance réelle du PIB, 1965-85 27
- 2.7 Evolution des prix à l'exportation et des termes de l'échange, 1965-85 28
- 2.8 Croissance des exportations des pays en développement, 1965-85 28
- 2.9 Croissance, investissement net et coefficient de capital dans 24 économies en développement, 1960-84 29
- 2.10 Variations des taux d'intérêt aux Etats-Unis et des prix des exportations des pays en développement, 1978-85 38
- 2.11 Indicateurs de la dette des pays en développement, 1980-85 39
- 2.12 Nouveaux engagements envers des emprunteurs publics ou bénéficiant de garanties publiques dans les pays en développement, 1978-84 39
- 2.13 Evolution de la balance des paiements courants des pays en développement, 1980-85 40
- 2.14 Apports de capitaux à long terme de source publique et de source privée aux pays en développement, 1975 et 1980-85 41
- 3.1 Performance moyenne des pays industriels et en développement, 1965-95 49
- 3.2 Variations du PIB par habitant, 1965-95 50
- 3.3 Evolution des échanges des pays en développement, 1965-95 54
- 3.4 La balance des transactions courantes et son financement dans les pays en développement, 1985 et 1995 60
- 3.5 Apports nets dans les pays en développement, années diverses, 1980-95 62
- 4.1 La protection de l'agriculture et du secteur manufacturier dans divers pays en développement 69
- 4.2 Indice des taux de change réels dans divers pays africains 74
- 4.3 Indice des coefficients de protection nominale et réelle des céréales et des produits agricoles d'exportation dans divers pays africains, 1972-83 75
- 4.4 Elasticité-prix de la production 75
- 4.5 Accroissement de la production et des exportations, et évolution de la part des exportations de cacao et d'huile de palme sur le marché mondial dans divers pays en développement, 1961-84 84

5.1	Indices d'instabilité des prix, 1964-84	96
5.2	Tendances des prix du pain et de la consommation et des importations de blé, années diverses, 1969-81	103
5.3	Croissance de la production de diverses cultures en Chine, 1957-84	117
5.4	Croissance du rendement de diverses cultures en Chine, 1957-83	119
6.1	Coefficients de protection nominale des prix à la production et à la consommation de divers produits dans les pays industriels, 1980-82	124
6.2	Fréquence de divers types d'obstacles non tarifaires dans les pays industriels, 1984	131
6.3	Valeur véritable des quotas dans la province de l'Ontario, Canada, 1984	133
6.4	Perte pour l'économie intérieure résultant des interventions agricoles de divers pays industriels	135
6.5	Impact intérieur annuel de la protection agricole pour les consommateurs, les contribuables et les producteurs de la communauté européenne, des Etats-Unis et du Japon	136
6.6	Variations des recettes d'exportation, des dépenses d'importation et des gains d'efficacité qu'aurait entraînées une réduction de 50 % des droits de douane perçus par les pays de l'OCDE sur divers produits des pays en développement, 1975-77	144
6.7	Effets sur les prix internationaux et le commerce de la libéralisation du marché de divers produits, 1985	145
6.8	Gains d'efficacité résultant de la libéralisation de divers produits, par groupes de pays, 1985	147
6.9	Effets de la libéralisation sur l'instabilité des prix, 1985	148
7.1	Accords internationaux sur les produits de base en vigueur dans l'agriculture	151
7.2	Principaux bénéficiaires de l'élément don du STABEX, 1975-83	156
7.3	Caractéristiques du MFC et du STABEX	157
7.4	Aide alimentaire en céréales, 1971-83	164
8.1	Prêts de la Banque mondiale en faveur du développement agricole et rural, par objet et par période	170

Annexe statistique

A.1	Accroissement passé (1965-85) et projeté (jusqu'à l'an 2000) de la population	172
A.2	Population et PNB par habitant en 1980 et taux de croissance, 1965-85	172
A.3	PIB en 1980 et taux de croissance, 1965-85	173
A.4	Population et composition du PIB, 1965-85	173
A.5	Structure de la production, 1965-84	174
A.6	Taux de croissance par secteur, 1965-84	174
A.7	Indicateurs de la consommation, de l'épargne et de l'investissement, 1965-84	175
A.8	Croissance des exportations, 1965-85	176
A.9	Variation des prix à l'exportation et des termes de l'échange, 1965-85	177
A.10	Croissance de la dette à long terme des pays en développement, 1970-85	177
A.11	Epargne, investissement et solde courant, 1965-84	178
A.12	Composition de l'encours de la dette, 1970-84	179

Figures du texte

1.1	Tendances de la production agricole et de la production alimentaire, 1961-84	5
1.2	Rendements céréaliers dans divers pays, 1965-84	7
1.3	Tendances des prix agricoles aux Etats-Unis, valeur réelle, diverses années, 1800-1985	7
1.4	Tendances du commerce alimentaire et de la balance commerciale, 1961-84	11
1.5	Coefficients de protection nominale	13
2.1	Taux de croissance du PIB réel dans les pays en développement et dans les pays industriels, 1961-85	17
2.2	Taux de croissance, d'inflation et de chômage dans sept grands pays industriels, 1965-85	18
2.3	Distorsion des taux de change et croissance réelle du PIB dans 24 pays en développement, 1960-83	33
2.4	Instabilité des taux de change et investissement net dans 24 pays en développement, 1960-83	33
2.5	Aménagement de la dette, 1979-85	42
4.1	Rapport des prix à la production aux prix frontière de divers produits de base dans les pays en développement à la fin des années 70 et au début des années 80	72
4.2	Indices des taux de change réels et des exportations agricoles au Ghana, au Nigéria, au Brésil et au Chili, 1961-84	79

4.3	Production, consommation et importations de céréales en Afrique subsaharienne, 1965-84	86
4.4	Croissance annuelle moyenne de l'agriculture et l'industrie dans les pays en développement, 1973-84	89
5.1	Subventions alimentaires en pourcentage du total des dépenses publiques dans divers pays en développement, 1973-83	102
6.1	Prix de seuil et prix frontière de diverses céréales dans la Communauté européenne, 1968-84	129
6.2	Coefficients de protection nominale et écarts de revenu dans divers pays industriels, 1980	138
6.3	Utilisation d'aliments pour le bétail et prix du maïs dans quelques régions industrielles, 1960-84	143
7.1	Accords internationaux sur les produits de base : fermetures de prix et prix	153

Encadrés

1.1	La sécurité alimentaire	9
1.2	Les idées d'Adam Smith sur les causes de la famine et les réalités d'aujourd'hui	10
1.3	Le protectionnisme agricole dans son contexte historique	14
2.1	L'inflation en tant qu'impôt	20
2.2	Le protectionnisme : qui paie?	24
2.3	Les contradictions de la politique macroéconomique : le cas des Philippines, 1980-83	34
2.4	Réactions à une crise d'endettement	36
3.1	Les négociations commerciales multilatérales et le GATT	52
3.2	Les effets d'une chute des prix pétroliers sur les pays en développement	55
3.3	Le problème de la dette en Afrique subsaharienne	58
3.4	Le boulet de la dette et les pays à revenu intermédiaire lourdement endettés	60
4.1	Les cours du café et les mesures macroéconomiques en Colombie	71
4.2	L'élasticité des marchés au Niger	76
4.3	La politique commerciale et la performance de l'agriculture : le cas de l'Argentine	77
4.4	Le pétrole et l'agriculture : le cas du Nigéria et de l'Indonésie	80
4.5	Prix et commercialisation des produits agricoles en Tanzanie	82
4.6	Taxation des exportations et situation de monopole	84
4.7	L'autosuffisance alimentaire en Asie	87
4.8	La politique des prix agricoles et l'environnement : le cas d'Haïti	88
4.9	La taxation de l'agriculture au Japon	90
4.10	Le coût des taxes à l'exportation pour l'économie	92
5.1	La crainte du risque dans l'agriculture	96
5.2	Stocks régulateurs et stabilisation des prix des céréales alimentaires en Inde	99
5.3	Le fonds de stabilisation de la Papouasie-Nouvelle-Guinée	100
5.4	La réforme des subventions alimentaires à Sri Lanka	104
5.5	Comment cibler l'aide économique : le cas du Tamil Nadu	106
5.6	Subventions au crédit au Brésil	110
5.7	L'amélioration des marchés de capitaux en Indonésie	112
5.8	Programmes de replantation d'hévéas en Thaïlande	114
5.9	Amélioration de la politique agricole au Bangladesh	118
5.10	La réforme du secteur cotonnier au Soudan	120
6.1	Le soutien des prix dans le secteur laitier	126
6.2	Protection des producteurs de sucre	128
6.3	Limitation de la superficie des exploitations et agriculture à temps partiel	130
6.4	Subventions cachées : la ligne de chemin de fer de la Passe du Nid-du-Corbeau	134
6.5	Rien n'a changé	138
6.6	Prix des produits, loyers, taux de rentabilité	140
6.7	Protection et agroindustrie	142
6.8	Simulation des effets d'une libéralisation des politiques agricoles	146
7.1	Accords sur les produits de base récemment conclus dans le secteur agricole	152
7.2	Marchés à terme et options	154
7.3	La Convention de Lomé	159
7.4	Le Protocole sur le sucre de la CEE	160
7.5	Les échanges agricoles entre pays en développement	162
7.6	Les institutions d'aide alimentaire	162
7.7	Les problèmes posés par l'aide alimentaire d'urgence	165

Définitions et notes

Les principaux groupes de pays cités dans le corps du Rapport et dans les Indicateurs du développement dans le monde sont définis comme suit :

- Les *pays en développement* sont répartis entre *pays à faible revenu*, dont le produit national brut (PNB) par habitant était inférieur à 400 dollars en 1984, et *pays à revenu intermédiaire*, dont le PNB par habitant était égal ou supérieur à 400 dollars en 1984. Les pays à revenu intermédiaire peuvent également être divisés entre *pays exportateurs de pétrole* et *pays importateurs de pétrole* (voir les définitions ci-après).

- *Pays à revenu intermédiaire exportateurs de pétrole* : Algérie, Angola, Cameroun, Congo (République populaire du), Egypte (République arabe d'), Equateur, Gabon, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Malaisie, Mexique, Nigéria, Pérou, République arabe syrienne, Trinité-et-Tobago, Tunisie et Venezuela.

- *Pays à revenu intermédiaire importateurs de pétrole* : tous les pays en développement à revenu intermédiaire qui ne sont pas classés parmi les exportateurs de pétrole. Le sous-groupe des *principaux exportateurs de produits manufacturés* comprend l'Afrique du Sud, l'Argentine, le Brésil, la Corée (République de), la Grèce, Hong Kong, Israël, les Philippines, le Portugal, Singapour, la Thaïlande et la Yougoslavie.

- *Pays à revenu élevé exportateurs de pétrole* (non compris dans les pays en développement) : Arabie saoudite, Bahreïn, Brunéi, Emirats arabes unis, Koweït, Libye, Oman et Qatar.

- *Pays industriels à économie de marché* : membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques, sauf la Grèce, le Portugal et la Turquie, qui figurent parmi les pays en développement à revenu intermédiaire. Dans le texte, on désigne souvent ces pays sous l'appellation de pays industriels.

- *Pays d'Europe de l'Est à économie planifiée* : Albanie, Bulgarie, Hongrie, Pologne, République démocratique allemande, Roumanie, Tchécoslovaquie et URSS. Ce groupe est parfois dénommé pays à économie planifiée.

- *Afrique subsaharienne* : les 39 pays en développement africains situés au sud du Sahara, à l'exception de l'Afrique du Sud, qui sont énumérés dans le document intitulé : *Un programme d'action concertée pour le développement stable de l'Afrique au sud du Sahara* (Banque mondiale, 1984).

- *Moyen-Orient et Afrique du Nord* : Afghanistan, Algérie, Arabie saoudite, Egypte (République

arabe d'), Emirats arabes unis, Iran, Iraq, Israël, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Maroc, Oman, République arabe syrienne, Tunisie, Turquie, Yémen (République arabe du) et Yémen démocratique.

- *Asie de l'Est* : tous les pays à revenu faible et intermédiaire d'Asie de l'Est et du Sud-Est et du Pacifique, situés à l'est de la Birmanie, de la Chine et de la Mongolie incluses.

- *Asie du Sud* : Bangladesh, Bhoutan, Inde, Népal, Pakistan et Sri Lanka.

- *Amérique latine et Caraïbes* : tous les pays d'Amérique et des Caraïbes situés au sud des Etats-Unis.

- *Principaux emprunteurs* : tous les pays dont l'encours de la dette était estimé à plus de 15 milliards de dollars à la fin de 1984, à savoir l'Argentine, le Brésil, le Chili, la Corée (République de), l'Egypte, l'Inde, l'Indonésie, Israël, le Mexique, la Turquie, le Venezuela et la Yougoslavie.

Les termes économiques et démographiques sont définis dans les notes techniques des Indicateurs du développement dans le monde. Les Indicateurs se réfèrent aux groupes de pays définis ci-dessus mais font abstraction des pays de moins de 1 million d'habitants.

Les *taux de croissance* sont exprimés en valeur réelle, sauf indication contraire. Les taux de croissance pluriannuels qui sont donnés dans les tableaux portent sur la période qui va du début de la première année à la fin de la dernière année.

Le terme «dollar» désigne, sauf indication contraire, le dollar courant des Etats-Unis.

Le symbole . . utilisé dans les tableaux signifie «non connu».

Le symbole — utilisé dans les tableaux signifie «sans objet».

Tous les tableaux et les chiffres reposent, sauf indication contraire, sur des données de la Banque mondiale.

Les données provenant de sources secondaires ne vont pas toujours jusqu'à la fin de 1984. Il est possible que les données rétrospectives fournies dans le présent *Rapport sur le développement dans le monde* ne soient pas les mêmes que celles qui figuraient dans les précédents, car elles sont constamment mises à jour à mesure qu'on obtient des données plus exactes, et parce que certains chiffres ont dû être recalculés pour un échantillon de 90 pays. Ces nouveaux calculs ont facilité le regroupement des pays aux fins de l'établissement des projections.

Sigles

APD Aide publique au développement.

BIRD Banque internationale pour la reconstruction et le développement.

CAD Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques, qui comprend l'Allemagne (République fédérale d'), l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, les Etats-Unis, la Finlande, la France, l'Irlande, l'Italie, le Japon, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Commission des communautés européennes.

CEE Communauté économique européenne, qui comprend l'Allemagne (République fédérale d'), la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal et le Royaume-Uni. La Grèce est entrée à la CEE en 1981, l'Espagne et le Portugal en 1986.

CIAT Centre international d'agriculture tropicale.

CIMMYT Centre international d'amélioration du maïs et du blé.

CNUCED Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

DTS Droit de tirage spécial.

ECU Unité monétaire européenne.

FAO Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

FMI Fonds monétaire international.

GATT Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.

IDA Association internationale de développement.

IFPRI Institut international de recherche sur les politiques alimentaires.

IRRI Institut international de recherche sur le riz.

LIBOR Taux interbancaire offert à Londres.

MFC Mécanisme de financement compensatoire.

OCDE Organisation de coopération et de développement économiques, dont les membres sont l'Allemagne (République fédérale d'), l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Espagne, les Etats-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie.

PIB Produit intérieur brut.

PNB Produit national brut.

1

Introduction

L'agriculture et le développement économique, tels sont les thèmes du *Rapport sur le développement dans le monde* de cette année. En effet, l'agriculture occupe une large place de l'économie de nombreux pays en développement et elle jouera un grand rôle dans l'évolution de leur économie pendant plusieurs décennies. Parallèlement, les éléments qui influent sur l'économie nationale, tels que le régime des changes, la politique commerciale ou les dépenses publiques, ont un effet sur le comportement du secteur agricole. A l'échelle des pays comme à celle du monde, en raison de l'interaction des économies nationales, il faut faire des réformes pour améliorer l'affectation des ressources et les revenus réels. Dans le domaine de l'agriculture, une meilleure utilisation des ressources passe par l'élimination des distorsions voulues par les autorités, qui pénalisent généralement la production et les échanges dans les pays en développement, et par celle des subventions excessives, sources de surproduction dans les pays industriels. Dans une perspective plus large, une meilleure affectation des ressources est nécessaire pour aider les pays en développement à s'adapter à l'évolution de la conjoncture internationale, adaptation sans laquelle il n'est point de croissance, et pour remédier à certains problèmes profondément enracinés qui ont freiné le progrès économique dans les pays industriels.

Les deux parties de ce Rapport 1986 sont consacrées à l'étude de ces thèmes. Dans la première partie, on examine l'évolution de l'économie mondiale depuis 1980 et les perspectives pour les dix prochaines années. On y conclut que si la baisse des taux d'intérêt et des prix pétroliers est propice à l'expansion, il n'en demeure pas moins essentiel de poursuivre les réformes, tant sur le plan intérieur que sur le plan international, si l'on veut

profiter pleinement des circonstances. A un niveau moins global, il ressort toutefois que certains sous-groupes de pays en développement, en particulier les pays exportateurs de pétrole lourdement endettés et certains des pays d'Afrique à faible revenu, continueront de traverser une période d'ajustement très difficile dans les années qui viennent. Dans ces pays, les réformes intérieures, certes nécessaires, sont insuffisantes : il faut leur offrir la possibilité d'obtenir des ressources extérieures additionnelles et leur ouvrir plus largement les marchés d'exportation.

La deuxième partie est consacrée aux liens entre la politique officielle et l'agriculture. On souligne l'interaction des politiques agricoles poursuivies dans diverses régions du monde. Aussi bien dans les pays en développement que dans les pays développés, l'action des pouvoirs publics exerce une influence déterminante sur la croissance de l'agriculture et les revenus ruraux. Cette influence déborde souvent largement du cadre des frontières nationales. Ce qui est le plus surprenant peut-être, c'est que, dans l'ensemble, ce sont les pays en développement qui pénalisent leurs agriculteurs, bien qu'ils soient à l'origine d'une part importante du produit intérieur brut (PIB) et des recettes d'exportation, et ce sont les pays industriels qui subventionnent la production agricole, quand bien même les exploitants n'y représentent qu'une petite partie du PIB et de l'emploi. On étudie dans le Rapport ce que l'économie mondiale aurait à gagner de l'élimination de ces distorsions et on examine, pour conclure, l'ordre de priorité des réformes.

Perspectives de l'économie mondiale

L'économie mondiale aborde la quatrième année de la reprise, qui fait suite à la grave récession de

1980-82. La production des cinq plus grands pays industriels a progressé de 3 % en valeur réelle en 1983 et de 4,2 % en 1984. Par ailleurs, les taux d'inflation ont considérablement baissé. Dans les pays en développement, la production a crû de 2 % en 1983 et de 5,4 % en 1984. Pourtant, bien que soutenue, la croissance a commencé à fléchir. Dans les cinq plus grands pays industriels, le taux est tombé à 2,8 % en 1985, tandis que le chômage et les taux d'intérêt demeuraient élevés. Dans les pays en développement, la croissance n'a atteint que 4,4 % en 1985. En dépit du recul que viennent d'enregistrer les prix pétroliers, les taux d'intérêt réels et l'inflation, de nombreux pays en développement restent confrontés à de graves problèmes qui freineront leur croissance à moyen terme.

Ces faits sont examinés au Chapitre 2, où l'on analyse les mesures qui ont modelé l'économie mondiale depuis 1980. On y démontre que bien que de nombreux pays développés soient parvenus à juguler le taux d'expansion de la masse monétaire, et donc l'inflation, ils ont été moins heureux dans le domaine de la politique budgétaire, où ils ont péché par manque de cohérence. Comprenant que des taux marginaux élevés et inégaux de fiscalité et de protection sociale faussent les incitations et engendrent des pertes pour l'économie, on comprend que les gouvernements hésitent à relever les impôts. Mais, sous l'effet des pressions sociales et politiques, il leur a été également difficile de réduire la protection sociale ou le total des dépenses publiques. Aussi ne note-t-on pas de recul sensible des déficits du secteur public. Le déficit est resté important, en chiffres absolus, aux Etats-Unis. Cette combinaison de facteurs monétaires et budgétaires explique en grande partie les mouvements des taux d'intérêt et du dollar des Etats-Unis entre 1980 et le début de 1986. Le fléchissement récent du dollar et des taux d'intérêt tient à trois éléments nouveaux : la volonté renouvelée de lutter contre le déficit du budget fédéral américain, la baisse des prix pétroliers et une action concertée de la part des pays membres du Groupe des cinq (la République fédérale d'Allemagne, les Etats-Unis, la France, le Japon et le Royaume-Uni).

Les mouvements des taux d'intérêt et du dollar ont peut-être infligé des coûts d'ajustement importants à de nombreux pays il y a quelques années, mais des éléments de compensation sont intervenus, le principal étant le vaste déficit commercial des Etats-Unis. Grâce à lui, les échanges mondiaux ont connu, en 1984 particulièrement, une vive expansion qui a beaucoup favorisé les pays en développement ouverts sur l'extérieur. Mais la coexis-

tence d'importants déficits commerciaux et de taux de chômage records dans certains pays industriels a eu un effet secondaire regrettable : elle a considérablement renforcé les pressions en faveur d'un durcissement des restrictions sur les échanges internationaux. Paradoxalement, cette pression se fait sentir au moment où les pays industriels commencent à tirer profit des progrès modestes qu'ils avaient accomplis dans la réduction des rigidités et des distorsions présentes sur leurs marchés intérieurs des facteurs et des biens.

Pour les pays en développement, la première moitié des années 80 a été une période d'ajustement à l'évolution rapide de l'économie mondiale. Les réformes qu'ils ont appliquées pour améliorer l'affectation des ressources et l'efficacité de leur économie étaient inévitables, quelle que soit la conjoncture internationale. Mais l'ampleur des variations des taux d'intérêt réels, du prix des produits de base, de l'accès aux marchés d'exportation et des entrées nettes de capitaux les a contraints à un ajustement rapide, qui leur a parfois coûté cher. Néanmoins, les pays en développement qui ont su conserver leur stabilité macroéconomique et profiter de l'évolution de l'économie mondiale ont, à l'issue de la crise, des taux de croissance élevés et des perspectives favorables. Les autres pays ont du mal à relancer la croissance. Dans de nombreux cas, des mesures contestables, qui ont engendré une mauvaise affectation des ressources et une baisse d'efficacité sur de longues périodes, n'ont donné lieu qu'à une augmentation faible ou nulle de la production. L'évolution de la conjoncture internationale après 1980 a mis en lumière la vulnérabilité fondamentale de l'économie de ces pays et, dans certains cas, a donné un coup de frein à la croissance. La baisse des revenus par habitant, constatée essentiellement dans les pays d'Afrique subsaharienne jusqu'au début des années 80, s'est étendue, surtout en Amérique latine. Certes, la croissance a repris en 1984, mais le rythme est difficile à soutenir.

Il apparaît que, dans l'ensemble, les pays en développement ont fait un effort pour adopter des réformes sur le plan intérieur et pour s'adapter aux changements de l'environnement international. En outre, la baisse récente des prix pétroliers et des taux d'intérêt réels a créé, pour la plupart des pays, un climat extérieur favorable aux initiatives de réforme intérieures. Cependant, pour certains pays, le ralentissement de la croissance des échanges mondiaux (par suite du protectionnisme, notamment), la faiblesse des prix à l'exportation, l'importance des obligations du service de la dette

et le fléchissement constant des entrées nettes de capitaux menacent de réduire ces progrès à néant. Les pays exportateurs de pétrole lourdement endettés vont traverser plusieurs années particulièrement difficiles. De nombreux pays en développement auront du mal à maintenir les importations et l'investissement intérieur au niveau requis pour soutenir la croissance à moyen terme et assurer le service de leur dette extérieure. Si les niveaux de consommation par habitant continuent de baisser, les tensions politiques et sociales s'aggraveront et, si leurs importations se contractent, des emplois seront perdus à l'étranger.

Au Chapitre 3, on étudie les deux voies divergentes sur lesquelles pourrait s'engager l'économie mondiale au cours des dix prochaines années. Dans l'Hypothèse haute, on examine ce qui se produirait si les pays prenaient des mesures appropriées, mettant à profit le coup de fouet donné à l'économie mondiale par les événements récents. L'Hypothèse basse présente ce qui se produirait dans le cas contraire. Dans l'Hypothèse haute, le PIB réel des pays industriels pourrait augmenter de 4,3 % par an en moyenne, tandis que dans l'Hypothèse basse, le taux de croissance ne serait que de 2,5 %. Dans les pays en développement, l'écart serait plus grand : 5,9 % par an dans l'Hypothèse haute et 4 % dans l'Hypothèse basse. Il convient de souligner qu'il ne s'agit pas là de prévisions, mais simplement d'illustrations de ce qui pourrait arriver si certaines mesures étaient appliquées.

En ce qui concerne les pays industriels, les conditions nécessaires, au plan intérieur, pour atteindre les taux de croissance de l'Hypothèse haute sont la stabilité monétaire et budgétaire, la réduction des distorsions des prix et l'assouplissement des marchés du travail. A l'échelon international, il faudrait stimuler les échanges mondiaux par un effort concerté pour alléger les restrictions commerciales. Etant donné que les pays industriels représentent une part très importante de la production mondiale, ce qu'ils feront déterminera en grande partie la performance de l'économie mondiale. Cela ne signifie pas pour autant que les pays en développement n'ont rien à gagner en adoptant eux-mêmes des réformes. Au contraire, c'est par leurs propres décisions qu'ils réussiront ou non à profiter de l'évolution de l'économie internationale ou à y faire face à moyen terme. Si les pays en développement adoptaient des mesures propres à encourager l'épargne intérieure, améliorer l'efficacité de l'usage qu'ils font des ressources et renforcer leurs liens avec l'économie mondiale, leur

croissance s'accélélerait nettement quoi que fassent les pays industriels.

Cependant, outre une politique avisée, les pays à revenu intermédiaire lourdement endettés auront besoin d'un supplément d'aide pour que leur croissance ne stagne pas, mettant en péril la stabilité des marchés des capitaux internationaux. Un surcroît d'assistance sera nécessaire également pour inverser le déclin économique des pays d'Afrique à faible revenu. Le Chapitre 3 préconise un effort intérieur et international concerté en vue de rétablir la solvabilité et la croissance, effort dans lequel la Banque mondiale jouera un rôle important.

Politique du commerce et des prix agricoles dans le monde

L'amélioration de la politique des prix et du commerce et la réforme des institutions ne sont pas moins indispensables dans le secteur agricole que dans l'économie tout entière. Du reste, une bonne performance dans l'agriculture contribuera puissamment à accélérer la croissance économique dans de nombreux pays en développement à faible revenu et à lutter contre la pauvreté en milieu rural, où vivent la plupart des pauvres du monde.

L'agriculture est l'activité de base dans les pays les plus pauvres. Elle emploie en gros 70 à 80 % de la population active des pays en développement à faible revenu, et environ 35 à 55 % de celle-ci dans les pays à revenu intermédiaire. Elle représente également une part importante du PIB, qui va de 35 à 45 % dans les pays à faible revenu (Tableau 1.1). Au cours du XIXe siècle, presque tous les pays aujourd'hui industriels avaient environ le même pourcentage de la population active employé dans l'agriculture que les pays en développement à faible revenu de nos jours. Dans certains pays, notamment l'Italie et l'URSS, plus de 70 % de la population active travaillaient dans l'agriculture, alors que le XXe siècle était déjà largement entamé. A l'heure actuelle, les pays industriels d'Europe de l'Ouest et d'Amérique du Nord comptent moins de 10 % de leur population active dans l'agriculture, la moyenne pour tous les pays industriels étant maintenant de 7 %. Déjà, la part de l'agriculture dans le PIB de tous les pays en développement est tombée de 30 % au milieu des années 60 à environ 20 % au début des années 80. Dans les pays industriels, l'agriculture représente à peine plus de 3 % du PIB et environ 14 % des exportations.

Tableau 1.1 Part de l'agriculture dans le PIB, l'emploi et les exportations, années diverses, 1964-84
(pourcentage)

	Part de l'agriculture dans					
	le PIB		l'emploi		les exportations ^a	
	1964-66	1982-84	1965	1980	1964-66	1982-84
Pays à faible revenu	42,8	36,3	76,0	72,0	58,6	32,8
Afrique	46,9	41,3	84,0	78,0	70,7	68,4
Asie	42,5	35,7	74,0	71,0	54,0	25,9
Exportateurs de pétrole à revenu intermédiaire	21,8	14,8	62,0	50,0	40,8	13,6
Importateurs de pétrole à revenu intermédiaire, à l'exception des principaux exportateurs de produits manufacturés	25,2	18,0	63,0	53,0	54,2	44,8
Principaux exportateurs de produits manufacturés	19,3	12,1	50,0	36,0	56,9	20,2
Pays en développement	30,2	19,9	66,9	63,2	52,3	22,0
Pays industriels	5,1	3,1	13,7	7,1	21,4	14,1

Note : Les données relatives aux pays en développement sont basées sur un échantillon de 90 pays.

a. Y compris les réexportations.

La part de l'agriculture dans le revenu national diminue généralement à mesure qu'augmente le revenu réel par habitant, car plus le revenu est élevé, plus le pourcentage consacré à l'alimentation est bas. De plus, lorsque la productivité de la terre et de la main-d'oeuvre s'accroît, la part des ressources nationales qui doivent être utilisées pour produire les vivres nécessaires au reste de la population décroît. Dans les pays en développement à faible revenu, une famille d'agriculteurs produit assez pour elle-même et pour deux personnes de plus; dans la plupart des pays industriels, une famille produit assez pour elle-même et pour un nombre additionnel de personnes qui peut aller jusqu'à 50.

Par conséquent, pour beaucoup de pays en développement, une économie rurale saine est associée au développement à long terme. Elle est également associée à la stabilité à court terme.

Certes, la part de l'agriculture dans les recettes d'exportation des pays en développement n'est plus ce qu'elle était au milieu des années 60, c'est-à-dire environ 52 %, mais elle demeure tout de même proche de 22 % au début des années 80. Elle était plus élevée dans les pays africains à faible revenu et dans les pays à revenu intermédiaire importateurs de pétrole qui ne sont pas encore principaux exportateurs de produits manufacturés. L'importance des exportations agricoles ressort de manière plus détaillée au Tableau 1.2.

Production alimentaire

La production agricole de nombreux pays en développement a rapidement augmenté au cours des quinze dernières années. La croissance de la production alimentaire, qui a été plus rapide dans les pays en développement que dans les pays indus-

Tableau 1.2 Part de l'agriculture dans les exportations des pays en développement, 1979-83

	30-60 % des exportations	60-80 % des exportations	80-100 % des exportations
Pays à faible revenu	4	6	11
Afrique	3	3	11
Asie	1	3	0
Pays à revenu intermédiaire	16	12	1
Exportateurs de pétrole	1	0	0
Importateurs de pétrole	11	11	1
Principaux exportateurs de produits manufacturés	4	1	0
Tous pays en développement	20	18	12

Note : Les parts représentent le pourcentage des recettes d'exportation agricoles dans le total des recettes d'exportation de marchandises. Les exportations comprennent les réexportations. Les chiffres sont fondés sur un échantillon de 90 pays en développement.

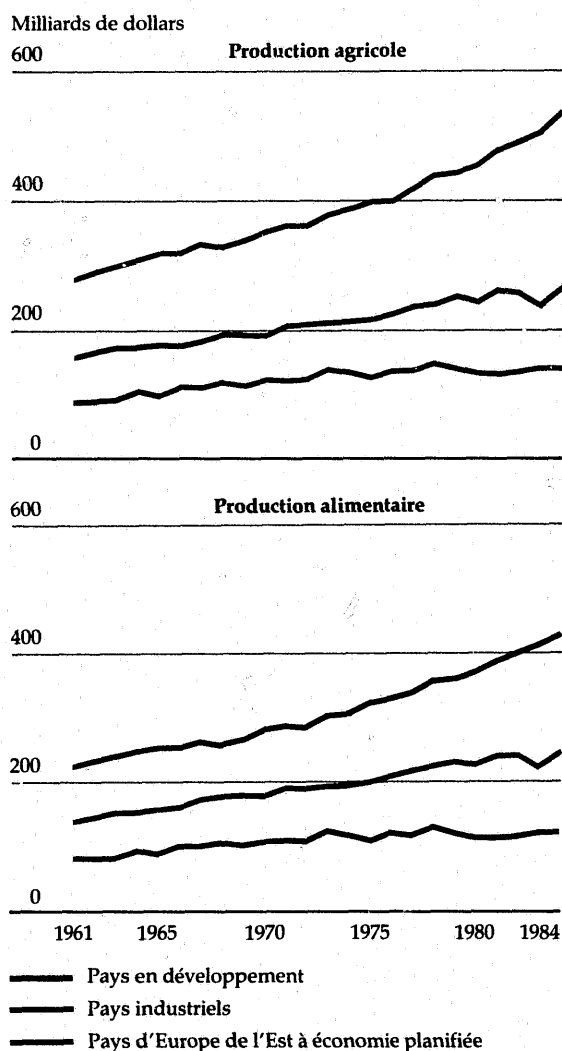
triels et à économie planifiée (Figure 1.1 et Tableau 1.3), est attribuable surtout à la Révolution verte. Cette révolution a commencé au milieu des années 60, grâce à la mise au point de variétés de blé à haut rendement au Centre international d'amélioration du maïs et du blé (CIMMYT) au Mexique et de variétés de riz à haut rendement à l'Institut international de recherche sur le riz (IRRI) aux Philippines et au Centre international d'agriculture tropicale (CIAT). Le rendement des nouvelles semences était tel que les exploitants ont eu intérêt à moderniser leurs méthodes de culture traditionnelles en utilisant davantage d'engrais et autres facteurs de production modernes, et que les exploitants et les gouvernements ont eu intérêt à investir pour améliorer l'irrigation. Au Pendjab (Inde), par exemple, des milliers de puits pour l'irrigation ont été creusés entre 1967 et 1972, par les exploitants principalement. La consommation d'engrais est passée de 0,76 million de tonnes en 1966 à 2,38 millions de tonnes en 1972.

Grâce aux semences sélectionnées, aux engrais et à l'amélioration de l'irrigation, les rendements des terres irriguées ont doublé dans les pays en développement. En Chine et en Inde, pays les plus peuplés du monde, la production céréalière a crû au rythme de 3,2 et 4,1 %, l'emportant ainsi sur la croissance démographique. Dans certains pays, des taux de croissance encore plus forts ont été atteints (Tableau 1.4). Mais la Révolution verte n'a touché pour ainsi dire que les terres irriguées. Certaines régions n'en ont pas bénéficié, en particulier en Afrique.

Le progrès technique a de vastes ramifications. Le fait que dans certains pays les rendements soient très inférieurs à ceux qu'obtiennent d'autres pays prouve que les possibilités de croissance de la production sur les terres déjà cultivées sont grandes (Figure 1.2). D'autres progrès technologiques sont également possibles. Il est probable que la recherche biogénétique permettra de mettre au point de nouvelles variétés qui exigent moins de facteurs de production et résistent mieux aux ennemis des cultures, à la sécheresse et aux maladies. Tandis que les investissements et la recherche se développent, le coût de la production alimentaire devrait continuer à baisser, comme c'est le cas depuis plus de cent ans.

Les prix de gros réels du blé, du sucre et du maïs entre 1800 et 1985, et les prix du riz pour des périodes plus courtes, sont indiqués à la Figure 1.3. Par-delà d'amples fluctuations, il est évident que la tendance est à la baisse depuis le milieu du XIXe siècle. Même lorsque les prix ont augmenté en

Figure 1.1 Tendances de la production agricole et de la production alimentaire, 1961-84



Note : Les données sont pondérées par les prix unitaires à l'exportation mondiaux pour 1978-82. La baisse de production enregistrée en 1983 dans les pays industriels a été causée par une diminution de la production des Etats-Unis attribuable au programme de réduction des surfaces cultivées et à la sécheresse.

Source : D'après des données de la FAO.

flèche, au début des années 70, ils n'ont pas atteint des niveaux historiques records. Le prix du maïs ne cesse pratiquement pas de baisser depuis la deuxième guerre mondiale grâce à l'apparition de variétés hybrides, qui ont encore été améliorées depuis. Malgré une flambée des prix au début des années 70, celui du riz est à son niveau le plus bas depuis 1900. Ces tendances doivent nous rappeler que, depuis plus de cent ans, la valeur réelle des coûts de production agricoles tombe. Il vaut également la peine de noter que les nombreuses pointes ont été de courte durée, puisqu'elles ne se sont

généralement pas prolongées plus de trois ans. Le Tableau 1.5 présente un résumé complet des tendances de prix enregistrées depuis 1950.

Robert Malthus avait prédit au début du XIXe siècle que, comme la population augmentait plus vite que la capacité de production alimentaire, une pénurie mondiale de vivres était inévitable. Or, la chute des prix enregistrée depuis l'époque de Malthus témoigne hautement que les cultivateurs sont tout à fait capables d'adopter de nouvelles techniques pour le bien de tous, en particulier ceux dont les revenus sont les plus bas, à mesure que la croissance économique suit son cours.

Cependant, le pessimisme malthusien continue de régner lorsqu'il s'agit de la production alimentaire en Afrique. Mais si les résultats de la région semblent décourageants, ce n'est pas parce que toutes les possibilités de progrès technique ont été épuisées, mais parce qu'on commence tout juste à employer de nouvelles techniques. Il est indispensable d'améliorer l'infrastructure rurale et d'intensifier la recherche, en particulier dans le domaine des cultures vivrières. Simultanément, il faut relever les prix agricoles, faciliter l'achat d'intrants et abaisser les frais de commercialisation. Comme on le verra au Chapitre 4, les mesures de politique économique qui pénalisent les agriculteurs découragent le progrès technique. Les interventions à l'échelon macroéconomique et sectoriel influent fortement sur la rentabilité de l'agriculture, sur les mouvements de main-d'oeuvre et de capitaux (qui vont à l'agriculture ou au contraire la fuient), et sur

le rythme auquel les agriculteurs adoptent les nouvelles techniques.

Malnutrition et famine

Bien que la production alimentaire ait progressé plus rapidement que la population des pays en développement, la consommation alimentaire a augmenté encore plus vite à cause des importations. La consommation alimentaire des pays en développement a augmenté de 3,5 % par an entre 1971 et 1984, alors que la population a crû au rythme de 2 % par an. Or, en Afrique, la consommation n'a progressé que de 2,6 % par an, ce qui est inférieur au taux annuel d'accroissement de la population, qui atteint 2,8 % pour la région. Dans

Tableau 1.4 Croissance de la production céréalière dans divers pays en développement, 1971-84

	Pourcentage moyen de variation annuelle
<i>Gains de production élevés</i>	
Indonésie	5,2
Corée	5,0
Philippines	4,5
Pakistan	4,3
<i>Pertes de production</i>	
Gambie	-0,3
Haïti	-1,1
Zambie	-2,2
Ghana	-2,4

Source : D'après des données de la FAO.

Tableau 1.3 Croissance de la production agricole par grands groupes de produits, 1961-84
(pourcentage moyen de variation annuelle)

	<i>Cacao, café, thé</i>		<i>Aliments</i>		<i>Matières premières</i>		<i>Total agriculture</i>	
	1961-70	1971-84	1961-70	1971-84	1961-70	1971-84	1961-70	1971-84
Pays en développement	-0,4	1,9	2,2	3,2	4,5	2,3	2,4	3,0
Pays à faible revenu	1,9	1,2	1,3	3,2	5,7	3,8	1,9	3,3
Afrique	2,3	-0,5	2,6	2,0	6,0	-1,8	3,0	1,2
Asie	1,2	3,6	1,2	3,4	5,7	4,3	1,8	3,6
Pays à revenu intermédiaire exportateurs de pétrole	3,5	0,5	3,0	3,1	1,5	-0,9	2,7	2,2
Pays à revenu intermédiaire importateurs de pétrole	-2,9	2,8	3,5	3,2	4,8	1,0	2,9	2,9
Pays à revenu élevé exportateurs de pétrole	-6,8	0,6	4,9	14,6	8,0	-0,5	5,0	14,1
Pays industriels à économie de marché	0,9	0,4	2,9	2,1	-4,9	0,4	2,2	2,0
Pays d'Europe de l'Est à économie planifiée	5,3	7,0	3,6	0,5	4,3	1,9	3,7	0,7
Monde	-0,3	1,9	2,7	2,4	2,2	2,0	2,5	2,3

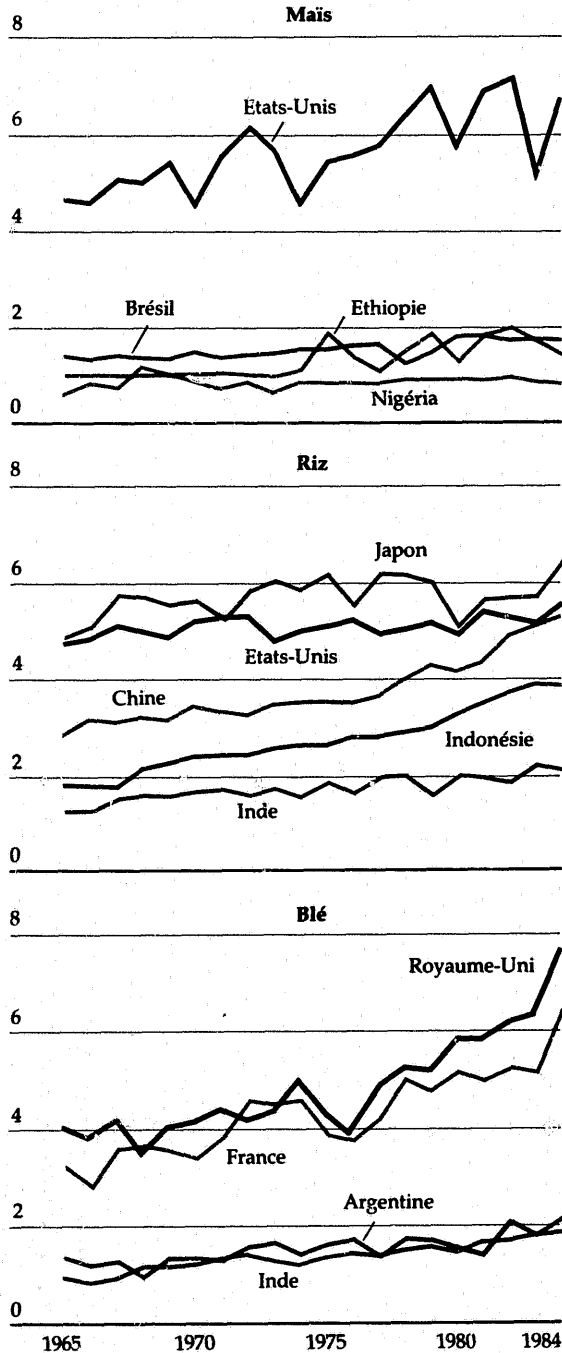
Note : Les chiffres sont pondérés par les prix unitaires mondiaux à l'exportation pour 1978-82, afin qu'on puisse faire des comparaisons entre pays. Les taux de croissance ont été estimés par la méthode des moindres carrés. Les aliments comprennent les céréales, le sucre, la viande, la volaille, les produits laitiers, les racines, les tubercules, les légumineuses, les fruits et légumes. Les matières premières comprennent le coton, le jute, le caoutchouc et le tabac.

Source : D'après des données de la FAO.

les 36 pays les plus pauvres du monde, dont 26 sont situés en Afrique, la consommation alimentaire par habitant a reculé de 3 % environ durant les années 70.

Figure 1.2 Rendements céréaliers dans divers pays, 1965-84

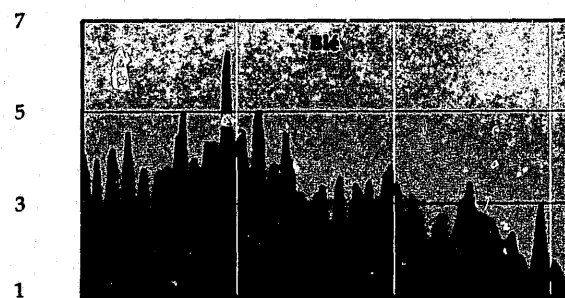
Tonnes à l'hectare



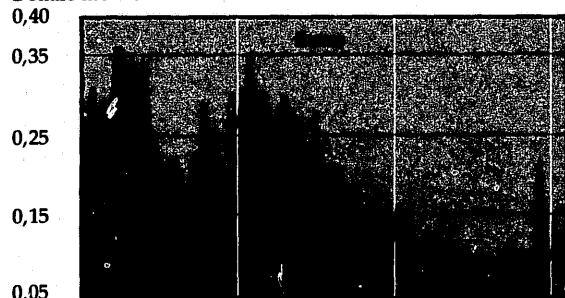
Source : FAO.

Figure 1.3 Tendances des prix agricoles aux Etats-Unis, valeur réelle, diverses années, 1800-1985

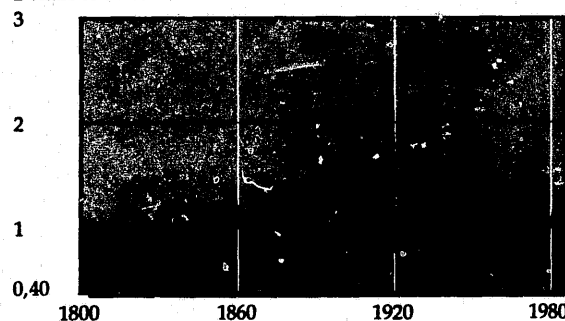
Dollars le boisseau



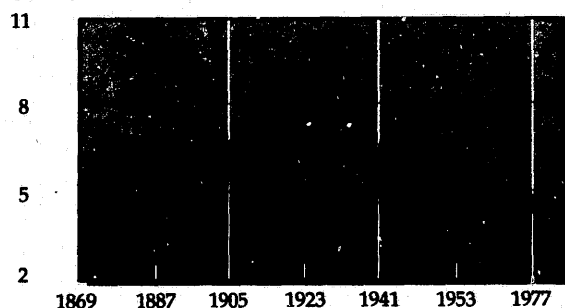
Dollars la livre



Dollars le boisseau



Dollars le cwt



Note : Les prix à la production sont corrigés de l'inflation au moyen de l'indice des prix de gros des Etats-Unis (1967 = 100). Les prix du maïs avant 1866 sont des estimations basées sur les prix en Virginie. Les prix du riz avant 1904 sont des estimations basées sur les prix à New York. La ligne brisée indique que les chiffres ne sont pas connus.

Source : Ministère de l'agriculture des Etats-Unis, *Agricultural Statistics*, éditions diverses; Bureau du recensement des Etats-Unis, 1975, 1982, 1985; Strauss et Bean, 1940; Peterson, 1928.

Tableau 1.5 Hausse réelle du prix des produits agricoles, 1950-84
(pourcentage moyen de variation annuelle)

	1950-59	1960-69	1970-79	1950-84
Ensemble de l'agriculture	-2,92	0,00	0,01	-1,03
Cacao, café, thé	-2,08	-1,26	7,46	-1,13
Céréales	-3,84	2,72	-1,31	-1,30
Huiles et graisses	-3,73	-0,73	-0,81	-1,29
Matières premières	-2,51	0,50	-1,72	-1,08
Métaux et minéraux	0,08	6,12	-4,06	-0,09

Note : Les chiffres sont corrigés de l'inflation au moyen de l'indice de la valeur unitaire des produits manufacturés de la Banque mondiale. Cet indice est l'indice c.a.f. des prix en dollars des exportations de biens manufacturés des pays industriels en direction des pays en développement. Les taux exponentiels de croissance annuelle ont été calculés au moyen d'estimations obtenues par la méthode des moindres carrés ordinaires.

Il n'est pas possible d'estimer avec précision l'incidence de la malnutrition chronique dans les pays en développement, mais il ne fait aucun doute que le problème est considérable. Selon un rapport intitulé *La pauvreté et la faim. Comment assurer la sécurité alimentaire du tiers monde. Problèmes et options*, publié récemment par la Banque mondiale, le nombre de victimes de la malnutrition chronique se situe entre 340 et 730 millions, et cela compte non tenu de la Chine. La malnutrition est un défi pour tous les pays en développement à faible revenu, grands ou petits. Les gouvernements souhaitent bien entendu prendre des mesures spéciales pour y remédier, par exemple, en fournissant des aliments bon marché aux pauvres, par des transferts de revenus, par des secours, ou par d'autres types de programmes d'alimentation et de nutrition. Mais au-delà d'un certain point, ces mesures ralentissent la croissance économique et absorbent des fonds qu'ils souhaiteraient utiliser pour financer d'autres activités. Ce point est vite atteint dans les pays à faible revenu dont le taux de croissance économique est faible.

La malnutrition préoccupe à juste titre les pays en développement, et le monde en général. Dans la plupart des cas, la cause de la malnutrition généralisée n'est pas à rechercher dans l'insuffisance de la production alimentaire, mais plutôt dans la pauvreté et l'inégalité de la répartition du revenu. Les programmes spéciaux, s'ils sont exécutés de façon économique, peuvent remédier en partie à la malnutrition, mais il ne faut guère espérer que les pays en développement à faible revenu pourront faire des progrès sensibles et durables dans la lutte contre la malnutrition si leur taux de croissance économique n'augmente pas (Encadré 1.1). En effet, les meilleures mesures de lutte contre la malnutrition et la pauvreté sont celles-là mêmes qui favorisent la croissance et la compétitivité de l'économie, car une économie compétitive et en expansion permet une répartition plus

équitable du capital humain et autres actifs, et améliore le revenu des pauvres. Les progrès accomplis dans la bataille contre la malnutrition et la pauvreté ne se confirmeront que si la croissance économique est satisfaisante.

Alors que nous avons encore présentes à la mémoire les images terribles de la famine africaine, nous avons peine à croire que le phénomène soit en recul. C'est pourtant bien le cas. Jusqu'au XXe siècle, une famine sévissait presque chaque année quelque part dans le monde, faisant souvent un nombre de victimes qui, même selon les critères actuels, était alarmant. Il est possible que plus de 10 millions de personnes aient été emportées par la famine au Bihar (Inde) au début des années 1770, dans l'Inde orientale à la fin des années 1860 et au nord de la Chine dans les années 1870.

Certes des famines ont eu lieu depuis 1940, une douzaine environ, mais à quelques exceptions près, elles sont loin d'avoir revêtu les proportions de celles des siècles précédents. Et si celle qui s'est produite au Sahel au début des années 70 était conforme aux notions populaires (récoltes déperissant sur le sol desséché, population affamée), un grand nombre d'entre elles étaient le contrecoup de guerres ou de luttes civiles et n'étaient pas dues aux conditions météorologiques ni à l'insuffisance des approvisionnements.

L'exemple de l'Afrique et le souvenir des famines passées ne devraient pas faire oublier les succès éclatants remportés au cours des vingt-cinq dernières années dans la prévention de la famine, et tout particulièrement en Inde. Quatre facteurs ont contribué à ce succès. Premièrement, le développement du commerce international des céréales permet aux pays d'importer plus facilement des denrées alimentaires quand il le faut. Deuxièmement, avec le concours de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et d'autres institutions internationales, les gouvernements acceptent plus volontiers de si-

gnaler l'imminence d'une pénurie. Troisièmement, les moyens dont disposent les pays pour distribuer les denrées dans les zones sinistrées et pour donner aux affamés les moyens d'acheter la nourriture disponible se sont améliorés. Quatrièmement, et surtout, de nombreux gouvernements se rendent compte désormais que la famine est un phénomène complexe. Les mesures de politique économique, en particulier dans les domaines du commerce intérieur et extérieur, des prix à la production, des méthodes de financement et de distribution des aliments, sont autant de facteurs qui déterminent si un pays est exposé ou non à la famine (Encadré 1.2).

Le commerce et les prix

Bien que les perspectives alimentaires mondiales soient favorables, on ne saurait se féliciter de l'état de l'agriculture dans le monde. La situation serait bien plus encourageante si des progrès survenaient dans le domaine de la politique du com-

merce et des prix. La plupart des produits agricoles sont échangés sur les marchés mondiaux, si bien que tous les pays ont la possibilité d'accroître leurs revenus en se spécialisant dans les produits où ils sont compétitifs. Les progrès considérables accomplis par les pays en développement dans le domaine de l'agriculture au cours des dernières décennies démontrent que ces derniers, aussi bien que les pays industriels, profitent de l'existence d'un système d'échanges mondiaux efficace. Or, dans les pays industriels, les barrières commerciales se relèvent et la plupart des pays en développement poursuivent des politiques qui freinent la croissance de la production agricole et des revenus ruraux. Aussi la plus grande partie des exportations alimentaires mondiales proviennent-elles de pays industriels, où la production alimentaire coûte cher, et sont-elles consommées dans les pays en développement où les coûts sont plus bas.

Tant de pays en développement sont tributaires des exportations agricoles que l'évolution des

Encadré 1.1 La sécurité alimentaire

L'une des idées-forces de ce Rapport est qu'à long terme, les gens ne peuvent parvenir à la sécurité alimentaire que s'ils ont un revenu suffisant. La sécurité alimentaire et les mesures qui permettent de la renforcer font l'objet d'un nouveau rapport de la Banque mondiale intitulé *La pauvreté et la faim. La sécurité alimentaire dans les pays en développement. Problèmes et options* (1986). Citons quelques-unes de ses conclusions :

- Par «sécurité alimentaire», on entend la possibilité pour tous de disposer en permanence d'une alimentation suffisante pour rester en bonne santé et mener une vie active. Il existe deux types d'insécurité alimentaire : l'insécurité chronique et l'insécurité temporaire. L'insécurité alimentaire chronique est la situation de ceux qui, faute de pouvoir se procurer de la nourriture, ont en permanence une alimentation déficiente. Elle est le lot des ménages qui ne peuvent jamais soit acheter, soit produire de quoi se nourrir. Quant à l'insécurité alimentaire temporaire, c'est le fait, pour un ménage, d'être momentanément dans l'impossibilité de se procurer une alimentation suffisante. Les causes en sont l'instabilité des prix ou de la production alimentaire, ou celle du revenu des ménages — et sa pire forme est la famine.

- Les questions de sécurité alimentaire sont importantes, car améliorer la nutrition, c'est investir dans la productivité de la population. En outre, les mesures de restructuration que les pays entreprennent pour rendre leur économie plus performante ont plus de

chances d'aboutir si les objectifs de sécurité alimentaire ne sont pas sacrifiés.

- Les problèmes de sécurité alimentaire ne découlent pas obligatoirement d'une insuffisance des approvisionnements. Ils résultent plutôt d'un manque de pouvoir d'achat au niveau des pays ou des ménages. A long terme, la sécurité alimentaire passe par le relèvement du revenu réel des ménages, qui leur permet d'acheter assez à manger.

La pauvreté et la faim analyse toutes sortes de moyens économiques d'améliorer la sécurité alimentaire à court terme. Nombre de mesures de lutte contre l'insécurité alimentaire sont parfaitement compatibles avec une croissance économique efficace, car elles visent à accroître la productivité de la population. En revanche, d'autres comportent divers sacrifices. Comme on le constate dans l'étude et aux Chapitres 4 et 5 du Rapport, certaines mesures appliquées par les autorités nationales pour renforcer la sécurité alimentaire compromettent à la fois la croissance économique et la sécurité alimentaire à longue échéance. On peut signaler en particulier la surévaluation persistante des monnaies, l'affectation de sommes considérables aux subventions alimentaires et la construction d'installations de stockage coûteuses destinées à l'accumulation de réserves excessives de céréales alimentaires. En cas d'arbitrage, il est beaucoup plus efficace et moins coûteux de réserver l'aide alimentaire aux groupes les plus vulnérables.

Encadré 1.2 Les idées d'Adam Smith sur les causes de la famine et les réalités d'aujourd'hui

Les famines peuvent résulter de divers facteurs. La sécheresse, les inondations, la guerre, l'inflation, les poussées brutales de chômage, tous ces événements, et d'autres encore, peuvent contribuer à priver de vastes catégories de population de leurs moyens de s'alimenter convenablement. Il y a plus de 200 ans, Adam Smith décrivit avec beaucoup de clairvoyance la complexité du phénomène. Il rejeta l'opinion, alors courante, suivant laquelle les famines sont souvent provoquées par la manière dont les commerçants manipulent les marchés. Il affirma que «nulle cherté ne peut être attribuée à une ligue des marchands de blé entre eux» (Smith [1776] 1806, Livre IV, Chapitre V, p. 233). Chose tout aussi importante, Smith a analysé le lien qui existe entre le déclin général de l'économie (non pas spécialement celui de la production alimentaire) et l'apparition de la famine. Il a examiné le rôle des salaires et de l'emploi dans la subsistance et a montré comment la faim peut résulter de la contraction de l'emploi ou des salaires réels.

Dans une situation de crise économique, «la demande de domestiques et d'ouvriers» pourrait diminuer fortement et «un grand nombre de ceux qui auraient été élevés dans des métiers d'une classe supérieure, ne pouvant plus se procurer d'ouvrage dans leur emploi, seraient bien aisés d'en trouver dans les classes inférieures». De cette manière, «... il s'y établirait une si grande concurrence pour le travail que les salaires seraient bornés à la plus chétive et à la plus misérable subsistance de l'ouvrier. Beaucoup d'entre eux, même à de si dures conditions, ne pourraient pas trouver d'occupation; ils seraient réduits à périr de faim, ou bien à chercher leur subsistance en mendiant ou en s'abandonnant au crime. La misère, la famine et la mortalité désoleraient bientôt cette classe, et de là s'étendraient aux classes supérieures...» (Livre I, Chapitre VIII, page 108). Smith [1776], 1950. Livre I, Chapitre VIII, p. 108.

Les conclusions de Smith sur les causes écono-

miques générales de la famine ont été confirmées par l'étude de famines contemporaines réalisée par Amartya Sen (1981, 1986). Les processus économiques par lesquels les différents groupes professionnels font valoir leurs droits alimentaires doivent être examinés étroitement si l'on veut expliquer les changements économiques qui aboutissent à «la misère, la famine et la mortalité» et la place faite par Smith aux moyens économiques de subsistance (tels que les salaires et le travail) est particulièrement intéressante. Par exemple, dans la famine qui a sévi en Ethiopie en 1973, la province du Wollo a connu une mauvaise récolte, mais l'offre alimentaire n'a pas diminué dans des proportions sérieuses pour l'ensemble de l'Ethiopie. Les victimes de la famine de la province du Wollo n'avaient pas les moyens de faire venir des vivres d'une autre région du pays (en fait, la province en a vendu, alors même que sévissait la famine, aux régions plus prospères, notamment Addis-Abeba et Asmara). De même, pendant la famine de 1943 au Bengale et celle de 1974 au Bangladesh, la baisse des revenus réels et de l'emploi dans le secteur rural était la cause immédiate de la catastrophe, sans que l'offre alimentaire diminue dans des proportions majeures (au contraire, l'offre alimentaire totale par habitant a atteint un niveau record pendant la famine). Au Bengale, les obstacles au commerce interprovincial qui ont empêché les céréales alimentaires de parvenir des autres provinces ont contribué à aggraver la famine.

Pour intervenir à bon escient en cas de famine, il faut entreprendre une analyse économique complète des facteurs qui influent sur la ration alimentaire des groupes vulnérables. Il faut comprendre les rôles exacts de la production et du commerce des produits non alimentaires, aussi bien que des produits alimentaires, et la nature de la politique officielle, y compris le rôle négatif des barrières commerciales internes et externes arbitraires, et la contribution positive de la création de revenus au moyen de projets d'utilité publique.

Tableau 1.6 Croissance des exportations mondiales, 1965-84
(pourcentage moyen de variation annuelle en prix constants de 1980)

	Moyenne 1965-70	Moyenne 1971-84	1981	1982	1983	1984
Agriculture	3,21	4,64	7,33	-0,63	-0,31	7,18
Denrées	2,66	5,27	8,68	1,58	-0,05	7,79
Autres produits agricoles	4,33	3,00	3,71	-2,02	-1,08	5,39
Métaux	9,65	4,90	-13,96	-6,39	4,59	4,87
Combustibles	12,70	-3,25	-12,03	-7,23	-2,02	2,01
Produits manufacturés	8,46	4,78	4,23	-2,40	4,81	11,15
Total	9,32	2,60	0,04	-3,07	2,61	8,55

Note : Les exportations comprennent les réexportations. Les pays d'Europe de l'Est à économie planifiée ne sont pas compris dans ce tableau. Les taux de croissance ont été calculés au moyen d'estimations obtenues par la méthode des moindres carrés ordinaires.

marchés agricoles mondiaux revêt une importance critique. Entre 1965 et 1970, les exportations agricoles mondiales ont progressé plus lentement que celles de tout autre grand groupe de produits de base : 3,21 % par an seulement, contre 8,46 % par an pour les produits manufacturés (Tableau 1.6).

Depuis 1970, la croissance des exportations agricoles s'est accélérée tandis que celle des exportations de produits manufacturés s'est ralentie. Entre 1971 et 1974, les exportations agricoles ont progressé au rythme de 4,64 % par an, tandis que les exportations de produits manufacturés n'augmentaient plus que de 4,78 %. Ce sont les échanges de denrées alimentaires qui se sont développés le plus rapidement : 5,27 % par an. La hausse rapide des importations alimentaires est en grande partie le fait des pays en développement (Figure 1.4). La croissance des importations des pays en développement entre 1962 et 1984 est due pour 80 % aux pays à revenu intermédiaire, bien qu'ils ne représentent qu'un tiers de la population des pays de ce groupe. C'est dans les pays industriels que les exportations de denrées alimentaires ont connu la croissance la plus rapide.

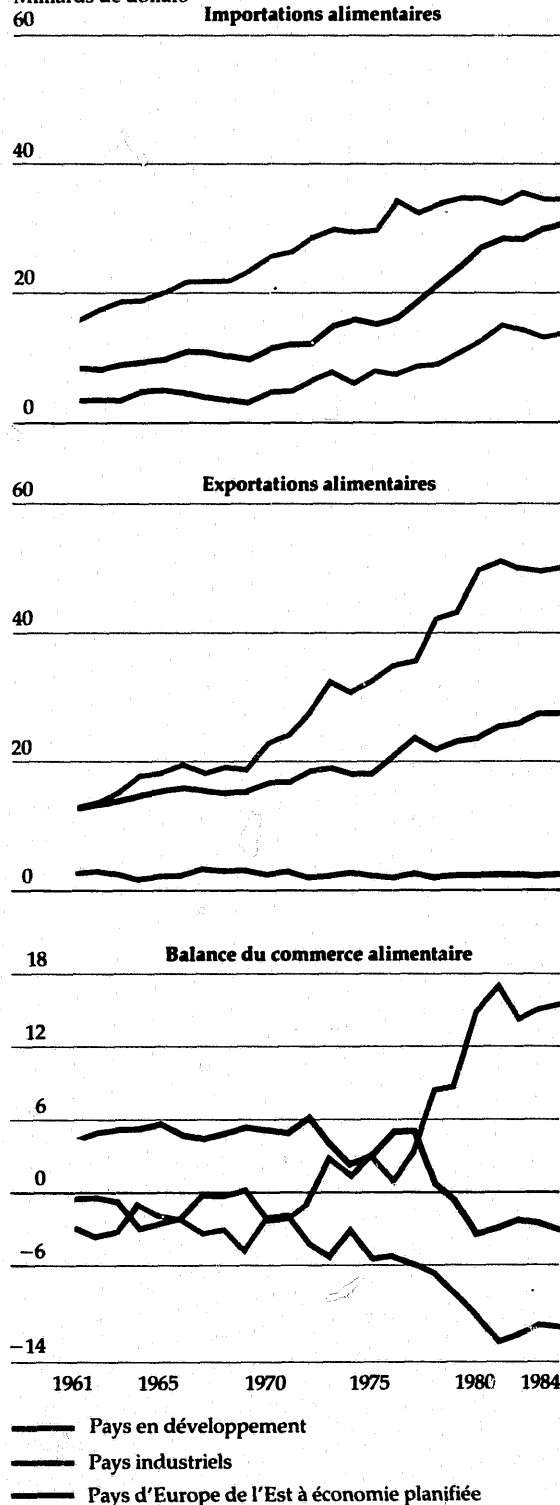
Les changements qui se sont produits dans la structure du commerce alimentaire sont tout aussi importants que l'expansion des exportations alimentaires. Comme on le voit à la Figure 1.4, les importations alimentaires des pays en développement enregistrent depuis 1975 une montée qui les a portées à un niveau presque égal à celui des importations alimentaires des pays industriels à économie de marché en 1984. Celles des pays d'Europe de l'Est à économie planifiée se sont également développées. La balance du commerce des denrées alimentaires est brusquement devenue défavorable aux pays en développement, alors même que leur endettement s'alourdissait et que le manque de devises s'aggravait.

L'évolution des échanges alimentaires, telle qu'elle est décrite à la Figure 1.4, est de toute évidence l'aspect le plus marquant du commerce agricole mondial depuis quelques décennies. Elle explique également l'évolution des parts dans les exportations. Ainsi qu'on le voit au Tableau 1.7, les pays en développement pris comme un tout ont perdu des parts du marché des exportations. Les pertes enregistrées depuis le début des années 60 sont modestes pour le café, le cacao, le thé et les matières premières, mais elles sont importantes pour les aliments.

Ces changements reflètent non seulement l'accroissement de la population, mais également l'évolution des modes de consommation et de la

Figure 1.4 Tendances du commerce alimentaire et de la balance commerciale, 1961-84

Milliards de dollars



Note : Les chiffres relatifs aux importations et aux exportations sont des volumes pondérés par les prix unitaires à l'exportation mondiaux pour 1978-82.

Source : D'après des données de la FAO.

Tableau 1.7 Parts des principaux groupes de produits agricoles dans les exportations, 1961-63, 1982-84
(pourcentage)

	Cacao, café, thé		Aliments		Matières premières		Total agriculture	
	1961-63	1982-84	1961-63	1982-84	1961-63	1982-84	1961-63	1982-84
Pays en développement	91,1	94,9	44,8	34,2	69,2	65,3	63,1	48,4
Pays à faible revenu	27,6	23,8	9,0	3,6	15,6	13,6	15,1	8,3
Afrique	19,6	15,8	1,5	0,3	6,0	4,9	6,9	3,5
Asie	8,0	8,0	7,5	3,3	9,6	8,7	8,0	4,8
Exportateurs de pétrole à revenu intermédiaire	17,1	17,6	6,5	3,3	33,9	24,7	14,8	8,8
Importateurs de pétrole à revenu intermédiaire	53,4	53,5	29,3	27,3	19,7	27,0	33,3	31,3
Pays à revenu élevé exportateurs de pétrole	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1
Pays industriels à économie de marché	1,7	4,7	46,2	62,7	23,5	24,0	30,5	47,9
Pays d'Europe de l'Est à économie planifiée	0,2	0,4	8,9	3,0	7,3	10,7	6,4	3,6

Note : Les chiffres sont pondérés par les prix unitaires à l'exportation mondiaux pour 1978-82, afin qu'on puisse faire des comparaisons entre pays. Les aliments sont les céréales, le sucre, la viande, la volaille, les produits laitiers, les racines et les tubercules, les légumineuses, les fruits et les légumes. Les matières premières comprennent le coton, le jute, le caoutchouc, le tabac.

Source : D'après des données de la FAO.

politique économique dans les pays en développement. Le meilleur exemple est l'importance grandissante du blé dans l'alimentation des pauvres. Entre 1964 et 1966, la part des pays en développement dans la consommation mondiale de blé était de 39 %, alors qu'en 1979-81, elle était en moyenne de 49 %. L'expansion des villes, la facilité d'emploi du pain et la faiblesse des prix internationaux sont autant de facteurs qui ont contribué à cette situation, de même que la surévaluation des changes et les subventions alimentaires accordées aux citadins dans de nombreux pays en développement. Un autre facteur est la disponibilité de l'aide alimentaire dans certains pays. En 1960, au Bangladesh (alors Pakistan oriental), la consommation de blé représentait moins de 2 % de la consommation totale de céréales. Par suite de la distribution de blé subventionnée au titre de l'aide alimentaire et de l'augmentation rapide de la production locale, le blé constitue maintenant environ 20 % de la consommation de céréales. L'accroissement de la consommation de blé et l'impossibilité de le produire économiquement dans de nombreux pays obligent ces derniers à en importer de plus grosses quantités. Entre 1979 et 1981, le blé a représenté 59 % des importations de céréales alimentaires des pays en développement. Tandis que la consommation de blé augmentait, celle des céréales secondaires (maïs, orge, etc.) a diminué, surtout en proportion de la consommation totale de céréales, sauf dans les pays en développement en expansion rapide, où la viande occupe une place plus importante dans l'alimentation. La République de Corée,

Hong Kong, la Malaisie, les Philippines et la Thaïlande ont augmenté leur consommation indirecte de céréales secondaires sous forme d'aliments pour le bétail et la volaille.

Ces changements intervenus dans la structure de la consommation et du commerce ont été en grande partie déterminés par la politique des prix et du commerce. La réglementation des échanges agricoles, au moins parmi les pays industriels, s'est beaucoup renforcée. Les niveaux de protection étaient comparativement modestes avant la première guerre mondiale, pendant les années 20 et pendant les années 50, comme on le voit dans l'Encadré 1.3. La croissance sans précédent des exportations de produits manufacturés, d'abord au Japon et ensuite en Corée, à Hong Kong et à Singapour, a été rendue possible par la création d'un système commercial ouvert. Le monde entier a bénéficié de l'expansion de la croissance économique qui en a résulté, tant dans les pays en développement que dans les pays industriels. Le contraire s'est produit dans l'agriculture. Les interventions sont presque universelles et une grande partie des échanges est administrée par les organismes et les offices de commercialisation du secteur public. Les ententes bilatérales, l'aide alimentaire et les préférences spéciales ont contribué à fausser les courants commerciaux dans l'agriculture.

Lorsque les prix intérieurs sont maintenus à un niveau inférieur à ceux des prix mondiaux, les producteurs qui font concurrence aux importateurs ou les exportateurs locaux sont taxés; inversement,

lorsque les producteurs nationaux reçoivent des prix supérieurs aux prix frontière, ils bénéficient d'un soutien. Le rapport des prix intérieurs aux prix frontière (coefficient de protection nominale — CPN) est donc un bon indicateur de l'action des autorités dans le domaine du commerce.

La démarche adoptée par les pays industriels et les pays en développement est résumée à la Figure 1.5, qui est fondée sur un grand nombre de coefficients de protection nominale applicables aux cultures vivrières et autres (exportations et importations). Il ressort clairement que les pays en développement tendent à taxer les produits agricoles, et donc à encourager les importations et décourager les exportations. L'effet est souvent plus fort que ne nous le montre la Figure 1.5 en raison de la surévaluation des changes. Les pays industriels, au contraire, tendent à soutenir la production intérieure et à freiner par là les importations et stimuler les exportations.

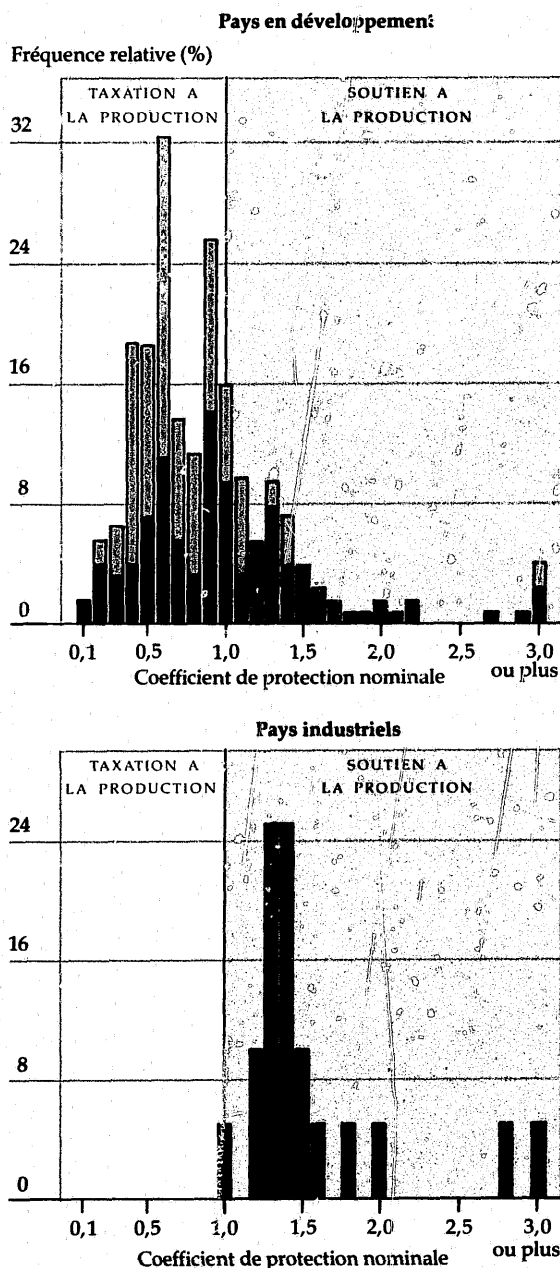
Le biais contre l'agriculture manifesté par les pays en développement est donc aggravé par le haut niveau de protection dans les pays industriels. Ceux-ci ont dressé des barrières élevées à l'encontre des importations de produits de climat tempéré provenant des pays en développement, puis ont subventionné leurs propres exportations. Les systèmes de préférences commerciales auxquels ils permettent à de nombreux pays en développement de participer ne compensent pas réellement les restrictions.

Les mesures adoptées par les pays industriels influent sur le niveau, le sens et la stabilité des cours mondiaux. Quelques pays en développement peuvent agir eux aussi sur les cours mondiaux du café, du cacao, du thé, des matières premières et de certaines denrées alimentaires. Collectivement, la politique appliquée par les pays en développement peut modifier les cours mondiaux des produits de climat tempéré. Le fait que les deux catégories de pays isolent les prix intérieurs des marchés mondiaux ne fait qu'accroître l'instabilité des cours mondiaux. L'une des idées-forces du présent Rapport est que c'est d'un point de vue global qu'il faut considérer le développement et la croissance future de l'agriculture, car les politiques et programmes agricoles suivis dans divers pays sont interdépendants.

La deuxième partie du Rapport est consacrée à l'examen de la politique poursuivie par les pays en développement et par les pays industriels. On montre comment elles font obstacle à la croissance économique comme à celle de l'agriculture et entravent la lutte contre la pauvreté dans le tiers

monde. Dans les Chapitres 4 et 5, on étudie dans quelle mesure les pays en développement pourraient améliorer leur politique et leurs performances agricoles, quoi que fassent les pays industriels. On voit pourquoi et comment les pouvoirs

Figure 1.5 Coefficients de protection nominale



Note : Les chiffres relatifs aux pays en développement sont basés sur 189 CPN relevés dans 37 pays pendant la période 1979-81. Les chiffres relatifs aux pays industriels sont basés sur 20 CPN relevés dans quatre pays pendant la période 1979-81.
Source : D'après des données de la FAO.

Encadré 1.3 Le protectionnisme agricole dans son contexte historique

Voilà des siècles que les gouvernements protègent les agriculteurs. Depuis le début de l'ère industrielle, on n'a guère connu qu'un bref épisode de libre-échange agricole en Europe. Cet épisode a commencé lors de l'abolition des lois sur le blé au Royaume-Uni en 1846 et, en 1860, il touchait presque tout l'ouest de l'Europe. Mais cette situation a duré moins de vingt ans. Pendant les cinquante années qui ont suivi, seuls le Danemark, les Pays-Bas et le Royaume-Uni ont résisté au courant protectionniste qui a triomphé pendant la Grande Dépression, époque où des tarifs douaniers élevés ont été imposés.

En comparaison de la protection des années 30, celle dont jouissaient les produits agricoles avant la première guerre mondiale et pendant les années 20 était encore modérée. Le Tableau 1.3A contient un échantillon des tarifs douaniers estimatifs, applicables aux denrées alimentaires et aux biens manufacturés en 1913, 1927 et 1931. En Europe occidentale, les tarifs douaniers applicables aux denrées alimentaires en 1913 étaient à peu près égaux à ceux qui étaient imposés aux produits manufacturés. En 1927, ils n'étaient encore que légèrement plus élevés. Cependant, en 1931, ils l'emportaient de loin sur toutes les autres catégories de

Tableau 1.3A Niveau estimatif des tarifs douaniers en Europe, en pourcentage des prix frontière, 1913, 1927 et 1931

	Denrées alimentaires			Produits semi-manufacturés			Biens manufacturés industriels		
	1913	1927	1931	1913	1927	1931	1913	1927	1931
Allemagne	21,8	27,4	82,5	15,3	14,5	23,4	10,0	19,0	18,3
Autriche	..	16,5	59,5	..	15,2	20,7	..	21,0	27,7
Belgique	25,5	11,8	23,7	7,6	10,5	15,5	9,5	11,6	13,0
Bulgarie	24,7	79,0	133,0	24,2	49,5	65,0	19,5	75,0	90,0
Espagne	41,5	45,2	80,5	26,0	39,2	49,5	42,5	62,7	75,5
Finlande	49,0	57,5	102,0	18,8	20,2	20,0	37,6	17,8	22,7
France	29,2	19,1	53,0	25,3	24,3	31,8	16,3	25,8	29,0
Hongrie	..	31,5	60,0	..	26,5	32,5	..	31,8	42,6
Italie	22,0	24,5	66,0	25,0	28,6	49,5	14,6	28,3	41,8
Pologne	..	72,0	110,0	..	33,2	40,0	..	55,6	52,0
Roumanie	34,7	45,6	87,5	30,0	32,6	46,3	25,5	48,5	55,0
Suède	24,2	21,5	39,0	25,3	18,0	18,0	24,5	20,8	23,5
Suisse	14,7	21,5	42,2	7,3	11,5	15,2	9,3	17,6	22,0
Tchécoslovaquie	..	36,3	84,0	..	21,7	29,5	..	35,8	36,5
Yougoslavie	..	43,7	75,0	..	24,7	30,5	..	28,0	32,8

Note : Les chiffres représentent le pourcentage selon lequel les prix intérieurs à la production l'emportent sur les prix frontière.
Source : D'après Liepmann, 1938, p. 413.

publics ont souvent pénalisé l'agriculture, notamment par des stratégies de développement auto-centré et par des mesures macroéconomiques et un régime des changes peu appropriés. Ces deux chapitres montrent également l'importance des réformes de la politique fiscale, des mesures de stabilisation des prix, des méthodes de commercialisation et des subventions en faveur des consommateurs et des producteurs. Les perspectives des pays en développement s'amélioreraient beaucoup s'ils modifiaient leur politique économique et leurs institutions, comme certains

l'ont du reste déjà fait ou sont en train de le faire. La tendance à la réforme qui se manifeste dans les pays en développement est étudiée au Chapitre 5.

Le Chapitre 6 a trait à la politique suivie par les pays industriels et dénombre ses coûts et ses avantages, sur les plans intérieur et extérieur. Cette politique est non seulement coûteuse pour les pays qui l'appliquent, mais elle est en outre un important facteur d'inefficacité dans l'agriculture mondiale. Le chapitre met en évidence les conséquences internationales de la politique des pays industriels et les gains importants qui résulteraient

tarifs douaniers. Dans le cas extrême de la Finlande, les tarifs douaniers agricoles étaient cinq fois plus élevés que ceux qui s'appliquaient aux produits semi-manufacturés. En Allemagne, ils étaient quatre fois plus élevés que les tarifs douaniers industriels.

Pendant les années 50, les niveaux de protection ont été ramenés à ceux des années 20 en Europe occidentale. Or, dix ans plus tard, ils avaient considérablement augmenté (Tableau 1.3B). Pour la Communauté européenne, le niveau moyen était plus du triple de ce qu'il était dix ans plus tôt, et en France et en Italie, il avait presque retrouvé celui de 1931.

En Asie de l'Est, tout autant qu'en Europe occidentale, la protection agricole a des origines déjà anciennes. En 1904, le Japon a imposé un tarif douanier sur les importations de riz. Pendant les années 20 et 30, il a gardé les prix intérieurs à un niveau élevé pour encourager l'autosuffisance. On mesure le degré de protection à la différence entre les prix au Japon et en Thaïlande. Pendant les années 20, il était trois fois plus élevé qu'en Thaïlande, écart trop important pour que la différence de qualité suffise à le justifier. De 1919 à 1945, la République de Corée, qui faisait alors partie de l'Empire japonais, a pratiqué les mêmes niveaux de protection.

Après 1945, le Japon a continué à protéger son agriculture mais, dans le cadre de ses efforts d'industrialisation, la Corée du Sud a commencé à taxer les agriculteurs. Le niveau de taxation, cependant, était modeste comparé à celui que pratiquent certains pays en développement à faible revenu aujourd'hui. Au milieu des années 50, les prix intérieurs à la production en Corée étaient inférieurs de quelque 15 % aux prix frontière. Au Japon, à la fin des années 50, ils étaient de plus de 40 %. Depuis lors, les deux pays ont considérablement

Tableau 1.3B Niveau estimatif des tarifs douaniers en pourcentage des prix frontière, 1956 et 1965-67

	1956	Moyenne 1965-67
Allemagne	22	54
Belgique	5	54
Communauté européenne	16 ^a	52
Danemark	3	5
Etats-Unis	2 ^b	8 ^c
France	18	47
Irlande	4	3
Italie	16	64
Japon	42 ^d	76 ^e
Pays-Bas	5	37
Royaume-Uni	32	28
Suède	27	54

Note : Les chiffres sont calculés selon la méthode employée dans le Tableau 1.3A.

a. A l'exception du Danemark, de l'Espagne, de la Grèce, de l'Irlande, du Portugal et du Royaume-Uni.

b. Les chiffres portent sur 1955.

c. Les chiffres portent sur 1965.

d. Les chiffres portent sur 1955-59.

e. Les chiffres portent sur 1965-69.

Source : McCrone, 1962, p. 51; Howarth, 1971, p. 29; Saxon et Anderson, 1982, p. 29; Honma et Hayami, à paraître. Les estimations de McCrone et Howarth ont été corrigées pour mesurer la protection en prix internationaux et non pas en prix intérieurs.

renforcé la protection agricole. En 1965, le niveau de protection agricole au Japon était passé à 76 %, tandis qu'en moins de vingt ans, la Corée du Sud avait cessé de taxer ses agriculteurs pour les protéger désormais généreusement. En moyenne, les prix intérieurs à la production étaient supérieurs de 55 % aux prix frontière entre 1970 et 1974, et de 166 % de 1980 à 1982.

pour le monde entier d'une libéralisation des échanges et de la politique nationale dans tous les pays.

On montre l'importance particulière de l'interaction entre pays en développement et industriels. A court terme, ce sont ces derniers et quelques pays en développement qui auraient sans doute le plus à gagner de l'instauration d'un régime de libre-échange, mais les avantages d'un tel régime s'étendraient rapidement à tous les pays qui appliqueront les réformes économiques nécessaires.

Le Chapitre 7 considère les principales initiatives

qui ont été proposées ou prises sur le plan international pour que les pays en développement profitent davantage du commerce : accords internationaux sur les produits de base, financement compensatoire, préférences commerciales particulières et aide alimentaire. On affirme que ce genre d'initiatives vise plus à remédier aux symptômes qu'aux causes du problème, causes qui sont à rechercher dans la politique commerciale et nationale des pays tant industriels qu'en développement. Pour terminer, le Chapitre 8 récapitule les réformes les plus urgentes.

2

Le caractère indécis de la reprise

Lorsqu'à l'issue de la profonde récession de 1980-82, les pays industriels ont vu leur production s'accroître de nouveau, ce redressement s'est révélé plus durable que lors des reprises antérieures. Dans la plupart d'entre eux, l'amélioration de la production s'est amorcée en 1982, et la croissance s'est poursuivie jusqu'à présent. Pourtant, la situation de l'économie mondiale est délicate et incertaine. Sauf pour les Etats-Unis et le Japon en 1984, l'expansion des pays industriels a été plus lente qu'elle ne l'avait été au début des reprises antérieures (Tableau 2.1).

Dans les pays en développement, l'évolution de la production a été similaire. La croissance s'est amplifiée après 1982 et a culminé en 1984 (Figure 2.1). Mais, en 1985, la baisse des prix des produits de base, conjuguée à l'amenuisement des apports de capitaux et au net ralentissement de l'expansion du commerce mondial, a rendu difficile le maintien de ces résultats. Un grand nombre des faiblesses structurelles de leurs économies ont alors commencé à réapparaître, ce qui a recentré l'attention de la communauté internationale sur les mesures à prendre pour ouvrir la voie, à moyen terme, à une croissance rapide et durable.

Dans les pays industriels, les taux de chômage, qui avaient fortement augmenté durant la récession de 1980-82, sont généralement restés élevés pendant la reprise. En Europe, ils sont toujours de 9 à 10 % et, même aux Etats-Unis, où le chômage a reculé depuis la récession, la proportion est encore de l'ordre de 6 à 7 %. En revanche, la croissance du PIB ne s'est accompagnée d'aucun signe manifeste de réamorçage de l'inflation. Au contraire, les taux d'inflation qui, au pire moment de la récession, avaient atteint ou dépassé les 10 %, ont diminué progressivement pendant la reprise pour tomber à environ 4 % en 1985.

Pour la plupart des pays en développement, le début de la présente décennie a été difficile. Beaucoup ont tenté d'appliquer les réformes qui s'imposaient, mais les fortes fluctuations de l'économie mondiale ont contrecarré cet effort. Un endettement extérieur de plus en plus lourd, la faiblesse des cours des produits de base et la politique de crédit plus restrictive pratiquée par les banques commerciales ont amené nombre d'entre eux à réduire leurs importations et à tenter d'accroître leurs exportations. Leur action a d'abord essentiellement consisté à freiner la consommation

Tableau 2.1 Croissance du PNB réel dans divers pays industriels, 1979-85
(pourcentage de variation annuelle)

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Allemagne	4,4	2,0	-0,1	-1,2	1,3	2,7	2,3
Etats-Unis	3,2	-0,2	3,4	-2,1	3,7	5,2	2,5
France	3,5	1,1	0,3	1,8	0,7	0,6	1,0
Japon	5,2	4,8	4,1	3,3	3,4	5,8	5,0
Royaume-Uni	1,8	-2,6	-1,4	1,5	3,7	2,3	3,3
Moyenne pour les cinq pays	3,6	0,9	2,2	-0,2	3,0	4,2	2,8

Note : Les chiffres de 1985 sont des estimations.

Source : Pour 1979-84 : Banque mondiale; pour 1985 : OCDE, 1985c.

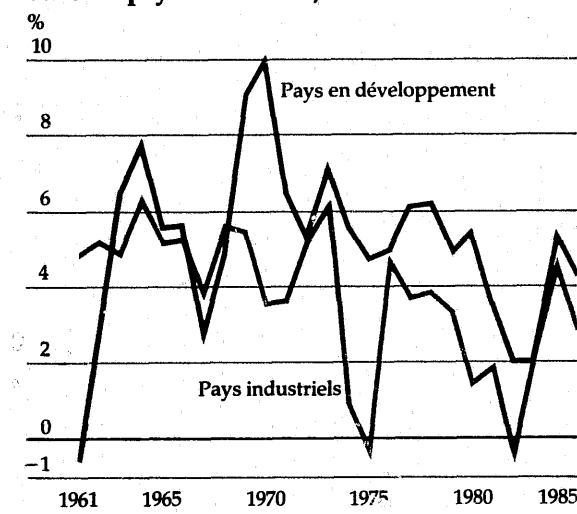
et l'investissement par un abaissement des taux de change, l'alourdissement de la fiscalité et la réduction des dépenses publiques. Bien que les réalignements de change aient souvent stimulé les exportations et aidé les industries concurrencées par les importations, ces ajustements à court terme ont initialement pesé sur les revenus et l'emploi. C'est ainsi que pendant la période 1980-83, le revenu réel par habitant a diminué dans les pays d'Amérique latine et d'Afrique subsaharienne.

A partir de 1984, le retour à la croissance dans les pays industriels et les réformes des pays en développement ont porté leurs fruits. Ces derniers ont connu une reprise collective déclenchée par une nette amélioration de la performance économique d'un grand nombre des pays à revenu intermédiaire. Mais la croissance a de nouveau fléchi en 1985 pour trois raisons principales : ralentissement de la croissance des pays industriels et, en particulier, des Etats-Unis, à partir du milieu de l'année 1984; expansion du commerce mondial en retrait sur la croissance des pays industriels; et nouvelle détérioration des termes de l'échange des pays en développement. De plus, les apports de capitaux extérieurs ont continué de diminuer. La croissance de nombreux pays devrait s'accélérer cette année, mais certains — les exportateurs de pétrole en particulier — n'enregistreront qu'une croissance très lente.

Pendant la phase d'ajustement, cependant, de nombreux gouvernements se sont rendu compte que des réformes institutionnelles fondamentales étaient indispensables pour éviter des problèmes analogues à ceux qui, après s'être progressivement accumulés pendant les années 70, avaient eu des effets si désastreux au début des années 80. Nombreux sont ceux qui ont admis la nécessité de réformer leur système d'incitations afin d'atténuer les distorsions imputables à l'inflation, à la réglementation, à la surévaluation des changes, aux restrictions sur les échanges commerciaux et à des dépenses publiques excessives. Les réformes institutionnelles et les changements d'orientation sont difficiles à opérer, même lorsque tout va pour le mieux; néanmoins, de nombreux pays se sont lancés, au début des années 80, dans des programmes de réforme qui pourraient, s'ils les appliquent avec détermination, leur permettre de jeter les bases d'une croissance et d'un développement durables.

Même lorsque les conditions extérieures sont très défavorables, toute politique tendant à améliorer les systèmes d'incitations et à atténuer les incertitudes contribue à la croissance. Cependant,

Figure 2.1 Taux de croissance du PIB réel dans les pays en développement et dans les pays industriels, 1961-85



les effets des restructurations décidées par les pays en développement seront d'autant plus positifs que le climat économique international sera plus favorable. Le comportement de l'économie des pays industriels est donc un facteur important du progrès économique des pays en développement. Aussi pour bien comprendre ce qui s'est passé dans les pays en développement, convient-il d'analyser les politiques et les résultats des pays industriels.

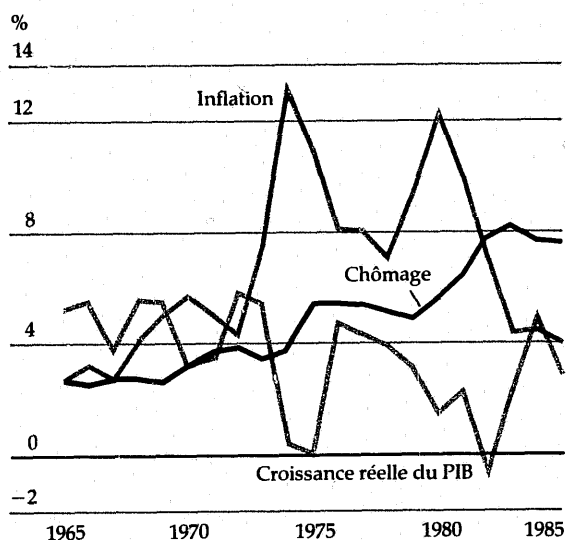
Les pays industriels

La Figure 2.2 illustre les résultats obtenus depuis le milieu des années 60 par les sept principales puissances économiques de l'OCDE. Par-delà les fluctuations cycliques de la croissance du PIB, du chômage et de l'inflation se dessinent des tendances à long terme inquiétantes : pour ce qui est de la croissance du PIB, chaque nouvelle crête a été moins haute que la précédente, alors que, pour le chômage, pointes et creux se sont situés à des niveaux de plus en plus élevés. Il n'y a de progrès que sur le front de l'inflation. Néanmoins, la réduction de l'inflation va de pair avec des taux de chômage deux ou trois fois supérieurs à ceux des années 60.

Politiques monétaires et financières

Ayant subi à la fin des années 70 une inflation sans précédent, la plupart des pays industriels se sont

Figure 2.2 Taux de croissance, d'inflation et de chômage dans sept grands pays industriels, 1965-85



Note : Les chiffres portent sur l'Allemagne, le Canada, les Etats-Unis, la France, l'Italie, le Japon et le Royaume-Uni.
Source : Pour la croissance du PIB : Banque mondiale; pour l'inflation et le chômage : OCDE.

efforcés de freiner l'accroissement de la masse monétaire. Les mesures qu'ils ont prises au début des années 80 présentaient des différences de détail, mais se ressemblaient beaucoup quant au fond. Tout d'abord, il s'agissait de stratégies à moyen terme — portant sur au moins quatre ou cinq ans. Deuxièmement, elles comportaient à la fois des mesures budgétaires et des mesures monétaires. Les gouvernements voulaient à la fois réduire le déficit de leur budget en pourcentage du PNB et freiner la croissance de la masse monétaire, ayant généralement reconnu que les réductions envisagées du taux de croissance de la masse monétaire ne seraient plausibles que si, parallèlement, ils faisaient en sorte d'avoir à emprunter moins.

En dépit de taux de chômage élevés, les stratégies anti-inflation ont été maintenues pendant toute la durée de la récession de 1980-82. Dans ces conditions, l'inflation a reculé rapidement dans les pays industriels, pour atteindre en 1986 son niveau le plus bas depuis vingt ans.

Cependant, les gouvernements ont mieux réussi à freiner l'accroissement de la masse monétaire qu'à abaisser le déficit du secteur public. Certains pays de l'OCDE ont progressivement réduit leurs déficits, qui avaient pris d'amples proportions à la fin des années 70, mais d'autres, et surtout les Etats-Unis, n'y sont pas parvenus (Tableau 2.2).

Depuis 1981, les réductions de la charge fiscale et l'accroissement des dépenses ont porté le déficit du budget fédéral des Etats-Unis à 200 milliards de dollars (près de 4 % du PNB), malgré la reprise enregistrée après 1982. En fait, au plus haut point de l'évolution cyclique de l'activité économique, on aurait pu s'attendre à ce que le budget fédéral soit à peu près équilibré, mais il est resté déficitaire au point de drainer des capitaux d'autres pays.

Déficits budgétaires et taux d'intérêt

Sur le plan intérieur, la persistance de déficits budgétaires considérables se répercute principalement sur le niveau des taux d'intérêt réels et sur les anticipations inflationnistes. Observant que l'Etat éprouve des difficultés évidentes à réduire ses dépenses, les agents économiques s'attendent à ce qu'il doive finalement accroître les recettes publiques pour financer le déficit. L'accroissement des recettes publiques peut être le résultat d'une croissance économique rapide, d'un alourdissement de la charge fiscale, au sens traditionnel du terme, ou du prélèvement que représente l'inflation (Encadré 2.1). Si les perspectives de l'inflation apparaissent inquiétantes, les taux d'intérêt nominaux à long terme tendent à rester supérieurs à ce qu'ils seraient dans d'autres conditions et la présence de déficits budgétaires considérables contri-

Tableau 2.2 Solde du budget de sept grands pays industriels, en pourcentage du PNB, 1979-85

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Allemagne	-2,7	-3,1	-3,8	-3,4	-2,8	-2,3	-1,5
Canada	-1,8	-2,7	-1,6	-5,0	-6,2	-6,4	-6,0
Etats-Unis	0,6	-1,2	-0,9	-3,8	-4,1	-3,4	-3,7
France	-0,7	0,2	-1,8	-2,7	-3,1	-2,8	-3,2
Italie	-9,5	-8,0	-11,9	-12,6	-12,4	-13,5	-13,1
Japon	-4,8	-4,5	-4,0	-3,6	-3,5	-2,6	-1,4
Royaume-Uni	-3,2	-3,9	-3,2	-2,3	-3,5	-4,0	-3,6

Note : Le signe moins dénote un déficit.
Source : OCDE, 1985c.

Tableau 2.3 Evolution de la balance des paiements courants et des taux de change en Allemagne, aux Etats-Unis et au Japon, 1981-85

	1981	1982	1983	1984	1985
<i>Allemagne</i>					
Solde des paiements courants (milliards de dollars)	-5,4	3,2	4,2	6,1	13,2
Indice de change	100,0	100,5	102,4	109,5	111,5
<i>Etats-Unis</i>					
Solde des paiements courants (milliards de dollars)	6,4	-8,0	-40,8	-101,6	-113,6
Indice de change	100,0	93,6	90,7	86,9	86,7
<i>Japon</i>					
Solde des paiements courants (milliards de dollars)	4,8	6,9	20,8	35,0	49,7
Indice de change	100,0	105,7	97,6	93,6	93,2

Note : Les indices de change ont été calculés par rapport au DTS (1981 = 100). Les chiffres indiqués pour 1985 sont des estimations. Le solde des paiements courants a été calculé en tenant compte des transferts publics.
Source : FMI.

bue au niveau élevé des taux d'intérêt réels.

Ceux-ci, qui avaient été négatifs au début des années 70, ont accusé une forte hausse pendant les premières années de la présente décennie. Bien qu'ils aient légèrement baissé en 1982 et plus encore en 1985 et 1986, ils demeurent élevés. Pendant la plupart des récessions (en particulier celles qui ne s'accompagnent pas d'un resserrement monétaire énergétique), la demande de crédit du secteur privé diminue; cela favorise habituellement une baisse des taux d'intérêt. Or, pendant la récession de 1980-82 et la reprise qui l'a suivie, il n'en a pas été ainsi, à cause essentiellement du déséquilibre budgétaire-monnaire. La persistance de taux d'intérêt réels élevés n'a pas fait l'affaire des pays en développement endettés. Les dettes qu'ils avaient contractées dans les années 70, alors que le crédit était bon marché, sont devenues pour eux une lourde charge pendant les années 80 du fait de la hausse des taux d'intérêt. Le problème, comme la plupart des processus cumulatifs, s'est amplifié lentement, et ce même après la forte hausse des taux d'intérêt. Il a cependant fini par prendre des proportions alarmantes au pire moment de la récession, c'est-à-dire au milieu de l'année 1982, et les graves difficultés qu'a posées cet endettement ont constitué le thème principal du Rapport de l'an dernier.

Mouvements de capitaux, déficits de la balance des paiements courants et flux commerciaux

Les gouvernements des pays industriels ont en général financé leurs déficits accrus par des emprunts intérieurs et extérieurs. Des résidents et des étrangers achètent les effets publics — billets, bons du Trésor, obligations d'Etat, ou titres de dépôts — émis pour financer le déficit public.

Lorsque des capitaux étrangers, attirés par des taux d'intérêt réels élevés, contribuent au financement du déficit, il en résulte un déficit de la balance des paiements courants. Aux Etats-Unis, par exemple, le déficit du budget fédéral pour 1985 — environ 200 milliards de dollars — a été financé à raison de 87 milliards de dollars par les excédents financiers du secteur privé de l'économie américaine (y compris les Etats fédérés et les collectivités locales), mais le solde, soit 113 milliards de dollars, a été couvert par des apports de capitaux étrangers, c'est-à-dire par un déficit de la balance des paiements courants.

Le financement des déficits budgétaires ne peut provenir que de trois sources : un accroissement de l'épargne intérieure privée, une réduction de l'investissement privé, ou une amélioration du solde importations/exportations. Or, aux Etats-Unis, en dépit de taux d'intérêt réels élevés, l'augmentation du déficit du budget fédéral en 1982 ne s'est pas accompagnée d'une hausse compensatoire de l'épargne intérieure privée. Le déficit n'a donc pu être financé qu'au prix d'une réduction de l'investissement intérieur ou d'un accroissement de la dette extérieure. Cependant, durant la reprise, l'investissement privé a augmenté plus rapidement que l'épargne intérieure, en partie sous l'effet des allègements fiscaux antérieurs qui favorisaient l'investissement. Dans ces conditions, une part croissante de la charge financière imputable à l'alourdissement du déficit budgétaire a dû être couverte par des apports de capitaux étrangers, ce qui s'est traduit par un déficit substantiel de la balance des paiements courants (Tableau 2.3).

La proportion dans laquelle l'épargne intérieure, la réduction de l'investissement et les apports de capitaux étrangers contribuent à couvrir un déficit

Encadré 2.1 L'inflation en tant qu'impôt

Les gouvernements en quête de recettes supplémentaires peuvent être amenés à accroître la masse monétaire. L'augmentation de l'inflation qui en résulte rogne la valeur réelle de tous les avoirs financiers, à l'exception de ceux qui sont intégralement indexés, phénomène qui est à l'origine de ce qu'il est convenu d'appeler le prélèvement inflationniste. Les débiteurs y gagnent, les créanciers y perdent. Si le marché du crédit est relativement libre, le rendement des instruments financiers portant intérêt, tels que les obligations, compense généralement toute érosion de leur valeur réelle due à l'inflation, à condition que celle-ci soit régulière et prévisible. Cependant, sauf si les obligations sont indexées, leurs taux d'intérêt nominaux risquent d'être insuffisamment élevés pour compenser les effets d'une flambée inflationniste soudaine ou inattendue, et les porteurs voient alors diminuer la valeur réelle de leurs actifs. Etant donné que l'Etat est généralement le principal émetteur et le secteur privé intérieur le principal souscripteur (encore que des étrangers puissent détenir une part substantielle de la masse obligataire), une augmentation brusque ou inattendue du taux d'inflation réduit la valeur réelle de la dette publique. Tout se passe comme si l'Etat percevait une taxe sur les obligations et en utilisait le produit pour réduire son endettement.

Dans les pays en développement, cependant, le marché obligataire est généralement restreint, et les taux d'intérêt sont habituellement bas et réglementés. La plupart des obligations sont détenues par des banques, principalement pour satisfaire à leurs obligations de réserves; les autres porteurs sont souvent des créanciers forcés de l'Etat. Dans ces conditions, les obligations sont rarement une source de financement majeure et ne procurent guère de «recettes fiscales» en cas de poussée inflationniste brusque ou inattendue.

Les prêts bancaires contractés sur les marchés financiers internationaux sont le plus souvent libellés dans une monnaie étrangère, habituellement le dollar, et la valeur réelle de ce type d'actifs n'est pas réduite par l'inflation intérieure.

Dans les pays où le système financier est rudimentaire, la monnaie fiduciaire constitue le principal actif financier. L'Etat a habituellement le monopole de l'émission de pièces et de billets de banque (encore qu'il y ait des exceptions : le Libéria et le Panama utilisent le dollar), lesquels sont détenus en quasi-totalité par les résidents du pays. L'argent liquide ne porte pas intérêt, aussi sa dépréciation ne peut être compensée en période d'inflation. Comme les pièces et les billets en circulation représentent un engagement de l'Etat et un actif du secteur privé, toute réduction de leur valeur réelle équivaut à un impôt sur la monnaie, puisqu'elle réduit l'encours en valeur réelle des engagements de l'Etat.

Il y a des limites à l'ampleur de ce prélèvement. Plus le taux d'imposition est élevé, plus ceux qui en font les frais tentent de s'y soustraire. Le montant (en termes réels) de monnaie fiduciaire que le public est disposé à détenir est d'autant plus faible, et donc l'assiette fiscale d'autant plus étroite, que le taux d'inflation est plus élevé. On peut le voir aux stades ultimes des périodes d'hyperinflation, où les gens cessent pratiquement d'utiliser la monnaie pour recourir au troc. Cependant, même si l'assiette fiscale (c'est-à-dire la quantité de monnaie en termes réels) devient extrêmement réduite, le décalage de l'ajustement des prix à la croissance de plus en plus rapide de la masse monétaire permet encore, généralement, de dégager quelques recettes fiscales. Cependant, lorsque le rythme de l'expansion monétaire se ralentit, ces recettes peuvent accuser une chute brutale.

budgetaire est fonction des taux d'intérêt, du rendement attendu de l'investissement et des taux de change. Toutes ces variables sont largement déterminées par la politique monétaire et budgétaire. Depuis 1981, où le déficit du budget fédéral des Etats-Unis a commencé d'augmenter, le Conseil fédéral de réserve suit une politique monétaire restrictive, d'où des taux d'intérêt élevés pour un pays industriel. Bien que d'autres aspects de la politique économique soient venus compenser leur effet négatif sur l'investissement intérieur, ces taux d'intérêt élevés ont été à l'origine d'entrées nettes de capitaux étrangers d'un montant sans précédent. Ce phénomène a contribué à l'appréciation du dollar par rapport aux autres monnaies fortes (Tableau 2.3).

En 1985 et au début de 1986, cependant, les taux d'intérêt ont baissé plus rapidement aux Etats-Unis que dans d'autres pays industriels, et le dollar s'est affaibli. Cette évolution s'explique en partie par la volonté nouvelle qu'ont montrée récemment les Etats-Unis de réduire le déficit du budget fédéral au cours des cinq prochaines années. Les interventions concertées du Groupe des cinq ont également contribué à un ajustement ordonné. Cependant, il faudra du temps pour que diminuent le déficit de la balance des paiements courants des Etats-Unis et les ponctions effectuées par ceux-ci sur l'épargne mondiale, du fait notamment des décalages du processus d'ajustement : la production des Etats-Unis de biens destinés à l'exportation et au remplacement d'importations ne

Théoriquement, les «recettes fiscales» procurées par l'inflation sont à leur maximum lorsque le taux d'augmentation des prix est égal à la réduction qui en résulte des encaisses monétaires réelles. Ainsi, à la marge, le gain qu'entraîne pour l'Etat une unité supplémentaire d'inflation est très exactement annulé par le fait que les particuliers réduisent leurs avoirs réels en monnaie.

De nombreux gouvernements accroissent la masse monétaire à un rythme beaucoup plus rapide que celui qui, théoriquement, maximiserait les recettes publiques réelles. Il arrive certes que les poussées d'inflation soient accidentelles, mais la principale cause en est habituellement la nécessité immédiate pour l'Etat de se procurer des liquidités pour régler ses factures. Pour cela, il fait simplement fonctionner la planche à billets.

Dans les systèmes monétaires plus évolués, les comptes-chèques constituent un moyen de règlement important. Habituellement, les soldes de ces comptes ne portent pas intérêt ou ne rapportent que des intérêts très faibles, et sont donc analogues à la monnaie fiduciaire. En période d'inflation, les banques sont les bénéficiaires immédiats de la réduction de la valeur réelle de ces soldes, ceux-ci figurant au passif de leur bilan. Cependant, en augmentant les coefficients de réserves ou la fiscalité, l'Etat détourne généralement cet avantage à son profit et empêche que l'inflation ne vienne gonfler indûment les bénéfices des banques.

Comme toute autre source de recettes, le prélèvement fiscal que constitue l'inflation a ses avantages, mais il présente aussi des inconvénients que n'ont pas d'autres types d'imposition. Il fausse les rapports de prix (certains prix augmentant plus vite que d'autres), sème l'incertitude et frappe lourdement les détenteurs de liquidités à faible revenu. En outre, l'inflation rogne d'autres catégories de recettes publiques. Les délais de

recouvrement de l'impôt et d'ajustement de certains taux d'imposition à la hausse des prix ont pour effet de faire diminuer le montant réel des recettes publiques à mesure que l'inflation s'accélère. Dans la pratique, ces phénomènes font plus qu'annuler les augmentations d'impôts résultant du passage automatique à des tranches d'imposition supérieures, et tendent même à annuler le prélèvement fiscal opéré par l'inflation. Sauf si le taux d'inflation est faible, une politique financière inflationniste n'aura d'effets positifs sur les recettes qu'à court terme.

Plus le taux d'inflation est faible et stable, plus les ressources que le gouvernement est susceptible de dégager par la pratique du seigneurage sont importantes. Le seigneurage est l'avantage que procure à la banque centrale son monopole d'émission de la monnaie. Les résidents détiendront des disponibilités d'autant plus élevées, en valeur réelle, qu'ils tiendront les prix pour stables. La stabilité des prix rend aussi la monnaie du pays attrayante pour les étrangers qui connaissent chez eux une situation instable et inflationniste. Le montant élevé des avoirs en dollars détenus (souvent illégalement) par de nombreux pays d'Amérique latine en est la démonstration frappante. De même, au Ghana, il existe d'importants avoirs en francs CFA de la Côte d'Ivoire, pays voisin, et de nombreuses opérations se font aussi dans cette monnaie. Du fait de la relative stabilité de leur économie, les Etats-Unis et la Côte d'Ivoire ont ainsi été en mesure d'échanger des ressources réelles contre leurs billets de banque. Le désir des étrangers de profiter de la stabilité de la Suisse a permis aux banques de ce pays d'importer des capitaux à un coût très faible. Ce sont là les avantages — non négligeables et durables — d'un système financier stable.

saurait augmenter du jour au lendemain sous l'effet de l'affaiblissement du dollar. De plus, il est aussi manifeste que les capitaux sont attirés aux Etats-Unis par la stabilité politique de ce pays, son régime fiscal favorable, l'absence de contrôle des changes et la modération des salaires.

Le déficit substantiel de la balance des paiements courants des Etats-Unis et les taux d'intérêt élevés des instruments libellés en dollars ont eu des effets différents — et compensatoires — sur le reste du monde. L'augmentation des déficits des Etats-Unis a stimulé les exportations de leurs partenaires commerciaux, et donc entraîné chez eux une augmentation de la demande globale. Les pays qui n'exportent pas aux Etats-Unis ont aussi bénéficié indirectement de cette situation. Les pays dispo-

sant d'une capacité de production inemployée ont pu accroître leurs exportations et leur PIB, ce qui, pour certains partenaires commerciaux des Etats-Unis, a plus que compensé les charges supplémentaires imposées par la hausse des taux d'intérêt.

Une partie de l'élargissement du déficit des paiements courants des Etats-Unis enregistré depuis 1981 a eu pour contrepartie une amélioration de la balance des paiements courants des autres pays de l'OCDE. Ainsi, l'excédent du Japon a enregistré une forte augmentation, atteignant environ 30 % de l'accroissement du déficit des Etats-Unis.

Les pays en développement ont aussi profité de la poussée de la demande aux Etats-Unis, en particulier pour les articles manufacturés. Leurs exportations d'articles manufacturés, qui n'avaient pra-

tiquement pas augmenté en 1982, se sont accrues de 10 % en 1983 et de plus de 16 % en 1984. Toutefois, le ralentissement de l'augmentation du déficit des paiements courants des Etats-Unis enregistré en 1984 et 1985 n'a pas été contrebalancé par une augmentation des importations des autres pays de l'OCDE. De ce fait, la croissance des exportations des pays en développement a nettement fléchi. De plus, jusqu'en 1985, certains des pays nouvellement industrialisés d'Asie ont vu diminuer leur compétitivité sur le marché des Etats-Unis, du fait que la dépréciation réelle de leur monnaie par rapport au dollar a été moins forte que celle des taux de change des pays industriels concurrents.

La forte augmentation, de 1981 à 1984, du déficit des paiements courants des Etats-Unis a facilité l'ajustement de la balance commerciale et de la balance des paiements courants d'un grand nombre de pays en développement, et en particulier des plus endettés. Mais la hausse mondiale des taux d'intérêt est venue annuler en partie cet effet bénéfique. Il est difficile de mesurer l'impact net sur les pays en développement, mais il est certain que ceux qui ont opéré un ajustement rapide et ont su tirer parti de l'expansion des marchés d'exportation y ont gagné.

Il est peu probable toutefois que les pays en développement voient leurs débouchés à l'exportation s'améliorer à nouveau dans la même mesure qu'en 1983-84, à moins que les autres pays de l'OCDE n'accroissent leur demande d'importations et réduisent ainsi l'excédent de leurs paiements courants. Là aussi, toutefois, il faut compter avec un phénomène compensatoire : si le déficit du budget des Etats-Unis diminue, les taux d'intérêt baisseront et les capitaux jusque-là drainés par le gouvernement se porteront alors sur d'autres investissements. Il y aura là une chance à saisir pour les pays en développement qui auront procédé aux réformes nécessaires pour attirer les prêteurs ou les investisseurs étrangers. Les pays de l'OCDE

pourraient de nouveau diriger spontanément leurs capitaux, comme c'est habituellement le cas, vers des emplois plus productifs dans les pays en développement. L'existence d'excédents de la balance des paiements courants dans les pays de l'OCDE et de déficits dans les pays en développement serait d'autant plus rationnelle et soutenable que leurs investissements seraient rentables.

Dépenses et interventions du secteur public

La forte expansion des dépenses publiques a été l'une des principales causes des déficits budgétaires des pays industriels, en particulier en Europe. Dans tous ces pays, les dépenses publiques ont augmenté plus vite que le PIB entre 1964 et 1983 (Tableau 2.4). En dehors de la défense, c'est le poste des dépenses sociales — santé, protection sociale, sécurité sociale et pensions — qui a accusé l'augmentation la plus rapide. Il est difficile de réduire ces dépenses, dont l'ampleur est fonction du nombre de personnes ayant droit à des prestations garanties (et habituellement indexées). Les intérêts à payer sur la dette publique ont également augmenté beaucoup plus rapidement que le PIB.

Dans l'espoir de faciliter les mutations structurelles, les gouvernements des pays industriels ont accru leurs subventions aux industries manufacturières (en particulier, pour la sidérurgie et les chantiers navals). Cependant, c'est surtout la rapidité inattendue de l'augmentation des subventions au secteur agricole qui récemment a retenu l'attention. Le Gouvernement des Etats-Unis a pris diverses mesures pour stimuler la production agricole, notamment par la fixation de prix indicatifs supérieurs aux cours mondiaux pour le blé et le maïs. En Europe de l'Ouest, les prix intérieurs de nombreux produits agricoles sont maintenus à un niveau encore plus élevé par rapport aux cours mondiaux et les exportations sont subventionnées.

Ces pratiques ont pour effet, surtout en Europe, de stimuler la production et de freiner la consom-

Tableau 2.4 Evolution du total des dépenses publiques de divers pays industriels, en pourcentage de leur PIB, 1964-83

	1964	1968	1972	1976	1980	1983
Allemagne	35,9	39,1	40,8	48,0	48,4	48,6
Canada	28,9	33,0	37,2	39,4	40,9	46,8
Etats-Unis	28,3	31,3	32,0	34,5	35,0	38,1
France	38,0	40,3	38,3	44,0	46,4	51,5
Italie	31,8	34,7	38,6	42,2	46,1	57,4
Japon	..	..	21,8	27,9	32,4	34,8
Royaume-Uni	33,6	39,2	39,8	45,6	45,1	47,2
Moyenne pour les cinq pays	30,6	33,7	33,3	37,4	39,3	41,6

Source : OCDE, 1985c.

mation intérieure. Les excédents de céréales, de sucre, de viande, de volaille et de produits laitiers qui sont alors déversés à bas prix sur le marché mondial ont des conséquences particulièrement néfastes pour les pays en développement qui s'efforcent d'accroître la production de denrées agricoles pour lesquelles ils jouissent souvent d'un avantage absolu. Les incidences de cette politique sont analysées dans la deuxième partie du Rapport, au Chapitre 6.

Depuis le début de la décennie, les gouvernements ont fait de nombreuses tentatives pour réduire les dépenses publiques, mais sans grand succès. Le rythme d'augmentation de ces dépenses s'est ralenti, mais elles n'ont certainement pas diminué, que ce soit en chiffres absolus ou par rapport au PIB.

L'accroissement des dépenses et des interventions du secteur public dans l'économie est indirectement à l'origine d'autres problèmes qui ont entravé la croissance des pays industriels :

- *Taux marginaux d'imposition.* Pendant les années 50 et 60, de nombreux gouvernements étaient persuadés que l'expansion des dépenses publiques permettrait non seulement d'amortir les récessions cycliques, mais aussi de stimuler la croissance à long terme du PIB. Cette idée est discréditée depuis les années 70, où l'on a vu la croissance des PIB s'essouffler tandis que les dépenses publiques continuaient d'augmenter. Pour couvrir des dépenses publiques sans cesse plus considérables, il a fallu relever les taux moyens d'imposition. Cependant, plus importante encore a été l'ampleur de la variation de la charge fiscale en fonction du revenu et du patrimoine, c'est-à-dire du taux marginal d'imposition. Pour que les barèmes d'imposition demeurent « progressifs » (c'est-à-dire frappent plus lourdement les plus riches), les taux marginaux d'imposition devaient augmenter au moins autant que les taux moyens. En termes réels, ces taux marginaux d'imposition sur les intérêts perçus ont souvent dépassé 100 %. Par exemple, avec un taux d'intérêt de 20 % et un taux d'inflation de 15 %, le rendement réel d'un investissement marginal de 100 dollars est de 5 dollars. Mais si son produit nominal (20 dollars) est taxé au taux marginal de 25 %, le revenu net d'impôt n'est que de 15 dollars. Le rendement réel de 5 dollars est donc entièrement absorbé par l'impôt, ce qui revient à dire que le taux marginal réel d'imposition est de 100 %. L'un des effets de l'augmentation continue des dépenses publiques a donc été de rendre l'investissement moins attrayant.

- *Prestations sociales.* Parallèlement au relèvement des taux d'imposition, on a vu augmenter les prestations sociales. Là encore, l'important n'a pas été le montant des prestations, mais la perte ou le gain marginal en cas de mise au chômage ou de retour à la vie active. D'autres prestations, allant d'allocations au logement à la gratuité des cantines scolaires, étaient aussi diminuées ou supprimées si les revenus augmentaient. L'effet dissuasif global des taux d'imposition marginaux et des taux de prestation marginaux est devenu très fort, en particulier dans le cas des salariés qui, avec des charges de famille normales, percevaient une rémunération égale (ou un peu inférieure) à la moyenne. Des taux marginaux d'imposition et de prestation correspondant globalement à 85 % furent alors chose courante. Les 100 % ont même été dépassés pour certaines tranches de revenu. Par exemple, au Royaume-Uni, en décembre 1984, le taux combiné de 180 % était atteint par les hommes mariés avec deux enfants à charge, ayant un revenu compris entre la moitié et les deux tiers du salaire moyen. Dans ces conditions, il est payant de ne pas travailler.

- *Règlements et contrôles.* La multiplication des règlements et des contrôles a entraîné une forte augmentation des charges des entreprises et provoqué des distorsions. Par exemple, afin de favoriser la création d'emplois dans les zones où le taux de chômage était particulièrement élevé, les pouvoirs publics se sont efforcés de stimuler l'investissement par des mesures de planification et des incitations financières. Malheureusement, l'investissement a été canalisé vers des secteurs qui ne pouvaient survivre sans subventions publiques. En conséquence, ces interventions ont attiré des entreprises à forte intensité de capital, plutôt qu'à forte intensité de main-d'oeuvre, ce qui a eu pour effet la création d'actifs peu productifs sans grand impact sur l'emploi.

Plus important encore a été la multiplication des interventions sur le marché du travail, qui a introduit de graves rigidités dans la structure des salaires. Outre l'imposition de salaires minimums, les gouvernements ont pris des mesures restreignant le droit des entreprises à modifier les conditions d'emploi. Ces mesures de protection de l'emploi ont souvent effectivement aidé les travailleurs en place, mais elles ont aussi entravé la création d'emplois plus productifs.

Le recours à des mesures de réglementation et de contrôle a été plus fréquent en Europe qu'aux Etats-Unis et au Japon. Pendant les années 70, il était largement admis que ces interventions, en en-

travaient le jeu des mécanismes du marché et en décourageant l'esprit d'entreprise, freinaient la croissance en Europe, ralentissement qui eut également des effets importants sur les pays en développement. L'expansion des économies européennes avait contribué dans une large mesure à l'augmentation de la demande mondiale pendant les années 60. La réduction de moitié de leurs taux de croissance par rapport à ce qu'ils étaient au début des années 70 ne pouvait manquer de se répercuter sur la situation économique internationale et a rendu d'autant plus difficiles les problèmes

d'ajustement des pays européens comme des pays en développement.

Depuis 1980, face à des taux de chômage qu'ils n'avaient jamais connus depuis les années 30, les gouvernements des pays européens ont commencé à alléger progressivement les contrôles et les règlements. Ils sont aussi allés très loin dans l'assouplissement de la réglementation financière et des restrictions au crédit.

• *Protection.* Alors que, depuis le début de la décennie, des mesures, certes timides encore, ont été prises pour éliminer les entraves intérieures au bon

Encadré 2.2 Le protectionnisme : qui paie?

Nombreux sont ceux qui prétendent que le recours aux barrières tarifaires et non tarifaires au commerce se justifie pour sauvegarder l'emploi dans l'industrie locale. Mais la protection a de nombreux effets directs et indirects qu'il importe de prendre en compte. Les barrières non tarifaires à l'encontre des importations font monter le prix des produits qui se substituent à celles-ci. Peut-être les fabricants locaux de ces produits y gagnent-ils, mais les consommateurs ou les utilisateurs industriels y perdent. Il en résulte toujours une perte nette de revenu national réel, perte que les économistes appellent «perte pour l'économie». Si la protection est considérée comme un moyen de proté-

ger l'emploi, quelle quantité de revenu national réel faut-il sacrifier pour atteindre cet objectif?

Selon les estimations, la perte pour l'économie ou le coût des barrières non tarifaires que les Etats-Unis et la CEE ont érigées à l'encontre des vêtements, des automobiles et de l'acier importés dépasse largement 1 milliard de dollars dans chaque cas (Tableau 2.2). Or, le nombre d'emplois conservés dans les secteurs protégés est faible, si bien que le coût de la protection d'un emploi a chaque fois excédé la rémunération de la main-d'oeuvre. Par exemple, pour tout emploi conservé dans le secteur de l'habillement, l'économie des Etats-Unis a sacrifié environ 169.600 dollars pour pro-

Tableau 2.2 Effets de diverses barrières non tarifaires visant les importations de vêtements, d'automobiles et de produits de la sidérurgie

(millions de dollars, sauf indication contraire)

Effets	Vêtements		Automobiles,	Acier,
	Etats-Unis 1980	CEE 1980	Etats-Unis 1984	Etats-Unis 1985
Perte économique dans le pays protectionniste	1.509	1.409	2.192	1.992
Coût additionnel des biens importés	988	1.050	1.778	1.530
Réduction du surplus des consommateurs d'importations	408	289 ^a	229	455
Coût des ressources nécessaires à la production locale de biens de substitution	113	70	185	7
Emplois sauvegardés par les mesures protectionnistes (milliers)	8,9	11,3	45,0	28,0
Perte pour l'économie par emploi conservé (milliers de dollars)	169,6	124,7	48,7	71,1
Rémunération annuelle moyenne (milliers de dollars)	12,6	13,5	38,1	42,4
Rapport perte économique / rémunération moyenne	13,5	9,2	1,3	1,7
Manque à gagner subi par les exportateurs	9.328	7.460	6.050	1.508
Rapport coût additionnel des biens importés / manque à gagner subi par les exportateurs	0,11	0,14	0,29	1,01

Note : Les barrières non tarifaires sont : pour le textile, l'Arrangement multifibres; pour l'automobile, l'accord d'autolimitation des exportations conclu entre les Etats-Unis et le Japon; pour la sidérurgie, les accords d'autolimitation des exportations conclus entre les Etats-Unis et ses principaux fournisseurs.

a. Non compris la réduction des recettes douanières résultant des contingents.

Source : Kalantzopoulos, «The Costs of Voluntary Export Restraints» (document de référence).

fonctionnement de l'économie, les restrictions des échanges internationaux ont été renforcées. Cette évolution marque le renversement d'une longue tendance à la libéralisation des échanges commerciaux et remet en cause le principe de la non-discrimination dont l'application avait pourtant donné d'excellents résultats pendant les années 60.

Les nouvelles mesures protectionnistes revêtent pour la plupart la forme de barrières non tarifaires. Le Tableau 2.5 illustre le renforcement par les pays industriels des barrières non tarifaires aux importations entre 1981 et 1984. En 1984, la valeur des

importations affectées par ces barrières (calculée sur la base des moyennes pondérées de 1981) était supérieure de 9,4 milliards de dollars à ce qu'elle était en 1981. Ce chiffre ne rend même pas intégralement compte du renforcement du protectionnisme, puisqu'il mesure uniquement les effets des nouvelles barrières, et non pas ceux du renforcement des restrictions déjà en vigueur. Aux Etats-Unis, la proportion des importations affectées par les barrières non tarifaires a baissé depuis 1984, à la suite de la levée des mesures d'autolimitation des exportations d'automobiles japonaises, mais cette

téger un travailleur gagnant de l'ordre de 12.600 dollars. Il est bien évident qu'il aurait beaucoup mieux valu affecter les ressources gaspillées de la sorte à d'autres activités et au recyclage des travailleurs affectés. Cet exemple démontre que la sauvegarde de l'emploi n'est pas un argument valable en faveur du protectionnisme.

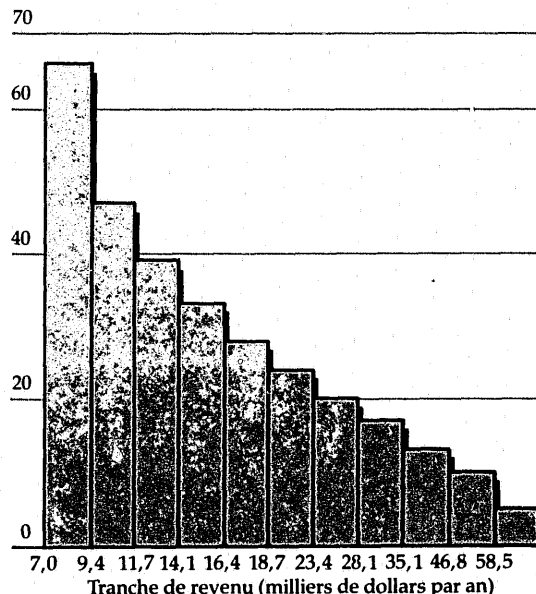
Certains pensent que les producteurs étrangers ne sont pas obligatoirement lésés par les barrières non tarifaires, en particulier s'il s'agit d'accords d'autolimitation des exportations, car ceux qui peuvent exporter malgré tout reçoivent un prix plus élevé. Certes, le renchérissement des importations représente un transfert en faveur de certains producteurs étrangers, mais les barrières non tarifaires amoindrissent le volume des importations et, partant, le montant total des recettes obtenues par les producteurs étrangers. Pour prendre le cas de l'habillement, le transfert n'a représenté qu'un dixième des recettes perdues en 1980. L'acier est le seul produit pour lequel la hausse du prix ait été assez forte pour compenser la baisse du volume des exportations, et cela en 1985 uniquement.

Non seulement le protectionnisme coûte très cher, mais de surcroît il n'aide pas les travailleurs mal payés, bien au contraire. Les restrictions aux importations équivalent à une taxe sur les ventes et s'appliquent souvent aux articles de première nécessité. Les catégories de consommateurs les plus touchées sont alors celles qui consacrent une proportion plus élevée de leur revenu à l'achat de ces articles, autrement dit les pauvres. Si l'on traite cette taxe comme un surcroît d'impôt sur le revenu, on peut observer son impact sur les différents groupes de revenu. C'est ce qui a été fait dans la Figure 2.2, où l'on a pondéré les hausses de prix engendrées par les mesures de protection applicables à l'habillement, au sucre et à l'automobile aux Etats-Unis en 1984 par la somme moyenne que les différents groupes de revenu consacraient à ces achats. La figure met en évidence l'effet régressif de la taxe représentée par la protection et la distorsion de la répartition

du revenu qui s'ensuit. Les restrictions aux importations actuellement en vigueur aux Etats-Unis pourraient représenter une surcharge de 66 % pour certaines familles à faible revenu, surcharge qui n'est plus que de 5 % pour les familles à revenu plus élevé.

Figure 2.2 Equivalent en surcroît d'impôt sur le revenu du coût de la protection tarifaire aux Etats-Unis, 1984

Equivalent en surcroît d'impôt sur le revenu (%)^a



Note : Les tranches de revenu sont basées sur l'enquête de 1972-73 sur les dépenses de consommation effectuée par le Ministère du travail des Etats-Unis et ont été corrigées de l'inflation des prix à la consommation en 1984.

a. Coût de la protection en pourcentage du revenu divisé par le taux applicable de l'impôt fédéral sur le revenu.

Source : Hickock, 1985.

Tableau 2.5 Proportion des importations des pays industriels assujettie à des barrières non tarifaires, 1981-84

	Pourcentage des importations			
	En provenance de pays industriels		En provenance de pays en développement	
	1981	1984	1981	1984
CEE	10,3	10,7	21,1	21,7
Etats-Unis	7,2	9,2	12,9	16,1
Japon	12,3	12,4	14,5	14,5
Tous pays industriels	10,5	11,3	19,5	20,6

Note : Chiffres calculés sur la base des moyennes pondérées de 1981 pour la totalité des échanges mondiaux de tous produits, sauf les combustibles. Ne sont pas considérées comme barrières non tarifaires les mesures administratives de protection telles que les mesures de surveillance, les droits antidumping et les droits compensatoires.

Source : Estimations de la Banque mondiale d'après des données de la CNUCED.

libération a été compensée par un renforcement de la protection de la sidérurgie américaine.

Les mesures de restriction se sont portées davantage sur les courants commerciaux de faible ampleur en provenance de pays en développement que sur les grands courants commerciaux en provenance de pays industriels. En 1984, les barrières non tarifaires érigées par les pays industriels intéressaient 20,6 % de leurs achats aux pays en développement, proportion qui était presque le double de celle de leurs importations en provenance de pays industriels affectée par ces barrières. Cette différence tient principalement aux restrictions imposées sur les importations de vêtements, d'articles textiles et de chaussures en provenance de pays en développement. Le renforcement des barrières non tarifaires visant ces catégories d'articles continue de freiner les ventes à l'étranger des pays en développement dans des secteurs qui sont au premier rang de leurs exportations d'articles manufacturés. Mais de nouvelles barrières non tarifaires ont également été érigées récemment à l'encontre de produits tels que ceux de la sidérurgie et des industries électromécaniques, dont les pays en développement commencent à devenir exportateurs. Ainsi, les pays en développement, que l'on encourage par ailleurs à s'ouvrir au commerce international, voient se restreindre l'accès aux marchés sur lesquels il leur faut des débouchés pour tirer le maximum d'avantages de la libéralisation des échanges.

Etant donné que la prospérité et les taux d'emploi élevés des années 60 s'expliquent en partie par l'élimination des obstacles aux échanges internationaux, il faut un certain goût du paradoxe pour soutenir aujourd'hui que le protectionnisme favoriserait les créations d'emplois. Il ne peut au contraire que retarder la reprise, freiner les créations d'emplois, et prolonger l'agonie des

industries qui ont cessé d'être compétitives (Encadré 2.2).

Les pays en développement

Pendant la première moitié de la présente décennie, la plupart des pays en développement ont vu la croissance réelle de leur PIB se ralentir, et le revenu par habitant a marqué un recul dans beaucoup d'entre eux. En 1982, au creux de la récession, la croissance du PIB est tombée à 2 % (Tableau 2.6). Après s'être sensiblement améliorée en 1984, elle a de nouveau régressé en 1985 et au début de 1986.

Cependant, ces moyennes recouvrent des différences considérables d'un pays à l'autre. Le déclin continu de la croissance des pays africains à faible revenu a été l'un des phénomènes les plus inquiétants du début des années 80. Dans ces pays, l'inadéquation de la politique économique, la détérioration des termes de l'échange et la réduction des apports de capitaux étrangers ont entraîné un ralentissement de la croissance, voire une régression. Le taux de croissance moyen du PIB des pays africains à faible revenu, qui avait atteint 2,7 % par an pendant la période 1973-80, est tombé à 0,7 % en 1982 et à son minimum historique de 0,2 % en 1983. En dépit de la reprise enregistrée en 1984 et 1985, les revenus par habitant ont continué de diminuer.

Deux groupes de pays à revenu intermédiaire ont aussi été durement touchés. Premièrement, les exportateurs de pétrole avaient jusque-là été protégés des chocs extérieurs dans le secteur énergétique, sinon d'erreurs de politique économique; mais, sous l'effet de la baisse du prix du pétrole et de la réduction du volume de leurs exportations, leur PIB réel, qui avait augmenté en moyenne de 5,8 % par an en 1973-80, a baissé de près de 2 % en

1983, et sa croissance n'a jamais égalé 3 % par an depuis 1981. Deuxièmement, les pays lourdement endettés qui n'ont pas su utiliser efficacement le produit de leurs emprunts se sont trouvés pris dans l'engrenage de la hausse des taux d'intérêt, de la contraction du crédit de sources privées, et de la baisse de leurs recettes d'exportation. Les importations et le revenu par habitant ont fortement diminué dans certains des pays les plus endettés, notamment en Amérique latine.

En revanche, les pays (comme la Corée et le Malawi) pratiquant une politique économique davantage orientée vers l'extérieur, qui ont su maintenir la stabilité macroéconomique à l'intérieur tout en s'adaptant aux changements de l'environnement international, ont très vite vu leur croissance reprendre à un rythme soutenu après 1982. La croissance est également restée vigoureuse en Inde et en Chine, ce qui explique la moyenne relativement élevée enregistrée pour les pays d'Asie à faible revenu. Si l'Inde et la Chine en sont exclues, le taux de croissance moyen de ce groupe de pays, depuis 1980, tombe aux alentours de 5 %.

L'Inde a bénéficié du remaniement de sa politique économique intérieure. Son vaste marché intérieur en pleine expansion et de bonnes récoltes l'ont aussi aidée à amortir les fluctuations de l'économie mondiale. Il en a été de même pour la Chine, à ceci près que l'essor de son économie s'explique davantage par de profondes réformes intérieures. Bien que des signes récents donnent à penser que les problèmes de gestion monétaire et financière inhérents à une plus grande ouverture de l'économie ont provoqué une certaine instabilité macroéconomique, il n'en demeure pas moins

que la forte croissance de la Chine illustre à merveille les avantages que l'on peut attendre de réformes intérieures visant à accroître la productivité des ressources existantes. L'évolution de la politique agricole de la Chine est analysée en détail au Chapitre 5.

En 1984, les pays en développement importateurs de pétrole avaient des raisons d'espérer une reprise de leur croissance et une atténuation de leurs problèmes d'endettement. Le volume des échanges mondiaux de marchandises s'est accru cette année-là de 9 %, et celui des exportations des pays en développement de 10,7 %, tandis que les termes de l'échange leur devenaient un peu plus favorables (amélioration de 0,4 %). Grâce à l'augmentation de leurs recettes d'exportation et au réaménagement de leur dette, de nombreux pays ont enregistré pour la première fois depuis 1980 une augmentation de leur revenu par habitant et du volume de leurs importations. La progression a été particulièrement marquée pour les pays qui, tels Maurice, la Thaïlande et la Turquie, avaient déjà entrepris d'ambitieuses réformes intérieures, tendant notamment à éliminer les freins à l'exportation.

L'optimisme s'est toutefois modéré en 1985. Le tassement de la croissance des pays industriels et de l'accroissement du commerce mondial a freiné l'expansion des exportations des pays en développement et fait baisser les prix des produits de base (Tableaux 2.7 et 2.8). L'augmentation des échanges mondiaux de marchandises s'est nettement ralentie, tombant à 3 % alors que, normalement, le commerce mondial augmente plus vite que la production mondiale. Les cours du marché

Tableau 2.6 Croissance réelle du PIB, 1965-85
(pourcentage de variation annuelle)

	1965-73 moyenne	1973-80 moyenne	1981	1982	1983	1984	1985
Pays en développement	6,6	5,4	3,5	2,0	2,0	5,4	4,4
Pays à faible revenu	5,6	4,7	5,0	5,3	7,8	9,4	7,8
Afrique	3,9	2,7	1,7	0,7	0,2	0,7	2,1
Asie	5,9	5,0	5,4	5,8	8,6	10,2	8,3
Chine	7,8	5,4	4,9	7,7	9,6	14,0	10,6
Inde	4,0	4,1	5,8	2,9	7,6	4,5	4,0
Exportateurs de pétrole à revenu intermédiaire	7,1	5,8	4,4	1,0	-1,9	2,5	2,5
Importateurs de pétrole à revenu intermédiaire	7,0	5,5	2,1	0,8	0,8	4,1	3,0
Gros exportateurs de produits manufacturés	7,6	5,9	1,6	1,2	0,8	4,4	3,1
Brésil	9,6	6,8	-1,5	1,0	-3,2	4,5	7,0
Autres importateurs de pétrole à revenu intermédiaire	5,4	4,5	3,4	-0,6	0,8	3,1	2,8
Exportateurs de pétrole à revenu élevé	9,2	7,7	1,6	-1,7	-7,1	1,3	-5,0
Pays industriels à économie de marché	4,7	2,8	1,9	-0,6	2,3	4,6	2,8

Note : Les chiffres concernant les pays en développement ont été calculés pour un échantillon de 90 d'entre eux.

Tableau 2.7 Evolution des prix à l'exportation et des termes de l'échange, 1965-85
(pourcentage de variation annuelle)

	1965-73 moyenne	1973-80 moyenne	1981	1982	1983	1984	1985
<i>Evolution des prix à l'exportation</i>							
Pays en développement							
Denrées alimentaires	5,0	9,6	-8,2	-8,8	5,6	2,0	-8,1
Produits agricoles non alimentaires	4,2	10,5	-14,4	-8,6	5,7	-2,0	-10,0
Métaux et minéraux	2,4	4,8	-7,6	-8,5	-0,1	-1,7	-4,9
Combustibles	7,9	27,2	12,5	-3,2	-12,4	-2,1	-2,5
Produits manufacturés	7,2	8,1	0,2	-3,2	-2,5	-1,9	1,3
Pays industriels							
Produits manufacturés	5,4	11,0	0,5	-1,4	-2,6	-1,8	1,3
<i>Variation des termes de l'échange</i>							
Pays à faible revenu							
Afrique	0,1	-1,8	-11,8	-0,9	4,8	5,0	-5,6
Asie	3,2	-2,4	1,1	1,2	-1,2	1,5	-1,9
Pays à revenu intermédiaire							
Exportateurs de pétrole	-0,4	8,5	5,4	0,2	-7,7	0,3	-2,9
Importateurs de pétrole	0,0	-3,0	-4,4	-0,6	2,3	0,1	-0,1
Tous pays en développement	0,8	1,5	-1,0	-0,1	-1,3	0,4	-1,1

Note : Les chiffres portent sur un échantillon de 90 pays en développement.

Tableau 2.8 Croissance des exportations des pays en développement, 1965-85
(pourcentage de variation annuelle)

	1965-73 moyenne	1973-80 moyenne	1981	1982	1983	1984	1985
<i>Variation du volume des exportations par catégories de produits</i>							
Produits manufacturés	11,6	13,8	8,6	0,1	10,0	16,6	3,3
Denrées alimentaires	3,3	3,9	9,7	-2,3	-1,1	7,6	3,9
Produits agricoles non alimentaires	3,1	1,1	2,5	-1,6	1,5	1,0	4,5
Métaux et minéraux	4,8	7,0	-2,6	-2,8	0,5	3,4	4,8
Combustibles	4,0	-0,8	-9,2	0,6	2,3	7,1	-1,4
<i>Variation du volume des exportations par groupes de pays</i>							
Pays à faible revenu							
Afrique	4,6	1,3	-4,5	-9,3	-0,2	4,9	2,0
Asie	0,6	6,8	9,1	6,3	7,2	6,6	3,8
Pays à revenu intermédiaire							
Exportateurs de pétrole	4,3	0,0	-7,2	-1,9	3,6	8,6	-0,8
Importateurs de pétrole	7,1	9,0	7,4	-0,4	5,0	12,8	3,7
Tous pays en développement	5,0	4,6	2,1	-0,5	4,7	10,7	2,3

mondial, surtout ceux des produits primaires, ont également diminué. Globalement, les termes de l'échange des pays en développement se sont détériorés de 1,1 % en 1985; les pays à faible revenu et les pays exportateurs de pétrole sont ceux qui y ont le plus perdu. Les apports nets de capitaux aux pays en développement ayant également diminué, nombre de gouvernements ont dû freiner la croissance des importations.

La baisse récente des taux d'intérêt et du prix du pétrole a eu certes des effets bénéfiques pour de nombreux pays en développement, mais d'autres ont vu leur situation s'aggraver considérablement. Dans certains pays africains à faible revenu, la dé-

térioration des termes de l'échange, la réduction des apports de capitaux privés et l'augmentation de la proportion non réaménageable de leur dette se sont conjuguées pour poser un problème grave. De nombreux pays à revenu intermédiaire exportateurs de pétrole ne sont pas mieux lotis, car ils sont directement frappés par la baisse rapide des prix pétroliers. De plus, le ralentissement de leur taux de croissance s'est répercuté sur les pays en développement qui leur fournissent de la main-d'oeuvre, car les envois de fonds des travailleurs à l'étranger sont pour certains d'entre eux une source non négligeable de devises. Toutefois, cette baisse des envois de fonds a été atténuée par la

réduction de leur facture d'importations pétrolières et des taux d'intérêts.

A la fin de 1985, certains pays étaient très limités, à court terme, dans leurs possibilités de se procurer des ressources extérieures (recettes ou emprunts). Comme on le verra à la fin du présent chapitre, ce phénomène aura dans l'avenir proche des conséquences sérieuses pour les pays en développement. A moyen terme, cependant, les résultats économiques d'un pays dépendent du degré d'efficacité avec laquelle il utilise ses ressources (intérieures ou extérieures), et donc de sa politique économique. C'est de cela qu'il va maintenant être question.

Les politiques économiques intérieures

Il est certain que l'évolution de l'économie mondiale depuis le début des années 80 a rendu plus difficiles l'ajustement des pays en développement

et le maintien de leur croissance dans l'immédiat. Il ne faut pas oublier cependant que la croissance se ralentit fatalement en l'absence d'ajustement. A long terme, la politique économique intérieure est d'une importance déterminante, comme en témoigne la diversité des résultats économiques obtenus par des pays en développement, pourtant confrontés aux mêmes tendances extérieures. Ceux qui ont utilisé les apports extérieurs de ressources pour s'adapter à l'évolution des conditions extérieures ont vu leur croissance reprendre après un bref temps d'arrêt. Ceux, en revanche, qui ont préféré s'endetter pour éviter d'entreprendre des réformes ont souvent constaté que leur endettement de plus en plus lourd ne s'accompagnait pas d'un accroissement de la production suffisant pour leur permettre de financer le service de leurs emprunts.

Le Tableau 2.9 illustre à quel point la croissance

Tableau 2.9 Croissance, investissement net et coefficient de capital dans 24 économies en développement, 1960-84

	Pourcentage moyen de variation annuelle du PIB par habitant ^a	Investissement net (en % du PIB) ^b	Coefficient marginal de capital ^c
<i>Economies à croissance lente</i>			
Ghana	-1,7	6,4	12,1
Somalie	-1,0	12,6	8,6
Zambie	-0,5	13,6	7,9
Jamaïque	0,3	16,7	13,0
Chili	0,6	11,7	7,4
Pérou	0,7	9,8	4,7
Mali	1,0	11,0	4,8
Argentine	1,3	14,0	7,0
Bolivie	1,3	8,8	4,0
Uruguay	1,7	6,0	5,3
Moyenne pour le groupe	0,4	10,8	7,2
<i>Economies à croissance rapide</i>			
Philippines	2,5	16,8	4,3
Malawi	2,6	17,3	4,3
Colombie	2,7	13,6	3,9
Turquie	3,1	13,8	3,6
République dominicaine	3,3	12,9	3,1
Mexique	3,4	15,7	3,3
Malaisie	4,3	16,4	3,3
Brésil	4,4	19,3	3,7
Thaïlande	4,5	17,4	3,3
Grèce	4,6	18,2	4,5
Hong Kong	6,1	26,6	3,9
Corée	6,4	17,0	2,7
Botswana	7,3	28,6	3,2
Singapour	7,4	23,8	3,3
Moyenne pour le groupe	4,5	18,4	3,6

a. Moyenne pour la période du taux exponentiel de croissance réelle par habitant.

b. Moyenne pour la période de l'investissement intérieur brut moins l'amortissement, divisé par le PIB.

c. Rapport entre le taux annuel moyen d'investissement brut (par rapport au PIB) et le taux exponentiel de croissance réelle du PIB pour la période. Ce rapport ne peut pas être obtenu par les chiffres des deux premières colonnes car il ne fait pas intervenir les taux de croissance par habitant et la définition de l'investissement n'est pas la même.

Source : Cavallo, Cottani et Khan (document de référence).

dépend de la politique économique intérieure, plus précisément du niveau de l'investissement et du degré d'efficacité avec lequel les ressources sont utilisées. Il indique, pour 24 économies en développement, l'investissement net en proportion du PIB et la quantité de capital utilisée par unité marginale de production. Dans les dix économies ayant enregistré la plus faible croissance, l'investissement net n'a été en moyenne que de 10,8 % du PIB, contre 18,4 % dans les économies à forte croissance. De plus, le premier groupe a utilisé deux fois plus de capital par unité marginale de PIB que le second. On estime que les résultats des économies à faible croissance tiennent davantage à une utilisation improductive des ressources, reflétée par des coefficients marginaux de capital élevés, qu'au niveau de l'investissement net.

Le fait que les deux groupes de pays aient eu à faire face à une évolution similaires de leur environnement extérieur montre que la performance à moyen terme est déterminée avant tout par la politique économique intérieure. Les *Rapports sur le développement dans le monde* publiés ces dernières années montraient déjà que les pays en développement ont intérêt à adopter :

- Des politiques monétaires et financières stables — c'est-à-dire leur permettant de maintenir le déficit de leur budget et de leurs paiements courants à un niveau tolérable.
- Des politiques microéconomiques tendant à réduire les distorsions des prix sur les marchés des biens et des facteurs, essentiellement par l'ouverture de l'économie au commerce international et par la suppression des mesures défavorisant l'agriculture.
- Des taux de change réels adéquats et stables.

POLITIQUES MONÉTAIRES ET FINANCIÈRES. En période de récession, les recettes publiques diminuent, et il n'est pas rare que les dépenses publiques augmentent. Il en résulte un accroissement du déficit budgétaire, et donc des besoins de financement. En cas de récession grave, comme pendant la période 1980-82, les besoins supplémentaires de financement sont particulièrement pressants. Depuis 1980, de nombreux pays en développement ont vu leurs recettes fiscales diminuer, sauf en 1984. Mais beaucoup de gouvernements pourraient accroître leurs recettes fiscales sans nuire à l'efficacité de l'économie. Par exemple, il est souvent possible d'accroître les recettes publiques tout en réduisant les distorsions par une réorientation des politiques commerciales : remplacement des contingents d'importation par des

droits de douane, octroi des licences d'importation par voie d'adjudication, abaissement des droits élevés, suppression de certaines exemptions.

Les moyens employés pour mobiliser des recettes publiques supplémentaires déterminent les effets sur l'économie du régime fiscal. Tout comme dans les pays industriels, des taux marginaux d'imposition élevés peuvent avoir des effets extrêmement négatifs. Parce qu'ils encouragent l'évasion fiscale, favorisent la prolifération de mesures d'exonération et entraînent en outre des distorsions, ils n'aboutissent ni à une augmentation des recettes, ni à une meilleure répartition du revenu. Au début de 1986, la Jamaïque a entrepris une réforme fiscale pour éviter ce genre de problèmes. Adoptant un taux d'imposition unique des revenus individuels supérieurs à un certain seuil, le gouvernement a renoncé à des taux marginaux élevés et à de nombreuses exonérations complexes. Cette réforme a atténué les distorsions introduites par le régime d'imposition des revenus ainsi que la discrimination à l'encontre des catégories à faible revenu. De nombreux pays en développement pourraient — et cette réforme leur serait avantageuse — élargir la base d'imposition pour réduire la part des impôts aux frontières (en particulier sur les exportations de produits agricoles) et abaisser simultanément les taux marginaux d'imposition. Ils rendraient ainsi leur économie plus performante, tout en réduisant les incidences de l'instabilité des cours des produits de base sur leurs recettes fiscales.

Le principal problème financier demeure cependant celui des dépenses. Dans les pays en développement tout comme dans les pays industriels, les dépenses publiques sont restées élevées au début des années 80 — et ont souvent même augmenté en termes réels. Dans la plupart des pays en développement, l'augmentation des dépenses publiques a entraîné des déficits budgétaires records en 1982 et 1983. Dépenses et déficits ont diminué depuis, mais ils atteignaient encore en 1985 des niveaux insoutenables à long terme. La compression des dépenses a souvent porté sur l'entretien et l'investissement, ce qui ralentira la croissance à moyen terme, et de nombreux pays lourdement endettés éprouvent des difficultés à réduire davantage leurs dépenses courantes parce qu'ils doivent consacrer des sommes considérables au paiement d'intérêts. Le service de la dette impose une charge particulièrement lourde aux pays qui ont négligé d'orienter le produit de leurs emprunts vers des activités productives qui auraient accru la production, et donc élargi l'assiette fiscale.

Comme les pays en développement sont peu nombreux à avoir de véritables marchés obligataires, la plupart des gouvernements ont financé la partie de leur déficit budgétaire non couverte par l'aide extérieure par des emprunts bancaires essentiellement — ou au moyen de la planche à billets.

Dans la plupart des pays d'Amérique latine et certains pays d'Afrique et du Moyen-Orient, l'aggravation rapide de l'inflation au cours des années 80 s'explique principalement par la forte augmentation de la masse monétaire entraînée par les déficits budgétaires. Les gouvernements et les banques centrales ont parfois tenté de s'attaquer aux symptômes de l'inflation en surévaluant la monnaie nationale et en réglementant les prix des biens ou services auxquels l'opinion publique accorde une importance particulière. Cette pratique n'a fait qu'aggraver le déficit du secteur public et accélérer l'inflation. En revanche, certains pays à faible revenu d'Asie (l'Inde et l'Indonésie, notamment) ont suivi une politique financière et monétaire prudente et ramené leur taux d'inflation à un niveau plus raisonnable.

Dans les pays en développement comme dans les pays industriels, il a été plus facile aux gouvernements d'augmenter les dépenses publiques et d'accélérer la croissance de la masse monétaire que de les réduire. Néanmoins, comme l'ont appris les pays en développement à taux d'inflation élevé, il ne peut y avoir de croissance durable sans stabilité macroéconomique. La leçon vaut particulièrement pour les pays exportateurs de pétrole qui s'évertuent à réduire les dépenses publiques parallèlement à la baisse récente du prix du pétrole et à l'inévitable diminution des recettes publiques.

La manière dont sont utilisées les ressources publiques est tout aussi importante que le niveau et le taux de croissance des dépenses. De nombreux programmes d'investissements publics trop ambitieux comportaient souvent de grands projets très coûteux et peu rentables. Dans une certaine mesure, le ralentissement de la croissance des pays en développement depuis le début de la décennie a réduit le rendement effectif de certains investissements, qui apparaissaient au départ attrayants, notamment dans le secteur énergétique. Mais de nombreux projets auraient été peu rentables, même dans des circonstances normales. Outre qu'ils étaient relativement improductifs, ces projets ont absorbé des ressources que l'on aurait gagné à affecter aux programmes d'exploitation et d'entretien indispensables à la préservation d'un appareil de production efficace. Dans un grand

nombre de pays de l'Afrique subsaharienne, les infrastructures essentielles — routes, hydraulique, chemins de fer et électricité — se sont détériorées de façon alarmante.

Ce sont souvent les exigences des programmes de stabilisation qui ont imposé des compressions de l'investissement public et des diminutions toujours plus fortes des dépenses d'entretien. Cependant, tout comme dans les pays industriels, de nombreux postes importants des dépenses ordinaires ont échappé aux réductions. C'est le cas, par exemple, des dépenses afférentes à la fonction publique, à la défense, aux régimes nationaux de retraite, et aussi des transferts et des subventions aux entreprises publiques. L'un des grands problèmes est donc de trouver le moyen de limiter les programmes auxquels la population est attachée sans pour autant empêcher les pouvoirs publics de s'acquitter efficacement de leurs fonctions essentielles.

DISTORSIONS ET POLITIQUES GOUVERNEMENTALES. Peu de gouvernements ayant pu ou voulu élargir l'assiette fiscale, le financement intérieur de l'augmentation des dépenses publiques a été assuré en partie par l'aggravation de l'inflation, mais surtout par le relèvement des taux marginaux d'imposition. Dans les pays en développement, comme on le verra dans la deuxième partie, le relèvement des taux marginaux d'imposition frappe lourdement l'agriculture, indirectement ou directement, alors que les industries manufacturières bénéficient souvent de subventions de fait. Ce biais anti-agriculture (et souvent anti-exportations) tend à décourager l'investissement dans un secteur — l'agriculture — pour lequel les pays en développement sont souvent compétitifs. C'est sans doute en Afrique que ces distorsions de prix sont le plus graves, à cause de la surévaluation des changes et de l'existence de circuits de commercialisation obligatoires pour les produits agricoles destinés à l'exportation. Comme le montre l'évolution récente de l'économie chinoise, les pays en développement peuvent accélérer considérablement leur croissance en corrigeant les distorsions de prix imputables à leur politique économique. Certaines réformes, telles que la réduction et l'uniformisation des droits de douanes ou la suppression des prix plafonds pour les denrées alimentaires produites localement, n'entraînent pas nécessairement la perte de recettes fiscales, bien au contraire.

Sur le marché du travail, les distorsions sont tout aussi fréquentes dans les pays en développement

que dans les pays industriels. Les charges salariales du secteur formel sont souvent alourdies par les mesures législatives de l'Etat. Ainsi, les lois portant fixation d'un salaire minimum et la réglementation des licenciements, qui sont censées protéger les travailleurs les plus défavorisés, profitent en fait (à condition d'être effectivement appliquées) aux salariés relativement favorisés du secteur moderne de l'économie, et freinent l'essor de la production et la création d'emplois. L'indexation des salaires a ralenti l'ajustement des salaires réels à l'évolution des termes de l'échange et entravé la lutte contre l'inflation.

Bien que certains systèmes d'indexation des salaires aient été abandonnés, la réforme des marchés du travail est lente à venir. La lourdeur des charges salariales et les subventions au capital, en particulier dans le secteur moderne de l'économie, freinent la production et favorisent la substitution de capital au travail. Le rythme des créations d'emplois et aussi de la croissance s'en trouve ralenti, dans la mesure où l'investissement va à la suppression d'emplois plutôt qu'à l'expansion de la capacité de production.

La quasi-totalité des pays en développement réglementent les taux d'intérêt et encadrent le crédit en fonction de diverses «priorités de planification». Le maintien de faibles taux d'intérêt (souvent inférieurs au taux d'inflation) sur les dépôts bancaires décourage l'épargne et favorise les placements non financiers, ce qui entrave le développement du secteur financier. Ce qui s'est passé au Mexique au début des années 80 montre à quel point cette pratique peut nuire aux marchés des capitaux : pendant cette période, de 60 à 70 % du crédit étaient soit répartis par voie administrative, soit subventionnés. Aussi la majeure partie du crédit est-elle allée à des entreprises publiques ou à des programmes agricoles relativement inefficaces, tandis que les entreprises du secteur privé se disputaient la part relativement faible du crédit total qui n'était ni réparti autoritairement, ni subventionné. Il était inévitable dans ces conditions que les taux d'intérêt sur le marché «libre» montent en flèche, pour dépasser 30 %, évinçant certains investissements du secteur privé qui auraient été relativement rentables. La rapidité de l'inflation a aggravé les distorsions des marchés du crédit, comme le montre ce qui s'est passé en Amérique latine pendant les années 70, parce que les pouvoirs publics répugnent souvent à laisser les taux d'intérêt augmenter dans les mêmes proportions.

De nombreux pays en développement se sont

rendu compte qu'il leur fallait réformer le marché du crédit. Les réformes commencent souvent par le renforcement des systèmes d'indexation et par des ajustement plus fréquents des taux d'intérêt réglementés. L'Argentine, le Brésil et le Chili, par exemple, ont allégé la réglementation des taux d'intérêt. Du fait de la persistance des déficits budgétaires, du resserrement de la politique monétaire et de la réduction des apports d'épargne étrangère, les taux d'intérêt ont augmenté et sont souvent élevés en termes réels. Ils sont de nature à encourager l'accroissement indispensable de l'épargne intérieure, à condition que les pays concernés adoptent une politique macroéconomique plausible visant à rétablir et à maintenir la stabilité. Il est indispensable également d'ajuster la rémunération des dépôts bancaires afin de mettre un frein à la fuite des capitaux, problème important dans plusieurs pays lourdement endettés. Cependant, malgré l'amorce de réformes, il est peu de pays en développement où le marché des capitaux puisse générer ou affecter le crédit de manière efficace.

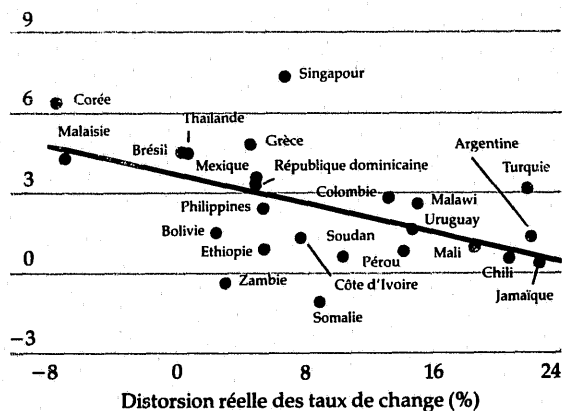
TAUX DE CHANGE ET POLITIQUE COMMERCIALE. Les gouvernements des pays en développement interviennent de multiples façons dans le commerce et les échanges internationaux — gestion des changes, tarifs douaniers et mesures de restriction des importations, taxes à l'exportation, contrôle des changes, etc. Ces mesures, qui affectent le commerce extérieur, influent fortement sur la structure de la production et de la consommation intérieures, et donc sur l'efficacité et la croissance.

De nombreux gouvernements se sont efforcés de soutenir le taux de change officiel de leur monnaie — face surtout à l'évolution des conditions économiques internationales — par des mesures de restriction du commerce et de contrôle des changes et par des emprunts à l'étranger. La surévaluation des changes tend à faire baisser le prix des biens entrant dans le commerce international par rapport à celui des autres biens, et encourage l'expansion de la production de ces derniers, au détriment des secteurs qui travaillent pour l'exportation. Si le gouvernement protège également les biens qui entrent en concurrence avec des importations, l'effet dissuasif sur la production de biens d'exportation est encore plus fort.

Il ne fait pas de doute que le taux de change doit être ajusté lorsque les conditions extérieures évoluent — par exemple, en cas de modification durable des termes de l'échange. Si le prix des biens exportés par un pays baisse, l'équilibre antérieur

Figure 2.3 Distorsion des taux de change et croissance réelle du PIB dans 24 pays en développement, 1960-83

Taux de croissance réelle du PIB (%)



Source : Cavallo, Cottani et Khan (document de référence).

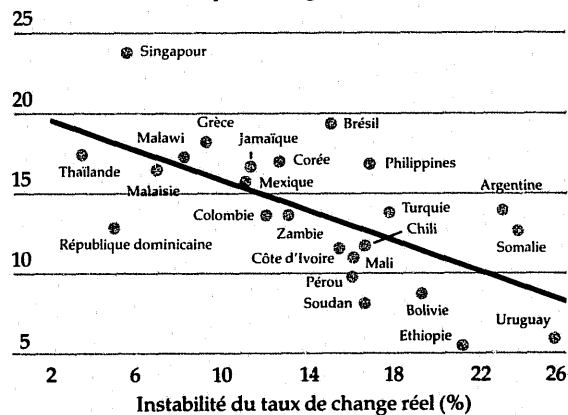
— s'agissant de l'emploi et des prix intérieurs — ne peut être sauvegardé qu'en puisant dans les réserves ou en empruntant à l'étranger. Si les prix à l'exportation ont changé de façon permanente, cette stratégie aboutit à une impasse. En l'absence d'un ajustement en baisse des salaires et des prix intérieurs, il faut dévaluer. C'est le problème qui se pose actuellement aux pays exportateurs de pétrole. Il est évident aussi qu'un pays qui connaît un taux d'inflation supérieur à celui de ses partenaires commerciaux sera contraint, pour rester compétitif, de dévaluer.

Ce qui est moins évident, c'est que certains aspects de la politique économique intérieure, qui n'ont apparemment rien à voir avec le taux de change, peuvent néanmoins avoir un effet sensible sur le taux de change réel (défini ici comme étant le rapport entre le prix des biens faisant l'objet d'un commerce international et celui des autres). Dans la mesure où la relation entre l'offre et la demande intérieures des biens qui entrent dans le commerce international et des autres biens s'en trouve modifiée, la politique commerciale, la politique monétaire et financière et les entrées de capitaux influent elles aussi sur le taux de change réel. Si la politique de change n'est pas compatible avec ces autres politiques, le déséquilibre de la balance des paiements courants devient intolérable et le résultat, pour l'économie du pays, est le même que celui d'une modification des termes de l'échange.

Une étude a été faite récemment sur les effets du

Figure 2.4 Instabilité des taux de change et investissement net dans 24 pays en développement, 1960-83

Investissement net en pourcentage du PIB



Source : Cavallo, Cottani et Khan (document de référence).

désalignement ou de l'instabilité des taux de change réels. Elle montrait comment ces deux facteurs ont influé sur la croissance, l'investissement net et les exportations pendant la période 1960-83. Comme il est difficile de dire ce qu'il faut entendre au juste par «désalignement du taux de change», on a opté aux fins de l'étude pour une définition *a contrario* en tentant d'établir ce qu'aurait été le taux de change réel si le pays avait appliqué une politique économique intérieure soutenable. Pour mesurer l'instabilité, on a retenu le coefficient de variation (c'est-à-dire la variance du taux de change par rapport à sa moyenne). Les Figures 2.3 et 2.4 illustrent les résultats de l'étude.

L'étude a fait ressortir qu'en moyenne, un accroissement de 10 % du désalignement du change réel était lié à une croissance du PIB et à une croissance des exportations inférieures, respectivement, de 1,8 et 0,8 point de pourcentage à ce qu'elles auraient été si le désalignement ne s'était pas aggravé (Figure 2.3). Il est apparu que le désajustement du change réel était bien moins marqué dans les économies à croissance rapide, telles la Corée et la Thaïlande, que dans les économies à croissance lente, comme la Jamaïque et le Ghana, où l'écart (avant les réformes récentes) a été en moyenne de 23 % et de 73 %, respectivement, pendant la période 1960-83. Pour le même groupe de pays, on a constaté qu'un accroissement moyen de 10 % de l'instabilité du change réel était lié à une réduction de 4,8 points du taux net d'investissement (Figure 2.4).

Encadré 2.3 Les contradictions de la politique macroéconomique : le cas des Philippines, 1980-83

En 1980, après dix ans de croissance rapide, l'économie philippine s'est trouvée confrontée à des problèmes de stabilisation à court terme et d'ajustement structurel à long terme. Le déficit de la balance des paiements courants (qui était resté négligeable jusque-là) est passé à 5 % du PNB en 1979, et a été financé essentiellement par des emprunts à l'étranger. Des taux de protection élevés et variables ont détourné les ressources de l'agriculture et des activités d'exportation traditionnelles, où les Philippines étaient compétitives, au profit d'activités relativement inefficaces. Il y a eu croissance du PIB, mais à un coût élevé, chaque unité de production supplémentaire exigeant un apport de capital supérieur d'environ 35 % à ce qu'il était dans d'autres pays d'Asie d'un niveau de développement comparable.

Le ralentissement de l'activité économique mondiale enregistré après 1979 n'a fait qu'aggraver ces problèmes. Le Gouvernement philippin, déjà lourdement endetté n'avait pas une marge d'endettement supplémentaire suffisante pour pouvoir différer beaucoup plus longtemps les ajustements nécessaires. En 1980, il a donc entrepris toute une série de réformes. L'un des principaux éléments de ces réformes était un programme de libéralisation du commerce, visant à réduire et à uniformiser la protection effective de la production intérieure, de manière à accroître l'efficacité et à améliorer l'allocation des ressources. Ce programme avait pour but de stimuler les exportations, de sorte que l'économie puisse poursuivre son expansion sans être constamment freinée par le déficit de la balance des paiements courants.

A la fin de 1982, le gouvernement avait appliqué une partie de la première phase du programme. La réforme des droits d'importation et du régime des taxes intérieures sur les ventes lui avait permis d'abaisser les taux de protection effective et de commencer à les uniformiser (Tableau 2.3 de l'encadré). La plupart des restrictions quantitatives avaient été levées dans les délais prévus et plusieurs programmes de promotion des exportations institués pour compenser, du moins par-

tiellement, le jeu des mécanismes qui continuaient de pénaliser les exportations.

Cependant, à partir de la fin de 1982, le rythme des mesures de libéralisation s'est ralenti, et certaines ont été rapportées. Pourquoi? Sans aucun doute parce que certains facteurs extérieurs rendaient le processus d'ajustement plus difficile. Au premier trimestre de 1984, les termes de l'échange accusaient une détérioration de 53 % par rapport à 1973, et de 16 % par rapport au creux précédent de 1977. Le niveau élevé des taux d'intérêt et les mesures protectionnistes appliquées sur les marchés d'exportation éventuels avaient entraîné une détérioration de la balance des paiements courants. C'est toutefois la politique macroéconomique du gouvernement qui a fini par rendre intolérable une situation économique qui n'était que difficile.

Jusqu'en 1983, en partie parce qu'elles comptaient sur une reprise rapide de la croissance économique mondiale, les autorités philippines ont continué d'accroître les dépenses publiques et de les financer par des emprunts à l'étranger. C'est ainsi que le déficit budgétaire est passé de 1,3 % du PIB en 1980 à 4,2 % en 1982, et que celui des paiements courants, qui était de 5,8 % du PIB en 1980, a atteint 8 % en 1982. L'accroissement des dépenses publiques résultait essentiellement des investissements d'entreprises publiques relativement inefficaces. Ces investissements représentaient 60 % du total des investissements publics, lesquels, couverts à raison de 15 % seulement par des ressources intérieures, n'étaient possibles que grâce à de gros emprunts à l'étranger, si bien que la part du secteur public dans la dette à moyen et long termes est passée de 50 % en 1974 à 74 % en moyenne pour la période 1979-82.

Le gouvernement, en adoptant un taux de change incompatible avec l'ouverture de l'économie, a aggravé les problèmes créés par sa politique financière expansionniste. Du fait de la détérioration des termes de l'échange et du programme de libéralisation, il aurait fallu dévaluer pour que le déficit des paiements courants reste supportable. De plus, étant donné que

Tableau 2.3 Taux de protection effective, 1979 et 1985

	TPE moyen (pourcentage)		Ecart type	
	1979	1985	1979	1985
Tous secteurs ^a	14	8	53	35
Industries extractives et agriculture	-2	-5	29	21
Industries manufacturières	27	20	53	32
Biens d'exportation	-11	-10	15	12
Biens entrant en concurrence avec des biens d'importation	43	29	104	51

a. Les TPE ont été calculés en faisant entrer en ligne de compte l'effet protecteur des taxes sur les ventes.
Source : Institut philippin d'études sur le développement.

la monnaie était déjà surévaluée avant 1980, ç'aurait déjà été une erreur que de maintenir à ce niveau le taux de change réel. Or, entre le premier trimestre de 1979 et le premier trimestre de 1984, le taux de change réel a augmenté de 17 %. Cette hausse a contribué à rendre inopérante la réorientation de la politique commerciale. Il aurait fallu une dévaluation réelle, qui aurait partiellement compensé les effets des réductions tarifaires sur les entreprises efficaces produisant des biens de substitution aux importations et, surtout, qui aurait incité d'autres entreprises à se lancer dans des activités axées sur l'exportation ou dans la fabrication de biens de substitution aux importations, sans favoriser un type d'activité par rapport à l'autre.

La hausse du taux de change et l'aggravation du déficit du secteur public ont découragé l'épargne intérieure et provoqué une contraction du crédit réglementé accessible au secteur privé. Du fait qu'une dévaluation apparaissait de plus en plus probable et que le gouvernement empêchait la hausse des taux d'intérêt sur les comptes de dépôt, l'épargne intérieure a accusé un recul. Comme dans bien d'autres pays, la tentation de transférer l'épargne à l'étranger est devenue d'autant plus forte qu'il apparaissait évident que le statu quo ne pourrait être longtemps maintenu. Cette fuite des capitaux n'a fait qu'aggraver la pression qui s'exerçait sur les comptes extérieurs.

Les contradictions entre, d'une part, la politique de libéralisation et, d'autre part, la politique monétaire, la politique financière et la politique des changes ont abouti à une crise en 1983. Le gouvernement a réagi en différant certaines mesures de libéralisation et en revenant sur d'autres. En décembre 1982, il a institué une surtaxe «exceptionnelle» de 3 % sur les importations. A la fin de 1985, cette surtaxe était passée à 5 % et une taxe additionnelle de 1 % avait été imposée sur les opérations avec l'étranger. La mise en oeuvre de la seconde phase du programme de réduction des restrictions quantitatives sur les importations a également été différée. Le gouvernement, qui cherchait à dégager des recettes et à freiner la croissance des importations, ne se souciait plus guère de réduire les taxes frappant les échanges commerciaux. Certes, des mesures ont été prises pour stimuler les exportations, mais elles ont profité essentiellement aux exportateurs établis, dans le secteur de l'électronique surtout. Comme le montre le Tableau 2.3 ci-contre, les distorsions restaient en 1985 inchangées et les exportateurs, de produits agricoles et de produits primaires en particulier, continuaient d'être fortement pénalisés. Devant l'aggravation des déficits intérieurs et extérieurs, le gouvernement a tenté de redresser la situation en renforçant les restrictions et en relevant les taxes sur les échanges commerciaux, au lieu de s'attaquer à la cause des déséquilibres, c'est-à-dire de revoir sa politique en matière de dépenses publiques et de changes.

La conjonction de ces deux facteurs explique pour l'essentiel les variations des indicateurs économiques. Il semble que le désalignement influe davantage que l'instabilité sur l'évolution du PIB et la croissance des exportations, tandis que l'instabilité semble être le principal facteur de variation de l'investissement. Cela n'a rien d'étonnant : la surévaluation de la monnaie freine l'exportation et la croissance du PIB; les décisions d'investissement, quant à elles, sont surtout affectées par les incertitudes pesant sur les rapports de prix.

La conclusion est sans équivoque : il faut pratiquer une politique de change flexible si l'on veut que l'économie s'adapte et que les ressources soient allouées et utilisées au mieux. Les pays en développement qui refusent de laisser varier leurs taux de change sont contraints de recourir à d'autres mesures, telles que des restrictions commerciales ou le contrôle des changes, pour éviter d'épuiser leurs réserves. Il ne peut en résulter qu'un gaspillage de ressources et des pertes pour l'économie. Récemment, plusieurs pays, notamment en Amérique latine, ont notablement amélioré leur politique de change. Néanmoins, laisser le taux de change varier dans la mesure nécessaire pour que l'économie reste ouverte sur l'extérieur ne dispense pas d'opérer des ajustements dans d'autres domaines. Si l'instabilité de la situation macroéconomique tient à la politique monétaire ou financière, c'est cette politique qu'il faut réformer (Encadré 2.3).

Outre leurs actions sur le taux de change, de nombreux pays en développement imposent un ensemble complexe de taxes et de restrictions quantitatives sur les importations et (à un moindre degré) les exportations. Ces mesures ont notamment pour but de protéger l'industrie nationale, de mobiliser des recettes et de renforcer les réserves internationales. Elles constituent une batterie instable d'incitations hétéroclites qui visent toute une gamme d'activités de production et de biens de consommation. Une constante se dégage néanmoins par-delà la diversité de ces mesures : elles favorisent les industries manufacturières au détriment de l'agriculture, et la production de biens de substitution aux importations plutôt que de biens d'exportation.

Des études portant sur un échantillon de pays fournissent la preuve chiffrée que les pays en développement qui ont suivi une politique commerciale plus libérale (et notamment moins défavorable aux exportateurs) ont connu une croissance plus rapide, mieux résisté aux chocs extérieurs et créé davantage d'emplois. Cette constatation a encouragé

Encadré 2.4 Réactions à une crise d'endettement

Pour usé qu'il soit, le cliché «crise de la dette internationale» rend bien compte du fait qu'en dépit de la diversité des pays concernés, les problèmes d'endettement ont certains traits communs. D'autre part, les différences constatées dans la manière dont les pays ont réagi (ou n'ont pas réagi) à ces problèmes permettent de dégager certains principes directeurs pour l'avenir. A l'origine d'une crise d'endettement, il y a en général des entrées de capitaux d'une ampleur inhabituelle. Ces apports stimulent la dépense totale et portent le PIB au-delà du niveau qu'il aurait atteint si le pays avait été limité à ses ressources propres. Les entrées de capitaux font progressivement basculer la balance commerciale, cependant que le taux de change réel tend à s'apprécier.

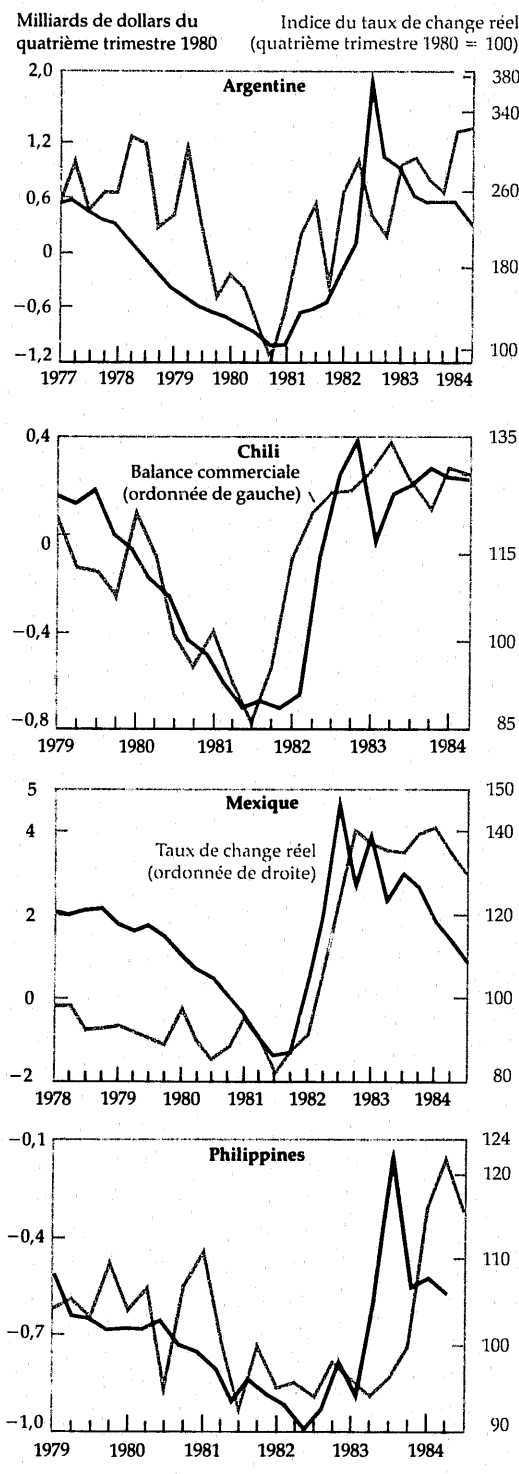
Une crise d'endettement se déclare lorsque ces mouvements se renversent brutalement. La réduction des entrées de capitaux exige un redressement proportionnel de la balance commerciale, qui est obtenu en partie par une diminution des dépenses et en partie par la dépréciation du taux de change réel.

La Figure 2.4A illustre le cas de quatre pays; elle montre comment le taux de change réel a baissé en période d'augmentation des entrées de capitaux et d'aggravation du déficit de la balance commerciale, puis augmenté lorsque la balance commerciale s'est redressée à la suite d'une crise d'endettement. D'autre part, comme le montre la Figure 2.4B, le PIB réel des quatre pays considérés a atteint un niveau record à l'époque des entrées massives de capitaux, pour retomber brutalement lorsque le pays s'est adapté à la réduction de ces entrées. Ces oscillations résultent en partie de l'incidence directe du volume des capitaux étrangers sur le PIB, mais la baisse du PIB est également la conséquence du resserrement de la politique monétaire et financière en vue de redresser la balance commerciale.

Dans les quatre pays considérés, la réduction des entrées de capitaux, l'adoption de politiques d'austérité et la baisse des taux de change réels se sont conjuguées pour faire reculer fortement le volume des importations (Figure 2.4B). A court terme, le redressement de la balance commerciale semble s'opérer pour l'essentiel au prix d'une réduction des importations, parce que les exportations ne réagissent pas immédiatement.

A la suite d'une crise d'endettement, le comportement des exportations varie d'un pays à l'autre, sous l'effet d'autres facteurs tels que les variations des conditions météorologiques et les mouvements des cours mondiaux des principaux produits de base exportés. Ainsi, le volume des exportations de l'Argentine a augmenté de 10 % pendant la première année de la période d'ajustement (1981), pour retomber les deux années suivantes à un niveau à peine supérieur à celui de 1980. Dans le cas du Chili, les exportations sont

Figure 2.4A Mouvements de la balance commerciale et des taux de change réels en Argentine, au Chili, au Mexique et aux Philippines, années diverses, 1977-84



restées à peu près constantes en volume, en dépit d'une dévaluation réelle considérable, du fait essentiellement du déclin du cours mondial du cuivre. Les exportations du Mexique et des Philippines ont augmenté, mais seulement modérément, pendant les

années qui ont suivi leur crise d'endettement (1982 et 1983, respectivement).

Les pays en proie à une crise d'endettement peuvent se comporter de façon sensiblement différente selon
(à suivre)

Tableau 2.4 Dévaluation réelle de la monnaie et inflation dans des pays ayant traversé une crise d'endettement

	Points de comparaison dans le temps (année et trimestre)		Rapport du taux de change réel ^a	Rapport de l'indice des prix à la consommation ^b	Inflation/dévaluation réelle ^c
	Minimum avant la crise (1)	Maximum après la crise (2)			
Argentine	1980 IV	1984 I	2,57	53,34	20,75
Bolivie	1982 III	1984 II	1,59	18,83	11,85
Brésil	1982 III	1984 III	1,48	7,23	4,89
Chili	1982 I	1984 III	1,45	1,61	1,11
Mexique	1981 IV	1983 III	1,50	3,13	2,08
Pérou	1982 I	1984 III	1,11	5,86	5,28
Philippines	1982 III	1983 IV	1,36	1,19	0,87
Portugal	1979 III	1983 III	1,48	2,15	1,45
Turquie	1979 IV	1984 II	1,92	5,65	2,94
Uruguay	1982 III	1984 II	2,00	2,09	1,05
Venezuela	1983 II	1984 II	1,74	1,11	0,64

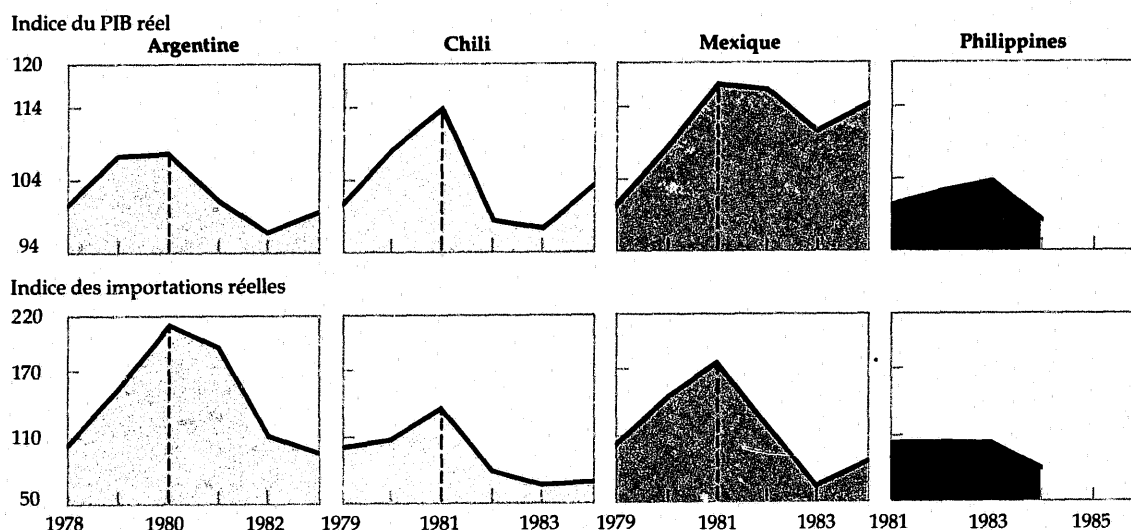
a. Maximum/minimum.

b. Indice des prix à la consommation au point maximum divisé par le même indice au point minimum.

c. Chiffres de la colonne (4) divisés par ceux de la colonne (5).

Source : Harberger, «Reacting to a Debt Crisis» (document de référence).

Figure 2.4B Variations du PIB réel et des importations réelles en Argentine, au Chili, au Mexique et aux Philippines, années diverses, 1978-84



Note : L'indice du PIB est calculé au moyen de données fournies dans *Statistiques financières internationales*, la première année étant égale à 100. L'indice des importations réelles est calculé d'après les importations nominales corrigées de l'inflation au moyen d'un indice pondéré par le DTS des prix de gros dans les grands pays industriels. La ligne brisée indique le début de la crise de la dette.

Source : FMI, *Statistiques financières internationales*, éditions diverses.

Encadré 2.4 (suite)

que l'inflation entrave plus ou moins leur adaptation à la crise. Le Tableau 2.4 de l'encadré résume ce qui s'est passé à cet égard dans 11 pays. Il indique le point bas du taux de change réel de la monnaie de chaque pays pendant la phase d'ajustement à la crise (colonne 3). Il montre également la hausse concomitante de l'indice des prix à la consommation (colonne 4). Etant donné qu'une réduction du taux de change nominal fait monter les prix intérieurs des biens entrant dans le commerce international, il est presque inévitable qu'une forte dévaluation entraîne une augmentation de l'indice général des prix. (Sinon, il faudrait que les prix

des biens n'entrant pas dans le commerce international baissent fortement.) Le plus difficile, pour les gouvernements, est de limiter cette hausse des prix. Les chiffres de la colonne 5 peuvent être considérés comme un indice du succès de la politique des différents pays à cet égard; ce sont le Venezuela, les Philippines, l'Uruguay et le Chili qui ont le mieux contenu la hausse des prix; l'Argentine, la Bolivie, le Pérou et le Brésil, par contre, ont vu leur taux d'inflation s'accroître davantage que ne le laissait prévoir l'ampleur de la dévaluation réelle de leur monnaie.

ragé une certaine remise en question de la politique commerciale et suscité des réformes axées sur l'efficacité et la croissance. Les objectifs principaux sont de simplifier et d'unifier le système d'incitations au commerce et, surtout, de réduire les mesures qui pénalisent l'agriculture et les exportations. Ce genre de réformes suppose généralement la volonté d'améliorer la politique des changes et d'appliquer un programme de libéralisation des importations. Ces programmes doivent notamment viser la suppression des restrictions quantitatives, ainsi que l'abaissement et l'uniformisation des droits de douane et autres charges frappant les importations.

L'environnement international

La mauvaise performance économique des pays en développement et leurs problèmes d'endettement s'expliquent par l'incapacité de ces pays à s'adap-

ter aux événements qui ont marqué l'évolution de l'économie mondiale depuis le début des années 70, et par la gravité des chocs extérieurs. Nombre d'entre eux ont tenté de contrer les effets des chocs extérieurs, de la montée de l'inflation et du ralentissement de la croissance en empruntant davantage, le plus souvent à court terme et à taux flottants. L'augmentation de la proportion de prêts bancaires à taux flottants dans le financement extérieur pendant les années 70 a rendu les pays en développement plus vulnérables à la hausse des taux d'intérêt et à la contraction du crédit de sources privées, faiblesses qui ont été mises en évidence par la hausse du cours du pétrole en 1979 et par la récession du début des années 80.

La politique monétaire et financière suivie par les pays industriels après 1979 a fait augmenter les taux d'intérêt, cependant que fléchissaient les prix des biens exportés par de nombreux pays en développement. En 1982, les pays en développement importateurs de pétrole versaient sur leurs em-

Tableau 2.10 Variations des taux d'intérêt aux Etats-Unis et des prix des exportations des pays en développement, 1978-85

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
LIBOR à six mois pour les prêts en dollars	9,5	12,1	14,3	16,6	13,3	9,9	11,2	8,7
Indice des prix à l'exportation (variation en %)								
Exportateurs de pétrole	3,2	36,6	46,3	6,3	-4,4	-9,2	-1,0	-3,6
Importateurs de pétrole ^a	3,8	19,4	12,0	-2,1	-4,8	-1,0	1,3	1,6
Déflateur du PIB des Etats-Unis (variation en %)	6,7	8,5	8,9	9,2	6,0	3,8	3,8	3,5
Taux d'intérêt réel aux Etats-Unis ^b	2,6	3,3	5,0	6,8	6,9	5,9	7,4	5,2

a. Y compris la Chine.

b. LIBOR à six mois sur les prêts en dollars corrigé par le déflateur du PIB des Etats-Unis.

prunts bancaires des intérêts d'un taux nominal voisin de 13 % et ont vu le prix moyen de leurs exportations diminuer de 5 % (Tableau 2.10). Ces événements d'origine extérieure ont rendu la stabilisation et l'ajustement de leur économie d'autant plus difficiles (Encadré 2.4).

Comme les pays en développement ont continué d'emprunter en dépit de la hausse des taux d'intérêt, leurs indicateurs de solvabilité se sont détériorés. Entre 1980 et 1982, le rapport de la dette au PNB est passé de 21,1 % à 26,8 %, le rapport de la dette aux exportations de 90,1 % à 116,4 %, et le ratio du service de la dette (paiements d'intérêts et amortissement en pourcentage des exportations) de 16,1 % à 20,7 % (Tableau 2.11). Bien que le rapport de la dette aux exportations se soit amélioré

en 1984, les grands indicateurs se sont à nouveau détériorés en 1985, essentiellement parce que la chute des recettes d'exportation a plus qu'annulé les effets favorables de la baisse des taux d'intérêt.

La détérioration de la solvabilité des pays en développement n'a pas échappé à leurs créanciers qui, dès 1982, ne prêtaient plus qu'avec réticence aux emprunteurs publics. Le Tableau 2.12 indique l'évolution des nouveaux engagements de prêt envers le groupe des pays en développement et, en particulier, pour deux des sous-groupes les plus vulnérables — les pays africains à faible revenu et les pays en développement les plus endettés. Pour l'ensemble du groupe, les nouveaux engagements de prêt de sources privées, après avoir culminé à 64,2 milliards de dollars en 1981, sont tombés à

Tableau 2.11 Indicateurs de la dette des pays en développement, 1980-85
(pourcentage)

	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Dette/PNB	21,1	22,8	26,8	31,8	32,7	33,0
Dette/exportations	90,1	97,5	116,4	134,3	130,4	135,7
Ratio du service de la dette	16,1	17,7	20,7	19,4	19,8	21,9
Service de la dette/PNB	3,8	4,1	4,7	4,6	5,0	5,3
Intérêts/exportations	7,0	8,3	10,4	10,0	10,5	11,0
Encours total (à l'exclusion des prêts non décaissés) (milliards de dollars)	431,6	492,5	552,4	629,9	674,1	711,2
Dette privée en % de la dette totale	63,3	64,5	64,9	66,1	65,7	64,5

Note : Les chiffres portent sur un échantillon de 90 pays en développement.

Tableau 2.12 Nouveaux engagements envers des emprunteurs publics ou bénéficiant de garanties publiques dans les pays en développement, 1978-84
(milliards de dollars)

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
<i>Tous pays en développement</i>							
Total des engagements	83,7	95,1	93,1	103,0	99,2	87,2	69,9
Sources privées	53,4	64,0	50,1	64,2	61,4	49,6	36,3
Sources publiques	30,3	31,0	42,9	38,8	37,7	37,6	33,6
Bilatérales	16,5	16,4	23,5	19,5	17,4	16,2	13,6
Multilatérales	13,8	14,6	19,4	19,3	20,3	21,4	20,0
<i>Pays africains à faible revenu</i>							
Total des engagements	3,8	4,5	5,2	3,7	3,6	3,1	3,0
Sources privées	1,1	1,6	1,5	0,8	0,5	0,2	0,4
Sources publiques	2,8	2,9	3,8	2,9	3,1	2,9	2,6
Bilatérales	1,6	1,4	1,9	1,2	1,4	1,4	0,9
Multilatérales	1,2	1,5	1,9	1,7	1,7	1,5	1,7
<i>Pays lourdement endettés^a</i>							
Total des engagements	50,8	62,2	54,6	79,0	61,7	41,8	29,9
Sources privées	42,4	54,4	44,7	65,9	49,2	28,7	20,1
Sources publiques	8,4	7,8	9,9	13,1	12,5	13,1	9,7
Bilatérales	3,6	2,5	4,5	5,9	5,0	4,7	3,5
Multilatérales	4,8	5,3	5,4	7,2	7,5	8,4	6,2

a. Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Equateur, Jamaïque, Maroc, Mexique, Nigéria, Pérou, Philippines, Uruguay, Venezuela et Yougoslavie. Ces pays représentaient près de la moitié de la dette de l'ensemble des pays en développement à la fin de 1985.

Tableau 2.13 Evolution de la balance des paiements courants des pays en développement, 1980-85
(milliards de dollars)

	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Pays à faible revenu	-15,5	-12,5	-6,7	-4,3	-7,9	-22,0
Afrique	-5,8	-6,3	-5,5	-4,4	-4,6	-5,1
Asie	-9,7	-6,2	-1,2	0,1	-3,3	-16,9
Exportateurs de pétrole à revenu intermédiaire	1,5	-27,3	-35,8	-11,0	-1,9	-5,5
Importateurs de pétrole à revenu intermédiaire	-53,8	-65,8	-57,9	-37,1	-24,3	-13,0
Tous pays en développement	-67,8	-105,6	-100,4	-52,4	-34,1	-40,6

Note : Les chiffres portent sur un échantillon de 90 pays en développement. Pour 1984 et 1985, les chiffres sont des estimations provisoires. La balance des paiements courants ne comprend pas les transferts publics.

36,3 milliards de dollars en 1984. Cette réduction a surtout touché le sous-groupe des pays en développement les plus endettés, pour lequel le montant des nouveaux engagements de sources privées a chuté de plus des deux tiers entre 1981 et 1984. Le montant des nouveaux engagements de sources publiques a également diminué globalement pour les pays en développement pendant cette période, tombant de 38,8 milliards de dollars à 33,6 milliards de dollars, à la suite essentiellement du recul des engagements bilatéraux. Il faut cependant noter que les données du Tableau 2.12 ne rendent pas compte de la totalité des crédits à long terme effectivement consentis, puisqu'elles excluent le montant des nouveaux prêts accordés au titre du réaménagement de dettes antérieures.

Les pays en développement à revenu faible et intermédiaire lourdement endettés n'ont plus été à même d'assurer normalement le service de leur dette. Les données de la situation et ses origines ont différé d'un pays à l'autre, comme en témoigne le contraste entre le Brésil, le Mexique et la Turquie. Néanmoins, on relève certaines constantes dans les mesures adoptées pour rétablir la stabilité macroéconomique et la croissance. Etant donné qu'une réorientation de la politique économique ne peut améliorer les résultats à l'exportation du jour au lendemain, les pays ont d'abord cherché à redresser les graves déséquilibres de leurs relations économiques avec l'étranger en concentrant leur effort sur la réduction de leurs dépenses, en particulier des dépenses d'importation. Beaucoup se sont lancés dans des programmes de stabilisation, souvent avec l'appui du Fonds monétaire international (FMI). Leurs interventions ont visé à réduire les dépenses publiques, à accroître les recettes fiscales, à réaligner les taux de change et à restreindre le crédit afin de rétablir rapidement les équilibres intérieurs et extérieurs.

Ces politiques ont eu pour effet de réduire fortement le déficit global des paiements courants des

pays en développement qui, après avoir atteint le montant record de 105,6 milliards de dollars en 1981, est redescendu à 34,1 milliards de dollars en 1984 et à 40,6 milliards de dollars en 1985 (Tableau 2.13). Ce redressement a surtout tenu, au départ, à une réduction radicale des importations. Les pays ont procédé à d'indispensables réalignements de leur taux de change et réduit les dépenses publiques, mais ils ont aussi, phénomène inquiétant, renforcé les restrictions aux importations et l'encadrement du crédit au secteur privé. Cependant, vers la fin de la période, et particulièrement en 1984, la reprise des exportations déclenchée par le réalignement des taux de change et la réorientation de la politique commerciale a notablement contribué à la réduction des déficits extérieurs. Le dynamisme de l'économie mondiale en 1984 a facilité ce processus d'ajustement.

Toutefois, en 1985, du fait de l'évolution défavorable de l'économie mondiale et, dans certains cas, d'erreurs de politique économique, les progrès ont marqué le pas. Même les pays qui avaient procédé à des réformes valables ont continué de se heurter à des difficultés considérables dans leurs tentatives de relance de la croissance. Pour assurer le service de leur dette, les pays débiteurs doivent dégager un excédent commercial; or, en 1985, le tassement de la croissance des pays industriels et la baisse relativement plus forte de l'expansion du volume du commerce mondial ont fait obstacle à l'accroissement des exportations. Confrontés en outre à une diminution du prix de leurs exportations, beaucoup de pays en développement ont tenté de s'ajuster en réduisant davantage leurs importations et l'investissement intérieur.

Le Tableau 2.7 illustre la baisse globale des prix des produits exportés par les pays en développement. Depuis 1980, les prix en dollars des produits de base non pétroliers ont baissé de 26 % et la valeur de ces produits a diminué de 23 % par rapport à celle des biens manufacturés. Cette baisse

s'explique par le ralentissement de la croissance de la demande dans les pays industriels, la force du dollar jusqu'au début de 1985, et le niveau élevé des taux d'intérêt réels qui a grevé le coût des stocks. La baisse des prix agricoles a été amplifiée par la forte augmentation de l'offre de matières premières agricoles, due en partie aux mesures de soutien des prix et de protection prises par les pays industriels. La chute des cours des métaux a pour origine l'existence d'une surcapacité mondiale et, dans certains cas (comme l'étain), la rupture des accords par lesquels les producteurs limitaient le niveau de l'offre et des stocks. Mais le déclin des cours des produits de base par rapport aux prix des produits manufacturés reflète également une tendance profonde à utiliser plus efficacement les matières premières et à substituer des produits synthétiques aux produits naturels. Il ne faut pas non plus ignorer le rôle important des fluctuations cycliques. Or, depuis 1980, si l'on fait exception de 1984, leurs effets ont généralement été négatifs.

En outre, les flux nets de capitaux à long terme vers les pays en développement n'ont pas cessé de décliner depuis 1981 (Tableau 2.14). En 1985, les apports nets à long terme ont totalisé environ 35,5 milliards de dollars, chiffre inférieur de 52 % à celui de 1981 (74,6 milliards de dollars). Pour le groupe des pays lourdement endettés, la baisse a été de près de 76 % et ces apports auraient été d'environ 10,1 milliards de dollars en 1985 contre 42,9 mil-

liards de dollars en 1981. Pour les pays africains à faible revenu, la réduction a été de plus de moitié, le total net tombant de 3,1 milliards de dollars en 1981 à 1,4 milliard de dollars en 1985. Dans le cas de ces derniers, les dons de sources publiques restent toutefois importants : leur montant, qui avait été de 3,2 milliards de dollars en 1981, a légèrement augmenté, passant à 3,3 milliards de dollars en 1984.

En termes réels, la baisse des apports nets de capitaux a été plus forte encore. De plus, le total des paiements d'intérêts des pays en développement sur leur dette extérieure à long terme (publique et privée) s'est élevé en 1985 à 57,6 milliards de dollars (contre 41,8 milliards en 1981), soit 11 % de leurs recettes d'exportation. En 1985, le service de leur dette extérieure à long terme a dépassé d'environ 22 milliards de dollars les versements qu'ils ont reçus au titre de prêts à long terme et ce transfert net a été essentiellement le fait des pays lourdement endettés.

Etant donné la montée des problèmes d'endettement des pays en développement, le nombre des accords de réaménagement et le montant des consolidations se sont sensiblement accrus en 1983 (Figure 2.5). Leur montant a diminué en 1984, du fait que plusieurs accords conclus en principe cette année-là n'ont été signés qu'en 1985. En conséquence, le montant des réaménagements a atteint en 1985 le chiffre record de 93 milliards de dollars.

Tableau 2.14 Apports de capitaux à long terme de source publique et de source privée aux pays en développement, 1975 et 1980-85
(milliards de dollars)

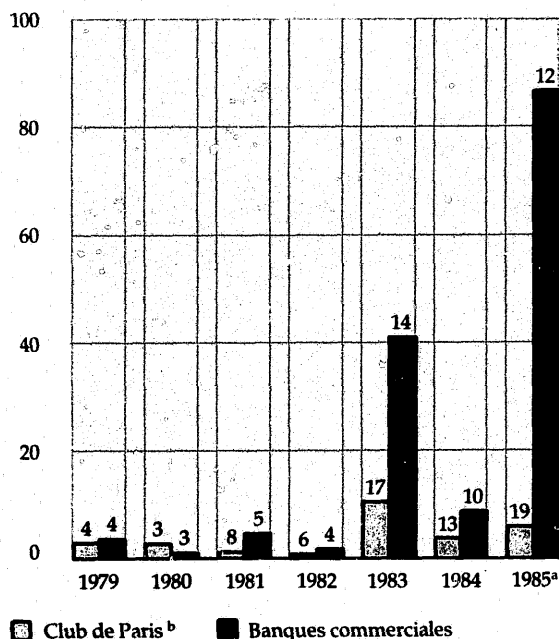
	1975	1980	1981	1982	1983	1984	1985
<i>Tous pays en développement</i>							
Décassements	46,4	102,6	121,9	115,5	95,3	86,8	92,9
Prêts de source privée	31,4	75,3	91,4	84,2	64,8	54,3	55,5
Amortissement du principal	15,8	43,8	47,3	49,3	42,8	46,8	57,4
Apports nets	30,6	58,9	74,6	66,2	52,5	40,0	35,5
<i>Pays africains à faible revenu</i>							
Décassements	2,0	4,2	4,0	3,3	3,0	2,5	3,4
Prêts de source privée	0,8	1,6	1,3	0,9	0,6	0,3	1,7
Amortissement du principal	0,4	0,8	0,8	0,9	0,8	1,0	2,0
Apports nets	1,6	3,4	3,1	2,3	2,2	1,4	1,4
<i>Pays lourdement endettés^a</i>							
Décassements	21,3	53,1	69,0	57,6	38,3	32,5	31,9
Prêts de source privée	17,3	45,9	60,5	48,3	28,8	22,6	18,5
Amortissement du principal	8,9	24,7	26,1	25,7	18,1	18,2	21,8
Apports nets	12,4	28,4	42,9	31,8	20,2	14,3	10,1

Note : Pour 1984 et 1985, les chiffres sont des estimations provisoires des sommes payées, et non des sommes dues. Dans le cas des pays qui n'avaient pas fourni de chiffres sur leur dette privée non garantie, les calculs reposent sur des estimations. Les chiffres ne tiennent pas compte des dons de source publique. Les chiffres portent sur un échantillon de 90 pays en développement.

a. Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Equateur, Jamaïque, Maroc, Mexique, Nigéria, Pérou, Philippines, Uruguay, Venezuela et Yougoslavie. Ces pays représentaient près de la moitié de la dette de l'ensemble des pays en développement à la fin de 1985.

Figure 2.5 Aménagement de la dette, 1979-85

Milliards de dollars



Note : Les chiffres placés au-dessus des barres indiquent le nombre d'aménagements intervenus.

a. Abstraction faite de 26,4 milliards de dollars dont le réaménagement a fait l'objet d'un accord de principe mais dont la négociation n'est pas achevée.

b. Y compris réaménagements par tous les moyens officiels.

Source : Banque mondiale : *World Debt Tables*, édition de 1985-86.

L'opération la plus spectaculaire a été l'accord de rééchelonnement pluriannuel conclu par le Mexique, qui a porté sur un total de 49 milliards de dollars. Des accords importants ont été également conclus avec l'Argentine, le Chili, l'Equateur et les Philippines.

Cependant, le rythme des rééchelonnements avec des créanciers privés est en diminution par rapport à 1983. Sur les 11 réaménagements dont le principe avait été acquis en 1984, trois seulement ont fait l'objet d'une signature d'accord en 1985. Il est manifeste que certains des pays très endettés sont loin d'avoir rétabli leur crédit auprès des institutions financières privées.

Le boulet de la dette

L'application de réformes monétaires et financières, la réduction des distorsions en vue d'accroître l'efficacité et l'adoption de politiques de change adéquates sont autant d'éléments indispensables à l'ajustement à long terme des pays en développement. Cependant, face à l'urgence de

leurs problèmes à court terme, ils ont parfois dû entreprendre rapidement des ajustements majeurs. De plus, certains pays ont adopté des politiques qui ont provoqué des conflits souvent tout à fait évitables entre les impératifs de la stabilisation à court terme et ceux de la croissance à long terme.

Du fait notamment des mesures de stabilisation qui ont dû être prises, les salaires réels ont diminué alors qu'augmentait la charge des intérêts au titre de la dette publique. Tout cela, au niveau des particuliers comme des pouvoirs publics, a rendu difficile un accroissement de l'épargne intérieure brute. Comme de nombreux pays ont aussi vu s'amenuiser leurs possibilités d'accès à l'épargne étrangère, l'investissement intérieur brut a diminué. La reprise s'en trouvera retardée à moyen terme, même si la réorientation de la politique économique fait apparaître des possibilités d'investissement rentables. De plus, malgré la charge représentée par leurs paiements d'intérêts, certains gouvernements n'ont pas réduit d'autres postes des dépenses publiques proportionnellement à la baisse du revenu national. Il en est résulté des déficits budgétaires qui ont entraîné un renforcement des restrictions de crédit ou le relèvement des taux d'intérêt réels, ce qui n'a fait qu'aggraver l'éviction d'investissements privés potentiellement rentables. Par ailleurs, les gouvernements ont souvent recouru au relèvement des droits sur les importations pour accroître les recettes fiscales et pour réduire le déficit de la balance commerciale. Ce genre de mesures, cependant, rend les exportations relativement moins attrayantes et fait donc obstacle à leur croissance, pourtant indispensable au rétablissement de la solvabilité. Certains pays ont aggravé les distorsions en recourant à l'expédient de taxes supplémentaires à l'exportation pour doper les recettes publiques.

Les pays africains à faible revenu sont en butte à des problèmes particulièrement graves. La baisse de leurs recettes d'exportation coïncide en effet avec un fléchissement des apports extérieurs de capitaux privés et de l'épargne intérieure. Ainsi, aux problèmes liés à l'accroissement démographique rapide et à l'utilisation inefficace des investissements qui ont caractérisé la plupart des pays africains à faible revenu tout au long des années 70 sont venus s'ajouter, au début des années 80, ceux résultant de l'insuffisance absolue de l'épargne. Le déclin des investissements productifs qui en résulte compromet la croissance future de ces pays. Comme on le verra dans le chapitre suivant, des efforts particuliers s'imposent pour réformer les

institutions et les systèmes d'incitation dans de nombreux pays africains, réformes qui doivent être soutenues par une action internationale concertée visant à accroître les apports de ressources.

Le «boulet de la dette» restreint l'accès de nombreux pays lourdement endettés aux ressources dont ils ont besoin pour stimuler l'investissement et la croissance, bien qu'ils aient entrepris des réformes économiques valables. La chute récente des cours du pétrole, qui a certes favorisé les importateurs de pétrole, a aggravé la situation des pays très endettés — l'Indonésie, le Mexique, le Nigéria et le Venezuela — qui sont fortement tributaires de leurs exportations de pétrole brut. Cette baisse réduit dans l'immédiat leurs recettes d'exportation et restreint leurs possibilités d'accès au crédit bancaire.

Au moment où ils abordent la seconde moitié de la décennie, de nombreux pays en développement se trouvent donc aux prises avec le problème de la stabilisation de leur économie et de la relance de la croissance dans un environnement économique mondial qui, pour certains, n'est pas favorable. La baisse des taux d'intérêt et des cours du pétrole a

certainement eu des effets bénéfiques pour de nombreux pays en développement en 1985 et pendant le premier semestre de 1986. Cependant, le ralentissement de l'expansion du commerce mondial, le déclin ou la stagnation des prix à l'exportation, le renforcement des barrières au commerce et la réduction des apports nets de capitaux ont plus qu'annulé ces effets bénéfiques pour beaucoup d'autres. Ceux qui n'ont pas entrepris de stabiliser leur économie ou se sont découragés en cours de route devront s'engager résolument sur la voie des réformes décrites dans le présent chapitre. Mais, en tout état de cause, l'amélioration du climat économique international ne pourrait que favoriser le succès des réformes intérieures. L'objectif d'une croissance durable, analogue à celle enregistrée pendant les années 60, n'est pas utopique. Pour l'atteindre, cependant, les pays en développement comme les pays industriels doivent être déterminés à remanier leur politique économique et à lever les restrictions qui entravent les échanges internationaux. Les politiques et les initiatives internationales indispensables à l'ajustement dans la croissance font l'objet du Chapitre 3.

3

Les opportunités de croissance

Lorsque la croissance faiblit, les dirigeants entreprennent de la ranimer — et de s'attaquer aux problèmes créés par son fléchissement. Les pays en développement ont déjà pris nombre de mesures pour améliorer la performance de leur économie et s'adapter à l'évolution de l'environnement économique mondial. Mais leurs gouvernements, lorsqu'ils envisagent le reste de cette décennie et les années suivantes, se rendent compte qu'il leur faut faire encore plus, surtout dans un climat international lourd d'incertitudes. Les cours des produits de base sont déprimés, les taux d'intérêt réels restent supérieurs à leurs niveaux historiques et, dans de nombreux cas, le fardeau du service de la dette limite fortement les perspectives de croissance à long terme.

Dans un monde où l'interdépendance économique des nations est de plus en plus étroite, l'avenir sera déterminé par la politique adoptée tant dans les pays industriels que dans les pays en développement. Ce chapitre formule une Hypothèse haute et une Hypothèse basse qui permettent de projeter l'évolution possible de l'économie mondiale pendant les dix prochaines années et décrit les conditions auxquelles elles pourraient se concrétiser. L'une et l'autre présupposent les mêmes améliorations modérées de la politique économique des pays en développement. Toutefois, dans les deux cas, ces pays auraient des taux moyens de croissance supérieurs à nos estimations s'ils accéléraient leurs réformes ou si davantage de gouvernements appliquaient des mesures correctives. Comme les bons résultats obtenus par des pays aussi différents que la Turquie et la Chine l'ont montré, c'est la politique des pays en développement eux-mêmes qui détermine dans quelle mesure ils peuvent tirer profit de modifications de la conjoncture mondiale ou éviter d'en pâtir.

Les pays en développement ne doivent pas compter sur une conjoncture extérieure stable ni propice. Il leur faut donc savoir quel type de politique leur permettrait de s'adapter plus facilement à des circonstances imprévisibles et d'utiliser au mieux les apports de capitaux étrangers pour entretenir leur croissance sur la moyenne période.

Action des pouvoirs publics et croissance dans les pays en développement

Il peut être utile pour commencer de rappeler comment les programmes de stabilisation se distinguent des programmes d'ajustement structurel. Dans le premier cas, il s'agit, par exemple, de mesures monétaires ou budgétaires, et de la politique des changes ou des revenus dont les pouvoirs publics se servent pour maintenir l'équilibre macroéconomique. En revanche, une politique d'ajustement structurel consiste en mesures qui influent sur les choix des agents économiques en matière de production, d'échanges et de distribution, c'est-à-dire qui modifient les systèmes d'incitations, les institutions publiques et le régime auquel sont assujettis le droit de propriété, les obligations et l'information. Bien entendu, ces deux domaines se confondent et se complètent parfois. Par exemple, un ajustement des changes stabilise le compte courant mais en outre il accroît la proportion de la production nationale exportée. De même, la restructuration d'une entreprise publique peut à la fois accroître son efficacité et réduire le déficit du secteur public.

Il arrive au contraire qu'il y ait incompatibilité. Une réduction rapide de taxes commerciales qui créent des distorsions peut, en l'absence de nouvelles mesures génératrices de recettes, accroître dans l'immédiat le déficit budgétaire. Lorsque la

politique macroéconomique ne concorde pas avec les objectifs structurels à long terme, le gouvernement risque de devoir revenir sur des réformes pourtant justifiées ou d'être contraint d'y renoncer. C'est, par exemple, ce qui est arrivé aux Philippines (Encadré 2.3 du Chapitre 2).

Le dosage exact des interventions qui conviennent à son cas varie d'un pays à l'autre, mais le but est toujours de rétablir et de maintenir la stabilité économique, tout en améliorant le système d'incitations et la structure institutionnelle de façon à encourager l'épargne intérieure et une affectation rationnelle des ressources. Que le mal vienne, à l'origine, d'une politique nationale qui ne peut être poursuivie indéfiniment (par exemple, de gros déficits budgétaires), de changements brusques de la conjoncture mondiale (comme une chute des cours du pétrole), ou d'une combinaison de ces deux facteurs, un pays sera d'autant mieux en mesure de résister aux chocs extérieurs qu'il aura su stabiliser plus tôt son économie, compte dûment tenu du coût d'un programme d'ajustement. S'il laisse passivement des déficits budgétaires ou des déséquilibres de la balance des paiements s'accumuler, il sera finalement contraint d'épuiser ses réserves de change et ses possibilités d'emprunt à l'étranger. Dès lors, la demande intérieure ne pourra plus continuer d'être supérieure au revenu et le gouvernement n'aura d'autre solution que de s'attaquer aux causes premières de la situation ou de réduire encore la croissance. Il ne pourra pas temporiser, ses erreurs passées ne lui permettant plus de jouir de la marge de manoeuvre qu'offre l'emprunt à l'étranger.

C'est ce qui s'est produit dans les pays d'Afrique subsaharienne et d'ailleurs qui n'ont pas réduit leurs dépenses après la fin du boom des prix des produits de base du milieu des années 70. Ils ont maintenu leurs changes et leurs dépenses (en particulier les investissements publics) à des niveaux que seul aurait autorisé un retour rapide aux prix records des produits d'exportation de la période antérieure. Mais les cours de leurs produits de base n'ont pas augmenté et, de surcroît, ils ont bientôt dû faire face au deuxième choc pétrolier, à des taux d'intérêt réels élevés et à la récession mondiale. Leur situation aurait été difficile dans n'importe quelle circonstance mais, pour beaucoup d'entre eux, elle a été aggravée par le fait qu'ils avaient déjà épuisé leurs possibilités d'emprunt à court terme et leurs réserves de change.

D'autres pays ont fait la preuve des avantages à long terme d'une politique susceptible de rétablir rapidement la stabilité macroéconomique. Par

exemple, au début des années 80, l'Indonésie était menacée d'une baisse brutale de son revenu. Les prix du pétrole avaient commencé à fléchir, la croissance mondiale ralentissait et les fuites de capitaux faisaient ressentir leur effet sur le compte courant. Le gouvernement a promptement réduit les subventions à la consommation de pétrole, annulé ou ajourné près de 50 projets d'investissement à forte intensité d'importations, dévalué la monnaie et adopté un système de flottement dirigé. Le taux de croissance réelle du PIB, nul en 1982, est remonté à 3,3 % en 1983 pour atteindre 6,6 % en 1984 et 1985. Le déficit des transactions courantes est tombé de 8,5 % du PIB en 1982 à 2,5 % en 1984.

La Turquie est un pays où l'action du gouvernement, par opposition à un revirement soudain de la conjoncture internationale, a créé une situation macroéconomique insoutenable qui a ralenti la croissance tant que des mesures correctives n'ont pas été prises. Tout au long des années 70, le gouvernement a poursuivi une politique d'expansionnisme monétaire et budgétaire, financé les déficits courants par de lourds emprunts extérieurs et protégé les industries locales en réglementant strictement les importations. Lorsqu'il n'a plus pu emprunter à l'étranger, il a mis à exécution un vaste programme visant à la fois à rétablir la stabilité intérieure et à restructurer l'économie sur la moyenne période. L'ajustement des changes, combiné à une discipline monétaire et budgétaire plus stricte, a permis un retour à la stabilité. Dans les conditions ainsi créées, il a été possible de lancer le programme d'ajustement structurel, dont les objectifs étaient d'ouvrir l'économie sur l'extérieur, d'accroître son efficacité et de stimuler la croissance. De fait, entre 1980 et 1984, la valeur en dollars des exportations de marchandises a augmenté de 120 %, alors qu'à l'échelle mondiale, celle des exportations non pétrolières ne progressait que de 5 % environ. La croissance du PIB réel a été en moyenne de 4,6 % par an pendant cette période.

Cet exemple montre bien que la stabilisation n'est pas une fin en soi. Il faut plutôt y voir une étape qui facilitera l'avènement d'un nouveau climat national propice à une croissance économique plus rapide mais soutenable. Une fois la stabilité intérieure rétablie, il faut stimuler la croissance en encourageant l'épargne et l'investissement, l'efficacité et la productivité.

Les programmes d'ajustement structurel visent essentiellement à transformer les institutions et les incitations. Leurs principaux objectifs doivent être : a) de mobiliser des fonds en accroissant le

taux d'épargne intérieure, en attirant des capitaux étrangers et, le cas échéant, en encourageant le retour des capitaux expatriés; b) d'affecter les ressources plus efficacement et d'améliorer la productivité du patrimoine national; et c) de créer des emplois et des revenus dans les secteurs où l'économie jouit d'un avantage comparatif.

L'épargne intérieure

Beaucoup de pays en développement devront accroître l'épargne intérieure s'ils veulent pouvoir investir suffisamment pour maintenir leur croissance tout en assurant le service de leur dette. En fin de compte, l'épargne intérieure n'augmentera que si les pouvoirs publics se montrent fermement décidés à créer un environnement macroéconomique stable. La réduction des déficits budgétaires, un accroissement raisonnable de la masse monétaire et la stabilité des taux de change réels feront beaucoup pour encourager l'épargne. En même temps, ils freineront les exportations et encourageront peut-être même les rapatriements de fonds. La fuite des capitaux est devenue endémique dans de nombreux pays où les taux de change et d'intérêt ne correspondent pas à la réalité. Un renversement de cette tendance montrera clairement aux banques privées et aux investisseurs étrangers que le gouvernement a su convaincre ses nationaux de sa volonté politique et retrouver leur confiance.

Quant à l'épargne publique, les dirigeants ont deux options fondamentales : réduire les dépenses ou augmenter les recettes. Nombre de pays en développement pourraient réduire les dépenses publiques sans ralentir la croissance économique ni aggraver la condition des pauvres. Ils pourraient notamment diminuer les dépenses militaires, améliorer la politique des prix et des traitements dans le secteur public, réduire et redistribuer les dépenses ordinaires et accroître l'efficacité du secteur public. Par exemple, beaucoup d'entre eux auraient intérêt à aligner les tarifs des services publics de distribution (électricité, eau, gaz) et des transports sur leur coût d'opportunité à long terme, et à rationaliser leurs programmes d'aide à l'agriculture. Dans le secteur public, des réformes de la gestion et des institutions visant à améliorer la planification et la budgétisation et à renforcer les règles de conduite contribueraient à accroître l'efficacité.

L'Etat pourrait beaucoup épargner en réduisant ses dépenses dans des entreprises publiques ineffi-

caces et déficitaires. Par exemple, on estime qu'en Argentine, les 353 entreprises d'Etat perdent 2 milliards de dollars par an et doivent environ 11 milliards de dollars sur les 46 milliards de la dette étrangère du pays. Nombre de pays d'Afrique subsaharienne auraient eux aussi avantage à supprimer les déficits imputables aux entreprises semi-publiques; ils devraient fermer les pires et réformer les autres de façon à accroître leur efficacité et à les rendre responsables de leurs actes. Les cessions d'actifs offrent également à l'Etat beaucoup de possibilités de rationaliser le secteur public. Elles se traduiraient, dans l'immédiat, par une augmentation de l'épargne publique et, sur la moyenne période, par une meilleure affectation des ressources.

Les gouvernements peuvent également accroître l'épargne publique en augmentant les impôts (notamment en profitant des plus-values fiscales de l'inflation). Nous avons vu plus haut que s'ils sont réduits à de telles mesures, qui risquent de trop peser sur l'économie et d'encourager la fraude fiscale, ils doivent s'efforcer de minimiser les dommages. Au surplus, la diminution de la consommation par habitant dans beaucoup de pays d'Afrique et d'Amérique latine oblige à comparer les effets positifs d'une augmentation des impôts sur la réduction du déficit budgétaire et ses effets négatifs sur les revenus réels. Il est cependant faisable d'accroître les recettes par des réformes et des améliorations de la fiscalité; on peut notamment simplifier le code des impôts, en limitant le nombre des exonérations et des abattements et en pénalisant plus fortement la fraude — et élargir l'assiette de l'impôt.

Les réformes fiscales peuvent également encourager l'épargne privée, par exemple, lorsqu'elles consistent à corriger de l'inflation les intérêts perçus par les contribuables et à réduire les taux marginaux d'imposition. Il faudrait compléter ce type de mesures par la suppression des distorsions sur le marché du crédit et en particulier une politique appropriée des taux d'intérêt sur les dépôts. Une étude récente de la Banque mondiale sur le secteur financier au Bangladesh, au Kenya, au Nigéria, au Pérou, en Thaïlande, en Turquie et en Uruguay donne à penser que, bien souvent, la levée des contrôles de l'Etat sur les taux d'intérêt et les commissions bancaires et une plus forte concurrence amélioreraient l'intermédiation financière et accroîtraient la proportion de l'épargne financière privée, tout en réduisant les sorties de capitaux. Mais, comme nous l'avons dit au début, l'essentiel est de rendre confiance au secteur privé.

Les méthodes que de nombreux pays en développement ont choisies pour s'adapter à l'environnement extérieur pendant le début des années 80 ont provoqué une baisse considérable de l'investissement intérieur. Il leur faut maintenant renverser cette tendance, et surtout mieux affecter et utiliser les ressources à investir afin de soutenir la croissance sur la moyenne période.

Il est certain que les coupes pratiquées dans l'investissement public, lorsqu'elles se sont traduites par une réduction de la dimension de projets peu rentables ou par leur abandon (projet d'irrigation de Majes au Pérou ou d'extension du métro au Chili et en Colombie, par exemple), ont été bénéfiques. Avant les années 80, la qualité des investissements publics dans de nombreux pays en développement était, au mieux, inégale. Toutefois, certains gouvernements ne savent pas comment opérer des réductions sélectives ou y répugnent. Aussi procèdent-ils souvent à des amputations globales et regrettables de leur programme d'investissement. Ils auraient tout avantage à se doter d'institutions capables d'évaluer systématiquement les projets au stade de la planification, et d'indiquer, lorsqu'ils sont achevés, les ressources qu'il convient d'affecter à l'entretien et aux réparations.

Les autorités peuvent aussi, tout en réduisant le montant de leur programme d'investissement, en accroître l'efficacité en délimitant clairement la sphère d'activité du secteur public. Beaucoup de pays en développement auraient avantage à freiner ou interrompre les investissements publics dans des domaines (comme la production ou la commercialisation dans les secteurs de l'industrie, de l'énergie et de l'agriculture) où le secteur privé jouit d'un avantage comparatif. L'investissement public devrait s'orienter vers des activités ayant des effets induits et dont la rentabilité est longuement différée (par exemple, des projets de valorisation des ressources humaines ou d'infrastructure matérielle).

Le gouvernement peut encore contribuer à accroître l'efficacité de l'investissement — et à réduire le chômage et atténuer la pauvreté — en créant un climat encourageant pour les flux de capitaux privés, étrangers et intérieurs. Il lui faudra adopter pour cela une politique claire, non discriminatoire et durable, c'est dire qu'il devra prendre diverses mesures que nous avons déjà mentionnées, et notamment réorienter sa politique commerciale, réduire les contrôles administratifs,

appliquer un régime fiscal créant moins de distorsions, laisser jouer les forces des marchés du travail et des capitaux et modifier et préciser les dispositions régissant les investissements étrangers. Il convient, à ce propos, d'ajouter que dans beaucoup de pays lourdement endettés, comme l'Argentine, le Brésil, le Chili et le Mexique, l'un des facteurs qui a le plus découragé les nouveaux investissements privés est le niveau record des taux d'intérêt réels des dernières années. De tels taux reflètent à la fois des anticipations inflationnistes et une demande excessive sur le marché du crédit de fonds destinés à financer de gros déficits budgétaires et de vastes programmes de prêts préférentiels à des secteurs comme l'agriculture. Le gouvernement, s'il casse les anticipations inflationnistes et réduit ses emprunts, contribuera puissamment à faire baisser les taux d'intérêt réels et stimulera par là même l'investissement privé. En Argentine et au Brésil, les pouvoirs publics ont montré qu'ils en étaient convaincus par leurs récentes réformes monétaires et budgétaires.

Les mesures d'encouragement aux exportations

Il existe un lien étroit entre la politique qu'un pays suit en matière de commerce international et de change et la marge de manoeuvre dont il jouit pour maintenir sa croissance. Des taux de change compétitifs et un régime de taxes sur les transactions commerciales qui ne fausse pas le jeu des forces du marché auront généralement pour effet de modérer l'emprunt extérieur et d'encourager les exportations et, lorsqu'elle est rentable, la substitution de productions locales aux importations. Les pays qui vendent sur les marchés mondiaux peuvent tirer parti des économies de spécialisation, de dimension et d'échelle — pour créer des entreprises efficaces et compétitives à l'intérieur et à l'étranger. Dans les économies autocentrées, les producteurs sont réduits à vendre sur de petits marchés intérieurs ou fortement protégés. L'investissement public y est généralement plus élevé, pour compenser l'atonie du secteur privé, et il est souvent mal ciblé à cause des distorsions engendrées par le système d'incitations. Enfin, plus efficace dans les économies ouvertes sur l'extérieur, l'investissement y encourage l'épargne intérieure, et les prêts et l'investissement direct extérieurs jouent un rôle complémentaire. Dans celles qui sont repliées sur elles-mêmes, l'emprunt à l'étranger se substitue fréquemment à l'épargne interne.

Par exemple, la Corée, la Thaïlande et, plus récemment, la Turquie ont paré aux chocs extérieurs

surtout par des réformes intérieures. Une politique de vérité des changes, de compression des dépenses publiques et de promotion des exportations leur a permis de stimuler leurs ventes à l'étranger, de réduire le montant de leurs emprunts extérieurs et de modérer leur inflation. Au contraire, des pays aussi différents que l'Argentine, la Jamaïque, le Mexique et la Tanzanie se sont efforcés de financer des déficits courants de plus en plus élevés par un accroissement de l'emprunt ou de l'aide extérieurs. Ils ont pu ainsi maintenir leurs taux de change mais ont par là même découragé la substitution de productions locales aux importations ainsi que les exportations, aggravant par voie de conséquence leurs besoins de capitaux étrangers. Quand la dette qu'ils avaient accumulée leur a fermé l'accès aux marchés des capitaux, ils ont été contraints à des mesures déflationnistes pour réduire les revenus réels et la demande d'importations.

L'adoption d'une politique de stabilisation et de restructuration de l'économie stimule la croissance, même dans un environnement mondial défavorable. Mais, dans les pays en développement les plus endettés, la dette représente un tel boulet que des mesures correctives internes ne sauraient suffire. Ils ont également besoin d'apports de capitaux supplémentaires et de nouveaux débouchés pour leurs exportations. Dans leur cas, l'évolution de l'environnement extérieur peut, comme on le verra plus loin, faire échec à leur politique d'ajustement.

C'est parce que cette évolution est incertaine que nous avons construit une Hypothèse haute et une Hypothèse basse. La stabilité et la croissance de l'économie mondiale dépendront à la fois des politiques économiques adoptées par les pays développés et par les pays en développement — en particulier au sujet des échanges internationaux — et du comportement des marchés financiers mondiaux, qui s'influencent mutuellement. Chacun des deux scénarios montre les conséquences de diverses politiques envisageables. Notre but n'est pas de faire des projections, et l'hypothèse de chocs exogènes, comme un bouleversement des marchés des capitaux ou des produits de base, est exclue. Nous décrivons une situation possible, non une situation probable.

Une décennie à mettre à profit : 1985-95

On a postulé dans les deux scénarios une amélioration modérée de la politique des pays en développement dans le sens indiqué précédemment. Si

l'Hypothèse basse se vérifie, de nombreux pays se trouveront, malgré ces réformes, en mauvaise posture. Mais sans elles, la situation de certains pays en développement sera certainement intenable, quelles que soient les circonstances.

La baisse récente des prix du pétrole et des taux d'intérêt réels pourrait stimuler l'économie de la plupart des pays en développement pendant la deuxième moitié des années 80. Nous décrivons dans nos deux scénarios les effets favorables que leur stabilisation à leur niveau actuel pendant trois à cinq ans aurait sur l'inflation et la croissance. Cependant, de nombreux pays exportateurs de pétrole éprouveraient alors de graves difficultés. Comment les pays tireront-ils parti de la situation ou y feront-ils face, la réponse à cette question dépend de la politique que chacun adoptera.

Les résultats favorables de l'Hypothèse haute supposent une diminution continue de la fraction du crédit mondial absorbée par les déficits budgétaires des pays industriels, qui permettrait aux investissements productifs d'augmenter. L'accroissement du patrimoine national qui en résulterait se traduirait par une augmentation de la production et de l'emploi qui atténuerait les tensions sociales et faciliterait une réduction des obstacles aux échanges, d'où, en fin de compte, une accélération de la croissance.

Dans ces circonstances, la croissance dans les pays industriels atteindrait environ 4,3 % par an. Ce taux est supérieur à la moyenne de 1973-80, mais inférieur aux 4,7 % enregistrés entre 1965 et 1973. Les pays industriels, en particulier ceux d'Europe, auraient moins de chômage qu'au cours des cinq dernières années et l'inflation y resterait modérée. Si les Etats-Unis et d'autres pays industriels qui ont de gros déficits budgétaires en éliminaient progressivement l'élément structurel, la demande mondiale de crédit diminuerait et les taux d'intérêt nominaux tomberaient aux environs de 5,6 % en moyenne. Les taux d'intérêt réels revendraient alors à leur moyenne traditionnelle de 2,6 %.

Dans ces conditions, la plupart des pays en développement en assureraient le service de leur dette plus facilement, grâce à une expansion plus rapide de leurs exportations et à la baisse des taux d'intérêt. Les taux annuels d'accroissement réel de leur PIB atteindraient 5,9 %, c'est-à-dire 3,9 % par habitant. Au surplus, l'augmentation des recettes d'exportation, des prêts des banques privées et de l'investissement direct allégeraient le fardeau de la dette internationale. Les résultats ne seraient cependant pas partout aussi favorables. En effet,

même dans l'Hypothèse haute, l'ajustement et le développement économique resteraient extrêmement difficiles pour nombre de pays de l'Afrique subsaharienne et pour certains pays exportateurs de pétrole lourdement endettés. Pour que ces pays puissent participer à une expansion de l'économie mondiale, il faudrait compléter les mesures prévues dans notre Hypothèse haute par d'autres interventions

L'Hypothèse basse montre ce qui se passerait si les pays industriels renonçaient aux réformes amorcées au début des années 80. Elle suppose que ces pays, en particulier les Etats-Unis, ne feront rien pour remédier à leur déficit budgétaire. Il est vraisemblable que la pression cumulative de leur dette et de ces déficits les contraindrait, même s'ils ne s'y résignent pas au début, à relâcher leur discipline monétaire. Les taux d'intérêt réels augmenteraient, parce que les marchés financiers, pensant qu'il faudra bien monétiser les déficits tôt ou tard, demanderaient une prime d'inflation. Ces taux d'intérêt élevés tendraient à réduire le volume des prêts des banques privées aux pays en développement. En même temps, les déficits croissants

de la balance commerciale des pays industriels provoqueraient une vague protectionniste qui réduirait les exportations des pays en développement et les prix des produits de base.

Les pays industriels auraient alors des taux de croissance semblables, ou même inférieurs, à ceux de la période incertaine des années 70. Leur PIB augmenterait annuellement de 2,5 % en moyenne entre 1985 et 1995. Les taux d'intérêt réels resteraient élevés — 4,5 % environ — et l'inflation serait de l'ordre de 5 à 7 %.

Quant aux pays en développement, leur situation serait pour le moins inconfortable ou même, dans certains cas, sombre. Pris en tant que groupe, le taux annuel moyen d'accroissement de leur PIB serait de 4 % jusqu'en 1995 (Tableau 3.1) et celui de leur PIB par habitant de 2 % seulement.

En pareilles circonstances, la croissance pourrait se poursuivre, bien qu'assez lentement, dans certains des pays à revenu intermédiaire exportateurs de produits manufacturés les plus nettement orientés vers les marchés extérieurs. Pour les autres, l'Hypothèse basse signifierait encore dix années de croissance ralentie ou négative. Les

Tableau 3.1 Performance moyenne des pays industriels et en développement, 1965-95
(pourcentage moyen de variation annuelle)

	1965-73	1973-80	1980-85	1985-95	
				Hypothèse haute	Hypothèse basse
<i>Pays industriels</i>					
Croissance du PIB	4,7	2,8	2,2	4,3	2,5
Taux d'inflation ^a	5,1	8,3	-0,3	4,8	7,0
Taux d'intérêt réels ^{b,c}	2,5	0,7	6,7	2,6	4,5
Taux débiteurs nominaux ^c	5,8	8,4	12,0	5,6	10,2
<i>Pays en développement</i>					
Croissance du PIB	6,6	5,4	3,3	5,9	4,0
Pays à faible revenu					
Afrique	3,9	2,7	0,9	4,0	3,2
Asie	5,9	5,0	7,8	6,4	4,4
Exportateurs de pétrole à revenu intermédiaire	7,1	5,8	1,4	4,8	3,4
Importateurs de pétrole à revenu intermédiaire					
Gros exportateurs de produits manufacturés	7,6	5,9	2,1	6,4	4,0
Autres pays importateurs de pétrole	5,4	4,5	1,7	5,5	3,8
Accroissement des exportations	5,0	4,6	4,1	7,1	3,2
Produits manufacturés	11,6	13,8	7,9	9,8	5,0
Produits de base	3,8	1,1	1,4	4,3	1,5
Accroissement des importations	5,8	5,9	0,9	7,7	3,4

Note : Les projections des taux de croissance sont fondées sur un échantillon de 90 pays en développement.

a. Déflateur pondéré du PIB des pays industriels exprimé en dollars des Etats-Unis. L'inflation aux Etats-Unis est de 3 % par an dans l'Hypothèse haute et de 5,7 % dans l'Hypothèse basse. Cependant, pour tout le groupe des pays industriels, elle est plus élevée une fois exprimée en dollars parce qu'on a supposé que le dollar se déprécierait entre 1985 et 1990.

b. Moyenne des taux à six mois de l'euro-marché pour les avoirs en dollars des Etats-Unis corrigée du taux de variation du déflateur du PIB des Etats-Unis.

c. Taux moyen annuel.

Tableau 3.2 Variations du PIB par habitant, 1965-95
(pourcentage moyen de variation annuelle)

	1965-73	1973-80	1980-85	1985-95	
				Hypothèse haute	Hypothèse basse
Pays industriels	3,7	2,1	1,7	3,8	2,0
Pays en développement	4,0	3,2	1,3	3,9	2,0
Pays à faible revenu	3,0	2,7	5,2	4,4	2,5
Afrique	1,2	-0,1	-2,0	0,8	0,0
Asie	3,2	3,0	5,9	4,8	2,8
Exportateurs de pétrole à revenu intermédiaire	4,5	3,1	-1,1	2,3	0,9
Importateurs de pétrole à revenu intermédiaire	4,5	3,2	-0,1	4,1	1,9
Gros exportateurs de produits manufacturés	5,2	3,7	0,2	4,6	2,2
Autres pays importateurs de pétrole	2,8	2,1	-0,8	3,1	1,4

Note : Les projections des taux de croissance sont calculées d'après un échantillon de 90 pays en développement.

pays exportateurs de pétrole à revenu intermédiaire n'enregistreraient vraisemblablement aucune augmentation sensible de leur revenu réel et les pays africains à faible revenu connaîtraient dix nouvelles années de stagnation (Tableau 3.2).

Dans cette hypothèse, il serait difficile, même aux pays appliquant une politique de réformes, de gagner ou d'emprunter les ressources nécessaires à leur croissance. Pour les pays à revenu intermédiaire lourdement endettés, une croissance ralentie dans les pays industriels et une augmentation trop faible des apports de capitaux extérieurs auraient de graves répercussions. Après cinq ans de stagnation et de baisse du revenu par habitant, la nécessité de répartir de maigres ressources entre le service de la dette et la consommation et les investissements courants les acculerait à des choix difficiles, lourds de conséquences, dont il est impossible de donner ne serait-ce qu'un aperçu. On peut seulement décrire le dilemme dans lequel ils se trouveraient enfermés.

Les conditions nécessaires à la matérialisation de l'Hypothèse haute

Outre la poursuite par les pays en développement des modestes réformes dans lesquelles ils se sont engagés, l'Hypothèse haute suppose une amélioration de la performance des pays industriels, elle-même subordonnée à l'adoption de certaines mesures dans divers domaines :

- *La politique monétaire et budgétaire.* La persistance de déficits budgétaires élevés dans les grands pays industriels rendrait très difficile le maintien d'un fort taux de croissance de l'économie mon-

diale. La hausse des taux d'intérêt réels finirait par s'accompagner d'un accroissement du taux d'inflation et d'un renforcement du protectionnisme. La politique de coups de frein et d'accélérateur que les gouvernements adopteraient alors pour lutter tour à tour contre l'inflation, le chômage et le déficit de la balance commerciale ramènerait le taux de la croissance mondiale à son niveau médiocre des années 70. Pour que l'Hypothèse haute se réalise, il est donc essentiel que les pays qui se sont accoutumés à un déficit budgétaire élevé prennent des mesures correctives. Comme on l'a vu au Chapitre 2, celles-ci devraient consister avant tout à réduire les dépenses publiques. S'il est inévitable d'augmenter les taux d'imposition, il faudra veiller à minimiser les distorsions et les pertes pour l'économie qu'engendre une trop forte taxation des tranches supérieures de revenus. Les autorités devront également, pour compléter cette combinaison de mesures budgétaires et monétaires, fixer des limites à l'expansion monétaire, de façon à réduire l'inflation et les taux d'intérêt nominaux à long terme. Les pays industriels pourraient réduire leur déficit global sans trop de bouleversements si les plus grands coordonnent leur politique macroéconomique. Ils ont récemment prouvé, en réussissant à abaisser les taux d'intérêt et la valeur du dollar, combien leur coopération pouvait être utile.

- *Le marché du travail.* Comme nous l'avons dit au Chapitre 2, l'existence de dispositions limitant strictement les salaires à des niveaux élevés favorise le chômage. Il faut donc, pour encourager la création d'emplois, assouplir le droit du travail et réduire le coût marginal de la main-d'oeuvre,

c'est-à-dire faciliter sa formation et sa mobilité, diminuer les allocations de chômage et les prestations sociales et lier les hausses de salaire à l'augmentation de la productivité. Il faut également réduire la protection dont jouissent certains secteurs, de façon à orienter les travailleurs vers des activités plus efficaces et plus compétitives.

- *La libéralisation des échanges.* Beaucoup de pays industriels qui ont entrepris de redresser certaines des distorsions dues à la politique budgétaire et monétaire et à la rigidité de la législation du travail pratiquent paradoxalement une politique commerciale protectionniste. En adoptant le type de mesures dont nous avons parlé plus haut, et en particulier en réduisant leur déficit budgétaire, les pays industriels pourraient créer les conditions nécessaires à une croissance vigoureuse et soutenue. Il s'ensuivrait dans ces pays un accroissement de la demande de produits d'importation qui stimulerait à la fois les exportations et les importations des pays en développement. Les circonstances seraient propices à une réduction des restrictions frappant les échanges internationaux qui permettrait d'augmenter leur volume plus que ne l'aurait fait à elle seule l'accélération de la croissance. Les taux de croissance de l'Hypothèse haute sont subordonnés à l'adoption d'une nouvelle série de mesures de libéralisation des importations de produits agricoles et manufacturés dans les pays industriels. Il faudrait en outre que, d'ici à 1995, les équivalents tarifaires des principales barrières non tarifaires aient diminué sensiblement par rapport à 1984 (Encadré 3.1).

Les perspectives des pays en développement

Si l'Hypothèse haute se vérifie, le PIB des pays en développement augmentera de 5,9 % : ce taux montre combien leur croissance pourrait être rapide s'ils poursuivent leurs réformes et bénéficient d'un environnement extérieur favorable. Il se traduirait par un accroissement vigoureux du revenu par habitant de 3,9 % par an, contre 2 % seulement dans l'Hypothèse basse.

Les Hypothèses haute et basse présupposant toutes deux les mêmes réformes dans les pays en développement, les différences entre les résultats qu'un groupe particulier de pays enregistrerait dans l'un ou l'autre cas permettent de mesurer approximativement les répercussions de la situation économique mondiale sur la performance de ce groupe. Dans les pays asiatiques à faible revenu, le revenu par habitant augmente fortement

de 4,8 % dans l'Hypothèse haute et de 2,8 % dans l'Hypothèse basse. Chez les gros exportateurs de produits manufacturés, son accroissement est de 4,6 % et de 2,2 %, respectivement. Mais dans les pays africains à faible revenu, il augmente de 0,8 % seulement dans l'Hypothèse haute et pas du tout dans l'Hypothèse basse.

L'écart entre les résultats de l'Hypothèse haute et ceux de l'Hypothèse basse est important dans les pays asiatiques à faible revenu et les pays à revenu intermédiaire exportateurs de produits manufacturés (2 et 2,4 points de pourcentage, respectivement). Il l'est moins dans les pays africains à faible revenu (0,8 point de pourcentage). En effet, l'intégration des pays récemment industrialisés dans l'économie mondiale est plus poussée et ils sont plus sensibles aux fluctuations des marchés extérieurs et des taux d'intérêt que les pays africains, plus repliés sur eux-mêmes et plus essentiellement agricoles. Il ne faut toutefois pas en conclure que les premiers sont les plus menacés. En réalité, leur taux de croissance dans l'Hypothèse basse est supérieur à celui des pays africains à faible revenu dans l'Hypothèse haute. Les pays en développement qui tentent de s'isoler de l'économie mondiale ressentent peut-être moins les effets de ses mouvements cycliques, mais c'est au prix d'une croissance moindre dans toutes les hypothèses.

Une autre des raisons pour lesquelles le taux de croissance par habitant est supérieur dans les pays asiatiques à faible revenu est que le taux d'accroissement de la population y est plus faible qu'en Afrique, grâce au succès relatif de leurs programmes de régulation des naissances (et nous pensons en particulier à la Chine).

L'Hypothèse haute

Si la croissance est forte dans les pays de l'OCDE, elle atteindra un taux très élevé dans les pays asiatiques à faible revenu et dans les pays gros exportateurs de produits manufacturés. Les exportations de ces deux derniers groupes augmenteront de 8 % par an (Tableau 3.3). L'augmentation du revenu par habitant dans les pays asiatiques à faible revenu qui est envisagée dans cette hypothèse est due en grande partie à l'excellente performance de l'Inde et de la Chine, qui poursuivraient leurs réformes et pourraient emprunter davantage à l'étranger. En s'ouvrant encore plus sur l'extérieur, ces deux vastes pays pourraient stimuler leur productivité et le taux d'accroissement de leurs exportations. C'est sur ces prémisses, et sur un con-

Encadré 3.1 Les négociations commerciales multilatérales et le GATT

Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, les négociations commerciales multilatérales menées sous l'égide du GATT ont permis d'endiguer des vagues protectionnistes et de réduire sur une grande échelle les obstacles tarifaires aux échanges. Les réductions ont été moins fortes dans le cas des exportations des pays en développement, en partie parce que leur participation à ces négociations a été limitée. Toutefois, grâce à l'application du traitement de la « nation la plus favorisée », ils ont bénéficié des réductions tarifaires négociées entre pays industriels.

Depuis quelques années, le protectionnisme s'est intensifié en moyenne dans les pays industriels, où il s'est manifesté par une prolifération des obstacles non tarifaires (par opposition aux barrières tarifaires) dans des secteurs qui, comme ceux des textiles et de l'habillement, de l'acier et des produits agricoles, sont ou pourraient être d'un grand intérêt pour les pays en développement. Les pays en développement continuent eux aussi d'appliquer des mesures non tarifaires qui font obstacle à l'importation de nombreuses catégories de produits.

Après deux ans de consultations intensives, le GATT prépare une nouvelle série de négociations multilatérales. Un comité préparatoire devrait présenter un rapport sur leurs thèmes et leurs modalités en juillet 1986. Pour qu'elles soient vraiment utiles, il faudrait que les barrières non tarifaires, qui sont devenues le principal obstacle aux échanges, retiennent beaucoup plus l'attention que lors des précédentes. Il faudrait également que ces négociations permettent de procéder au sein du GATT à des réformes institutionnelles qui favoriseraient le renforcement du régime des échanges internationaux et contribueraient à prévenir une aggravation du protectionnisme. Une question importante sur laquelle les avis sont partagés est celle de savoir si les échanges de services doivent être inclus dans les négociations et, dans l'affirmative, sous quelle forme.

Les pays en développement ont un gros enjeu dans ces négociations. La libéralisation et la rationalisation

de leurs propres régimes commerciaux leur procureront certainement des gains économiques importants en accroissant leur efficacité et en réduisant les distorsions qui défavorisent la production pour l'exportation. La réciprocité étant dans la nature des négociations multilatérales, ils pourront obtenir une plus grande ouverture des marchés des pays industriels en échange de leurs propres mesures de libéralisation. Ils pourraient également tirer profit, eux aussi, d'un renforcement du système fondé sur l'Accord général, spécialement s'il en résulte une réduction par les pays industriels de leurs pratiques arbitraires et discriminatoires à l'égard des exportations des pays en développement.

Du point de vue des pays en développement, les questions d'accès aux marchés des pays industriels sont au cœur des négociations multilatérales. Les problèmes à résoudre concernent à la fois les produits manufacturés et les produits agricoles. Dans ce dernier cas, les points clés sont les barrières non tarifaires et les subventions versées par de nombreux pays industriels en faveur des produits agricoles de zone tempérée.

Les pays en développement ne pourront tirer d'avantages notables de ces négociations multilatérales que s'ils y participent activement. Cela signifie qu'ils devront être disposés à offrir eux aussi des concessions aux pays industriels en rationalisant et en libéralisant leur propre régime. Certaines mesures par lesquelles ils restreignent souvent les importations lèsent les exportateurs des pays industriels auxquels il risque d'être impossible, sans l'appui de ces exportateurs, de libéraliser l'importation de produits intéressants les pays en développement.

Si les plus avancés des pays en développement ne veulent pas consentir eux-mêmes des concessions, ils courent un autre risque : les pays industriels qui souhaitent libéraliser les échanges par voie de négociations multilatérales, en particulier les États-Unis, excluront les pays en développement de ces négociations, au détriment à la fois des pays en développement et du régime des échanges internationaux : en

cours accru des marchés financiers internationaux (les indicateurs marquent une augmentation de la dette des pays de ce groupe), que reposent les prévisions d'accélération de la croissance dans notre Hypothèse haute.

Aux gros exportateurs de produits manufacturés, comme le Brésil et la Corée, une plus forte croissance dans les pays industriels et la réduction du protectionnisme qui l'accompagnerait procureraient les nouveaux débouchés nécessaires à l'expansion de leur production et de leurs exporta-

tions. Cet accroissement de leurs exportations et celui des apports de capitaux privés étrangers augmenteraient leur capacité d'importation de près de 9 % par an. La croissance de ces pays s'en trouverait accélérée d'autant pendant les dix prochaines années.

Même si leur croissance atteint les taux prévus dans l'Hypothèse haute, les perspectives des exportateurs de pétrole à revenu intermédiaire et élevé sont moins bonnes que l'an passé. Pour ce qui est des pays exportateurs de pétrole à revenu

effet, les produits qui bénéficieront d'un abaissement des barrières qui entravent leurs importations seront avant tout des produits d'exportation de pays industriels et, en même temps, la multiplication des accords bilatéraux sapera le caractère multilatéral du régime des échanges.

Le degré de réciprocité demandée à un pays au cours des négociations devrait varier selon son stade de développement économique. La clause d'habilitation du GATT note que «les pays en voie de développement comptent prendre plus pleinement leur part dans l'ensemble des droits et obligations découlant de l'Accord général, à la faveur du développement progressif de leurs économies et de l'amélioration de leur situation commerciale» . . . Les pays en développement dont l'économie a déjà fait des progrès notables et dont les perspectives de croissance sont prometteuses doivent s'attendre à ce qu'il leur soit demandé, en application de cette disposition, d'assumer davantage d'obligations au cours d'une nouvelle série de négociations multilatérales.

De nombreuses améliorations institutionnelles sont sans doute souhaitables, mais la plus importante serait peut-être la création d'un système efficace de garanties. Il faut en effet éviter que les mesures de libéralisation décidées au cours des négociations soient annulées arbitrairement et unilatéralement et assurer une protection temporaire à certaines branches d'activités qui en ont besoin. Pour promouvoir l'ajustement à long terme, il faut que cette protection soit uniforme et provisoire, et elle doit être réduite progressivement.

L'application effective de tout système de garanties supposerait également le renforcement du système de règlement des différends relatifs aux échanges internationaux dans le cadre du GATT. Le renforcement institutionnel du GATT serait profitable aux pays en développement qui, dans la mesure où ils sont en position de faiblesse, sont ceux qui ont le plus à gagner au respect plus strict du régime des échanges internationaux.

Le processus de libéralisation des échanges par voie

de négociations multilatérales a toujours été lent et le restera sans doute. Il faut généralement plusieurs années pour que les négociations elles-mêmes aboutissent et, en outre, les mesures convenues sont normalement appliquées par étapes au cours des années suivantes. Il ne faut donc pas compter qu'une nouvelle série de négociations multilatérales puisse se traduire par une libéralisation notable des échanges avant la fin de cette décennie. Cependant, il faudrait que les recettes d'exportation d'un grand nombre de pays en développement, en particulier les plus endettés, augmentent bien avant. Pour accroître leurs exportations, ils devront réduire les obstacles créés par leur propre régime fortement protectionniste et avoir plus largement accès aux marchés des pays industriels. Il faut encourager par tous les moyens les pays industriels et les pays en développement à s'engager dès maintenant dans la voie d'une rationalisation et d'une libéralisation de leurs échanges.

Toutefois, la préparation d'une nouvelle série de négociations multilatérales risque d'inciter nombre de pays à ne pas prendre immédiatement de mesures de libéralisation afin de disposer de plus d'atouts lors des discussions. Il serait vraiment regrettable que l'adoption d'une telle stratégie de négociation retarde des modifications structurelles d'une importance critique.

Une solution pourrait être de porter de telles réformes au crédit des pays en développement qui les auraient adoptées avant les négociations multilatérales. Le *Kennedy Round* offre des exemples d'accords de ce genre entre pays industriels et pays en développement. Les pays industriels pourraient convenir en principe, au début des négociations, de créditer les pays en développement de leurs mesures de libéralisation ou autres réformes de leur régime commercial postérieures à une certaine date. Ils encourageraient ainsi les pays en développement à prendre de telles mesures lorsque la transformation structurelle qu'ils souhaitent leur semble justifiée, sans attendre la fin des négociations.

intermédiaire (par exemple, l'Égypte, l'Indonésie et la Malaisie), la chute récente des prix du pétrole a amené les banques privées à réviser en baisse le volume des capitaux qu'elles estimaient pouvoir leur prêter. Dans le cas de ceux qui éprouvaient déjà des difficultés à assurer le service de leur dette (comme le Mexique et le Nigéria), cette baisse des cours aggrave encore la situation. Il faut donc entreprendre une action d'envergure pour atténuer la baisse de leur revenu réel. Leur politique devra viser avant tout à accroître l'épargne intérieure et à

mieux répartir et utiliser leurs ressources. Il serait indispensable qu'ils réduisent les obstacles auxquels se heurtent les nouvelles activités d'exportation et que les pays industriels libéralisent les échanges. Encore faudra-t-il, comme on le verra plus loin, que les flux de capitaux extérieurs à destination des pays à revenu intermédiaire exportateurs de pétrole se maintiennent et augmentent. Si toutes ces conditions sont réunies, leur groupe disposera des ressources nécessaires à une expansion soutenable de ses importations. On peut d'ailleurs

Tableau 3.3 Evolution des échanges des pays en développement, 1965-95
(pourcentage moyen de variation annuelle)

	Exportations de marchandises					Exportations de produits manufacturés				
	1965-73	1973-80	1980-85	1985-95		1965-73	1973-80	1980-85	1985-95	
				Hypothèse haute	Hypothèse basse				Hypothèse haute	Hypothèse basse
Pays en développement	5,0	4,6	4,1	7,1	3,2	11,6	13,8	7,9	9,8	5,0
Pays à faible revenu	1,9	5,4	5,0	8,0	4,3	2,3	8,3	7,4	11,1	6,5
Afrique	4,6	1,3	-1,5	5,3	2,6	5,4	2,0	-2,1	9,3	4,6
Asie	0,6	6,8	6,6	8,4	4,6	2,0	8,7	7,8	11,1	6,5
Exportateurs de pétrole à revenu intermédiaire	4,3	0,0	1,2	5,1	1,5	10,7	8,0	15,4	11,5	5,9
Importateurs de pétrole à revenu intermédiaire	7,1	9,0	5,6	7,8	3,8	15,5	15,3	7,4	9,4	4,7
Gros exportateurs de produits manufacturés	9,2	10,6	5,9	8,1	3,9	15,6	15,9	7,0	9,3	4,6
Autres pays importateurs de pétrole	2,4	3,5	4,3	6,6	3,4	14,8	9,1	13,0	10,6	6,5

Note : Les données sur les taux d'accroissement du volume des échanges internationaux ont été révisées en fonction de modifications apportées à la valeur nominale des échanges et aux méthodes de calcul des déflateurs des transactions internationales.

s'attendre qu'à long terme les cours du pétrole se raffermiront à mesure que l'accélération de la demande mondiale se rapprochera de la capacité de production. Ce groupe de pays pourrait alors retrouver un taux annuel de croissance par habitant de 2,3 % pendant la période 1985-95 (Encadré 3.2).

Les pays à revenu intermédiaire qui ne sont pas gros exportateurs de produits manufacturés pourraient eux aussi accroître nettement leurs exportations, à raison de 6,6 % par an. Toutefois, ces pays, qui sont plus nombreux, exportent surtout des produits de base et leur économie bénéficierait moins d'une augmentation de la demande mondiale que celle des exportateurs de produits manufacturés. En effet, la demande de produits de base est relativement inélastique par rapport au revenu et il existe des produits de remplacement de plus en plus compétitifs. Néanmoins, une forte croissance dans les pays de l'OCDE ouvrirait de nouveaux débouchés à ceux de ces pays qui, comme la Côte d'Ivoire, le Maroc, Maurice et le Sénégal, entreprennent des réformes dont ils pourraient alors recueillir tous les fruits. Gagnant davantage de devises, ils pourraient, sous réserve d'apports suffisants de capitaux étrangers, accroître leurs importations tout en assurant le service de leur dette (voir ci-après «Les flux de capitaux et la dette»).

Dans les pays africains à faible revenu, le revenu par habitant, qui a diminué au cours des dernières années, recommencerait à augmenter dans l'Hypothèse haute. Si celle-ci se vérifie, elle jouera en leur faveur sur deux plans : en effet, le faible coût du pétrole leur permettra de réaliser des économies notables et la forte croissance mondiale

favorisera une réduction du protectionnisme agricole, en particulier en Europe. Mais même dans ces circonstances favorables, on arrive seulement à un taux de croissance par habitant de 0,8 %. Les pays d'Afrique subsaharienne ne pourraient faire mieux qu'en allant encore au-delà des réformes que certains d'entre eux ont lancées. Cela supposerait que la communauté internationale entreprenne une action concertée pour accroître le montant des ressources extérieures mises à leur disposition et en améliorer l'affectation. On verra dans l'Encadré 3.3 quels types de politique intérieure et de mesures d'aide internationale seraient nécessaires.

L'Hypothèse basse

L'Hypothèse basse donne des résultats très différents selon les groupes de pays. Dans le cas des pays asiatiques à faible revenu, un fléchissement de la croissance mondiale ramènerait le taux d'expansion des exportations à un niveau inférieur à celui récemment atteint (Tableau 3.3). La Chine, qui est exportatrice nette de pétrole, devrait s'efforcer davantage d'encourager de nouvelles activités exportatrices, par des réformes de sa politique commerciale, pour compenser une baisse marquée de ses recettes d'exportation. Certains pays asiatiques à faible revenu peuvent se permettre d'alourdir le fardeau du service de leur dette extérieure, mais la faible expansion de leurs exportations limiterait nécessairement celle de leurs importations et, par conséquent, leur croissance.

Ceux des pays à revenu intermédiaire d'Asie de

Exportations de produits de base					Importations de marchandises					
1965-73	1973-80	1980-85	1985-95		1965-73	1973-80	1980-85	1985-95		
			Hypothèse haute	Hypothèse basse				Hypothèse haute	Hypothèse basse	
3,8	1,1	1,4	4,3	1,5	5,8	5,9	0,9	7,7	3,4	Pays en développement
1,6	3,6	3,1	4,6	2,0	0,8	6,1	5,9	6,0	1,7	Pays à faible revenu
4,5	1,2	-1,5	4,9	2,4	3,4	2,1	-3,0	3,9	1,2	Afrique
-0,6	5,2	5,4	4,4	1,9	-0,5	7,7	8,2	6,4	1,8	Asie
4,2	-0,4	-0,1	4,0	0,8	3,7	9,1	-2,0	7,0	1,6	Exportateurs de pétrole à revenu intermédiaire
3,8	3,3	2,8	4,5	2,1	8,0	4,7	0,9	8,3	4,4	Importateurs de pétrole à revenu intermédiaire
5,5	3,8	3,6	4,7	2,2	9,6	4,8	1,1	8,9	4,9	Gros exportateurs de produits manufacturés
1,2	2,4	1,4	4,3	1,7	3,6	4,3	0,0	5,6	2,1	Autres pays importateurs de pétrole

L'Est où la croissance est forte, le fardeau de la dette relativement léger et l'économie facilement adaptable pourraient, même dans l'Hypothèse basse, accroître annuellement leur PIB par habitant de près de 3 %. Les autres pays à revenu intermédiaire importateurs de pétrole continueraient à

subir les effets de la baisse des cours des produits primaires, de la hausse des taux d'intérêt et de la réduction des flux de capitaux. Le taux d'accroissement de leurs importations ne dépasserait sans doute guère 2,1 % par an et l'investissement continuerait de stagner. En conséquence, leur taux an-

Encadré 3.2 Les effets d'une chute des prix pétroliers sur les pays en développement

La baisse des prix du pétrole est-elle avantageuse pour les pays du tiers monde? L'un dans l'autre, la réponse est oui. Si les cours tombaient de 20 à 22 dollars le baril pour se stabiliser aux alentours de 10-12 dollars pendant cinq ans, la perte directe qui résulterait pour les pays en développement exportateurs de pétrole de la baisse de leurs recettes d'exportation l'emporterait sur les avantages directs que recueilleraient les importateurs de pétrole. Mais pour les pays en développement en tant que groupe, l'effet direct serait plus que compensé par les effets indirects.

Les principaux avantages directs dont bénéficieraient les pays en développement découleraient de l'impact de la baisse des prix pétroliers sur les pays industriels, où il est probable que la demande de produits importés recevrait un coup de fouet et les taux d'intérêt baisseraient. Si le prix du pétrole tombait à 10 ou 12 dollars le baril, la croissance du PIB des pays industriels s'accélérerait, selon nos estimations, d'au moins 0,4 point de pourcentage par an de 1986 à 1990.¹ La demande de

produits exportés par les pays en développement s'accroîtrait. Cependant, pour certains d'entre eux, ce gain serait annulé par la contraction des envois de fonds des travailleurs immigrés travaillant dans les pays à revenu élevé et intermédiaire exportateurs de pétrole.

Dans l'immédiat, la chute des prix du pétrole ferait baisser l'inflation et les taux d'intérêt dans les pays industriels. Comme le pétrole a un poids plus grand dans les déflateurs des prix des Etats-Unis que dans ceux des pays d'Europe, on peut imaginer que les prix et les taux d'intérêt y tomberaient plus, et donc que le dollar aurait tendance à se déprécier.

La valeur totale des exportations des pays en développement diminuerait (de concert avec l'inflation mondiale), mais leur volume augmenterait. La valeur des exportations des régions non exportatrices de pétrole baisserait également, d'une part parce que l'inflation fléchirait, et d'autre part parce que toutes les régions exportent du pétrole en plus ou moins grande quantité. Les Tableaux 3.2A et 3.2B donnent une estimation de ce que seraient, au bas mot, les effets d'une chute de 10 dollars du prix du pétrole pour les pays en

1. Selon d'autres estimations, elle s'accélérerait plus encore. Si la croissance dans les pays de l'OCDE est plus forte qu'on ne l'a postulé ici, l'effet positif net de la baisse des prix du pétrole sur les pays en développement serait aussi plus marqué.

(à suivre)

Encadré 3.2 (suite)

Tableau 3.2A Effets estimatifs d'une baisse du prix du pétrole de 10 dollars par baril sur les recettes d'exportation, les versements d'intérêt et le volume des prêts privés à moyen et long termes aux pays en développement, 1986, 1987 et 1990

	Recettes d'exportation						Intérêts sur la dette à moyen et long termes					
	Différence en milliards de dollars			Différence en pourcentage			Différence en milliards de dollars			Différence en pourcentage		
	1986	1987	1990	1986	1987	1990	1986	1987	1990	1986	1987	1990
Pays en développement	-42,8	-49,7	-54,4	-8,3	-8,6	-6,4	-0,7	-4,7	-3,6	-1,1	-7,0	-5,1
Pays à faible revenu	-3,2	-3,7	-3,2	-5,2	-5,4	-3,1	0,0	-0,4	-0,3	0,0	-7,3	-3,2
Afrique	-0,3	-0,4	-0,5	-2,9	-3,9	-3,1	0,0	-0,1	0,0	0,0	-4,9	0,0
Asie	-2,9	-3,3	-2,8	-5,6	-5,7	-3,1	0,0	-0,3	-0,3	0,0	-8,3	-3,4
Exportateurs de pétrole à revenu intermédiaire	-32,3	-36,1	-44,0	-27,9	-27,7	-24,0	-0,2	-1,5	-1,0	-1,1	-7,1	-5,0
Importateurs de pétrole à revenu intermédiaire	-7,3	-9,8	-7,2	-2,2	-2,6	-1,3	-0,4	-2,7	-2,3	-1,1	-7,0	-5,5
Gros exportateurs de produits manufacturés	-5,8	-7,5	-4,9	-2,1	-2,4	-1,1	-0,3	-2,2	-2,0	-1,1	-7,4	-6,4
Autres importateurs de pétrole	-1,5	-2,3	-2,3	-2,5	-3,4	-2,3	-0,1	-0,5	-0,3	-0,9	-5,6	-2,9

Note : Ces données reposent sur la différence entre une hypothèse de base, où le prix du baril de pétrole est de 20 dollars en 1986, 22 dollars en 1987 et 23 dollars en 1990 et une autre hypothèse où il est inférieur de 10 dollars.

Source : Fleisig (document de référence).

développement. Le premier tableau montre l'effet sur la valeur nominale des exportations, des versements d'intérêts et des prêts; le deuxième indique l'effet sur le volume des exportations et des importations.

Les chiffres montrent que les pays en développement importateurs de pétrole y gagneraient, mais ils montrent en même temps dans toute son ampleur l'impact négatif pour les pays en développement exportateurs de pétrole. Pour les exportateurs de pétrole à revenu intermédiaire, les recettes d'exportation tomberaient de 24 à 28 % entre 1986 et 1990 (Tableau 3.2A). Ces pays auraient sans doute plus de mal à obtenir de nouveaux apports de capitaux et seraient contraints de réduire leurs dépenses intérieures de manière à faire baisser leurs importations réelles. La baisse de la valeur réelle des importations pourrait devoir se chiffrer à 20 ou 30 milliards de dollars par an. Pour l'obtenir, il faudrait réduire le PIB réel en relevant les impôts, en diminuant les dépenses publiques et en adoptant une politique d'austérité monétaire. Si les exportateurs de pétrole comprimaient leurs importations par de telles

mesures, leur PIB pourrait tomber de 6 à 12 % en dessous de ce qu'il aurait été, ce qui équivaldrait à une réduction des taux de croissance moyens d'environ quatre points de pourcentage par an pendant la période d'ajustement. Cette même baisse des prix retentirait également sur les perspectives de croissance des exportateurs de pétrole à revenu élevé, puisqu'on estime que leurs recettes d'exportation globales accuseraient une baisse d'environ 60 milliards de dollars.

Les pays en développement exportateurs de pétrole ressentiraient moins la nécessité de limiter la production s'ils procédaient à des dévaluations importantes, car la hausse du prix des biens entrant dans le commerce international par rapport à celui des biens qui ne font pas l'objet d'échanges internationaux pourrait stimuler les exportations, freiner les importations et faciliter l'ajustement. Cela compenserait une partie de la perte de production qui surviendrait autrement. Si nécessaire que soit cet ajustement, le volume des exportations se modifie lentement et, à court terme, une perte de production serait inévitable.

nuel de croissance par habitant resterait limité à 1,4 % en moyenne. Leur accès aux capitaux étrangers déterminerait largement dans quelle mesure le ralentissement de la croissance dans les pays industriels les contraindrait à restreindre leur propre demande (Encadré 3.4).

En raison de la chute des prix du pétrole, les perspectives des pays exportateurs de pétrole sont aujourd'hui, dans l'Hypothèse basse, beaucoup

plus sombres que lors de la publication du *Rapport sur le développement dans le monde 1985*. On estimait l'an dernier, en se fondant sur la situation de l'économie mondiale, que, dans l'Hypothèse basse, le PIB par habitant des exportateurs de pétrole à revenu intermédiaire augmenterait annuellement de 2 % entre 1985 et 1995; on pense maintenant qu'il serait inférieur à 1. La baisse des prix du pétrole réduirait leur taux de croissance dans tous les cas

Prêts privés à moyen et long termes						
Différence en milliards de dollars			Différence en pourcentage			
1986	1987	1990	1986	1987	1990	
-1,4	-4,1	-15,9	-5,5	-16,6	—	Pays en développement
0,0	-1,0	-0,4	-0,2	-0,7	-3,9	Pays à faible revenu
0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Afrique
0,0	-0,1	-0,4	0,0	-0,7	-3,4	Asie
-0,4	-1,3	-4,6	—	—	—	Exportateurs de pétrole à revenu intermédiaire
-1,0	-2,7	-11,0	-7,7	-24,0	—	Importateurs de pétrole à revenu intermédiaire
-0,9	-2,6	-10,5	-10,0	-29,6	—	Gros exportateurs de produits manufacturés
0,0	-0,1	-0,5	0,0	-5,0	20,4	Autres importateurs de pétrole

Tableau 3.2B Effets estimatifs d'une baisse du prix du pétrole de 10 dollars par baril sur les échanges des pays en développement, 1986, 1987 et 1990

	Exportations						Importations					
	Différence en milliards de dollars de 1980			Différence en pourcentage			Différence en milliards de dollars de 1980			Différence en pourcentage		
	1986	1987	1990	1986	1987	1990	1986	1990	1986	1987	1990	
Pays en développement	2,4	9,2	17,6	0,5	1,8	3,0	8,7	11,1	5,9	1,6	2,0	0,9
Pays à faible revenu	0,2	1,0	2,2	0,4	1,7	3,1	2,8	3,8	4,8	3,1	4,2	4,8
Afrique	0,0	0,1	0,2	0,3	1,0	1,8	0,6	0,8	0,8	3,7	5,7	5,1
Asie	0,2	0,9	2,0	0,5	1,8	3,4	2,2	3,0	4,0	3,0	4,0	4,7
Exportateurs de pétrole à revenu intermédiaire	0,6	2,4	4,6	0,4	1,7	2,7	-19,0	-23,8	-31,3	-16,9	-21,7	-24,5
Importateurs de pétrole à revenu intermédiaire	1,5	5,8	10,8	0,5	2,0	3,1	24,9	31,2	32,4	7,1	8,4	7,0
Gros exportateurs de produits manufacturés	1,3	5,2	9,6	0,6	2,1	3,3	19,5	24,4	24,9	7,1	8,2	6,7
Autres importateurs de pétrole	0,2	0,6	1,2	0,3	1,2	2,1	5,4	6,8	7,5	7,2	8,9	8,6

Note : Ces données reposent sur la différence entre une hypothèse de base, où le prix du baril de pétrole est de 20 dollars en 1986, 22 dollars en 1987 et 23 dollars en 1990 et une autre hypothèse où il est inférieur de 10 dollars.

Source : Fleisig (document de référence).

mais, dans l'Hypothèse basse, il s'y ajouterait les effets d'une diminution notable des apports de capitaux et d'une baisse de la demande. Comme on va le voir ci-dessous, dans la partie qui traite des flux de capitaux et dans l'Encadré 3.2, ils seraient alors contraints à une forte contraction des importations des exportateurs de pétrole, aussi bien à revenu élevé qu'à revenu intermédiaire, au moment même où, en raison de la torpeur de la de-

mande mondiale, il leur serait difficile de s'orienter vers de nouvelles activités exportatrices.

Les résultats sont encore plus graves pour les pays africains à faible revenu, dont les recettes d'exportation stagneraient à cause du marasme des marchés des produits primaires et de la persistance du protectionnisme dans les pays industriels. Même ceux d'entre eux où, comme en Guinée, au Kenya et au Malawi, des réformes

Encadré 3.3 Le problème de la dette en Afrique subsaharienne

Le montant absolu de la dette de l'Afrique subsaharienne est relativement faible, mais le coût de son service ne l'est pas. Le total des obligations à long et à court terme est passé de 38,5 milliards de dollars en 1978 à 80 milliards environ en 1984, soit de 30 % à 50 % du PNB de la région. Une grande partie des prêts bilatéraux et multilatéraux accordés aux pays africains à faible revenu sont concessionnels, mais les obligations au titre du service de la dette, en pourcentage des exportations de marchandises et de services non facteurs, ont atteint des niveaux intolérables.

La Figure 3.3 de l'encadré donne les derniers chiffres disponibles au sujet du coût du service de la dette à long terme pour l'Afrique subsaharienne tout entière et pour deux sous-groupes, les pays à faible revenu emprunteurs de l'IDA et les autres. Les montants indiqués pour la période 1979-84 sont ceux qui ont été effectivement versés à titre de remboursement du principal et de paiement des intérêts; à partir de 1985, ils correspondent à ceux qui sont inscrits au calendrier d'amortissement de la dette actuelle. Ceux-ci sont manifestement très supérieurs aux paiements antérieurs. Alors que le total du service de la dette a été de 6,4 milliards de dollars en 1983 et 7,9 milliards en 1984, il devrait, à s'en tenir aux projections, être de l'ordre de 12 milliards de dollars en 1985 et 1986. Le ratio du service de la dette, qui était de 21,6 % en 1984, atteindrait alors 33,2 % en 1985 pour l'ensemble du continent et, dans le cas des pays de l'IDA, augmenterait encore davantage — pour passer de 18,5 % à 39,6 %.

Bien que les paiements au titre de la dette n'aient pas été la cause fondamentale de la lenteur de la croissance en Afrique, le problème de la dette y devient de plus en plus aigu pour trois raisons principales : première-

ment, la proportion des remboursements qui ne peuvent donner lieu à rééchelonnement (il s'agit surtout de prêts d'organisations multilatérales) augmente rapidement. Deuxièmement, la transformation d'échéances trop lourdes en obligations plus faciles à remplir se révèle très coûteuse. Elle crée une atmosphère d'incertitude qui sape la confiance des investisseurs privés et les décourage. Troisièmement, les flux financiers nets à destination de l'Afrique subsaharienne ont beaucoup diminué. Comme le montre le Tableau 3.3 de l'encadré, la petite augmentation des flux nets de capitaux venant de sources multilatérales en 1984 a été plus qu'annulée par la réduction des flux nets bilatéraux. Lorsqu'on considère en même temps la chute impressionnante des flux privés nets (qui, après avoir atteint un montant record de 4,3 milliards de dollars en 1982, sont tombés à -0,3 milliard de dollars en 1984), l'ampleur du problème devient évidente.

En outre, le fardeau de la dette n'est pas également réparti. Dans certains pays, comme le Botswana, le Cameroun et le Lesotho, le service de la dette est inférieur à 15 %; dans d'autres, il dépasse 50 %. En outre, la dette est parfois surtout d'origine commerciale (par exemple, en Côte d'Ivoire, au Nigéria et au Zimbabwe), et parfois principalement d'origine publique (par exemple, en Tanzanie, au Zaïre et en Zambie).

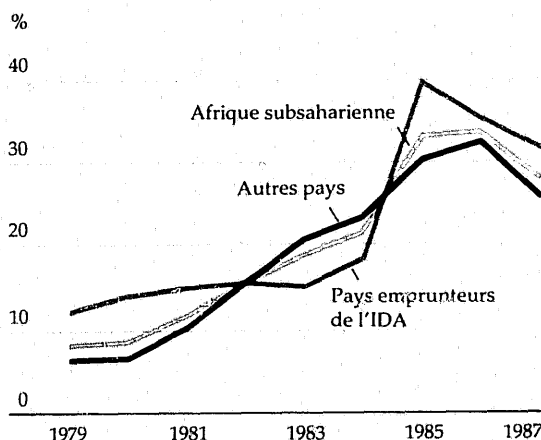
Au total, 10 pays de la région ont réaménagé leur dette au Club de Paris en 1985, égalant ainsi les records de 1983 et 1984. Mais un problème qui risque d'être encore plus grave est apparu en 1985. Plusieurs pays subsahariens n'ont pas rééchelonné au Club de Paris, principalement parce qu'ils n'ont pu s'entendre sur un programme d'ajustement avec leurs créanciers. La plupart d'entre eux sont en situation d'arriérés de paiement vis-à-vis du FMI, ce qui, techniquement, interdit la négociation d'un rééchelonnement.

Les pays africains peuvent-ils croître assez vite pour faire face à leurs obligations existantes tout en maintenant l'investissement intérieur à un niveau suffisant? On peut en douter. Les pays qui ne sont pas emprunteurs de l'IDA pourraient assurer le service de leur dette grâce à des réformes intérieures et à des rééchelonnements (sous réserve d'une forte croissance de l'économie mondiale), mais cela n'est pas vrai de la douzaine de pays qui empruntent à l'IDA, car même dans l'Hypothèse haute, ceux-ci ne pourraient tirer de leurs exportations les recettes dont ils ont besoin pour financer le service de leur dette et les investissements nécessaires à leur croissance, quand bien même une forte proportion de leur dette serait rééchelonnée.

D'après le rapport que la Banque mondiale a consacré cette année à l'Afrique subsaharienne (1986a), il est possible d'apporter une solution durable au problème de la dette dans la région, à condition que les organismes publics, les banques commerciales et les pays africains coordonnent leurs efforts.

La première condition est que les pays intéressés se

Figure 3.3 Service de la dette publique à long terme en pourcentage des exportations en Afrique subsaharienne, 1979-87



Note : Les chiffres relatifs à 1984 sont des estimations; ceux de 1985-87 sont des projections.

montrent résolus à appliquer le type de réformes entreprises, par exemple, par le Ghana, le Togo et la Zambie. Le système d'incitations, l'investissement public et l'épargne intérieure doivent être au premier rang des préoccupations des gouvernements. Ceux-ci doivent viser à supprimer les mesures qui désavantagent l'agriculture et les exportations, souvent au profit des salariés urbains. Il leur faudra se fier davantage au libre jeu des prix et des forces du marché pour accroître l'efficacité de l'investissement, c'est-à-dire redéfinir le rôle de l'Etat afin de libérer des ressources en faveur du secteur privé et de créer un environnement dans lequel les bénéfices pouvant être espérés de l'investissement seront proportionnels aux risques.

Ce dernier point sera particulièrement nécessaire si l'on veut encourager l'investissement direct étranger pour compléter l'épargne intérieure et des prêts extérieurs, qui seront très insuffisants. Jusqu'à présent, beaucoup de pays subsahariens ont découragé l'investissement étranger. Pourtant, il peut jouer un rôle utile. Il peut orienter des capitaux étrangers vers des entreprises offrant des possibilités de profits supérieurs aux taux d'intérêt; il s'accompagne souvent d'un transfert de technologie et, surtout, il fait assumer les risques à ceux qui fournissent les capitaux, et à eux seuls. Lorsque le rendement est insuffisant, c'est l'investisseur qui subit la perte, alors que, dans le cas d'un prêt à garantie publique, l'obligation de remboursement demeure.

L'élimination des activités qui ne relèvent pas à proprement parler de la compétence de l'Etat permettrait également de réserver ses ressources (y compris le temps des fonctionnaires surmenés) à la production de biens et de services essentiels. De nombreux pays accroîtraient considérablement l'efficacité de leur économie en faisant passer le taux de rentabilité avant tout autre critère dans le choix de leurs investissements publics et en adaptant leurs dépenses d'équipement aux ressources dont ils peuvent disposer, une fois assurées les dépenses ordinaires et les dépenses d'entretien essentielles.

Il faudra aussi accroître l'épargne intérieure pour que la réduction des flux d'épargne étrangère ne restreigne indûment l'investissement intérieur. Une augmentation de l'épargne publique suppose que le gouverne-

ment redouble d'efforts pour réduire le déficit budgétaire et en particulier le déficit d'exploitation d'entreprises semi-publiques inefficaces. Il est possible d'augmenter l'épargne privée par des réformes fiscales et en laissant les taux d'intérêt intérieurs refléter la valeur des capitaux sur les marchés mondiaux, corrigée du taux d'inflation.

Ces réformes microéconomiques, pour réussir, doivent s'appuyer sur une politique budgétaire et monétaire et une politique commerciale cohérente. Comme on peut le voir dans la deuxième partie de ce Rapport, des taux de change coupés de la réalité, de gros déficits budgétaires et une politique monétaire inflationniste ont créé d'importantes distorsions qui favorisent ou défavorisent certaines branches d'activité en Afrique subsaharienne. L'épargne et l'investissement ne peuvent augmenter dans un pays que si l'on est convaincu que sa politique n'engendrera pas une instabilité macroéconomique qui pénalisera ceux qui renoncent à une consommation immédiate.

Une réduction du flux des prêts non concessionnels étant inévitable, en raison de la faible capacité d'emprunt de nombreux pays africains, ceux-ci auront besoin, au moins pour le moment, d'une aide bilatérale et multilatérale accrue pour mener à bien leurs réformes intérieures. Cela est particulièrement vrai dans le cas des pays de l'IDA, où de simples rééchelonnements ne feraient que repousser l'échéance sans résoudre le problème de la dette.

Mais pour que l'Afrique puisse amorcer un redressement, il faudrait que les prêts concessionnels aillent de pair avec des réformes. Le rapport sur l'Afrique subsaharienne publié cette année recommande d'élargir le mandat des groupes consultatifs de donateurs qui se réunissent sous les auspices de la Banque mondiale pour qu'ils évaluent de façon plus complète les ressources et les réformes nécessaires. Il faudrait à la fois que les donateurs fondent leurs décisions sur les besoins financiers à moyen terme du pays intéressé et que celui-ci, pour sa part, décrive clairement le programme d'ajustement qu'il se propose de suivre. Les institutions comme la Banque et le FMI pourront jouer un rôle important en suivant l'application des réformes et en aidant à orienter les prêts et les dons vers les fins les plus productives.

Tableau 3.3 Flux nets à destination du secteur public des pays d'Afrique subsaharienne, 1978-84

(millions de dollars)

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Flux nets totaux	5.861,4	6.372,3	7.158,4	7.091,3	8.185,4	7.650,3	2.753,0
Créanciers publics	2.512,5	3.527,5	3.788,0	3.944,7	3.846,5	4.034,9	3.062,2
Multilatéraux	1.347,5	1.281,0	1.799,7	1.649,8	1.890,9	1.782,5	1.843,1
Bilatéraux	1.164,9	2.246,5	1.988,3	2.294,9	1.955,6	2.252,4	1.228,1
Créanciers privés	3.348,9	2.844,8	3.370,4	3.146,7	4.338,9	3.615,4	-309,2
Fournisseurs	341,2	87,5	409,0	140,7	122,0	41,8	170,7
Marchés financiers	3.007,7	2.757,3	2.961,4	3.005,9	4.216,8	3.573,6	-479,9

Source : World Debt Tables, Banque mondiale, édition 1985-86.

Encadré 3.4 Le boulet de la dette et les pays à revenu intermédiaire lourdement endettés

Depuis 1985, il est généralement admis que, dans certains pays en développement, les problèmes de service de la dette persisteront plus longtemps qu'on ne le pensait et que leur solution est subordonnée au retour à une croissance soutenue.

Leur ampleur peut se mesurer aux ajustements réalisés au début des années 80. Le principal outil de la politique d'ajustement a été la réduction de la demande, c'est-à-dire, dans la pratique, des importations et de l'investissement. En 1985, le volume des importations des pays à revenu intermédiaire lourdement endettés était inférieur de 32 % à celui de 1981. Le rapport de l'investissement au PIB est tombé de 25 % à 18 % entre 1981 et 1985. Le PIB stagne depuis 1980 et les revenus par habitant ont sensiblement diminué. Pour l'ensemble de ces pays, la réduction de la demande a provoqué de gros excédents de la balance commerciale qui ont permis d'équilibrer plus ou moins le compte courant. Pourtant, à la fin de 1985, le niveau des principaux indicateurs de la dette restait proche des maximums antérieurs. Malgré tous leurs efforts d'ajustement, il semble que, pour ces pays, croissance et capacité d'emprunt soient aussi inconciliables que jamais.

Le problème est tel que, dans le cas des plus en-

dettés, une saine politique et l'expansion mondiale, bien qu'essentielles, ne suffiront pas à relancer la croissance. Dans les nombreux pays où le service de la dette absorbe 5 à 7 % du PIB, l'épargne intérieure ne peut à elle seule financer simultanément le service de la dette et les investissements nécessaires à la croissance. Ils ont donc besoin de nouveaux prêts publics et privés d'un montant élevé. La question est de savoir combien.

Selon les estimations de la Banque mondiale, 17 pays sont si lourdement endettés qu'il faudrait que le taux de croissance de leur PIB réel atteigne au moins, en moyenne, 4 % par an pendant les dix prochaines années. La consommation par habitant y augmenterait alors de 1 % par an, ce qui est un minimum au-dessous duquel il pourrait leur être impossible, pour des raisons politiques, de poursuivre l'ajustement.

Ce taux, pourtant modeste, suppose que les pays lourdement endettés parviennent à réduire leur dette extérieure par rapport à leur production totale et à leurs recettes d'exportation. Il faudrait que l'investissement soit plus efficace et que l'épargne intérieure, dont le taux moyen est actuellement de l'ordre de 21 %, atteigne environ 26 % pendant les cinq prochaines années. Il faudrait également que, grâce à la fois à des

Tableau 3.4 La balance des transactions courantes et son financement dans les pays en développement, 1985 et 1995

(milliards de dollars constants de 1980)

	Tous pays en développement			Pays d'Afrique à faible revenu			Pays d'Asie à faible revenu		
	1995			1995			1995		
	1985 ^a	Hypothèse haute	Hypothèse basse	1985 ^a	Hypothèse haute	Hypothèse basse	1985 ^a	Hypothèse haute	Hypothèse basse
Exportations nettes de marchandises et de services non facteurs	-4,1	-87,0	-24,0	-4,2	-4,3	-3,4	-23,0	-22,4	-9,0
Intérêts sur la dette à moyen et long termes	-58,5	-47,3	-49,4	-1,3	-0,8	-0,8	-2,2	-7,3	-5,6
Publique	-13,1	-15,9	-16,1	-0,8	-0,8	-0,8	-1,2	-2,5	-2,3
Privée	-45,4	-31,4	-33,3	-0,4	0,0	0,0	-1,0	-4,8	-3,3
Balance transactions courantes ^b	-41,3	105,4	-50,3	-5,2	-4,3	-3,7	-17,1	-22,4	-7,8
Transferts publics nets	15,2	19,8	17,2	2,3	2,8	2,4	2,0	2,5	2,2
Prêts à moyen et long termes ^c	36,1	58,1	18,6	1,4	1,7	1,5	6,8	18,7	4,9
Publics	21,2	28,8	15,5	0,5	1,9	1,6	4,8	7,4	5,0
Privés	15,0	29,3	3,1	0,9	-0,2	-0,2	2,0	11,4	-0,1
Encours de la dette	722,9	864,2	560,9	28,9	28,6	23,4	60,1	167,4	92,7
En pourcentage du PNB	33,0	22,3	17,2	58,6	38,5	33,9	10,2	15,5	10,3
En pourcentage des exportations	135,7	88,5	86,7	318,5	174,7	206,3	120,7	156,7	129,8
Service de la dette en pourcentage des exportations	21,9	13,4	16,7	35,8	13,5	17,2	11,9	18,0	18,0

Note : Les chiffres du tableau sont calculés pour un échantillon de 90 pays en développement. Le déflateur du PIB pour les pays industriels a servi à corriger tous les montants. Les totaux peuvent différer de la somme de leurs éléments, les résultats ayant été arrondis. Les exportations nettes dans ce tableau ne comprennent pas les services facteurs et diffèrent donc de celles du Tableau 3.5. La somme des exportations nettes et des intérêts n'est pas égale au solde des transactions courantes, les envois nets de fonds des travailleurs à l'étranger, les transferts privés et le revenu des investissements n'étant pas pris en considération. Le solde des transactions courantes non financé par des transferts publics et des prêts est

améliorations de la politique des pays en développement, à une reprise soutenue dans les pays industriels et à une libéralisation des échanges, le volume des exportations augmente en moyenne de quelque 5 % par an. Enfin, il faudrait que les intérêts à payer diminuent à la suite d'une baisse des taux réels, dont les effets varieraient d'ailleurs selon le montant et le profil de la dette de chaque pays.

Même ainsi, il faudra, pour que les pays lourdement endettés retrouvent une croissance et une capacité d'emprunt suffisantes, que la croissance soit satisfaisante dans les pays industriels et qu'ils reçoivent pendant les cinq prochaines années des flux nets de capitaux de l'ordre de 14 à 21 milliards de dollars par an, composés de prêts des banques commerciales, d'organismes de crédit à l'exportation et d'organismes multilatéraux, de prises de participation et de capitaux rapatriés.

Ce sont des montants très importants, mais la dette de ces pays croîtrait plus lentement que leur PIB, et le rapport de la dette au PIB et le ratio du service de la dette globale diminueraient sensiblement.

Note : Toutes les données de cet encadré portent sur les 17 pays suivants : Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Equateur, Jamaïque, Maroc, Mexique, Nigéria, Pérou, Philippines, Uruguay, Venezuela et Yougoslavie.

énergiques sont en cours auraient des difficultés à maintenir leur croissance. L'accroissement de l'aide ne suffirait pas à compenser la diminution continue des flux nets de capitaux privés étrangers. De ce fait, les importations ne progresseraient guère au-delà de leur faible niveau actuel. Ne pouvant, faute de ressources, accroître leurs investissements, nombre d'entre eux continueraient de voir leur revenu par habitant baisser pendant les dix années à venir. Les investisseurs privés resteraient hésitants et beaucoup de ces pays risqueraient de se trouver plus que jamais enfermés dans un cercle vicieux de détérioration économique et d'instabilité politique.

Les flux de capitaux et la dette

L'efficacité avec laquelle les pays en développement utilisent leurs ressources détermine en grande partie leur taux de croissance économique. Mais le volume dont ils disposent joue, lui aussi, un rôle important. Les flux de capitaux étrangers constituent un type de ressources. Ils complètent l'épargne intérieure et peuvent pallier provisoirement une pénurie de devises. Les Tableaux 3.4 et 3.5 montrent l'écart frappant entre les ressources qui seraient disponibles dans l'Hypothèse haute et

Pays à revenu intermédiaire									
Exportateurs de pétrole			Gros exportateurs de produits manufacturés			Autres pays importateurs de pétrole			
1995			1995			1995			
1985 ^a	Hypothèse haute	Hypothèse basse	1985 ^a	Hypothèse haute	Hypothèse basse	1985 ^a	Hypothèse haute	Hypothèse basse	
15,2	-12,8	6,5	19,8	-35,1	-14,0	-12,0	-12,4	-4,2	Exportations nettes de marchandises et de services non facteurs
-21,1	-13,0	-10,5	-25,5	-20,3	-26,5	-8,4	-5,9	-6,0	Intérêts sur la dette à moyen et long termes
-3,3	-4,4	-4,4	-4,7	-4,1	-4,3	-3,0	-4,2	-4,4	Publique
-17,8	-8,6	-6,1	-20,8	-16,2	-22,2	-5,4	-1,7	-1,6	Privée
5,6	-25,8	-4,9	-0,2	-43,8	-31,2	-13,1	-9,0	-2,7	Balance transactions courantes ^b
2,0	3,4	2,9	5,4	6,9	6,0	3,5	4,3	3,7	Transferts publics nets
1,8	12,7	-2,4	19,3	21,6	16,5	6,7	3,3	-1,8	Prêts à moyen et long termes ^c
4,4	7,8	3,7	5,7	4,4	1,9	5,8	7,3	3,2	Publics
-2,6	4,9	-6,1	13,7	17,3	14,5	1,0	-4,0	-5,1	Privés
230,2	227,5	111,4	288,9	329,6	263,6	114,8	111,1	69,8	Encours de la dette
39,4	24,6	13,6	37,9	22,9	22,9	54,5	30,4	22,2	En pourcentage du PNB
160,8	116,4	90,5	108,2	60,5	72,9	180,1	98,5	87,5	En pourcentage des exportations
									Service de la dette en pourcentage des exportations
31,6	17,4	17,8	17,2	10,7	15,9	26,1	14,7	17,2	

couvert par l'investissement étranger direct, d'autres capitaux (y compris le crédit à court terme et des erreurs et omissions) et le mouvement des réserves. Les ratios sont calculés en prix courants.

a. Chiffres estimatifs.

b. Transferts publics non compris.

c. Décaissements nets.

dans l'Hypothèse basse. Dans le premier cas, l'augmentation de la demande de produits d'exportation en provenance de pays en développement, la baisse des taux d'intérêt et la reprise des apports spontanés de capitaux dans de nombreux pays encourageraient la croissance et, par là même, allégeraient progressivement le fardeau de la dette pesant sur les pays en développement. En revanche, dans l'Hypothèse basse, une évolution inverse de ces facteurs exogènes — en particulier une diminution des exportations et des flux de capitaux — compromettrait gravement la capacité d'ajustement des pays en développement et risquerait d'imposer une restructuration générale des obligations financières internationales.

L'Hypothèse haute

Dans l'Hypothèse haute, grâce à la baisse des taux, les intérêts au titre de la dette à moyen et long termes tomberaient de 58,5 milliards de dollars en 1985 à 47,3 milliards en 1995, en prix constants (Tableau 3.4). Exprimé en pourcentage des recettes d'exportation, qui continueraient à augmenter pendant toute la période, le service de la dette

tomberait de 21,9 % en 1985 à 13,4 % en 1995. Avec le temps, les pays en développement se trouveraient donc en mesure d'emprunter davantage. L'encours de la dette passerait de ce fait de 723 milliards de dollars en 1985 à 864 milliards de dollars en 1995, et ces capitaux supplémentaires permettraient de financer le déficit courant, malgré son augmentation. En 1995, plus de la moitié de ce déficit serait imputable à la croissance rapide de l'économie dans deux groupes de pays, les pays asiatiques à faible revenu (en particulier l'Inde et la Chine) et les gros exportateurs de produits manufacturés. De fait, dans cette hypothèse, certains des pays du premier groupe seraient en mesure d'accroître le ratio du service de leur dette. Les pays exportateurs de pétrole pourraient eux aussi faire face à des déficits courants plus importants, le raffermissement du marché pétrolier au début des années 90 et la croissance de leurs autres activités d'exportation leur permettant d'assumer des obligations supplémentaires.

Dans l'Hypothèse haute, la solvabilité accrue de nombreux pays en développement renverserait la tendance récente à la diminution des flux nets de financement (Tableau 3.5). En prix constants, leur

Tableau 3.5 Apports nets dans les pays en développement, années diverses, 1980-95

	Montant (milliards de dollars en prix constants)					Taux de croissance (pourcentage) ^a		
	1980	1984	1985	1995		1970-80	1985-95	
				Hypothèse haute	Hypothèse basse		Hypothèse haute	Hypothèse basse
Aide publique au développement ^b	23,4	21,6	22,4	29,6	25,7	5,9	2,8	1,4
Prêts non concessionnels	47,1	33,4	28,9	48,3	10,1	12,6	5,3	-10,0
Publics	8,7	13,9	14,0	19,0	7,0	12,6	3,1	-6,7
Privés	38,4	19,5	15,0	29,3	3,1	12,6	7,0	-14,7
Investissement direct	10,6	10,8	11,0	19,1	14,2	5,8	5,7	2,6
Total	81,1	65,9	62,3	97,0	49,9	9,2	4,5	-2,2
<i>Pour mémoire</i>								
Exportations nettes de marchandises et de services non facteurs ^c	-92,8	-61,9	-66,5	-135,2	-76,5	8,9	7,4	1,4
Solde des transactions courantes ^d	-67,8	-35,3	-41,3	-105,4	-50,3	7,5	9,8	2,0
APD des pays du CAD en pourcentage de leur PNB	0,38	0,38	0,37	0,37	0,37	—	—	—

Note : Tous les montants sont nets de remboursement. Les données portent sur un échantillon de 90 pays.

a. Pourcentage moyen de variation annuelle.

b. Y compris les dons au titre de l'APD (transferts publics). Le système de notification de la dette du CAD inclut les flux d'APD en provenance de pays à économie planifiée et l'élément assistance technique des dons, alors que celui de la Banque les exclut. Les pays bénéficiaires sont les mêmes dans les deux cas.

c. Exportations nettes de marchandises et de services non facteurs, plus montants nets reçus à des fins d'investissement, moins intérêts sur la dette à moyen et long termes.

d. Transferts publics non compris.

total, qui n'a été que de 62,3 milliards de dollars en 1985, passerait à 97 milliards de dollars d'ici à 1995. Il augmenterait donc régulièrement de 4,5 % par an. L'APD étant supposée se maintenir à 0,37 % du PNB des pays du CAD, elle évolue parallèlement à leur performance économique. L'expansion de l'économie mondiale se traduirait ainsi non seulement par celle des débouchés extérieurs offerts aux pays en développement, mais aussi par un accroissement en valeur réelle de l'aide concessionnelle. Cela est essentiel pour l'Afrique subsaharienne, où le montant d'APD plus élevé supposé dans l'Hypothèse haute ne suffirait pas à éviter à une douzaine de pays ou plus des problèmes de remboursement de leur dette. Une politique intérieure bien conçue attirerait davantage d'investissements étrangers, en particulier dans les pays récemment industrialisés. L'investissement privé direct pourrait atteindre environ 5,7 % par an, une croissance rapide dans les pays industriels créant davantage de capitaux en quête de placements et la persistance de taux d'intérêt réels positifs rendant un financement sous forme de prises de participation plus attrayant pour les pays en développement.

Si les pays en développement consentent un effort concerté d'ajustement et si les organismes d'aide bilatérale et multilatérale accroissent leur aide, les flux de capitaux non concessionnel augmenteront eux aussi. Dans l'Hypothèse haute ils progresseraient modérément de 5,3 % par an, grâce essentiellement à une reprise des prêts privés. Les banques commerciales réagissant à une amélioration de la solvabilité des pays en développement, dans le cadre d'une économie mondiale plus stable et en expansion, le volume de ces prêts, 15 milliards de dollars seulement en 1985, passerait à 29,3 milliards de dollars d'ici à 1995, soit une augmentation de 7 % par an pendant la décennie. Ce taux, et c'est normal, est très inférieur aux 12,6 % par an enregistrés pendant la période 1970-80, au cours de laquelle les deux chocs pétroliers ont imposé des ajustements. L'aide publique non concessionnelle devrait elle aussi augmenter d'environ 3,1 % par an, c'est-à-dire passer, en valeur réelle nette, de 14 milliards de dollars en 1985 à 19 milliards de dollars en 1995; ce serait le troisième volet d'un effort conjugué des bailleurs de fonds bilatéraux, multilatéraux et privés en faveur de l'ajustement dans les pays en développement.

L'augmentation du total net des apports de capitaux et celle du déficit du compte courant qui en résulterait dans l'Hypothèse haute seraient acceptables parce que les recettes d'exportation aug-

menteraient plus rapidement que les paiements au titre du service de la dette, grâce à une expansion plus rapide de l'économie mondiale et à la libéralisation des échanges. Le total de la dette de l'ensemble des pays en développement tomberait entre 1985 et 1995 de 33 % à 22,3 % du PNB et de 135,7 % à 88,5 % des exportations. Ces ratios généraux permettent de mesurer l'allègement du problème de la dette dans la plupart des pays en développement et l'amélioration de leur capacité d'emprunt. Encore faudra-t-il que la communauté internationale prenne des mesures supplémentaires pour aider certains pays lourdement endettés et un groupe de pays subsahariens à faible revenu à parer au plus pressé. Ces mesures sont décrites dans la dernière partie de ce chapitre.

L'Hypothèse basse

Dans l'Hypothèse basse, le total des intérêts payés diminuerait non pas à cause d'une baisse des taux d'intérêt (comme dans l'Hypothèse haute), mais du fait d'une réduction des flux de capitaux à destination des pays en développement. En valeur réelle, l'encours total de la dette de ces pays tomberait de 723 milliards de dollars en 1985 à 561 milliards en 1995 (Tableau 3.4). Les déficits des transactions courantes seraient de ce fait très inférieurs à ceux prévus dans l'Hypothèse haute. Les exportations n'augmentant que lentement, les importations et les investissements ne pourraient atteindre les niveaux de l'Hypothèse haute, ce qui ralentirait inévitablement la croissance.

La diminution de la capacité d'emprunt des pays en développement et le ralentissement de la croissance des pays industriels feraient tomber le total des flux nets de capitaux destinés aux pays en développement de 62,3 milliards de dollars en 1985 à 49,9 milliards en 1995 (Tableau 3.5). On a supposé, ce qui est peut-être optimiste, que les pays industriels maintiendraient leur aide au développement à 0,37 % de leur PNB. Mais celui-ci augmentant plus lentement que dans l'Hypothèse haute, l'APD serait inférieure de 3,9 milliards de dollars en 1995. Les banques commerciales réduiraient leurs engagements vis-à-vis des pays peu solvables et le montant net des prêts privés, déjà bas en 1985 (15 milliards de dollars), tomberait à 3,1 milliards de dollars en 1995. Cette baisse considérable serait due notamment au fait que les banques commerciales, résolues à réduire progressivement leurs créances sur les pays en développement considérés comme insolubles, consentiraient rarement à des rééchelonnements. Dans ces

conditions, ces pays seraient obligés, pour s'adapter à une économie mondiale déprimée, de procéder à des ajustements que la réduction des flux de capitaux rendrait d'autant plus pénibles.

Pour maintenir leur capacité d'endettement, il faudrait que les pays en développement améliorent leur balance commerciale et ce, en augmentant leurs exportations et non en réduisant encore leurs importations. Toutefois, dans le contexte d'une faible expansion des échanges, seuls les plus efficaces d'entre eux pourraient y parvenir — principalement en conquérant une plus grande part des marchés d'exportation. Pour le groupe des pays en développement, la situation est intenable. Pris entre l'accroissement du fardeau de leur dette et un étranglement des flux de capitaux, nombre de pays en développement se trouveraient devant un dilemme douloureux : restreindre les importations en réduisant encore l'investissement et la consommation — au prix d'une détérioration de l'économie et du climat social — ou tenter d'obtenir des rééchelonnements de leur dette. Le rétablissement de leur capacité d'emprunt est impossible sans croissance.

Le rôle de la communauté internationale et de la Banque

La durée et l'ampleur de la crise économique et financière que de nombreux pays en développement traversent depuis cinq ans les ont amenés à mieux prendre conscience que le problème de la dette est bien plus qu'un phénomène temporaire. On est de plus en plus d'accord que seule une reprise économique permettra à ces pays de vraiment le résoudre de façon durable. L'ajustement dans la croissance exigera une collaboration étroite entre les gouvernements des pays en développement et des pays industriels, les institutions multilatérales et, souvent, les banques commerciales.

Ces derniers temps, on s'est surtout préoccupé des pays en développement à revenu intermédiaire lourdement endettés, principalement parce que, dans leur cas, l'adoption de mesures constructives ou, au contraire, d'une attitude passive peut avoir des effets considérables sur l'économie internationale. A l'automne 1985, le Secrétaire au Trésor des Etats-Unis, M. James Baker, a proposé un plan d'action pour les aider à faire face à leurs problèmes. Il a insisté sur la nécessité impérieuse d'une stratégie d'ajustement dans la croissance et s'est joint aux partisans d'une politique de collaboration internationale entre débiteurs et créanciers. Le retour à la croissance n'est pas moins important

pour les pays à faible revenu d'Afrique subsaharienne. Ils ont relativement peu de poids dans l'économie mondiale mais, par ses effets sur la condition des pauvres, une nouvelle baisse de leur revenu par habitant serait extrêmement coûteuse.

Un accroissement des flux nets privés et publics

La mobilisation de capitaux supplémentaires d'origine privée et publique joue un rôle essentiel dans tout scénario de croissance. En ce qui concerne le secteur privé, M. Baker, dans sa proposition initiale, envisageait un accroissement des engagements nets des banques commerciales au cours des trois prochaines années. On trouvera dans l'Encadré 3.4 une estimation des flux nets dont les pays à revenu intermédiaire lourdement endettés auraient besoin pour se restructurer. Un tel transfert suppose que la restructuration de la dette contractée auprès des banques commerciales, les apports supplémentaires de capitaux frais et l'adoption par les pays bénéficiaires de réformes de grande envergure soient conçus comme un tout axé sur la croissance. Dans certains cas, cette action commune exigera un resserrement des liens entre les banques commerciales et des institutions qui, comme la Banque mondiale, peuvent contribuer à la mise au point de programmes de réformes et au suivi de leur exécution. Avec le temps, les craintes des banques commerciales s'apaiseront et les flux de capitaux privés pourront augmenter. Pour ce qui est de l'aide publique, il faudra oeuvrer dans le même sens pour que les organismes de crédit à l'exportation accroissent leurs apports.

La stabilité économique retrouvée grâce aux réformes internes, jointe à la reprise des flux de capitaux extérieurs, contribuera également à rendre confiance aux investisseurs privés étrangers. Outre les fonds supplémentaires qu'il apporte, l'investissement privé étranger a d'autres avantages : il permet aux investisseurs étrangers qui ont risqué leurs capitaux de participer étroitement à la marche de l'entreprise et, contrairement aux prêts garantis, il n'alourdit pas les obligations de l'Etat.

La mise en oeuvre d'une stratégie d'ajustement dans la croissance n'est pas moins nécessaire pour les pays à faible revenu d'Afrique subsaharienne. Ils ont réalisé certains progrès dans la voie de l'ajustement structurel, mais il leur reste beaucoup à faire pour corriger les distorsions accumulées par la politique passée. Comme dans les pays à revenu intermédiaire lourdement endettés, c'est avant tout aux dirigeants nationaux qu'il incombe d'agir.

Ils doivent appliquer des réformes pour réduire les distorsions, améliorer l'affectation des ressources et accroître l'épargne intérieure. Un supplément de ressources extérieures leur faciliterait le retour à la croissance. Cependant, contrairement aux pays à revenu intermédiaire, la plupart des pays subsahariens à faible revenu ont une capacité d'endettement et de service de la dette extrêmement réduite — et même, dans une douzaine de cas, ont déjà les plus grandes difficultés à s'acquitter de leurs obligations. Ils ne peuvent guère compter, par conséquent, sur un accroissement des prêts non concessionnels privés de l'étranger au moins avant la fin de la décennie. Ils auront donc besoin de flux concessionnels publics sensiblement accrus pour les aider dans leurs réformes. L'augmentation de l'aide bilatérale en leur faveur pourrait prendre la forme à la fois de flux additionnels et de mesures plus larges d'allègement de la dette.

L'essentiel de l'aide multilatérale viendra du Fonds monétaire international et de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement. Le FMI vient de créer une facilité d'ajustement structurel qui, au cours des cinq prochaines années, devrait fournir 2,7 milliards de DTS de prêts concessionnels aux pays à faible revenu entreprenant des réformes macroéconomiques et structurelles. La plus grande partie du reste des flux multilatéraux additionnels proviendra vraisemblablement de l'Association internationale de développement (IDA). La Huitième reconstitution des ressources de l'IDA (IDA-8) est en cours de négociation. La situation critique de tous les pays à faible revenu, et tout particulièrement de ceux d'Afrique subsaharienne, et le rôle que la Banque mondiale devra jouer dans l'élaboration et le financement de leurs programmes d'ajustement militent fortement en faveur d'une reconstitution substantielle. Presque tous les ministres présents à la réunion du Comité du développement qui s'est tenue en avril 1986 ont exprimé le ferme espoir que l'on atteindrait les 12 milliards de dollars. Cette somme permettrait de maintenir la valeur réelle des fonds concessionnels actuellement disponibles à la suite d'IDA-7 et par l'intermédiaire du Fonds spécial d'aide à l'Afrique.

Le rôle des échanges internationaux

Une augmentation des recettes d'exportation des pays en développement est la deuxième condition du rétablissement d'une croissance et d'une capacité d'emprunt soutenables. Elle suppose une réduction des obstacles aux exportations, tant indus-

trielles qu'agricoles, créés par les pays en développement eux-mêmes (Chapitres 4 et 5). Un grand nombre d'entre eux doivent donc entreprendre de rationaliser et libéraliser leur politique commerciale afin de tirer parti du potentiel d'exportation de leur économie.

La politique commerciale des pays industriels a, elle aussi, une influence sur les exportations des pays en développement. Les années 80 ont été marquées par un renforcement des pressions protectionnistes dans les secteurs manufacturier et agricole. Le recours de plus en plus fréquent à des mesures non tarifaires pour restreindre les échanges est particulièrement alarmant. Les barrières tarifaires et non tarifaires dressées par les pays industriels visent souvent avant tout les importations de produits qui intéressent particulièrement les pays en développement. La réglementation du commerce des produits agricoles et textiles en sont l'exemple le plus frappant. Pourtant, les échanges agricoles ont jusqu'à présent tenu peu de place dans les négociations commerciales multilatérales. Cependant, bien que de fortes résistances subsistent, des entretiens préliminaires menés au GATT ont montré que l'idée qu'ils avaient leur place dans les discussions sur le commerce international gagnait du terrain.

L'expérience prouve qu'une approche multilatérale peut effectivement endiguer les vagues de protectionnisme et abaisser de nombreuses barrières commerciales. Le GATT prépare actuellement une nouvelle série de négociations multilatérales. Comme il est dit dans l'Encadré 3.1, la participation des pays en développement, en général, et des pays à revenu intermédiaire, en particulier, est primordiale. Etant donné les avantages que les pays industriels comme les pays en développement pourraient en tirer, notamment dans le cas des produits de base agricoles, cette tentative de libéralisation des échanges mérite d'être appuyée vigoureusement par la communauté internationale.

Le rôle de la Banque mondiale

La Banque mondiale peut favoriser une reprise de la croissance dans les pays en développement de quatre façons :

- En aidant ses pays membres résolus à procéder à des réformes à mettre au point et appliquer des programmes d'ajustement à moyen terme et à en vérifier les résultats.
- En accroissant considérablement le volume de ses propres prêts en faveur de ces programmes.

- En élargissant son rôle de catalyseur et en contribuant, en sa qualité de créancier privilégié, à la création d'un processus de mobilisation coordonnée de l'aide publique et privée en faveur des efforts des pays en développement.

- En renforçant la coordination avec le FMI.

Pour bien jouer ce rôle élargi, la Banque devra aussi utiliser ses propres ressources humaines et financières de manière encore plus efficace.

Depuis l'introduction de son programme de prêts à l'ajustement structurel en 1980, la Banque mondiale aide les pays désireux d'appliquer des programmes d'ajustement pour maintenir ou relancer leur croissance à les mettre au point et à en étudier les résultats. De ce fait, elle consacre une proportion croissante de ses capitaux à des prêts à décaissement rapide destinés à appuyer des réformes ou à financer des projets d'entretien et de remise en état. La participation de la Banque à ces efforts d'ajustement, outre qu'elle aide à résoudre les problèmes que posent l'élaboration et l'exécution de programmes à moyen terme de ce type, accroît la confiance des créanciers publics et privés. En dehors de son appui aux réformes, elle a, pour encourager l'investissement direct privé étranger, élargi le rôle de la Société financière internationale (SFI) et contribué à la création de l'Agence multilatérale de garantie des investissements (AMGI), qui devrait promouvoir les investissements en assurant les investisseurs contre les risques non commerciaux et en fournissant une gamme étendue de services d'assistance technique et consultative.

Les donateurs étant une source de financement de plus en plus importante pour les pays à faible revenu, il est devenu indispensable qu'ils coordonnent leur action pour en renforcer l'efficacité. Il arrive parfois qu'ils s'en tiennent à leurs propres plans, risquant par là de réduire considérablement les avantages qui peuvent être tirés de leur aide. En outre, il est difficile aux autorités de certains pays bénéficiaires de s'occuper simultanément d'une multitude de projets financés par un grand nombre de donateurs. Cette constatation et le fait qu'il est de plus en plus nécessaire d'appuyer des programmes de réforme et de remise en état et d'entretien par une aide rapidement décaissable ont amené donateurs et bénéficiaires à souhaiter

que la Banque mondiale renforce son rôle de coordination.

Les dispositions à prendre en vue du suivi des programmes d'ajustement devront être arrêtées dans chaque cas en fonction des relations de l'emprunteur avec la Banque, le FMI et d'autres institutions multilatérales. Il est certain que la Banque mondiale et le FMI devront collaborer plus étroitement. En effet, les domaines de la politique économique dans lesquels chacune des deux institutions se spécialise sont voisins et complémentaires, tout comme le sont les mesures d'assistance financière que l'une et l'autre peuvent prendre. En outre, la stabilisation macroéconomique et l'ajustement structurel doivent aller de pair : ce sont en réalité les deux faces d'une même médaille. La collaboration entre la Banque et le Fonds s'est considérablement resserrée au cours des dernières années, les deux institutions s'efforçant d'accroître la complémentarité de leurs programmes et leur capacité de satisfaire les besoins des pays en développement. Elles continuent d'étudier comment la renforcer encore davantage.

L'un des éléments qui fait partie intégrante de cette politique d'action internationale concertée en faveur de l'ajustement dans la croissance est l'augmentation du volume des prêts de la Banque mondiale aux pays qui ont entrepris des réformes sérieuses. Elle est nécessaire non seulement pour faciliter ces réformes mais aussi pour stimuler d'autres flux financiers. Le calendrier et le montant de cette aide supplémentaire de la Banque mondiale seront naturellement fonction de l'adoption et de l'exécution de programmes d'ajustement à moyen terme pour les pays intéressés. Mais, en tout état de cause, la Banque aura besoin de plus de ressources et il faudra certainement accroître son capital dans un proche avenir. Comme les ministres l'ont rappelé à la réunion du Comité du développement, au printemps 1986, la Banque devrait avoir les moyens d'augmenter ses prêts de haute qualité et ne pas être gênée par un manque de capitaux ou par une capacité d'emprunt inadéquate pour répondre à la demande future. Aussi la question du volume et de la date de la future augmentation générale du capital est-elle de plus en plus d'actualité.

4

La politique agricole des pays en développement *Taux de change, prix et fiscalité*

L'accroissement de la production des cultures vivrières et des cultures commerciales et l'augmentation des revenus ruraux constituent d'importants objectifs pour les gouvernements des pays en développement qui, pour les réaliser, ont fait avec l'aide extérieure des investissements publics considérables en vue d'améliorer l'infrastructure matérielle des zones rurales, d'intensifier l'irrigation et la maîtrise des eaux, et d'organiser des services de recherche et de vulgarisation agricoles. Ils ont d'autre part financé des programmes visant à accroître la productivité, grâce à de meilleures techniques de gestion agricole et à l'amélioration des services ruraux de santé et d'éducation. Comme l'illustre le Chapitre 1, leurs efforts ont réussi dans de nombreux cas à accroître la production de denrées alimentaires. Le succès de la Révolution verte dans la culture du riz et du blé témoigne de l'efficacité des dépenses que l'Etat consacre à la recherche et à l'irrigation.

Toutefois, la politique macroéconomique poursuivie par les pays en développement a eu pour effet de limiter l'augmentation de la production agricole et de saper les efforts visant à atténuer la pauvreté dans les zones rurales. Dans de nombreux cas, les mesures de prix et la fiscalité relatives au seul secteur agricole ont fortement pénalisé ce dernier. En outre, les interventions des pouvoirs publics à tous les stades de la production, de la consommation et de la commercialisation des produits et des intrants agricoles, bien qu'ayant pour objet d'améliorer l'efficacité des marchés, ont souvent abouti à une aggravation de l'inefficacité et à une baisse de la production et des revenus. En conséquence, les revenus agricoles stagnent dans de nombreux pays en développement, et la lutte contre la pauvreté marque le pas.

Paradoxalement, nombreux sont les pays qui,

tout en soulignant l'importance du développement de l'agriculture, ont mis en place un ensemble complexe de mesures qui défavorisent très nettement le secteur agricole. C'est ainsi, par exemple, que certains pays en développement imposent des taxes à l'exportation des produits agricoles tout en se lamentant sur les effets fâcheux de la baisse des prix des produits de base sur le secteur agricole. Certains achètent parfois à leurs producteurs des céréales à la moitié des cours mondiaux — ou moins encore — et dépensent ensuite leurs maigres devises pour importer des denrées alimentaires. Beaucoup ont, à divers moments, relevé leurs prix nominaux à la production tout en appliquant des mesures macroéconomiques et de change qui ont fait que les prix réels à la production sont demeurés inchangés ou ont fléchi. Nombre d'entre eux ont mis en place des systèmes complexes d'impôts à la production, après quoi ils ont adopté, pour contrebalancer les effets de la taxation, des systèmes tout aussi complexes, et fréquemment inefficaces, de subventions à l'achat d'intrants. Souvent, ils subventionnent les consommateurs afin de venir en aide aux couches pauvres de la population, mais réussissent ce faisant à réduire les revenus des agriculteurs, bien plus pauvres que bien des consommateurs urbains qui profitent effectivement de ces subventions. La plupart des pays en développement proclament l'importance de l'autosuffisance tout en imposant les agriculteurs, en subventionnant les consommateurs et en se rendant ainsi encore plus tributaires des importations alimentaires.

La discrimination dont l'agriculture est victime tient à plusieurs facteurs. Tout d'abord, elle est indissociable de stratégies de développement axées sur la promotion des industries nationales, à la faveur de barrières protectionnistes élevées. De

telles stratégies visent à accélérer le transfert de ressources de l'agriculture à l'industrie, en réduisant la rentabilité relative de la première, c'est-à-dire en modifiant les termes internes de l'échange entre les deux secteurs de telle façon que l'agriculture se retrouve en plus mauvaise position que si les prix intérieurs étaient alignés sur les cours mondiaux. Cette politique pénalise l'agriculture à la fois sur les marchés extérieurs, où ses exportations sont freinées, et sur le marché intérieur, où elle doit soutenir la concurrence de produits importés. Non seulement les prix agricoles sur le marché intérieur baissent par rapport à ceux des produits industriels bénéficiant d'une protection, mais le coût des facteurs de production industriels dont les agriculteurs ont besoin augmente. En outre, les mesures protectionnistes entraînent une appréciation du change réel, ce qui signifie que les produits agricoles exportés deviennent moins rentables que les produits non exportés, et réduit encore davantage les exportations de produits agricoles des pays en développement.

Au cours des quinze dernières années, les effets de cette politique agricole traditionnelle ont souvent été aggravés par la manière dont les pays ont réagi à l'évolution de la conjoncture. Certains n'ont pas suffisamment ajusté leurs taux de change en période d'inflation rapide et ont laissé leur monnaie se surévaluer, préférant recourir à des emprunts extérieurs excessifs ainsi qu'à l'adoption de mesures ponctuelles de contrôle des changes et de réglementation du commerce, qui viennent généralement s'ajouter à des restrictions commerciales plus permanentes et renforcent encore la discrimination à l'encontre de l'agriculture.

Les mesures sectorielles maintenant les prix à l'exploitation des produits agricoles à des niveaux inférieurs à leurs cours mondiaux rendus frontière, corrigés pour tenir compte des frais de transport intérieur et des marges de distribution, ont de même notablement contribué à défavoriser l'agriculture. De ce point de vue, peu importe que les prix reçus par les agriculteurs soient bas à cause des impôts qui frappent leurs produits ou des marges excessives prélevées par des organismes de commercialisation parapublics. Les bonifications d'intérêt et les subventions à l'acquisition d'intrants modernes dont l'agriculture bénéficie dans de nombreux pays ne suffisent généralement pas à compenser les effets des prix à la production insuffisants. Le plus souvent, elles provoquent des rationnements et des pénuries et profitent davantage aux gros exploitants agricoles prospères qu'aux petits agriculteurs démunis.

On examine dans le présent chapitre dans quelle mesure la politique macroéconomique des pays en développement en matière d'échanges commerciaux et de changes et leur politique dans le domaine de la fiscalité et des prix agricoles défavorisent le secteur, et l'on indique les effets de cette discrimination sur la production et les revenus. On y montre aussi comment l'imposition de l'agriculture peut en réalité se révéler coûteuse et l'on suggère plusieurs façons de remédier à ce problème.

Le chapitre suivant analyse la raison d'être des programmes de stabilisation des prix et de subventions à la consommation et à l'achat d'intrants dont les gouvernements se servent pour promouvoir la réalisation de divers objectifs en matière de répartition et de niveaux des revenus. On y montrera que ces programmes contribuent beaucoup moins qu'on ne l'imagine généralement à une affectation plus rationnelle des ressources ou à une répartition plus équitable des revenus.

Politique macroéconomique et agriculture

La politique commerciale, la politique des changes et la politique budgétaire et monétaire exercent des effets sensibles sur la situation de l'agriculture dans les pays en développement, souvent plus que la politique agricole proprement dite. Elles déterminent au premier chef les mouvements des capitaux et de la main-d'oeuvre entre l'agriculture et le reste de l'économie, la croissance et la composition de la production agricole, ainsi que le volume et la composition du commerce des produits agricoles. Elles constituent souvent le principal handicap imposé à l'agriculture et, par conséquent, à l'accroissement des revenus réels dans les zones rurales, qui sont justement celles où vivent le plus grand nombre de pauvres.

Facteurs de discrimination

De nombreux pays en développement continuent de favoriser l'industrie par des mesures généreuses de protection. Il en résulte une augmentation des prix des produits industriels de substitution aux importations par rapport à ceux des produits agricoles de substitution aux importations et des produits agricoles d'exportation. Cette politique entraîne également une hausse des prix des intrants agricoles qui bénéficient d'une protection. En abaissant les prix reçus par les agriculteurs pour leurs produits par rapport à ceux des produits industriels et en majorant le coût des facteurs de production modernes, les stratégies autocentrées

Tableau 4.1 La protection de l'agriculture et du secteur manufacturier dans divers pays en développement

	Année	Coefficient de protection relative ^a
<i>Durant les années 60</i>		
Mexique	1960	0,79
Chili	1961	0,40
Malaisie	1965	0,98
Philippines	1965	0,66
Brésil	1966	0,46
Corée	1968	1,18
Argentine	1969	0,46
Colombie	1969	0,40
<i>Durant les années 70 et 80</i>		
Philippines	1974	0,76
Colombie	1978	0,49
Brésil ^b	1980	0,65
Mexique	1980	0,88
Nigéria	1980	0,35
Egypte	1981	0,57
Pérou ^b	1981	0,68
Turquie	1981	0,77
Corée ^b	1982	1,36
Equateur	1983	0,65

a. Calculé en appliquant la formule $(1+CPE_a)/(1+CPE_m)$ où les expressions CPE_a et CPE_m représentent les coefficients de protection effective de l'agriculture et du secteur manufacturier, respectivement. Un coefficient égal à l'unité indique que la protection effective est identique dans les deux secteurs, et un coefficient supérieur à l'unité signifie que la protection joue en faveur de l'agriculture.

b. Secteur primaire.

taxent implicitement l'agriculture. Le Tableau 4.1 permet de voir comment la protection préférentielle dont bénéficie le secteur industriel a eu pour effet de réduire la rentabilité relative de l'agriculture dans de nombreux pays. Les ratios qui y figurent mesurent l'écart entre la protection accordée à la valeur ajoutée dans le secteur agricole et celle dont elle bénéficie dans le secteur industriel. A la seule exception de la Corée, tous les pays inclus dans l'échantillon, surtout la Colombie, l'Egypte et le Nigéria, ont défavorisé l'agriculture.

Toutefois, ce n'est pas la seule manière dont les stratégies autocentrées affectent l'agriculture. Elles ont un autre effet, qui s'exerce par l'intermédiaire des taux de change réels (c'est-à-dire sur le ratio des prix des biens entrant dans le commerce international aux prix des autres biens). Par suite des mesures de protection du secteur industriel, ces taux sont inférieurs au niveau auquel ils s'établiraient autrement. La production de biens de substitution aux importations et de biens d'exportation agricoles se retrouve donc perdante pour deux raisons : la rentabilité accrue des produits industriels protégés, d'une part, et des biens n'entrant pas dans le commerce international, d'autre part.

Les ressources quittent le secteur agricole d'exportation au profit de ces autres secteurs, si bien que l'augmentation des salaires réels qui peut en résulter dans les zones rurales relève le coût de la production agricole, l'agriculture étant traditionnellement une activité de main-d'oeuvre par excellence dans les pays en développement.

Plusieurs études ont illustré la manière dont les politiques de protection du secteur industriel affectent les prix des produits agricoles par rapport à ceux des produits industriels protégés et des biens qui ne font pas l'objet d'échanges internationaux. Aux Philippines, entre 1950 et 1980, la forte protection accordée aux biens de consommation industriels a entraîné une baisse de 44 à 71 % des produits agricoles exportés (selon les catégories d'importations) par rapport aux prix des produits faisant l'objet d'échanges internationaux protégés, et de 33 à 35 % par rapport aux prix des produits ne pouvant pas faire l'objet d'échanges internationaux. Au Pérou, un relèvement de 10 % des droits de douane sur les produits non agricoles pouvant être importés s'est traduit par une diminution de 10 % des prix des produits agricoles entrant dans le commerce international par rapport à ceux de ces produits et de 5,6 à 6,6 % par rapport à ceux des produits ne pouvant pas faire l'objet d'échanges internationaux. Des résultats analogues ont été enregistrés dans des pays aussi différents que l'Argentine, le Chili, la Colombie, le Nigéria et le Zaïre.

Les mesures relatives à la masse monétaire et au crédit, aux recettes et aux dépenses publiques, à l'emprunt extérieur et à l'investissement étranger, ainsi que le régime des changes, ont joué un rôle crucial durant les années 70 et 80. Lorsque l'application d'une politique monétaire et budgétaire expansionniste a fini par engendrer un taux d'inflation intérieure plus fort que le taux international, les gouvernements, au lieu d'ajuster les taux de change en conséquence, ont souvent préféré renforcer la protection contre les importations en recourant à divers procédés, tels que des mesures de contingentement et de contrôle des changes et des systèmes de licence obligatoires. En pareil cas, il se produit une surévaluation de la monnaie et l'agriculture est de plus en plus défavorisée du fait que c'est généralement au profit de l'industrie que les nouvelles mesures protectionnistes sont prises. Dans la plupart des cas, ces restrictions ne s'appliquent pas aux importations de produits alimentaires, de manière que les prix des denrées alimentaires restent bas dans les zones urbaines. Les importations de produits alimentaires se trouvent

ainsi subventionnées par la force des choses. En outre, les pays qui se trouvent dans une telle situation ont tendance, pour réduire leur déficit budgétaire, à relever les taxes à l'exportation des produits agricoles et à réduire les subventions à l'achat d'intrants agricoles. En raison de ces mesures de taxation à la fois implicites et explicites, l'agriculture — ainsi que les groupes à faible revenu qui en vivent — fait généralement les frais des programmes d'ajustement qui succèdent à une politique macroéconomique déstabilisatrice.

Les répercussions sur l'agriculture peuvent être particulièrement marquées lorsque le gouvernement recourt au contingentement des importations, car les mouvements sur le marché intérieur du prix d'un produit de base importé cessent alors d'être déterminés par l'offre, qui est fixe, pour dépendre exclusivement du niveau de la demande. De la sorte, en gonflant le niveau global de la demande, une politique budgétaire expansionniste tend à faire monter le prix sur le marché intérieur des biens dont l'importation est soumise à des restrictions. Le résultat net est une réduction des prix relatifs reçus par les agriculteurs et une aggravation de leur situation.

Les apports de capitaux étrangers, de même que la flambée des cours mondiaux des produits d'exportation clés, entraînent également une appréciation des taux de change réels. En soi, ce phénomène ne crée pas de distorsions mais, si la hausse des cours des produits de base est temporaire et s'il est coûteux de ramener à l'agriculture les facteurs qu'elle a perdus, il pourra y avoir lieu de prendre des mesures sectorielles particulières afin de compenser les effets de cette situation sur l'agriculture. Toutefois, dans la plupart des cas, les pays réagissent à l'emballement des cours des produits de base en adoptant une politique monétaire et budgétaire d'expansion, qui engendre des poussées inflationnistes et une appréciation des taux de change réels plus forte que ne l'aurait justifiée, à elle seule, l'évolution favorable des termes externes de l'échange. Les effets de cette réaction persistent même après que la phase d'emballement a pris fin parce que, dans l'intervalle, les pouvoirs publics se sont déjà engagés sur la voie de grands programmes d'investissement ou de programmes comportant des dépenses de fonctionnement importantes. C'est ce qui s'est passé en Colombie (Encadré 4.1).

POLITIQUE AGRICOLE. Par sa politique agricole, c'est-à-dire par ses choix en matière de taxes commerciales, de subventions et de marges des or-

ganismes parapublics de commercialisation, etc., le gouvernement peut sans nul doute atténuer ou aggraver l'impact de la taxation implicite découlant de sa politique macroéconomique. A quels niveaux ces taxes et ces subventions se situent-elles? L'agriculture est-elle en fait fiscalement pénalisée par la politique agricole ou au contraire subventionnée? La Figure 4.1 donne une idée d'ensemble de la situation dans divers pays en développement; la méthode employée a consisté à calculer la différence entre les prix au producteur et les prix frontière, aux taux de change officiels, compte tenu des frais de transport intérieur et des marges de commercialisation. En effet, indépendamment des taxes commerciales et des subventions classiques, le recours au contingentement et les marges de commercialisation importantes pratiquées par les entreprises parapublics sont susceptibles d'influer sur leur niveau réel pour les agriculteurs.

• *Cultures d'exportation.* Il ressort de la Figure 4.1 que de nombreux pays taxent les cultures d'exportation et parfois très lourdement. Au Togo, le prix au producteur du café représentait le tiers du prix frontière. Au Mali, celui du coton et de l'arachide représentait la moitié du prix frontière, et au Cameroun et au Ghana, celui du cacao moins de la moitié.

Les coûts d'une fiscalité agricole élevée sont analysés ci-dessous. Les questions qu'il convient de se poser d'emblée sont les suivantes : comment les gouvernements taxent-ils la production et les exportations agricoles et pourquoi? Dans certains cas, l'imposition des cultures d'exportation prend la forme classique de taxes aux frontières ou de contingents mais, bien souvent, elle découle de la politique des prix appliquée par les organismes de commercialisation du secteur public. C'est particulièrement le cas en Afrique, où il est de tradition que des sociétés ayant un monopole légal ou des offices de commercialisation contrôlent les cultures d'exportation. Créés à l'époque coloniale, les offices de commercialisation étaient presque toujours tenus d'utiliser la majeure partie des fonds qu'ils recevaient au profit de la collectivité agricole. Toutefois, la plupart d'entre eux sont devenus, de fait, des agents fiscaux dont les pouvoirs publics se servent pour prélever des ressources sur le secteur agricole d'exportation, afin d'appuyer la politique d'industrialisation adoptée après l'indépendance. Il n'est pas rare que les exportations soient frappées de très forts taux d'imposition, de l'ordre de 50 à 75 %.

Les offices de commercialisation sont également répandus dans d'autres régions. Par exemple, à la

Encadré 4.1 Les cours du café et les mesures macroéconomiques en Colombie

L'agriculture colombienne, très axée sur le commerce extérieur, repose dans une large mesure sur le café. Les exportations agricoles représentent environ les deux tiers du total et les activités du secteur agricole se soldent généralement par un apport net de devises. Les fluctuations des cours du café posent des problèmes particuliers sur le plan de la gestion macroéconomique, car il est difficile d'estimer combien de temps durera une hausse des cours et de doser les ajustements nécessaires pour faire face aux changements temporaires des facteurs externes.

Durant la seconde moitié des années 70, on a assisté à une flambée des cours du café, qui a contribué à faire monter les taux de change réels, et a réduit la rentabilité des exportations autres que le café en comparaison de celle des biens et services qui ne font pas l'objet d'échanges internationaux. Divers facteurs interdépendants ont joué :

- L'accroissement des entrées de devises dû au boom du café a eu pour effet, toutes choses étant égales par ailleurs, d'abaisser les taux de change réels d'équilibre tant que les cours sont restés élevés.

- Cette situation a exercé un effet d'entraînement sur les dépenses. A la suite du boom du café, les revenus réels disponibles ont augmenté, et ils ont été consacrés en partie à l'achat de biens qui font l'objet d'échanges internationaux autres que le café et en partie à l'achat de biens qui ne font pas l'objet d'échanges internationaux. Dans la mesure où le prix des premiers est principalement déterminé par les cours mondiaux et par le taux de change officiel, il a accusé une baisse par rapport au prix des seconds.

- La réaction des pouvoirs publics n'a fait qu'aggraver le problème. Le crédit intérieur et l'inflation ont

fortement augmenté. L'accroissement des recettes d'exportation du café a provoqué un gonflement des réserves de devises. Les autorités ont laissé croître la masse monétaire et le crédit intérieurs, et n'ont que partiellement levé les obstacles aux importations. En conséquence, les taux de change réels ont augmenté de plus belle.

Les cours du café sont retombés au début des années 80, mais le gouvernement a maintenu l'expansion de la demande globale en intensifiant les dépenses publiques et l'emprunt extérieur, si bien que le change réel a continué de s'apprécier. Entre 1975 et 1984, les prix intérieurs, exprimés en dollars au taux de change officiel, ont augmenté de 100 %, ce qui correspond à peu près au double du taux d'inflation externe. L'expansion des exportations de produits autres que le café et de la production de biens agricoles autres que le café a fléchi en valeur réelle durant la première moitié des années 80.

Lorsque par suite de la détérioration de la balance des paiements au début des années 80 il est devenu plus difficile d'emprunter à l'étranger, le gouvernement a jugé que le moment était venu de procéder à des ajustements macroéconomiques. Face aux problèmes posés par l'appréciation des taux de change et par l'expansion budgétaire et monétaire, il s'est récemment engagé dans un vaste programme d'action macroéconomique afin d'assainir les fondements de l'expansion du secteur extérieur.

Depuis lors, les cours du café ont enregistré une nouvelle hausse qui a eu pour résultat de consolider la balance des paiements. Préserver la stabilité de la monnaie et des prix face aux amples fluctuations du prix du café reste une gageure.

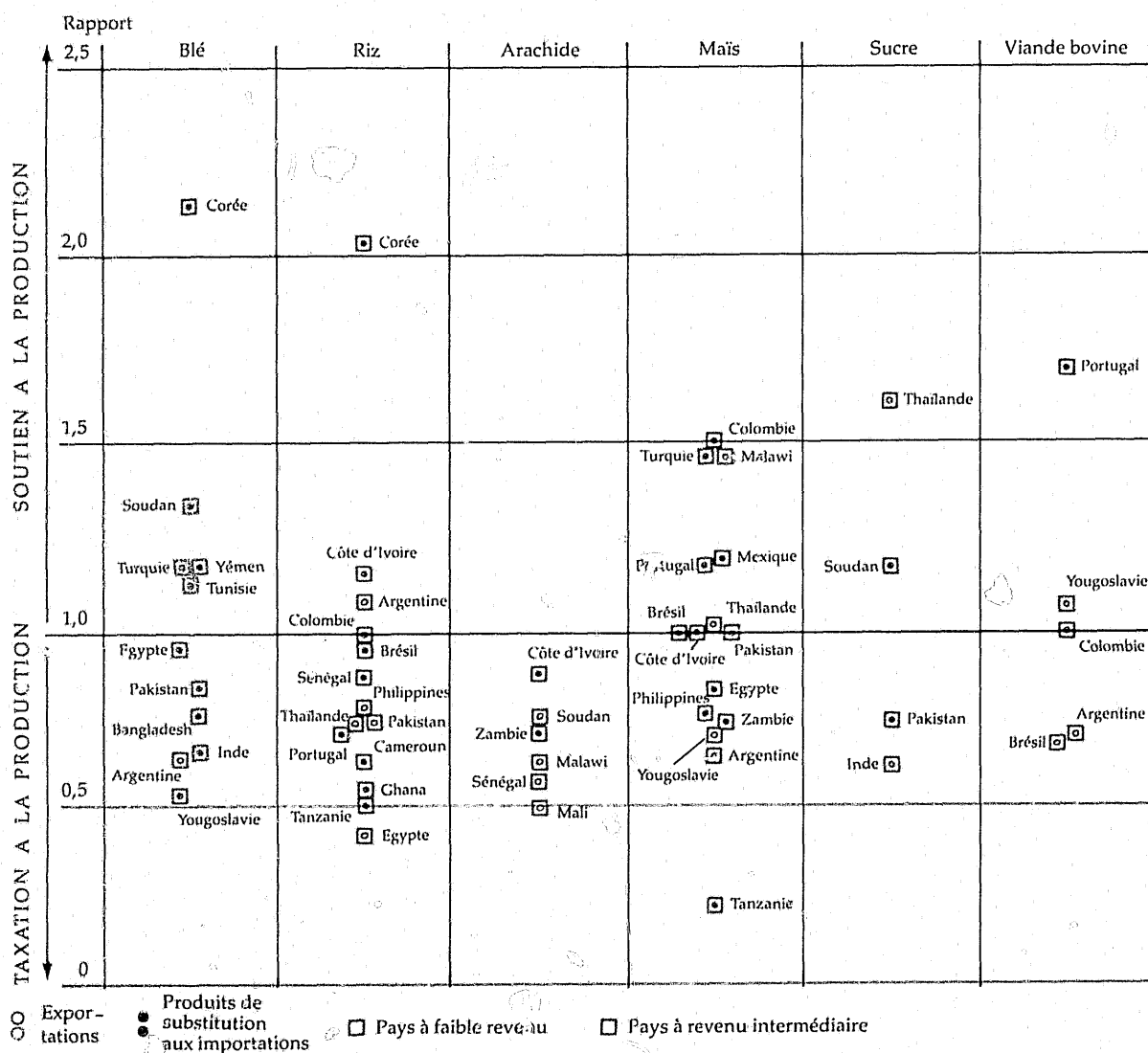
Jamaïque, la loi en a créé pour pratiquement toutes les grandes cultures d'exportation, dont le sucre, la banane, les agrumes, la noix de coco, le café, le cacao et les épices. Alors qu'initialement leur rôle devait se borner à ramasser, conditionner et exporter ces produits, au fil des ans, leurs activités ont été considérablement élargies jusqu'à englober la stabilisation des prix et, dans certains cas, les opérations de traitement. Il ressort d'une étude qu'au cours des années 70, ils ont en fait imposé les producteurs à des taux variant entre 17 et 42 %, selon le produit : les produits les plus fortement taxés étaient la banane et le café. En outre, les prix sur le marché intérieur ont généralement accusé des fluctuations tout aussi prononcées, et parfois plus fortes, que ceux des produits exportés.

La principale raison d'être des taxes à l'exportation est, bien sûr, de fournir des recettes soit aux

offices de commercialisation eux-mêmes, soit à l'Etat. Mais dans la pratique, d'autres motifs ont également joué un rôle important. Par exemple, les pays en développement ont eu tendance à appliquer des taxes à l'exportation afin de tirer parti du monopole qu'ils croient détenir sur les marchés mondiaux. De nombreux pays en développement ont également cherché à encourager les agro-industries en taxant, ou en contingentant, les exportations des matières premières agricoles qu'elles utilisent. Les taxes sur l'exportation des produits des cultures de rapport ont aussi été utilisées pour encourager la production vivrière locale afin d'accéder à l'autosuffisance. Comme on le verra plus loin, la taxation des exportations à ces fins a coûté très cher du point de vue du revenu national et de la performance de l'agriculture.

- *Produits agricoles de substitution aux importa-*

Figure 4.1 Rapport des prix à la production aux prix frontière de divers produits de base dans les pays en développement à la fin des années 70 et au début des années 80

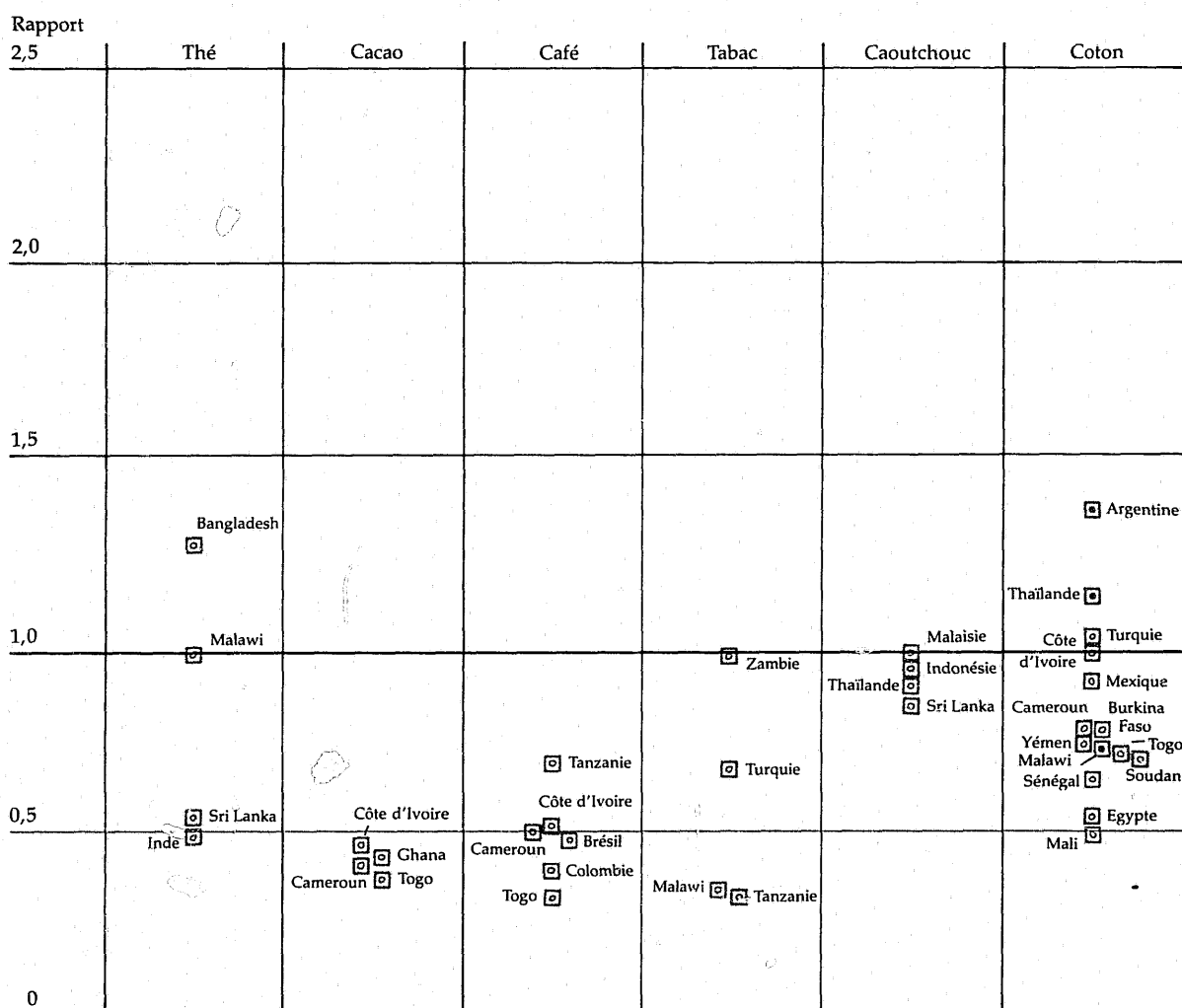


Note : Les prix frontière sont convertis en monnaie nationale au taux de change officiel.

Source : Inswanger et Scandizzo, 1983; données de la FAO.

tions. Un petit nombre de pays en développement les protègent afin de promouvoir l'autosuffisance — en particulier dans le cas du blé, des produits laitiers et de l'élevage. Cependant, dans la plupart des cas, les prix payés aux producteurs nationaux sont inférieurs aux prix des produits importés (ajustés compte tenu des frais de commercialisation interne). Souhaitant maintenir à un faible niveau les prix des denrées alimentaires dans les villes, les pouvoirs publics cherchent souvent à se

les procurer à des prix inférieurs à ceux du marché mondial. C'est également l'une des raisons pour lesquelles ont été créés des organismes de commercialisation, parfois dotés d'un monopole légal pour que les exploitants agricoles ne puissent pas vendre leurs produits à d'autres clients. Il est toutefois difficile de réglementer la commercialisation des cultures vivrières et de nombreux agriculteurs réussissent à trouver des débouchés plus lucratifs.



En Ethiopie, par exemple, un office de commercialisation parapublic contrôle environ 30 % de la totalité des excédents commercialisables et près de 100 % du commerce interrégional des céréales provenant de deux des trois principales zones céréalières excédentaires. Les prix qu'il paie aux producteurs sont très inférieurs aux prix de parité des importations; en 1985, par exemple, les prix de parité des importations, au taux de change officiel, pour le maïs, le sorgho et le blé étaient supérieurs

d'environ 80 %, 50 % et 45 %, respectivement, aux prix à la production. Comme l'illustre la Figure 4.1, en Tanzanie, le prix à la production du maïs ne représentait que le quart du prix frontière. Au Cameroun, au Ghana et en Tanzanie, les producteurs de riz recevaient environ la moitié du prix frontière. Mais ce phénomène n'est pas limité à l'Afrique subsaharienne, loin s'en faut. La tendance à défavoriser les produits locaux par rapport aux produits d'importation a été observée en

Egypte, au Mexique et dans d'autres pays en développement qui appliquent de vastes programmes de subventions alimentaires dans les zones urbaines. Cependant, le degré de pénalisation des producteurs nationaux et les mécanismes employés varient. Les coûts de cette discrimination sont examinés ci-dessous.

On croit souvent que les pays où les prix frontière se trouvent déprimés en raison de l'action d'une autorité étrangère — octroi de subventions à l'exportation, par exemple — devraient prendre des mesures compensatoires pour maintenir leurs prix intérieurs à un niveau plus élevé. Or, la question n'est pas de savoir comment se forment les prix frontière, mais comment ils ont des chances d'évoluer. En effet, si un pays peut se procurer indéfiniment des marchandises moins chères à l'étranger que sur le marché intérieur, il a avantage, pour les raisons habituelles, à pratiquer le libre-échange et, en l'occurrence, des mesures compensatoires seraient plus néfastes qu'utiles. Mais s'il a des raisons de penser que le niveau moyen d'un prix frontière va augmenter fortement à brève échéance par suite d'une intervention extérieure, de telles mesures peuvent se justifier. La politique qui consiste à verser aux producteurs nationaux de biens de substitution aux importations et de biens d'exportation des prix inférieurs aux prix frontière est, cela va sans dire, tout le contraire d'une mesure compensatoire.

Tableau 4.2 Indice des taux de change réels dans divers pays africains
(1969-71 = 100)

	1973-75	1978-80	1981-83
Cameroun	75	58	80
Côte d'Ivoire	81	56	74
Ethiopie	93	64	67
Ghana	89	23	8
Kenya	88	69	86
Malawi	94	85	94
Mali	68	50	66
Niger	80	56	74
Nigéria	76	43	41
Sénégal	71	60	85
Sierra Leone	100	90	73
Soudan	76	58	74
Tanzanie	85	69	51
Zambie	90	79	86
Tous pays subsahariens	84	62	69

Note : Par taux de change réel, on entend le taux de change officiel corrigé du ratio entre l'indice d'ajustement des prix à la consommation intérieurs et l'indice d'ajustement des prix à la consommation aux Etats-Unis. Une baisse de l'indice indique une appréciation réelle de la monnaie. Les chiffres sont des moyennes sur trois ans.
Source : Kerr (document de référence).

POLITIQUE AGRICOLE ET TAUX DE CHANGE RÉELS. S'il est exact que les contrôles de l'Etat dans le domaine des prix et du commerce des produits agricoles ne font souvent qu'aggraver le traitement discriminatoire réservé à l'agriculture dans la politique économique générale, on ne peut véritablement en évaluer les effets sans prendre en considération les mouvements de la valeur réelle de la monnaie. Les efforts visant à améliorer la politique agricole peuvent être aisément anéantis par l'appréciation des taux de change réels due à l'application de mesures macroéconomiques mal conçues. Ce phénomène se manifeste tout particulièrement en Afrique subsaharienne où, pour diverses raisons, les taux de change réels se sont appréciés très fortement au cours des années 70 et au début des années 80. Dans les pays subsahariens considérés comme un groupe, cette appréciation a été de 31 % entre 1969-71 et 1981-83, comme l'illustre le Tableau 4.2. Les surévaluations de la monnaie ont été particulièrement prononcées au Ghana, au Nigéria et en Tanzanie.

Etant donné qu'en Afrique subsaharienne — comme dans de nombreuses autres régions en développement — le coût des intrants modernes importés ou produits sur place ne représente dans l'agriculture qu'une faible fraction de la totalité des coûts d'exploitation, on peut se rendre compte de l'incidence respective des mesures sectorielles et de l'appréciation des taux de change réels en examinant les tendances des prix à la production. Dans la mesure où les coûts réels de la main-d'oeuvre ont augmenté par suite de l'exode rural, les effets négatifs des mesures macroéconomiques auraient été plus marqués qu'il ne ressort des seules tendances des prix à la production.

Supposons, par exemple, que durant l'année de référence, les prix payés aux agriculteurs n'aient représenté que la moitié du prix frontière sur la base du taux de change officiel, c'est-à-dire que le coefficient de protection nominale ait été de 0,5. Supposons en outre que le gouvernement ait progressivement éliminé cet écart, sur une période de temps au cours de laquelle la monnaie se serait surévaluée de 50 % parce que le taux de change n'aurait pas été ajusté en fonction de l'excédent de l'inflation intérieure par rapport à l'inflation à l'étranger. Même si les chiffres nominaux donnaient à penser que la situation des agriculteurs s'est améliorée, elle serait en réalité restée aussi mauvaise que durant l'année de référence.

Les tendances que fait apparaître le Tableau 4.3 illustrent à quel point les avantages réels accordés à l'agriculture se sont dégradés dans le temps mal-

Tableau 4.3 Indice des coefficients de protection nominale et réelle des céréales et des produits agricoles d'exportation dans divers pays africains, 1972-83

(1969-71 = 100)

	Céréales				Cultures d'exportation			
	1972-83		1981-83		1972-83		1981-83	
	Nominale	Réelle	Nominale	Réelle	Nominale	Réelle	Nominale	Réelle
Cameroun	129	90	140	108	83	61	95	75
Côte d'Ivoire	140	98	119	87	92	66	99	71
Ethiopie	73	55	73	49	88	71	101	66
Kenya	115	94	115	98	101	83	98	84
Malawi	85	79	106	100	102	94	106	97
Mali	128	79	177	122	101	83	98	70
Niger	170	119	225	166	82	59	113	84
Nigéria	126	66	160	66	108	60	149	63
Sénégal	109	79	104	89	83	60	75	64
Sierra Leone	104	95	184	143	101	93	92	68
Soudan	174	119	229	164	90	63	105	75
Tanzanie	127	88	188	95	86	62	103	52
Zambie	107	93	146	125	97	84	93	80
Tous pays subsahariens	122	89	151	109	93	71	102	73

Note : L'indice de protection nominale mesure les variations du coefficient de protection nominale une fois les prix frontière convertis en monnaie locale aux taux de change officiels. L'indice de protection réelle mesure les variations du coefficient de protection nominale une fois les prix frontière convertis en monnaie locale aux taux de change réels. On ne dispose pas de données sur le Ghana.

Source : Kerr (document de référence).

gré des améliorations apparentes en termes nominaux. Si l'on s'en tenait aux taux de change officiels, on aboutirait à la conclusion que les avantages accordés aux producteurs de céréales en Afrique se sont accrus de 51 % entre 1969-71 et 1981-83, c'est-à-dire que les prix locaux ont augmenté beaucoup plus fortement que les prix frontière. Toutefois, lorsque ceux-ci sont calculés en tenant compte de l'appréciation de change réel, on constate que les avantages réels ne se sont accrus que de 9 %. Dans le cas des cultures d'exportation, ils ont augmenté d'environ 2 % en termes nominaux. Toutefois, ils ont en fait accusé une très forte diminution, de l'ordre de 27 %. Par rapport à 1969-71, les incitations réelles à exporter des produits agricoles avaient diminué en 1981-83 dans tous les pays inclus dans le tableau. Les réformes agricoles doivent donc aller de pair avec des réformes économiques générales.

Bilan de la situation

Il existe de nombreuses raisons de penser que la pénalisation de l'agriculture — qu'elle résulte implicitement de la politique macroéconomique ou explicitement de la politique sectorielle — a coûté fort cher. Contrairement à une croyance bien enracinée, les agriculteurs des pays en développement — tout comme ceux des pays industriels — réagissent fortement à l'évolution des prix. Leur environnement économique détermine en grande

partie leurs spéculations, leurs objectifs quantitatifs et leurs choix techniques.

De nombreuses observations portent à conclure que les réactions de l'offre dans les pays en développement sont loin d'être négligeables. On a fait figurer dans le Tableau 4.4 un échantillon des nombreuses estimations de ces réactions établies par un certain nombre de chercheurs. Au bas de l'échelle, on a indiqué les réactions de l'offre à court terme et en haut les réactions à long terme. Même à court terme, elles sont très significatives, si l'on tient compte du niveau élevé d'imposition auquel les agriculteurs sont souvent assujettis. Selon une opinion communément répandue, elles se-

Tableau 4.4 Elasticité-prix de la production

	Evolution en pourcentage de la production en cas de hausse des prix de 10 %	
	Afrique	Autres pays en développement
Blé	3,1-6,5	1,0-10,0
Maïs	2,3-24,3	1,0-3,0
Sorgho	1,0-7,0	1,0-3,6
Arachide	2,4-16,2	1,0-40,5
Coton	2,3-6,7	1,0-16,2
Tabac	4,8-8,2	0,5-10,0
Cacao	1,5-18,0	1,2-9,5
Café	1,4-15,5	0,8-10,0
Caoutchouc	1,4-9,4	0,4-4,0
Huile de palme	2,0-8,1	..

Sources : Askari et Cummings, 1976; Scandizzo et Bruce, 1980.

raient particulièrement faibles en Afrique. En réalité, les résultats de nombreuses études suggèrent qu'elles pourraient bien y être tout aussi marquées que dans d'autres régions. La forte élasticité-prix de l'offre de produits agricoles en Afrique, malgré une infrastructure inadéquate et des marchés imparfaits, est frappante au Niger (Encadré 4.2).

Il ressort de recherches empiriques que les réactions de l'offre globale sont moins marquées que

celles de l'offre de produits déterminés. Cela n'est guère surprenant : si le gouvernement taxe un seul produit, les ressources qui ne sont plus consacrées à sa culture ne seront pas nécessairement perdues pour le secteur agricole. Elles pourront aller à d'autres cultures et la production totale ne diminuera pas autant que celle du produit taxé. Mais les estimations de la réaction de la production agricole totale portent naturellement sur le court terme et négligent les effets à long terme que les modifica-

Encadré 4.2 L'élasticité des marchés au Niger

Selon une opinion communément répandue, les agriculteurs des pays à faible revenu auraient un comportement rigide et seraient lents à réagir aux mouvements de prix et à s'adapter à l'évolution des circonstances. Cette idée est fausse, ou très exagérée. L'évolution récente du secteur agricole au Niger témoigne non pas d'un comportement passif et lent à réagir au changement, mais au contraire d'une capacité d'adaptation et d'ajustement rapides aux nouvelles réalités économiques.

Le Niger est l'un des pays les plus pauvres du monde. Dans les années 70, les agriculteurs tiraient la majeure partie de leur revenu monétaire de l'arachide; le coton et l'élevage venaient ensuite. Depuis quelques années, les ménages agricoles ont entrepris de diversifier leurs sources de revenu. Il ressort d'études sur la question que les recettes provenant d'activités autres qu'agricoles représentent à présent plus de 20 % de leur revenu total. Les ventes de bétail, qui constituent traditionnellement la source de revenu la plus importante en dehors des cultures, représentent 30 % de ce revenu. Ainsi donc, la moitié des revenus agricoles vient à présent de sources autres que les cultures. En 1980, un recensement a montré qu'environ 6 % de la population masculine rurale du Niger est salariée. Sur le reste, 12 % sont employés occasionnellement hors du secteur agricole, 20 % dans la tranche de 35 à 45 ans. Quatre-vingt-dix pour cent des villages envoient des travailleurs migrants au Nigéria ou dans d'autres pays plus au sud durant la saison sèche.

Les agriculteurs nigériens ne se sont pas contentés de diversifier leurs types d'activité : ils ont également modifié leurs modes de production. Dans les années 70, les prix du mil, du sorgho et du niébé ont augmenté plus rapidement que celui de l'arachide. Parallèlement, les rendements en arachide ont diminué et les agriculteurs ont voulu reconstituer leurs stocks de produits alimentaires après la sécheresse de 1973. Toutes ces considérations les ont incités à consacrer une plus grande partie de leurs terres aux cultures vivrières, en particulier le sorgho et le niébé. Le résultat le plus remarquable est que le niébé a remplacé l'arachide en

tant que principal produit d'exportation agricole du pays. Sa production a augmenté de plus de 250 % au cours des années 70 et la superficie consacrée à sa culture de près de 70 %. Les ventes de niébé commencent à représenter une partie non négligeable des recettes agricoles (4 % au total mais, d'après certaines études, jusqu'à 12 % pour les petits agriculteurs qui se trouvent dans les principales zones de production). Cependant, les ventes d'arachides n'ont cessé de diminuer, jusqu'à devenir quasi insignifiantes.

Le niébé présente un certain nombre d'avantages par rapport à l'arachide. Il peut être cultivé sur des sols de types très divers et permet aux agriculteurs d'adopter des modes d'exploitation souples. Il résiste mieux à la sécheresse, et il a un vaste marché aisément accessible au Nigéria. Les marchés d'exportation de l'arachide, au contraire, se trouvent principalement en Europe. Le commerce du niébé s'effectue presque exclusivement sur les marchés parallèles où les prix sont souvent le double du prix officiel payé par l'office de commercialisation d'Etat, la SONARA. Il est difficile de calculer le volume des exportations «non officielles» de niébé à destination du Nigéria, mais on estime que la production annuelle est de l'ordre de 250.000 à 300.000 tonnes, et on sait que les exportations licites n'ont jamais dépassé 30.000 à 40.000 tonnes.

On peut tirer de l'exemple du Niger un certain nombre de leçons. Il montre le dynamisme des marchés libres, même là où l'on s'y attendrait le moins. Ce n'est certainement pas l'attitude des pouvoirs publics, mais bel et bien l'existence de marchés parallèles qui a provoqué l'expansion de la culture du niébé. Le système officiel de contrôle des prix et de la commercialisation a été court-circuité. Cet exemple montre par ailleurs que l'évolution peut être d'une rapidité extraordinaire. En l'espace d'une dizaine d'années à peine, l'une des principales cultures de rapport a été remplacée par une autre. Malgré une mauvaise infrastructure, des informations commerciales rudimentaires et l'imperfection des conditions du marché, les signaux du marché ont triomphé.

tions des prix ont sur les flux intersectoriels de ressources. Lorsqu'on tient compte de ces effets, l'offre totale réagit elle aussi aux prix.

Lorsque la discrimination à l'encontre de l'agriculture se perpétue, elle a pour effet non seulement de provoquer une réaffectation des ressources à l'intérieur du secteur agricole mais aussi de les détourner au profit d'autres secteurs. La main-d'oeuvre et les capitaux se déplaçant vers d'autres secteurs et le progrès technique se ralentissant, les pertes à long terme qui en résultent peuvent être considérables :

- L'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) a étudié l'évolution des économies argentine et chilienne et les effets de la politique des prix et des changes sur l'agriculture. L'étude a montré qu'en Argentine, si les prix agricoles avaient été supérieurs de 10 % à leur niveau effectif entre 1950 et 1972 (époque où le gouvernement imposait lourdement les agriculteurs), la production agricole globale serait progressivement passée à un niveau supérieur d'environ 9 % par an à celui auquel elle s'est en fait

située au cours de la période en question. L'accroissement de la production aurait été dû en grande partie au fait que davantage de capitaux auraient été attirés vers l'agriculture et que davantage d'améliorations techniques auraient été réalisées. Dans l'Encadré 4.3 sur l'Argentine, on examine la manière dont des mesures macroéconomiques et sectorielles mal conçues se sont traduites par une forte réduction de la production agricole. Un exercice analogue de simulation portant sur l'économie chilienne durant la période 1960-82 a fait apparaître une réaction de l'offre encore plus marquée : le volume de la production aurait fini par être chaque année supérieur de 20 % à son volume effectif si les prix agricoles avaient constamment été supérieurs de 10 %. L'imposition persistante des activités agricoles est donc susceptible de réduire la rentabilité des investissements, de décourager le progrès technique et d'inciter les agriculteurs à quitter la terre.

- On peut également se convaincre des effets à long terme des variations de prix sur la production agricole en analysant ce qui s'est passé lorsque des

Encadré 4.3 La politique commerciale et la performance de l'agriculture : le cas de l'Argentine

L'Argentine jouit de conditions idéales pour l'agriculture et elle est l'un des premiers exportateurs de céréales du monde. Elle a derrière elle une longue histoire d'expansion de sa production agricole. Toutefois, entre 1965 et 1983, celle-ci n'a augmenté en moyenne que de 0,8 % par an, contre 1,9 % au cours de la période 1950-64 et environ 2,6 % avant la deuxième guerre mondiale. Cette détérioration reflète un manque d'incitations. Les termes internes de l'échange ont été délibérément manipulés dans un sens défavorable au secteur agricole, par une combinaison de taxes à l'exportation, de mesures tarifaires, de restrictions des importations de biens industriels et de mesures de contrôle des changes qui ont provoqué une surévaluation de la monnaie. En effet, les autorités, prévoyant une baisse des cours réels des produits d'exportation argentins, essentiellement d'origine agricole, sur les marchés mondiaux, ont estimé qu'il fallait diversifier l'économie nationale en encourageant l'industrie.

En outre, au cours des années 50 et 60, l'idée que la production agricole réagissait peu aux mouvements de prix était au coeur du débat sur la croissance, l'inflation et la répartition des richesses dans l'économie argentine. Les dirigeants soutenaient qu'on ne ferait pas baisser la production outre mesure en taxant l'agriculture pour aider les activités de substitution aux impor-

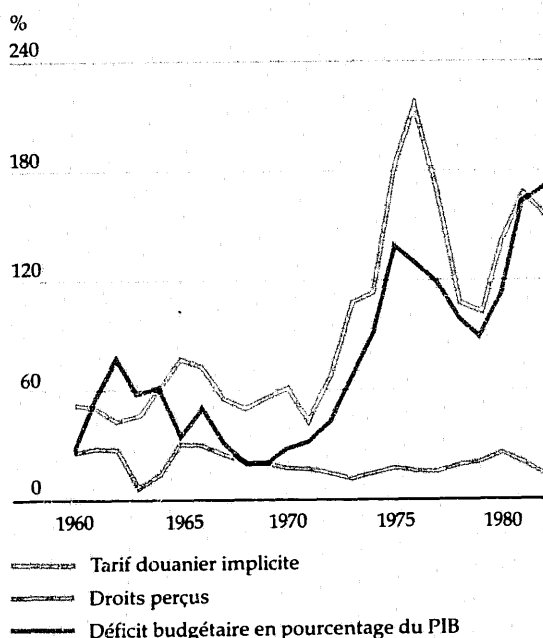
tations. En même temps, ils étaient persuadés qu'en relevant les prix agricoles par une réduction des taxes à l'exportation ou une dévaluation de la monnaie, on ne parviendrait qu'à accroître le déficit budgétaire, à accélérer l'inflation et à pénaliser les consommateurs pauvres sans avoir pour autant stimulé sensiblement l'offre de produits agricoles. En fait, l'inflation elle-même était considérée comme structurelle, c'est-à-dire comme étant due aux pénuries de denrées alimentaires ou de devises qui allaient de pair avec l'industrialisation, facteur d'accroissement des revenus et, par conséquent, de la demande intérieure de produits alimentaires. On a changé d'avis depuis les années 60 et il est désormais bien établi que l'offre de produits agricoles en Argentine réagit fortement aux conditions économiques.

Dans une étude récente de l'économie argentine, on a examiné l'effet conjugué de la politique des changes et de la politique budgétaire et commerciale sur le secteur agricole. Outre qu'elle a permis d'évaluer dans quelle mesure elles influaient sur le niveau d'imposition de l'agriculture, cette étude a également apporté des aperçus sur leur interdépendance. Elle a montré par exemple que, comme le contingentement des importations représentait le principal moyen de protection de l'industrie, la politique budgétaire influait

(à suivre)

Encadré 4.3 (suite)

Figure 4.3 Tarifs douaniers implicites, droits perçus et déficits budgétaires en Argentine, 1960-82



Note : Un tarif douanier implicite de 100 % indique que le prix intérieur est égal au double du prix international correspondant.
Source : Cavallo (document de référence).

fortement sur la mesure dans laquelle l'agriculture subissait le contrecoup de la politique commerciale. Bien que les restrictions aux importations soient pour l'essentiel demeurées constantes entre 1960 et 1983, les prix intérieurs des produits d'importation protégés s'écartaient considérablement des cours mondiaux lorsque la politique macroéconomique changeait. En période de dépenses publiques élevées, la demande de produits d'importation augmentait et les prix intérieurs des importations protégées enregistraient des hausses brutales, qui modifiaient les termes intérieurs de l'échange au détriment de l'agriculture (Figure 4.3 de l'encadré).

Cette étude contient une simulation montrant ce qui aurait été la situation sans cela :

- Les prix réels de l'ensemble des produits agricoles auraient augmenté chaque année d'environ 38 % en moyenne au cours de la période 1960-83. La faiblesse des prix était due non seulement aux mesures de contrôle des importations et à la politique de dépenses publiques décrites plus haut, mais également au taux d'imposition élevé des exportations agricoles, c'est-à-dire d'une partie importante de la production du secteur, qui a été en moyenne de l'ordre de 44 % par an au cours de cette période.

- En 1983, la valeur annuelle de la production agricole aurait été supérieure de 33 % si les prix des produits agricoles n'avaient pas été réduits de 38 % sous l'effet des mesures sectorielles et macroéconomiques.

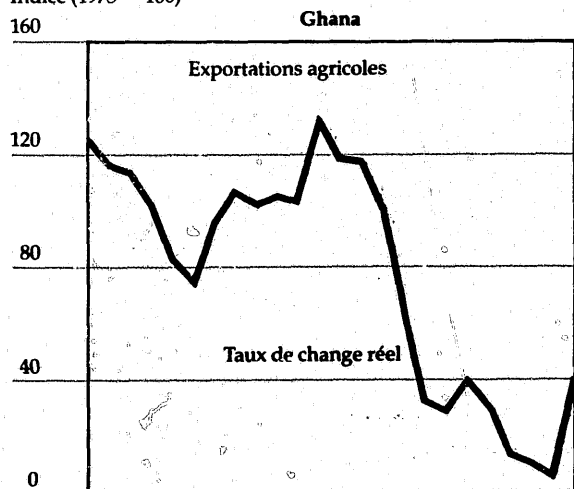
mouvements de change réel brutaux ont affecté les prix réels des biens agricoles payés aux producteurs. On peut comparer deux pays où les taux de change réels se sont appréciés très fortement, le Ghana et le Nigéria, avec deux autres pays où ils se sont dépréciés, le Brésil et le Chili. La Figure 4.2 dénote l'existence dans ces pays d'une corrélation étroite entre les mouvements des changes réels et l'évolution des exportations. Il ressort d'études économétriques détaillées qu'il s'agit là d'un phénomène plus général. En moyenne, une diminution du change réel d'un point de pourcentage a pour effet de réduire les exportations de produits agricoles de 0,6 à 0,8 point de pourcentage dans l'ensemble des pays en développement, et de plus d'un point dans les pays d'Afrique subsaharienne. Les résultats observés pour l'Afrique non seulement confirment la vigueur des réactions de l'offre dans la région mais en outre montrent que les exportations sont sensibles aux mouvements de change dès lors que les produits peuvent être

écoulés sur les marchés parallèles. Les corrélations entre les mouvements des changes réels et la production agricole sont également étroites dans bien des cas. Les effets des mouvements des changes réels sur l'agriculture au Nigéria et en Indonésie sont examinés plus en détail dans l'Encadré 4.4, qui compare les réactions différentes de ces pays aux booms pétroliers des années 70.

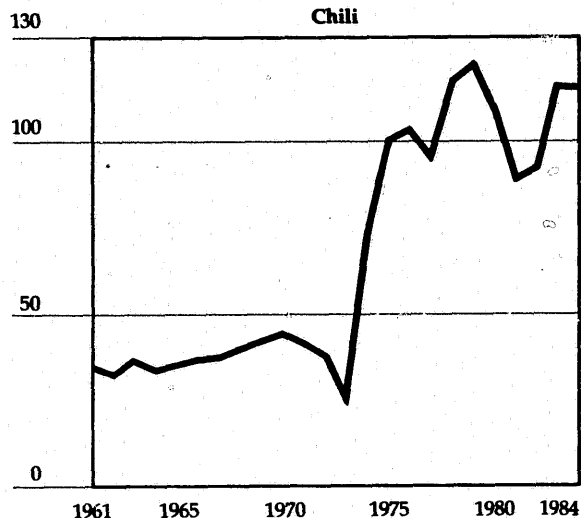
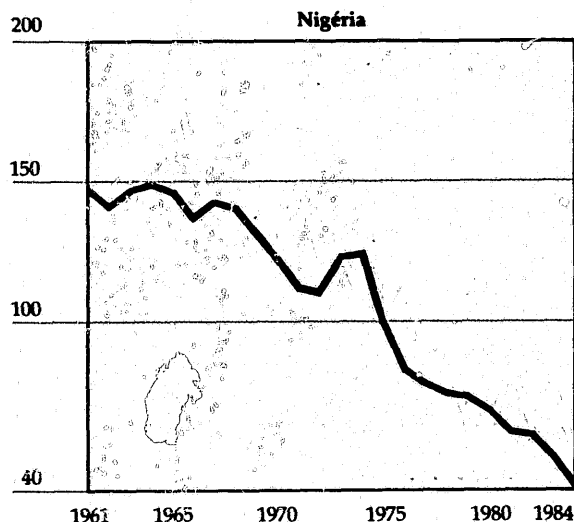
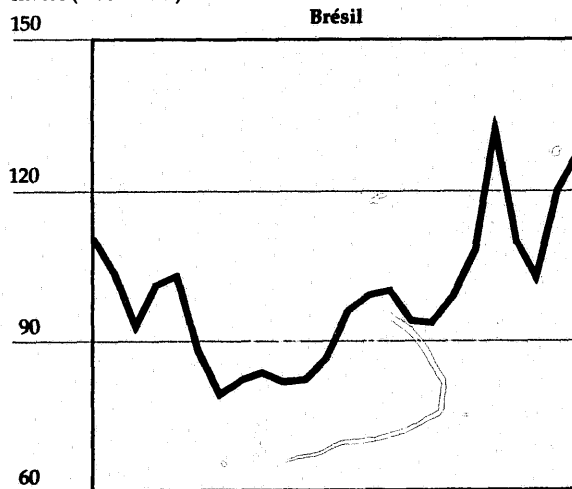
- L'apparition de marchés parallèles, tout particulièrement en Afrique, montre que les taxes que les organismes de commercialisation ont essayé d'imposer et les surévaluations de la monnaie sont allées beaucoup trop loin pour ne pas suggérer des moyens d'évasion. Le principal perdant est le gouvernement lui-même, à qui des recettes fiscales échappent lorsque les agriculteurs vendent leurs cultures d'exportation sans passer par les circuits officiels, et qui risque de percevoir moins que si les taxes avaient été plus faibles et le taux de change approprié. Les exportations de café, de cacao, de palmistes et de riz en contrebande par le territoire

Figure 4.2 Indices des taux de change réels et des exportations agricoles au Ghana, au Nigéria, au Brésil et au Chili, 1961-84

Indice (1975 = 100)



Indice (1975 = 100)



du Libéria ont fait perdre beaucoup de devises à la Sierra Leone. L'étude des marchés parallèles montre aussi comment les agriculteurs réorientent leur programme de production lorsque les cultures commerciales sont pénalisées sur les marchés officiels. En Tanzanie, la possibilité de vendre plus cher les produits alimentaires sur le marché parallèle a entraîné un déclin de la production pour l'exportation (coton, tabac et pyrèthre), les agriculteurs ayant délaissé leur culture pour celle du maïs. Les pertes de devises qui en ont résulté ont été en partie la cause d'une nouvelle surévaluation de la monnaie, qui a eu pour effet de restreindre

d'avantage encore la production pour l'exportation (Encadré 4.5).

CE QUI ARRIVE QUAND ON CROIT DETENIR UN MONOPOLE ET UN AVANTAGE COMPARATIF. La réduction de la part de nombreux pays en développement dans le commerce international est peut-être le résultat le plus spectaculaire du coût de la taxation des exportations. De nombreux pays en développement taxent les exportations de matières premières et de boissons tropicales dans l'espoir de profiter de ce qu'ils pensent être un monopole international. Plus l'élasticité-prix de la demande sur le marché

Encadré 4.4 Le pétrole et l'agriculture : le cas du Nigéria et de l'Indonésie

Pour de nombreux pays exportateurs de pétrole, le boom pétrolier des années 70 et du début des années 80 a été à la fois un bien et un mal. L'augmentation de leurs recettes a relevé le niveau de vie, créé des emplois et élargi la marge de manoeuvre des gouvernements. Mais elle a en même temps modifié la structure des incitations, suscité des espérances et engendré des changements rapides et souvent déstabilisateurs. L'agriculture a été particulièrement affectée par ces changements.

Les pays exportateurs de pétrole ont généralement enregistré un fléchissement du taux de croissance de leur secteur agricole. La hausse des revenus a entraîné une augmentation du prix des biens pouvant faire l'objet d'échanges internationaux au détriment des autres, tels que les produits agricoles. Les agriculteurs ont quitté la terre pour prendre des emplois plus lucratifs dans le secteur du bâtiment en plein essor. L'accroissement des importations de produits alimentaires et d'autres produits agricoles, vendus ensuite à des prix subventionnés, a réduit la rentabilité relative de l'agriculture. L'évolution des incitations a été plus ou moins marquée selon la politique des pouvoirs publics et la structure de l'économie. L'Indonésie et le Nigéria, deux pays à revenu intermédiaire dont plus de 40 % du PIB provenaient de l'agriculture avant la hausse des cours du pétrole en 1973, offrent à cet égard un contraste révélateur.

Au Nigéria, le boom pétrolier a gravement perturbé l'économie agricole et entraîné un exode rural important. Entre 1970 et 1982, la production annuelle des principales cultures commerciales a accusé une baisse brutale : 43 % pour le cacao, 29 % pour le caoutchouc, 65 % pour le coton et 64 % pour l'arachide. La part des importations de produits agricoles dans le total des importations est passée d'environ 3 % à la fin des an-

nées 60 à environ 7 % au début des années 80. Fait rare parmi les pays en développement exportateurs de pétrole très peuplés, l'Indonésie a réussi à éviter que son agriculture ne soit gravement perturbée. Son taux de croissance agricole a bien diminué vers le milieu des années 70 mais, dès la fin des années 70, il était remonté à son niveau antérieur (Tableau 4.4 de l'encadré). Sa production de riz a augmenté de 4,2 % par an entre 1968 et 1978 et de 6,7 % entre 1978 et 1984, en grande partie grâce à une amélioration rapide des rendements. Tandis que la part de ses importations de produits agricoles dans le total de ses importations est demeurée aux alentours de 1 %, ses exportations agricoles se sont accrues, tant en pourcentage des exportations agricoles des pays en développement (2 % par

Tableau 4.4 Taux de change réel et performance du secteur agricole au Nigéria et en Indonésie, années diverses, 1965-83

A. Indice du taux de change réel

	Nigéria	Indonésie
1970-72	100,0	100,0
1974-78	76,3	74,7
1982-83	47,8	71,3

B. Croissance de l'agriculture

(pourcentage moyen de variation annuelle)

	Production agricole		Exportations agricoles	
	Nigéria	Indonésie	Nigéria	Indonésie
1965-73	2,8	4,8	-4,0	1,9
1974-78	-2,5	2,8	-4,2	5,3
1973-83	-1,9	3,7	-7,9	3,1

Source : Pinto (document de référence).

mondial est faible et plus la part des marchés mondiaux détenue par un pays est élevée, plus fort est le monopole de ce pays. Un bon nombre de pays en développement détiennent une part suffisamment importante du marché pour jouir d'un monopole partiel. Au début des années 60, la Birmanie et la Thaïlande fournissaient chacune environ un cinquième des exportations mondiales de riz; Sri Lanka et l'Inde chacune environ un tiers des exportations mondiales de thé; le Zaïre et le Nigéria chacun environ un quart des exportations mondiales d'huile de palme; le Ghana les deux cinquièmes des exportations mondiales de cacao; le Bangladesh environ les quatre cinquièmes des exportations mondiales de jute; et l'Indonésie et la

Malaisie, respectivement, 30 et 40 % des exportations mondiales de caoutchouc. Tous ces pays, de même que le Brésil pour le café et l'Égypte pour le coton longue fibre, ont cherché à maintenir les cours mondiaux à un niveau élevé en réduisant l'offre.

Toutefois, ils en ont le plus souvent tiré des avantages fort restreints, car les consommateurs étrangers ont trouvé d'autres sources d'approvisionnement ou des produits de remplacement et les incitations pour les producteurs locaux à investir dans de nouvelles technologies s'en sont trouvées affaiblies. Les pays qui avaient imposé de lourdes taxes sur les exportations ont perdu une partie de leurs débouchés au profit d'autres pays

an) qu'en pourcentage des exportations agricoles mondiales (0,5 % par an) entre 1965 et 1983. Pendant cette période, la part correspondante des marchés d'exportation du Nigéria est tombée de 5,7 % par an et de 7,1 % par an, respectivement.

Plusieurs différences entre la politique nigériane et la politique indonésienne expliquent ces divergences de résultats. Le taux de change réel s'est apprécié d'environ 30 % dans les deux pays entre 1970-72 et 1974-78. Par la suite, l'Indonésie a stabilisé le sien. Elle a appliqué une politique d'austérité monétaire et budgétaire et, entre novembre 1978 et mars 1983, a dévalué la roupie de plus de 50 % par rapport au dollar. Le Nigéria, lui, s'est refusé à toute dévaluation du naira malgré l'appréciation rapide de son taux de change réel. Il a en outre beaucoup emprunté sur la foi de ses futures recettes pétrolières. En 1982, son taux de change réel avait plus que doublé par rapport à 1970-72.

Une autre différence entre les deux pays est la part des dépenses publiques consacrée à l'agriculture. Au Nigéria, elles ont beaucoup augmenté, mais presque tout est allé à l'enseignement primaire, aux transports et aux bâtiment et travaux publics. En Indonésie, elles ont été réparties plus également entre le développement de l'infrastructure physique, l'éducation, les industries à forte intensité de capital et le développement de l'agriculture, en particulier de la riziculture.

Depuis quelques années, le Nigéria s'efforce d'améliorer les mesures d'incitation et de stimuler les investissements dans l'infrastructure et les services de vulgarisation agricoles. Cependant, la production continue de stagner. Le redressement de l'agriculture après son déclin exigera une hausse soutenue des prix agricoles réels, une politique de vérité des changes et des programmes d'appui agricole de plus en plus efficaces.

dont la politique a été plus favorable à leurs producteurs. Le Ghana et le Nigéria ont vu s'amoindrir leur part du marché du cacao (Tableau 4.5). Au début des années 60, le Nigéria et le Zaïre exportaient davantage d'huile de palme que les principaux producteurs asiatiques; dès le début des années 80, les exportateurs asiatiques s'étaient emparés de plus de 90 % du marché mondial de ce produit. Au début des années 80, la part de l'Égypte sur le marché mondial du coton avait diminué de moitié par rapport au début des années 60. Sri Lanka a vu sa part du marché mondial du thé tomber du tiers au début des années 60 à un cinquième au début des années 80. En revanche, la part du Kenya, qui a encouragé ses producteurs,

est passée de moins de 3 % à plus de 9 % au cours de la même période (Encadré 4.6).

Nombreux sont ceux qui pensent que, parce que sur la longue période les prix des denrées et des matières premières tendent à baisser, il n'est pas rentable d'investir dans l'agriculture, et à plus forte raison dans les produits primaires, et que les planificateurs devraient songer à autre chose. Cette opinion est fautive pour plusieurs raisons. Tout d'abord, le fléchissement à long terme des prix réels des produits de base a coïncidé avec le progrès technique dans les pays en développement, progrès qui a lui-même contribué à ce fléchissement. Pour les pays qui ont encouragé la modernisation des méthodes d'exploitation, tels que la Thaïlande dans le domaine du caoutchouc et la Malaisie dans celui de l'huile de palme, la spécialisation dans les exportations de produits primaires demeure profitable. Deuxièmement, si le taux de rentabilité de l'investissement agricole, en dépit des progrès techniques, tombe à des niveaux insuffisants, il sera temps pour les pays intéressés de réorienter l'affectation de leurs ressources. Cette réorientation devrait se produire naturellement, en réponse aux clignotants du marché signalant les avantages ou désavantages économiques qu'il y a à poursuivre les investissements. Il n'appartient pas aux autorités de forcer les choses en imposant des taxes à l'exportation excessives ou par d'autres moyens qui risquent de se retourner contre elles.

COUT DE LA PROMOTION DES AGROINDUSTRIES. Il arrive que les pays en développement subventionnent les exportations agroindustrielles afin de neutraliser les effets de l'escalade des droits de douane dans les pays industriels (Chapitre 6). Ces subventions peuvent être accordées soit directement, sous forme de crédits à des taux bonifiés aux industries de transformation, soit indirectement, sous forme de réductions du coût des matières premières locales par le contingentement ou la taxation de leur exportation. L'imposition systématique des matières premières afin d'assurer la viabilité financière des industries de transformation est largement pratiquée par de nombreux pays dont, par exemple, le Ghana et la Tanzanie. Bien qu'elle puisse réduire les coûts financiers des activités de transformation, le véritable coût des subventions est supporté par les pays en développement eux-mêmes.

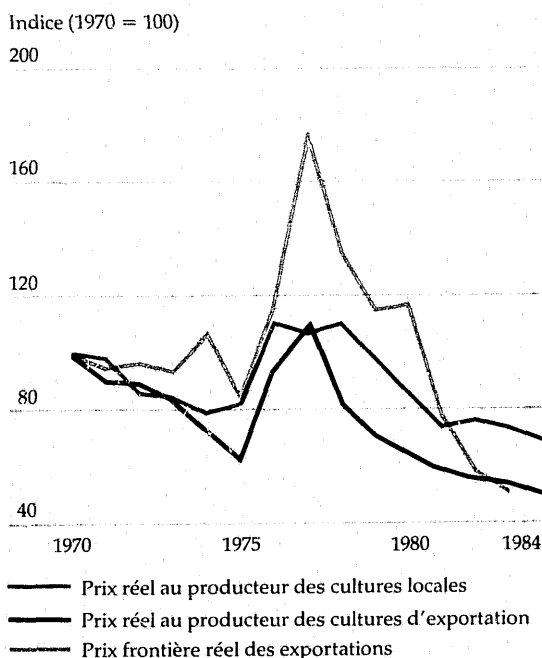
L'expansion de l'industrie de traitement du soja au Brésil illustre la manière dont le versement de subventions aux agroindustries peut aller à l'en-

Encadré 4.5 Prix et commercialisation des produits agricoles en Tanzanie

En Tanzanie, le gouvernement contrôle la plupart des aspects de la commercialisation des produits agricoles. Les coopératives commerciales, qui relèvent d'offices nationaux de commercialisation des cultures, ont commencé à prendre la place des négociants privés au cours des années 60. Entre 1973 et 1976, dix organismes publics ont été créés pour acheter, traiter et commercialiser 27 produits agricoles cultivés à grande échelle et 15 autres de moindre importance. Dans la plupart des cas, seuls les circuits officiels avaient le droit d'écouler l'excédent de ces cultures. Le gouvernement fixait les prix à la production avant le début de chaque campagne sans tenir compte des différences de frais de transport, et souvent à un niveau uniforme pour l'ensemble du pays.

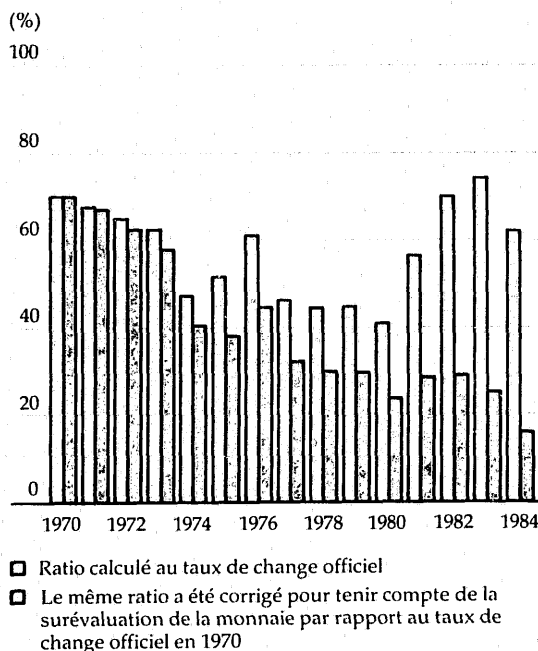
Certains des effets de cette politique sont illustrés dans la Figure 4.5A. Les prix nominaux officiels changeaient par bonds imprévisibles au bout de quelques années, faisant fluctuer les prix réels versés aux agriculteurs, si bien que cette politique n'a même pas réussi à stabiliser les prix. Pire encore, la moyenne des prix réels à la production a fléchi brutalement entre 1970 et 1975 et, après une légère reprise en 1975-78, n'a plus cessé de diminuer. En 1984, la moyenne pondérée des prix à la production officiels était inférieure de 46 % à son niveau réel de 1970; les prix des cultures d'exportation étaient tombés à près de la moitié de leur niveau de 1970, quand bien même la moyenne pondérée des

Figure 4.5A Prix agricoles en Tanzanie, 1970-84



Source : Ellis (document de référence).

Figure 4.5B Prix à la production/prix à la frontière en Tanzanie, 1970-84



Note : Les prix représentent la moyenne pondérée de dix produits agricoles d'exportation.

Source : Ellis (document de référence).

prix des cultures de la Tanzanie sur le marché mondial en 1980 était supérieure de 17 % en valeur réelle à son niveau de 1970.

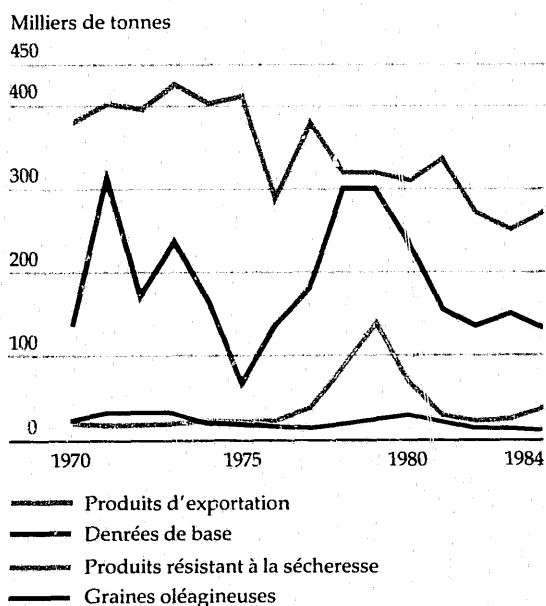
Le relèvement des taxes à l'exportation et l'augmentation des frais de commercialisation ont ramené la part de la valeur finale des ventes de cultures d'exportation allant aux agriculteurs de 70 % à 41 % en 1980, bien que ce pourcentage se soit amélioré depuis (Figure 4.5B). La gravité de la situation n'apparaît pleinement que si l'on corrige ces chiffres, fondés sur les taux de change officiels, pour tenir compte de la surévaluation de la monnaie (Figure 4.5B). En réalité, les exportations étaient encore plus pénalisées, car les producteurs de cultures vivrières pouvaient vendre leur production sur les marchés parallèles, où les prix étaient supérieurs aux prix officiels, tandis que les produits d'exportation ne pouvaient être vendus qu'à l'Etat.

La production de certaines cultures d'exportation, en particulier celle de la noix de cajou, du coton et du pyrèthre, a enregistré une chute vertigineuse pendant les années 70. Les ambitieux programmes de développement de la culture du thé et du tabac n'ont pas atteint leurs objectifs. La production de café est également demeurée stationnaire, les agriculteurs n'ayant pas de raison de rajeunir les plantations. En 1984, le

tonnage des produits d'exportation vendus par les offices de commercialisation était inférieur de 30 % à celui de 1970.

A première vue, les offices de commercialisation semblent avoir eu davantage de succès avec les denrées de base destinées au marché intérieur. En 1978-79, ils ont vendu plus de deux fois plus de céréales (en particulier de maïs) qu'en 1970 (Figure 4.5C). En effet, de bonnes récoltes ont succédé aux sécheresses de 1974 et 1975 et les prix réels à la production ont augmenté en même temps que les cours mondiaux (le niveau absolu du prix à la production du maïs atteignait cependant moins du tiers de son prix à l'importation). En 1979, les ventes de plantes xérophiles (manioc, sorgho et mil) sur le marché officiel ont été de plus de huit fois supérieures à celles de 1970 et, en 1980, celles de graines oléagineuses (arachide, sésame, tournesol et ricin) l'ont été de quelque 30 % à celles de 1970. Toutefois, un certain nombre de problèmes sont apparus : en raison de la baisse brutale des prix réels à la production des denrées locales, les organismes officiels de commercialisation ont dû recourir de plus en plus aux importations; les agriculteurs se sont tournés vers les marchés parallèles où les prix, malgré leur instabilité, étaient de très loin supérieurs aux prix officiels (Tableau 4.5 de l'encadré). En 1984, la quantité de maïs commercialisé par les circuits officiels représentait moins du tiers de son niveau record de 1979 et les organismes officiels ont commercialisé moins du tiers

Figure 4.5C Quantité commercialisée de certaines catégories de produits en Tanzanie, 1970-84



Source : Ellis (document de référence).

Tableau 4.5 Prix officiels et non officiels de divers produits agricoles dans 13 villages tanzaniens, 1979-81 (shillings tanzaniens par kilogramme)

	Prix officiel		Prix parallèle	
	1979-80	1980-81	1979-80	1980-81
Maïs	1,00	1,00	3,08	4,98
Paddy	1,50	1,75	2,31	4,23
Manioc	0,65	0,65	1,99	2,90
Sorgho	1,00	1,00	2,96	4,68
Mil	2,00	1,50	4,73	6,95

Source : Raswant (document de référence).

du riz qu'ils avaient vendu dans les années 70. Une grande partie des produits xérophiles et des graines oléagineuses a également été vendue sur les marchés parallèles. Parmi les principaux produits agricoles de la Tanzanie, il n'y a que celui dont le prix à la production est généralement demeuré supérieur au prix à l'importation, le blé, pour lequel les quantités commercialisées par les organismes officiels soient restées relativement stables.

Depuis quelques années, la Tanzanie s'efforce de réformer son système de commercialisation agricole en s'appuyant davantage sur les coopératives de village. Les particuliers peuvent maintenant transporter librement jusqu'à 500 kilos de céréales au lieu de 30 kilos; toute personne détenant des devises peut les utiliser pour importer des marchandises; et surtout, les organismes de commercialisation officiels ne contrôleront plus les prix que de 18 produits agricoles importants, au lieu d'au moins 40 comme il y a quelques années. Les mesures de contrôle du prix de détail de la farine de maïs, principal aliment de base, ont été abrogées en 1984.

L'assouplissement de la réglementation des ventes de céréales a peut-être été le principal facteur à l'origine de la hausse récente des approvisionnements en céréales ainsi que de la baisse de 50 % en valeur réelle des prix alimentaires en 1985. Mais le succès des réformes est loin d'être assuré. Beaucoup dépendra de la rapidité avec laquelle les coopératives pourront être mises en place et de la latitude dont elles jouiront pour répondre aux besoins des agriculteurs. Il est peu probable que la production agricole s'améliore sensiblement si les coopératives se révèlent n'être qu'une autre forme de monopole. Beaucoup dépendra aussi du degré de souplesse des dispositions prises pour la commercialisation des principaux produits agricoles d'exportation. Il faudrait en outre que les prix officiels soient reconnus pour ce qu'ils sont généralement dans la réalité : des prix planchers et non pas des prix d'achat fixes; que l'on parvienne à réduire le coût élevé des opérations de commercialisation du secteur public; et enfin, que le gouvernement renverse la forte tendance à la surévaluation de la monnaie enregistrée entre 1979 et 1984.

Tableau 4.5 Accroissement de la production et des exportations, et évolution de la part des exportations de cacao et d'huile de palme sur le marché mondial dans divers pays en développement, 1961-84

	Pourcentage moyen de variation annuelle de la production, 1961-84	Pourcentage moyen de variation annuelle des exportations, 1961-84	Part des exportations sur le marché mondial	
			1961-83	1982-84
<i>Cacao</i>				
Afrique	0,1	-0,6	80,0	64,1
Cameroun	1,5	0,5	6,8	6,9
Côte d'Ivoire	7,3	6,0	9,3	26,3
Ghana	-3,7	-4,2	40,1	14,4
Nigéria	-2,0	-1,9	18,0	11,2
Amérique latine	3,2	0,9	16,7	18,5
Brésil	4,5	2,7	7,3	10,9
Equateur	2,5	2,2	3,2	2,6
<i>Huile de palme</i>				
Afrique	1,8	-6,4	55,8	1,9
Nigéria	1,4	-23,6	23,3	0,2
Zaïre	-1,8	-15,5	25,1	0,1
Asie	15,0	14,8	41,8	95,0
Indonésie	9,7	6,2	18,4	8,2
Malaisie	19,0	18,0	17,9	70,6

Encadré 4.6 Taxation des exportations et situation de monopole

Les pays qui détiennent une part importante du marché d'un produit d'exportation peuvent influencer sur les cours mondiaux, au moins pendant un moment. Toutefois, en voulant taxer l'étranger, le gouvernement risque fort de finir, en réalité, par taxer trop lourdement les agriculteurs nationaux. Il s'ensuit souvent une stagnation ou un déclin des cultures d'exportation.

Le cacao au Ghana

La politique des prix du cacao appliquée par le Ghana illustre cette situation. Depuis 1950, l'Office de commercialisation du cacao détient le monopole de l'achat, du transport et de l'exportation du cacao. Il s'en est servi pour taxer lourdement les ventes à l'exportation.

Tableau 4.6A Incitations de prix relatives dans le secteur du cacao au Ghana, au Togo et en Côte d'Ivoire, 1965-82

	Prix au Ghana/prix au Togo	Prix au Ghana/prix en Côte d'Ivoire
1965	0,97	0,97
1970	0,56	0,60
1975	0,74	0,48
1980	0,23	0,18
1981	0,36	0,26
1982	0,40	0,30

Parallèlement, le gouvernement a maintenu la parité de la monnaie à un niveau élevé; on estimait en 1979 que le taux de change réel était supérieur de 347 % à ce qu'il était en 1972. Le résultat a été que les droits d'exportation effectifs, qui atteignaient déjà 54,3 % durant la seconde moitié des années 60, sont passés à 88,9 % pendant la seconde moitié des années 70. Les prix au producteur étaient très inférieurs à ceux des autres pays d'Afrique de l'Ouest (Tableau 4.6A). La part du Ghana sur les marchés d'exportation, qui était de 40 % en 1961-63, n'était plus que de 18 % en 1980-82, alors que pendant la même période celle du Togo s'est légèrement accrue et celle de la Côte d'Ivoire est passée de 9 % à 29 %. L'augmentation de l'excédent exportable de ce pays n'aurait pas, à elle seule, permis un tel bond mais, les prix y étant plus élevés, il y entrerait de grosses quantités de cacao ghanéen en contrebande.

Le thé à Sri Lanka

Sri Lanka était en mesure d'influer très fortement sur les cours mondiaux du thé au début des années 60. En 1961-63, sa part des exportations mondiales de thé représentait 33 %, et son créneau sur le marché était depuis longtemps établi. La part du Kenya n'était alors que de 2,6 %. Un certain nombre de facteurs ont joué, mais il est à remarquer que les deux pays ont suivi une politique des prix extrêmement différente. A Sri Lanka, les taxes à l'exportation dépassaient en moyenne 50 % vers la fin des années 70; depuis, elles

contre du but recherché. Le développement de la production de soja au Brésil mérite d'être relaté : à partir d'une base très réduite vers la fin des années 60, la production de soja a progressé si rapidement que, dès le début des années 80, le Brésil produisait près de 19 % de la récolte mondiale de soja. L'expansion des opérations de traitement du soja a été encore plus rapide. Avant 1970, les installations de traitement du soja se composaient d'un grand nombre de petites et de moyennes unités, dont la capacité totale de traitement représentait 800.000 tonnes. En 1980, cette capacité avait été portée à 20 millions de tonnes, soit environ 160 % de la production intérieure du soja. Le Brésil a commencé à importer des graines de soja pour les transformer. En 1984, plus de 63 % de la production de soja du pays était exportée, dont 6 % seulement sous forme brute.

Cet accroissement de la capacité de traitement peut être attribué à la politique instaurée au début

des années 70, qui a consisté à subventionner largement le crédit, à contrôler et imposer les exportations de soja non traité, à interdire les importations d'huile et de tourteaux de soja, et à verser aux industries de transformation des subventions à l'exportation. Entre 1976 et 1984, l'écart entre les prix frontière de l'huile et des tourteaux de soja et ceux du soja à l'état brut n'était pas suffisant pour couvrir le coût des opérations de traitement. Si l'on évalue les graines de soja non traitées à leur prix sur le marché mondial, les activités de transformation se sont en fait soldées par des pertes de devises. Par suite des mesures prises par le gouvernement pour encourager l'industrie de traitement du soja, l'économie du pays a perdu environ 1,7 milliard de dollars entre 1976 et 1984. Sans l'octroi de subventions directes et indirectes, l'expansion de la capacité de traitement aurait été plus limitée, car le secteur privé se serait rendu compte du véritable coût des opérations de traitement et des risques de mouvements défavorables des cours mondiaux.

Tableau 4.6B Taux de taxation du thé au Kenya et à Sri Lanka en 1985
(pourcentage)

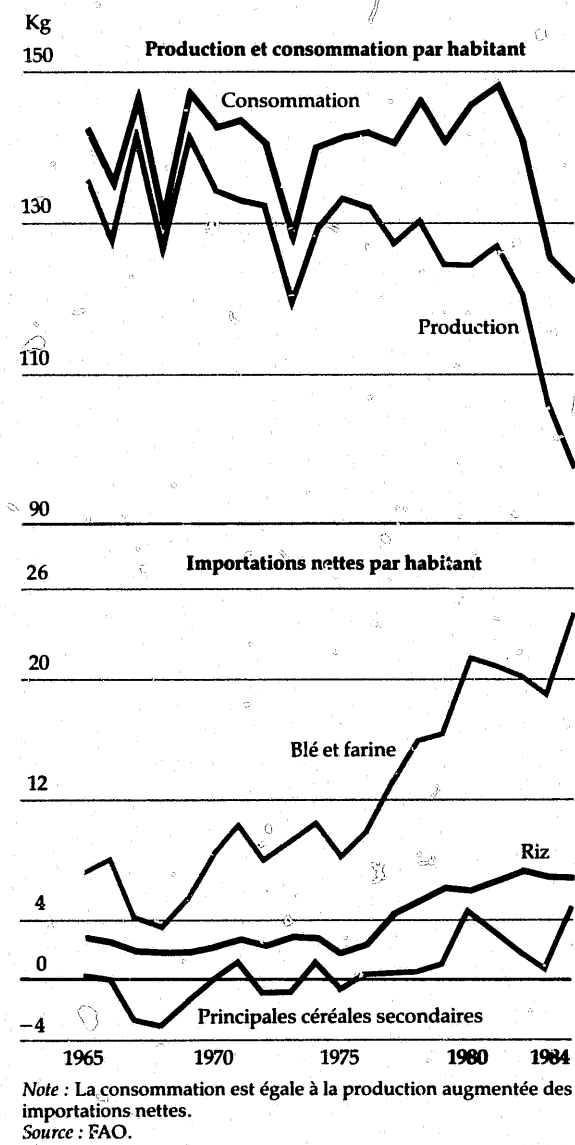
Prix f.o.b. (dollars par kg)	Kenya		Sri Lanka	
	Taux de taxation moyen	Taux de taxation marginal	Taux de taxation moyen	Taux de taxation marginal
1,20	0,00	0	22,4	0
1,80	2,83	10	14,9	0
2,40	2,59	15	27,7	50
3,00	8,17	20	32,2	50
3,60	10,66	25	35,2	50
4,20	13,10	30	37,3	50
4,80	14,92	25	38,9	50

tourment aux alentours de 35 %. Au Kenya, elles ont été beaucoup plus modérées. Dans le Tableau 4.6B, on compare les taux d'imposition en 1985 pour différents cours mondiaux. La taxe appliquée par Sri Lanka absorbe presque tout l'excédent par rapport au coût de production estimatif. En revanche, les producteurs kenyens conservent la majeure partie des profits. Lorsque le cours mondial du thé est de 2,4 dollars le kilo, les taux de taxation à Sri Lanka sont de dix fois supérieurs à ceux du Kenya. A 3,6 dollars le kilo, ils restent plus de trois fois supérieurs. En 1980-82, la part de Sri Lanka sur le marché était tombée à 19 %; celle du Kenya, qui avait plus que triplé, atteignait 9 %.

COUT DE L'AUTOSUFFISANCE. Les pays en développement proclament l'autosuffisance alimentaire un objectif national d'importance cruciale. Divers moyens peuvent être utilisés pour y parvenir : obstacles aux importations, investissements publics visant à appuyer la production alimentaire, et imposition des cultures qui font concurrence aux cultures vivrières, etc. Tous ces moyens ont été employés, encore que, comme on l'a vu précédemment, on n'ait que rarement recouru à la protection systématique des produits de remplacement des importations. Il a été beaucoup plus fréquent de voir les pouvoirs défavoriser les producteurs nationaux par la fixation de prix d'achat faibles et par le jeu de la politique macroéconomique. La forte tendance à pénaliser l'agriculture a eu pour effet d'intensifier la dépendance des pays d'Afrique subsaharienne vis-à-vis des importations de produits alimentaires, en particulier de blé et de riz (Figure 4.3).

Paradoxalement, les problèmes alimentaires des pays africains sont souvent attribués au fait que ces derniers auraient accordé une importance excessive aux cultures non vivrières. Toutefois, les données portant sur les périodes 1960-70 et 1970-82 infirment cette explication. Lorsque l'expansion des cultures non vivrières a été satisfaisante, celle des cultures vivrières l'a été également. Dans 25 pays d'Afrique sur 38, la production des cultures vivrières et des autres cultures a augmenté moins rapidement au cours de la période 1970-82 que

Figure 4.3 Production, consommation et importations de céréales en Afrique subsaharienne, 1965-84



pendant les années 60. Dans six pays, ils ont continué de progresser et, dans cinq seulement, le taux de croissance de la production vivrière a augmenté alors que celui du reste de la production agricole diminuait. Ce n'est que dans deux autres pays, le Kenya et le Malawi, qui sont autosuffisants sur le plan alimentaire, que l'expansion de la production de denrées alimentaires s'est ralentie alors que celle de la production non alimentaire s'accélérait.

Les cultures d'exportation et les cultures vivrières se complètent d'autant mieux que les

agriculteurs adoptent des méthodes culturales modernes. L'agriculture moderne exige l'achat de plus d'intrants pouvant faire l'objet d'échanges internationaux. Dans la plupart des pays d'Afrique, de même que dans de nombreux autres pays en développement, ces intrants doivent être importés. Afin de se procurer les devises nécessaires, un moyen qui vient immédiatement à l'esprit consiste à intensifier les exportations de produits agricoles.

Selon toute vraisemblance, s'ils avaient adopté une politique des prix correcte, de nombreux pays en développement se seraient davantage rapprochés de l'autosuffisance. Toutefois, la question fondamentale n'est pas celle de l'autosuffisance mais celle de l'avantage comparatif. On voit mal pourquoi un pays devrait distraire, sous prétexte d'une politique d'autosuffisance alimentaire, des ressources qu'il peut utiliser avec plus de profit à des activités — agricoles ou autres — à vocation exportatrice. Au Chili, par exemple, les exportations et les importations de produits agricoles ont enregistré simultanément une augmentation spectaculaire par suite du réaligement des prix intervenu au début des années 70 (Chapitre 5). Mais, comme on le montre dans l'Encadré 4.7, l'autosuffisance est un objectif non économique qui conserve de nombreux partisans, et certains pays sont prêts à de gros sacrifices pour y parvenir.

COUT ECOLOGIQUE. La protection de l'environnement est devenue, depuis quelque temps, un souci majeur, en particulier du fait de l'érosion des terres arables dans les pays d'Afrique subsaharienne. Bien qu'on s'en rende rarement compte, la politique des prix des pays en développement peut, là aussi, jouer un rôle important. Lorsque leur travail cesse d'être rentable, les agriculteurs n'ont plus de raison de prendre soin de leur terre. En outre, les cultures n'ont pas toutes les mêmes effets sur la conservation des sols et la politique des prix a parfois pour résultat d'exacerber l'érosion du sol en encourageant les agriculteurs à faire de mauvais choix. Sur les versants des collines de Haïti, par exemple, le café et les autres cultures arbustives retiennent le sol bien mieux que les cultures de plein champ. Le fait de taxer davantage la production de café que celle des cultures de plein champ a malheureusement eu pour résultat accessoire d'aggraver l'érosion du sol. Ce phénomène est examiné dans l'Encadré 4.8.

RAMIFICATIONS INTERSECTORIELLES. Nous avons jusqu'à présent considéré surtout le coût pour

l'agriculture de la discrimination dont elle est victime. Toutefois, on peut se demander si les sacrifices dans le domaine de la production agricole sont compensés par l'expansion dans d'autres secteurs.

Les effets d'une mauvaise politique dans un secteur déterminé ne se limitent jamais à ce seul secteur. L'expérience de plusieurs dizaines d'années suggère qu'une agriculture bien portante est es-

Encadré 4.7 L'autosuffisance alimentaire en Asie

La plupart des pays d'Asie proclament que l'autosuffisance alimentaire est un objectif important de leur politique et un grand nombre d'entre eux ont réalisé cet objectif ou s'en approchent. En Inde, la production de blé a été fortement excédentaire en 1985. En Indonésie, les récoltes de riz ont permis de satisfaire les besoins en 1984 et en 1985. Le Bangladesh a fortement réduit ses importations de céréales au cours des années 80. La Chine, grosse importatrice de céréales alimentaires durant les années 70, est devenue excédentaire pendant les années 80. Ces réussites sont le fruit de l'adoption de nouvelles variétés et de nouvelles techniques par les agriculteurs asiatiques et de l'amélioration de la politique agricole.

En Asie du Sud et du Sud-Est, la superficie irriguée a augmenté de plus de 22 millions d'hectares entre 1966 et 1982, passant ainsi de 20 % du total des terres agricoles à plus de 28 %. Vers la fin des années 70, les variétés modernes de riz occupaient 80 % des terres rizicoles en Chine, plus de 70 % aux Philippines et à Sri Lanka, et plus de 50 % en Indonésie et au Pakistan. Les variétés modernes de blé couvrent les deux tiers des superficies emblavées en Inde. Entre 1966 et 1982, la consommation totale d'engrais a plus que sextuplé en Asie du Sud-Est et plus que quadruplé en Asie du Sud.

Toutefois, ces succès ne signifient pas nécessairement que l'autosuffisance soit toujours souhaitable. Le pays risque de sacrifier des gains substantiels qu'il aurait pu tirer des échanges commerciaux. C'est ce qu'on a pu observer en Chine, lorsque chaque province était censée produire elle-même les céréales alimentaires dont elle avait besoin. La même situation peut se produire si un pays restreint ses échanges avec l'étranger. Prenons le cas de Sri Lanka, où les dépenses consacrées à la recherche, la politique des prix, les subventions aux intrants agricoles et les investissements dans l'irrigation visent à assurer l'autosuffisance dans le domaine du riz. Bien des éléments de cette politique étaient souhaitables mais, d'un point de vue économique, elle a peut-être été poussée trop loin. Le prix de soutien garanti aux producteurs de paddy, qui est fixé de manière à leur offrir un bénéfice raisonnable, était de 65 roupies par boisseau en 1983. Il est nettement inférieur, dans certaines zones, au coût économique de la production de riz, qui inclut les subventions aux intrants agricoles. Si l'on tient compte uniquement des subventions à l'achat d'engrais, le coût économique est d'environ 79 roupies par boisseau. Toutefois, la subvention la plus importante va à l'irri-

gation. Dans les secteurs du réseau d'irrigation du Mahaweli où les coûts sont les plus élevés, les dépenses d'aménagement représentent près de 1 million de roupies par hectare (environ 42.500 dollars). La médiane est à peu près deux fois moindre. En supposant des rendements à l'hectare de 400 boisseaux (pour deux récoltes) et un coût d'opportunité de 10 %, le coût économique du riz s'élèverait à environ 250 roupies par boisseau dans les zones à coût élevé et à environ 165 roupies par boisseau dans les zones médianes. En Birmanie, par contre, les agriculteurs produisent du paddy de meilleure qualité pour 25 roupies par boisseau. Même si l'on tient compte des fortes subventions à l'achat d'engrais en Birmanie et du fait qu'une partie des dépenses du réseau du Mahaweli est affectée à d'autres activités, l'écart entre les coûts de production marginaux, à Sri Lanka et en Birmanie, demeure considérable.

Le fait que de nombreux pays ne retirent pas des échanges commerciaux tous les gains qu'ils pourraient espérer tient à toute une série de raisons. En premier lieu, il ne leur est pas toujours possible de trouver à importer à des prix reflétant les coûts économiques marginaux de production dans les pays exportateurs bon marché. C'est ainsi qu'en Birmanie, les exportations sont un monopole d'Etat et que les prix à l'exportation sont très supérieurs aux coûts économiques de production, de traitement et de commercialisation. La Thaïlande a souvent relevé sa taxe à l'exportation sur le riz en période de cours mondiaux élevés, par exemple en 1973-75. Ce genre de politique a encouragé la substitution aux importations dans les pays où la balance commerciale est déficitaire. En deuxième lieu, et à l'inverse, la politique de restrictions aux importations dans les pays importateurs décourage les investissements dans la riziculture par les exportateurs. Les subventions aux exportations de riz versées par les pays industriels ont aussi pour effet de dissuader les pays à faible coût d'augmenter leur production. Troisièmement, le coût élevé de l'autosuffisance a souvent été supporté par des dons ou des prêts concessionnels provenant des donateurs. Considérés séparément, il se peut qu'un grand nombre d'éléments de la politique suivie par chaque pays aient été logiques mais, pris en bloc, ils se conjuguent pour faire obstacle à l'avènement d'une agriculture mondiale bien intégrée, capable de tirer tout le parti possible des échanges commerciaux.

Encadré 4.8 La politique des prix agricoles et l'environnement : le cas d'Haïti

Son PNB par habitant d'environ 370 dollars en 1985 fait d'Haïti le pays le plus pauvre de l'hémisphère occidental. C'est également l'un des plus densément peuplés : 5,3 millions d'habitants sur une superficie totale de 2.800 kilomètres carrés. Une grande partie du pays est montagneuse. Cinquante pour cent des terres ont une pente supérieure à 40 degrés et doivent, pour des raisons écologiques, être laissées à la forêt. La seconde moitié est cultivée ou couverte de pâturages naturels. La dimension des exploitations agricoles, au nombre de 600.000, ne cesse de s'amenuiser; plus de 65 % d'entre elles ont moins de 1 hectare. Une proportion de plus en plus forte des terres doit être consacrée à la satisfaction des besoins alimentaires locaux, au détriment des cultures commerciales, en particulier celles du café et du cacao. La pratique par les petits exploitants des cultures intercalaires selon les méthodes traditionnelles, qui exigent peu d'intrants modernes, est très répandue.

La montée de la pression démographique, l'abattage des forêts pour le bois de feu et le bois d'oeuvre et l'expansion des cultures vivrières sur les collines ont entraîné une très forte érosion du sol. La surpopulation a également eu pour conséquence une diminution de la viabilité des exploitations agricoles et de la production par habitant et une aggravation de la pauvreté rurale, de la malnutrition, de l'exode rural et de l'émigration.

Les causes de cette situation sont complexes : il s'agit tout à la fois de phénomènes traditionnels hors marché et de la politique des prix agricoles et de la politique commerciale du gouvernement. Pour les petits paysans, l'omniprésence d'une administration et d'une fiscalité non officielles et souvent de type féodal, l'insécurité de jouissance et l'absence de véritable appui technique de la part du gouvernement sont autant de désincitations à produire. Pour les grandes exploitations, l'absentéisme est de règle.

Depuis quinze ans, la politique des prix agricoles et la politique commerciale tiennent de moins en moins compte de l'avantage comparatif dont jouit le pays pour la production de café et de cacao par rapport à celle du maïs, du sorgho et du riz. Les prix intérieurs de ces denrées de base ont été maintenus au-dessus du niveau de parité par le contingentement des importations. Parallèlement, le gouvernement a poursuivi sa politique traditionnelle de taxation des exportations de café et de cacao. Depuis cinq ans, le rapport entre les prix intérieurs à la production et les prix frontière aux taux de change officiels a été de l'ordre de 0,5 pour le café et de 1,3 pour le maïs, le sorgho et le riz. Du fait de la détérioration de la valeur réelle de la gourde haïtienne par rapport au dollar des Etats-Unis, les produits de base sont moins protégés et le café taxé plus fortement qu'il ne paraît.

La taxation du café et d'autres cultures commerciales a eu des conséquences préjudiciables sur la croissance du revenu et sa répartition, sur la nutrition et sur la conservation des ressources non renouvelables. L'érosion du sol a atteint des proportions catastrophiques. Près de 15.000 hectares de terres cultivées sont détruits par l'érosion chaque année. Presque 1,1 million d'hectares ont perdu leur couche arable et sont retournés à l'état sauvage. La végétation y est rare ou inexistante. Les caféiers, qui conviennent écologiquement aux versants des collines autrefois boisées, sont progressivement remplacés par le maïs et le sorgho, qui ne retiennent pas aussi bien le sol.

Une vaste gamme de mesures sociales et économiques devront être prises si l'on veut stimuler les investissements, la production et la conservation des ressources dans les zones rurales. Il faudrait y inclure une réforme de la politique des prix agricoles et de la politique commerciale pour qu'une croissance à long terme du secteur soit possible.

sentielle à la croissance de l'économie nationale. Taxer l'agriculture afin d'orienter les ressources vers le secteur industriel aura pour conséquence de retarder la croissance agricole, de faire baisser la production alimentaire intérieure ainsi que l'approvisionnement de l'industrie en matières premières, et de réduire la demande de produits industriels. A long terme, cette situation est préjudiciable à l'évolution des activités agricoles et industrielles. A quelques exceptions près, telles que les pays exportateurs de pétrole et de minéraux, les pays dont la croissance agricole est faible ont une croissance industrielle faible et ceux dont la croissance agricole est forte ont une croissance

industrielle forte (Figure 4.4). Les liens étroits qui relient l'agriculture à la croissance et à l'ensemble de l'économie signifient que le secteur agricole n'est pas seul à supporter le coût des mesures qui le défavorisent.

Le rôle de l'expansion agricole dans le processus d'industrialisation a été observé de façon très précise en Angleterre, où la révolution industrielle a pris naissance; le même phénomène s'est produit au Japon entre le début de l'ère Meiji, en 1868, et la première guerre mondiale. Les transferts considérables de capitaux et de main-d'oeuvre de l'agriculture aux autres secteurs de l'économie ont fortement contribué au développement industriel du

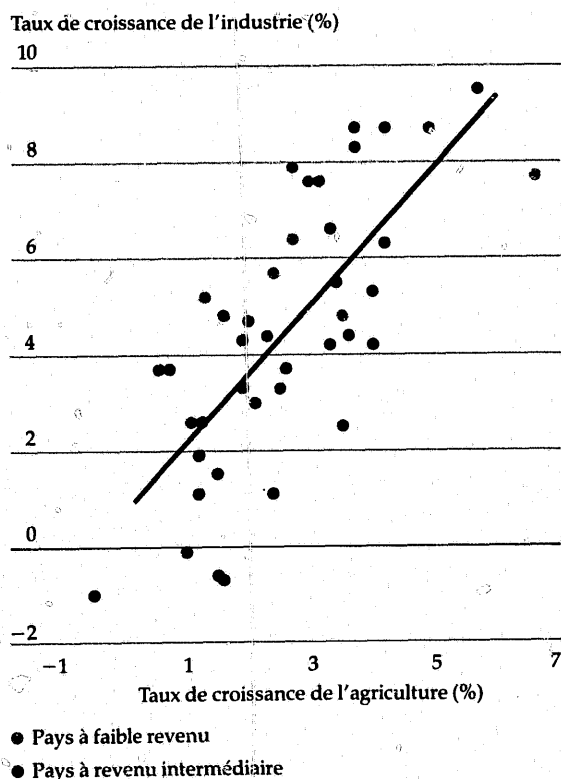
Japon mais, par ailleurs, ces transferts ont coïncidé avec un accroissement de la productivité agricole. Le cas du Japon présente un intérêt particulier pour les pays en développement, car les acteurs en ont été des paysans qui ne possédaient que de petites parcelles et il n'y a pas eu de manipulation des termes de l'échange au détriment de l'agriculture (Encadré 4.9).

L'industrialisation des pays à croissance économique rapide de l'Asie de l'Est suit de près le modèle japonais et une croissance agricole rapide étaye l'expansion industrielle. Des études récentes sur les pays en développement montrent également que la croissance agricole et la croissance industrielle se complètent. En Inde, une augmentation d'un point de pourcentage du taux de croissance agricole s'accompagne d'une progression de 0,5 point de la croissance industrielle et d'environ 0,7 point du revenu national. L'agriculture est liée à l'industrie par le biais des achats d'articles manufacturés effectués dans les zones rurales. L'accroissement de la production agricole entraîne une augmentation des revenus des

ménages et des recettes de l'Etat, ainsi que de la demande de biens de consommation. En Inde, bien que le revenu par habitant soit plus élevé dans les villes que dans les campagnes, la dimension du marché des articles manufacturés est plus importante en termes absolus dans les zones rurales. En outre, les villageois consacrent une si grande partie de tout revenu supplémentaire à l'achat d'articles manufacturés que toute hausse des revenus agricoles exerce un effet d'entraînement considérable sur la demande de produits industriels. Les études réalisées dans d'autres pays confirment l'importance de cette corrélation. Aux Philippines, dans la province de Nueva Ciga, une augmentation de 1 % des revenus agricoles se traduit par une augmentation de 1 à 2 % de la valeur ajoutée dans la plupart des secteurs non agricoles de l'économie locale. En Malaisie, dans le district de Muda, tout accroissement de 1 dollar de la production agricole entraîne indirectement une augmentation de 80 cents de la valeur ajoutée dans le reste de l'économie villageoise.

Les stratégies d'industrialisation qui reposent sur l'instauration de barrières protectionnistes élevées et sacrifient l'agriculture ne tiennent pas compte des leçons de l'histoire. Bien qu'il soit exact que la part de l'agriculture dans le revenu national diminue à long terme, les transferts de ressources hors du secteur agricole devraient être l'aboutissement naturel de l'accroissement de sa productivité, et non le résultat de mesures fortement discriminatoires.

Figure 4.4 Croissance annuelle moyenne de l'agriculture et l'industrie dans les pays en développement, 1973-84



L'agriculture en tant que source de recettes fiscales

Dans de nombreux pays en développement, le secteur agricole constitue la matière imposable la plus importante et il est inévitable de le faire participer au financement des dépenses publiques dans l'agriculture elle-même et dans d'autres secteurs. Il n'est pas question de mettre en doute le principe même d'une imposition, mais de savoir comment les pays en développement peuvent éviter que son coût soit excessif.

Que les recettes fiscales aillent dans les caisses du gouvernement central, d'une collectivité publique ou d'un organisme parapublic, le montant des dépenses qu'elles doivent financer est bien trop souvent déterminé avant même que les mesures fiscales n'aient été arrêtées. L'erreur la plus répandue consiste à partir de l'hypothèse qu'il faut se procurer tel ou tel montant de recettes. La politique en matière de dépenses publiques et la poli-

Encadré 4.9 La taxation de l'agriculture au Japon

La contribution apportée par l'agriculture au miracle économique japonais illustre le rôle de l'agriculture dans le développement. En apparence, l'agriculture japonaise présentait un grand nombre des caractéristiques qui sont en évidence aujourd'hui dans les pays en développement. Durant la plus grande partie du siècle dernier, et jusqu'à la fin de la deuxième guerre mondiale, date à partir de laquelle l'agriculture a bénéficié d'une forte protection, son taux de croissance est resté inférieur à 2 % par an. Des capitaux considérables ont été transférés du secteur agricole à d'autres secteurs de l'économie. On pense que le régime fiscal agricole a joué un rôle important dans ce phénomène mais, en réalité, les enseignements à tirer de l'expérience du Japon sont plus complexes.

Les sorties nettes de capitaux hors de l'agriculture ont été particulièrement importantes durant les vingt-cinq premières années du développement du Japon (Tableau 4.9A). Elles ont représenté 27 % de la formation brute de capital non agricole entre 1888 et 1902 et

23 % entre 1903 et 1922. Durant la première période, les deux tiers environ des transferts de capitaux ont été effectués au profit du secteur public, mais cette proportion est tombée à un quart seulement pendant la période suivante. Il ne semble donc pas que les transferts fiscaux aient joué pendant très longtemps un rôle prépondérant dans la réaffectation du capital, mais il ne fait aucun doute que la taxation de l'agriculture a été un facteur important dans les premières années du développement.

Ces transferts de fonds vers le secteur public ne sont toutefois qu'un des éléments de la situation. Il faut également tenir compte de l'exode de la main-d'œuvre rurale. C'est aux paysans qui avaient quitté la terre avec leur famille qu'on doit les deux tiers de l'accroissement de la main-d'œuvre non agricole entre 1888 et 1900 et les quatre cinquièmes pendant les vingt années suivantes (Tableau 4.9B). Les modèles économiques qui simulent ce qui se serait produit en l'absence de transferts soit de capitaux, soit de main-

Tableau 4.9A Mouvements des capitaux du secteur agricole vers les autres secteurs, 1888-1937

	Mouvements nets vers le secteur public		Mouvements nets vers le secteur privé	
	Mouvements de capitaux (millions de yen)	Pourcentage des investissements non agricoles	Mouvements de capitaux (millions de yen)	Pourcentage des investissements non agricoles
1888-1902	36	18	19	9
1903-1922	65	6	198	17
1923-1937	-37	-2	-30	-1

Source : Ueno (document de référence).

tique fiscale doivent être envisagées conjointement. Les dépenses publiques s'accompagnent fréquemment des gaspillages considérables — par exemple, lorsqu'elles servent à financer certains projets industriels inefficaces et à forte intensité de capital dans le cadre de stratégies d'industrialisation forcée. D'autre part, comme on le montrera dans le chapitre suivant, on peut s'interroger sur le rapport coût-efficacité de programmes qui concernent plus immédiatement le secteur agricole. Outre qu'ils devraient envisager la possibilité de réduire le montant total des recettes tirées de l'agriculture, les gouvernements devraient aussi diriger leur attention vers la forme que prend la taxation.

Les sections précédentes ont permis de se faire une idée du coût très élevé des mesures d'imposition de l'agriculture. Il tient à deux raisons. En premier lieu, les gouvernements s'en remettent

très largement, pour prélever des recettes sur le secteur agricole, à des taxes à l'exportation ou à la politique des prix d'organismes de commercialisation des produits d'exportation, pensant qu'il serait trop difficile de prélever des impôts directs dans les zones rurales. Et deuxièmement, les taux frappant certains produits d'exportation sont souvent élevés. Comme on l'indique dans l'Encadré 4.10, le taux d'accroissement des pertes de revenu national réel dues aux taxes à l'exportation monte plus vite que le taux d'accroissement des taxes. Ces pertes sont désignées par les économistes sous des noms différents, tels que «coûts économiques» ou «pertes pour l'économie».

Le moyen de remédier au coût élevé des taxes à l'exportation serait d'utiliser d'autres instruments ou, si elles sont inévitables, d'en abaisser le taux. Il est indispensable pour les pays en développement de trouver des moyens d'imposer efficacement

Tableau 4.9B Mouvements intersectoriels de la main-d'oeuvre dans l'économie japonaise, 1888-1940

	Exode de la main-d'oeuvre agricole (millions de personnes)	Accroissement de la main-d'oeuvre non agricole (millions de personnes)	Apport de l'agriculture (pourcentage)
1888-1900	1,5	2,3	67
1900-1920	3,7	4,7	79
1920-1940	3,7	7,3	51

Source : Ueno (document de référence).

d'oeuvre indiquent lequel de ces deux facteurs a joué le rôle le plus important dans le processus de développement. Les études portent sur les périodes 1907-37 et 1955-68. Elles font ressortir que c'est la migration de la main-d'oeuvre et non pas, comme on le pense généralement, les flux d'épargne qui a eu la plus forte incidence. Etant donné que les apports de capitaux vers le secteur privé l'ont emporté sur les apports de capitaux à destination du secteur public tout au long des deux périodes considérées, il semblerait que ni les apports de capitaux ni le régime fiscal n'aient joué un rôle de premier plan dans la réussite japonaise. Toutefois, cette conclusion n'est pas nécessairement exacte en ce qui concerne le premier quart du siècle de développement japonais, époque où les transferts de ressources par le jeu de la fiscalité ont été les plus importants. Il se pourrait que le secteur public ait joué un rôle important avant que le secteur privé n'ait été en mesure de répartir l'épargne privée entre différents secteurs de l'économie.

La nature du mécanisme fiscal utilisé au Japon a été un autre facteur très important. Contrairement à ce qui se passe aujourd'hui dans de nombreux pays en développement, les impôts étaient prélevés sous forme d'un impôt foncier direct. Ainsi, les agriculteurs n'étaient pas découragés par une baisse des prix. Au contraire, les termes de l'échange de l'agriculture se sont généralement améliorés entre 1888 et les années 30, avant de devenir légèrement défavorables sous l'influence de l'accroissement de l'offre de produits agricoles en provenance des colonies japonaises. En outre, les impôts agricoles étaient faibles par rapport à ceux qui sont perçus de nos jours dans la plupart des pays en développement. Comme le montre le Tableau 4.9C, la charge fiscale représentait moins de 7 % de la production brute et moins de 9 % de la valeur ajoutée; elle n'a cessé de diminuer tout au long de la période considérée.

Tableau 4.9C La charge fiscale en pourcentage de la production et de la valeur ajoutée du secteur agricole au Japon, 1888-1937

	Imposition directe en pourcentage de la production brute	Imposition directe en pourcentage de la valeur ajoutée
1888-1902	6,8	8,6
1903-1922	5,8	7,2
1923-1937	5,1	6,4

Note : La valeur ajoutée est égale à la production brute moins la valeur des intrants en prix courants.

Source : Ueno (document de référence).

l'agriculture, mais ils doivent éviter de la pénaliser de la manière que l'on vient de décrire par des taux trop élevés. En ce qui concerne les produits de base, il est préférable d'imposer les consommateurs plutôt que les producteurs. La perception de droits de consommation indirects sur des produits déterminés et de taxes à la valeur ajoutée frappant un vaste éventail d'activités, qui ont pour résultat de faire peser la charge fiscale sur les produits destinés à la consommation, offre aux pouvoirs publics un moyen commode de se procurer des recettes fiscales substantielles sans compromettre pour autant l'efficacité de la production. Leur mise en recouvrement au stade de la vente au détail dépasse peut-être les capacités administratives de la plupart des pays en développement, mais les taxes sur les biens de consommation sont régulièrement perçues au point d'importation ou à la sortie de l'usine. Dans la mesure où ce sont surtout des

groupes de population relativement riches qui consomment ces produits, cette formule contribue par ailleurs à la progressivité générale du régime fiscal. L'institution d'un système généralisé de droits de consommation peut être un moyen d'éviter une imposition excessive de la production agricole.

Les impôts directs permettent d'éviter les taxes à l'exportation ou à la production. L'impôt foncier est une formule qui a été appliquée avec succès dans le passé. Dans la mesure où il est acquitté quelle que soit l'utilisation des terres, il ne décourage pas autant l'accroissement de la productivité que la taxation qui déprime les prix. L'expérience du Japon montre comment, par l'impôt foncier, on parvient à réduire les distorsions engendrées par la fiscalité (Encadré 4.9). En l'occurrence, le taux d'imposition était également modéré, représentant moins de 7 % de la valeur ajoutée agricole dans un secteur qui bénéficiait

Encadré 4.10 Le coût des taxes à l'exportation pour l'économie

On appelle «coût pour l'économie» les pertes de revenu national réel imputables à la fiscalité. Le coût pour l'économie d'un impôt — qui s'ajoute aux frais administratifs et de recouvrement — traduit l'effet net de cet impôt sur les producteurs, les consommateurs et sur le budget de l'Etat.

Dans le cas d'un produit d'exportation, par exemple, la taxe aura pour effet d'abaisser les prix à la production et à la consommation et de procurer des recettes au gouvernement. Aux pertes subies par les producteurs font pendant les avantages qui en résultent pour les consommateurs et le gouvernement. Le coût pour l'économie par unité de recettes obtenue est un indicateur utile. A la marge, il augmente plus que proportionnellement lorsque le taux d'imposition est relevé.

Afin d'illustrer ce phénomène, supposons que les exportations d'un produit augmentent dans la même proportion que son prix, c'est-à-dire que si le prix frontière augmente de 10 %, le volume des exportations augmente également de 10 %. Sur la base de cette hypothèse, le coût pour l'économie correspondant à la

dernière unité de recettes provenant d'une taxe à l'exportation (t) est égal à $t/(1-2t)$.

Ainsi donc, si la taxe à l'exportation est de 5 %, le dernier dollar de recettes fiscales ne coûtera que 5,6 cents. Toutefois, si elle est de 40 %, le dernier dollar de recettes coûtera 2 dollars. En fait, au-delà de 50 %, les recettes totales diminuent à mesure que le taux d'imposition progresse, si bien qu'il serait absurde de le relever. Ce résultat est important pour deux raisons. Tout d'abord, il y a de fortes chances pour que la réaction de l'offre de produits d'exportation projetée au paragraphe précédent soit sous-estimée. En effet, à mesure que les prix augmentent, les producteurs produisent davantage et les consommateurs consomment moins, de sorte que l'excédent exportable augmente. En deuxième lieu, comme on le fait observer dans le texte, les taxes à l'exportation sont souvent très élevées, en particulier si l'on prend en considération le prélèvement par les organismes parapublics de marges excessives.

d'une hausse des prix relatifs. L'impôt foncier n'était d'ailleurs pas propre au Japon vers la fin du XIXe siècle et au début du XXe siècle. C'est ainsi qu'en Thaïlande, par exemple, il était à la base du régime fiscal agricole. Etant donné qu'il existait de vastes terres vacantes et que le gouvernement craignait qu'un impôt foncier ne décourage leur mise en valeur, l'impôt n'était pas levé sur des terres nouvellement mises en culture. Les taux d'imposition variaient selon la qualité du sol. Comme au Japon, les taux d'imposition sont demeurés faibles (entre 5 et 10 % de la production agricole). Le droit d'occupation était subordonné à la résidence, au travail de la terre et au règlement des impôts. Ce régime fiscal et la politique de peuplement des terres ont abouti à la mise en place d'un système de petites exploitations agricoles indépendantes toujours vivace puisque la proportion de familles sans terre et d'exploitants locaux reste faible aujourd'hui.

Malgré ses avantages, l'impôt foncier, qui a constitué à une certaine époque une source importante de recettes fiscales, est à présent plus ou moins tombé en désuétude, phénomène qui ne saurait s'expliquer uniquement par l'importance des frais d'administration et de recouvrement. Un registre des impôts fonciers n'a pas besoin d'être aussi détaillé et précis qu'un registre cadastral établissant les droits de propriété. Les progrès réa-

lisés récemment dans la production d'images par satellite et les informations disponibles sur les possibilités d'approvisionnement en eau et sur la distance par rapport aux marchés pourraient servir à établir une classification des terres valable. Etant donné les avantages de l'impôt foncier, il vaudrait certainement la peine d'engager des dépenses pour obtenir les renseignements voulus. Le prix des terrains peut également donner une idée de la qualité de différents types de terres.

Toutefois, un impôt foncier généralisé n'est pas la seule solution de rechange à l'imposition des produits de base. D'autres possibilités existent dans la plupart des pays. Par exemple, lorsque l'unité contribuable est aisée à identifier et que les recettes potentielles par contribuable sont élevées, l'application du régime commun d'impôt sur le revenu est tout à la fois équitable et rentable. Ce sera l'option simple dans les pays où la production est le fait de grandes propriétés privées ou d'Etat. Au Malawi, par exemple, les grandes plantations de thé et de tabac sont depuis longtemps assujetties à l'impôt personnel sur le revenu — qui est retenu à la source — ainsi qu'à l'impôt sur le revenu des sociétés. En revanche, ces plantations, à une petite exception près durant l'exercice budgétaire 1985, n'ont pas eu à acquitter de taxes à l'exportation. L'Etat a ainsi perçu des recettes fiscales importantes sans pour autant réduire les inci-

tations à la production. Cette méthode pourrait être appliquée dans d'autres pays où domine la grande propriété. En Amérique latine, par exemple, environ 1 % de la population contrôle plus de 50 % des terres, d'où proviennent près du tiers de la production agricole et plus du sixième du total du PNB. En pareil cas, un impôt sur le revenu peut être plus rentable qu'un impôt foncier dont l'assiette serait plus large mais le recouvrement imparfait.

Cette méthode s'apparente à celles qui sont appliquées dans d'autres secteurs de l'économie où les grandes entreprises sont généralement seules à payer un impôt sur le revenu. Le développement du système fiscal passe par un élargissement de l'assiette de l'impôt obtenu en incorporant progressivement des unités de production de plus en plus petites. Dans le secteur agricole, il est possible d'accélérer ce processus en assimilant les taxes à l'exportation à une imposition forfaitaire des revenus. Autrement dit, on peut considérer que les taxes à l'exportation ou d'autres taxes à la production correspondent à l'impôt sur le revenu anticipé. Les grandes propriétés et autres catégories de contribuables régulièrement assujetties à l'impôt sur le revenu en déduiraient les sommes versées sous forme de taxes à l'exportation. Les petites entreprises, qui pourraient ne pas avoir acquitté d'impôts sur le revenu dans le passé, auraient la possibilité de soumettre une déclaration de revenus au cas où les taxes à l'exportation qu'elles auraient acquittées leur paraîtraient excessives. Etant donné que les revenus agricoles sont généralement beaucoup plus faibles que dans les zones urbaines et que leur montant est souvent inférieur à l'abattement à la base type, il faudrait, si on appliquait cette méthode, que le taux des taxes à l'exportation soit sensiblement inférieur à celui qui a cours dans de nombreux pays.

Il existe encore une autre possibilité, qui serait de recourir à des régimes de prix à niveaux multiples en vertu desquels l'impôt frappe le quota obligatoire plutôt que la production excédentaire. Le système de fixation des prix agricoles qui existait en Chine avant 1985 en offre un exemple. Pour encourager les agriculteurs à produire plus que leur quota, on leur versait un prix hors quota plus élevé (ou même un prix négocié encore supérieur) sur la fraction de leur production qui excédait le quota. Cette formule revenait en quelque sorte à

un impôt foncier : les agriculteurs devaient acquitter un impôt fixe (équivalant à la différence entre les prix minimums et les prix plus élevés perçus sur les ventes résiduelles multipliée par la fraction des produits livrés au titre du quota), moyennant quoi ils avaient le loisir de vendre la totalité de leur production aux prix du marché libre. Toutefois, l'analogie n'était pas parfaite. Seuls étaient soumis à un quota de livraison les principales céréales vivrières et les quelques autres produits de base relevant du système subventionné de distribution de denrées alimentaires. Les agriculteurs pouvaient être tentés d'échapper à la charge fiscale et il était nécessaire de limiter leur liberté de choix entre cultures. Les quotas étaient fixés à des niveaux différents selon les régions, en fonction des besoins locaux, si bien que la possibilité pour les agriculteurs de produire plus que leur quota de livraison et, par conséquent, de bénéficier des prix marginaux élevés variait considérablement. Malgré ses inconvénients, cette formule semble préférable au système de taux marginaux d'imposition élevés pratiqué par les organismes de commercialisation parapublics dans de nombreux pays.

Il convient également d'examiner les possibilités d'imposition directe aux fins du recouvrement des coûts de divers projets financés par l'Etat. Les projets du secteur public dans l'agriculture ont pour effet de valoriser la terre et, de ce fait même, d'accroître éventuellement l'assiette de l'impôt. Même s'il n'est pas possible d'étendre l'impôt foncier à toutes les régions d'un pays, il est généralement faisable de prélever un impôt sur les plus-values dans les zones de ces projets. Cette question est examinée plus en détail dans le chapitre suivant à propos des projets d'irrigation.

Nous n'avons guère parlé dans ce chapitre de l'aide que les gouvernements des pays en développement peuvent essayer d'apporter à l'agriculture par des mesures de stabilisation des prix et par des subventions aux intrants agricoles, ni analysé jusqu'à quel point les programmes de subventions à la consommation permettent de lutter efficacement contre la pauvreté et la malnutrition. Ces programmes atténuent-ils les effets des mesures qui défavorisent l'agriculture ou au contraire les renforcent-ils? Tel est le thème du prochain chapitre.

5

La politique agricole des pays en développement

Commercialisation et stabilisation, subventions et réformes

Dans tous les pays en développement, les gouvernements cherchent à assurer aux pauvres une alimentation convenable et à promouvoir l'efficacité et la productivité du secteur agricole mais, comme on l'a vu au Chapitre 4 leur politique économique et les taxes qu'ils appliquent à la production agricole tendent à pénaliser l'agriculture. C'est pourquoi il convient, en tête des priorités de réforme, de remettre en question les stratégies de développement et la taxation excessive des produits agricoles.

En même temps, il importe de réexaminer les programmes de stabilisation des prix et de subventions à la consommation et à l'achat d'intrants auxquels les gouvernements ont recours pour essayer de compenser les distorsions préjudiciables aux producteurs agricoles et d'aider les groupes à faible revenu. Comme dans la pratique ce type de programmes offre peu d'avantages nets — comme on le verra dans ce chapitre —, il convient d'en modifier la conception ou d'en réduire considérablement l'ampleur. Les ressources ainsi économisées pourront servir à des fins plus productives, et notamment étayer les multiples services utiles que l'Etat met à la disposition des agriculteurs. L'expérience de la Banque mondiale montre que, bien conçu et exécuté, l'investissement agricole n'est pas moins productif que l'investissement dans les autres secteurs. Le taux de rentabilité peut être, et est souvent, très élevé. Cependant, les avantages des investissements agricoles dépendent de l'environnement général dans lequel opèrent les marchés privés. Le type de réformes qui sont analysées au Chapitre 4 et dans le présent chapitre peut contribuer à améliorer cet environnement. Conscients de cette interdépendance des projets et de la politique gouvernementale, un grand nombre de pays ont lancé des réformes de grande

envergure. A la fin de ce chapitre, on examinera également cette tendance en faveur des réformes dans les pays en développement.

Commercialisation et stabilisation

Désireux d'agir sur les prix à la production et à la consommation, beaucoup de gouvernements ont créé des organismes publics de commercialisation. Généralement, on espère aider les producteurs agricoles en empêchant les «monopoles» privés de les exploiter. En réalité, la commercialisation est une tâche qui, par nature, se prête mal à l'étatisation. On évalue à présent la performance de ces organismes.

Les organismes publics de commercialisation

Les structures, le statut juridique et les attributions des organismes publics chargés de la commercialisation varient énormément d'un pays à l'autre. En Inde, ce sont des sociétés publiques qui, au niveau national et dans chaque Etat, achètent et distribuent les aliments. Au Mexique, un vaste monopole d'Etat est responsable des importations, des achats intérieurs et de la distribution d'une vaste gamme de produits agricoles. Alors que ces organismes s'occupent de divers produits, beaucoup d'autres — jouissant ou non d'un monopole — sont spécialisés dans un seul. Il existe de nombreux monopoles officiels, ou offices de commercialisation, chargés de contrôler l'achat et l'exportation de certaines cultures, en Afrique et ailleurs.

Pour justifier leur intervention sur le marché, les gouvernements font souvent valoir que le circuit privé est inefficace et peut être monopolisé par un petit nombre de commerçants. Dans l'ensemble, il ne semble pas que cet argument soit valable. Plu-

sieurs chercheurs ont comparé l'efficacité du secteur privé et du secteur public en matière de commercialisation. Au Kenya, pour la commercialisation du maïs et des haricots, le secteur public était de 15 à 20 % plus cher que le secteur privé. Dans d'autres études, on a comparé les variations saisonnières des prix sur les marchés privés avec les coûts de stockage, et les différences de prix régionales avec les coûts de transport. Les renseignements provenant du Ghana et du Nigéria, par exemple, ont fait apparaître des hausses de prix saisonnières qui semblaient correspondre à peu près aux coûts de stockage, ce qui donne à penser que les commerçants privés n'ont pas été en mesure de s'ériger en monopole. Les mouvements des prix des produits échangés sur le marché libre dans les pays d'Afrique de l'Ouest confirment également que des circuits de commercialisation efficaces sont un facteur d'intégration des marchés.

Un grand nombre d'études ont indiqué en revanche que les organismes de commercialisation du secteur public pouvaient être relativement inefficaces. Le recrutement, par exemple. Le choix des responsables est souvent dicté par des considérations politiques; même si les directeurs sont compétents, ils sont souvent obligés, bon gré mal gré, d'accroître leurs effectifs pour des raisons politiques. Bien souvent, on note une baisse du niveau de compétence et du moral. Les problèmes financiers sont courants. Soit le financement fait défaut, soit les fonds sont déboursés au mauvais moment. En outre, les organismes publics se voient souvent confier des tâches peu réalistes et contradictoires, à savoir procurer des recettes à l'Etat, fournir une alimentation bon marché et créer des emplois.

Qui plus est, les organismes de commercialisation publics ont du mal à faire face à la complexité indéniable des marchés, surtout dans les régions où prédomine la petite exploitation. Ils doivent acheter des petites quantités de produits vivriers à des dizaines de milliers, voire à des millions d'exploitants extrêmement disséminés dans des régions où les communications sont mauvaises et où les marchés locaux diffèrent d'un endroit à l'autre et changent rapidement. Alors que les exploitants ont à offrir une variété invraisemblable de maïs ou de mil d'origine, de fraîcheur, de saveur et de qualité différentes, chaque fois à un prix différent, les systèmes organisés par l'Etat n'offrent généralement qu'un ou deux prix pour chaque céréale. Certains n'offrent qu'un prix unique à longueur d'année, quel que soit l'endroit.

Etant donné que les systèmes centralisés complexes sont exposés à la corruption, il est difficile pour les organismes publics d'adopter les politiques de prix différenciés propres à renforcer l'efficacité de la commercialisation. Cependant, l'absence de différenciation au niveau des prix peut coûter cher. Par exemple, lorsqu'un organisme offre un prix unique toutes qualités confondues, les agriculteurs ne lui vendent que les produits de qualité inférieure. Lorsque cet organisme est également chargé de l'exportation, comme c'est le cas pour le riz au Guyana, il a du mal à écouler à l'étranger des produits de mauvaise qualité.

Dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne, les organismes de commercialisation du secteur public exercent un monopole de droit sur le commerce d'un large éventail de produits, mais la croissance des marchés parallèles limite leur influence. Même lorsqu'il n'y a pas monopole, le prix de différenciation et la rigidité gênent les commerçants privés, de même que des marges commerciales dépourvues de réalisme. Les commerçants privés ont été évincés du marché dans un grand nombre de pays aussi divers que la Colombie, le Pérou, le Kenya et les Philippines.

Les problèmes de commercialisation sont moins graves lorsque les organismes publics ne sont pas subventionnés ou protégés par des monopoles de droit. Le Gouvernement indonésien, par exemple, encourage les fermes d'Etat à acheter la récolte des petits exploitants afin de garantir à ceux-ci un «juste» prix. Dans certains cas, les fermes d'Etat coexistent avec les marchés privés et influent sur leurs prix par le jeu de la concurrence. Dans bien d'autres pays, comme à Sri Lanka pour le riz, le secteur public a pu coexister avec le secteur privé et lui faire concurrence. Tant en Indonésie qu'à Sri Lanka, le secteur privé a fait preuve d'une plus grande efficacité et sa part du marché s'est agrandie en dépit des subventions directes ou indirectes que reçoivent les organismes du secteur public.

Les organismes de commercialisation publics sont souvent inefficaces et coûteux, mais ils n'en fournissent pas moins des services utiles. Certains offices de commercialisation à vocation exportatrice ont contribué à accroître les exportations, en contrôlant la qualité, en se chargeant de l'expédition et en offrant aux producteurs des conseils et des informations techniques. Il faut toutefois noter que, pour fournir ces services, ils n'ont pas besoin d'avoir le monopole de la commercialisation. Des associations d'exportateurs ou de producteurs privés pourraient assumer les mêmes fonctions plus efficacement.

L'Etat peut encourager puissamment le bon fonctionnement des marchés. Il peut promouvoir la concurrence, mais ce n'est pas en créant des monopoles publics pour faire échec aux monopoles privés qu'il y parviendra. Les résultats obtenus par les organismes de commercialisation publics donnent à penser que la commercialisation des produits agricoles est beaucoup plus efficace lorsqu'on laisse jouer la concurrence privée. Lorsque l'intervention du secteur public est inévitable, il importe de prendre des précautions pour ne pas décourager la participation du secteur privé.

Stabilisation

Les prix des produits agricoles varient nécessairement plus que ceux des produits industriels, et ce pour trois raisons : les marchés agricoles sont exposés aux aléas climatiques; à court terme, l'offre et la demande de produits agricoles sont généralement moins élastiques par rapport aux prix que celles des produits industriels; et pour la plupart des cultures, la production est forcément saisonnière. De fait, comme l'indique le Tableau 5.1, les cours mondiaux de la plupart des produits agricoles fluctuent; les indices présentés dans ce tableau mesurent l'écart moyen par rapport à la

Tableau 5.1 Indices d'instabilité des prix, 1964-84

	Cours internationaux	
	1964-84	1974-84
Sucre	90,8	51,5
Cacao	37,3	34,1
Riz	33,0	21,9
Café	32,0	37,7
Palmiste	27,5	32,5
Blé	24,3	16,9
Thé	21,7	23,6
Jute	21,2	26,8
Soja	20,8	9,9
Viande de boeuf	16,7	11,3
Mais	16,6	15,6
Caoutchouc	16,1	14,0
Sorgho	15,6	13,6
Coton	14,3	10,7

Note: Index =

$$\sqrt{\frac{1}{N} \sum \left(\frac{P_t - \bar{P}}{\bar{P}} \right)^2}$$

P_t et \bar{P} étant respectivement les valeurs tendanciennes réelles et exponentielles et N la durée de la période. Les cours indiqués sont essentiellement ceux de Londres et de New York. L'indice de la valeur unitaire des produits manufacturés (1984 = 100) a été utilisé comme déflateur.

Source : MacBean et Nguyen, «Commodity Price Instability» (document de référence).

Encadré 5.1 La crainte du risque dans l'agriculture

L'agriculture comporte des risques en ce sens que les rendements d'une année sur l'autre peuvent être très supérieurs ou très inférieurs à la moyenne. On dit que les agriculteurs sont ennemis du risque s'ils préfèrent des rentrées régulières, même au prix d'une légère baisse de leur revenu moyen. Les mesures qui stabilisent les revenus agricoles sans réduire le revenu moyen devraient donc les avantager, voire les encourager, à produire davantage.

L'action d'une politique de stabilisation du revenu dépend du degré d'aversion pour les risques des agriculteurs et de la nature des risques auxquels ils sont confrontés. Des économistes ont essayé d'estimer ce degré d'aversion et son incidence dans plusieurs pays en développement et industriels. Deux méthodes d'analyse ont été adoptées : une étude statistique des décisions prises par les agriculteurs en matière d'intrants et de production en situation de prix ou de rendements variables; et des interviews et des expériences à risques contrôlés visant à déterminer l'attitude de chacun face au risque.

L'une des études statistiques, qui portait sur les effets de la variabilité des recettes sur les superficies

tendance des cours observée au cours d'une année donnée. Ainsi, l'indice du cacao pour 1974-84 montre qu'on peut s'attendre à ce que, pendant une année type, les cours de ce produit soient supérieurs ou inférieurs de 34 % à la valeur tendancielle de l'année. On a comparé ces indices à ceux d'un grand nombre de produits manufacturés établis pour les mêmes périodes : dans la majorité des cas, les indices des produits manufacturés étaient inférieurs à 10 et atteignaient rarement 20.

La variabilité des prix des produits agricoles explique pourquoi les gouvernements des pays en développement essaient souvent de mettre en place des mécanismes de stabilisation des prix pour protéger les agriculteurs d'une chute des prix, et les consommateurs d'une forte hausse. Lorsqu'une plus grande stabilité des prix aboutit à une plus grande stabilité des revenus, les agriculteurs bénéficient d'une réduction des risques. Il est cependant difficile d'estimer les avantages que cela représente, même s'il est généralement admis que les agriculteurs sont, au moins modérément, ennemis des risques — c'est-à-dire qu'ils sont prêts à accepter un flux moyen de revenu légèrement plus faible en échange d'une stabilité accrue (Encadré 5.1). Les consommateurs et les industries utilisatrices de matières premières agricoles peuvent être ennemis des risques.

emblavées dans la vallée de San Joaquin (Californie), a révélé qu'un accroissement des fluctuations des prix par rapport à un prix moyen donné avait une incidence légèrement négative sur les superficies. Dans une autre étude, on a comparé la quantité d'engrais effectivement utilisée par les agriculteurs dans l'Etat de Puebla (Mexique) et celle qu'ils auraient dû utiliser pour maximiser leurs profits. Les exploitants ont réagi différemment face au risque mais, en moyenne, il aurait fallu que leur revenu augmente de 11,2 % pour qu'ils acceptent une augmentation de 10 % de la variabilité de leur revenu. Selon l'autre approche, une série d'expériences intéressantes faisant appel à des jeux de hasard a été menée parmi les ménages ruraux des Etats du Maharashtra et de l'Andhra Pradesh en Inde. Chose rare, l'enjeu pour les ménages participant à ces expériences était du même ordre de grandeur que ce qu'il aurait été en situation réelle. L'attitude face au risque variait beaucoup selon l'individu lorsque l'enjeu était faible mais, lorsque l'enjeu correspondait à peu près au revenu mensuel du travail, l'aversion pour le risque était généralisée.

Les estimations de cette aversion varient énormé-

ment et on ne dispose pas de chiffres indicatifs. Tout ce que l'on sait, c'est qu'en général les agriculteurs craignent modérément les risques et que, par conséquent, ils seront satisfaits si le système de stabilisation des prix leur assure des rentrées stables sans trop réduire leur revenu moyen. Néanmoins, en admettant qu'on puisse mesurer ces avantages dans certains cas, il ne faudrait pas surestimer les gains qu'ils représentent pour les agriculteurs car ceux-ci s'intéressent avant tout à leur revenu global et à sa variabilité plutôt qu'aux recettes qu'ils peuvent tirer d'une culture donnée. En général, ils s'efforcent de réduire les risques lorsqu'ils planifient leurs cultures et leurs activités non agricoles et ils peuvent également recourir aux marchés financiers, formels ou informels, pour lisser les fluctuations de leur revenu. Par conséquent, il est extrêmement difficile d'estimer — et facile d'exagérer — les avantages réels que procurent les systèmes de stabilisation des revenus. Il convient donc de se méfier des systèmes qu'on veut mettre en place sous prétexte que les agriculteurs sont ennemis du risque.

Cependant, il peut arriver qu'on surestime les bienfaits de la stabilisation. Les agriculteurs, par exemple, peuvent être perdants et non gagnants si leur revenu fluctue, à cause de variations des rendements et de la production agricoles — des prix stables peuvent alors déstabiliser les revenus. Il se peut également qu'en moyenne, les coûts unitaires des matières premières nécessaire à une agro-industrie soient moins élevés si les prix fluctuent que s'ils sont stables. En outre, les agriculteurs, les consommateurs, les commerçants et les industries utilisatrices peuvent réduire les risques qu'ils courent en diversifiant leurs activités, en s'adressant aux marchés financiers, en stockant les produits, et en partageant les risques au moyen de contrats d'achat et de vente.

La stabilisation des prix est une entreprise particulièrement complexe pour tout gouvernement et elle peut être très onéreuse. Le choix des mécanismes et le coût de la stabilisation des prix varient selon que le produit fait ou non l'objet d'échanges internationaux. L'analyse qui suit porte uniquement sur les produits entrant dans le commerce.

CULTURES VIVRIERES. La stabilisation des prix des denrées de base — tels le blé, le riz et le maïs — préoccupe vivement les autorités d'un grand nom-

bre de pays en développement, où les pauvres consacrent une grosse part de leur revenu à l'achat de ces aliments. Dans bien des cas, ce sont des denrées importées. Que se passe-t-il si on laisse se développer librement les échanges privés avec l'étranger, sans aucune restriction aux frontières? Et à quelles mesures de stabilisation peut-on recourir?

En l'absence de taxes sur le commerce international et de contingents, les prix intérieurs sont déterminés par les cours mondiaux à la frontière, par le taux de change et par les marges commerciales intérieures. Les commerçants privés importent et stockent les produits. Les marchés privés peuvent également gérer les risques de plusieurs autres façons :

- Les agriculteurs peuvent adapter leur mode d'exploitation, pratiquer d'autres cultures et modifier l'emploi des intrants pour réduire les risques de fluctuations du revenu; les consommateurs peuvent adapter leur mode de consommation en remplaçant certains aliments par d'autres; les agroindustries peuvent régulariser les fluctuations des coûts en recourant au marché financier et en stockant les produits de base.

- On peut faire appel aux marchés à terme internationaux pour se couvrir contre les risques et aux marchés des options pour s'assurer. Ces

marchés spécialisés — décrits dans l'Encadré 7.2 du Chapitre 7 — sont encore peu développés, mais leur croissance pourrait s'accélérer si les pays en développement étaient prêts à les utiliser.

Bien entendu, l'absence de réglementation peut engendrer des fluctuations des disponibilités de devises et il n'est pas exclu qu'un pays soit obligé d'importer à grands frais à un moment où les cours mondiaux sont élevés. Les gouvernements peuvent amortir ces risques en détenant un plus gros volume de réserves en devises, en faisant appel aux marchés financiers internationaux, ou en recourant au Mécanisme de financement compensatoire du Fonds monétaire international (Chapitre 7).

Evidemment, l'utilisation de ces mécanismes ne rendra pas les prix intérieurs plus stables que les cours internationaux. Si le but est d'accroître la stabilité, il faudra alors intervenir au niveau des échanges. Ainsi, on peut se servir des droits et taxes à l'importation pour maintenir les prix intérieurs à un niveau élevé lorsque les cours mondiaux sont bas et de primes ou rabais à l'importation pour maintenir les prix intérieurs à un niveau plus bas lorsque les cours mondiaux sont élevés. Un tel système suffit amplement pour un produit faisant l'objet d'échanges internationaux; il est inutile d'entretenir des stocks régulateurs publics. Il importe cependant de noter que si ces mécanismes sont plus simples et moins chers à administrer qu'un stock régulateur, ils ne sont pas exempts de coûts. Comme on l'a vu au Chapitre 4, toute intervention dans le domaine des échanges entraîne des pertes pour l'économie qui peuvent s'alourdir à mesure que les droits et rabais augmentent.

Pour l'alimentation, cependant, les gouvernements des pays en développement n'adoptent généralement pas ce type de systèmes. Au lieu d'appliquer des droits et taxes ou des rabais à l'importation, ils créent des monopoles pour la commercialisation, et ils gèrent des stocks régulateurs au lieu de compter sur les stocks privés. Certains pays, comme le Brésil, ont créé des organismes spécialisés qui gèrent ces stocks, alors que d'autres, comme le Mexique et l'Inde, mènent de front la stabilisation et d'autres fonctions, en particulier le versement de subventions à la consommation dans les zones urbaines.

Les pratiques varient également à d'autres égards. Dans un grand nombre de pays d'Asie du Sud et d'Amérique latine, les pouvoirs publics importent avec parcimonie pour accroître leurs stocks, alors qu'ailleurs, comme en Indonésie, le

gouvernement suit une politique plus libérale. Quel que soit le volume du stock régulateur, il est nécessaire, si l'on veut réduire les coûts, de choisir à bon escient entre les achats intérieurs et l'importation. L'Inde, par exemple, pourrait peut-être économiser beaucoup en développant ses échanges avec l'extérieur (Encadré 5.2).

Les principaux coûts liés à la gestion d'un stock régulateur sont ceux des installations de stockage et les intérêts. Les organismes publics ont souvent besoin de subventions — soit directes, soit indirectes, sous la forme de faibles taux sur les prêts (Encadré 5.2) — ce qui s'explique par leur manque d'efficacité, par la multiplicité des objectifs qu'ils sont censés atteindre et par le fait que les gouvernements visent souvent un tel degré de stabilisation que des pertes sont inévitables.

Le subventionnement de stocks régulateurs publics empêche le secteur privé de développer les opérations de stockage et amène à constituer des stocks publics beaucoup plus volumineux — et beaucoup plus coûteux — que ce ne serait le cas autrement. Lorsque l'organisme qui gère le stock est également chargé de la distribution d'aliments subventionnés dans les villes, les subventions peuvent être considérables. Elles peuvent en outre varier en fonction des fluctuations des récoltes et des cours internationaux. C'est là une des raisons pour lesquelles des organismes publics peuvent être contraints d'acheter les aliments à un prix inférieur aux prix du marché, ce qui aboutit tout naturellement à restreindre la commercialisation privée. Cette démarche va à l'encontre de l'objectif recherché, qui est d'aider les agriculteurs locaux. La réglementation des échanges intérieurs — qui se pratique non seulement en Afrique mais également en Chine et en Inde — aboutit à une plus grande instabilité des prix, tout comme la réglementation des échanges internationaux. Trois autres problèmes se posent fréquemment :

- Indépendamment de la simple stabilisation des prix, les gouvernements essaient également de garantir un prix «plancher» aux exploitants. Or, il est extrêmement difficile de savoir comment ces prix planchers doivent être fixés. Généralement, ils sont liés aux coûts de production, mais ces coûts varient, à la marge, en fonction du volume de production; la question alors est de savoir quel est le volume de production intérieure souhaitable. Les erreurs sont fréquentes. Si les prix d'achat sont fixés à un niveau trop élevé, l'organisme public peut se retrouver avec d'énormes stocks — comme c'est arrivé récemment en Inde (blé) et au Brésil (maïs).

Encadré 5.2 Stocks régulateurs et stabilisation des prix des céréales alimentaires en Inde

Au cours des vingt dernières années, le secteur des céréales en Inde a changé du tout au tout. Au milieu des années 60, il était en pleine crise et le pays devait importer de grandes quantités de blé, financées essentiellement au titre du programme d'aide alimentaire régi par la loi publique 480 des Etats-Unis. Depuis, la situation s'est peu à peu améliorée et la production alimentaire a fait un bond spectaculaire grâce aux investissements massifs réalisés dans l'irrigation, à l'introduction de variétés de céréales à haut rendement et au relèvement des prix agricoles. Par ailleurs, le gouvernement a essayé de faire en sorte que les consommateurs à faible revenu puissent se procurer des céréales alimentaires à des prix subventionnés stables.

A cette fin, le Gouvernement indien gère l'un des systèmes de distribution alimentaire les plus étendus du monde par l'intermédiaire de la Food Corporation of India (FCI) et d'autres organismes d'Etat; il achète une partie du surplus céréalier destiné au marché intérieur, monopolise les échanges extérieurs, augmente ou réduit les stocks régulateurs, et vend les réserves ainsi constituées dans des magasins de distribution subventionnés. Les années normales, les ventes du gouvernement représentent environ 10 % de la consommation totale de céréales. Cette proportion passe à environ 15 % en période de sécheresse. Ce système a permis d'offrir une plus grande stabilité des prix aux consommateurs.

Malgré les avantages que présente ce système pour les producteurs et pour ceux des consommateurs qui ont accès aux magasins subventionnés, son coût d'exploitation n'a pas cessé de préoccuper les autorités. Pendant les années 60 et au début des années 70, époque où l'Inde était gros importateur de céréales, le système de distribution alimentaire fonctionnait avec des stocks régulateurs relativement réduits, ce qui limitait les besoins d'importation. Mais depuis quelques années, le volume et, par conséquent, les coûts de ges-

tion de ces stocks sont montés en flèche. On estime qu'à l'heure actuelle, l'Inde a en stock plus de 30 millions de tonnes de céréales, ce qui équivaut à plus de deux ans de ventes dans les magasins subventionnés. L'accumulation de stocks aussi importants résulte non pas d'une décision délibérée, mais de l'effet fortuit d'autres facteurs. L'offre de céréales alimentaires a augmenté plus vite que la demande parce que le gouvernement a relevé le prix d'achat à maintes reprises.

D'après une étude réalisée par l'Institut de recherche scientifique de Birla en Inde dès 1977-78, époque où le stock régulateur était d'environ 12 millions de tonnes, la FCI recevait une subvention totale de 6,75 milliards de roupies (environ 44 % du produit des ventes). Sur ce total, 5,66 milliards de roupies représentaient des subventions directes en espèces, dont 60 % environ étaient destinés à couvrir les coûts d'exploitation du stock. Le volume du stock régulateur ayant augmenté, ces subventions directes ont atteint 11 milliards de roupies en 1984-85.

Face à cette hausse des coûts, les autorités ont cherché les moyens d'accroître l'efficacité-coût du système. Une étude de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, analysant les options qui s'offraient avant 1983, a montré que le pays pouvait atteindre les mêmes objectifs pour environ un tiers des coûts effectifs en recourant davantage au commerce extérieur. Une politique d'importation plus libérale aurait permis d'atteindre les mêmes objectifs de stabilisation avec des stocks considérablement plus bas. Même si l'on tient compte d'autres facteurs que les coûts de stockage pour décider du volume du stock régulateur, il est important, comme l'indique cette étude, d'envisager la possibilité de recourir davantage aux échanges internationaux pour éviter d'entretenir de gros stocks régulateurs.

- Comme les organismes publics peuvent recevoir des subventions, la différence entre le prix plancher et le prix plafond n'est pas déterminée dans un souci de rentabilité. Ces prix — et les moyens dont dispose l'organisme public pour les faire appliquer — varient en fait d'une saison à l'autre sous l'effet des influences contradictoires qu'exercent sur lui différents groupes d'intérêts, des fluctuations des subventions budgétaires qu'il reçoit et des modifications dans la politique des changes et du commerce. En fin de compte, on peut aboutir à une instabilité plus grande des prix intérieurs. En comparant les mouvements annuels des prix intérieurs des céréales, entre 1967 et 1981,

dans 37 pays en développement, on a constaté que, dans bien des cas, les prix intérieurs n'étaient pas sensiblement plus stables que les cours mondiaux.

- Avec des subventions suffisantes, on peut arriver à une stabilité absolue des prix et il n'est pas rare que les gouvernements maintiennent le même prix à la consommation tout au long de l'année. Cette politique peut coûter très cher, d'une part, à cause de la charge qu'elle représente pour le budget et, d'autre part, à cause des distorsions qu'elle imprime aux structures de production et de consommation.

Le désir de stabiliser les prix des denrées alimen-

taires et de garantir un prix minimal aux agriculteurs présente un dilemme pour un pays en développement quel qu'il soit. Lorsque les prix garantis sont trop élevés et la stabilisation poussée à l'extrême, le gouvernement risque en fin de compte d'imposer à l'économie des coûts plus élevés que ceux qui résulteraient de l'instabilité des cours mondiaux elle-même. Les difficultés rencontrées au niveau de l'exécution aggravent encore le problème. Il convient d'accorder une priorité plus élevée à d'autres objectifs, par exemple modérer les mesures de stabilisation et de soutien aux producteurs, promouvoir la stabilité et la prévisibilité de la politique gouvernementale, et encourager une plus grande participation du secteur privé.

CULTURES D'EXPORTATION. En principe, les prix des cultures exportables des matières premières et produits destinés à la préparation de boissons peuvent être stabilisés par des taxes et subventions variables à l'exportation. Les subventions à l'exportation ne sont généralement pas utilisées de façon explicite; l'Etat intervient indirectement en modifiant les marges bénéficiaires des offices de commercialisation. Parfois, le seul moyen utilisé est une taxe variable à l'exportation qui est suspendue lorsque les cours mondiaux tombent à un niveau trop bas. Cependant, les gouvernements recourent également aux stocks régulateurs et à la fixation de prix planchers pour les cultures d'exportation, ce qui aboutit aux mêmes problèmes que ceux qui ont été décrits plus hauts.

Pour les cultures d'exportation comme pour les denrées de base, la simplicité est une vertu : le Fonds de stabilisation de la Papouasie-Nouvelle-Guinée (Encadré 5.3) en donne un bon exemple. Il est particulièrement souhaitable d'encourager le secteur privé à assumer des fonctions de stabilisation et de gestion des risques dans le cas des cultures d'exportation car les exploitants et les commerçants sont souvent mieux organisés que ceux des autres secteurs. Toutefois, l'expérience des offices de commercialisation, en Afrique et ailleurs, montre que l'objectif de stabilisation peut céder le pas peu à peu à la mobilisation de recettes aux dépens des producteurs. En outre, il semble que ces offices empêchent le développement de marchés privés efficaces.

Subventions à la consommation

Dans un grand nombre de pays en développement, le gouvernement essaie de fournir aux pauvres des aliments essentiels à des prix bas et

Encadré 5.3 Le fonds de stabilisation de la Papouasie-Nouvelle-Guinée

Jusqu'en 1977, le Gouvernement de la Papouasie-Nouvelle-Guinée versait aux producteurs de copra, de café et de cacao — les trois principales cultures d'exportation — un prix qui était fondé sur leurs coûts de production. Les organismes officiels calculaient ce prix de façon à procurer aux petits planteurs un rendement au moins égal au salaire minimum agricole et ce prix devenait le prix de soutien officiel. Le système de stabilisation des prix du copra fonctionne depuis le début sur cette base, mais le gouvernement a modifié ceux du cacao et du café et prévoit d'en faire bientôt autant pour le copra.

Deux problèmes ont amené les pouvoirs publics à remettre en question leur politique cacaoyère. Premièrement, les cours mondiaux se sont maintenus à un niveau bien supérieur au prix minimum et on s'est rendu compte que, bien que ce prix minimum fût garanti, il était rarement appliqué; en fait, le système aboutissait à taxer les planteurs en abaissant le prix moyen qui leur était versé. Deuxièmement, les coûts de production se sont révélés un critère peu sûr de fixation du prix de soutien car ils varient énormément d'une exploitation à l'autre et parce que ce système fausse trop le jeu des forces du marché. Si le prix plancher était trop bas, cela risquait de nuire au bon déve-

stables. La stabilité des prix permet de remédier à ce qu'on appelle l'insécurité alimentaire temporaire — c'est-à-dire d'empêcher que les pauvres n'aient pas assez à manger si le coût des aliments monte en flèche ou si leur revenu diminue brusquement. Cependant, elle ne suffit pas toujours à garantir une alimentation convenable aux plus déshérités. C'est pourquoi les pouvoirs publics subventionnent la consommation des aliments de base afin de remédier à l'insécurité alimentaire chronique — c'est-à-dire aux carences alimentaires à long terme des couches les plus pauvres. En améliorant la nutrition, le pays investit dans l'une de ses ressources les plus précieuses — son capital humain. Cependant, si les gouvernements ont raison de faire ce type d'investissement, ils ne s'y prennent peut-être pas comme il faut; c'est le paradoxe qui va être examiné ici.

Les programmes de subventions alimentaires sont très répandus dans les pays en développement, mais ils diffèrent beaucoup quant à la gamme d'aliments qu'ils couvrent et aux groupes de population qu'ils sont censés servir. Leur mode de financement varie également mais, dans la plu-

loppement du secteur; s'il était trop haut, le gouvernement aurait des problèmes de financement et finirait par soutenir une branche d'activité de taille non économique. Le gouvernement a donc décidé d'aligner davantage les prix officiels sur les cours mondiaux. Le prix-indicatif, auparavant fonction des coûts de production, est désormais fondé sur une moyenne mobile sur dix ans des cours mondiaux, corrigée de l'inflation. Un nouveau programme a été institué, en vertu duquel les agriculteurs reçoivent une subvention (ou doivent payer une taxe) égale à la moitié de la différence entre la moyenne sur dix ans et le cours mondial. Les fluctuations des prix au producteur représentent donc la moitié de la différence entre les cours mondiaux, qui changent rapidement, et la moyenne mobile, qui évolue plus lentement.

Ce système présente trois avantages. Premièrement, comme l'Office du cacao gère les prix uniquement en taxant ou en subventionnant les exportations, il n'a pas besoin d'intervenir directement dans l'achat ou la vente des récoltes. Ces subventions et taxes sont répercutées par l'intermédiaire des commerçants privés. Deuxièmement, il évite certains des inconvénients budgétaires et monétaires que présentent d'autres systèmes. Le fonds de stabilisation qui repose sur ce

système s'autofinance si bien qu'il ne déséquilibre pas les plans de dépenses de l'Etat. Troisièmement, le programme cacao ne nécessite pas la constitution de stocks physiques.

L'Office du café gère son fonds de stabilisation d'une manière légèrement différente car il a un rôle supplémentaire à jouer. En effet, comme la Papouasie-Nouvelle-Guinée est membre de l'Organisation internationale du café (OIC), elle doit réglementer ses exportations dans les pays consommateurs membres de l'OIC, conformément au contingent qui lui est fixé. Si sa production intérieure dépasse son contingent (plus les ventes éventuelles à des pays non membres de l'OIC), le surplus est stocké localement aux frais du fonds. Celui-ci a donc besoin de ressources suffisantes pour financer ces stocks pendant plusieurs années. Si son budget diminue trop, aucune subvention ne sera versée, quel que soit le cours mondial. Cette différence mise à part, le système est analogue à celui du cacao : chaque fois que le cours mondial tombe en deçà de 90 % de sa moyenne sur dix ans, le fonds verse une subvention égale à la moitié de la différence entre ces deux prix; chaque fois que le cours mondial dépasse la moyenne sur dix ans, le fonds lève une taxe égale à la moitié de la différence.

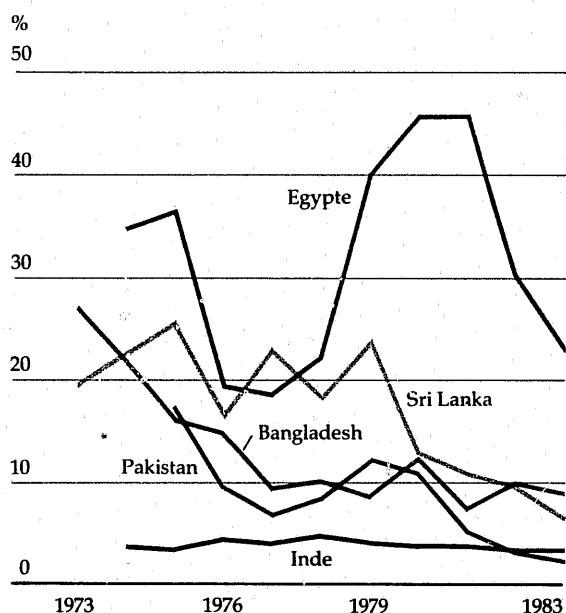
part des pays, les coûts sont répercutés sur les agriculteurs sous forme d'une baisse des prix à la production. Ce résultat s'obtient de diverses façons : taxes à l'exportation dans les pays exportateurs de produits alimentaires; monopoles officiels de commercialisation qui achètent bon marché les cultures vivrières locales; et vente à bas prix des denrées importées.

Comme on l'a vu au Chapitre 4, ces mesures découragent la production vivrière et peuvent s'avérer très coûteuses à la longue. Une autre solution consiste à répercuter la charge des subventions alimentaires sur le contribuable. Le gouvernement peut alors relever les prix au producteur et utiliser les recettes budgétaires pour subventionner les prix à la consommation. Toutefois, lorsque l'écart en faveur des producteurs devient assez large, il est difficile d'empêcher que le produit subventionné ne soit revendu à l'Etat au prix à la production. Dans ce cas, on peut envisager d'appliquer les subventions aux produits transformés, encore que ce ne soit pas toujours faisable. Même lorsque c'est possible, les programmes de subventions à la consommation

entraînent toujours des pertes pour l'économie qui, même si elles sont plus étalées entre tous les secteurs de l'économie, ne disparaissent pas pour autant. C'est particulièrement vrai si les programmes de subvention à la consommation absorbent une grande partie des dépenses publiques (Figure 5.1).

Mais ces programmes comportent d'autres coûts. En général, les mécanismes de fixation des prix officiels réagissent peu, voire pas du tout, à l'évolution des conditions du marché. Alors que les prix du marché libre changent continuellement, toute variation des prix officiels exige des formalités bureaucratiques et des tractations compliquées. Un changement soudain des conditions du marché peut se traduire par un alourdissement rapide des charges budgétaires. Les cours mondiaux élevés enregistrés en 1972-74 ont eu un impact considérable sur le budget des subventions alimentaires de plusieurs pays — Bangladesh, Corée du Sud, Maroc, Pakistan, Sri Lanka et Tanzanie. La stabilité des prix officiels a été obtenue mais au détriment de celle du budget, dont le déficit s'est accru, ou de la balance des paiements, le poids des subventions

Figure 5.1 Subventions alimentaires en pourcentage du total des dépenses publiques dans divers pays en développement, 1973-83



étant répercuté sur les activités qui sont en concurrence pour obtenir des devises.

Certains coûts des programmes de subventions alimentaires sont faciles à déceler lorsque des changes surévalués ou les subventions à la consommation stimulent la consommation des aliments importés au détriment de la production locale. La consommation par habitant de produits du blé et de riz en Afrique de l'Ouest a augmenté en moyenne de 8,5 et de 2,8 % par an, respectivement, entre 1966-70 et 1976-80. La consommation des aliments traditionnels a à peine progressé (de 0,27 % pour le maïs) lorsqu'elle n'a pas diminué (de 1,5 % pour le mil et de 1,69 % pour le sorgho). Ces changements dans le régime alimentaire sont dus en partie à la hausse des revenus et à l'urbanisation. Mais surtout, la consommation dans les villes était implicitement subventionnée par la surévaluation des changes qui faisait paraître les importations meilleur marché que la production locale de céréales secondaires. Alors que le cours international du riz était trois fois plus élevé que celui du sorgho, il atteignait rarement plus du double et il était parfois au même niveau en Afrique de l'Ouest. En Côte d'Ivoire et au Nigéria, la farine de blé coûtait à peu près le même prix que la farine de maïs, alors que dans les pays en développement pratiquant le libre-échange, elle coûtait souvent

plus du double. La corrélation étroite entre les importations de blé et le prix réel du pain qui ressort du Tableau 5.2 illustre les effets de la surévaluation des taux de changes et de la politique des prix à la consommation.

Il est plus difficile d'estimer les avantages procurés par les programmes de subventions alimentaires que leurs coûts car il n'est pas aisé de mesurer objectivement les gains pour la collectivité. Cela étant dit, les avantages des programmes ne sont pas toujours ce qu'on attendait. Prenons, par exemple, les mesures qui visent à venir en aide à la main-d'œuvre urbaine non qualifiée en lui fournissant des vivres bon marché. Cela risque d'attirer vers les villes un plus grand nombre de ruraux sans qualifications, ce qui aura finalement pour effet de ramener les salaires urbains au même niveau que les salaires ruraux. Si les autorités reportent sur l'agriculture une partie de la charge de ces programmes en pratiquant une politique de bas prix agricoles, les salaires ruraux en seront réduits, au détriment de la main-d'œuvre non qualifiée aussi bien rurale qu'urbaine. C'est ce qui est arrivé en Thaïlande où les prix du riz ont été maintenus à un faible niveau au profit des consommateurs urbains.

Les ruraux pauvres (petits exploitants, petits commerçants et ouvriers non qualifiés) sont généralement dispersés, isolés et dépourvus d'influence politique. Par contre, les élites urbaines (travailleurs syndiqués, classe moyenne, armée et fonctionnaires) sont généralement organisées et puissantes. Lorsqu'un gouvernement intervient pour fixer le prix d'un produit, le processus de décision tend à se politiser, si bien que les prix sont déterminés par le jeu des forces en présence. Faute de crédits budgétaires, il arrive souvent qu'une partie seulement des approvisionnements soit offerte au prix officiel subventionné. Dans ce cas, ce sont les groupes urbains plus puissants qui obtiennent d'abord les aliments bon marché. Les autres en sont réduits à acheter des aliments plus chers sur les marchés parallèles.

La réforme des programmes de subventions à la consommation, pour souhaitable qu'elle soit, n'est pas une entreprise facile. Ce type de réforme se traduit souvent par le relèvement du prix des denrées alimentaires consommées par les citadins pauvres pour qui, dans certains cas, les aliments subventionnés sont vitaux. Si l'on ne règle pas ce problème d'une façon ou d'une autre, les réformes qui s'imposent risquent de ne pas être exécutées ou, si elles le sont, de ne pas réussir. L'Encadré 5.4 décrit l'expérience de Sri Lanka qui, en modifiant

Tableau 5.2 Tendances des prix du pain et de la consommation et des importations de blé, années diverses, 1969-81

(pourcentage moyen de variation annuelle)

Groupes de pays	Prix réel du pain, 1970-80	Blé, 1969-71 à 1979-81	
		Consommation par habitant	Importations par habitant
Algérie, Bolivie, Egypte, Ethiopie, Guatemala, Iran, Iraq, Mexique, Zaïre	Moins de -5,0	3,5	11,7
Brésil, El Salvador, Gambie, Ghana, Kenya, Paraguay, République dominicaine, Tanzanie	-3,0 à -5,0	3,2	4,9
Arabie saoudite, Burundi, Cameroun, Equateur, Inde, Koweït, Libye, Malawi, Pakistan, Panama, Somalie, Soudan	0,0 à -3,0	2,1	-1,9
Burkina Faso, Corée, Côte d'Ivoire, Hong Kong, Maurice, Singapour, Turquie, Uruguay, Zambie	0,0 à 3,0	0,7	-3,7
Colombie, Costa Rica, Thaïlande, Venezuela	3,0 à 5,0	0,1	-4,4
Argentine, Bangladesh, Birmanie, Indonésie, Malaisie, Pérou, Philippines, Sénégal	Plus de 5,0	0,1	-11,5

Source : CIMMYT, 1983.

son programme de subventions alimentaires, a réussi à éviter les problèmes qui résultent d'un changement trop brusque de politique.

Les groupes qui souffrent de malnutrition chronique ont droit à une aide. Lorsque cette aide est fournie par l'Etat, seul un ciblage beaucoup plus précis permet d'en réduire le coût au maximum. Par exemple, les programmes qui portent sur la région la plus pauvre ou sur les zones les plus pauvres des régions défavorisées, peuvent être économiques et bien ciblés. L'efficacité-coût peut aussi être grande quand les subventions s'appliquent uniquement aux aliments que consomment les pauvres. Au Bangladesh, une forte proportion des céréales subventionnées est consommée dans les zones urbaines. En 1973-74, les ménages ruraux les plus pauvres ont consommé environ 75 kilos de céréales par an, par habitant, dont 14 % provenaient de rations alimentaires. Par contre, dans les villes, les ménages ayant des revenus comparables ont consommé environ 120 kilos de céréales par tête, dont 90 % pro-

venaient de rations alimentaires. L'inégalité du système de distribution, quoique moins marquée qu'en 1973-74, a été mise en évidence par l'enquête sur les ménages réalisée en 1982-83 qui a fait ressortir que les ménages urbains recevaient environ deux fois plus de céréales subventionnées que les ménages ruraux. Dans un effort pour mieux cibler les rations alimentaires, on a commencé à titre expérimental à subventionner le sorgho, aliment moins prisé que le riz et le blé dans les villes, dans un district urbain et deux districts ruraux. Comme on s'y attendait, moins de 5 % des ménages urbains ont acheté le sorgho subventionné alors que, dans les zones rurales, plus des deux tiers des familles les plus démunies et plus de la moitié des ménages à revenu relativement bas en ont acheté.

Au Brésil, les subventions au manioc sont probablement un meilleur moyen d'aider les pauvres que celles qui s'appliquent au riz, au blé ou au maïs. Une étude a montré que pour un dollar de subvention au manioc, les groupes à faible revenu

Encadré 5.4 La réforme des subventions alimentaires à Sri Lanka

Sri Lanka administre depuis longtemps des programmes de subventions alimentaires. Les rations alimentaires ont été instituées en 1943 et l'ensemble de la population a bénéficié de subventions alimentaires pendant les trente ans qui ont suivi. Tous les gouvernements qui se sont succédés, quelle que soit leur orientation politique, ont continué d'appuyer ces subventions afin de promouvoir la stabilité politique et la justice sociale.

Pour la plupart, ces programmes fournissaient du riz bon marché, subventionnant parfois la farine de blé, le sucre et le lait en poudre. Au départ, la ration de riz de quatre livres par personne était distribuée partout à un prix inférieur de 40 à 70 % au prix du marché. Vers le milieu des années 70, on recevait une livre gratuite et deux à un prix correspondant à une subvention de l'ordre de 30 %. Les rations de riz fournissaient généralement environ 20 % de l'apport calorique total. Mais, en 1969-70, pour chaque calorie supplémentaire consommée par ceux qui n'avaient pas un régime alimentaire suffisant, 13 calories allaient à des gens qui avaient assez à manger ou leur évitaient d'acheter des aliments dans le commerce. Plus de la moitié des avantages profitaient ainsi à des familles à revenu moyen et supérieur.

Vers la fin des années 70, la croissance économique a ralenti, en partie parce que les dépenses sociales avaient nui à l'investissement et le coût de ces programmes est devenu trop lourd. Pour essayer de contenir le coût des rations, le gouvernement a comprimé le prix au producteur, ce qui a découragé la riziculture locale. Le fardeau imposé à la balance des paiements s'est alourdi à la fin des années 70 lorsqu'il a fallu

importer plus de 30 % des approvisionnements en riz. En 1977, le nouveau gouvernement a lancé un vaste programme de réforme économique, qui consistait à réaligner les changes, à libérer les prix et à autoriser les commerçants privés à vendre du riz. Ce programme a vigoureusement stimulé la production. Simultanément, le gouvernement a pris des mesures pour aider les consommateurs pauvres pendant une période de transition. Au début, seuls les groupes à faible revenu ont été admis à bénéficier de subventions alimentaires. En 1979, les rations ont été remplacées par des bons d'alimentation, distribués uniquement aux ménages dont le revenu annuel était inférieur à 3.600 roupies (240 dollars). Alors que, d'après une enquête menée en 1978-79, ces ménages pauvres ne représentaient que 7,1 % de la population, il semble que près de la moitié de la population ait réussi à obtenir des bons d'alimentation. Néanmoins, les bénéficiaires faisaient généralement partie des 50 % les plus pauvres de la population.

En maintenant la valeur nominale des subventions à un niveau constant, le gouvernement est parvenu à réduire peu à peu le coût réel des subventions alimentaires sans qu'il résulte une perte soudaine d'avantages. Les dépenses publiques consacrées aux programmes sociaux ont été réorientées vers l'investissement. En 1984, les subventions alimentaires ne représentaient plus que 4 % des dépenses publiques, contre 19 % en 1978 et 23 % en 1970.

Ce processus ne s'est pas déroulé sans revers ni sans heurt. Mais les résultats ont été si encourageants que le gouvernement envisage un nouveau train de mesures pour mieux cibler son programme de bons d'alimentation et accroître la valeur de ces derniers.

obtiennent un gain de 60 cents, contre 40 cents pour le maïs, 23 cents pour le riz et 18 cents pour le pain. Cependant, même si les subventions au sorgho ou au manioc sont un moyen à la fois efficace et économique d'aider les pauvres, elles soulèvent certains problèmes. Ainsi, un grand nombre d'aliments consommés par les indigents servent aussi à nourrir les animaux. Les subventions qui sont censées abaisser le coût de l'alimentation pour les pauvres peuvent également réduire les coûts de production du bétail, ce qui conduit en fait à subventionner les riches. Ce problème s'est posé en Egypte et au Zimbabwe. Même si ce phénomène ne se produit qu'à petite échelle, il est difficile de tirer des avantages nets de subventions appliquées à une vaste gamme de produits une fois qu'on a pris en compte tous les frais administratifs et toutes les distorsions qu'entraîne la mobilisation du financement nécessaire.

La plupart de ces problèmes ne se posent pas si les subventions sont destinées uniquement aux groupes à risques tels que les femmes enceintes et allaitantes, les jeunes enfants, les malades, les vieillards ou les handicapés. Un grand nombre de gouvernements cherchent à promouvoir ce type de programmes en offrant des avantages fiscaux aux organismes non gouvernementaux. Une aide directe de l'Etat à certains groupes cibles bien définis se justifie également. La Banque mondiale appuie une entreprise de ce genre au Tamil Nadu (Inde), qui donne déjà des résultats prometteurs (Encadré 5.5).

Programmes de soutien aux producteurs

Dans un grand nombre de pays en développement, la croissance de la production agricole a été rendue possible en grande partie par l'expansion

de l'irrigation (Chapitre 1). Entre 1950 et 1983, la superficie irriguée a plus que doublé dans ces pays. Le taux de croissance a ralenti, mais environ 3,2 millions d'hectares continuent d'être mis en irrigation chaque année, dont plus de 40 % en Asie. Parallèlement à cette expansion de l'irrigation — mais pas uniquement pour cette raison —, on a également enregistré un accroissement rapide de l'utilisation d'intrants modernes, tels que les engrais chimiques et les machines.

Pour promouvoir l'utilisation de ces intrants et du crédit, les gouvernements des pays en développement ont généralement eu pour politique de subventionner les intrants agricoles. Leur objectif était non seulement d'accroître la production agricole, mais aussi d'améliorer la répartition des revenus dans les zones rurales. Malheureusement, ces programmes se sont heurtés à des problèmes multiples — y compris la ponction qu'ils exerçaient sur le budget. On se demande donc maintenant s'il ne vaudrait pas mieux éliminer ou réduire fortement les subventions et utiliser les ressources ainsi économisées à d'autres fins, par exemple pour réduire les taxes qui frappent la production agricole. On analysera ci-après les principaux problèmes que posent, dans la pratique, les subventions aux intrants et le crédit.

Subventions aux engrais

Dans un grand nombre de pays, les subventions s'appliquent à toute la gamme des intrants, des charrues aux pesticides. Les subventions à l'achat d'engrais sont très répandues. Au début des années 80, le taux de subvention des engrais était rarement inférieur à 30 % du coût à la livraison et il atteignait parfois 80 à 90 % (par exemple au Nigéria). Des taux de l'ordre de 50 à 70 % sont fréquents. En Arabie saoudite et au Venezuela, les agriculteurs paient la moitié du coût sortie usine ou du prix au débarquement; l'urée est vendue 56 % en dessous de son prix de revient à Sri Lanka, 60 % en Gambie.

Les subventions aux engrais (ou à d'autres intrants) soulèvent un certain scepticisme. Jusque vers le milieu des années 70, on s'accordait à penser que si des subventions temporaires pouvaient à la rigueur se justifier, les subventions à plus long terme pourraient aboutir à des dosages facteurs-productions contestables. Les études réalisées plus récemment tiennent mieux compte des imperfections qui existent sur les marchés et du fait que les pouvoirs publics n'ont pas pour seul objectif de maximiser les revenus. Une longue série d'argu-

ments a donc été avancée en faveur des subventions aux engrais. On a fait valoir qu'elles permettaient d'encourager l'expérimentation, de surmonter l'aversion pour le risque et les contraintes de crédit, d'aider les paysans pauvres, de préserver la fertilité des sols, de compenser les désincitations dues à la fiscalité ou à la politique des prix, ou tout simplement d'accroître la production des cultures prioritaires. Tout cet arsenal d'arguments économiques semble inattaquable. En fait, il ne fait pour la plupart que justifier des subventions temporaires ou modestes. De plus, il ne fait aucun cas de tous les effets institutionnels négatifs qui accompagnent invariablement les politiques de subvention des engrais. Par exemple :

- L'argument expérimentation ne peut au mieux légitimer que des subventions temporaires, et il y a sans doute peu d'endroits où il soit réellement valable. En effet, même dans les systèmes agricoles les moins dynamiques (par exemple, ceux des régions semi-arides d'Afrique de l'Ouest), les engrais sont déjà utilisés depuis au moins une génération. Lorsqu'il existe des services de vulgarisation convenables, le thème «engrais» est largement diffusé en l'espace de quelques années. Même lorsque les services sont mauvais, les exploitants savent ce que peuvent les engrais ou ils ont déjà pu observer leurs effets chez leurs voisins.

- La crainte du risque, qui amène les agriculteurs à utiliser moins d'engrais qu'il n'en faudrait pour maximiser leurs profits, est un argument qui peut justifier de modestes subventions dans certaines régions, mais pas trop. De toute façon, l'utilisation d'engrais n'entraîne pas nécessairement beaucoup de risques; par exemple, les agriculteurs n'appliquent une couche superficielle d'urée que lorsqu'ils sont sûrs que la culture a bien démarré. Cette crainte des risques — que l'on peut mesurer par la différence entre la quantité d'engrais qui devrait être utilisée et celle qui est effectivement utilisée — a peu d'impact. Comme l'indique une étude de la Banque mondiale, même lorsque les exploitants ont vraiment peur de prendre des risques, leur consommation d'engrais est au plus inférieure de 15 % à ce qu'elle serait s'ils essayaient de maximiser leurs profits.

- Les contraintes de crédit sont imputables aux imperfections des marchés financiers, par exemple le manque d'information, le coût élevé des transactions et la nécessité de garanties. En règle générale, il vaut mieux éliminer un problème à la source que d'essayer d'y remédier. A long terme, le seul moyen de corriger les imperfections des marchés du crédit rural consiste à améliorer leur

Encadré 5.5 Comment cibler l'aide économique : le cas du Tamil Nadu

Un projet destiné à aider les enfants et les mères qui risquent de souffrir de carences nutritionnelles a été lancé avec succès au Tamil Nadu, dans le sud de l'Inde. Une enquête réalisée par le gouvernement de l'Etat au début des années 70 a révélé que la consommation de la moitié des familles rurales couvrait moins de 80 % des besoins caloriques journaliers. Environ 50 % des enfants de un à quatre ans étaient classés comme mal nourris et 45 à 50 % des décès d'enfants étaient directement imputables à la malnutrition. Le traitement des maladies d'origine nutritionnelle coûtait environ 5,5 millions de dollars par an, soit près d'un tiers des dépenses consacrées par l'Etat aux services médicaux. Le gouvernement a décidé d'intervenir, et d'aider en particulier les enfants de moins de trois ans. Dès 1980, 25 programmes de nutrition et d'alimentation fonctionnaient, pour un coût total de 8,8 millions de dollars. Mais leur portée trop générale et le manque de suivi en amoindrirent l'efficacité.

En 1980, le gouvernement a lancé un projet quinquennal de lutte contre la malnutrition et de santé publique. Ce projet offre des soins nutritionnels et sanitaires aux enfants âgés de six mois à trois ans et aux femmes enceintes et allaitantes. Des agents de nutrition communautaires spécialement formés implantent le programme dans leur village. Ils sont aidés par des

équipes de femmes, composées en moyenne de 25 personnes par village. Les enfants sont pesés tous les mois. Ceux qui ne grossissent pas assez vite sont placés dans un programme spécial : tous les jours, pendant 90 jours, ils sont alimentés au centre communautaire. On apprend aux mères à reconnaître les premiers signes de malnutrition et à prendre les mesures nécessaires. Les enfants qui souffrent de malnutrition grave reçoivent une double ration. Il existe aussi des services de santé complémentaires. Les femmes enceintes ont droit à des soins réguliers. Les mères particulièrement démunies reçoivent un complément alimentaire à emporter. L'enseignement nutritionnel et sanitaire est une composante essentielle du projet. En utilisant ce système de surveillance de la croissance, précis mais pratique, pour identifier les enfants les plus vulnérables, on peut donner une alimentation complémentaire hautement sélective et de courte durée. Ces deux caractéristiques permettent d'accroître l'efficacité-coût et en même temps d'éviter que la population ne reste trop longtemps tributaire de l'aide alimentaire.

Le projet fonctionne maintenant dans 9.000 villages du Tamil Nadu, où il touche environ un million d'enfants et plus de 300.000 femmes enceintes et allaitantes. Les taux de participation au projet sont parti-

fonctionnement et non à subventionner d'autres intrants.

- L'argument répartition du revenu soulève un grand nombre de questions empiriques concernant la nature de la demande d'engrais des ménages, classés par tranche de revenu, et l'efficacité et l'équité des systèmes de rationnement qui accompagnent souvent la distribution d'intrants subventionnés. Une étude de l'utilisation d'engrais effectuée au Sénégal a révélé que c'étaient les exploitants les plus prospères, c'est-à-dire ceux des régions les mieux arrosées, qui bénéficiaient le plus des subventions. C'est là une observation valable en général : les agriculteurs qui profitent le plus de l'irrigation sont également ceux qui profitent le plus des subventions aux engrais, et ils sont généralement plus riches que les autres.

- Les arguments relatifs à la bonification et à la conservation des sols ne résistent pas à une analyse approfondie. Ils peuvent peut-être justifier des subventions temporaires, là où la croissance démographique s'accélère et les exploitants risquent de ne pas apprendre à se servir des engrais assez tôt pour éviter une grave dégradation des

sols. Cependant, dans les régions les plus vulnérables — les tropiques semi-arides — la meilleure parade consiste à adopter des engrais organiques, moins chers et mieux adaptés aux besoins, et des méthodes de rétention de l'humidité, par exemple le billonnage pour empêcher le ruissellement des eaux de pluie. Loin de favoriser ces pratiques, les subventions aux engrais découragent en fait l'utilisation d'engrais organiques. Il semble d'ailleurs qu'à la longue, les engrais chimiques peuvent réduire la fertilité des sols. Au Burkina Faso, par exemple, les rendements du sorgho ont baissé après sept ans de fertilisation chimique, à cause de l'acidification des sols, des carences en potassium et de la toxicité de l'alumine qui en ont résulté. Ce n'est qu'en associant un épandage important de fumier avec des engrais chimiques qu'on peut maintenir ou améliorer la fertilité des sols.

Ces considérations mises à part, des arguments spéciaux sont souvent avancés en faveur d'une politique de subventions aux engrais. Beaucoup pensent que c'est la manière la plus économique d'obtenir un montant donné de recettes fiscales auprès des exploitants. Si l'Etat veut imposer les petits

culièrement élevés puisque 80 à 95 % des enfants du groupe cible y participent. Environ un quart d'entre eux ont eu besoin d'un complément d'alimentation à un moment ou à un autre, et 95 % de ceux qui avaient droit à ces aliments en ont profité. Soixante-cinq pour cent d'entre eux avaient retrouvé une courbe de croissance satisfaisante en 90 jours, et 15 % de plus en 120 jours. Seuls 20 % ont dû continuer à recevoir un complément au-delà de 120 jours.

Pour mesurer l'impact du projet, on a comparé deux groupes de villages, le groupe pilote et le groupe témoin, ayant chacun 100.000 habitants. Le projet a été réalisé dans le groupe pilote mais pas dans le groupe témoin. Au bout de trois ans, on a pu observer l'impact du projet sur l'état nutritionnel et sur la morbidité et la mortalité :

- La malnutrition grave a diminué de 32 % dans le groupe pilote, mais seulement de 12 % dans le groupe témoin.
- La malnutrition moyenne a diminué de 9 % dans le groupe pilote mais elle a augmenté de 19 % dans le groupe témoin.
- Le nombre d'enfants classés dans la catégorie «état normal ou malnutrition légère» a augmenté de 20 % dans le groupe pilote, mais elle a diminué de 5 % dans le groupe témoin.

- Dans le groupe pilote, le poids moyen des enfants a augmenté, alors que dans le groupe témoin il a diminué. Les avantages nutritionnels procurés par le projet ont persisté jusqu'à l'âge de cinq ans. A cet âge, la différence de poids entre les enfants participant au projet et les autres étaient de 1,75 kilo. Les taux de morbidité et de mortalité des enfants du projet semblaient également en baisse.

D'après des estimations préliminaires, les composantes nutrition et communications ont coûté environ 72 roupies (6,50 dollars) par enfant et par an, soit 0,20 roupie (0,02 dollar) par enfant et par jour. Si le projet était généralisé à l'ensemble du Tamil Nadu, son coût serait inférieur à 1 % des recettes publiques de l'Etat, ce qui est tout à fait raisonnable comparé aux coûts estimatifs de programmes analogues exécutés ailleurs en Inde. L'aide alimentaire étant accordée exclusivement à ceux qui en ont besoin, et uniquement quand ils en ont besoin, les frais d'alimentation sont très inférieurs à ceux de la plupart des programmes alimentaires destinés aux enfants d'âge préscolaire. Ce projet semble offrir un système modèle, à la fois efficace et économique, pour protéger l'état nutritionnel et sanitaire des éléments les plus vulnérables de la population.

exploitants — autrement dit taxer leur surplus commercialisé — il doit parfois subventionner les engrais pour accroître la production et donc le volume du surplus commercialisé. Cet argument appelle une certaine circonspection. Premièrement, on doit s'assurer de la validité des objectifs fiscaux. Deuxièmement, les taux des subventions et des taxes peuvent varier énormément à la longue, nécessitant de brusques revirements de politique. Troisièmement, on suppose qu'en subventionnant les engrais, on peut neutraliser l'effet négatif sur la production de la faiblesse des prix aux producteurs — supposition pour le moins contestable. Même si une subvention se justifie dans certains cas particuliers, on ne peut en dire autant des fortes subventions qui sont trop souvent appliquées sans discernement.

Les subventions aux engrais sont généralement accordées par le canal de réseaux de distribution publics. Outre l'inefficacité inhérente de certains de ces réseaux, une telle politique décourage les fournisseurs privés éventuels — commerçants, marchands, transporteurs, artisans locaux et gros exploitants. En fait, à long terme, le plus gros in-

convénient des programmes de subventions réside peut-être dans le fait qu'ils font obstacle aux fournisseurs privés, dont les services sont pourtant essentiels à la transformation des économies agricoles arriérées. Certains problèmes se posent lorsqu'on confie à un organisme public le monopole de la distribution des engrais; par exemple :

- Les engrais commercialisés par le secteur public sont souvent livrés trop tard pour pouvoir donner le maximum d'effets. Aussi les rendements, qui dépendent souvent beaucoup de la date d'application des engrais, ne sont-ils pas aussi élevés qu'ils devraient l'être. Les raisons de ces retards diffèrent selon les pays, mais elles sont souvent inhérentes aux mécanismes de commercialisation publics. Parfois, l'organisme responsable ne connaît le montant de ressources dont il pourra disposer que lorsque le cycle végétatif est déjà bien avancé. Quand un organisme central est chargé de tous les achats publics, le processus prend beaucoup de temps. Distribuer de petites quantités d'engrais en une multitude de points extrêmement dispersés peut être fort ardu. Lorsqu'en plus le secteur public domine le système

de transport, la tâche à accomplir dépasse souvent ses capacités.

- Les fournisseurs d'Etat offrent seulement quelques variétés d'engrais, alors que les cultures ou les sols particuliers ont besoin de nutriments spécifiques. Les gouvernements font souvent payer le même prix sur tout le territoire. De plus, ils n'offrent qu'un petit nombre de formules. Le Cameroun, par exemple, n'importait que trois types d'engrais au début des années 80 : sulfate d'ammonium, NPK 20-10-10 et urée; et pourtant, chaque culture et chaque région (sols) ont des besoins spécifiques. Avec ce système sans nuances, aussi bien le café que le maïs, les zones tropicales humides comme les régions semi-arides ont droit à la même formule, NPK 20-10-10. Dans une grande partie du Sahel, le dosage d'engrais le plus souvent recommandé pour le mil et le sorgho est basé sur l'engrais complexe utilisé pour le coton. Une étude réalisée au Sénégal, qui comparait les besoins nutritifs avec l'engrais composé standard, donne une idée du gaspillage qu'entraîne une politique aussi peu nuancée. D'après cette étude, on aurait pu économiser environ 20 % sur le coût des engrais, sans que cela nuise à la productivité de la terre, et encore ce chiffre ne tient pas compte de tous les avantages qu'on aurait pu tirer de l'emploi de formules plus variées.

- Dans bien des cas, la demande d'engrais des agriculteurs ne peut être entièrement satisfaite aux prix subventionnés. Il faut alors rationner. La quantité d'engrais que chacun obtient dépend du système, qui favorise en général les plus gros exploitants. Ainsi sont annulés tous les avantages qu'on aurait pu obtenir sans cela sur le plan de l'équité.

- Le rationnement engendre par ailleurs des fluctuations erratiques du coût d'acquisition effectif des engrais, ce qui entrave le processus d'apprentissage. Même lorsque les exploitants apprennent à tirer le meilleur parti des engrais, l'information ne parvient que lentement et imparfaitement aux organismes publics. Au Burkina Faso, par exemple, les services de vulgarisation continuent de recommander aux paysans d'utiliser pour le mil et le sorgho les engrais composés prévus pour le coton, alors qu'il est prouvé qu'à long terme, ils ont probablement des effets négatifs sur les rendements.

Les mêmes problèmes se posent également dans le cas des pesticides. Les subventions aux pesticides peuvent modifier radicalement la rentabilité relative des programmes de lutte contre les en-

nemis des cultures, basés sur les produits chimiques et des programmes à forte intensité de main-d'oeuvre. Par exemple, on a constaté que pour lutter contre les parasites du coton en Egypte, on pouvait : a) choisir la date du semis de façon à éviter l'époque où l'infestation est la plus intense; b) ajouter du fuel à l'eau d'irrigation destinée à la récolte précédente; c) enlever à la main les grappes d'oeufs; d) surveiller de près les infestations d'insectes pour mieux déterminer la date et l'ampleur du traitement chimique; et e) brûler les capsules infestées en fin de saison. Les rizicultures du sud de la Chine ont pu réduire l'emploi des insecticides en adoptant des variétés résistant aux parasites, en élevant des canards entomophages dans les rizières, en lâchant des insectes prédateurs et des bactéries pathogènes, et en surveillant étroitement les populations de ravageurs. Au lieu d'utiliser des produits chimiques, ces techniques font davantage appel à la main-d'oeuvre et à d'autres intrants. Lorsqu'on accorde de fortes subventions à l'achat de pesticides pour encourager la lutte contre les ennemis des cultures, cela peut avoir des effets coûteux et imprévus sur le choix des techniques. Dans les pays où la main-d'oeuvre est abondante, en particulier, encourager la substitution de pesticides chimiques aux travailleurs peut être un gaspillage de ressources.

Subventions à la mécanisation

Un grand nombre de pays en développement cherchent à promouvoir la mécanisation agricole. Lorsque les changes sont surévalués et que les maigres ressources en devises sont allouées de préférence à l'achat de machines, ce qui a été le cas à un moment ou à un autre dans des pays aussi divers que la Colombie, l'Egypte, l'Inde et le Pakistan, cette politique engendre une très forte subvention implicite. Souvent, les machines agricoles jouissent d'un régime tarifaire préférentiel par rapport à celui qui résulterait de l'application d'un traitement fiscal uniforme à tous les intrants agricoles et industriels. En Colombie, au début des années 60, un droit d'entrée de 2 % et une taxe sur les ventes de 3 % sur les tracteurs importés étaient peu de chose en comparaison du degré de surévaluation de la monnaie. Au Pérou, à la même époque, le droit d'entrée de 20 % sur les tracteurs était encore inférieur au taux moyen des droits et taxes à l'importation et très en dessous du pourcentage du réaligement monétaire de 1967. Dans certains cas, le régime d'imposition du revenu agricole comporte une autre subvention, dans la mesure où

les machines agricoles peuvent servir de refuge fiscal — le plus souvent par le biais de l'amortissement accéléré. Le code des impôts du Brésil présente un cas extrême : il permet en effet de déduire des revenus agricoles six fois la valeur des machines au cours de la première année, d'où une perte fiscale importante chaque fois que de gros achats de machines sont effectués. Les autres types d'investissement agricole, par exemple dans l'élevage, bénéficient d'un régime moins favorable et, bien entendu, les coûts de main-d'oeuvre ne jouissent d'aucun traitement préférentiel sur le plan fiscal.

En général, les subventions profitent surtout aux grosses exploitations et aux régions dotées d'un climat favorable et d'une bonne infrastructure. Elles avantagent donc les exploitants aisés, au détriment des populations les plus pauvres. Au Brésil, lorsque l'Etat de São Paulo s'est industrialisé, les ouvriers agricoles ont été drainés vers les villes, répondant à la demande croissante de main-d'oeuvre. Vu la pénurie de main-d'oeuvre rurale, le rythme de la mécanisation aurait été freiné par la migration des travailleurs du Nord-Est. Cependant, le gouvernement a offert d'importantes subventions pour promouvoir la création d'un secteur industriel spécialisé dans le machinisme agricole et a éliminé les versements en nature aux travailleurs; ce faisant, il a découragé l'emploi de main-d'oeuvre et permis à la région Sud de concurrencer le Nord-Est dans la production de canne à sucre en neutralisant l'avantage qu'offrait à ce dernier une main-d'oeuvre meilleur marché. La canne à sucre est donc devenue rentable dans le Sud, mais les ressources auraient pu être consacrées à d'autres cultures plus rentables sur le plan international.

Il est rare que les subventions en faveur du machinisme se justifient d'un point de vue économique. Cela ne veut pas dire que le machinisme ne saurait être rentable — il peut l'être lorsque les salaires sont élevés ou lorsque la nature même de l'opération rend les machines particulièrement avantageuses (par exemple, les pompes d'irrigation). Lorsqu'il l'est, les agriculteurs peuvent en supporter les coûts — même les petits exploitants peuvent en bénéficier en louant le matériel.

Facilités de crédit

Presque tous les pays en développement ont des programmes spéciaux pour fournir des crédits aux agriculteurs, généralement à faibles taux. Ces programmes de crédit subventionné ont souvent des effets secondaires qui sont préjudiciables aux insti-

tutions financières, aux marchés financiers ruraux et à l'économie dans son ensemble.

En réalité, la plupart des problèmes rencontrés viennent de ce qu'on cherche à atteindre deux objectifs contradictoires : encourager une production économiquement efficace et transférer des revenus aux pauvres. Comme on le verra plus loin, le crédit n'est pas un bon instrument pour effectuer ce type de transferts. Quant à l'objectif de production, le crédit ne suffit pas en soi à promouvoir un accroissement de la productivité — il ne fait qu'offrir des possibilités dont les agriculteurs peuvent tirer parti. Mais si ces derniers exploitent d'abord les possibilités les moins productives, c'est que quelque chose d'autre ne va pas : il faut donc porter l'attention sur ce problème. La politique du crédit ne doit pas être considérée comme un moyen de compenser des distorsions qui existent ailleurs et qui engendrent une mauvaise affectation des ressources.

La politique du crédit procède souvent de la conviction que si les petits exploitants ne peuvent obtenir des prêts, c'est qu'ils ne peuvent offrir des garanties suffisantes, quand bien même ils sont capables de rembourser : ce qui revient à dire que les institutions de crédit privées surestiment les risques que comportent les prêts aux petits exploitants. S'il en était ainsi, il serait très maladroit de les forcer à accorder ces prêts à des taux fortement bonifiés. Mieux vaudrait accorder les subventions à ceux qui prêtent pour les inciter à assumer les risques plus élevés que comportent les prêts aux petits exploitants. Cela les encouragerait à se renseigner sur des emprunteurs potentiels jusque-là ignorés et sur leurs possibilités d'investissement.

REPARTITION DU REVENU ET CREDIT. Les riches exploitants n'ont guère de mal à emprunter. Ce sont les pauvres qui ont des difficultés, surtout s'ils ne possèdent pas de titres de propriété bien établis. Même s'ils peuvent obtenir du crédit, c'est souvent à un coût qui semble excessif.

Il est difficile d'orienter les crédits bonifiés vers les groupes à faible revenu. De faibles taux d'intérêt suscitent une forte demande de prêts lorsque les ressources sont limitées. Il n'est donc pas rare d'enregistrer une demande excédentaire de crédit (l'Encadré 5.6 présente un exemple tiré du Brésil). Dans ce cas, le crédit doit être rationné d'une façon ou d'une autre, si bien que le coût effectif du crédit est supérieur à celui qu'implique le taux d'intérêt subventionné. Cette augmentation des taux effectifs peut prendre plusieurs formes. Elle peut être répercutée par le prêteur sur l'emprunteur, qui

Encadré 5.6 Subventions au crédit au Brésil

Les subventions et la réglementation du crédit ont eu un très grand impact sur les marchés des capitaux ruraux au Brésil. Au cours des années 70, le niveau des subventions au crédit a rapidement augmenté. Cette évolution n'était pas entièrement délibérée car les contrats étaient fixés en valeur nominale et le taux d'inflation a été supérieur aux prévisions.

Entre 1969 et 1976, la valeur annuelle des crédits ruraux décaissés a augmenté quatre fois et demie, tandis que la valeur ajoutée dans l'agriculture doublait. Il n'est pas sûr que ce crédit ait toujours été affecté aux fins auxquelles il était destiné. En fait, comme en 1975-78 le crédit agricole a atteint des niveaux égaux à la valeur ajoutée totale dans l'agriculture, des montants élevés ont certainement dû être détournés à d'autres fins. Ce détournement du crédit apparaît également dans le fait que, bien souvent, la superficie totale pour laquelle les agriculteurs ont obtenu un crédit subventionné — pour pratiquer une culture quelconque — était supérieure à la superficie effectivement récoltée. Ceci est d'autant plus notable que seule une minorité d'agriculteurs ont reçu des crédits subventionnés. D'après le recensement de 1975, il y avait environ 5 millions de fermes, alors qu'en 1976, seuls 1,8 million de contrats de crédit ont été signés. En outre, la plupart des agriculteurs qui ont emprunté ont signé plus d'un contrat. L'Association des banques de développement a estimé que 23 % du crédit agricole avait été détourné.

Il n'est pas certain que ce système de crédit subventionné ait permis d'obtenir des avantages nets tangibles, même dans le domaine restreint concerné. Etant donné que la possession de la terre ouvre l'accès au crédit subventionné, la valeur des terrains a augmenté rapidement. Une réglementation complexe a été instituée pour limiter le détournement des crédits subventionnés. Le temps et les talents gaspillés dans le dédale des procédures de crédit ont peut-être été l'un des coûts les plus lourds de cette politique de subvention.

Le problème du détournement fait qu'il est extrêmement difficile d'évaluer l'effet, positif ou négatif, du crédit sur l'activité agricole. Certains faits tendent à prouver que les subventions au crédit ont encouragé une mécanisation et une utilisation d'engrais excessives, mais non pas que cela ait accru la production ou

les rendements. Il est peu probable que les programmes de subvention aient profité aux agriculteurs à faible revenu, bien qu'ils aient été conçus, en principe, pour favoriser les régions pauvres du Nord-Est et les petits exploitants, car les banques ont été rebutées par les frais administratifs élevés que cela aurait supposé.

Les subventions au crédit ont contribué à stimuler l'inflation et à déstabiliser l'économie en général. Le gonflement du crédit, ajouté à l'écart croissant entre les taux d'intérêt et le coût des fonds, ont entraîné une augmentation des subventions qui, vers la fin des années 70, ont dépassé 5 % du PIB. La situation était devenue intolérable. Depuis 1980, les autorités ont progressivement réduit les subventions, en comprimant le volume réel du crédit. Depuis 1983, la valeur des prêts est indexée. La chute des crédits d'équipement a été particulièrement marquée (Tableau 5.6 de l'encadré). Le volume des crédits consentis par les banques fédérales et d'Etat ayant diminué encore plus rapidement, les banques commerciales ont été impliquées de force dans un nombre croissant de prêts non rentables. Elles se sont mises à en répercuter le coût sur les prêts non subventionnés, dont les taux d'intérêt réels ont alors dépassé 25 %. Ce cas montre comment des subventions excessives et une politique de taux d'intérêt nominaux rigide peuvent vouer à l'échec toute tentative visant à soutenir la croissance réelle du crédit agricole.

Tableau 5.6 Indices de la valeur réelle du crédit rural au Brésil pour l'ensemble des banques, 1975-84
(1979 = 100)

	Crédit total	Crédit à court terme	Crédit d'équipement
1975	86	79	108
1976	88	80	115
1977	79	80	76
1978	80	80	80
1979	100	100	100
1980	96	104	71
1981	83	93	51
1982	80	93	42
1983	61	67	41
1984	37	43	18

peut se voir obligé de fournir davantage de pièces, de venir en ville plus souvent ou de patienter plus longtemps. Ou bien le prêteur demande à l'emprunteur de conserver des fonds de contrepartie, ou de fournir des garanties supplémentaires ou sous des formes particulièrement attrayantes pour le prêteur. Les petits agriculteurs sont générale-

ment exclus par ce processus de rationnement. Comme le coût des transactions est souvent fixé en fonction du volume du prêt, le rationnement tend à éliminer d'abord les petits prêts. Plusieurs études réalisées dans des pays aussi divers que le Bangladesh, la Bolivie, le Brésil et le Honduras ont montré que, malgré la modicité des taux, ces coûts

pouvaient rendre le loyer de l'argent presque aussi cher en valeur réelle que les taux beaucoup plus élevés pratiqués sur les marchés informels.

Les prêts bon marché ne parviennent donc pas à redistribuer les revenus en faveur des pauvres ruraux. La valeur de la subvention est proportionnelle au montant du prêt et les petits exploitants reçoivent généralement des prêts modestes. Des études ont révélé qu'une grande partie des crédits agricoles à taux bonifiés était généralement entre les mains d'un nombre d'emprunteurs relativement petit, qui sont le plus souvent prospères et politiquement influents (Encadré 5.6).

Les gouvernements peuvent aider les emprunteurs à faible revenu à emprunter en éliminant les obstacles qui limitent leur accès aux crédits assortis de conditions commerciales. Il ressort d'études réalisées dans plusieurs pays, dont la Thaïlande et le Kenya, que l'accès au crédit dépend en partie de la nature des titres fonciers, car la terre est l'un des rares avoirs que les exploitants peuvent offrir comme garantie. Dans ces deux pays, les gouvernements cherchent maintenant à valoriser les titres fonciers. S'ils dérèglementent les taux d'intérêt, les activités de prêt des institutions financières dans les zones rurales deviendront rentables et se développeront. L'Indonésie a déjà fait quelques pas dans cette direction, comme on peut le voir dans l'Encadré 5.7.

PROGRAMMES DE CREDIT ET CULTURES PRIORITAIRES. Un grand nombre de programmes de crédit rural offrent des taux d'intérêt bonifiés pour encourager les exploitants à utiliser certains intrants ou à pratiquer certaines cultures. Cependant, le crédit subventionné est très souvent détourné à d'autres fins. Un contrôle étroit peut limiter ce détournement, mais c'est une entreprise coûteuse et difficile, parce que les exploitants peuvent réaffecter d'autres fonds. Ce détournement du crédit montre qu'aux yeux de l'exploitant, les meilleurs investissements ne coïncident pas nécessairement avec les priorités des programmes de crédit.

Même si l'on pouvait empêcher le détournement du crédit, les subventions au crédit ne sont peut-être pas un moyen efficace de promouvoir telle ou telle culture ou telle ou telle technique. Beaucoup des avantages qu'elles procurent sont annulés par la médiocrité des services, les longs délais d'attente et les fortes variations du volume de crédit disponible. En liant l'octroi du crédit à l'achat de certains intrants ou à certaines cultures, les programmes peuvent fausser les décisions écono-

miques prises par les exploitants. En subventionnant l'achat de tracteurs, par exemple, on risque d'encourager prématurément la mécanisation.

Lorsque les conditions générales sont favorables et les techniques rentables, le secteur privé est tout à fait capable de fournir les intrants et le crédit. Lorsque les techniques modernes se sont propagées partout aux Philippines, la vente d'intrants agricoles est devenue plus lucrative et a attiré de nouveaux venus dans le secteur de l'outillage agricole. Cette évolution n'a pas été entravée par le manque d'accès au crédit. La plupart des nouveaux venus étaient des agriculteurs, et ils ont eu recours au crédit pour attirer les clients. Ils ont pu faire concurrence aux institutions de crédit grâce à la rapidité de leurs décisions et en proposant des arrangements adaptés aux conditions locales. Certains ont même accepté d'être remboursés en nature. Non seulement ils ont modulé les conditions de remboursement en fonction des besoins de chaque client, mais ils ont minimisé les risques de défaut de paiement en demandant l'avis des exploitants locaux pour évaluer les risques, en sévisant contre les emprunteurs défaillants et en offrant à leurs clients des liens d'association durables et mutuellement profitables qui devraient procurer encore plus d'avantages à l'avenir. Ces banquiers villageois ont obtenu des taux de remboursement beaucoup plus élevés que les institutions de prêt officielles, alors que leur clientèle était la même.

EFFETS SUR LES MARCHES FINANCIERS. Les subventions au crédit ont des répercussions à la fois sur les marchés ruraux des capitaux et sur le système budgétaire. Lorsque les institutions financières sont tenues d'allouer une partie donnée de leurs ressources à certaines catégories d'emprunteurs ou à certains secteurs prioritaires, le coût de cette subvention implicite doit être recouvré par un élargissement des marges entre le coût des fonds pour l'institution et les taux qu'elle applique à d'autres types de prêts. Les emprunteurs qui n'ont pas la priorité reçoivent alors moins de crédit et le paient plus cher, et les taux servis sur les dépôts diminuent.

Lorsque les taux d'intérêt nominaux sont fixés pour une longue période — comme c'est la coutume dans la plupart des pays — le taux réel varie en fonction de l'inflation. Lorsque le taux d'intérêt réel diminue ou augmente, le rationnement et les garanties demandées sont modifiés de telle façon qu'il est difficile d'apprécier dans quelle mesure le coût effectif du crédit varie pour faire correspondre l'offre et la demande. Les gouverne-

Encadré 5.7 L'amélioration des marchés de capitaux en Indonésie

Au début des années 70, le Gouvernement indonésien a lancé un programme de crédit visant à promouvoir la production rizicole. Le crédit était consenti à de faibles taux d'intérêt (12 %, soit un taux réel négatif pendant presque toute la durée du programme), surtout pour l'achat d'engrais. Les prix des engrais étaient subventionnés et le gouvernement a fixé le prix du riz à un niveau supérieur d'environ 30 % aux prix à l'importation et offert des services de vulgarisation agricole. La Bank Rakyat Indonesia (BRI, banque d'Etat essentiellement rurale) administrait le crédit subventionné à travers un réseau de succursales villageoises installées dans les zones irriguées où les possibilités d'accroissement de la production de riz étaient les meilleures.

La production rizicole a augmenté comme prévu, évolution puissamment favorisée, pensait-on, par le crédit subventionné. Toutefois, après le milieu des années 70, les montants décaissés dans le cadre du programme ont fortement diminué; or, la production rizicole a continué de s'accroître, donnant à penser que le crédit subventionné n'était pas aussi important que d'autres éléments, tels que l'amélioration des services de vulgarisation et le relèvement des prix aux producteurs. Du reste, pourquoi le montant de crédit décaissé avait-il diminué? D'abord, le crédit n'était pas aussi bon marché qu'il y paraissait, même avec un taux bonifié de 12 %. Le coût effectif du crédit pour l'agriculteur était plus élevé, d'autant plus qu'on s'efforçait d'en lier l'utilisation à l'adoption d'un ensemble donné d'intrants. Ensuite, les décaissements ont diminué parce qu'un grand nombre d'emprunteurs n'ont pas remboursé leurs prêts et ne pouvaient donc plus prétendre à de nouveaux crédits dans le cadre du programme. Ces problèmes de remboursement ont obligé l'Etat à accroître ses subventions et ont semé de nouveaux doutes sur les bienfaits du crédit bon marché.

Les succursales villageoises créées par la BRI ont été amenées à participer à deux autres programmes publics entrepris vers le milieu des années 70. Le premier visait à encourager l'épargne en versant aux petits déposants un intérêt de 15 % par an sur leur solde mensuel minimum. Comme ce taux était supérieur au taux prêteur, l'Etat a dû accorder une subvention. Le second programme offrait de petits prêts modestes à des taux bonifiés de 12 % par an, financés par des subventions du Ministère des finances. Ces subventions visaient à encourager la diversification de la production dans les zones rurales.

Vers le début des années 80, lorsque le prix du pétrole a commencé à tomber, il est devenu évident que l'Etat ne pouvait plus se permettre de financer le programme de crédit bonifié pour la production rizicole. Il est apparu en outre que les autres activités de la BRI

(telles que les programmes en faveur des petits épargnants et des petits emprunteurs) devraient être comprimées ou supprimées. Comme l'Etat avait pris en charge les pertes d'exploitation des succursales villageoises et partagé les risques de non-remboursement, la BRI allait se retrouver avec plus de 3.000 succursales, plus de 14.000 employés et aucun moyen évident de financer ses activités.

La réforme, lorsqu'elle arriva, au milieu de 1983, fut radicale : les contrôles directs sur les taux d'intérêt et le volume du crédit étaient abolis. La BRI a décidé de ne pas fermer ses succursales villageoises (pour ne pas perdre un personnel qualifié dans lequel elle avait tant investi), mais de les réorganiser. Elle a porté la plupart des taux débiteurs à plus de 20 % par an, et les emprunteurs étaient pratiquement libres d'utiliser leurs prêts comme bon leur semblait. C'était là un retournement complet de situation. Les succursales villageoises ont continué de servir 15 % par an sur les dépôts (soit plus que le taux d'inflation). Elles avaient désormais tout intérêt à attirer l'épargne car elles faisaient des bénéfices sur leurs prêts et, plus elles avaient de dépôts, plus elles pouvaient prêter; en outre, elles avaient besoin de l'épargne pour compenser la réduction des concours de la banque centrale.

La suppression des subventions a profité même à ceux que les subventions étaient censées aider. Entre le milieu de 1983 et celui de 1985, les dépôts dans les succursales villageoises avaient presque doublé, le volume des prêts a pu ainsi augmenter et les prêts consentis dans le cadre du nouveau programme en faveur des petits emprunteurs ont dépassé 300 millions de dollars. D'autre part, la plupart des succursales villageoises de la BRI commençaient enfin à être rentables. Un nombre beaucoup plus grand d'emprunteurs ont remboursé leurs prêts : au milieu de 1985, les arriérés de paiements ne représentaient plus que 1 ou 2 % de l'encours total des prêts — soit beaucoup moins que dans l'ancien programme.

Comme il n'était plus obligatoire de consacrer les prêts à la riziculture, ni même à des activités agricoles en général, on pourrait penser que ces prêts fournissaient l'occasion d'entreprendre des activités entièrement différentes. Près de 750.000 emprunteurs sur 900.000 ont déclaré qu'ils empruntaient pour se livrer au commerce : or, d'après une enquête récente, il apparaît que 75 % de ces «commerçants» sont également des exploitants agricoles. Bien que d'autres programmes de crédit soient toujours fortement subventionnés, la réforme du crédit villageois a été une étape importante vers l'établissement de marchés financiers ruraux viables et le développement de l'épargne rurale.

ments perdent ainsi le contrôle de l'instrument même qu'ils voulaient utiliser pour atteindre leurs objectifs de crédit. De surcroît, selon la méthode de financement utilisée, toute tentative visant à accroître le volume du crédit rural, en valeur réelle, en période d'inflation peut attiser le taux d'inflation ou aboutir à des taux d'intérêt réels très élevés sur d'autres marchés. Il convient donc d'associer les réformes du crédit rural à la réforme d'ensemble du secteur financier et de généraliser les taux flexibles reflétant les conditions du marché.

Lorsque le crédit est subventionné, il est difficile d'encourager l'épargne rurale en relevant les taux d'intérêt servis sur les dépôts. Des taux créditeurs élevés alourdissent la charge que fait peser le programme de subvention sur le budget. Par ailleurs, un emprunteur qui obtient un prêt à faible taux peut tout simplement replacer son emprunt pour faire un bénéfice. Par conséquent, les subventions au crédit vont souvent de pair avec des taux plus faibles sur les dépôts, ce qui peut avoir des effets très importants sur l'épargne rurale. Si les taux d'intérêt sont inférieurs au taux d'inflation, le taux d'épargne s'en ressent. D'aucuns soutiennent qu'un taux d'intérêt négatif ne décourage pas l'épargne rurale parce que celle-ci n'est pas très sensible à un relèvement des taux d'intérêt. Or, en Inde, où les banques ont ouvert des succursales rurales essentiellement pour décaisser leurs prêts agricoles, le volume des dépôts est devenu si élevé à cause des taux d'intérêt généralement positifs que certains se sont inquiétés devant une telle hémorragie. Le cas s'est renouvelé dans bien d'autres pays qui ont pris des mesures pour encourager l'épargne dans les zones rurales. Au Japon, les dépôts acceptés depuis le début des années 20 par les coopératives agricoles ont été supérieurs au volume de prêts agricoles qu'elles financent, et ils ont contribué aux flux de capitaux privés décrits dans l'Encadré 4.9 du Chapitre 4. Après la guerre, l'épargne des ménages ruraux japonais a augmenté rapidement par suite de la hausse des revenus. De même, en Corée, les taux d'intérêt débiteurs et créditeurs ont pratiquement doublé après 1965, ce qui a porté les taux réels à plus de 8 %. Vers le milieu des années 70, l'épargne moyenne des ménages agricoles avait déjà rapidement augmenté. La réorganisation des services de crédit villageois en Indonésie (Encadré 5.7) et les programmes d'épargne et de prêt institués par les coopératives caféières au Kenya ont également eu des effets extrêmement positifs sur l'épargne.

Incitations associées à des programmes spécifiques

Les gouvernements prévoient souvent différents types de subventions et de taxes dans le cadre des programmes qu'ils adoptent pour promouvoir le développement de régions ou de cultures données. En général, ces systèmes d'incitations visent à faciliter la réalisation des objectifs immédiats de ces programmes : par exemple, encourager la participation des exploitants et les amener à choisir les intrants, les cultures et autres pratiques qui sont jugés nécessaires à la réussite du programme.

Le succès d'un programme de promotion se mesure en grande partie à sa viabilité financière et économique, après les années de démarrage, qui permet aux pouvoirs publics de retirer leur aide ou de la réduire sensiblement. Pour cela, il faut non seulement que les agriculteurs, les commerçants et autres participants adoptent dès le départ des méthodes correctes, mais aussi qu'ils soient incités à revoir leurs décisions si les circonstances changent. Pour assurer la viabilité à long terme du programme, il est nécessaire d'éliminer progressivement les incitations spéciales offertes au départ. Si l'organisme public continue de s'occuper du programme pendant longtemps, il doit encourager la souplesse dans les décisions et tenir compte des ramifications plus étendues que peuvent avoir les diverses mesures prises pour aider les participants.

DEVELOPPEMENT DES CULTURES ARBUSTIVES. On trouve ici une illustration de certains des problèmes que soulèvent des programmes fortement subventionnés. Un grand nombre de gouvernements encourageant les agriculteurs à adopter de nouvelles variétés arbustives et des techniques modernes en créant des organismes spécialisés qui décident quelle superficie sera plantée ou replantée. Ces organismes démontrent parfois l'utilisation de nouvelles variétés ou techniques dans une zone, ou pendant une période, limitée. Ce type d'intervention ne perturbe pas les marchés, surtout si les bénéficiaires remboursent le coût des intrants. Les projets peuvent démontrer la rentabilité élevée des activités recommandées pour les agriculteurs et pour les fournisseurs potentiels d'intrants et de crédit. Ils encouragent le secteur privé à jouer un rôle, au lieu de l'évincer.

Il arrive cependant que ces organismes interviennent à mauvais escient, surtout si les activités de développement culturel ne sont pas limitées dans le temps ni dans l'espace. Les incitations que comporte ce type de programmes peuvent avoir des

Encadré 5.8 Programmes de replantation d'hévéas en Thaïlande

Depuis vingt-cinq ans, le Gouvernement thaïlandais appuie des programmes visant à encourager les agriculteurs à replanter des hévéas. Ses principaux instruments sont : l'octroi aux exploitants de subventions couvrant environ la moitié des coûts de replantation de variétés clonales à haut rendement; une taxe parafiscale sur les exportations de caoutchouc, qui finance le programme de replantation; et une taxe d'exportation distincte destinée à alimenter le budget de l'Etat. Les subventions à la replantation sont décaissées sur une période de six ans, sous la supervision d'un organisme spécialisé qui veille à ce que les agriculteurs suivent les pratiques recommandées.

Le programme avait deux objectifs : remplacer de vastes superficies d'hévéas à faible rendement par des variétés modernes à haut rendement et sensibiliser les planteurs aux techniques améliorées. Malgré un démarrage assez lent et quelque peu hésitant pendant les années 60, environ 500.000 hectares (soit quelque 50 % de la superficie totale plantée en hévéas) avaient déjà été replantés vers le début des années 80. L'aide importante accordée dans le cadre du programme incite les agriculteurs à y participer, en dépit de la taxe para-

fiscale et de la taxe à l'exportation. L'organisme responsable a réussi à surmonter un grand nombre de problèmes d'exécution qui avaient entravé les efforts d'autres pays et l'évaluation fait apparaître des taux de rentabilité économique satisfaisants. Ce programme, qui bénéficie de l'appui de la Banque mondiale, offre un bon exemple d'intervention réussie du secteur public.

Pourtant, ce type de programmes peut avoir des effets secondaires néfastes s'il n'a pas été mis au point avec un soin particulier. Le rendement de l'hévéa est fonction non seulement des variétés d'arbres mais de la qualité de la saignée. Une saignée de faible intensité et de bonne qualité et un entretien coûteux sont nécessaires pour prolonger la vie productive de l'arbre et accroître la production totale avant qu'il ne soit nécessaire de replanter. Toutefois, les mesures de recouvrement des coûts et la politique des prix adoptées influent également sur le choix des techniques : la taxe parafiscale et la taxe à l'exportation tendent à décourager la production, alors que des subventions élevées en faveur de la replantation peuvent encourager les planteurs à pratiquer une saignée à forte intensité et à

effets pernicieux dans la zone intéressée à l'extérieur, et les décisions clés concernant le choix des cultures et des techniques de production peuvent s'avérer difficiles à modifier.

Les systèmes d'incitations associés à des programmes de développement des cultures arborescentes soulèvent des problèmes fort subtils. Les programmes de replantation d'hévéas en Thaïlande (Encadré 5.8) nous en donnent un bon exemple.

IRRIGATION ET RECOUVREMENT DES COÛTS. Si l'expansion des réseaux publics d'irrigation a été une réussite majeure à l'actif des pays en développement au cours de ces dernières décennies, les bienfaits de l'irrigation ont souvent été moins grands qu'ils auraient pu l'être à cause du manque d'entretien et d'une mauvaise exploitation. Dans certains pays, comme en Egypte et au Pakistan, la remise en état des réseaux a pris aujourd'hui le pas sur l'expansion. Parfois, l'utilisation excessive de l'eau a contribué à la saturation et à la salinisation des sols. Au Pérou, par exemple, 25 % des 800.000 hectares aménagés dans la région de la Côte ont des problèmes de salinité.

L'institution de redevances d'eau pourrait renforcer les avantages de l'irrigation. En effet, s'ils devaient payer l'eau qu'ils consomment, les agri-

culteurs seraient plus économes et choisiraient les cultures en tenant compte du coût de l'eau et des autres intrants. D'autre part, les recettes ainsi obtenues contribueraient au financement de l'entretien et de l'expansion des surfaces irriguées. Les moyens financiers des exploitants ne posent généralement pas de problèmes lorsque le réseau est bien entretenu, surtout s'ils peuvent obtenir facilement des engrais et des semences sur le marché local. Leur revenu net peut alors être plusieurs fois supérieur à celui des exploitants qui vivent dans les zones non irriguées, outre qu'il est également plus sûr et plus stable.

Malheureusement, peu de pays ont une maîtrise de l'eau suffisante pour pouvoir tarifier les usagers en fonction du volume consommé. Dans les systèmes de distribution sous pression, comme à Chypre, aux Etats-Unis et en France, des compteurs mesurent la consommation, comme c'est le cas pour les autres services publics de distribution. La tarification au volume est également possible dans les systèmes d'irrigation de surface si l'on utilise des écluses étalonnées, comme en Jordanie, au Maroc et en Tunisie. Dans l'Uttar Pradesh, en Inde, les réseaux de forages publics pratiquent également ce type de tarifs. Même lorsqu'il n'est pas possible de contrôler directement l'utilisation

négliger l'entretien. Dans ce cas, les techniques que le gouvernement veut promouvoir ne donnent pas tous les avantages escomptés, les rendements sont faibles et la vie productive de l'arbre plus courte que prévu.

Le programme peut également décourager les plantations nouvelles car les planteurs, sans avoir droit à des subventions, sont néanmoins tenus de payer la taxe parafiscale et la taxe à l'exportation. Les plantations nouvelles étaient le principal facteur à l'origine de la croissance de la production de caoutchouc jusqu'à ces dernières années. Mais après les sept ans nécessaires pour que les hévéas arrivent à maturité, le programme de replantation accélérée a commencé à jouer un rôle plus important. Le ralentissement des nouvelles plantations a peut-être été lié à un relèvement antérieur des taxes à l'exportation et au programme de replantation proprement dit, qui a monopolisé l'appui du secteur public.

Enfin, ce programme peut dissuader les agriculteurs de diversifier leur production en faveur de cultures éventuellement plus rentables. La diversification pourrait compromettre le financement de l'organisme chargé de la replantation des hévéas et de son pro-

gramme, qui dépend de la taxe parafiscale sur le caoutchouc. Les responsables de cet organisme connaissent particulièrement bien la culture de l'hévéa et ont tendance à encourager les exploitants à replanter des hévéas. En outre, les subventions offertes pour la replantation d'autres cultures sont plus faibles que celles qui sont accordées pour l'hévéa et, pour en bénéficier, les planteurs doivent remplir des conditions assez rigoureuses. Cela explique peut-être pourquoi, bien que des subventions soient offertes pour un large éventail de cultures, les superficies replantées en d'autres cultures que l'hévéa sont négligeables.

Ces questions n'ont pas été négligées pendant la mise au point des étapes successives du programme de replantation. Malgré la possibilité toujours réelle d'effets secondaires défavorables, le programme demeure économiquement viable. Cet exemple montre que les pays en développement peuvent se spécialiser avec succès dans l'exportation de produits primaires en encourageant le progrès technique, en dépit de la baisse à long terme des cours mondiaux réels.

de l'eau — comme dans la plupart des systèmes de surface qui existent dans les pays en développement — on peut prélever une redevance annuelle en fonction du nombre d'hectares irrigués à condition qu'elle soit modulée en fonction des besoins en eau de chaque culture.

Lorsqu'on ne peut pas tarifier la consommation effective, il y a lieu d'instituer des impôts sur les plus-values ou des droits d'accès. Ces prélèvements peuvent être forfaitaires — tant à l'hectare — ou ils peuvent être différenciés par niveau de revenu. Le raisonnement est simple. Dans un grand nombre de pays, l'Etat consacre des ressources considérables à l'irrigation — souvent la moitié du budget d'investissement agricole. Or, comme on l'a vu au Chapitre 4, la mobilisation d'un dollar de ressources publiques coûte souvent plus d'un dollar à cause des pertes qu'entraîne la taxation pour l'économie — en particulier le coût que représente la taxation des produits agricoles. Par comparaison, un impôt sur les plus-values, fondé sur le nombre d'hectares, aurait un coût économique minimal. A moins que l'impôt ne soit très lourd, il serait constitué uniquement par les frais d'administration et de recouvrement.

Comme les impôts fonciers examinés au Chapitre 4, les impôts sur les plus-values procurent des

recettes de façon beaucoup plus efficace que les taxes sur les produits. Par conséquent, les investissements importants consacrés à l'irrigation non seulement offrent des avantages aux exploitants, mais en outre donnent à l'Etat la possibilité de se procurer des ressources beaucoup plus efficacement que par un impôt général. Les impôts sur les plus-values sont aussi équitables, à l'instar des impôts immobiliers qui servent à financer des projets d'aménagement urbain.

Pourquoi les recettes tirées des redevances d'eau et des impôts sur les plus-values dans les zones irriguées n'arrivent-elles même pas à couvrir les frais d'entretien et d'exploitation dans les pays en développement? L'une des raisons est qu'on persiste à croire, dans certains pays, que l'eau est un don de la nature et ne se paie pas. Mais, ce qui est plus important encore, c'est qu'on ne peut imposer les plus-values que s'il y a vraiment plus-value. Or, celles-ci dépendent de plusieurs facteurs : la qualité des services d'irrigation; le prix des produits et des intrants complémentaires; et la qualité des services de vulgarisation. Le peu de succès du recouvrement des coûts dans les pays en développement permet de penser que les avantages des investissements dans l'irrigation sont loin de s'être pleinement concrétisés.

Dans le cas de l'irrigation — sans laquelle l'agriculture ne saurait continuer à prospérer — la difficulté consiste à mettre au point des systèmes et à formuler des mesures qui permettent de mieux tirer parti des avantages de l'irrigation et de mieux recouvrer les coûts. Vu le coût élevé que l'irrigation représente pour les finances publiques, et toutes choses étant égales par ailleurs, un système qui permette un bon recouvrement des coûts est préférable. Il peut même être justifié, dans certains cas, de choisir des systèmes d'irrigation dont le coût d'investissement est plus élevé s'ils assurent un bon recouvrement des coûts.

Réformes de la politique agricole

Le présent chapitre et le Chapitre 4 ont mis en lumière les nombreuses contraintes que font peser sur l'agriculture certaines décisions désavantageuses dans les domaines des prix et du commerce, et une politique macroéconomique mal comprise. On peut en tirer plusieurs leçons importantes :

- La politique macroéconomique peut pénaliser gravement l'agriculture. Il faut que les taux de change et la structure générale des prix et des impôts se traduisent par un traitement équitable de tous les secteurs de l'économie.
- Les subventions à la consommation sont coûteuses; souvent, elles ne profitent pas autant qu'on le souhaitait aux groupes à faible revenu et favorisent au contraire dans une très large mesure les groupes à revenu moyen et supérieur. Les subventions à la consommation ne peuvent être efficaces que si elles sont réservées aux groupes les plus pauvres et si leurs coûts restent maintenus à des niveaux tolérables pour la plupart des pays en développement, c'est-à-dire qui ne les obligent pas à recourir à des moyens inflationnistes ou sources de fortes distorsions.
- Les subventions à l'achat d'intrants ne sont pas un bon moyen de compenser les effets nuisibles qu'exercent des prix à la production trop bas, pas plus qu'elles ne permettent de redistribuer le revenu puisque, la plupart du temps, elles profitent aux gros exploitants les plus prospères.
- Les gouvernements jouent un rôle très important dans l'agriculture en finançant des services que le secteur privé n'a pas de raison de vouloir fournir. Il ne faut toutefois pas sous-estimer l'influence qu'ils peuvent exercer sur le développement des marchés privés. Certains pays ont déjà réalisé de nets progrès dans ce sens, mais d'autres pourraient faire davantage en éliminant les mono-

poles parapublics et en améliorant le cadre juridique et institutionnel nécessaire au bon fonctionnement de marchés privés concurrentiels.

Tout cela n'a rien de nouveau : maints pays en développement reconnaissent que des réformes s'imposent et plusieurs ont effectivement amorcé des programmes de réformes. L'expérience de ces dix dernières années a commencé à réfuter la notion pessimiste selon laquelle les obstacles politiques sont insurmontables. Or, il y a eu des réformes : certaines radicales, pour ne pas dire révolutionnaires; d'autres étaient d'envergure plus modeste mais n'en ont pas moins été très positives.

Les réformes en Chine

C'est en République populaire de Chine que les réformes agricoles les plus profondes de ces dix dernières années ont été entreprises. Etant donné l'envergure de ces réformes, qui ont touché tous les aspects de l'organisation de la production agricole, de la fixation des prix et de la commercialisation des produits, ainsi que la répartition de la main-d'oeuvre entre les activités agricoles et non agricoles, il y a lieu de s'y attarder et d'examiner leurs résultats de manière relativement détaillée.

Avant 1955, il existait environ 100 millions d'exploitations familiales, dont la superficie atteignait en moyenne un peu moins d'un hectare. Entre 1955 et 1958, elles ont été organisées d'abord en coopératives, puis en quelque 55.000 communes, et des mécanismes directs de planification et de contrôle des achats ont été institués. Les objectifs fixés pour les surfaces emblavées, le volume de production et les achats sont devenus les principaux instruments de la politique agricole. Celle-ci a donné quelques bons résultats : la mise au point et la diffusion de variétés de semences modernes (en particulier le riz nain à haut rendement, et le maïs et le sorgho hybrides); une expansion de deux tiers des terres irriguées et un accroissement encore plus important de la proportion des terres irriguées par pompage; et l'essor d'une grosse industrie moderne d'engrais chimiques.

Néanmoins, l'agriculture n'a contribué que modestement à la croissance pourtant lente de l'économie entre 1958 et 1977. Cet état de choses s'explique par plusieurs raisons : la précipitation avec laquelle le système de communes a été créé; le souci d'égalitarisme dans la répartition des fruits du travail au sein de chaque unité de production; l'interdiction de la vente privée des céréales; les restrictions sur les échanges intérieurs; et la

recherche de l'autosuffisance en denrées de base au niveau provincial.

Vers le milieu des années 70, la production de céréales par habitant ne dépassait pas le niveau atteint vingt ans plus tôt. En 1975-77, la production de soja et la production de coton par habitant étaient respectivement inférieures de 30 % et de 25 % à ce qu'elles étaient en 1965-66. Le manque de dynamisme de la production agricole, ajouté au contrôle rigoureux des activités non agricoles des paysans, a abouti à une quasi-stagnation des revenus dans l'agriculture. En 1977-78, le revenu réel moyen dans les zones rurales était à peine supérieur, dans le meilleur des cas, à ce qu'il était en 1955-57. En 1978, la Chine ne suffisait plus à ses propres besoins en céréales et a dû en importer pour nourrir environ 40 % de sa population urbaine.

Les réformes qui ont été amorcées en 1979 avaient pour but d'améliorer les incitations à la production agricole et de réduire l'intervention des planificateurs. Certaines mesures ont été prises à la base et non pas imposées d'en haut. La première étape importante a consisté à relever les prix agricoles de 25 à 40 % en 1979, premier ajustement notable des prix agricoles en l'espace de douze ans. Le système de prix diversifié qui a été institué a permis d'améliorer les prix, d'accroître la production et d'encourager la commercialisation par les circuits officiels, comme on l'a vu au Chapitre 4. En même temps, les prix relatifs des divers produits agricoles ont été modifiés et l'Etat a assoupli les vieux règlements interdisant la vente de céréales sur les marchés ruraux. On espérait par là encourager chaque région à se spécialiser dans les cultures qu'elle était le plus apte à produire. Dans un petit nombre de cas, l'Etat a garanti l'approvisionnement en céréales afin d'encourager les régions à se spécialiser dans des cultures non céréalières. La réglementation du commerce entre les régions a été assouplie. Le gouvernement a également permis un début de décollectivisation dans les régions les plus pauvres. Ces réformes ont été bien accueillies et se sont révélées concluantes. A la fin de 1983, environ 95 % des ménages agricoles avaient conclu avec les coopératives des contrats en vertu desquels ils exploitaient leurs propres parcelles. Pour offrir aux agriculteurs une plus grande sécurité et les encourager à investir dans la terre, l'Etat a garanti à un grand nombre de ménages le droit d'exploiter leur ferme pendant au moins quinze ans. Il est maintenant possible dans certains cas de sous-louer la terre et, dans plusieurs provinces, de nouvelles lois permettent aux

Tableau 5.3 Croissance de la production de diverses cultures en Chine, 1957-84
(pourcentage moyen de variation annuelle)

	1957-78	1978-84
Céréales	2,1	4,9
Soja	-1,1	4,2
Coton	1,3	18,7
Oléagineux	1,0	14,6
Canne à sucre	3,4	11,1
Betteraves à sucre	2,8	20,5
Thé	4,2	7,4
Tabac	7,0	15,2
Viande	3,7	10,1
Poisson	1,9	4,6

Source : Lardy (document de référence).

parents de léguer leur exploitation à leurs enfants. Vers le milieu des années 80, la collectivisation agricole avait fait place sinon à la propriété privée, du moins à un mode de gestion individuel.

Depuis que ces réformes ont été mises en place, l'agriculture s'est développée à un rythme sans précédent (Tableau 5.3). La production céréalière est passée de 305 à 407 millions de tonnes de 1978 à 1984, soit un rythme annuel moyen de près de 5 %. La production de céréales par habitant a dépassé le niveau repère officiel de 1957, soit 302 kilos par habitant et le volume enregistré au début des années 30, dernières années normales qui aient précédé la deuxième guerre mondiale. Pour les cultures non céréalières, les résultats ont été encore plus remarquables. Après vingt ans de léthargie, la production est montée en flèche depuis 1978. Dans le cas du coton, qui a toujours été au second rang après les céréales, les récoltes ont presque triplé entre 1978 et 1984. La production de graines oléagineuses a plus que doublé et la production de viande de porc, de boeuf et de mouton a dépassé 15 millions de tonnes en 1984, soit une augmentation d'environ 80 % depuis 1978. A l'exception des produits aquatiques, le volume de la production agricole atteint à la fin de 1984 dépassait de loin les objectifs qui avaient été fixés pour 1985 par le Comité central lors de l'approbation des premières mesures de réforme agricole en décembre 1978. La Chine, qui était de plus en plus tributaire des céréales importées, est devenue exportatrice nette de céréales secondaires (en particulier de maïs), de soja et de coton brut — produits qu'elle devait acheter sur les marchés internationaux seulement quelques années plus tôt. L'excédent commercial agricole enregistré par la Chine en 1984 n'avait jamais été aussi élevé depuis trente-cinq ans.

La croissance remarquable de l'agriculture chinoise observée depuis 1978 ne s'est pas accompa-

gnée d'une très forte expansion des intrants agricoles : seule l'utilisation d'engrais chimiques a augmenté. Les superficies cultivées ont diminué d'environ 4 % entre 1978 et 1983, de même que le recours aux autres intrants, tels l'eau et les pesticides. La superficie des terres agricoles irriguées, la superficie irriguée par pompage et l'emploi de tracteurs pour le travail du sol ont tous régressé en

valeur absolue entre 1979 et 1983. Etant donné les emplois qui se sont créés dans les petites entreprises rurales, le nombre des travailleurs ruraux employés dans l'agriculture a probablement diminué lui aussi. Le revenu agricole par habitant, aux prix courants, est passé en moyenne de 134 yuan en 1978 à 355 yuan en 1984. Même si l'on tient compte de la hausse des prix, il ne fait guère de

Encadré 5.9 Amélioration de la politique agricole au Bangladesh

Le cas du Bangladesh montre comment le type de réformes dont il a été question aux Chapitres 4 et 5 peut être très fructueux, et ce à grande échelle, même dans les pays les plus pauvres. Le Bangladesh est l'un des pays les plus densément peuplés du monde et ses 100 millions d'habitants subsistaient avec un revenu moyen de 130 dollars seulement en 1983. Les sols sont fertiles et les ressources en eau assez abondantes, mais les autres ressources naturelles sont rares. Situé dans le delta actif le plus grand du monde, le pays est exposé aux inondations et aux cyclones pendant la mousson, et à la sécheresse pendant la saison sèche. L'agriculture, qui joue un rôle central dans l'économie, génère environ 50 % du PIB et représente environ les trois quarts des emplois et des exportations.

Le gouvernement a entrepris des réformes vers la fin des années 70, dans des circonstances extrêmement difficiles. Après la guerre d'indépendance, la production agricole a diminué, les prix intérieurs des produits alimentaires ont dépassé de loin les cours mondiaux et les salaires ruraux ont régressé en valeur réelle entre 1971 et 1975. Après la famine de 1974, le Bangladesh est devenu étroitement tributaire de l'aide alimentaire. Bien que la croissance de la production agricole soit passée de 3 % par an vers la fin des années 70, cet accroissement était à peine plus rapide que l'expansion démographique (2,6 % par an). Le pays a de nouveau connu la famine en 1979, après une grave sécheresse.

Face à ces difficultés, le gouvernement a entrepris d'accroître les investissements publics dans l'agriculture, en particulier dans les projets de petite hydraulique peu coûteux et vite rentables, a élargi le rôle du secteur privé et a amélioré l'efficacité des organismes publics. La part des crédits consacrés à l'agriculture dans le budget de développement (non compris les subventions en faveur des engrais) a été rétablie à 28 % en moyenne entre 1978-79 et 1984-85. Elle était tombée de 34 % en 1973-74 à 19 % seulement en 1977-78. Les superficies irriguées par des ouvrages modernes ont doublé, ce qui représente un rythme d'expansion trois fois plus rapide qu'au cours des cinq années précédentes.

Un tel accroissement des investissements publics dans l'agriculture aurait été impossible sans une forte réduction des subventions, en particulier de la subven-

tion à l'achat d'engrais. Entre 1978-79 et 1984-85, la part de cette subvention dans le budget de développement a été ramenée d'environ 10 % à 2,4 % et la subvention unitaire ne représentait plus que 17 % du coût au lieu de 50 %. Les ventes d'engrais n'en ont pas moins continué de croître au rythme de plus de 10 % par an. En effet, la distribution au détail des engrais a été confiée au secteur privé qui a jugé rentable de distribuer les engrais au moment opportun sur l'ensemble du territoire, à l'inverse de ce qui se produisait pendant les années 70, où les fréquentes pénuries obligeaient les agriculteurs à payer beaucoup plus que le prix officiel. De même, l'entrée du secteur privé dans les circuits de distribution du petit matériel d'irrigation a puissamment contribué à la généralisation rapide du machinisme agricole enregistrée depuis quelques années.

Des progrès analogues ont été réalisés dans la distribution des céréales alimentaires. Le gouvernement a suspendu l'application des lois interdisant le stockage spéculatif, aboli le système des courtiers chargés des achats de céréales pour le compte de l'Etat et levé les restrictions qui empêchaient le secteur privé d'importer des céréales alimentaires. Ce dernier assure maintenant environ 85 % de la commercialisation intérieure des céréales. Grâce à la construction d'installations de stockage convenables, il a pu limiter les hausses temporaires des prix des céréales alimentaires entre les récoltes. En réduisant les subventions en faveur des consommateurs urbains, le gouvernement a pu développer rapidement ses programmes d'investissement et de secours dans les zones rurales, et offrir aux pauvres des vivres en échange de leur travail et des programmes de nutrition. Ces investissements ont créé des emplois ruraux pouvant occuper à plein temps près de 1 million d'ouvriers agricoles et ils ont permis d'entretenir les routes, les canaux et les digues qui sont essentiels à la croissance agricole.

Parallèlement à cette réduction des subventions et à l'expansion des programmes d'assistance aux zones rurales, le gouvernement a adopté une politique des changes plus appropriée et offert des incitations à l'exportation. Il a réduit ou aboli les taxes à l'exportation sur le jute, le thé, les crevettes et autres produits agricoles, étayant ainsi la croissance des exportations

doute que la progression réelle des revenus a été très sensible dans les zones rurales au cours des sept dernières années et qu'elle a probablement dépassé toute amélioration enregistrée pendant les trente années qui ont précédé.

A l'exception peut-être du coton, il ne semble pas que la croissance des rendements indiquée au Tableau 5.4 soit due à un progrès technique parti-

agricoles. Grâce à ces mesures :

- La production agricole a augmenté d'environ 3,5 % par an.

- L'agriculture a été, directement ou indirectement, la source de la plupart des nouveaux emplois, et les salaires ruraux ont progressé d'environ 15 % de plus que les prix des céréales alimentaires.

- L'adoption des variétés à haut rendement a progressé, la consommation d'engrais a augmenté de plus de 10 % par an et les installations d'irrigation, de drainage et de lutte contre les inondations desservent maintenant près d'un quart des surfaces cultivées, contre moins de 10 % au début des années 70.

- L'agriculture est plus à l'abri des catastrophes naturelles. Au cours de quatre des cinq dernières années, la récolte de céréales a atteint de nouveaux records, malgré les ravages causés par la mousson, les inondations et la sécheresse.

- Les importations de céréales alimentaires, bien que toujours élevées, ont reculé par rapport à la consommation totale et le Bangladesh est devenu moins tributaire de l'aide alimentaire. Une part de plus en plus grande de cette aide (actuellement environ 50 %) sert à financer des programmes d'aide spécialement destinés aux ruraux pauvres.

- Outre le riz, les agriculteurs cultivent maintenant aussi le blé pendant la saison sèche, entre deux campagnes rizicoles, à une période où les rizières seraient normalement en jachère; le blé coûte moins cher à produire et il est plus riche sur le plan nutritif. Au cours des dix dernières années, la production de blé qui était avant pratiquement nulle a progressé pour atteindre près de 10 % de la production totale de céréales alimentaires. La consommation a également augmenté, passant d'environ 10 % à près de 20 % de la consommation totale de céréales.

- Les exportations ont pris de l'expansion et se sont diversifiées. Les exportateurs de jute ont accru leur part du marché mondial, malgré l'effondrement des cours et la baisse de la demande. Les exportations d'autres produits agricoles, tels que les crevettes, le thé et le cuir, ont progressé de plus de 10 % par an et représentent maintenant 30 % des exportations totales, contre environ 15 % au début des années 70.

culier. Il est vrai que le nombre des petits tracteurs et des camions de transports ruraux et l'utilisation des engrais chimiques ont augmenté, mais l'accroissement de la productivité sur lequel repose le succès remarquable de la Chine vient de ce que les cultivateurs utilisent mieux les ressources existantes.

Mais tous les éléments des réformes n'ont pas encore été décrits. Par exemple, les familles ont été autorisées à se livrer à des activités non agricoles auparavant interdites dans la plupart des communes. Les foires ou marchés ruraux qui avaient été limités pendant la Révolution culturelle ont été à nouveau encouragés et on en compte maintenant plus de 43.000 dans les zones rurales et 4.500 dans les villes. Avant 1979, les paysans n'avaient pas le droit de vendre directement leurs produits aux citoyens. A la fin de 1980, les entreprises municipales employaient une grande partie de la main-d'oeuvre excédentaire (60 millions d'ouvriers agricoles). Au moins 20 millions de familles agricoles ont été autorisées à se spécialiser et ne sont plus tenues de produire des céréales ni d'autres cultures particulières.

Ces réformes sont loin d'être terminées. En 1984 et 1985, les livraisons obligatoires à l'Etat ont été supprimées pour la plupart des produits agricoles, y compris le coton et les céréales. Le double système des prix a été remplacé par un prix unique et des contrats d'achats passés avec les agriculteurs.

Tableau 5.4 Croissance du rendement de diverses cultures en Chine, 1957-83
(pourcentage moyen de variation annuelle)

	1957-78	1978-83
Céréales	2,6	6,1
Coton	2,1	11,5
Arachide	1,4	6,0
Colza	3,1	10,2
Canne à sucre	0,0	4,3

Source : Lardy (document de référence).

Les réformes dans d'autres pays

Des réformes agricoles de grande envergure ont également été adoptées dans d'autres pays, par exemple au Chili et en Turquie. Les réformes de la politique agricole qui ont accompagné la libéralisation de l'économie chilienne après 1973 ont abouti à une croissance spectaculaire du volume des échanges agricoles. La valeur des exportations agricoles est passée de 18 millions de dollars en 1972 à 375 millions de dollars en 1984, ce qui est dû

Encadré 5.10 La réforme du secteur cotonnier au Soudan

Le coton est la principale culture de rapport du Soudan. Elle a rapporté 56 % des recettes d'exportation en 1980-81. Un réseau d'irrigation public est la cheville ouvrière de la culture du coton. Le premier grand projet d'irrigation a été lancé en 1925 dans la Gézireh, qui est maintenant le plus vaste périmètre irrigué du monde relevant d'une direction unique; au total, plus de 1,6 million d'hectares — dont plus d'un quart planté en coton — sont irrigués par les eaux du Nil. Des entreprises parapubliques agricoles exploitaient six grands périmètres qui sont divisés chacun en 200.000 fermes de même taille. Les entreprises fournissent la plupart des intrants et des machines, le Ministère de l'irrigation fournit l'eau et les fermiers le travail (soins culturels, arrosage, cueillette et transport à l'usine d'égrenage). Le coton égrené est alors remis à la Société publique du coton pour l'exporter.

La production cotonnière a fortement diminué au cours des années 70, tombant de 659.000 tonnes en 1974-75 à 259.000 tonnes en 1980-81. La superficie plantée en coton et les rendements ont tous deux baissé, ce qui tient à plusieurs facteurs :

- La baisse continue des prix au producteur. Certains problèmes étaient communs à d'autres pays en développement : changes surévalués; droits d'exportation sur le coton; forte marge bénéficiaire des entreprises parapubliques; et retards dans la rémunération des fermiers allant parfois jusqu'à deux ans. D'autres problèmes étaient propres au Soudan. Selon une formule (appelée Compte joint) vieille de soixante ans de par-

tage des recettes entre l'Etat, l'entreprise parapublique et le fermier, le gouvernement s'arrogeait 36 % des recettes totales et distribuait le reste de telle manière qu'il en arrivait à taxer les fermiers les plus productifs. En outre, on déduisait des recettes du coton le coût des intrants utilisés pour d'autres cultures (arachide, blé et sorgho) commercialisées par les entreprises parapubliques. Sur le plan administratif, cette pratique était simple, mais elle avait pour résultat de faire paraître gratuits ces intrants tout en rendant le coton encore moins attrayant.

- Le manque de devises et de fonds locaux pour l'entretien des ouvrages d'irrigation et la commercialisation. Les prix du coton étaient si faibles que les entreprises parapubliques ne bouclaient pas leur budget, d'où une pénurie de devises. Les deniers publics et l'aide extérieure étaient consacrés à de nouveaux investissements, tandis que l'entretien était négligé.

- L'inefficacité des entreprises parapubliques. Les cadres et le personnel qualifié émigraient dans les pays producteurs de pétrole où les possibilités d'emploi étaient plus intéressantes. Ceux qui restaient voyaient leur action entravée par les formalités innombrables et une comptabilité défaillante. Les agronomes qui géraient les entreprises et les ingénieurs hydrauliciens du Ministère de l'irrigation négligeaient de coordonner les approvisionnements en eau. Tout cela a fait que les services agricoles n'étaient pas assurés et des techniques éprouvées n'étaient pas adoptées. Les cotonniers ont été envahis par les parasites qu'il a été diffi-

en partie aux exportations de fruits et de légumes dont le volume a plus que décuplé. La valeur des exportations de produits ligneux, de pâte à papier et de bois d'oeuvre est passée de 26 à 376 millions de dollars pendant la même période. Si la balance du commerce agricole s'est nettement améliorée, les importations alimentaires — surtout blé, riz et maïs — ont également augmenté au cours des années 70. Cependant, grâce à une meilleure politique des changes, la production intérieure de céréales s'est redressée d'environ 48 % entre 1982 et 1984 et les importations céréalières ont fortement diminué.

En Turquie, les réformes sont beaucoup plus récentes. Dans le cadre des réformes d'ensemble adoptées en 1980, le gouvernement a réduit les subventions en faveur des intrants et les mesures de soutien des prix à la production, ainsi que les subventions au crédit. Le taux de change réel a été sensiblement relevé et les autorités ont assuré qu'il sera maintenu à ce niveau. Elles ont également en-

couragé l'exportation. Bien que par suite d'une pénurie de carburant et du mauvais temps, entre autres, la croissance du PIB agricole ait été faible en 1981, celle-ci a vite retrouvé un taux annuel d'environ 3 % en 1982 et 1983 et de 3,7 % en 1984. Par contre, les exportations agricoles ont réagi immédiatement, augmentant à un rythme annuel de 17,7 % en 1980 et 1981. Le taux de croissance annuelle de la valeur des exportations est fortement tombé par la suite à cause de la chute des cours mondiaux des produits de base, mais celle-ci a été en partie compensée par l'essor des exportations agroindustrielles. Les réformes de plus grande envergure amorcées en 1984 dans le secteur agricole ont déjà abouti à l'adoption d'une politique plus libérale à l'égard des entreprises parapubliques.

Le Bangladesh a également lancé de vastes réformes (Encadré 5.9). Les principaux éléments de ces réformes sont : une forte réduction des subventions appliquées aux engrais (qui représentaient jusqu'à 10 % du budget de développement en

cile de combattre avec les techniques disponibles.

Vers la fin de 1979, la balance des paiements était en crise. Le déficit des transactions courantes atteignait 11 % du PIB, la dette extérieure était cinq fois supérieure à la valeur des exportations annuelles et le ratio du service de la dette dépassait 40 %. Dès lors, des réformes hardies s'imposaient pour assurer la stabilisation financière et la promotion des exportations.

Le gouvernement a aboli la taxe à l'exportation sur le coton, abaissé le taux de change applicable aux exportations de coton, fixé le prix intérieur à un niveau voisin du prix à l'exportation, annoncé le prix avant la récolte et payé les fermiers dès la livraison. Pour la première fois depuis plus de cinquante ans, ces derniers ont pu estimer avec certitude les revenus qu'ils tireraient du coton et user d'influence pour négocier un prix au producteur rémunérateur. En même temps, les autorités ont pris plusieurs mesures pour renforcer les organismes parapublics et ont notamment adopté de nouveaux statuts, amélioré la formation et focalisé les efforts sur la recherche, la vulgarisation et la commercialisation.

Grâce à de bonnes conditions climatiques et au renouvellement des stocks de matériel, de pièces détachées et d'autres intrants, la production cotonnière s'est redressée de façon spectaculaire (Tableau 5.10 de l'encadré).

Les bons résultats ont survécu aux graves difficultés que le pays a traversées en 1984 : l'entrée en vigueur soudaine du Code islamique, l'escalade de la guerre civile dans le Sud et la sécheresse sans précédent qui a sévi dans l'Ouest. Sa cote de crédit s'est érodée et les capitaux ont fui à l'étranger. Cependant, comme les prix intérieurs du coton restaient assez élevés pour compenser les effets de la surévaluation des changes, la production cotonnière a continué d'augmenter. Des dispositions spéciales ont été prises (essentiellement avec les donateurs) pour garantir les devises nécessaires au financement des coûts de production. Le déficit du budget de l'Etat s'est creusé, mais les finances des entreprises parapublics se sont améliorées grâce à l'accroissement des rendements, à une meilleure utilisation des intrants et à la hausse des prix à la production.

Tableau 5.10 Production et rendement du coton-graine au Soudan, 1980-85

	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85
Production (milliers de tonnes)	306	461	573	586	625
Rendement (tonnes à l'hectare)	0,82	1,39	1,57	1,54	1,69

1979); un accroissement et une réorientation des dépenses d'infrastructure en faveur de la petite irrigation, du drainage et de la lutte contre les inondations; la libéralisation de la commercialisation (avec la privatisation de la distribution au détail des engrais); l'élimination ou la réduction des taxes à l'exportation frappant un grand nombre de produits agricoles; et l'adoption d'une politique des changes plus réaliste.

On observe aussi de sérieux efforts de réforme dans toute l'Afrique subsaharienne. La réforme du secteur cotonnier au Soudan illustre tous les avantages qu'on peut obtenir en adoptant des mesures modestes, en dépit de tendances défavorables dans l'ensemble de l'économie. Le Soudan a revitalisé l'agriculture irriguée en modifiant les relations existant entre les agriculteurs et les responsables de la gestion des périmètres d'irrigation, comme celui de la Gézireh. Il a fallu pour cela abolir la taxe à l'exportation sur le coton (principale culture pratiquée sur le périmètre de la Gézireh),

abaissé le taux de change appliqué aux exportations de coton, annoncé les prix au producteur avant la récolte et payé rapidement les agriculteurs pour le coton récolté. La production cotonnière a doublé entre 1980-81 et 1984-85 (Encadré 5.10).

Dans un grand nombre d'autres pays africains, les prix au producteur des denrées alimentaires ont été majorés en valeur réelle et il est devenu maintenant plus rentable de produire des denrées de base pour remplacer efficacement les importations. Les prix réels versés aux producteurs pour les cultures d'exportation traditionnelles ont également augmenté. Les travailleurs non qualifiés peuvent gagner beaucoup plus en cultivant la terre qu'en prenant un emploi salarié — changement radical par rapport à la situation qui existait il y a dix ans. La politique des prix à la consommation pour les denrées alimentaires fait également l'objet de réformes en Afrique, où la consommation urbaine est fortement subventionnée depuis maintes décennies. Dans des pays aussi divers que Madagas-

car, la Mauritanie, la Zambie ou le Mali, de très fortes hausses des prix ont été enregistrées alors que ces pays pratiquaient depuis longtemps une politique de subvention.

Une concurrence plus vive se développe maintenant au niveau de la commercialisation. Dans certains pays d'Afrique de l'Ouest, les entreprises parapubliques chargées de commercialiser les produits d'exportation ont disparu (par exemple, l'office des arachides au Mali) ou bien elles ont été exposées à la concurrence. En Somalie, les entreprises parapubliques n'ont plus le monopole de la commercialisation du maïs, du sorgho et des denrées importées. Madagascar a libéralisé la commercialisation intérieure du riz et le Zaïre a éliminé les entreprises parapubliques chargées de commercialiser les denrées alimentaires. Cette tendance n'est pas universelle et, au cours de ces dernières années, la réglementation de la commercialisation a parfois été renforcée au contraire. Cependant, on s'oriente généralement vers un système de commercialisation plus ouvert et vers une politique des prix plus propice à la croissance de l'agriculture.

Il vaut également la peine de signaler les réformes de la politique des prix qui ont été appliquées dans le domaine des engrais. Dès les premières années de la Révolution verte, l'idée qu'il faut subventionner les engrais pour encourager un progrès technique rapide a conduit les esprits plus totalement qu'aucune autre à l'époque. Et pourtant, depuis quelques années, un grand nombre de

pays d'Asie de l'Est ne subventionnent plus les engrais; les subventions sont également en recul au Bangladesh et au Pakistan et elles ont été fortement réduites au Bénin, au Burkina Faso, au Mali, au Niger, au Sénégal et au Togo. Le subventionnement des engrais et autres intrants agricoles semble être battu en brèche dans tout le tiers monde.

Tous ces exemples illustrent les nombreuses réformes qui ont été entreprises ou sont envisagées dans les pays en développement. Qu'elles soient de grande envergure ou limitées à certains aspects de la politique sectorielle, elles prouvent que les institutions politiques peuvent avoir les moyens et la volonté de formuler et de mettre à exécution d'importants changements d'orientation. Cette volonté est aussi en évidence à Sri Lanka, où les autorités ont modifié un programme de subvention du riz qui existait depuis très longtemps (Encadré 5.4).

Tout cela montre également que lorsque les pays en développement le veulent, ils ont la possibilité de faire mieux. Il ne faut pas perdre de vue pour autant les politiques des pays industriels, qui ont une très grande influence sur l'environnement extérieur. La question est de savoir si ces politiques atténuent ou exacerbent les difficultés rencontrées par les pays en développement? Quels sont les objectifs visés par les pays industriels sur le plan intérieur? Et peuvent-ils les atteindre à un moindre coût — pour eux-mêmes et pour le tiers monde? Telles sont les questions qui seront abordées au chapitre suivant.

6

La politique agricole des pays industriels

Les agriculteurs des Etats-Unis sont payés pour ne pas produire de céréales; ceux de la Communauté européenne pour en produire davantage. Les riziculteurs japonais reçoivent trois fois le cours mondial et produisent tant qu'une partie de leur récolte doit être vendue comme aliment pour le bétail — à la moitié du même cours mondial. En 1985, alors que ses producteurs recevaient 18 cents la livre, la Communauté européenne écoulait sa production de sucre sur le marché mondial à 5 cents tout en important elle-même à 18 cents. Presque tous les pays industriels maintiennent le prix du lait à un niveau élevé, aussi leur production est-elle excédentaire : les éleveurs canadiens payent jusqu'à huit fois le prix de leurs vaches pour avoir le droit d'en vendre le lait au prix de soutien fixé par l'Etat. Les Etats-Unis subventionnent des projets d'irrigation et de défrichement et paient ensuite les agriculteurs qui acceptent de ne pas exploiter leurs terres.

L'objectif essentiel de ces mesures est simple : il s'agit de donner aux agriculteurs un revenu plus élevé que ce qu'ils pourraient gagner normalement. Mais pourquoi en résulte-t-il de telles anomalies? Quels coûts imposent-elles aux pays industriels qui les appliquent et aux pays en développement qui en subissent le contrecoup? Telles sont les deux questions traitées dans les trois parties du présent chapitre :

- La première partie expose les caractéristiques de la politique agricole des pays industriels. On constate que si l'objectif consistant à relever les revenus agricoles est simple, les résultats sont loin de l'être. Aussitôt qu'une intervention crée des difficultés, une autre lui est ajoutée, ce qui accroît la complexité administrative, alourdit les coûts, et soumet de plus en plus l'agriculture à des décisions politiques plutôt qu'économiques.

- La deuxième partie examine les coûts et les avantages de ces politiques pour les pays industriels. Leur impact à long terme sur les revenus des agriculteurs est étonnamment limité, tandis qu'elles imposent une lourde charge aux contribuables et aux consommateurs. Leur coût net pourrait être de plus de 40 milliards de dollars par an.

- La dernière partie étudie l'impact de la politique agricole des pays industriels sur les pays en développement. Certains sont moins touchés que d'autres, mais leur agriculture en souffre toujours. Les prix de leurs produits sont déprimés du fait que les pays industriels importent moins et que leurs subventions à l'exportation sapent même la position des agriculteurs des pays en développement sur leurs propres marchés.

Caractéristiques de la politique agricole

La politique agricole des pays industriels a pour principal objectif de stabiliser et d'accroître le revenu des agriculteurs et de réduire l'exode rural. Il faut signaler aussi des soucis d'ordre social et politique, qui font que les autorités désirent stabiliser les prix alimentaires et assurer des approvisionnements réguliers par le biais de l'autosuffisance. Ce désir est particulièrement vif dans les pays qui ont souffert de pénuries en temps de guerre. Il va de pair avec des objectifs sociaux tels que protéger l'environnement rural et préserver l'unité de production traditionnelle. Mais le soutien des revenus agricoles a contribué à accélérer les progrès techniques et à gonfler la production, ce qui met de nombreux pays industriels devant le dilemme suivant : comment éviter une production excessive tout en maintenant les revenus agricoles à un ni-

veau suffisant pour ne pas soulever le mécontentement des exploitants?

Comment évolue la politique agricole?

La plupart des pays industriels agissent sur le secteur agricole par de nombreuses interventions touchant les prix, le volume de la production, les superficies cultivées, et aussi le commerce international. L'évolution de leur politique agricole, après chaque choc économique ou modification des priorités, est imprévisible : tous les éléments n'en sont pas modifiés de la même façon et les nouvelles orientations résultent de compromis entre diverses considérations souvent contradictoires : les changements intervenus dans la situation économique, l'héritage des interventions antérieures, l'influence politique des groupes d'intérêt agricoles, l'impact sur les dépenses publiques, la commodité administrative, les obligations résultant de traités internationaux. Le moyen le plus efficace d'accroître le revenu des agriculteurs est peut-être le versement d'aides directes, mais les gouvernements choisissent presque invariablement d'agir par le biais de mesures de soutien des prix agricoles ou de subventions qui font baisser les coûts. Cependant, leurs interventions prennent différentes formes selon les circonstances :

- S'ils détiennent une part suffisante du marché mondial pour influencer sur les prix, les pays qui sont importateurs nets opteront pour des mesures susceptibles d'abaisser les cours mondiaux, tandis que les exportateurs nets feront le choix inverse. La Communauté européenne — grosse importatrice de céréales à l'époque de la mise au point de sa politique agricole commune (PAC) — protège ses producteurs de céréales par le biais de ses tarifs douaniers et par des prélèvements à l'importation

qui pèsent sur les cours mondiaux; les Etats-Unis, qui sont le plus gros exportateur de céréales du monde, limitent les superficies cultivées pour faire augmenter les prix. Les pays qui, pour un produit donné, n'occupent qu'une place mineure dans les échanges internationaux peuvent avoir recours à des mesures intérieures pour stimuler la demande ou l'offre interne.

- S'ils doivent maintenir les dépenses publiques dans d'étroites limites, les gouvernements préféreront — toutes choses étant égales par ailleurs — taxer les importations que subventionner les exportations, ce qui revient, dans les deux cas, à dissocier les prix intérieurs des cours mondiaux. La différence est que les taxes à l'importation procurent des recettes à l'Etat, tandis que les subventions à l'exportation lui imposent des dépenses.

- Il est plus facile de soutenir certains marchés que d'autres. C'est lorsque l'offre et la demande sont inélastiques, c'est-à-dire lorsque les variations de prix n'affectent guère la demande, qu'il est le plus facile et le moins coûteux d'intervenir. En règle générale, l'élasticité à court terme de l'offre est plus faible pour les denrées dans la production desquelles le facteur terre joue un rôle important. Aussi n'est-il pas surprenant que les gouvernements interviennent plus souvent sur le marché des céréales que sur celui de la volaille ou de la viande porcine. La commodité administrative joue aussi un rôle important. La réglementation devra être plus compliquée si les produits sont hétérogènes et les marchés dispersés. Il est moins facile de réglementer les prix des fruits et des légumes, denrées périssables, que ceux des céréales, du sucre ou du lait. Parce que ces deux derniers produits sont presque entièrement commercialisés par l'intermédiaire d'installations de traitement relativement centralisées, les autorités peuvent en

Tableau 6.1 Coefficients de protection nominale des prix à la production et à la consommation de divers produits dans les pays industriels, 1980-82

	Blé		Céréales secondaires		Riz		Viande bovine et ovine	
	Production CPN	Consommation CPN	Production CPN	Consommation CPN	Production CPN	Consommation CPN	Production CPN	Consommation CPN
Australie	1,04	1,08	1,00	1,00	1,15	1,75	1,00	1,00
Canada	1,15	1,12	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00
Communauté européenne ^b	1,25	1,30	1,40	1,40	1,40	1,40	1,90	1,90
Autres pays européens ^c	1,70	1,70	1,45	1,45	1,00	1,00	2,10	2,10
Etats-Unis	1,15	1,00	1,00	1,00	1,30	1,00	1,00	1,00
Japon	3,80	1,25	4,30	1,30	3,30	2,90	4,00	4,00
Nouvelle-Zélande	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00
Moyenne pondérée	1,19	1,20	1,11	1,16	2,49	2,42	1,47	1,51

a. Les moyennes sont pondérées par la valeur de la production et de la consommation aux prix frontière.

b. A l'exclusion de l'Espagne, de la Grèce et du Portugal.

suivre la production sans grande difficulté.

- Les fluctuations macroéconomiques et les variations des changes intervenues depuis 1972 ont parfois exercé une influence déterminante sur les mesures appliquées aux divers produits de base. Ainsi, au début des années 70, sous l'effet du boom des prix des produits de base et de la faiblesse du dollar des Etats-Unis, les cours mondiaux des céréales ont dépassé le niveau auquel les avait portés les mesures de soutien des prix appliquées par les Etats-Unis. En revanche, au début des années 80, à cause de la force du dollar, les prix de soutien américains, pourtant inchangés en valeur nominale, sont devenus élevés pour les importateurs et les exportateurs non américains. Cela a amené les Etats-Unis à réduire fortement leurs prix de soutien en 1986.

- Les gouvernements se trouvent parfois limités dans le choix de leurs interventions intérieures par leurs engagements internationaux. En vertu des relations qu'elle entretient avec certains pays depuis l'époque coloniale, la CEE continue d'importer du sucre alors qu'elle produit assez pour ses propres besoins et qu'elle est même exportatrice.

- Leurs choix antérieurs pèsent lourdement sur la politique actuelle des gouvernements, ceux-ci hésitant à démanteler des mécanismes administratifs laborieusement installés. Les groupes d'intérêt agricoles défendent habilement leurs acquis; il est difficile, même lorsqu'on peut en prouver l'échec, de revenir sur les décisions antérieures et c'est par l'adoption de nouvelles mesures que l'on tente de remédier à leurs défauts. Pendant les années 70, l'amélioration des rendements a ramené les prix de revient du lait au-dessous des prix de soutien officiels, lesquels ont pourtant été relevés. Aussi, les gouvernements se sont-ils trouvés inondés d'excédents qui ont multiplié par six les dé-

penses de la Communauté européenne et par cinq celles des Etats-Unis entre 1974 et 1984. Néanmoins, au lieu d'abaisser les prix et de laisser les consommateurs profiter des progrès techniques, ils ont essayé de limiter le volume de lait vendu au prix garanti (Encadré 6.1).

Degré de protection

Le premier effet — et le plus évident — des interventions agricoles des pays industriels est d'accroître les prix intérieurs. On trouvera au Tableau 6.1 des estimations des coefficients de protection nominale (CPN), c'est-à-dire du rapport entre les prix intérieurs et les prix frontière — pour plusieurs pays ou groupes de pays industriels.

Ces estimations doivent toutefois être considérées avec prudence. En effet, les prix mondiaux étant variables mais les prix intérieurs relativement stables, les coefficients de protection nominale varient largement d'une période à une autre. Ainsi étaient-ils généralement supérieurs en 1985, où les cours mondiaux étaient plus faibles, aux valeurs indiquées dans le Tableau 6.1, dont les données se rapportent à la période 1980-82. Les prix intérieurs peuvent en outre être mesurés à différents stades — départ exploitation, organisme d'intervention, ou encore marchés de gros — et tous les pays ne choisissent pas le même point de référence, ce qui rend les comparaisons difficiles. De plus, les qualités et les variétés de référence ne sont pas les mêmes; par exemple, on consomme beaucoup de variétés de riz, et leur importance varie d'un pays à l'autre. Les mesures agricoles influencent aussi le marché mondial et les estimations n'indiquent pas le niveau auquel s'établiraient les cours mondiaux si elles étaient abolies. Enfin, les coefficients de protection nominale ne tiennent pas compte des

Porc et volaille		Produits laitiers		Sucre		Moyenne pondérée ^a		
Production	Consommation	Production	Consommation	Production	Consommation	Production	Consommation	
CPN	CPN	CPN	CPN	CPN	CPN	CPN	CPN	
1,00	1,00	1,30	1,40	1,00	1,40	1,04	1,09	Australie
1,10	1,10	1,95	1,95	1,30	1,30	1,17	1,16	Canada
1,25	1,25	1,75	1,80	1,50	1,70	1,54	1,56	Communauté européenne ^b
1,35	1,35	2,40	2,40	1,80	1,80	1,84	1,81	Autres pays européens ^c
1,00	1,00	2,00	2,00	1,40	1,40	1,16	1,17	Etats-Unis
1,50	1,50	2,90	2,90	3,00	2,60	2,44	2,08	Japon
1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	Nouvelle-Zélande
1,17	1,17	1,88	1,93	1,49	1,68	1,40	1,43	Moyenne pondérée

c. Autriche, Finlande, Norvège, Suède, Suisse.

Source : Tyers et Anderson (document de référence).

Encadré 6.1 Le soutien des prix dans le secteur laitier

Le marché mondial des produits laitiers est né de la protection. Presque tous les pays industriels isolent et protègent leurs producteurs laitiers en opposant des obstacles aux importations et en intervenant sur le marché intérieur. Les prix à la production, déterminés par les pouvoirs publics, sont indépendants de la valeur des produits laitiers sur le marché international. Dans les pays de l'OCDE, les prix intérieurs moyens sont pratiquement deux fois plus élevés que les cours mondiaux depuis une vingtaine d'années. Pourtant, le recours au dumping pour écouler d'énormes quantités de produits laitiers sur le marché international pèse lourdement sur les cours mondiaux. Les producteurs ont réagi de façon rationnelle aux prix élevés qui leur sont offerts : ils ont beaucoup investi dans l'achat d'animaux et de matériel, modernisé leur exploitation pour améliorer les rendements, et donc accru leur production (Figure 6.1 ci-contre). Les gouvernements sont ainsi amenés à acheter de plus en plus de lait et à accumuler de gigantesques stocks, lesquels doivent habituellement être vendus sur un marché mondial déprimé ou donnés dans le cadre de l'aide alimentaire.)

Dans certains cas extrêmes, le coût des aliments importés par les éleveurs européens pour nourrir leurs vaches a dépassé la valeur de leur production de lait sur le marché mondial. Non seulement la production n'a même pas couvert le coût des intrants intérieurs — main-d'oeuvre, transport, équipement et exploitation des laiteries, etc. — mais la CEE y a en outre perdu des devises. Pour l'ensemble des pays membres, il aurait été préférable que certains agriculteurs n'aient rien produit et même qu'ils aient été payés à ne rien faire.

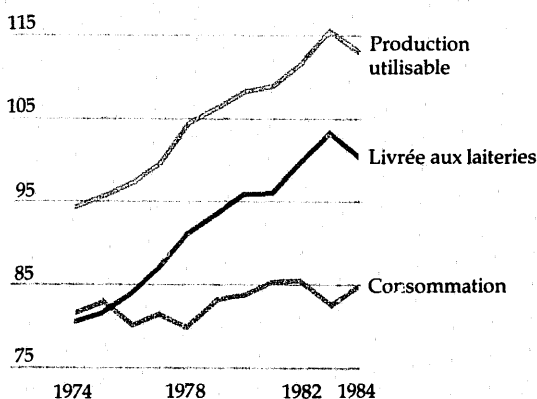
Les règles budgétaires de la CEE aggravent l'inefficacité de son programme de soutien de l'élevage laitier. En effet, la charge financière des mesures d'appui à l'agriculture est répartie entre les pays membres grosso modo en proportion de leur PNB; par contre, les recettes tirées des mesures de soutien des prix sont proportionnelles à la production laitière. Aussi, recevant la totalité du prix d'intervention au titre de la PAC, alors qu'ils n'en prennent en charge qu'une fraction, les pays s'efforcent-ils d'accroître leur produc-

tion de lait. En fait, ils ont même intérêt à subventionner leur production laitière, car la CEE leur rembourse une partie de leurs frais. Les résultats ont été spectaculaires : les subventions accordées par les divers pays membres sont passées à près de 8 % de la valeur brute du lait aux prix intérieurs. Le coût du programme laitier communautaire a augmenté de plus de 20 % par an pendant dix ans; les transferts aux dépens des consommateurs et des contribuables ont atteint 6.200 dollars par producteur laitier (410 dollars par vache) en 1982.

En avril 1984, le fardeau étant devenu intolérable, la CEE a décidé, plutôt que d'abaisser les prix de soutien, d'imposer des quotas de production. Ceux-ci sont fixés par pays et sont généralement répartis, dans chaque pays, entre les divers producteurs. Au-delà de leurs quotas, les éleveurs reçoivent le prix mondial ou moins et sont donc fortement incités à limiter leur produc-

Figure 6.1 Production laitière de la Communauté européenne, 1974-84

Millions de tonnes de lait



Note : Les données comprennent le beurre, le fromage et le lait en poudre, convertis en équivalent lait liquide.

Source : Bureau d'économie agricole (Australie), 1985.

effets des mesures intérieures qui ne comportent pas d'interventions à la frontière, cas dans lequel il n'y a pas de différence entre prix intérieurs et prix mondiaux. Par exemple, les mesures de restriction des superficies cultivées et les «primes de complément» (deficiency payments) qu'appliquent les Etats-Unis font augmenter aussi bien les prix intérieurs américains que les prix frontière du maïs.

Il est néanmoins possible de tirer certaines conclusions des chiffres présentés dans le tableau. Pre-

mièrement, les producteurs laitiers bénéficient presque partout de mesures de soutien généreuses; il en va de même des producteurs de riz et de sucre. Deuxièmement, les agriculteurs japonais et européens sont plus protégés que ceux des pays qui sont tributaires des exportations de produits agricoles. Troisièmement, la protection relative des divers produits n'est pas la même d'un pays à l'autre, ce qui signifie que les prix relatifs intérieurs varient également. Il existe donc des distorsions à

tion. En fait, celle-ci est tombée à un niveau inférieur au quota communautaire car les éleveurs ont voulu éviter d'avoir à vendre au cours mondial. Elle reste toutefois largement supérieure aux besoins. Bien que la consommation soit en moyenne de 85 millions de tonnes par an, le quota est de 99 millions de tonnes. Le système pénalise donc les consommateurs en maintenant les prix à un niveau élevé, encourage une répartition inefficace de la production et institutionnalise la surproduction actuelle. Pour remédier à ces problèmes, la CEE a décidé de réduire les quotas laitiers de 3 % à compter de 1987-88.

Il en est allé de même aux Etats-Unis, qui ont régulièrement accru les prix de soutien du lait pendant les années 70, face à la faiblesse des cours mondiaux. Le coût net de leurs programmes laitiers (les produits distribués gratuitement étant évalués sur la base de leur prix de revient pour le gouvernement) est passé de 150 millions de dollars par an à 3 milliards de dollars entre le milieu des années 70 et 1983-84; selon les estimations, les transferts aux producteurs auraient été de 26.000 dollars par éleveur (835 dollars par vache) en 1982. Le gouvernement a réduit le prix à la production du lait cru de 13,1 cents la livre en 1982-83 à 11,6 cents au milieu de 1985, mais les stocks ont continué à s'accroître. Depuis décembre 1985, la loi autorise le gouvernement à limiter la production laitière en achetant et en abattant une part du cheptel (jusqu'à 1 million de vaches), mais cela ne saurait résoudre le problème à long terme.

La plupart des excédents sont stockés, car un accord conclu dans le cadre des négociations de Tokyo du GATT interdit l'exportation de beurre à moins de 1.200 dollars la tonne. Le stockage de produits laitiers coûte cher et la qualité en souffre. Mais la patience est parfois récompensée : en 1984, la CEE a fait valoir que ses stocks de beurre s'étaient suffisamment détériorés pour être devenus du butter oil, produit nouveau de qualité inférieure, qui n'est couvert par aucun accord international. Aussi a-t-elle pu vendre une partie de ses stocks à l'URSS à 450 dollars la tonne — soit tout juste 14 % du prix versé aux producteurs.

l'intérieur même des pays, dans la mesure où les agriculteurs réagissent aux prix, lesquels dépendent de la politique agricole, plutôt qu'à la situation de l'offre et de la demande.

Mesures commerciales

S'il règne une telle complexité, c'est qu'il faut distinguer entre les mesures à la frontière, qui agissent sur les importations et les exportations, et les

mesures intérieures, lesquelles touchent directement l'offre et la demande internes. Considérons d'abord les premières : la plus simple est, pour les importateurs, la perception de droits de douane, c'est-à-dire de taxes à l'importation — et, pour les exportateurs, le versement de subventions à l'exportation. Il est toutefois rare que la situation soit aussi simple et les pays recourent plus fréquemment à des prélèvements mobiles à l'importation et à des subventions variables à l'exportation — appelées restitutions.

PRELEVEMENTS MOBILES A L'IMPORTATION. Ce type d'intervention constitue la pierre angulaire de la politique agricole commune de la Communauté européenne et d'autres pays européens, l'Autriche, la Suède et la Suisse, y recourent aussi. Ces prélèvements mobiles ont pour objectif de combler la différence entre le prix des importations rendues à la frontière et le prix, fixé officiellement, auquel les marchandises extérieures peuvent être admises. Ce prix d'admission — dénommé prix de seuil par la Communauté européenne — est le prix minimum à l'importation. Les prix intérieurs sont fixés chaque année par les ministres de l'agriculture des Etats membres. Les répercussions financières de la fixation d'un prix de seuil sont fonction des variations des cours mondiaux et des taux de change, mais les prix intérieurs restent fixes, tant qu'il y a des importations et que le prix intérieur excède le prix à la frontière.

Le recours aux prélèvements mobiles peut isoler les agriculteurs et les consommateurs des marchés mondiaux, mais cette protection est coûteuse. Les consommateurs continuent d'acheter des biens dont les cours mondiaux ont fortement augmenté, tandis que les producteurs continuent de produire des biens dont les prix ont baissé. Dans ce conditions, ni les importateurs ni les exportateurs ne peuvent tirer parti des variations des cours mondiaux. Plus grave encore, en dissociant une partie de la consommation et de la production mondiales des cours mondiaux, ces prélèvements mobiles réduisent l'efficacité et la stabilité des marchés mondiaux, comme le montre l'Encadré 6.2 à propos de la politique sucrière.

RESTITUTIONS A L'EXPORTATION. Ces restitutions, qui sont l'équivalent à l'exportation des prélèvements mobiles perçus à l'importation, permettent de délier les prix intérieurs des cours mondiaux et de les maintenir à un niveau plus élevé. Elles ont pour résultat de déprimer et de déstabiliser les cours mondiaux. Bien que ses effets soient équiva-

Encadré 6.2 Protection des producteurs de sucre

Le sucre et ses substituts, le glucose et le sirop de fructose, proviennent essentiellement de trois sources : la canne à sucre, la betterave sucrière et les produits à forte teneur en amidon comme le maïs. La première à être utilisée — et la moins chère — a été la canne à sucre; l'utilisation des deux autres n'a pris une certaine ampleur qu'à partir du moment où s'est réduit l'approvisionnement en canne. On savait depuis la fin du XVIII^e siècle qu'il était possible d'extraire du sucre de la betterave, mais il a fallu le blocus déclaré par l'Angleterre contre l'Europe continentale, à l'époque des guerres napoléoniennes, pour que le procédé devienne exploitable à l'échelle commerciale. Plus de 300 raffineries se sont établies en France entre 1811 et 1813 pour traiter la betterave, mais elles n'ont pas résisté à la paix et à la reprise des importations de sucre. Ce n'est que vers la fin du XIX^e siècle que la production de betteraves sucrières a retrouvé la faveur des agriculteurs européens, là aussi grâce à des mesures de protection; depuis lors, cette protection est toujours restée élevée.

Ce niveau de protection s'est révélé coûteux pour les pays industriels, surtout lorsqu'est arrivé sur le marché, dans les années 70, un nouveau produit édulcorant : le sirop de fructose. Cette nouvelle production doit son développement à la protection du sucre, l'écart entre les prix intérieurs et les prix mondiaux étant devenu bien supérieur pour la betterave et la canne à sucre que pour le maïs.

La Communauté européenne et les Etats-Unis n'ont pas adopté de position identique vis-à-vis du sirop de fructose, mais leurs décisions respectives ont eu des effets similaires sur le commerce mondial du sucre et sur les pays en développement. La CEE, déjà grosse exportatrice de sucre au début des années 70, a inclus la production de sirop de fructose dans son système de contingentement de la betterave sucrière, ce qui a encore accru les excédents subventionnés à exporter. Sa part des exportations mondiales de sucre est passée de moins de 9 % dans les années 60 à plus de 20 % vingt ans plus tard et elle est devenue en 1982 le premier exportateur mondial. Par contre, les Etats-Unis ont laissé se développer la production de sirop de fructose en contingentant les importations. De ce fait, le sirop de fructose représente une part croissante de la con-

sommation intérieure de produits édulcorants et la consommation de produits dérivés du maïs a dépassé celle de sucre pour la première fois en 1984. Leur part des importations mondiales de sucre brut est tombée d'une moyenne de 20 % entre 1960 et 1973 à environ 10 % au début des années 80. Les transactions préférentielles continuent de dominer le commerce international du sucre, et le marché libre n'a qu'un caractère résiduel.

Le cas des Etats-Unis fait ressortir les difficultés pratiques que pose l'application de restrictions aux échanges. Jusqu'en 1983, il suffisait que le sucre importé contienne 6 % de sirop de fructose pour entrer hors contingent. Cela permettait aux consommateurs d'acheter du sucre au cours mondial, mais l'accroissement des importations a incité les producteurs locaux à se plaindre jusqu'à ce qu'ils obtiennent l'élimination de cette «échappatoire». Cependant, le prix intérieur du sucre étant supérieur de quatre à sept fois au cours mondial, il valait encore la peine pour les entreprises américaines d'extraire le sucre contenu dans certaines préparations, comme les préparations pour gâteaux. En janvier 1985, une réglementation d'urgence contingentant toutes les importations de «préparations alimentaires» sucrées pour une durée de neuf mois a été adoptée. Malheureusement, cette catégorie comprenait les tourtes de poulet, les pizzas et les pâtes (dont la teneur en sucre est de 0,002 %); le contingent fixé pour neuf mois a été épuisé en deux mois et les importations de toutes sortes de produits qui n'étaient pas visés au départ ont été interrompues.

La Communauté européenne et les Etats-Unis, incapables d'adapter leur politique sucrière à l'évolution de l'environnement économique, ont accepté l'aggravation des distorsions du marché et l'alourdissement des coûts économiques. En outre, ils ont rejeté la charge de l'ajustement sur leurs partenaires commerciaux, principalement les pays en développement. D'après une étude, la politique sucrière des pays industriels aurait fait perdre environ 7,4 milliards de dollars de recettes d'exportation aux pays en développement en 1983, abaissé leur revenu réel d'environ 2,1 milliards de dollars, et accru l'instabilité du cours sur le marché mondial résiduel d'environ 25 %.

lents à ceux de prélèvements à l'importation, les gouvernements y recourent moins souvent et, s'ils le font, c'est généralement pour étayer un système de prélèvements à l'importation devenu trop lourd : ayant introduit des prélèvements pour protéger l'agriculture locale contre des importations peu coûteuses, ils se trouvent confrontés à des excédents croissants du fait que le niveau élevé des

prix de soutien porte la production intérieure au-delà de la demande. Ne pouvant renoncer à soutenir les prix pour des raisons politiques, ils recourent alors à des restitutions à l'exportation pour écouler leurs excédents à l'étranger. L'exemple le plus connu de ce phénomène est celui de la CEE : alors que celle-ci importait beaucoup de céréales dans les années 60, elle est ensuite deve-

nue grosse exportatrice dans les années 80, sans que ce changement reflète un quelconque avantage comparatif.

Les restitutions à l'exportation infligent à l'économie des pertes analogues à celles qui résultent des prélèvements à l'importation, mais elles peuvent être encore plus difficiles à administrer — surtout lorsqu'elles varient, comme c'est le cas pour la CEE, selon la destination des exportations. En outre, elles pèsent lourdement sur les finances publiques, ce qui conduit souvent les gouvernements

à réduire le niveau des prix de soutien lorsque d'importateurs, ils deviennent exportateurs. Ainsi, la Communauté européenne a relevé ses prix de soutien en moyenne de 0,3 % par an, en valeur réelle, entre 1973 et 1978, mais elles les a abaissés de 1,1 % par an entre 1979 et 1986, face à l'accumulation d'excédents et à la nécessité de restitutions accrues.

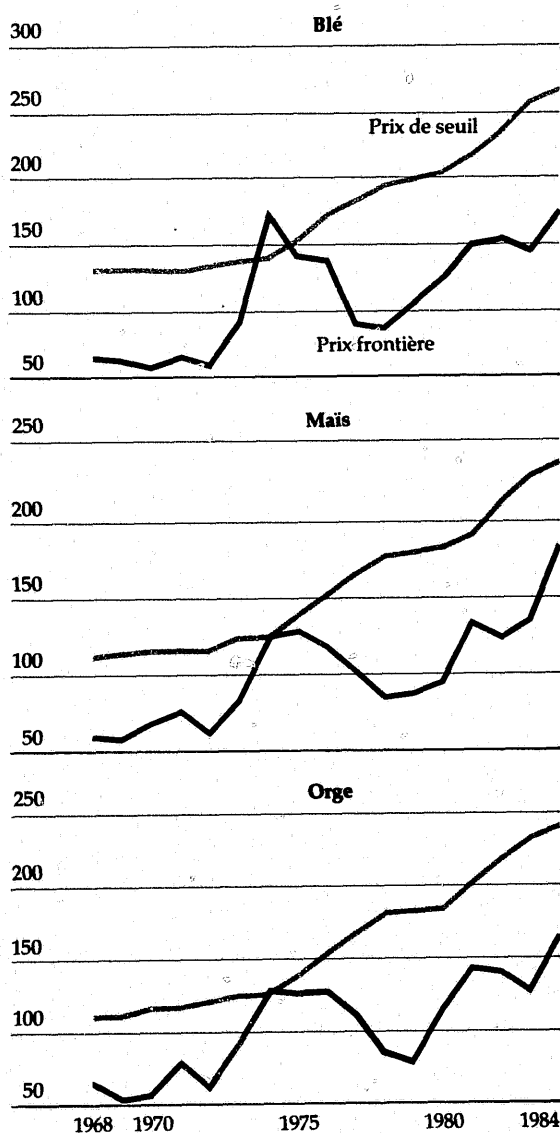
Le niveau des prélèvements mobiles et des restitutions peut être élevé. En Suède, les prélèvements portent les prix intérieurs de la viande bovine à environ 250 % des cours mondiaux. La Figure 6.1 compare l'évolution depuis 1968 des prix de seuil de la Communauté européenne à celle des prix frontière des céréales. On estime qu'en 1982-83, le régime céréalier européen a entraîné le transfert aux producteurs de 7,9 milliards d'Ecus (8,9 milliards de dollars) aux dépens des consommateurs et de 2,3 milliards d'Ecus aux dépens des contribuables.

DROITS DE DOUANE. Les droits fixes sont moins fréquents dans le secteur des échanges agricoles que les prélèvements mobiles; ils ne stabilisent pas les prix intérieurs et ne permettent pas non plus de garantir les revenus agricoles, même à court terme, parce que dans ce cas les prix intérieurs varient parallèlement aux cours mondiaux. La perception de droits élevés est généralement limitée aux marchés trop hétérogènes pour être assujettis à des prélèvements mobiles ou jugés trop peu importants au moment de l'introduction du système. La plupart des pays industriels perçoivent des droits de douane sur les fruits et les légumes et assez souvent aussi sur les produits à base de viande, les oléagineux et le tabac. Ces droits occupent une place relativement importante dans la protection des denrées agricoles transformées et augmentent généralement avec le degré de transformation, ce qui rend difficile l'établissement d'industries de transformation dans les pays en développement.

CONTINGENTS D'IMPORTATION. Les contingents limitent la quantité ou la valeur des importations d'un produit donné (parfois à zéro). Ils sont fréquemment utilisés pour les produits laitiers, le sucre, la viande bovine, les légumes et les fruits, par des pays aussi divers que le Canada, la Communauté européenne, les Etats-Unis, le Japon et la Suisse. Ils sont parfois déguisés en accords d'auto-limitation des exportations entre pays exportateurs et importateurs. C'est le cas, par exemple, des achats de produits laitiers de l'Australie à la

Figure 6.1 Prix de seuil et prix frontière de diverses céréales dans la Communauté européenne, 1968-84

ECU par tonne



Source : Bureau d'économie agricole (Australie), 1985, p. 177.

Encadré 6.3 Limitation de la superficie des exploitations et agriculture à temps partiel

La politique agricole japonaise repose sur deux lois des années 40. Pour promouvoir à la fois l'autosuffisance en riz et la stabilité des prix à la consommation, une loi de 1942 sur les aliments de base a tranché le lien entre les prix à la production et à la consommation, disposant que les prix des achats publics «seront déterminés de manière à garantir l'approvisionnement en riz, compte tenu du coût de production, des prix et d'autres critères économiques» et que les prix à la consommation «seront déterminés de manière à stabiliser les dépenses des consommateurs, compte tenu du coût de la vie, des prix et d'autres critères économiques».

La deuxième loi portait réforme du régime foncier. Les réformes des lois sur les terres agricoles appliquées entre 1945 et 1950 ont transféré la propriété d'environ un tiers des terres agricoles à ceux qui, jusque-là, en étaient locataires, limité la superficie maximale des exploitations, interdit aux non-exploitants de posséder des terres agricoles et aux propriétaires-exploitants de louer à bail plus d'un hectare, et rendu illicites les ventes de terres entre agriculteurs. De ce fait, la part des exploitations cultivées par des fermiers est tombée de 46 % en 1945 à 10 % en 1950 et à 5 % en 1965. Le fermage restait autorisé, mais le plafonnement des loyers et les difficultés posées par la récupération des

terres louées rendaient cette solution peu intéressante. Bien que cette loi ait ensuite été libéralisée, 4 % seulement des terres agricoles japonaises étaient louées en 1978.

Cette deuxième loi a empêché l'agrandissement des exploitations. La taille moyenne des fermes japonaises est passée de 1,01 hectare en 1950 à 1,17 hectare en 1977, tandis qu'elle augmentait en moyenne de 50 % aux Etats-Unis. Simultanément, les superficies cultivées ont diminué d'environ 8 % et il est désormais très rare que les terres portent deux récoltes par an, alors qu'autrefois la proportion était d'environ un tiers. De plus, l'emploi agricole a diminué à peu près au même rythme que dans d'autres pays.

Parce que les exploitations japonaises sont petites, la productivité globale des facteurs — c'est-à-dire le rapport entre la production et l'ensemble des facteurs mis en oeuvre — n'a pas augmenté aussi vite qu'ailleurs. La taille des exploitations a pris une importance critique en 1960, avec l'introduction de techniques plus élaborées et capitalistiques. En 1960, les prix de revient des exploitations rizicoles de 0,3 à 0,5 hectare n'étaient supérieurs que de 20 % à ceux des fermes de plus de 3 hectares; en 1975, la différence dépassait 60 %.

En 1955, l'agriculture japonaise semblait raisonna-

Nouvelle-Zélande et des importations aux Etats-Unis de viande bovine en provenance de l'Australie. Ces restrictions des importations font parfois partie de régimes commerciaux spéciaux fixant à la fois le prix et le volume des importations, comme c'est le cas pour les importations aux Etats-Unis de sucre en provenance des Caraïbes et pour les importations dans la Communauté européenne de viande bovine et de sucre en provenance de certains pays en développement.

Comme les prélèvements mobiles à l'importation, les contingents ont pour effet d'isoler le pays qui les applique des variations du marché mondial et d'accroître les prix intérieurs, mais ils peuvent lui coûter plus cher encore. La différence entre le prix intérieur et le prix frontière peut être empêchée par l'exportateur plutôt que par l'Etat sous forme de recettes douanières. De plus, les importations peuvent ne pas provenir du producteur le moins cher, car il est extrêmement rare que les contingents attribués à différents pays exportateurs reflètent les différences de coûts.

Le cas du Japon illustre bien ce type de restrictions quantitatives : ayant rigoureusement restreint les importations de riz et de viande bovine,

le gouvernement a porté les prix intérieurs à la production à peu près au triple des cours mondiaux (Encadré 6.3), ce qui a provoqué d'énormes excédents de riz dont une partie doit être écoulée comme aliments pour les animaux ou au moyen de subventions à l'exportation. Les pertes imputables à ce seul sous-secteur ont représenté environ 6 milliards de dollars en 1980.

On entend souvent dire que certains pays se servent de normes de qualité et de protection sanitaire pour limiter les importations. Nul ne conteste la nécessité de telles réglementations mais, utilisées de façon excessive ou discriminatoire, elles peuvent implicitement avoir un caractère protectionniste. Si l'on compare les restrictions des importations imposées par quatre pays pour lesquels on dispose d'informations complètes, on constate que le pourcentage des importations alimentaires soumises à des normes sanitaires est de 95 % au Japon et de 94 % en Norvège, mais seulement de 55 % en Suisse et de 60 % en Australie. Ces pourcentages ne donnent néanmoins qu'une idée incomplète de l'ampleur de la protection, car ils excluent les produits dont l'entrée est totalement interdite.

blement compétitive — en tout cas, comparée à celle d'Europe occidentale. Le prix départ exploitation du riz n'était supérieur que de 13 % au prix à l'importation et la production égalait presque la consommation. Mais par la suite, l'augmentation des coûts de main-d'oeuvre — sous l'effet de l'essor industriel — et l'emploi de techniques de plus en plus capitalistiques sur des exploitations d'une taille aussi réduite ont fait augmenter les prix de revient agricoles plus vite que ceux des autres secteurs de l'économie. Sa volonté de promouvoir l'autosuffisance et de soutenir le revenu des travailleurs agricoles a amené le gouvernement à accroître la protection contre les importations, qu'il a rigoureusement limitées : le prix intérieur du riz, qui était d'une fois et demie le prix à l'importation en 1961, est passé à plus du double en 1970 et au quadruple en 1979. Les rapports de prix ont évolué dans le même sens, mais dans de moindres proportions pour des produits tels que le blé, la viande bovine et les produits laitiers.

La limitation des droits de propriété et des possibilités de location a incité les agriculteurs à sous-traiter certains travaux, comme le désherbage, le travail du sol et la moisson. Plus souvent encore, ces restrictions les ont encouragés à prendre un emploi à temps partiel

ou complet en dehors de l'agriculture. Vingt pour cent seulement des exploitations japonaises emploient une ou plusieurs personnes à temps complet et 70 % des ménages agricoles tirent plus de la moitié de leur revenu d'activités extérieures. Le niveau de vie de ces derniers est supérieur d'environ 25 % à celui des ménages exclusivement agricoles.

Les 20 % des exploitations employant une personne à plein temps représentent environ 60 % de la production totale et 48 % des terres. Dans la riziculture, qui se prête bien au temps partiel, les travailleurs à temps partiel jouent par contre un rôle dominant et produisent environ les deux tiers de la récolte totale.

Une loi adoptée en 1980 a accru la superficie maximale des exploitations et encouragé les agriculteurs à temps partiel à louer leurs terres. Simultanément, le Japon a tenté de maintenir les prix de soutien en deçà des coûts moyens des très petites exploitations. Bien que le prix intérieur soit tombé depuis à trois fois seulement le prix à l'importation, la structure de l'agriculture n'a pas changé sensiblement. Les principaux bénéficiaires de la politique rizicole japonaise restent les producteurs à temps partiel. Le poids d'une législation foncière restrictive empêche les agriculteurs à temps complet de tirer parti de leur efficacité.

Le Tableau 6.2 regroupe des données sur les mesures appliquées à la frontière et permet d'identifier celles des importations des pays industriels qui font l'objet de barrières non tarifaires. Il n'indique

pas l'impact de ces mesures sur chaque catégorie d'importation, ni la valeur des importations touchées, mais signale seulement la présence (ou l'absence) de certains types de restrictions. Il

Tableau 6.2 Fréquence de divers types d'obstacles non tarifaires dans les pays industriels, 1984
(pourcentage)

	Contingents tarifaires saisonniers et droits (1)	Restrictions quantitatives (2)	Fixation de prix minimaux		
			Tous (3)	Prélèvements mobiles (4)	Total ^a (5)
Viande et bétail sur pied	12,3	41,0	26,0	23,8	52,2
Produits laitiers	6,9	29,6	28,6	25,6	54,6
Fruits et légumes	15,7	18,8	4,9	0,8	33,1
Sucre et confiserie	0,0	21,7	58,0	58,0	70,0
Céréales	1,7	10,9	21,7	21,7	29,0
Autres denrées	0,8	16,3	13,5	13,2	27,0
Thé, café, cacao	0,4	4,0	2,5	2,5	6,6
Autres boissons	18,5	22,9	18,4	0,6	42,3
Matières premières	0,0	7,5	0,3	0,3	7,8
Tous produits agricoles	8,2	17,2	11,5	8,2	29,7
Produits manufacturés	2,2	6,7	0,6	0,0	9,4

Note : Les données indiquent le nombre d'importations soumises à des obstacles non tarifaires en pourcentage des importations totales. Les marchés industriels considérés sont l'Australie, l'Autriche, la CEE, les Etats-Unis, la Finlande, le Japon, la Norvège et la Suisse.

a. Le chiffre porté dans cette colonne est inférieur à la somme des colonnes (1), (2) et (3) si certaines importations se heurtent à plus d'un obstacle.

montre que les pays industriels n'opposent guère de barrières non tarifaires aux importations de matières premières, non plus qu'à celles de boissons tropicales. Cependant, 70 % de leurs importations de sucre et de confiserie et plus de la moitié de leurs importations de bétail sur pied, de viande et de produit laitiers se heurtent au moins à un obstacle. Les fruits et les légumes, de même que les boissons autres que le thé, le café et le cacao (principalement les vins et jus de fruits), ne sont pratiquement pas touchés par le système de prélèvements mobiles, mais sont assujettis à des restrictions quantitatives ou à des droits de douane saisonniers. Les prélèvements mobiles jouent un rôle important pour le sucre, les produits laitiers, la viande et les céréales.

Quotas de production et mesures touchant les intrants

Les quotas de production donnent aux agriculteurs le droit de vendre une quantité déterminée d'un produit donné à un prix garanti. S'ils produisent davantage, ils doivent écouler le reste à un prix inférieur. L'application de ce système oblige les gouvernements à contrôler la production de chaque exploitation et, jusqu'ici, la charge administrative qu'il représente ne s'est révélée possible que pour le sucre, le lait, les arachides et le tabac.

C'est généralement lorsque l'accumulation d'excédents leur impose une charge budgétaire intolérable que les gouvernements recourent à ce type de contingents. S'ils ne peuvent, pour des raisons politiques, réduire le niveau des prix, cette solution est la seule qui leur permette d'endiguer les dépenses publiques. Elle n'implique certes pas de charge budgétaire directe, mais ses coûts économiques ne sont pas négligeables. Elle pénalise les consommateurs parce qu'elle fait augmenter les prix, elle aboutit souvent à l'attribution de droits de production à des agriculteurs inefficaces, et elle peut fausser le marché pour les produits concurrents. Ainsi, les quotas de sucre aux Etats-Unis ont stimulé artificiellement la production de sirop de glucose. La CEE a pu éviter des conséquences analogues en restreignant la production locale d'édulcorants à base de maïs.

Le régime appliqué par les Etats-Unis au tabac est le plus ancien des systèmes de quotas qui existent encore aujourd'hui. Selon une étude récente, il a coûté environ 1 milliard de dollars par an aux consommateurs entre 1980 et 1984. Il n'a pas même profité à tous les planteurs de tabac. Il a certes procuré environ 800 millions de dollars aux

titulaires de quotas, mais beaucoup d'entre eux avaient loué leurs droits. Les autres producteurs, eux, ont perdu 200 millions de dollars. Le résultat final — si l'on rapporte les 600 millions de dollars gagnés par les producteurs et les titulaires de droits au milliard de dollars perdu par les consommateurs — est donc une perte nette de 400 millions de dollars pour toutes les parties concernées.

Une fois que l'on a attribué des quotas de production, il est difficile de les supprimer, car ils sont alors devenus de précieux droits de propriété. En Colombie britannique, au Canada, le droit de vendre le lait d'une vache vaut environ huit fois le prix de la vache elle-même. De telles rentes constituent un puissant obstacle à l'accès à l'agriculture. Elles accroissent les frais d'établissement, sans modifier la rentabilité à long terme de l'investissement. Le Tableau 6.3 indique le prix de cession des quotas négociables et les dépenses qu'elles imposent aux exploitations familiales de la province canadienne de l'Ontario.

Les interventions portent plus fréquemment sur les intrants que sur la production et le facteur visé est le plus souvent la terre. Les Etats-Unis ont été les premiers, en 1933, à restreindre les superficies cultivées en instituant une législation sur les céréales et le coton. Le dispositif le plus récent, le programme de paiement en nature (payment-in-kind — PIK) a été mis en place en 1983 et sera encore appliqué en 1986. Le Gouvernement japonais a lui aussi utilisé ce type d'intervention, tout d'abord pour restreindre les superficies rizicoles et ensuite pour réduire la production d'agrumes; il a parfois versé des primes pour l'arrachage d'arbres plantés pour occuper des rizières abandonnées au titre d'un programme antérieur.

Dans une économie ouverte et développée, l'administration de programmes d'autolimitation des superficies cultivées pose moins de difficultés que le contingentement de la production. Dans ce dernier cas, il faut contrôler toute la production et l'on peut avoir à détruire les excédents. Dans le premier, il suffit de contrôler les superficies et les gouvernements peuvent inciter les agriculteurs à participer au programme en leur versant une prime pour chaque hectare mis hors culture ou en leur offrant des prix plus élevés s'ils ne cultivent pas la totalité de leurs terres (solution actuellement appliquée aux Etats-Unis).

Les frais administratifs occasionnés par ces programmes agricoles sont énormes. Aux Etats-Unis, le service qui en est chargé (Agricultural Stabilization and Conservation Service) emploie environ 2.600 agents à temps complet, plusieurs milliers

Tableau 6.3 Valeur véritable des quotas dans la province de l'Ontario, Canada, 1984

	Prix unitaire	×	Taille de l'exploitation familiale	=	Coût de l'achat de quotas pour créer une exploitation
Oeufs	\$ 23 par poule		25.000 poules		\$ 580.000
Lait	\$ 3.500 par vache		40 vaches		\$ 140.000
Tabac	\$ 1,50 par livre		40 hectares		\$ 310.000
Dindes	\$ 0,54 par livre		25.000 dindes/an		\$ 270.000

Source : Johnson, «Agricultural Protection» (document de référence).

d'agents à temps partiel et quelque 3.000 commissions locales (à l'échelon des comtés) composées chacune de trois personnes, habituellement des agriculteurs. Ce dispositif a coûté 400 millions de dollars en 1985. Les décisions à prendre sont innombrables : combien d'hectares (superficie qui pourra donner lieu à des paiements) faut-il attribuer à chaque agriculteur pour chaque produit? Quel sera le rendement standard (rendement qui déterminera le paiement versé à chaque agriculteur pour chaque hectare inclus dans le programme)? Quel usage l'agriculteur pourra-t-il faire, s'il y est autorisé, des terres mises hors culture? Ses installations de stockage sont-elles adéquates? Satisfait-il à tous ses engagements au titre du programme? Il coûte évidemment trop cher de suivre l'exécution de chaque condition du programme, aussi les administrateurs locaux peuvent-ils être tentés d'accorder aux exploitants le bénéfice du doute.

En outre, les programmes de limitation des superficies cultivées introduisent des distorsions dans le coût des facteurs de production, ce qui est une autre source de gaspillage. Ils encouragent les agriculteurs à intensifier, moyennant des dépenses supplémentaires, l'exploitation des terres qu'ils ont le droit d'utiliser. Autre effet pernicieux, pour accroître leurs chances d'obtenir une augmentation de leurs superficies cultivables lors de la révision du programme, les producteurs peuvent être tentés de mettre en culture des pâturages, des terres boisées ou marécageuses, qu'ils n'auraient normalement pas utilisés. Les mesures de limitation des superficies cultivées et les subventions aux intrants jouent en sens contraire, les unes accroissant le coût des autres.

Au titre du programme PIK pour 1983, les agriculteurs américains ont renoncé à exploiter un peu plus de 31 millions d'hectares, soit 37 % des terres cultivées l'année précédente en céréales, en coton et en riz. Les régions agricoles du Centre-Ouest ayant été ravagées par la sécheresse, les récoltes ont baissé de 41 % en 1983 et les prix ont augmenté en moyenne de 16 %. Autre avantage pour les agriculteurs, ils ont reçu, en contrepartie de la mise

hors culture de certaines terres, jusqu'à 80 % des quantités qu'ils auraient normalement récoltées. Ces paiements en nature ont été prélevés sur les stocks du gouvernement. Au total, les transferts ont correspondu à 20 milliards de dollars, aux dépens des consommateurs et des contribuables. En outre, les éleveurs et les fournisseurs d'intrants y ont perdu des milliards de dollars, les uns parce qu'ils n'ont pu intégralement répercuter l'augmentation des prix des céréales fourragères sur les consommateurs et les autres parce que les agriculteurs ont moins utilisé d'engrais, de semences et d'autres intrants.

Prix d'intervention et prix indicatifs

Dans presque tous les pays industriels, le gouvernement s'engage à acheter la production agricole à un prix donné. Ce prix d'intervention correspond au seuil de rentabilité des agriculteurs et détermine le niveau de leur production, à moins que celle-ci soit limitée par un système de quotas. Le stockage de ses achats coûte cher au gouvernement, aussi celui-ci finit-il généralement par les revendre à perte sur le marché intérieur ou à l'étranger.

Aux Etats-Unis, l'Agence fédérale de financement des ventes de produits agricoles (Commodity Credit Corporation — CCC) «prête» de l'argent aux agriculteurs contre le dépôt de céréales dans des magasins agréés. Les agriculteurs ont la possibilité de rembourser en espèces — auquel cas ils peuvent récupérer leurs céréales et les vendre — ou en nature, en cédant leurs céréales à la CCC. Le taux de prêt — c'est-à-dire le prix des prêts de la CCC — détermine les prix minimums reçus par les agriculteurs. Parce que les Etats-Unis exportent plus de céréales que tout autre pays et du fait qu'ils ne recourent guère à des interventions à la frontière pour isoler leurs prix intérieurs des cours mondiaux, ce taux de prêt établit le niveau minimum des prix pratiqués sur le marché mondial. Il s'ensuit que, lorsque la CCC détient de gros stocks, comme c'est le cas depuis 1980, son taux de prêt

Encadré 6.4 Subventions cachées : la ligne de chemin de fer de la Passe du Nid-du-Corbeau

Les subventions à l'exportation ne sont pas toutes financées directement par le Trésor public et celles-là peuvent durer très longtemps. En 1897, le Gouvernement canadien a subventionné la construction d'une voie ferrée franchissant les montagnes Rocheuses au col du Nid-du-Corbeau et, en contrepartie, la société ferroviaire s'est engagée à geler ses tarifs de fret pour le transport des exportations de blé et des céréales fourragères des provinces de la Prairie jusqu'au port d'embarquement.

On estime qu'en 1981-82, les agriculteurs ne payaient plus qu'un sixième du coût du transport de leurs céréales, le reste étant pour l'essentiel pris en charge par la société ferroviaire — ou plutôt par ses autres clients. Cette subvention représentait environ 30 dollars par tonne, soit environ 15 % du prix du blé et 25 % de celui de l'orge. Cette situation a eu pour effet d'accroître les prix des céréales et des oléagineux dans les provinces de la Prairie, d'augmenter les loyers et de décourager le développement d'autres activités, comme l'exploitation du bois et du charbon (en ren-

chérissant les coûts de transport), de même que l'agroalimentaire et l'élevage (en alourdissant le coût des céréales). Parce qu'elle correspond à une taxation implicite du chemin de fer, cette subvention a de plus sensiblement réduit les investissements ferroviaires, ce qui nuit à toutes les activités économiques des provinces de la Prairie. Enfin, il en résulte également des distorsions supplémentaires dans d'autres secteurs de l'économie. Pour dédommager les agriculteurs des provinces atlantiques des répercussions des tarifs appliqués par la ligne du Nid-du-Corbeau sur le prix des aliments pour le bétail, d'autres subventions ont été accordées pour encourager l'expédition de céréales fourragères de l'ouest du pays vers l'est.

Le gouvernement a commencé à réformer le réseau du Nid-du-Corbeau. Il verse maintenant 659 millions de dollars par an au chemin de fer, plus une part décroissante de toute augmentation des tarifs de fret. On estime qu'en 1990, les agriculteurs paieront environ la moitié des coûts de fret.

détermine le cours mondial en dollars et donc, selon la valeur du dollar, les prix frontière pour les autres pays. En conséquence, la réduction de ses taux de prêt en 1986 (de 25 à 30 % pour le blé et les céréales fourragères), cumulée au repli substantiel du dollar, entraîne des difficultés pour un grand nombre des pays opérant sur le marché mondial des céréales. Pour le riz, la réduction du taux de prêt a été plus grande encore.

Depuis le milieu des années 70, les Etats-Unis fixent aussi un prix indicatif, supérieur au taux de prêt. Les agriculteurs reçoivent alors des primes de complément correspondant à la différence entre le prix du marché et le prix indicatif. Ce système de primes devrait en soi stimuler la production et donc faire baisser les prix intérieurs et les cours mondiaux, mais, pour éviter de telles conséquences, il est prévu que seuls peuvent y avoir droit les agriculteurs s'engageant à réduire leurs superficies cultivées. En 1985, ces primes se sont chiffrées pour le maïs à 48 cents par boisseau — soit plus de 20 % du prix du marché; le pourcentage est plus élevé pour le blé, le riz et le coton. Il n'y a guère de doute que ces versements augmenteront encore à l'avenir, une nouvelle loi ayant abaissé les taux de prêt, ce qui réduira les prix du marché. L'argument souvent invoqué pour justifier ce système est que ces primes permettraient de

venir en aide aux agriculteurs connaissant des difficultés financières. Cependant, d'après des estimations du Ministère de l'agriculture des Etats-Unis, les deux tiers des versements effectués en 1985 sont allés à des agriculteurs plus riches que l'Américain moyen.

Subventions à la consommation

Les subventions à la consommation alourdissent aussi le coût des mesures de soutien de l'agriculture. En rendant les denrées alimentaires relativement bon marché, elles accroissent la demande de produits intérieurs. Lorsqu'elles sont temporaires ou sélectives, elles peuvent faciliter la réduction des stocks publics de produits excédentaires. Ainsi, les retraités européens reçoivent périodiquement des tranches de la montagne de beurre de la CEE. Aux Etats-Unis, la CCC a fait don en 1985 d'une partie (représentant 2,5 milliards de dollars) de ses stocks, qui a été distribuée dans le pays et à l'étranger. Les subventions permettent de ne pas répercuter sur les consommateurs la totalité des prix élevés payés aux producteurs, et ainsi réduisent probablement le coût politique des mesures de soutien à l'agriculture. Au Japon, le soutien du prix du riz a pour objectif officiel d'assurer aux consommateurs un approvisionnement suffi-

sant à des prix raisonnables. Lorsque, redoutant les effets de chocs extérieurs, le gouvernement a décidé l'autosuffisance, il a dû aussi subventionner la consommation. Ses subventions à la consommation de produits alimentaires lui coûtent environ 3,5 milliards de dollars par an.

Autres mesures

Les gouvernements peuvent intervenir d'autres manières. Certains font de l'importation, de l'exportation ou de la commercialisation intérieure un monopole d'Etat et les effets de ce type d'intervention sont à bien des égards identiques à ceux des subventions ou des mesures à la frontière. Les offices de commercialisation publics sont importants pour certains produits au Canada, en Australie et en Nouvelle-Zélande. L'objet des subventions peut être très varié : les transports (Canada, Encadré 6.4), l'assurance (Etats-Unis et Canada), les engrais (Australie), l'eau (Etats-Unis), ou l'impôt sur

le revenu (Etats-Unis, France, Italie et Royaume-Uni). On estime que ces concessions fiscales auraient représenté près de 20 % des achats récents de biens d'équipement des agriculteurs américains.

Avantages et coûts des politiques agricoles pour la collectivité nationale

La politique agricole des pays industriels a pour effet de transférer du revenu des consommateurs et des contribuables aux exploitants et aux propriétaires terriens. Elle réduit aussi le revenu national de plusieurs façons. Les subventions sont à l'origine d'inefficacités dans l'utilisation des intrants. Le niveau artificiellement élevé des prix alimentaires incite les agriculteurs à allouer à la production de denrées alimentaires des ressources qui pourraient servir à produire autre chose et les consommateurs à réduire leurs achats de produits alimentaires. S'il est difficile de chiffrer précisément

Tableau 6.4 Perte pour l'économie intérieure résultant des interventions agricoles de divers pays industriels

<i>Pays ou région et source des données</i>	<i>Champ d'application</i>	<i>Année</i>	<i>Perte pour l'économie (milliards de dollars de 1980)</i>
<i>Canada</i>			
Josling, 1981	Produits laitiers	1976-79	0,4
Barichello, 1986	Blé, orge, lait, volaille, oeufs	1980	0,3
Harling, 1983	Blé, orge, avoine, pommes de terre, viande bovine, volaille, oeufs	1976	0,1
<i>Etats-Unis</i>			
Rosine et Helmberger, 1974	Tous produits	1970-71	5,5
Gardner, «Economic Consequences» (document de référence)	Céréales, produits laitiers, sucre, coton, tabac, arachides	1984-85	3,9
Johnson, Womack et al., 1985	Céréales, soja, coton	1981-84	0,3
<i>Europe</i>			
Bale et Lutz, 1981 ^a	Blé, maïs, sucre, orge, viande bovine	1976	1,9
Buckwell et autres, 1982 ^b	Tous produits PAC	1980	15,4
Bureau of Agricultural Economics (Australie), 1985 ^b	Tous produits PAC	1978	9,4
Bureau of Agricultural Economics (Australie), 1985 ^c	Tous produits PAC	1983	6,7
Tyers et Anderson (document de référence) ^b	Céréales, viandes, produits laitiers, sucre	1980-82	24,1
<i>Japon</i>			
Bale et Lutz, 1981	Blé, orge, sucre, viande bovine, riz	1976	6,0
Otsuka et Hayami, 1985	Riz	1980	2,9
Tyers et Anderson (document de référence)	Céréales, viandes, produits laitiers, sucre	1980-82	27,4

a. Allemagne, France et Royaume-Uni.

b. Communauté européenne, à l'exclusion de l'Espagne, de la Grèce et du Portugal.

c. Communauté européenne, à l'exclusion de l'Espagne et du Portugal.

ces effets, les économistes ont réuni suffisamment de preuves qui seront examinées ci-dessous pour démontrer clairement les désavantages d'une telle politique.

Pertes nettes

Le Tableau 6.4 résume certaines estimations des pertes de revenu intérieur réel que cette politique inflige à l'économie des pays industriels. Leur champ d'application, la méthodologie utilisée et les périodes considérées ne sont pas identiques, mais tous ces calculs débouchent sur la conclusion que la protection de l'agriculture revient cher. La protection du seul secteur rizicole aurait coûté 2,9 milliards de dollars au Japon en 1980; en 1976, ce coût aurait été d'environ 3,9 milliards de dollars — soit 0,6 % du PNB. La PAC de la Communauté européenne a coûté 15,4 milliards de dollars en 1980, soit 0,6 % du PIB. Les producteurs agricoles traditionnels eux-mêmes n'ont pas été épargnés : le Canada a perdu 400 millions de dollars entre 1976 et 1979 à protéger sa production laitière et l'ensemble de leurs mesures de soutien à l'agriculture ont coûté près de 4 milliards de dollars aux Etats-Unis en 1984-85.

Encore ces estimations des pertes pour l'économie, ou pertes de revenu réel, sont-elles inférieures à la réalité, car elles ne tiennent compte ni des dépenses administratives, ni des distorsions qu'entraîne à long terme le niveau élevé des prix agricoles — en détournant, par exemple, la formation de capital fixe et la recherche du secteur de l'industrie vers celui de l'agriculture. Cette sous-estimation peut être substantielle car l'agriculture change très rapidement; il suffit pour s'en convaincre de voir la manière dont les neuf pays de la Communauté européenne, qui importaient jusqu'en 1965 20 millions de tonnes de blé par an (importations nettes), sont devenus exportateurs nets en 1983 (10 millions de tonnes). Autre exemple de l'ampleur que peuvent prendre ces change-

ments : le développement des produits de substitution au sucre aux Etats-Unis, dont les importations de sucre sont tombées de 5 millions de tonnes (50 % de la consommation) en 1981 à 3 millions de tonnes en 1982 et ne seront peut-être que de 1,5 million de tonnes en 1986.

Les coûts nets des mesures de soutien à l'agriculture sont en fait bien inférieurs à ceux qu'elles imposent aux consommateurs et aux contribuables, comme le montrent les estimations du Tableau 6.5. Ces chiffres sont forcément imprécis, mais ils donnent néanmoins une idée de l'énormité des transferts en cause. Les pertes des consommateurs et des contribuables sont toujours supérieures aux gains des producteurs. L'ampleur de cette différence est exprimée par le coefficient de transfert, qui mesure la perte moyenne des consommateurs et des contribuables par dollar transféré aux producteurs.

Au Japon, dont le coefficient de transfert élevé tient à l'ampleur de la protection, le contribuable est moins sollicité. Les paiements versés à leurs agriculteurs et leurs subventions à l'exportation et à la consommation intérieure coûtent des milliards aux Etats-Unis et à la Communauté européenne, tandis que ses restrictions aux importations, en lui procurant des recettes douanières, ajoutent en fait aux recettes publiques du Japon. Le coefficient de transfert est moins élevé aux Etats-Unis parce que les distorsions des prix relatifs y sont moindres; de plus, dans la mesure où la production américaine influence les cours mondiaux, ce sont les consommateurs étrangers qui supportent une partie du coût de leurs programmes de limitation des superficies cultivées.

Comme l'indique le Tableau 6.5, la protection de l'agriculture est un moyen coûteux de transférer des revenus d'une catégorie à l'autre de la population. Les consommateurs et les contribuables japonais ont perdu 2,58 dollars pour chaque dollar transféré aux producteurs, sans compter les pertes infligées à l'économie par les taxes prélevées pour

Tableau 6.5 Impact intérieur annuel de la protection agricole pour les consommateurs, les contribuables et les producteurs de la Communauté européenne, des Etats-Unis et du Japon
(milliards de dollars, sauf indication contraire)

	Coûts pour les consommateurs	+	Coûts pour les contribuables	-	Gains des producteurs	=	Coûts intérieurs totaux	Coefficient de transfert
CEE (1980) ^a	34,6		11,5		30,7		15,4	1,50
Etats-Unis (1985)	5,7		10,3		11,6		4,4	1,38
Japon (1976)	7,1		-0,4		2,6		4,1	2,58

a. A l'exclusion de l'Espagne, de la Grèce et du Portugal.

Source : Communauté européenne : Buckwell et al., 1982; Etats-Unis : Gardner, «Economic Consequences» (document de référence); Japon : Bale et Lutz, 1981.

financer les subventions agricoles. En outre, ces transferts peuvent privilégier les riches aux dépens des pauvres. Dans la plupart des pays, ce sont les propriétaires terriens et les titulaires de quotas qui profitent le plus des mesures de soutien des prix tandis que les pauvres, qui consacrent une plus grande partie de leur budget à l'alimentation, contribuent d'une façon disproportionnée au financement de leurs coûts.

Les chiffres des Tableaux 6.4 et 6.5 donnent une idée du gaspillage qu'une libéralisation des échanges permettrait d'éviter et des avantages que procurerait aux pays concernés l'abandon de leur politique agricole — une fois ses effets diffusés dans toute l'économie. Cependant, parce que les mêmes ressources en terre, capital et travail resteraient affectées à l'agriculture, l'offre ne serait pas immédiatement modifiée. En conséquence, la libéralisation pèserait davantage sur les prix à court terme qu'à long terme.

Le long terme

Le soutien des prix agricoles — disent ses partisans — permet de stimuler la modernisation de l'agriculture et d'accroître les rendements. En effet, les avantages d'une augmentation des rendements ne compensent que partiellement le coût des intrants : engrais, pétrole, pesticides, etc. Les investissements affectés à l'agriculture détournent des ressources — main-d'œuvre qualifiée, matériel moderne sophistiqué — qui pourraient être utilisées plus efficacement dans d'autres secteurs de l'économie. Il n'y a pas progrès lorsque l'investissement accroît la production d'un bien qui coûte déjà plus qu'il ne vaut.

Dans la plupart des pays, les interventions agricoles imposent aussi une lourde charge aux finances publiques, et c'est justement l'énorme augmentation, au milieu des années 80, de leurs répercussions budgétaires qui incite le plus à réformer l'agriculture. Les dépenses agricoles de la Communauté européenne absorbent environ 70 % de son budget. En 1984, elle a dépensé 18,6 milliards d'Ecus (23,5 milliards de dollars) pour soutenir les prix, dont environ 1,9 milliard a été financé par les droits de douane et les prélèvements perçus sur les importations agricoles; le reste a été couvert par les recettes fiscales générales. En 1974, les dépenses agricoles n'étaient encore que de 4,7 milliards d'Ecus (5,6 milliards de dollars), dont 3 milliards financés par les prélèvements agricoles. Ce sont donc à la fois les dépenses et le recours à l'impôt pour les

financer qui ont fortement augmenté.

Les dépenses des Etats-Unis et du Japon, elles aussi, sont élevées. En 1984, elles ont coûté 11,9 milliards de dollars au Gouvernement des Etats-Unis (contre environ 3 milliards en 1980 et 1981) et atteindront probablement 20 milliards de dollars par an en 1986-88 sous l'effet de la loi de 1985 sur la sécurité alimentaire. Bien qu'en baisse par rapport à 1980, le budget total du Japon pour l'agriculture, la pêche et la foresterie s'est élevé en 1984 à 14,7 milliards de dollars, dont 3,4 milliards de dollars sont allés au versement de subventions aux produits alimentaires.

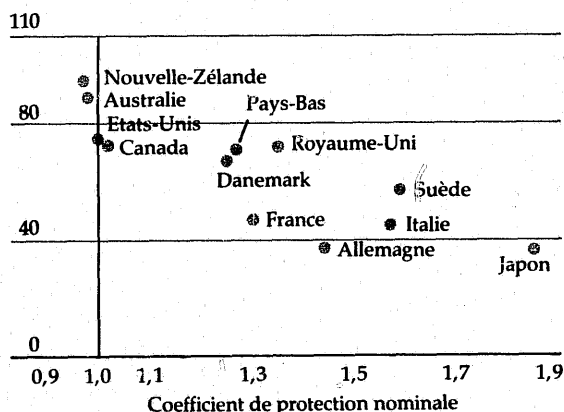
Les avantages tirés de toutes ces dépenses sont contestables. Le principal objectif est d'accroître le revenu des agriculteurs et de le régulariser. Si l'on est probablement parvenu à une certaine stabilité, il n'est pas certain que le niveau élevé des prix ait entraîné une amélioration à long terme du revenu agricole, même s'il en a résulté une augmentation du prix et du loyer des terres.

Il est difficile d'évaluer l'impact de la politique agricole sur le revenu des agriculteurs. Dans beaucoup de pays industriels, il est mal connu ou les statistiques disponibles ne sont pas fiables. A court terme, l'augmentation des prix entraîne généralement une amélioration, mais ses conséquences à long terme sont moins claires en raison de l'adoption constante de nouvelles mesures. Du fait que les interventions dépendent en partie des revenus des agriculteurs, il est difficile de distinguer la cause et l'effet.

Les renseignements dont on dispose ne prouvent pas l'efficacité d'interventions axées sur les produits pour résoudre les problèmes économiques des agriculteurs. Aux Etats-Unis, le soutien des prix et l'aide financière apportée aux agriculteurs n'ont pas empêché un nombre croissant d'entre eux de faire faillite depuis 1981, et la situation de ceux qui ne sont pas protégés n'est pas pire que celle des autres. En Allemagne, la mise en application du programme céréaliier de la Communauté européenne, en 1967-68, a réduit de 8 % les prix agricoles moyens, mais les bénéfices agricoles par travailleur familial ont augmenté; de même, la valeur ajoutée par travailleur agricole a augmenté par rapport à celle des autres secteurs. La Figure 6.2 compare le taux de protection PIB par habitant vivant de l'agriculture à celui des autres secteurs et met en évidence l'existence d'une relation inverse : ce revenu relatif est d'autant plus faible que la protection est forte. En raison de l'inégalité de la dimension des exploitations, de la pratique de l'agriculture à temps partiel et d'autres facteurs, le

Figure 6.2 Coefficients de protection nominale et écarts de revenu dans divers pays industriels, 1980

Écarts de revenu ^a



a. PIB par personne active dans l'agriculture en pourcentage du PIB par personne active dans l'économie tout entière.

Source : D'après des données figurant dans Anderson, Hayami et Honma, 1986 et des données de l'OCDE.

graphique ne démontre pas l'existence d'un lien de cause à effet. Quoi qu'il en soit, il ne confirme nullement que les exploitants d'un pays aient quelque chose à gagner d'une protection élevée sur les marchés des produits de base.

En général — comme cela a depuis longtemps été démontré par David Ricardo (Encadré 6.5) —, il n'y a aucune raison de s'attendre à une relation positive entre le degré de protection et le revenu agricole. L'Encadré 6.6 montre comment le supplément de revenu procuré aux agriculteurs par le

relèvement des prix agricoles est annulé par la hausse du loyer et du prix de la terre, sous l'effet de la surenchère à laquelle donne lieu l'acquisition des moyens nécessaires à la production de biens pouvant être vendus à un prix élevé. L'augmentation du prix des terres procure des bénéfices exceptionnels à ceux qui ont la chance d'en posséder au moment de l'adoption des programmes, mais elle ajoute aux coûts de ceux qui veulent s'établir dans l'agriculture. En tout état de cause, l'agriculture ne représente qu'une faible part du PIB des pays industriels et, à long terme, sa rentabilité est donc largement déterminée par d'autres secteurs de l'économie.

Aux Etats-Unis, le produit net de leurs activités agricoles ne représentait plus que 36 % du revenu total des agriculteurs en 1982, contre 58 % en 1960. Au Japon, où la petite agriculture occupe une plus grande place, le pourcentage était de 75 % en 1980. De plus, le revenu des familles d'agriculteurs à temps partiel occupant un emploi permanent hors de l'exploitation était supérieur d'environ 25 % à celui des familles dont un ou plusieurs membres consacraient tout leur temps à l'exploitation.

Beaucoup de pays disent que leurs programmes de soutien à l'agriculture ont pour objectif — et pour résultat — l'autosuffisance. Celle-ci est censée contribuer à la sécurité alimentaire, stabiliser les prix alimentaires et, occasionnellement (et de façon perverse), maintenir les prix à un niveau raisonnable. Aucun de ces arguments n'est valable.

S'agissant, par exemple, de la stabilité des prix, il ne fait aucun doute que les prélèvements mobiles perçus en Europe et les prix d'intervention fixés

Encadré 6.5 Rien n'a changé

Les arguments avancés dans le présent chapitre quant à la relation entre le prix des produits et la rentabilité de la terre n'ont rien de nouveau et remontent en fait à David Ricardo, économiste anglais qui a été l'un des premiers à analyser systématiquement les avantages de la liberté des échanges. Les arguments qu'il présentait au début du XIXe siècle contre la protection agricole alors pratiquée par son pays (les lois sur le blé) n'ont rien perdu de leur validité :

- «Le blé ne renchérit pas parce qu'on paie une rente; mais c'est au contraire parce que le blé est cher que l'on paie une rente...» (Ricardo [1817], 1977, p. 63.)

- «Le seul effet qu'occasionne une prime accordée à l'exportation des objets manufacturés ou à celle du blé est de porter une portion de capital vers un emploi

qu'on n'aurait pas cherché sans cela. Il en résulte une distribution nuisible du capital national; c'est un leurre qui séduit le manufacturier, et qui l'engage à commencer ou à continuer un genre de commerce comparative-ment moins profitable. C'est le plus mauvais des impôts; car il ne rend pas aux étrangers tout ce qu'il ôte aux nationaux, la balance en perte étant supportée par une distribution moins avantageuse du capital national» (ibid., p. 276).

- «... le prix courant du blé doit, en raison de l'augmentation de la demande par l'effet d'une prime d'exportation, excéder son prix naturel. L'effet d'une prime permanente sur l'exportation du blé serait donc de le faire tendre constamment à la hausse; ce qui, comme je l'ai fait voir ailleurs, ne manque jamais de faire hausser la rente» (ibid., p. 275).

par le Japon régularisent effectivement les prix à la consommation et à la production. Cependant, l'autosuffisance n'est pas une condition nécessaire. Des prélèvements mobiles et des subventions produiraient le même effet sans accroître autant les prix moyens et sans stimuler la production intérieure. L'autosuffisance ne joue aucun rôle dans le maintien des prix à un niveau raisonnable, car elle fait augmenter le coût total des denrées alimentaires.

Quant à dire que l'autosuffisance contribue à la sécurité alimentaire, l'argument paraît simple, mais il n'en est rien. En cas de mauvaise récolte, les pays industriels ne seront jamais à court de vivres car ils pourront toujours en acheter suffisamment sur le marché mondial. En fait, ce sont plutôt des raisons de coût qui entrent en jeu. Or, il leur reviendrait probablement moins cher à long terme de payer une prime de rareté, même une fois tous les cinq ans, que de payer des prix relativement élevés chaque année. Comme on l'a montré au Chapitre 1, la tendance à long terme des cours mondiaux réels n'est pas à la hausse mais à la baisse.

Qu'en est-il de la sécurité dite stratégique — c'est-à-dire de l'aptitude d'un pays à assurer son approvisionnement alimentaire en cas de bouleversements politiques? Il faudrait une crise de proportions mondiales pour qu'il soit impossible d'acheter des vivres où que ce soit. L'URSS n'a-t-elle pas réussi à importer plus qu'elle ne l'avait jamais fait, malgré le refus des Etats-Unis de lui vendre des céréales en 1980. Par ailleurs, une telle crise paralyserait également la livraison des intrants — pétrole, engrais, pesticides — sans lesquels la production de l'Europe et du Japon ne pourrait être aussi élevée qu'elle l'est aujourd'hui. Il est donc chimérique de viser la sécurité stratégique.

Conséquences internationales

La politique agricole des pays industriels vise peut-être à résoudre des problèmes intérieurs, mais ses effets se répercutent aussi sur le reste du monde. En accroissant la production et en réduisant la demande intérieure, elle abaisse les cours mondiaux et fausse les prix relatifs des produits agricoles et manufacturés. Si, pour remédier à certains de ces effets nocifs, les pays industriels accordent en outre des privilèges commerciaux, les résultats peuvent être pires encore. En déstabilisant les marchés internationaux, leurs interventions agricoles peuvent amplifier, plutôt qu'amortir, les fluc-

tuations des prix. On essaie ci-dessous de mesurer ces effets perturbateurs, sur la base d'études récentes des conséquences sur le commerce qu'aurait une libéralisation de cette politique.

Effets sur l'offre et les prix

L'impact de la politique agricole des pays industriels sur les cours mondiaux dépend de quatre éléments : le degré de protection, la mesure dans laquelle leurs excédents intérieurs les amènent à réduire leurs importations ou à subventionner leurs exportations, leur part de la production et de la consommation mondiales, et la mesure dans laquelle l'offre et la demande réagissent aux variations des cours mondiaux.

La rentabilité de l'investissement agricole dépend avant tout des prix et des coûts dans l'agriculture. Dans les pays industriels, les ressources sont détournées vers l'agriculture aux dépens d'autres secteurs. Dans les pays en développement qui, malgré la faiblesse des cours mondiaux des produits agricoles, taxent leur production intérieure, elles quittent l'agriculture en faveur de l'industrie. Cela tend à localiser la production agricole dans les pays industriels, dont les prix de revient sont parfois plus élevés que ceux de beaucoup de pays en développement. En conséquence, ces derniers exportent moins et importent davantage, alors qu'ils pourraient devenir — s'ils ne le sont déjà — des producteurs efficaces en investissant pour se procurer les moyens techniques nécessaires. Plus les pays industriels tarderont à renoncer à la protection de leur agriculture, plus l'économie mondiale en souffrira.

L'impact de la protection de l'agriculture varie d'un pays en développement à l'autre, selon qu'il est importateur net ou exportateur net de chaque produit. Les plus vulnérables sont ceux qui exportent des produits pour lesquels les pays industriels sont excédentaires. Ainsi la Thaïlande, qui est fortement tributaire de ses exportations de riz, est gravement menacée par la réduction récente du prix des exportations de riz américaines. En effet, les Etats-Unis, pour alléger leurs excédents, ont abaissé leur prix de près de la moitié, en le ramenant à 4,20 dollars le cwt à la mi-avril 1986, contre environ 8 dollars en 1985. En revanche, les importateurs nets de denrées alimentaires bénéficient de la faiblesse des cours mondiaux résultant de la politique agricole actuelle et l'on pourrait croire, à première vue, qu'une libéralisation leur serait désavantageuse. Mais il n'en serait pas nécessaire-

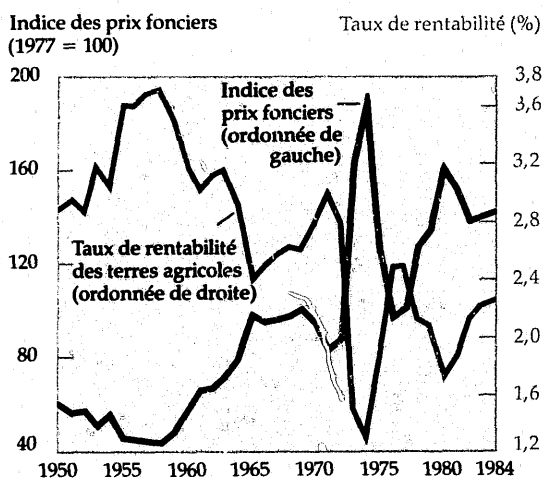
Encadré 6.6 Prix des produits, loyers, taux de rentabilité

L'augmentation du prix d'un produit agricole a pour effet immédiat d'en améliorer la rentabilité pour les agriculteurs et ceux-ci produiront davantage s'ils pensent que le prix restera élevé. Ce processus tend d'ordinaire à faire baisser le prix. Mais si cette hausse résulte d'une décision des pouvoirs publics et si elle peut être maintenue par l'octroi de subventions ou par des achats publics, le prix peut rester élevé pendant longtemps. Dans ces conditions, en cherchant à accroître leur production, les agriculteurs utilisent des ressources dont ont aussi besoin les agents d'autres secteurs. Tant qu'ils sont prêts à rémunérer un peu plus la main-d'oeuvre et le capital, ils peuvent attirer ces ressources vers l'agriculture. Les prix du travail et du capital employés dans l'agriculture sont donc déter-

minés par leur rentabilité dans d'autres secteurs et restent indépendants des prix et de la politique agricoles. A long terme, il en va de même pour le revenu des agriculteurs. Si leurs profits deviennent trop faibles, ils quitteront l'agriculture plus rapidement.

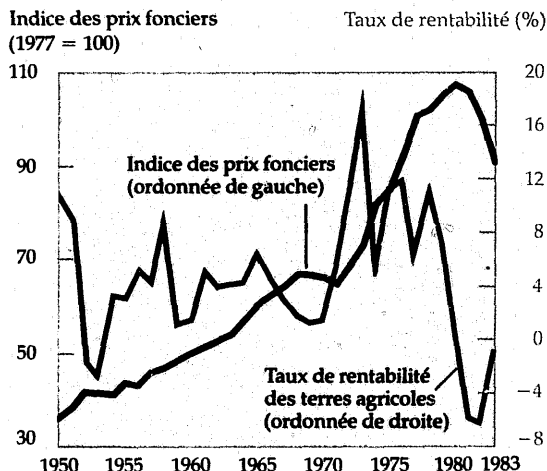
Mais il n'en est pas ainsi pour la terre. Dans les pays industriels, le stock de terres cultivables est plus ou moins fixe, de sorte que l'accroissement de la demande, sous l'effet du niveau élevé des prix et des revenus agricoles, fait augmenter le loyer de la terre. Ce mouvement se poursuit jusqu'à ce que le profit des fermiers soit redevenu égal au profit moyen. Pour cela, il faut que les loyers absorbent la totalité des recettes supplémentaires résultant du renchérissement des prix. L'augmentation des loyers entraîne naturelle-

Figure 6.6A Prix fonciers réels et taux de rentabilité de la terre au Royaume-Uni, 1950-84



Source : Traill, 1980.

Figure 6.6B Prix fonciers réels et taux de rentabilité de la terre aux Etats-Unis, 1950-83



Source : Phipps, 1985.

ment ainsi s'ils libéralisaient eux-mêmes et s'ils laissaient des productions intérieures se substituer aux importations. De plus, certains pays en développement seraient en mesure d'accroître leurs exportations ou de vendre pour la première fois sur le marché mondial.

La protection n'est pas la même pour tous les produits agricoles, aussi a-t-elle pour effet non seulement de déprimer le niveau général des cours mondiaux, mais aussi de fausser les prix agricoles relatifs. Les plus déprimés sont ceux des produits les plus protégés : produits laitiers, viande bovine

et sucre. Ces distorsions des prix ajoutent à l'inefficacité de l'utilisation des ressources à l'échelon de l'agriculture mondiale. Si le Japon protégeait moins les variétés de riz pour lesquelles d'autres pays d'Asie jouissent d'un avantage comparatif, ces derniers pourraient accroître leur production. Il y a peu de temps encore, les agriculteurs néerlandais cultivaient des légumes sous serres parce que le coût de l'énergie était subventionné, et cela décourageait les pays méditerranéens d'exploiter leur avantage naturel.

La différenciation des coefficients de protection

ment une augmentation du prix de la terre, qui trouvera toujours acheteur jusqu'à ce que sa rentabilité redevienne égale à celle qu'on peut obtenir dans les autres secteurs. A long terme, ni les fournisseurs de capitaux ni les acheteurs de terre ne gagnent à l'augmentation des prix agricoles. Les seuls à en profiter sont les propriétaires terriens, qui peuvent louer ou vendre leurs terres à des prix plus élevés.

La Figure 6.6A compare l'évolution des prix de la terre au Royaume-Uni à celle du taux de rentabilité de la possession de terres, mesuré par le rapport entre la valeur locative annuelle de la terre et son prix. Les fortes augmentations des revenus agricoles survenues pendant les années 60 et en 1973, lorsque la Grande-Bretagne a adhéré à la Communauté européenne, se reflètent dans le prix des terres, mais non dans le taux de rentabilité, dont la baisse est presque continue depuis 1955.

La Figure 6.6B se réfère aux Etats-Unis, la seule différence étant que, dans ce cas, on a inclus dans la rentabilité non seulement le revenu courant mais aussi l'augmentation du prix des terres. Il en ressort que les paiements versés aux agriculteurs et les programmes de limitation des superficies cultivées ont eu pour effet d'accroître la rentabilité de la location de terres. Chaque hausse permanente de 1 milliard de dollars des versements publics s'est traduite par une augmentation de 0,96 dollar de la rentabilité à l'acre (0,4 hectare) et de 15,21 dollars du prix de l'acre. L'impact sur le taux de rentabilité de l'investissement agricole a été nul. La politique américaine a été plus instable que celle du Royaume-Uni et les variations des prix des produits agricoles plus grandes. Il y a eu de fortes fluctuations des prix à court terme, surtout lorsque les prix des produits de base ont beaucoup augmenté dans les années 70, et lorsqu'ils se sont effondrés après 1980. Cependant, dans l'ensemble, le taux de rentabilité de l'agriculture a généralement suivi l'évolution de la rentabilité générale de l'économie et n'a pas été influencé par la politique agricole.

touche particulièrement les pays en développement lorsque la protection est plus élevée pour les produits agricoles transformés que pour les autres. Les pays industriels perçoivent des droits de douane plus élevés sur la farine de blé, les pâtes, le fromage et la volaille que sur le blé, le lait, ou les céréales fourragères (Encadré 6.7). De ce fait, ils exportent plus, et importent moins, de produits transformés que de matières premières. Ainsi, la Communauté européenne représente 11,4 % des exportations mondiales de blé, mais 48,9 % des exportations de farine de blé.

Subventions et préférences commerciales

Certains pays industriels doivent subventionner leurs produits agricoles pour les écouler sur le marché mondial. La compétitivité des pays en développement dépend donc moins de leur propre efficacité que des décisions politiques prises par les pays industriels et elle peut à tout moment être compromise par le relèvement des subventions à l'exportation des pays industriels. Même lorsque ces derniers paraissent leur offrir des débouchés, cet avantage risque de ne pas durer. Par exemple, le niveau élevé des prix des céréales dans la Communauté européenne a créé de nouveaux débouchés pour les produits de substitution aux céréales fourragères, comme le manioc, le gluten de maïs et les granulés d'agrumes. Mais la Chine, l'Indonésie et la Thaïlande, qui produisent du manioc, ont dû signer des accords d'autolimitation de leurs exportations.

Lorsqu'un pays importateur dont les prix de revient sont élevés devient exportateur, le commerce n'est plus avantageux. Les pertes sont souvent aggravées par les préférences commerciales spéciales que les pays industriels accordent aux pays en développement dans l'espoir d'atténuer ces distorsions. Ces préférences les obligent parfois à importer un produit qu'ils pourraient en fait exporter. Ainsi, la Communauté européenne achète des produits laitiers à la Nouvelle-Zélande et de la viande bovine à certains pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. Ces flux commerciaux accroissent le revenu des pays exportateurs ayant droit au régime préférentiel, mais infligent de plus lourdes pertes à ceux, importateurs et exportateurs potentiels, qui n'y ont pas accès. L'accroissement des coûts de production, de transport et de commercialisation qui en résulte se traduit par une perte nette pour l'économie mondiale.

Déstabilisation des marchés mondiaux

La plupart des pays industriels maintiennent leurs prix à la consommation relativement stables en dépit des variations des cours mondiaux. Lorsque la production mondiale tombe, cela n'a aucun effet sur la demande dans les pays qui protègent leur marché intérieur. Une réduction de la consommation est pourtant inévitable et si certains pays s'y refusent, d'autres devront en payer le prix. Pour rationner la production mondiale, les prix doivent augmenter davantage. Si on laissait la consommation de viande et la demande de céréales fourragères évoluer selon les cours mondiaux, les fluc-

Encadré 6.7 Protection et agroindustrie

La plupart des produits ne sont pas commercialisés à l'état brut, mais après avoir subi plusieurs transformations. Ils peuvent faire l'objet d'échanges internationaux à un stade quelconque de ce processus. Aussi le lieu des diverses activités de transformation est-il une question importante.

Dans certains cas, ce sont les coûts de transport et des considérations techniques qui déterminent ce lieu. Ainsi, les boissons non alcoolisées à base de concentrés sont reconstituées et mises en bouteilles près du point de vente afin d'économiser sur les coûts de transport. Pour la même raison, le manioc sera transformé en granulés sur les lieux de production avant d'être exporté. Cependant, dans de nombreux cas, il faut prendre en compte tous les éléments des coûts de production pour déterminer l'emplacement optimal des opérations de transformation. Dans le cas des activités à forte intensité de main-d'œuvre, on s'attendrait, par exemple, à voir les pays en développement jouer un bien plus grand rôle que ce n'est le cas.

S'il en est ainsi, c'est en grande partie à cause de la structure des mesures de protection des pays industriels. Leurs droits de douane sont en effet le plus souvent progressifs — c'est-à-dire proportionnels au degré de transformation. Pour beaucoup de produits agricoles, cet accroissement des droits de douane va de pair avec toute une gamme d'obstacles non tarifaires. Plus les produits des pays en développement sont transformés — plus grande est la part du travail et du capital — plus sont élevés les obstacles auxquels se heurte leur vente sur les principaux marchés mondiaux. Le Tableau 6.7 de l'encadré indique le niveau de ces barrières tarifaires et autres pour divers produits importés par les pays industriels.

Même si la progressivité du tarif douanier paraît faible, elle peut gravement désavantager les pays en développement qui cherchent à se doter d'industries

de transformation. Supposons que 70 % du coût du cuir traité soit imputable aux peaux brutes et que tous les pays puissent acheter des peaux au même prix sur le marché mondial. Lorsque les industriels des pays en développement fabriquent un article en cuir valant 1 dollar sur le marché mondial, il leur reste une marge de 0,30 dollar pour couvrir leurs charges de personnel, leurs charges financières et réaliser un bénéfice. Comparons maintenant leur situation à celle des producteurs d'un pays industriel protégés par une barrière tarifaire de 4 %. Le même article en cuir, valant 1 dollar sur le marché mondial, se vend 1,04 dollar sur le marché intérieur. Leur marge est donc de 0,34 dollar, soit 13,3 % de plus que celle des producteurs des pays en développement. Dans ces conditions, l'efficacité de ces derniers doit être supérieure de 13,3 % à celle des producteurs intérieurs s'ils veulent pouvoir vendre sur le marché d'un pays industriel. Cette différence de 13,3 % — c'est-à-dire l'écart entre la valeur ajoutée grâce à la présence d'une barrière douanière et la valeur ajoutée au cours mondial — constitue ce que les économistes appellent le taux de protection effective.

Comme l'indique le tableau, la progressivité dépasse souvent 4 %, si bien que les taux de protection effective peuvent être très élevés. Dans un cas extrême, celui de la Suède en 1969-70, ils ont pu aller jusqu'à 1.480 % (huile de soja), 1.050 % (huile de coco), 165 % (maïs de meunerie) et 102 % (farine).

En paralysant la création d'agroindustries, qui est la première façon et la plus naturelle d'amorcer l'industrialisation, la progressivité de la protection perturbe gravement le processus de développement. La réaction des pays en développement est souvent de subventionner leurs industries de transformation et, presque inévitablement, cela encourage l'inefficacité et aggrave le préjudice direct causé par les mesures tarifaires des pays industriels.

tuations des prix céréaliers s'en trouveraient atténuées — et donc aussi le risque de pénuries alimentaires dans les pays en développement. Comme le montre la Figure 6.3, les Etats-Unis sont les seuls, parmi les grands pays industriels, à avoir réduit sensiblement leur consommation par habitant de céréales fourragères. Lorsque les prix sont montés en flèche en 1974-75, celle de la Communauté européenne, d'autres pays industriels et des pays à économie planifiée d'Europe de l'Est a à peine changé.

Les variations de prix provoquées par des chocs du côté de l'offre ou de la demande peuvent être

amorties par la constitution de stocks. Le Chapitre 7 décrit les efforts entrepris pour coordonner les politiques de stockage à l'échelon international. Mais le rôle de stocks nationaux peut être tout aussi grand. En théorie, on pourrait stabiliser les cours mondiaux même si la plupart des pays protégeaient leurs marchés, à condition que les agents publics ou privés opérant sur le marché libre détiennent des stocks suffisants. Cependant, plus les pays protègent leur économie, plus le volume des stocks doit être élevé. D'après une étude portant sur 14 régions, celles-ci devraient accumuler huit fois plus de stocks si elles protégeaient complète-

Tableau 6.7 Barrières tarifaires et non tarifaires des pays industriels

Produit et stade de transformation	Taux moyen des droits de douane ^a %	% des importations assujetties à des ONT ^b
Poisson		
Stade 1 : frais	3,5	35
Stade 2 : préparé	5,5	31
Légumes		
Stade 1 : frais ou secs	8,9	39
Stade 2 : préparés	12,4	48
Fruits		
Stade 1 : frais	4,8	20
Stade 2 : préparés	14,4	54
Café		
Stade 1 : vert, torréfié	6,8	11
Stade 2 : traité	9,4	17
Cacao		
Stade 1 : fèves	2,6	0
Stade 2 : traité	4,3	0
Stade 3 : chocolat	11,8	14
Huiles		
Stade 1 : oléagineux	2,7	33
Stade 2 : huiles végétales fixes	8,1	56
Tabac		
Stade 1 : brut	55,8	11
Stade 2 : fabriqué	81,8	22
Caoutchouc		
Stade 1 : naturel	2,3	0
Stade 2 : mis en oeuvre	2,9	6
Stade 3 : articles en caoutchouc	6,7	14
Cuir		
Stade 1 : cuirs et peaux	0,0	0
Stade 2 : traité	4,2	13
Stade 3 : chaussures et articles en cuir	9,6	26

a. Australie, Autriche, Canada, CEE (à l'exclusion de l'Espagne, de la Grèce et du Portugal), Finlande, Japon, Norvège, Nouvelle-Zélande, Suède et Suisse.

b. Australie, Autriche, Canada, CEE (à l'exclusion de l'Espagne, de la Grèce et du Portugal), Etats-Unis, Finlande, Israël, Japon, Norvège, Nouvelle-Zélande, Suède et Suisse.

Sources : Yeats, 1981, et données de la CNUCED.

ment leur économie que si elles n'appliquaient aucune restriction aux échanges. Les dépenses qu'entraînerait la détention de stocks supplémentaires sont l'une des raisons qui plaident en faveur d'une libéralisation. Dans le cas des produits qui peuvent être cultivés pour un prix de revient similaire dans des conditions très variées, le recours temporaire à l'importation ou à l'exportation, selon le niveau des rendements dans chaque pays, peut être très avantageux. L'adoption d'une politique d'isolation du marché intérieur oblige à renoncer à ces avantages.

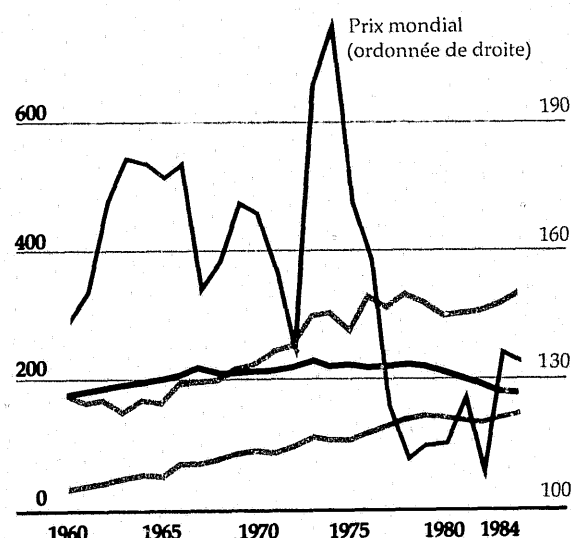
Ce sont souvent les gouvernements et non les

commerçants privés qui décident d'accroître ou de réduire les stocks. Comme ceux des pays en développement (Chapitre 5), les gouvernements des pays industriels déterminent l'ampleur des stocks publics en fonction de leurs ressources budgétaires ou d'autres raisons d'ordre politique, plutôt qu'en fonction du volume nécessaire à des fins de stabilisation. Vers le milieu des années 70, certains pays ont accru leurs stocks alors qu'ils auraient dû les réduire, ce qui a aggravé la crise alimentaire mondiale. Ainsi, en juin 1973, le cours mondial du blé était près de deux fois supérieur à ce qu'il était un an auparavant; pourtant, on estime que l'URSS et le Japon ont respectivement accru leurs stocks de 2 millions de tonnes et de 0,2 million de tonnes pendant la même période. Un an plus tard, alors que le blé avait encore augmenté de 30 %, la Communauté européenne et l'URSS avaient ajouté 0,3 million de tonnes et 14 millions de tonnes à leurs stocks. Les pays exportateurs de blé ont renforcé eux-mêmes leurs stocks entre 1972-73 et 1973-74 : le Canada, de 0,2 million et l'Australie, de 1,4 million de tonnes.

Figure 6.3 Utilisation d'aliments pour le bétail et prix du maïs dans quelques régions industrielles, 1960-84

Quantité d'aliments pour le bétail utilisée (tonnes par habitant)

Prix du maïs (dollars par tonne)



Légende pour l'ordonnée de gauche :

— CEE
— Japon
— Etats-Unis
— Pays d'Europe de l'Est à économie planifiée

Source : Ministère de l'agriculture des Etats-Unis, 1985d.

Tableau 6.6 Variations des recettes d'exportation, des dépenses d'importation et des gains d'efficacité qu'aurait entraînées une réduction de 50 % des droits de douane perçus par les pays de l'OCDE sur divers produits des pays en développement, 1975-77
(millions de dollars de 1980)

	Augmentation absolue		
	Tous pays en développement ^a	Pays à faible revenu	Pays à revenu intermédiaire et élevé
<i>Variation des recettes d'exportation</i>			
Sucre	2.108	394	1.714
Boissons et tabac	686	191	495
Viande	655	33	620
Café	540	123	417
Huiles végétales	400	60	339
Cacao	287	21	265
Fruits et légumes des zones tempérées	197	60	137
Oléagineux	109	19	90
Autres produits	883	96	788
Augmentation totale toutes exportations	5.866	998	4.867
<i>Variation des dépenses d'importation</i>			
Céréales	-876	-530	-345
Autres produits	-497	-152	-345
Augmentation totale toutes importations	-1.373	-683	-690
<i>Pour mémoire : gains d'efficacité</i>	922	-4	926

Note : Comme on l'explique au Chapitre 4, par gains d'efficacité, on entend l'augmentation du solde net des gains et des pertes des producteurs et des consommateurs, corrigé des variations des recettes fiscales; il ne s'agit pas de la différence entre l'augmentation des recettes d'exportation et des dépenses d'importation. D'autres études de Zietz et Valdes (1985) portant sur une période ultérieure pour la viande bovine et le sucre font état d'augmentations un peu plus élevées des recettes d'exportation que celles qui sont indiquées ci-dessus.

a. Comprend les pays en développement qui avaient plus de 4 millions d'habitants au milieu de 1985.

Source : Valdes et Zietz, 1980, p. 31, 47.

Evaluation des coûts de la protection

Parce qu'il existe des distorsions dans tous les pays opérant sur le marché international, le monde entier gagnerait à ce que les pays industriels libèrent leurs échanges agricoles et cessent de protéger leur agriculture. Mais à combien se chiffrerait ce gain? Des études récentes permettent de se faire une idée plus précise des avantages à attendre d'une libéralisation.

Il faudrait, pour mesurer l'impact effectif d'une libéralisation des politiques nationales et des échanges agricoles, pouvoir se fonder sur des exemples réels. Malheureusement, ceux-ci sont rares et l'on doit donc se reporter à des modèles de simulation pour estimer les effets d'une libéralisation multilatérale ou globale.

Le Tableau 6.6 résume les résultats obtenus par Valdes et Zietz lorsqu'ils ont étudié, à partir des chiffres de 1975-77, l'impact sur les pays en développement d'une réduction de 50 % des droits de douane perçus par les pays de l'OCDE sur 99 produits. Cet allègement aurait ajouté 922 millions de dollars au revenu de 1977 des pays en développement et près de 6 milliards de dollars à leurs recettes

d'exportation, qui auraient été supérieures de 11 % pour l'ensemble du groupe et de 8,5 % pour les seuls pays à faible revenu. Les pays de l'OCDE ayant accru leur protection depuis 1977, les avantages d'une libéralisation auraient été bien plus élevés encore en 1985.

Ces avantages auraient découlé en majeure partie d'un relèvement des cours des exportations de produits tropicaux : le gain aurait été de 10,8 % pour le café torréfié, de 6,4 % pour les extraits de café, de 11 % pour la pâte débeurrée de cacao et de 9 % pour le butter oil de cacao. Par contre, les pays en développement auraient dû payer plus cher les produits importés des pays à climat tempéré, en particulier les céréales. Cependant, l'augmentation de leurs recettes d'exportation auraient plus que compensé ce désavantage, Valdes et Zietz estimant que l'augmentation du prix de la plupart des produits tropicaux aurait été supérieure à celle du prix du blé, principale importation agricole des pays en développement. De plus, leurs calculs ne tiennent pas compte de certains obstacles non tarifaires, non plus que d'autres effets à long terme importants. Si les pays industriels libéralisaient leur politique agricole, cela encouragerait les pays

en développement à ouvrir leur économie sur le marché extérieur, stimulerait l'investissement et la recherche dans l'agriculture, et accroîtrait le potentiel d'exportation de produits tropicaux dans de plus fortes proportions que ne l'indiquent les chiffres du Tableau 6.6. Il est également probable que certains pays en développement, où les coûts seraient moins élevés, commenceraient à exporter des produits que la politique agricole des pays industriels les amène actuellement à importer. Les estimations de Valdes et de Zietz correspondent donc probablement au minimum des effets bénéfiques à attendre d'une libéralisation.

Du fait de l'interaction des divers programmes nationaux, il est difficile de savoir ce qui se passerait si des groupes de pays libéralisaient les échanges. Les programmes européens et japonais tendent à déprimer les cours mondiaux du blé et du riz; les programmes de limitation des superficies cultivées des Etats-Unis tendent à les majorer. Il est possible qu'ils s'annulent les uns les autres, de sorte que leur abolition entraînerait des pertes pour les pays industriels sans avoir une grande incidence sur le commerce des pays en développement. En revanche, lorsqu'ils se renforcent mutuellement (comme c'est le cas pour le sucre et les produits laitiers), leur suppression aurait de bien plus grandes conséquences pour les pays en développement.

Il y a aussi d'importantes interactions entre les produits. Dans l'ensemble, les pays industriels n'interviennent pas sur le marché des huiles végé-

tales (comme l'huile de palme ou de coco), mais celui-ci peut néanmoins subir le contrecoup de leurs interventions sur d'autres marchés. La politique de la Communauté européenne en matière de céréales fourragères accroît la demande de produits de remplacement, tels les tourteaux de soja. Les exportateurs de graines oléagineuses tels que l'Argentine, le Brésil et les Etats-Unis y gagnent, mais comme il n'y a pas de tourteaux sans huile, cette politique se répercute aussi sur le marché des huiles. De même, les mesures prises par les Etats-Unis pour soutenir le prix des céréales et réduire les superficies cultivées encouragent la production de soja, qui n'est, elle, assujettie à aucun contrôle. L'action des pays industriels stimule donc indirectement la production de soja, ce qui déprime le cours mondial des huiles végétales et, par voie de conséquence, les recettes d'exportation que les pays en développement tirent de l'huile de palme et de coco.

Les estimations des effets d'une libéralisation peuvent refléter la complexité des marchés mondiaux si l'on tient spécifiquement compte des liens existant entre les marchés des divers produits, comme l'ont fait Tyers et Anderson. Ceux-ci ont simulé l'impact respectif d'une libéralisation unilatérale des échanges par des pays ou groupes de pays et d'une libéralisation simultanée par les pays industriels et en développement. Bien qu'elle n'ait porté que sur les principaux produits des zones tempérées, omettant donc ceux qui pourraient procurer les gains les plus élevés aux pays en déve-

Tableau 6.7 Effets sur les prix internationaux et le commerce de la libéralisation du marché de divers produits, 1985

	Blé	Céréales secondaires	Riz	Viande bovine et ovine	Porc et volaille	Produits laitiers	Sucre
<i>Variation en pourcentage du prix international après libéralisation</i>							
CEE	1	3	1	10	2	12	3
Japon	0	0	4	4	1	3	1
Etats-Unis	1	-3	0	0	-1	5	1
OCDE	2	1	5	16	2	27	5
Pays en développement	7	3	-12	0	-4	36	3
Toutes économies de marché	9	4	-8	16	-2	67	8
<i>Variation en pourcentage du volume des échanges mondiaux après libéralisation</i>							
CEE	0	4	0	107	3	34	-5
Japon	0	3	30	57	-8	28	1
Etats-Unis	0	14	-2	14	7	50	3
OCDE	-1	19	32	195	18	95	2
Pays en développement	7	12	75	68	260	330	60
Toutes économies de marché	6	30	97	235	295	190	60

Note : Les calculs supposent l'élimination des taux de protection en vigueur en 1980-82. Les données relatives à la CEE n'englobent pas l'Espagne, la Grèce ni le Portugal.

Source : Tyers et Anderson (document de référence).

loppement, leur étude met en évidence certains aspects importants d'une libéralisation du commerce et des politiques. Pour obtenir les résultats simulés, les auteurs ont dû se fonder sur de nombreuses hypothèses (Encadré 6.8). Cependant, une deuxième étude du libre-échange dans le secteur agricole, menée par l'Institut international pour l'analyse des systèmes de haut niveau, a permis

d'obtenir des résultats semblables, alors qu'elle était basée sur un modèle tout à fait différent de par sa structure et les produits considérés.

Le Tableau 6.7 présente les estimations de Tyers et Anderson concernant l'évolution des prix et des échanges mondiaux dans diverses hypothèses : libéralisation unilatérale par la Communauté européenne, le Japon et les Etats-Unis; libéralisation

Encadré 6.8 Simulation des effets d'une libéralisation des politiques agricoles

Tyers et Anderson ont établi un modèle permettant de simuler les effets d'un abaissement des barrières commerciales. Ce modèle représente l'économie agricole mondiale sous la forme d'un système d'équations de l'offre et de la demande pour sept groupes de produits dans 30 pays ou groupes de pays. Les produits sont le blé, les céréales secondaires, le riz, la viande bovine et ovine, la viande de porc et la volaille, les produits laitiers et le sucre. Les effets des obstacles tarifaires et autres sont représentés par les coefficients de protection nominale de chaque produit, mesurés sur la période 1980-82 (Tableau 6.1).

Pour résoudre le modèle, l'ordinateur détermine la série de prix mondiaux équilibrant l'offre et la demande mondiales de chaque produit et la série de prix intérieurs équilibrant le marché intérieur de chaque pays. On peut déterminer les effets d'une libéralisation en résolvant le modèle deux fois : la première fois, on prend comme point de départ les politiques agricoles en vigueur et la deuxième, on suppose que les barrières commerciales et les interventions intérieures ont été éliminées. Les différences entre les prix représentent les effets de la libéralisation. Une fois que les prix sont connus, on peut calculer les flux commerciaux et les transferts de revenu pour chaque pays et chaque produit.

Le modèle de Tyers et d'Anderson permet de tenir compte de chocs aléatoires, pour représenter certains facteurs comme de mauvaises conditions météorologiques ou des épidémies. Sur la base des deux hypothèses (politique commerciale en vigueur et libéralisation), on refait le calcul cent fois, en supposant une série donnée de chocs, et on peut ainsi analyser ce qu'il adviendrait selon la politique appliquée.

Les résultats obtenus sont résumés dans les Tableaux 6.7 et 6.8 du texte. Leur utilité aux fins d'une évaluation des effets à long terme d'une libéralisation en 1986 dépend de divers facteurs :

- L'exactitude des estimations de la protection et des réactions de l'offre et de la demande aux variations des prix. Bien que ces deux éléments ne puissent jamais être connus avec certitude, les estimations utilisées ici sont fondées sur les données les plus récentes et sur les analyses les plus approfondies qu'il soit possible de réaliser.

- Les variations de la protection par rapport à la période de référence (1980-82) du modèle.

- Les différences entre le comportement à long terme — lorsqu'il est possible de réorienter l'investissement et l'effort de recherche et de modifier les techniques — et les estimations à moyen terme de ce comportement incorporées au modèle.

- L'importance du fait que la couverture du modèle est limitée, puisqu'il omet l'agriculture tropicale et toutes les activités et sources de revenu non agricoles.

- L'exactitude des hypothèses du modèle quant au comportement des pays ne libéralisant pas en cas de libéralisation de la part de leurs voisins.

Cette liste peut faire penser que les résultats du modèle seront très imprécis, mais elle ne remet pas en cause la valeur des conclusions fondamentales exposées dans le Rapport. En fait, il est quasiment certain que les chiffres cités sous-estiment les avantages d'une libéralisation des échanges pour les pays en développement, et cela pour les raisons suivantes :

- Les coefficients de protection des pays industriels sont actuellement supérieurs à ce qu'ils étaient en 1980-82.

- A long terme, la hausse des prix stimulera la recherche et l'investissement dans l'agriculture des pays en développement.

- La libéralisation de l'agriculture stimulera l'épargne, la croissance et l'efficacité dans toutes les économies reposant sur l'agriculture.

- Si la libéralisation touchait aussi bien les produits exportés par les pays en développement que ceux qu'ils importent (produits des zones tempérées), il y aurait expansion des échanges.

- Si les pays en développement exploitent les possibilités qu'offriraient les mesures de libéralisation des pays industriels, en déréglementant leur propre agriculture, il serait possible d'accroître sensiblement l'offre.

En conclusion, même si ce modèle informatisé ne saurait remplacer une analyse économique fondée sur les résultats d'expériences concrètes, les estimations qu'il fournit mettent en évidence les nombreux avantages qui résulteraient d'une libéralisation des échanges.

multilatérale par la totalité des pays industriels et des pays en développement; et libéralisation globale. Il ressort de toutes ces simulations que le volume des échanges mondiaux des produits considérés augmenterait, malgré de légères réductions pour un petit nombre de produits à cause d'effets croisés entre les prix. Si la Communauté européenne était la seule à libéraliser, les échanges mondiaux de sucre diminueraient, parce qu'elle cesserait à la fois d'exporter à des prix subventionnés et d'importer à des conditions préférentielles.

La plupart des projections concluent à une augmentation des cours mondiaux, à deux exceptions près : en cas de libéralisation aux Etats-Unis, les prix mondiaux diminuent légèrement parce que la suppression des programmes de limitation des superficies cultivées accroîtrait la production de céréales et de riz; si les pays en développement libéralisent leur production de riz et de certains produits animaux, l'élimination des taxes qui frappent actuellement leur production nationale et en réduisent le niveau entraînerait une diminution des cours mondiaux.

Si les pays industriels libéralisent, les pays en développement voient augmenter le prix de leurs importations : ils achètent donc moins à l'extérieur et exportent davantage. Comme ils importent plus qu'ils ne vendent à l'étranger, cette hausse des prix inflige aux consommateurs et aux producteurs une perte nette estimée à 11,8 milliards de dollars (Tableau 6.8). Ces résultats risquent toutefois d'induire en erreur, et cela pour trois raisons. Premièrement, l'étude porte sur les productions des zones tempérées, dont les pays en développement sont les principaux importateurs. Si l'on y incluait les produits tropicaux, on arriverait certainement, comme Valdes et Zietz, à une conclusion sensiblement différente. Deuxièmement, si les échanges étaient libres, certains pays en développement pourraient à long terme devenir exportateurs de

ces produits. Troisièmement, l'étude de Tyers et Anderson montre elle-même que s'ils libéralisaient eux aussi, les pays en développement pourraient réaliser un gain de 18,3 milliards de dollars.

Par libéralisation dans les pays en développement, Tyers et Anderson entendent l'élimination, par 16 pays et quatre groupes régionaux, des distorsions de leurs prix frontière et ils supposent en outre que les changes ne sont pas surévalués. Dans ce cas (Tableau 6.7), le cours mondial du riz baisserait de 12 %, tandis qu'augmenterait celui des céréales, du sucre et des produits laitiers. La hausse des céréales et des produits laitiers tient au fait que les principaux pays en développement considérés étaient importateurs et maintenaient leurs prix intérieurs au-dessus du prix mondial. S'ils renonçaient à cette protection, leurs achats à l'étranger, et donc les prix, augmenteraient. En ce qui concerne les céréales, les mesures de libéralisation prises par les pays en développement influeraient davantage sur les prix que celles des pays de l'OCDE, dont les interventions tendaient à s'annuler mutuellement pendant la période considérée.

Les projections montrent qu'une décision unilatérale de libéralisation profiterait surtout à ses auteurs (Tableau 6.8). Les gains seraient de 48,5 milliards de dollars pour les pays industriels et de 28,2 milliards de dollars pour les pays en développement. Mais à ces gains correspondent des pertes pour l'autre groupe, tandis que, si les deux libéralisent simultanément, ni l'un ni l'autre n'y gagne autant, mais à l'échelle mondiale le résultat est meilleur.

Pourquoi — est-on conduit à se demander — les pays ne renoncent-ils pas à leur politique agricole? C'est, évidemment, parce que cela nuirait aux intérêts des groupes dont ces interventions visent à gagner l'appui. Ainsi, lorsqu'on évalue à 48,5 milliards de dollars le gain global des pays industriels dans le cas d'une libéralisation de la politique de

Tableau 6.8 Gains d'efficacité résultant de la libéralisation de divers produits, par groupes de pays, 1985
(milliards de dollars de 1980)

	<i>Libéralisation par les pays industriels</i>	<i>Libéralisation par les pays en développement</i>	<i>Libéralisation par les pays industriels et les pays en développement</i>
Pays en développement	-11,8	28,2	18,3
Pays industriels à économie de marché	48,5	-10,2	45,9
Pays d'Europe de l'Est à économie planifiée	-11,1	-13,1	-23,1
Tous pays	25,6	4,9	41,1

Note : Les calculs supposent l'élimination des taux de protection en vigueur en 1980-82.
Source : Tyers et Anderson (document de référence).

Tableau 6.9 Effets de la libéralisation sur l'instabilité des prix, 1985

	Coefficient de variation ^a			
	Sans libéralisation	Libéralisation dans les pays industriels	Libéralisation dans les pays en développement	Libéralisation globale
Blé	0,45	0,30	0,23	0,10
Céréales secondaires	0,19	0,17	0,14	0,08
Riz	0,31	0,25	0,14	0,08
Viande bovine et ovine	0,06	0,04	0,05	0,03
Porc et volaille	0,09	0,07	0,06	0,04
Produits laitiers	0,16	0,07	0,07	0,04
Sucre	0,20	0,17	0,07	0,04

a. Ecart attendu par rapport au prix moyen à long terme au cours d'une année quelconque, en pourcentage du prix moyen.
Source : Tyers et Anderson (document de référence).

l'OCDE, ce chiffre représente en fait la différence entre les 104,1 milliards de dollars qu'y gagneraient les consommateurs et les contribuables et les 55,6 milliards de dollars qu'y perdraient les producteurs. Il est intéressant de noter que les pays de l'OCDE ont consacré 27 milliards de dollars par an à l'aide publique au développement en 1980-84. Or, une libéralisation mondiale des échanges agricoles rapporterait aux pays industriels et en développement 64 milliards de dollars par an, plus du double de l'APD des pays de l'OCDE.

Les agriculteurs y perdraient moins si leur pays n'était pas le seul à libéraliser, car la baisse des prix à la production serait moindre. Prenons l'exemple des produits laitiers, l'un des sous-secteurs les plus protégés des pays industriels. Si les Etats-Unis étaient les seuls à renoncer à leur programme laitier, cela relèverait les cours mondiaux de 5 % (Tableau 6.7) et la baisse des prix reçus par les producteurs américains pourrait aller jusqu'à 46 %. Par contre, si tous les pays industriels libéralisaient simultanément, le cours mondial augmenterait de 27 % et la perte pour les producteurs américains ne serait plus que de 24 %. En fait, si les pays en développement se joignaient au mouvement, le cours mondial passerait au-dessus de l'ancien prix protégé.

Les pays d'Europe de l'Est à économie planifiée sont les principaux bénéficiaires de la politique actuelle. Une libéralisation de la part des pays industriels leur coûterait 11 milliards de dollars. La facture serait de 13 milliards de dollars si les pays en développement libéralisaient et de 23 milliards de dollars si la libéralisation était globale. Ils ne réduiraient pas leurs importations autant que les

pays en développement, et ils auraient moins de possibilités d'exporter les marchandises dont les prix augmenteraient.

La libéralisation des politiques agricoles et commerciales rendrait-elle les prix plus instables? Il ressort de deux études récentes qu'au contraire, elle les régulariserait. D'après une estimation, la variabilité des cours mondiaux du blé pourrait diminuer de 48 % si tous les pays renonçaient à leurs mesures de protection. D'après une deuxième étude, de Schiff, la variabilité des prix de tous les grands produits des zones tempérées serait moindre si les pays industriels cessaient leurs interventions; la diminution serait de 33 % pour le blé et de 15 % pour le sucre (Tableau 6.9). Si les pays en développement libéralisaient, l'amélioration de la stabilité serait plus grande encore, car outre qu'ils protègent davantage leurs marchés intérieurs que certains pays industriels, ils représentent une plus forte proportion de la consommation mondiale. Cependant, la prudence s'impose, plus encore que de coutume, dans l'interprétation de cette seconde étude, car elle suppose, entre autres hypothèses, que les prix intérieurs chinois et indiens évolueraient parallèlement aux cours mondiaux. Or, cela paraît improbable, de sorte que l'ajustement de la consommation ne refléterait pas pleinement la rareté ou l'abondance de l'offre mondiale. Néanmoins, les conclusions de ces deux études, même si elles exagèrent l'impact des pays en développement, confirment qu'il y a plus à attendre, en matière de stabilisation des prix, d'une libéralisation des échanges que du plus sophistiqué des programmes internationaux de stockage, programmes qui font l'objet du prochain chapitre.

7

Initiatives internationales dans le domaine des échanges agricoles

Il est admis depuis longtemps que la coopération internationale dans le domaine des échanges agricoles est un bon moyen de stimuler la croissance économique des pays en développement. Cependant, les enthousiasmes ont été refroidis par le fait qu'on ne soit jamais parvenu à libéraliser les échanges agricoles et par la baisse et l'instabilité des termes de l'échange agricoles de certains pays en développement. On a donc cherché des moyens autres que la déréglementation des échanges pour promouvoir les intérêts des pays en développement.

Dans le présent chapitre, on décrit la manière dont ces initiatives ont influé sur le commerce international et on en évalue les résultats. La première partie est consacrée aux aspects économiques des accords sur les produits de base et conclut que ces accords n'ont pas répondu aux espoirs qu'on y avait placés. La deuxième partie traite des programmes qui visent à indemniser les pays producteurs lorsque leurs recettes d'exportation accusent une baisse. La conclusion est que ces programmes soulèvent certaines difficultés d'ordre pratique, mais sont plus efficaces que les accords sur les produits de base. La partie suivante passe en revue les efforts qui ont été faits pour améliorer l'accès des pays en développement aux marchés des pays industriels. Ces efforts ont souvent pris la forme d'un traitement préférentiel accordé à des groupes particuliers de pays en développement, approche d'une valeur limitée car elle peut engendrer de nouvelles distorsions dans les échanges mondiaux, nuisant ainsi à d'autres pays en développement. La dernière partie du chapitre est consacrée à l'aide alimentaire. En cas d'urgence, les secours alimentaires jouent un rôle humanitaire évident, et l'aide alimentaire à plus long terme peut aussi être utile dans des circon-

stances particulières. Toutefois, comme elle peut facilement décourager la production alimentaire locale, elle ne doit être accordée qu'après un examen attentif de ses conséquences sur le marché.

Accords internationaux sur les produits de base

Un accord international sur un produit de base est un accord officiel conclu entre les pays qui produisent et qui consomment un produit de base donné, en vue d'en contrôler le marché jusqu'à un certain point. Depuis 1931, une quarantaine d'accords, portant sur 13 produits, ont ainsi été conclus. Dans le détail, leurs objectifs varient, mais la quasi-totalité d'entre eux visent à stabiliser et à accroître le prix du produit en question. La plupart se sont heurtés à de graves difficultés. A la fin de 1985, seuls quatre accords susceptibles d'influer sur les prix demeuraient en vigueur, et un seul le faisait effectivement. Il est douteux que l'un quelconque d'entre eux puisse réellement stabiliser les prix en 1986.

Objectifs et instruments

Les objectifs précis des accords internationaux sur les produits de base varient suivant les cas, mais deux soucis majeurs sont en évidence. Le premier consiste à stabiliser les prix, le deuxième à assurer des prix «justes», «rémunérateurs» ou «équitable», autrement dit à les relever. Bien que ces deux objectifs soient fréquemment amalgamés, ils répondent à deux logiques différentes et peut-être contradictoires. Leurs implications sur la répartition ne sont pas identiques et ils exigent chacun des instruments d'application particuliers. Les deux principaux sont les stocks régulateurs et la réglementation de la production ou des exportations.

STOCKS REGULATEURS. Les problèmes soulevés par les stocks régulateurs internationaux sont les mêmes que ceux des stocks régulateurs nationaux, qui ont été analysés au Chapitre 5. Ils appellent deux questions fondamentales : pourquoi sont-ils souhaitables et comment peuvent-ils fonctionner? En achetant le produit lorsque son prix est bas et en le vendant lorsque son prix est élevé, l'administrateur du stock régulateur se comporte exactement comme un spéculateur en quête de profit. En ce cas, pourquoi ne pas laisser la stabilisation aux mains des spéculateurs privés? Pourquoi faut-il que les gouvernements se lancent dans les transactions qui n'attirent pas les opérateurs privés? A cela, trois séries de réponses peuvent être données. Premièrement, la spéculation n'a pas toujours un effet stabilisateur : en agissant ou en menaçant d'agir, l'administrateur du stock peut mettre en échec ou décourager la spéculation à effet déstabilisateur. Deuxièmement, il peut être mieux informé que les spéculateurs privés et donc orienter le marché vers le prix à long terme plus directement qu'eux ne le peuvent. Il peut avoir accès à des renseignements confidentiels sur les plans des pays à économie planifiée, par exemple. Troisièmement, il peut être en mesure d'obtenir plus de capitaux ou à un meilleur tarif que les spéculateurs privés. Ces avantages lui permettraient de négocier de plus grosses quantités, ou à des marges plus étroites, et donc renforceraient son pouvoir stabilisateur sur les prix. Ces arguments sont en grande partie théoriques. Il n'a pas été prouvé chiffres à l'appui que les spéculateurs privés ont un effet déstabilisateur. Il ne semble pas non plus que la possibilité d'avoir des renseignements confidentiels ou d'obtenir des capitaux procure, dans la pratique, un avantage particulier aux responsables publics de la stabilisation.

Même si l'on recherche une stabilité des prix plus grande que celle qui résulterait de l'absence de réglementation du marché, un stock régulateur international ne serait un moyen économique d'y parvenir que s'il pouvait surmonter plusieurs difficultés sérieuses dans les activités suivantes :

- *Fixer la fourchette indicative des prix.* Plus elle est étroite, plus il y a de chances qu'elle ne soit pas respectée. Cette possibilité peut même déclencher des fluctuations qui ne se produiraient pas en l'absence de stock régulateur; sa seule existence peut encourager la spéculation contre le prix minimal et le prix plafond, et réduire le niveau des stocks privés qui pourraient être utilisés pour atténuer les écarts par rapport à la fourchette officielle.

- *Choisir le prix de référence autour duquel la four-*

chette s'établit. Sur le long terme, la taille des stocks régulateurs est censée rester la même, si bien que le prix d'équilibre à long terme doit se situer à l'intérieur de la fourchette. Cependant, ce prix varie, si bien que l'administrateur du stock régulateur ne peut pas savoir si la fourchette en vigueur ne finira pas par épuiser soit ses stocks physiques, soit ses ressources en espèces.

- *Définir la fourchette des prix compte tenu à la fois de la localisation du produit, de sa qualité et de la monnaie dans laquelle le prix est libellé.* Même si le stock régulateur stabilise à la perfection le prix choisi, les producteurs qui s'intéressent à d'autres qualités et à d'autres monnaies demeureront dans l'incertitude.

- *Fixer la quantité du stock régulateur.* Il est impossible de garantir qu'un stock régulateur n'épuisera jamais ses réserves ou ses liquidités : il peut toujours y avoir une série de bonnes (ou de mauvaises) récoltes. Pour que l'accord international soit crédible, il faut toutefois que la probabilité d'épuisement soit faible. La taille optimale du stock est un compromis entre les frais de détention et les avantages que procure une crédibilité renforcée.

- *Tenir compte de l'effet dissuasif que les stocks régulateurs ont sur les détenteurs privés de stocks.* On estime que pour chaque tonne ajoutée à la réserve de blé des Etats-Unis entre 1977 et 1982, les stocks privés ont diminué d'une demie à trois quarts de tonne. Il est évident que ces réductions amoindrisent fortement l'influence stabilisatrice du stock régulateur et accroissent considérablement le fardeau qui pèse sur ses ressources.

Il n'est pas exclu pour autant qu'il soit possible de gérer un stock régulateur, mais les chances de succès sont minces car, à toutes ces difficultés, s'ajoutent les frais d'exploitation connus des stocks régulateurs. Ils comprennent les frais administratifs des organismes de négociation et de suivi de l'accord international, le sacrifice des intérêts sur la valeur du stock physique, les frais de stockage, les pertes physiques et le différentiel d'intérêt entre la rentabilité de l'investissement productif à long terme et l'intérêt à court terme que l'administrateur du stock régulateur peut tirer de ses réserves liquides inutilisées. Bien entendu, il peut faire des bénéfices en achetant bon marché et en vendant cher, mais seulement si le stock régulateur est en mesure d'atteindre ses objectifs. Comme les stocks excédentaires doivent être vendus, en pratique, les bénéfices potentiels deviennent souvent des pertes.

L'un des problèmes fondamentaux de cette ap-

proche réside dans le fait qu'elle recherche la stabilisation des prix et non pas la stabilisation des recettes d'exportation. Si les pays peuvent compenser les fluctuations de recettes en empruntant ou en puisant dans leurs réserves, l'instabilité des prix en soi n'est guère nuisible. De plus, la stabilisation des prix ne garantit pas la stabilité des recettes d'exportation. Prenons en effet le cas où, par suite de mauvaise récolte, les forces du marché font monter les prix en proportion de la baisse des quantités. La valeur des échanges reste alors constante si les prix varient librement, alors que la stabilisation des prix déstabilise les recettes.

REGLEMENTATION DE LA PRODUCTION ET DES EXPORTATIONS. Le deuxième objectif des accords internationaux sur les produits de base — relever les prix — ne peut en définitive être atteint que si l'on réglemente la production. Les accords qui recourent à la réglementation font essentiellement office de cartels de producteurs et sont confrontés aux problèmes que rencontrent tous les cartels. L'accord sera inopérant si certains gros fournisseurs n'en font pas partie. Il ne parviendra pas à relever les recettes des producteurs (par opposition aux prix) si le produit peut facilement être remplacé par d'autres, autrement dit si la demande est influencée par les prix. Pour avoir des chances de succès, il devra affecter des quotas aux producteurs et faire appliquer les restrictions. Même dans le cas du pétrole, dont on avait cru qu'il était le meilleur candidat à la cartélisation, ces problèmes n'ont pas été surmontés.

Peu d'accords internationaux sur les produits agricoles prévoyaient de réglementer la production

par des quotas de production négociés à l'échelon international : les premiers accords sur le café (1962) et sur le cacao (1972 et 1975) sont peut-être les exemples les plus connus. Il est plus fréquent de voir les producteurs imposer des quotas de production à l'échelle nationale afin de se conformer aux restrictions internationales sur les exportations. Citons, par exemple, le café brésilien et la mise hors production des terres à blé aux Etats-Unis. Cependant, depuis un certain nombre d'années, on préfère respecter la réglementation des exportations en accumulant des réserves nationales plutôt qu'en limitant la production. La réglementation a alors le même effet général que les stocks régulateurs, car les accords internationaux stipulent habituellement que chaque fois que les prix mondiaux dépassent une certaine limite, les contingents d'exportation peuvent être accrus et les stocks nationaux réduits. Contrairement aux quotas de production, par conséquent, la réglementation des exportations a pour principal effet de stabiliser les prix plutôt que de les relever.

Elle soulève non seulement les mêmes problèmes pratiques que les stocks régulateurs, mais aussi d'autres qui lui sont propres. Premièrement, les contingents tendent à ossifier le schéma de l'offre. Même si, au départ, ils sont affectés aux producteurs bon marché, ce qui permet de minimiser le coût mondial de l'offre d'un certain volume d'un produit donné, ils continuent rarement à remplir cette fonction lorsque la situation économique change. Ils empêchent les nouveaux venus éventuels d'entrer sur les marchés, même s'ils jouissent d'un avantage comparatif. Deuxièmement, la décentralisation de l'administration des

Tableau 7.1 Accords internationaux sur les produits de base en vigueur dans l'agriculture

	<i>Cacao</i>	<i>Café</i>	<i>Caoutchouc</i>	<i>Sucre</i>
Date du premier accord	1972	1962	1980	1954
Date de l'accord actuel	1981 ^a	1983	1980	1978 ^b
Durée (années)	3	6	5	5
Prolongations (années)	2	.. ^c	2	2
Commerce mondial (milliards de dollars en 1984)	2,6	11,0	3,6	10,1
Pourcentage provenant des pays en développement	79	76	93	75
Pourcentage provenant des pays à faible revenu	14	16	6	2
Place du produit de base dans les exportations ^d	6	21	3	9
Instrument principal	stock régulateur	contingent d'exportations	stock régulateur	contingent d'exportation
Ecart de prix autorisé (%)	±18	±15	±20	±13
Stock régulateur en pourcentage de la consommation moyenne de 1980-83	16	..	15	..

a. Expire en septembre 1986; les négociations sur le renouvellement ont été abandonnées au printemps 1986.

b. Les dispositions économiques ont expiré en décembre 1984.

c. Prolongé pour une période indéterminée.

d. Nombre de pays, basé sur un échantillon de 88 pays, où le produit considéré représentait plus de 10 % des exportations en 1980.

Source : Gilbert, 1984, Tableaux 7.1(A) à (E).

contingents se traduit souvent par des mouvements de stock massifs. Dès lors que le prix du marché atteint le point où les pays sont autorisés à accroître leurs exportations, ces derniers ont tout intérêt à les développer rapidement avant que la réglementation ne soit de nouveau imposée. Troisièmement, vérifier la bonne application des accords peut être très difficile.

Evaluation

Pour toutes les raisons mentionnées ci-dessus, les accords internationaux sur les produits de base n'ont pas été couronnés de succès dans la pratique. Au cours des dernières années, quatre accords ont été appliqués dans l'agriculture : sur le café, sur le cacao, sur le caoutchouc et sur le sucre; il en existe un autre pour l'étain. Les principales caractéristiques des accords agricoles sont résumées au Tableau 7.1 et leurs résultats à la Figure

7.1. L'Encadré 7.1 contient une étude relativement détaillée de leurs derniers avatars. Tous, sauf celui du café, sont confrontés à un avenir incertain. Les négociations relatives au cacao et au sucre ont abouti à une impasse. Elles continuent pour le caoutchouc, mais leur avenir est incertain.

Les perspectives des accords internationaux sur les produits de base sont donc sombres. Non seulement les accords particuliers se révèlent difficiles à administrer et à renégocier, mais en outre des plans beaucoup plus grandioses, visant à renforcer les interventions sur le marché, ne se sont pas concrétisés. L'exemple le plus connu est celui de la proposition formulée par la CNUCED en 1976, tendant à constituer un fonds commun au sein du Programme intégré pour les produits de base. Ce fonds aurait permis le financement commun des accords relatifs à dix produits de base importants. En fin de compte, le plan n'a guère débouché que sur deux accords internationaux,

Encadré 7.1 Accords sur les produits de base récemment conclus dans le secteur agricole

Le plus ancien accord sur les produits de base agricoles est l'Accord international sur le café. Fondé sur la réglementation des exportations, il a sans doute légèrement gonflé les cours du café. Au cours des dernières années, les cours du café sont restés la plupart du temps à l'intérieur des fourchettes de prix mais, sur le long terme, l'accord n'est pas réellement parvenu à les stabiliser. Celui-ci est en vigueur depuis plus de vingt ans (si l'on excepte un hiatus de cinq ans au milieu des années 70). L'appui donné à cet accord par les principaux pays consommateurs de café, en grande partie pour des raisons de politique étrangère, a beaucoup contribué à sa longévité. Des crises d'approvisionnement périodiques, dues en général aux conditions météorologiques au Brésil, par exemple la sécheresse de 1985, ont également contribué à sa longévité, en permettant des déstockages.

L'accord sur le café s'est récemment heurté à deux problèmes sérieux, qui devraient resurgir à la fin de la crise actuelle. Premièrement, le principal consommateur, les Etats-Unis, ont remis en cause leur adhésion à l'accord. Deuxièmement, des quantités croissantes de café sont vendues hors contingent. En vertu de l'accord, les producteurs peuvent effectuer des exportations hors contingent en petite quantité pour s'ouvrir de nouveaux marchés. Cependant, depuis quelque temps, le volume des exportations hors contingent augmente et le café est réexporté ensuite vers les marchés traditionnels, régis par les contingents. Bien que l'opération présente une certaine efficacité, en ce sens qu'elle sert les intérêts de toutes les parties con-

cernées, elle n'est toutefois pas aussi efficace que le serait un régime de libre-échange, car elle relève les frais de transaction et de transport et ajoute un élément d'incertitude inutile.

Les accords internationaux sur le cacao ont été presque totalement inopérants. Le premier accord sur le cacao (1972) a été conclu essentiellement pour défendre un prix plancher. Son entrée en vigueur a coïncidé avec une flambée des prix engendrée par la baisse de la production et un boom de la demande, si bien que les prix du marché ont dépassé les prix indicatifs pendant toutes les années 70. Etant donné qu'il n'existait pas de stocks, les parties à l'accord ont été impuissantes à maintenir les prix.

Les négociations relatives au troisième accord sur le cacao, qui ont débuté en 1981, ont été longues et difficiles. Ni le principal consommateur (les Etats-Unis) ni le principal fournisseur (la Côte d'Ivoire) n'y ont participé. Les Etats-Unis estimaient que la fourchette indicative était trop élevée, la Côte d'Ivoire étant de l'avis contraire. Les événements ont donné raison aux premiers. Les prix du cacao ont considérablement diminué depuis 1981, car les nouvelles plantations, entreprises lorsque les prix étaient élevés, ont commencé à produire. Par conséquent, pendant la période du troisième accord sur le cacao, le prix du marché a presque toujours été inférieur à la fourchette indicative. L'organe exécutif de l'accord est intervenu pour soutenir les prix mais, sans le soutien des Etats-Unis et de la Côte d'Ivoire, n'y est pas parvenu. Durant les négociations relatives à un quatrième accord éventuel,

l'un sur le cacao et l'autre sur le caoutchouc.

Les partisans des accords internationaux sur les produits de base prétendent que les fluctuations de prix et l'incertitude sont nuisibles. Au lieu d'essayer de supprimer les mouvements de prix (tentative presque certainement vouée à l'échec), il serait plus utile de chercher le moyen de remédier à leurs effets. L'un des premiers remèdes qui vient à l'esprit consisterait à encourager les commerçants à recourir aux transactions à terme et aux options. En dépit de quelques variations de détail, ces deux types d'opérations permettent aux commerçants de négocier les conditions auxquelles ils vendront plus tard, faisant ainsi supporter aux spéculateurs les risques de fluctuation des prix. Cela réduit l'incertitude, ce qui est le résultat qu'on espère obtenir par la stabilisation des prix. En outre, chaque participant peut déterminer le degré de stabilité qu'il désire (au prix en vigueur), au lieu de se conformer aux décisions d'un administrateur de stock régula-

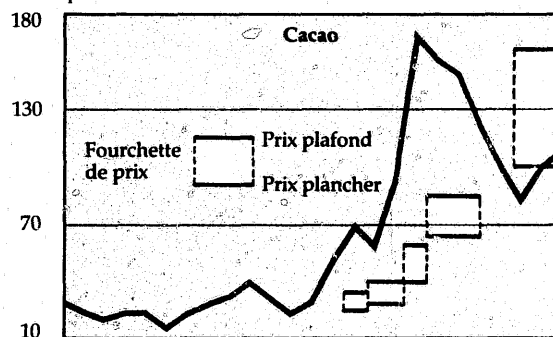
qui ont débuté en 1985, de vieux différends entre les producteurs, qui demandent 1,10 dollar/kg, et les consommateurs, qui ne veulent payer que 0,85 dollar/kg, ont resurgi. On a proposé un plan visant à soutenir le stock régulateur en réglementant les exportations, mais cette proposition a soulevé de nouvelles controverses. Les négociations ont été abandonnées depuis, provisoirement au moins.

Entré en vigueur en 1980, l'Accord international sur le caoutchouc naturel, après être parvenu à défendre un prix de déclenchement inférieur pendant plusieurs années, est dans l'incapacité d'écouler ses vastes stocks, bien qu'il ait baissé son prix de référence. L'accord a été prolongé jusqu'en 1987, encore que cette décision ait été prise in extremis et qu'on ne sache pas si les producteurs et les consommateurs parviendront à se mettre d'accord sur son renouvellement.

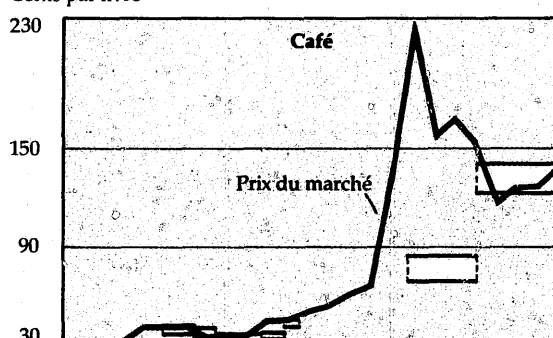
Les derniers accords internationaux sur le sucre n'ont guère eu d'influence sur les cours mondiaux. Le marché libre ne représente qu'environ 15 % des échanges mondiaux, le reste étant vendu en vertu d'accords à long terme ou préférentiels. Aussi, sur le marché libre, le sucre a-t-il le prix le plus instable de tous les produits de base agricoles. L'accord sur le sucre a subi un revers, lorsque le gros importateur, la Communauté européenne est devenue gros exportateur et a refusé de signer l'accord sur le sucre de 1977, estimant son contingent d'exportation trop faible. Les opérations de soutien du marché ont été abandonnées en 1984, et l'accord sur le sucre est devenu un mécanisme de collecte des données et de débat.

Figure 7.1 Accords internationaux sur les produits de base : fourchettes de prix et prix

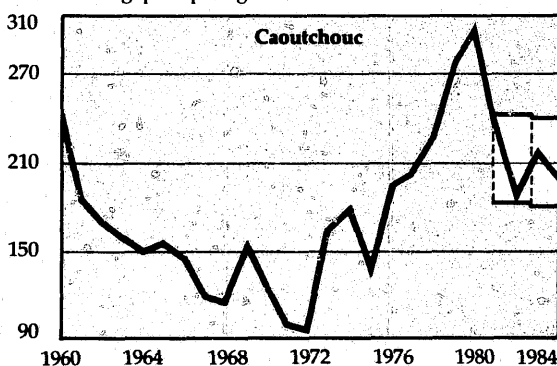
Cents par livre



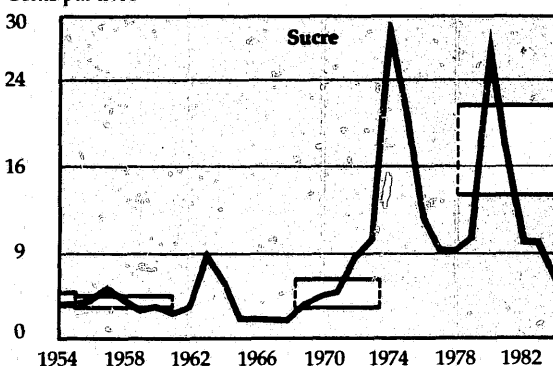
Cents par livre



Cents de Singapour par kg



Cents par livre



Source : CNUCED.

teur. A l'heure actuelle, les marchés ne sont pas conçus pour répondre aux besoins des petits producteurs de produits de base, mais ils pourraient être adaptés et se développer (Encadré 7.2).

Financement compensatoire

Le principal argument avancé en faveur de la stabilisation du prix des produits de base est qu'il faut stabiliser les recettes d'exportation des pays producteurs et minimiser ainsi les fluctuations pertur-

batrices de leurs importations, de leurs investissements et de leurs finances publiques. On a vu plus haut que l'on ne pouvait compter sur les stocks régulateurs pour stabiliser les prix à moyen terme et que même s'ils pouvaient remplir ce rôle, les stocks régulateurs coûtent cher à administrer et ne stabilisent pas forcément les recettes d'exportation. On analyse maintenant une autre méthode : le recours à l'emprunt pour stabiliser la situation financière intérieure lorsque les recettes d'exportation fluctuent. Les emprunts compensatoires per-

Encadré 7.2 Marchés à terme et options

Les marchés à terme permettent de vendre et d'acheter aujourd'hui des produits qui seront livrés à une date ultérieure. Il en existe à Londres, New York, Winnipeg, Sydney et ailleurs, mais les bourses de commerce les plus actives sont situées à Chicago, où des contrats de maïs, de soja, de blé, de bovins et de porcs sont achetés et vendus jusqu'à 18 mois avant la date de livraison. Les contrats à terme peuvent servir à spéculer sur les prix, mais ils permettent également aux acheteurs et aux vendeurs de fixer le prix de marchandises qui doivent être achetées ou vendues plus tard. On peut donc s'en servir pour faire supporter le risque de fluctuation des prix aux spéculateurs qui recherchent le risque, et en affranchir les agriculteurs qui craignent le risque. Un cultivateur de blé peut vendre un contrat à terme lorsqu'il sème son blé. Plus tard, au moment de la récolte, il peut vendre le blé et, simultanément, racheter le contrat à terme. Ce processus, dit arbitrage, équivaut à une vente à livraison différée, en ce sens que le prix reçu par l'exploitant est déterminé au moment des semailles. De la même manière, en achetant des contrats à terme, un transformateur de blé peut se protéger contre le risque de prix.

L'arbitrage sur couverture d'actif réduit le risque sans toutefois l'éliminer. Si un exploitant, après avoir vendu à terme un contrat portant sur 1.000 tonnes de blé, fait une mauvaise récolte, il peut devoir acheter à un prix élevé pour remplir l'obligation de son contrat. Les achats de contrat à terme peuvent de la même manière se retourner contre l'acheteur. Pour les exploitants des pays en développement, de sérieux problèmes peuvent se poser lorsque le prix local ne varie pas de concert avec le prix de Chicago ou celui d'autres marchés à terme, par suite de facteurs tels que les fluctuations des taux de change et l'intervention des pouvoirs publics : cette éventualité est dénommée «risque de base». La vente d'un contrat à terme à Chicago ne procurera pas un grand bénéfice au producteur si le prix local tombe par rapport au prix de Chicago. Lorsque ce problème est sérieux, l'établissement

d'un marché à terme local opérant dans la monnaie nationale offre une possibilité qui n'est pas à écarter.

De nombreux acheteurs et vendeurs ne tiennent pas à fixer un prix, car cela exclut la possibilité non seulement de perdre, mais aussi de gagner. Les vendeurs préfèrent se couvrir contre des prix extrêmement bas et les acheteurs contre des prix extrêmement élevés. Cette assurance peut être obtenue par la vente et l'achat d'options sur les contrats à terme. On négocie des options sur le sucre et le coton à New York, et sur le soja, le maïs, les porcs et les bovins à Chicago. Un exploitant peut s'assurer contre une baisse des prix en achetant une option de vente, qu'il revendra à un prix «d'exercice» donné. Si le prix effectif tombe en dessous du prix d'exercice, il exerce l'option; s'il dépasse le prix d'exercice, l'exploitant perd le prix qu'il a payé l'option, mais vend sa récolte à un prix plus élevé. Il existe plusieurs prix d'exercice en dessous du prix à terme, ce qui offre toute une gamme de niveaux de prix assurés. Inversement, un acheteur s'assure contre la hausse des prix en achetant une option «d'achat», en vertu de laquelle il peut acheter au prix d'exercice de son choix. Le prix des options sur le marché détermine le montant de la prime d'assurance.

Le risque de base amoindrit fortement l'utilité des marchés à terme et des marchés des options internationaux pour les pays en développement. Pour qu'un marché à terme local constitue une solution valable, on a besoin de la présence de spéculateurs actifs prêts à prendre les risques à leur charge. En outre, pour prospérer, ces marchés ont besoin d'un environnement financier et législatif stable. Cependant, si les exploitants, les sociétés ou les organismes d'Etat des pays en développement n'ont guère eu recours aux contrats à terme et aux options, les possibilités augmentent. Ils peuvent prendre de l'importance, surtout si une libéralisation des échanges agricoles rétrécit encore les liens entre les marchés mondiaux des matières premières agricoles.

mettent d'obtenir la stabilité à moindre coût, car l'argent coûte moins cher à stocker et à administrer que les produits de base. En outre, il est facile d'en obtenir pour financer une hausse temporaire du prix des importations, par exemple, ou même un gonflement des importations en cas de mauvaise récolte.

On peut obtenir un financement compensatoire de deux manières. La première consiste à accumuler des réserves internationales les bonnes années et à les utiliser les mauvaises années. Cependant, les pays qui adoptent cette solution sacrifient les intérêts qu'ils auraient reçus s'ils avaient effectué des investissements productifs au lieu de conserver des avoirs liquides. La deuxième solution consiste à emprunter sur les marchés privés lorsque les recettes d'exportation tombent. Elle a deux inconvénients possibles : le coût et les difficultés associés à l'emprunt sur les marchés privés, surtout pour les pays les plus pauvres. Etant donné que ces deux méthodes présentent des problèmes particuliers pour les pays en développement, ils sont les principaux bénéficiaires des systèmes publics de financement compensatoire.

Les deux systèmes actuellement en vigueur procèdent de deux approches différentes. Le Mécanisme de financement compensatoire du FMI (MFC), établi en 1963, vise à remédier aux effets néfastes d'un déficit général de recettes d'exportation sur la balance des paiements. Le système de stabilisation des recettes d'exportation de la CEE (STABEX) prévoit, quant à lui, l'indemnisation des pays associés à la CEE en cas de baisse de leurs recettes d'exportation provenant d'un produit donné. La possibilité de recourir au MFC est subordonnée à l'existence de difficultés de balance des paiements, ce qui n'est pas le cas pour le STABEX.

Le Mécanisme de financement compensatoire du FMI

Le MFC a pour objectif d'«accorder une aide financière aux pays membres qui se heurtent à des difficultés de balance des paiements résultant de déficits d'exportation temporaires et dus, dans une large mesure, à des circonstances indépendantes de leur volonté» (Fonds monétaire international, 1984b, p. 56). Tous les membres du FMI peuvent y faire appel mais, étant donné que les conditions de recours sont plus fréquemment remplies par les pays dont les recettes d'exportation proviennent en grande partie des produits de base, dans la pratique, ce sont surtout les pays en développe-

ment qui en ont bénéficié. En 1981, le Mécanisme a été étendu aux importations de céréales. Cependant, c'est surtout pour compenser un déficit au titre des exportations de marchandises que les pays ont recours au MFC.

L'accès aux ressources du MFC est subordonné à certains critères : 1) le pays doit se heurter à des difficultés de balance des paiements; 2) le déficit de recettes d'exportation doit être de caractère temporaire et dû, en grande partie, à des facteurs qui échappent à la volonté du pays membre; et 3) le FMI doit avoir la conviction que le pays membre coopérera avec lui à la recherche de solutions appropriées à ses difficultés de balance des paiements. En outre, dans le cas des demandes qui ont pour effet de porter l'encours des tirages sur le MFC au-dessus de 50 % de la quote-part (tranche supérieure), le FMI doit avoir l'assurance que le pays membre coopère déjà avec le FMI pour trouver des solutions appropriées à ses difficultés de balance des paiements. Tous ces jugements peuvent être difficiles à porter dans la pratique.

Une disposition spéciale touchant l'agriculture permet aux pays d'emprunter lorsqu'ils se trouvent confrontés à des problèmes de balance des paiements qui résultent d'une hausse du coût de leurs importations de céréales, lorsque celle-ci est imputable à des circonstances qui échappent à leur volonté, ou qu'une baisse de l'offre alimentaire intérieure causée par le mauvais temps. En vertu de la décision sur les céréales, le montant de l'achat est égal à la somme du déficit de recettes d'exportation et de l'excédent du coût des importations de céréales, sous réserve de limites spécifiques. Depuis janvier 1984, le plafond des achats effectués en vertu de la décision sur les céréales est fixé à 83 % de la quote-part pour les excédents du coût des importations de céréales et à 83 % de la quote-part pour le déficit de recettes d'exportation, la limite globale étant de 105 %.

Depuis mai 1981, 13 achats ont été effectués au titre de la décision sur les importations de céréales pour un montant de 1,1 milliard de DTS, dont 0,5 milliard imputable exclusivement à des excédents d'importation de céréales. L'application limitée de cette décision est due surtout à la situation de l'offre alimentaire mondiale, caractérisée entre 1981 et 1985 par des niveaux records de production, des stocks importants, une baisse des prix et un volume substantiel d'aide alimentaire. Les 13 achats effectués au titre de la décision étaient motivés par une baisse de l'offre alimentaire intérieure par suite de conditions météorologiques défavorables.

Le MFC ne porte pas sur tel ou tel produit, et il

ne finance de déficit des recettes d'exportations agricoles que dans la mesure où il en résulte un déficit des recettes d'exportations totales. Cependant, étant donné que les produits agricoles sont caractérisés par une plus grande instabilité que la plupart des autres produits et représentent une part importante des recettes d'exportation totales des pays en développement, un grand nombre de tirages sont causés par une baisse des recettes provenant des exportations agricoles.

STABEX

Le STABEX, système de financement compensatoire de la CEE, a été établi en application de la première Convention de Lomé (1975). Il est limité aux Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) associés à la CEE et vise à garantir la stabilisation de leurs recettes d'exportation. Le STABEX couvre 48 produits agricoles, les exportations de minéraux faisant l'objet d'un système distinct. Au total, 375 millions d'Ecus (460 millions de dollars) ont été affectés au STABEX pendant la durée de la première convention (1975-79), 550 millions pendant la deuxième (1980-84) et 925 millions pendant la troisième (1985-89), ces montants étant chaque fois répartis également sur les cinq années.

Sous réserve de seuils (voir ci-après), les baisses de recettes d'exportation pouvant faire l'objet d'un transfert sont calculées séparément pour chaque produit, si bien que les augmentations de recettes d'exportation d'un produit ne compensent pas les baisses de recettes d'exportation d'un autre produit. En principe, les ressources transférées sont affectées au secteur concerné et les demandeurs doivent déclarer par avance comment ils comptent utiliser les fonds, et ensuite comment ils les ont utilisés. En règle générale, le système ne s'applique qu'aux exportations vers la Communauté, bien que dans certains cas il s'étende aux exportations vers les autres Etats ACP ou le reste du monde.

En application de la troisième convention (1985), les recettes d'exportation provenant du produit en cause doivent normalement avoir représenté 6,5 % des recettes d'exportation du pays intéressé et être inférieures de 6,5 % au niveau de référence. (Ces deux limites sont fixées à 1,5 % pour certains Etats.) Le niveau de référence est égal à la moyenne mobile de la valeur des exportations durant les quatre années qui précèdent l'année d'application. Les baisses des recettes d'exportation ne doivent pas résulter de mesures de politique commerciale.

Les conditions de remboursement sont généreuses. Les pays les moins développés ne remboursent rien. Tous les prêts sont exempts d'intérêt. Pendant la période 1975-82, le STABEX a effectué 205 transferts en faveur de 44 Etats ACP, pour un total d'environ 800 millions de dollars. Le montant des transferts du STABEX a été supérieur à l'aide fournie par le Fonds européen de développement (FED) dans plusieurs cas, et a représenté une proportion non négligeable (10 à 66 %) des apports du FED dans un peu moins de la moitié des Etats ACP. Les transferts ont été très inégaux suivant les produits, les pays et les périodes. Ainsi, au titre de STABEX I (1975-79), trois pays (la Mauritanie, le Sénégal et le Soudan) ont reçu 30 % des transferts, et quatre autres 20 %. Le coton, le sisal, le café, le cacao et l'arachide figurent en tête des produits qui ont bénéficié d'un concours. La CEE estime que 69 % des transferts étaient imputables à l'aggravation de la situation économique et 31 % à des circonstances locales, telles que sécheresse, maladies et inondations.

La Communauté déclare irrecevables un nombre important de demandes (28 % en 1975-79 et 32 % en 1980-82). En 1980 et 1981, le STABEX est arrivé à court de fonds et n'a pu honorer que 53 % et 43 %, respectivement, des demandes recevables. Cependant, les fonds demeurés inutilisés les années précédentes ont permis de porter ces pourcentages à 65 %.

Pour les Etats ACP, l'aspect le plus intéressant du STABEX est son élément don élevé. Tous les

Tableau 7.2 Principaux bénéficiaires de l'élément don du STABEX, 1975-83

A. Montants absolus

	Recettes (millions de dollars de 1983)	Pourcentage des exportations de 1983
Sénégal	77	13,2
Soudan	61	9,8
Côte d'Ivoire	33	1,6
Mauritanie	30	10,5
Tanzanie	23	6,2

B. Montants par habitant

	Recettes (dollars de 1983)	Pourcentage du PNB estimatif par habitant de 1983
Dominique	62	6,6 ^a
Kiribati	53	11,5
Tonga	43	5,8
Samoa-Occidental	40	7,1
Vanuatu	38	6,5

a. PIB par habitant.

Source : Koester et Herrmann (document de référence).

Tableau 7.3 Caractéristiques du MFC et du STABEX

	MFC	STABEX
Première année	1963	1975
Pays recevables	Membres du FMI (137)	Soixante-six Etats ACP
Tirages 1977-82		
Nombre de transactions	112	171
Montant	\$ 7,3 milliards	\$ 0,8 milliard
Déficit	\$ 11,9 milliards	\$ 1,3 milliard
Pourcentage d'indemnisation	62 %	59 %
Couverture	Toutes exportations (peut comprendre les services, importations de céréales non comprises)	Quarante-huit produits de base
Déficit	Net	Brut (somme des déficits individuels)
Niveau de référence	Moyenne mobile sur cinq ans, centrée sur l'année du déficit	Moyenne mobile sur quatre ans, à compter des 30 mois précédant l'année du déficit
Limites	Limites par pays	Limites du budget général
Taux d'intérêt	Taux habituel du FMI (actuellement 7,8 %)	Nul
Calendrier de remboursement	Trois à cinq ans après le tirage	Deux à sept ans après le transfert
Obligation de remboursement	Remboursement intégral	Rien à rembourser pour les pays à faible revenu; remboursement conditionnel pour les autres pays
Elément don	Environ 20 %	Plus de 80 %

transferts en faveur des pays les moins avancés, qui ne remboursent rien, sont des dons. Pour les autres pays, le taux d'intérêt nul et la possibilité de ne pas rembourser, si les exportations restent déprimées pendant longtemps, ont représenté l'équivalent d'un élément don d'environ 60 % pendant la période 1975-83. Cependant, les dons ont été répartis de manière très inégale et on ne peut distinguer de lien entre l'élément don et les indicateurs de pauvreté ou le besoin d'aide étrangère. On trouvera au Tableau 7.2 la liste des principaux bénéficiaires du STABEX.

Le STABEX influe sur l'affectation des ressources économiques, tant à l'intérieur des pays qu'entre eux. Par exemple, en appuyant des secteurs particuliers, il encourage probablement une production excessive des produits concernés, en particulier de ceux où les risques du marché sont les plus élevés. Sur le plan international, les Etats non ACP qui exportent les produits couverts par le STABEX sont désavantagés, n'étant pas protégés contre les risques. Ils peuvent se trouver contraints de produire des marchandises pour lesquelles ils ont un avantage comparatif moindre. De plus, le fait que le STABEX ne s'applique qu'aux exportations vers la Communauté dévie et fausse les flux d'échanges internationaux.

Le Tableau 7.3 résume les principales caractéristiques du MFC et du STABEX. Quoiqu'ils diffèrent par un grand nombre d'aspects pratiques, les deux

systèmes répondent à des préoccupations similaires. Il est difficile d'en évaluer pleinement la valeur. Tous deux ont aidé un grand nombre de pays mais, par leur nature même, ils ne compensent pas pleinement les déficits de recettes d'exportation. Le financement compensatoire a pour objet de maintenir le niveau des dépenses en dépit d'une chute temporaire des recettes d'exportation. Pour atteindre leur but, les systèmes de financement compensatoire doivent avoir des objectifs clairs, permettre une identification prompte des déficits de recettes et assurer des versements rapides, sans conditions annexes compliquées. Ni le MFC ni le STABEX n'est idéal à cet égard. En moyenne, le taux d'indemnisation tourne autour de 60 %, mais on note des variations considérables suivant les pays, sans qu'on puisse les attribuer clairement ni au besoin ni à la capacité de rembourser. Des retards auraient pu être évités. Pourtant, les deux systèmes ont fourni une aide utile en certaines occasions.

Préférences commerciales

Les pays industriels ont créé plusieurs systèmes qui font bénéficier les exportations des pays en développement de tarifs douaniers réduits ou nuls. En théorie, ces préférences devraient permettre aux pays en développement d'accroître leurs exportations, principalement au détriment des

pays qui n'en bénéficient pas, et d'améliorer leur situation économique. Pourtant, dans la pratique, leurs avantages sont limités, notamment parce qu'elles sont assorties de conditions restrictives. Les programmes soit excluent, soit limitent strictement les produits pour lesquels les pays en développement pourraient précisément être le plus compétitifs et, en particulier, de nombreux produits agricoles. Dans l'ensemble, ces accords ont peu d'influence sur les échanges agricoles.

Les préférences commerciales existent depuis longtemps. Bien que l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) illustre le principe de la non-discrimination, il a admis d'emblée le maintien de programmes particuliers, tels que le système de préférences du Commonwealth britannique. Plus tard, les pays de la Communauté européenne ont établi des préférences pour leurs anciennes colonies, préférences perpétuées dans la Convention de Lomé conclue entre la CEE et 66 Etats ACP. Un nouveau coup a été porté au principe de la non-discrimination en 1964, année où le GATT a permis aux pays en développement d'obtenir un accès préférentiel aux marchés des pays industriels. On examine ici le Système généralisé de préférences (SGP), ouvert à tous les pays en développement, ainsi que les systèmes restreints, tels que la Convention de Lomé conclue par la Communauté européenne avec les Etats ACP et l'Initiative pour le Bassin des Caraïbes (Caribbean Basin Initiative) des Etats-Unis.

Le Système généralisé de préférences

Dans le cadre de ce système, les exportations des pays en développement à destination des pays industriels bénéficient d'une réduction ou d'une exonération des tarifs douaniers. Or, ce système a eu peu d'effets sur les exportations, notamment parce qu'il s'applique à très peu de produits. Les importations en provenance des pays bénéficiaires ne représentent qu'une faible partie des importations totales des pays industriels. Pour un grand nombre d'entre elles, les tarifs ordinaires sont nuls. Dans l'ensemble, environ 2 % des importations de l'OCDE ont droit à une préférence, ce qui équivaut à environ 7 % des exportations totales des pays en développement.

Beaucoup de marchandises agricoles sont exclues du système. Ainsi, aux Etats-Unis, il ne s'applique pas au sucre ni aux produits laitiers (qui font tous deux l'objet de contingents d'importation généraux), ni à l'arachide, ni au coton longue fibre. En effet, si les importations de ces produits

se développaient, les Etats-Unis auraient plus de difficulté à administrer leur propre système de soutien des prix en faveur des exploitants agricoles nationaux. Pour la même raison, la Communauté européenne et le Japon excluent la plupart des produits agricoles.

La Convention de Lomé

La Convention de Lomé, décrite dans l'Encadré 7.3, est le plus connu de tous les autres systèmes de préférences. Bien que les marges de préférence effectives prévues par la Convention soient réduites par les préférences fournies au titre du système généralisé, elles sont assez importantes pour certains produits tels que les conserves de thon, quelques produits à base de fruits tropicaux et le tabac. Dans le domaine de l'agriculture, l'effet de la Convention sur le sucre est significatif. Dix-huit Etats ACP ont des quotas leur permettant d'exporter du sucre vers la Communauté européenne. Comme on le voit à l'Encadré 7.4, ces quotas isolent les producteurs ACP et les consommateurs de la CEE des prix mondiaux, ce qui déstabilise le marché mondial non réglementé. Ils découragent l'efficacité chez les producteurs, empêchent les consommateurs de la CEE d'acheter bon marché, accroissent les coûts de transport et de maintenance, pénalisent les producteurs efficaces qui ne sont pas parties au protocole et encouragent l'accroissement de la production sucrière mondiale. Cependant, le protocole assure aux pays signataires des transferts de revenus importants.

Il est difficile de chiffrer les effets économiques de la Convention de Lomé mais, pour plusieurs raisons, on a lieu de penser qu'ils sont relativement faibles : premièrement, les marges de préférence sont étroites; deuxièmement, la plupart des préférences semblent avoir eu pour principal effet de dévier les flux commerciaux plutôt que de les stimuler; troisièmement, les structures du marché permettent parfois à des importateurs européens monopsonistiques d'utiliser à leur profit les préférences tarifaires; et quatrièmement, les Etats ACP ne mettent pas toujours pleinement à profit (ou n'ont pas toujours pu mettre à profit) les nouvelles opportunités commerciales qui peuvent se présenter. Cela est particulièrement vrai des pays petits et des moins avancés. En échange de ces avantages généralement minces et incertains, les Etats ACP se laissent lier par le protectionnisme de la Communauté. Craignant l'érosion de leurs préférences, ils tendent à s'opposer à une libéralisation plus générale des échanges.

Encadré 7.3 La Convention de Lomé

Le système que la CEE a formé avec les Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, qui a remplacé les anciens systèmes de préférences coloniales, a été officialisé par la première Convention de Yaoundé (1963) et fait maintenant l'objet d'accords incorporés à la Convention de Lomé, dont la troisième a été signée en 1984. Le mécanisme de financement compensatoire connu sous le nom de STABEX est l'un des principaux éléments de la Convention de Lomé. Elle prévoit également le libre accès de la plupart des marchandises provenant des Etats ACP à la Communauté, et régit le Fonds européen de développement qui administre l'aide étrangère aux Etats ACP.

La Convention de Lomé s'applique à la plupart des anciennes colonies des membres de la Communauté européenne, à l'exception des pays industriels et asiatiques membres du Commonwealth britannique. Ceux-ci se sont vu refuser le droit de figurer parmi les Etats ACP en 1973, ayant été déclarés soit beaucoup plus grands, soit beaucoup plus riches que les premiers Etats associés. Soixante-six pays en développement sont parties à la Convention de Lomé. La majorité d'entre eux sont parmi les pays les plus pauvres et les plus petits.

Les préférences accordées aux Etats ACP dans le domaine du commerce agricole sont de trois ordres. Premièrement, de petites préférences sont accordées pour les produits couverts par la PAC. Etant donné que ces produits sont pour la plupart des cultures de zone tempérée, cela ne présente guère d'intérêt pour les Etats ACP, presque tous tropicaux. Deuxièmement, il existe des préférences en faveur des produits tropicaux provenant principalement des Etats ACP et qui ne posent guère de risques pour les producteurs de la CEE. Ces marchandises ont généralement le droit d'entrer en franchise en quantité illimitée. Cependant, étant donné que de nombreux autres exportateurs jouissent de droits analogues en vertu d'autres accords préférentiels de la CEE ou parce que les tarifs sont nuls de toute façon, les marges dont bénéficient les Etats ACP par rapport aux autres pays en développement sont restreintes. Plus de la moitié des exportations ACP sont couvertes par d'autres systèmes de préférences de la CEE.

Troisièmement, un petit groupe de produits fait l'objet de dispositions spéciales : le rhum, la banane, la viande bovine, le riz et le sucre. Les contingents de rhum ACP ne sont pas remplis et les Etats ACP ne peuvent pas accroître leur part des marchés d'exportation pour la banane. Les accords relatifs au sucre, au contraire, donnent aux Etats ACP le droit et le devoir de vendre à la Communauté européenne à un prix déterminé. Ce prix est généralement très supérieur au cours mondial, si bien que le système transfère des revenus aux Etats ACP. Le même phénomène se produit dans le cas de la viande bovine. Certaines années,

ces transferts sont énormes. En 1979, le PNB du Botswana était composé à 7 % de transferts au titre de la viande bovine, et 22 % du PNB de Maurice provenait de transferts au titre du sucre en 1975-76. Mais les dispositions concernant le sucre engendrent des gaspillages, car elles encouragent certains Etats ACP à développer excessivement leur production. Elles entraînent aussi des coûts de transport injustifiés, car la CEE, qui produit plus de sucre qu'elle n'en consomme, est aussi exportatrice.

La Convention de Lomé accorde un accès préférentiel aux exportations de produits manufacturés et semi-manufacturés des Etats ACP. Cependant, étant donné que la plupart des produits manufacturés sont soumis à des tarifs douaniers généraux bas et qu'ils sont couverts par le SGP, la préférence est faible. Les Etats ACP n'ont pu exploiter leurs préférences que dans les cas où la limite imposée par le SGP sur l'accès en franchise est étroite.

Il est difficile de mesurer les effets de la Convention de Lomé sur les échanges internationaux, l'une des raisons, et non la moindre, étant que les liens commerciaux historiques qui existent entre les anciennes colonies et l'Europe se relâchent. Depuis 1965, la plupart des Etats ACP ont diversifié leurs marchés d'exportation, sans cependant que leur part dans les importations de la CEE change de façon spectaculaire. Mais les Etats ACP continuent-ils de dépendre excessivement du marché de la CEE? Dans une étude des Etats ACP, on examine les indices d'intensité des échanges, c'est-à-dire le pourcentage de la part d'un exportateur sur un marché particulier par rapport à sa part sur le marché mondial. L'intensité des échanges a toujours été grande entre Etats « apparentés », par exemple, entre la Grande-Bretagne et le Commonwealth. Elle est faible entre les pays qui entretiennent des liens moins étroits. Cependant, après l'entrée en vigueur de la Convention de Lomé, l'intensité des échanges des Etats ACP avec les marchés autres que la CEE a diminué, tandis qu'elle a augmenté avec les marchés de la CEE. Ce phénomène est particulièrement évident lorsqu'on examine les échanges des Etats ACP avec les Etats-Unis.

Ces faits semblent indiquer que la Convention de Lomé a modifié les flux du commerce international, mais le changement n'est pas important. De plus, il est difficile de savoir si elle a permis de développer les échanges ou les a simplement réorientés. Il est possible que les Etats ACP se soient bornés à prendre des parts du marché de la CEE à d'autres pays en développement en s'abstenant d'exporter vers d'autres marchés. A l'extrême, il est possible que la Convention de Lomé ait eu pour seul résultat de modifier la composition des échanges mondiaux sans les développer, tout en alourdissant les frais de transport.

Encadré 7.4 Le Protocole sur le sucre de la CEE

En vertu du Protocole sur le sucre de la Convention de Lomé, 18 pays en développement peuvent exporter vers la CEE des quantités de sucre déterminées, sans être soumis aux restrictions habituelles sur les importations. Outre les pays signataires du Protocole, l'Inde bénéficie elle aussi de dispositions analogues.

Les avantages que retirent de ce protocole les exportateurs favorisés dépendent de la quantité qui leur a été attribuée, qui n'est pas régie par des règles systématiques. En 1981-82, cinq pays représentaient 77 % du total, Maurice à elle seule recevant 38 %. Quatre pays avaient des quantités convenues qui représentaient la moitié de leur production intérieure ou plus (80 % pour Maurice), tandis que celles de quatre pays étaient inférieures à 10 % de la production intérieure (Tableau 7.4 de l'encadré).

Le protocole sur le sucre se singularise par le fait que même les importateurs nets de sucre exportent vers la CEE. Le Kenya, qui a produit moins de sucre qu'il n'en a consommé entre 1976 et 1978, n'en a pas moins exporté vers la CEE. A cette singularité s'ajoute le fait que la CEE elle-même est exportatrice nette et par conséquent réexporte le sucre importé en vertu du protocole. Etant donné que les coûts de transport, d'assurance et de manutention, et le gaspillage représentent jusqu'à 20 % de la valeur du commerce sucrier, les pertes sont considérables (environ 42 millions de dollars en 1981-82).

En offrant aux consommateurs un prix supérieur au cours mondial du sucre, le protocole engendre un transfert de revenu des consommateurs de la CEE aux producteurs des pays en développement. Etant donné

Tableau 7.4 Quantités spécifiées par le Protocole sur le sucre et transferts effectués par la CEE, 1981-82

	Quantités annuelles livrées en 1981-82		Exportations en % de la quantité con- venue, 1981	Quantité convenue en % de la pro- duction, 1981	Transfert maximum, 1981-82 ^a		
	Quantité (tonnes)	% de la quantité convenue totale			Total (millions d'Ecus)	Ecus par habitant	En % du PIB ou du PNB
Barbade	49.300	3,8	100	51	7,5	28,8	0,8
Belize	39.400	3,1	111	38	6,0	40,0	4,1
Fidji	163.600	12,7	116	34	21,8	33,0	2,3
Guyana	157.700	12,2	127	49	23,9	26,5	4,7
Inde	25.000	1,9	0	0	3,4	0,0	0,0
Jamaïque	118.300	9,2	105	58	17,9	7,9	0,6
Kenya	93	0,0	0	0	1,4	0,1	0,0
Madagascar	10.000	0,8	0	9	1,5	1,6	0,5
Malawi	20.000	1,6	105	11	3,0	0,5	0,2
Maurice	487.200	37,8	94	80	75,8	79,8	6,4
Ouganda	409 ^b	0,0	..	..	..	..	..
Saint-Christophe- et-Nevis	14.800	1,1	107	45	2,2	36,6	4,3
Suriname	2.667	0,2	..	33	0,4	10,8	0,3
Swaziland	116.400	9,0	106	32	18,9	32,0	3,5
Tanzanie	10.000	0,8	0	8	1,5	0,1	0,0
Trinité-et-Tobago	69.000	5,4	98	74	10,5	8,7	0,2
Zaire	4.957	0,4	0	31	0,8	0,5	0,0
Total	1.288.826	100,0	100	14	196,5	0,2	..

a. Compte tenu des frais de transport, d'assurance et de manutention.

b. Quantité convenue abolie en 1981.

Initiative pour le Bassin des Caraïbes

Cette Initiative des Etats-Unis, signée en août 1983, accordait l'accès en franchise à la plupart des exportations de 27 Etats des Caraïbes vers les Etats-Unis. En échange, les Etats des Caraïbes acceptaient d'effectuer certaines réformes de politiques fiscale et économique. En dépit de plusieurs avantages évidents pour toutes les parties, les dispositions commerciales ont eu jusqu'à présent un

effet négligeable. Les textiles, la confection, la chaussure, les conserves de thon et le pétrole ne sont pas parmi les marchandises concernées; le sucre et la viande bovine font l'objet de dispositions particulières. Les quotas sucriers des Etats des Caraïbes ont été ramenés d'environ 1,5 million de tonnes en 1980 à 1 million de tonnes en 1986. En application de la loi des Etats-Unis sur la sécurité alimentaire (1985), ils doivent diminuer encore s'ils entravent l'application du programme national de

que le cours mondial du sucre accuse d'amples fluctuations, le montant de ce transfert varie d'une année sur l'autre, mais il est presque toujours positif. Les transferts deviennent négatifs lorsque le cours mondial excède le prix garanti auquel les pays en développement sont obligés de fournir le sucre.

Les transferts de revenus estimatifs indiqués dans le tableau sont exagérés en ce sens que le Protocole sur le sucre a pour effet de réduire le cours mondial. Si les exportateurs se comportaient de manière à maximiser leur profit, les cours mondiaux ne seraient pas affectés par le protocole. En effet, le prix garanti élevé ne s'applique qu'à une quantité de sucre donnée, de sorte qu'il est vain de produire plus que la quantité convenue de sucre pour le marché de la CEE. Par ailleurs, un Etat ACP a toute latitude pour choisir le moyen le meilleur marché d'obtenir le sucre qu'il fournit à la CEE. Si, en l'absence du protocole, il avait été importateur de sucre parce que ses frais de production étaient supérieurs au cours mondial, alors le protocole devrait l'inciter à importer le sucre pour le réexporter vers la CEE.

Cette pratique est rare cependant. Il est plus fréquent que les pays auxquels s'applique le Protocole versent à leurs producteurs un prix situé entre celui de la CEE et celui du marché mondial. A Maurice, par exemple, l'office de commercialisation paie l'excédent de sucre de ses producteurs à un prix supérieur à celui qu'ils obtiendraient sur le marché mondial. Certains des transferts de la CEE sont donc répercutés sur les producteurs de cette manière et les excédents engendrés par cette politique abaissent le cours mondial du sucre.

Etant donné que les quantités convenues sont régies en grande partie par le niveau historique des exportations de sucre, le protocole a tendance à geler les flux du commerce international, si bien que les nouveaux producteurs ou les pays qui ont amélioré leur efficacité sont handicapés.

Enfin, en tant qu'élément du mécanisme de fixation du prix intérieur du sucre de la CEE, le protocole contribue à isoler la CEE du marché mondial. Il tend aussi à isoler les producteurs ACP, ce qui alourdit le fardeau de l'ajustement dans les autres pays et aggrave l'instabilité des cours mondiaux.

soutien des prix du sucre. Les quotas de viande bovine sont également soumis aux aléas de la politique agricole des Etats-Unis.

Systèmes de préférences établis entre pays en développement

Outre les programmes déjà décrits, il existe plusieurs autres systèmes de préférences qui s'appliquent aux échanges entre pays en développement.

Ils intéressent généralement des groupes régionaux. Dans la mesure où ces arrangements stimulent le commerce, ils sont utiles mais, comme les autres systèmes de préférences, ils tendent à dévier au moins autant qu'à stimuler. Par ailleurs, en se fixant indûment sur les marchés régionaux, les pays tendent à oublier les avantages qu'il y a à vendre sur le marché mondial, qui permet mieux d'exploiter l'avantage comparatif et qui protège mieux des chocs économiques régionaux. Les échanges agricoles entre pays en développement sont examinés dans l'Encadré 7.5.

L'aide alimentaire

Pendant les années 60 et au début des années 70, les pénuries alimentaires généralisées préoccupaient de nombreux gouvernements et observateurs. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) soutenait depuis longtemps que les approvisionnements alimentaires étaient en permanence insuffisants pour répondre aux besoins élémentaires d'une grande partie de la population du monde, et qu'en outre ils étaient sujets à des crises périodiques. En conséquence, différents systèmes internationaux et bilatéraux ont été mis au point pour faire face aux pénuries alimentaires, aussi bien chroniques que temporaires (Encadré 7.6).

Les secours en cas de famine sont la forme la plus visible d'aide alimentaire, mais c'est une forme beaucoup moins répandue que l'aide alimentaire accordée dans le cadre de projets (assistance à des projets de développement particuliers, sous forme de denrées alimentaires) et de programmes (vivres donnés à titre d'appui à la balance des paiements ou d'appui budgétaire). Sous toutes ses formes, l'aide alimentaire représente une part relativement faible de l'aide étrangère que reçoivent les pays en développement. Si l'on évalue les produits à leur cours mondial, l'aide alimentaire accordée ces dernières années se monte à environ 2,6 milliards de dollars par an, soit environ 10 % de l'aide publique au développement. En 1984-85, 25 pays donateurs ont donné à plus de 100 pays en développement environ 12 millions de tonnes de céréales, 430.000 tonnes d'huile végétale, 356.000 tonnes de lait écrémé en poudre, 98.000 tonnes de produits laitiers divers et 21.000 tonnes de viande et préparations à base de viande ou de poisson. Sur ce total, seules 660.000 tonnes, soit moins de 5 % de l'aide alimentaire, représentaient une aide d'urgence. Les Etats-Unis sont les premiers donateurs (environ 50 % de l'aide ali-

Encadré 7.5 Les échanges agricoles entre pays en développement

En 1980, la valeur des échanges agricoles entre pays en développement s'est montée à 21 milliards de dollars et a représenté 25 % des exportations agricoles totales des pays en développement. De 1970 à 1980, leurs exportations agricoles vers les autres pays en développement ont progressé plus rapidement que vers les pays industriels, mais moins que leurs importations agricoles en provenance des pays industriels.

Les deux tiers environ des échanges agricoles entre pays en développement s'effectuent d'une région à l'autre. L'Asie est celle qui achète et vend le plus aux autres régions en développement, l'Afrique et le Moyen-Orient sont celles dont les échanges avec les pays en développement sont le moins importants. Quelques produits agricoles, surtout le riz, le sucre, le coton brut et le café, dominent le commerce entre pays en développement.

Si ces échanges restent relativement faibles, il y a peut-être de bonnes raisons à cela. L'expansion du commerce entre pays en développement devrait être recherchée compte tenu des buts généraux de développement économique, sans être un objectif en soi. Mais la faiblesse du volume des échanges agricoles entre pays en développement reflète aussi diverses contraintes :

- Les tarifs douaniers appliqués par les pays en développement pénalisent souvent les types de marchandises exportées par les autres pays en développe-

ment; les barrières non tarifaires limitent davantage le commerce agricole que celui des produits manufacturés. Les 15 plus grands importateurs en développement appliquent des contingents, des interdictions conditionnelles et des licences d'importation à 31 % des importations agricoles, mais à 23,5 % seulement des importations de produits manufacturés. Les tarifs douaniers applicables au riz sont bas, mais la moitié des importations mondiales de riz sont directement contrôlées par l'Etat, et 20 % de plus font l'objet d'un régime de licences.

- Les transports et les télécommunications entre pays en développement sont souvent insuffisants. Il est plus facile, moins cher et plus profitable de chercher à se renseigner sur les grands marchés. Il apparaît que le potentiel commercial des autres pays en développement n'est peut-être pas exploité pleinement.

- Les exportations subventionnées provenant des pays industriels se sont souvent conjuguées à la surévaluation des changes dans les pays en développement pour amoindrir la compétitivité de leurs produits.

- La demande d'aliments importés par les pays industriels progresse si lentement que cela dissuade les pays en développement d'accroître la production et les empêche de se procurer les devises dont ils ont besoin pour importer les produits d'autres pays en développement.

Encadré 7.6 Les institutions d'aide alimentaire

C'est en 1954, année où a été adoptée la loi publique 480 des Etats-Unis, que les opérations d'aide alimentaire ont pris leur essor. Cette loi régit l'écoulement des excédents de céréales à l'étranger :

pour développer les échanges entre les Etats-Unis et les pays amis . . . pour utiliser de la manière la plus efficace possible les excédents de produits agricoles, compte tenu des objectifs de la politique étrangère des Etats-Unis, et pour stimuler et faciliter l'expansion des échanges internationaux de produits agricoles cultivés aux Etats-Unis, en fournissant un moyen de faire vendre, par les circuits commerciaux privés, les excédents de produits agricoles qui ne peuvent pas être exportés de la manière habituelle (68 Stat. 457).

Les Etats-Unis et les autres donateurs ont également adopté les Principes de la FAO concernant l'écoulement des excédents pour minimiser l'effet de désincitation que l'aide alimentaire exerce sur les marchés commerciaux. Une sous-commission consultative a été chargée de superviser la distribution de l'aide alimentaire et de vérifier que les conditions relatives aux im-

portations commerciales habituelles étaient remplies. Selon ces conditions, les pays bénéficiaires sont tenus de maintenir leurs importations commerciales à un niveau spécifié, en dépit de l'aide alimentaire reçue. La sous-commission continue de veiller à l'application de cette règle, mais son efficacité est douteuse.

Les effets de ce dumping de denrées excédentaires ont suscité beaucoup d'inquiétudes, et c'est notamment pour y remédier que le Programme alimentaire mondial (PAM) a été créé en 1961. Etabli sous les auspices conjointes de l'ONU et de la FAO, le PAM a été le premier organisme multilatéral d'aide alimentaire. Il fournit et coordonne l'aide alimentaire, non seulement dans le cadre d'opérations de secours, mais également pour des projets de développement. Malheureusement, il est handicapé par le fait que ses dons ne peuvent pas être vendus sur les marchés des pays bénéficiaires. Les aliments donnés ne peuvent servir à des projets que s'ils sont distribués selon des formules compliquées, telles que les programmes d'alimentation directe ou dits «des vivres pour du travail». En 1983-84, environ 25 % de toutes les expéditions d'aide

Plusieurs mesures ont été proposées pour intensifier les échanges agricoles entre pays en développement, dont un système global de préférences commerciales et un système international d'information sur le financement du commerce extérieur. Des préférences commerciales, qu'elles soient générales ou régionales, n'ont guère de chances d'être très efficaces. Il existe actuellement 11 accords d'intégration économique ou de compensation entre pays en développement. La plupart offrent des préférences tarifaires à leurs pays membres, mais les barrières non tarifaires restent généralement intactes. Ces groupements représentent une fraction significative des échanges agricoles totaux entre pays en développement, mais rarement plus de 20 % du commerce extérieur des pays membres. L'amélioration des réseaux d'information sur le marché offre de meilleures possibilités d'aider les pays en développement à accroître leurs exportations agricoles. Ces réseaux coûtent cher à mettre au point, mais les pays qui exportent des cultures similaires ont besoin de renseignements similaires, si bien que la façon la plus économique de procéder consisterait sans doute pour les régions ou les groupes de pays à unir leurs moyens. Cet effort pourrait être appuyé par une coopération technique, l'harmonisation des normes, le recours accru aux contrats à long terme et les coentreprises.

mentaire) suivis par la Communauté européenne (environ 30 %). A eux trois, l'Australie, le Canada et le Japon fournissent 14 % de cette aide.

La répartition, la quantité et la nature de l'aide alimentaire n'ont parfois qu'un rapport très lointain avec les carences alimentaires. Ainsi, 20 % de toute l'aide céréalière va à l'Egypte, pays à revenu intermédiaire où l'apport calorique moyen est supérieur d'environ 28 % aux besoins d'un individu en bonne santé. Au contraire, un pays à faible revenu et à déficit vivrier tel que le Togo ne reçoit par habitant que 6 % de la quantité accordée à l'Egypte. Depuis une dizaine d'années, les gouvernements donateurs essaient d'aider davantage les zones qui présentent les déficits vivriers les plus graves, et des progrès ont été accomplis dans cette voie (bas du Tableau 7.4). A l'heure actuelle, l'aide alimentaire va généralement aux pays les plus pauvres, mais certains pays reçoivent une aide importante, bien qu'ils ne soient pas pauvres.

La quantité d'aide alimentaire est davantage déterminée par les besoins des donateurs que par ceux des bénéficiaires. Par exemple, la loi publique 480 des Etats-Unis, qui fixe les modalités de l'aide alimentaire, mentionne explicitement les considérations de politique étrangère, l'écoulement des excédents et la nécessité d'éviter les conflits entre exportations commerciales et exportations conces-

alimentaire passaient par le PAM, contre 5 % à la fin des années 60.

L'aide alimentaire a atteint des niveaux records (17 millions de tonnes) en 1965-66. Presque immédiatement, on s'est demandé s'il serait possible de maintenir des flux suffisants, car les Etats-Unis semblaient s'apprêter à agir pour réduire les superficies plantées en céréales. Cette préoccupation est reflétée dans la Convention relative à l'aide alimentaire adoptée en 1967 dans le cadre de l'Accord international sur le blé. En vertu de la convention, les pays membres s'engageaient à fournir 4,5 millions de tonnes de céréales par an au titre de l'aide alimentaire.

A la suite de ce qu'on a appelé la «crise alimentaire mondiale» de 1972-74, une Conférence mondiale de l'alimentation s'est tenue en 1974. Elle a débouché sur la création de diverses institutions visant à promouvoir la production alimentaire, y compris le Fonds international de développement agricole (FIDA) et le Conseil mondial de l'alimentation. A cette occasion, on a également cherché à accroître l'aide alimentaire. En 1979, on a préconisé une quantité annuelle de 10 millions de

tonnes de céréales au titre de l'aide alimentaire et la création d'une réserve alimentaire internationale d'urgence de 500.000 tonnes, à reconstituer chaque année. La dernière convention relative à l'aide alimentaire signée en 1980 garantit un approvisionnement minimum de 7,6 millions de tonnes par an de la part de 22 pays donateurs.

La crise alimentaire mondiale a également incité certains pays à utiliser l'aide alimentaire aux fins du développement, aussi bien que comme secours d'urgence. En 1977, les Etats-Unis ont amendé la loi publique 480, en ajoutant un nouveau Titre III, «L'alimentation au service du développement», qui autorisait la conversion des prêts alimentaires en dons. Cet amendement vise à aider les petits exploitants, les métayers et les ouvriers agricoles à accroître la production alimentaire et à stimuler le développement rural en général. En 1983, la CEE a elle aussi adopté de nouvelles directives concernant l'aide alimentaire, afin de mieux l'harmoniser aux stratégies de développement des pays bénéficiaires et d'atténuer ses effets néfastes sur les schémas de production et de consommation locaux.

Tableau 7.4 Aide alimentaire en céréales, 1971-83

	Part en pourcentage		
	1971-72	1976-77	1982-83
Afrique	8,3	28,4	50,4
Afrique subsaharienne	2,5	10,4	26,9
Asie	52,7	59,7	32,3
Bangladesh	3,4	17,3	13,6
Inde	10,1	16,2	3,1
Indonésie	6,1	2,0	1,7
Amérique latine	3,9	7,7	13,7
Colombie	0,9	3,8	0,0
Honduras	0,0	0,2	1,0
<i>Pour mémoire</i>			
Pays à faible revenu	43,1	79,0	84,2
Pays les moins avancés	1,3	26,7	32,3
Total mondial (milliers de tonnes)	17.513	6.847	9.198

Sources : FAO et données de la Banque mondiale.

sionnelles. Pour les donateurs, l'aide alimentaire est un moyen commode d'écouler des stocks excédentaires, en particulier de produits laitiers. Le niveau des prix alimentaires influe aussi sur le montant de l'aide. En 1973-74, les denrées alimentaires étaient rares et les prix élevés. Pendant cette période, les expéditions de blé ont été inférieures à 4 millions de tonnes, contre 10 millions de tonnes par an environ à la fin des années 60.

L'aide alimentaire internationale n'apporte qu'une réponse partielle à la famine. Pour commencer, elle ne résout pas les problèmes massifs que pose la distribution intérieure des vivres. Si l'Inde est parvenue récemment à éviter que les gens ne meurent de faim, c'est en grande partie parce qu'elle est en mesure d'aller chercher des céréales dans les régions excédentaires pour les livrer dans les régions déficitaires, et parce qu'elle peut aider les nécessiteux, soit par des transferts de vivres, soit par des suppléments de revenus. En comparaison, les opérations de secours qui se sont déroulées récemment en Ethiopie et au Soudan ont été handicapées par de fréquentes interruptions des transports et des communications. D'autres problèmes ont entravé l'arrivée des secours dans bien des régions les plus affectées. Ces problèmes, et d'autres encore, sont étudiés dans l'Encadré 7.7.

En période normale, l'aide alimentaire sert aussi à compléter la production nationale, faisant parfois tomber les prix intérieurs, si bien que les producteurs locaux sont découragés et que les bénéfices agricoles diminuent. On peut remédier à ces conséquences en réservant l'aide aux plus nécessiteux, pour qui elle a moins de chances de se substituer aux produits locaux, mais cela se fait rarement. En 1982-83, par exemple, le Bangladesh

a reçu une aide en céréales d'une valeur de 160 millions de dollars au cours mondial. Cette aide a été distribuée par l'intermédiaire du système général de subventions alimentaires qui, comme dans beaucoup d'autres pays, profite aux groupes relativement aisés tout autant qu'aux pauvres.

Il existe en principe deux moyens qui permettent d'éviter que l'aide alimentaire ne décourage les agriculteurs locaux de produire. Premièrement, les pays pourraient revendre les denrées sur le marché mondial et ne racheter que la portion dont ils ont véritablement besoin. Deuxièmement, ils pourraient déduire de leurs importations commerciales les quantités reçues au titre de l'aide alimentaire. Dans la plupart des cas, les conditions auxquelles l'aide est octroyée interdisent le recours à ces deux moyens, de façon qu'elle ne réduise pas la demande commerciale des denrées envoyées par les donateurs. Si cette interdiction est respectée, les pays bénéficiaires voient les approvisionnements alimentaires augmenter proportionnellement plus que les revenus, si bien qu'il est particulièrement difficile d'éviter l'effet de désincitation. Cependant, ces dispositions sont si rarement appliquées que les effets dissuasifs ne sont peut-être pas très importants dans la pratique.

Etant donné qu'il n'est pas licite de convertir l'aide alimentaire en argent liquide, cette aide est, pour la plupart, distribuée en nature. Les gouvernements bénéficiaires sont ainsi obligés de supporter des frais administratifs supplémentaires, sans parler bien souvent des frais de transport. Les projets dits «des vivres pour du travail», dans le cadre desquels les travaux d'infrastructure sont rémunérés en nature au moyen de l'aide alimentaire, sont parfois inefficaces et mal conçus, ce qui contribue à réduire encore les avantages réels

Encadré 7.7 Les problèmes posés par l'aide alimentaire d'urgence

Il pourrait sembler que la distribution gratuite de denrées alimentaires offre une solution toute trouvée au problème immédiat de la famine. Mais l'aide alimentaire d'urgence ne donne de bons résultats que si elle remplit certaines conditions.

La première est l'information. Les famines ne surviennent pas du jour au lendemain. Les cultivateurs africains, habitués à des précipitations irrégulières, ont recours à des méthodes traditionnelles pour faire face aux pénuries alimentaires, surtout pendant la première année de sécheresse. Mais la deuxième année, la généralisation des pénuries peut anéantir les moyens de survie des familles rurales. C'est alors que l'aide internationale peut devenir impérative. Etant donné le laps de temps prolongé qui s'écoule entre les signes avant-coureurs de mauvaise récolte et la famine généralisée, il ne devrait pas être trop difficile de réunir les renseignements nécessaires. Pourtant, dans bien des cas, les autorités des pays sinistrés répugnent à communiquer des détails sur l'imminence d'une famine, et s'opposent aux efforts déployés par les organismes internationaux (publics et privés) pour signaler l'existence d'une situation d'urgence. Des difficultés d'ordre logistique (par exemple en Ethiopie en 1973-74 et 1983-84 et au Mozambique en 1983-84), ou tout simplement parfois le manque d'attention (comme au Mali et au Tchad en 1983-84), rendent très difficile la collecte de renseignements.

Deuxièmement, les pays donateurs doivent réagir sans attendre. Lors de la sécheresse qui a frappé le Sahel à la fin des années 60 et au début des années 70, les tentatives de secours de grande envergure n'ont commencé qu'en 1973, soit cinq ans après le début de la sécheresse et de la famine. A la fin de 1982, la FAO a annoncé que l'Ethiopie aurait besoin d'une aide alimentaire massive l'année suivante. Pourtant, les activités de secours à vaste échelle n'ont commencé qu'à la fin de 1984. Pour résoudre ces difficultés d'ordre politique, on pourrait peut-être confier aux organismes multilatéraux, en particulier au Programme alimentaire mondial, un rôle plus important dans les secours d'urgence. A l'heure actuelle, ces organismes ne voient passer que 10 à 20 % de la totalité des secours d'urgence.

On aurait tort cependant de supposer qu'il suffirait d'expédier des secours alimentaires pour remédier à la famine. Dans bien des cas, ces secours font peser un lourd fardeau sur les fragiles systèmes de stockage et de distribution des pays concernés. Au Soudan, seuls 64 % de l'aide alimentaire annoncée ont été distribués

en 1984-85, alors que 91 % étaient arrivés aux ports. En Ethiopie, les trois quarts seulement des aliments livrés ont effectivement été distribués.

Le problème des transports est particulièrement sérieux pour les pays enclavés. Les importations du Burkina Faso, du Mali, du Niger, du Tchad, de la Zambie et du Zimbabwe doivent transiter par les ports des pays voisins. De nombreux retards ont été signalés. Prenons le cas du Mali, par exemple, pays qui peut importer via le Sénégal, la Côte d'Ivoire ou le Togo. Au Sénégal, les marchandises circulent par chemin de fer et la capacité est limitée. Il est souvent difficile d'obtenir des camions pour traverser la Côte d'Ivoire, car le Mali n'a pas toujours de fret à envoyer en sens inverse et parce que les camions sont parfois tous pris, surtout pendant la pleine saison, de novembre à juin, où ils servent à acheminer les cultures d'exportation de la Côte d'Ivoire vers les ports. A partir du Togo, les convois doivent traverser le Niger, où les routes ne sont pas revêtues, et avancent péniblement, surtout pendant la saison des pluies. Les denrées pourraient également être expédiées par le Nigéria, mais les ports nigériens sont souvent encombrés.

Par ailleurs, les vivres peuvent être bloqués en mer ou à quai. En 1985, on estime qu'à cause des retards survenus dans l'expédition et dans le déchargement en Somalie, 10 à 30 % du total des flux d'aide alimentaire ont été gâtés. Si l'aide ne parvient qu'avec du retard, elle peut aller jusqu'à gêner les efforts de rétablissement. Lorsque les vivres qui avaient été promis à la fin de 1984 sont arrivés six mois plus tard au Soudan et en Ethiopie, la saison des pluies avait commencé. Beaucoup de routes étaient alors impraticables et les vivres n'ont pas pu être distribués. Mais lorsque les pluies ont cessé et que les récoltes ont été faites, l'aide alimentaire est devenue non seulement moins urgente, mais peut-être dangereuse puisqu'elle a fait tomber les prix en dessous même du creux saisonnier. Alors que le Kenya ne parvenait pas à stocker sa propre récolte record de 1985, l'aide alimentaire continuait d'affluer à la suite de la sécheresse de 1984. En conséquence, l'Office kényen de commercialisation, qui a le monopole des achats de maïs, peut se voir obligé de refuser d'acheter du maïs, de différer les paiements aux exploitants, voire d'exporter du maïs à perte.

Pour que les secours alimentaires d'urgence soient plus utiles, il faut qu'ils arrivent au bon moment, ce qui suppose l'existence de systèmes d'alerte avancée, une réaction plus rapide de la part des donateurs et des réseaux de distribution plus efficaces.

de l'aide alimentaire. Dans le but d'accroître la demande nette de produits excédentaires en provenance des pays donateurs, ces derniers fournissent parfois des denrées qui ne sont pas consommées habituellement dans les pays bénéficiaires. Les distorsions des modes de consommation qui en résultent tendent à rendre ceux-ci d'autant plus tribu-

taires de cette aide. De tels problèmes n'invalident pas le principe de l'aide alimentaire, mais ils prouvent comment les limites imposées à son utilisation peuvent en amoindrir considérablement la valeur. Les donateurs prennent de plus en plus largement conscience de ces limites (Encadré 7.6).

8

Priorités nationales et internationales en agriculture

Plusieurs décennies de développement ont démontré que la croissance de la production et de la productivité agricoles dans les pays en développement peut égaler ou surpasser la croissance dans les pays industriels. Comme on l'a vu au Chapitre 1, tout tend à prouver que l'agriculture peut être un secteur dynamique dans les pays en développement et contribuer puissamment à la croissance des revenus réels, à la création d'emplois, à l'augmentation des recettes en devises et à la lutte contre la pauvreté. Il reste bien des choses à améliorer, mais les mesures de plus en plus fréquemment appliquées par les gouvernements de nombreux pays en développement et les investissements qui y sont réalisés autorisent un certain optimisme quant à la possibilité à long terme pour la production alimentaire de croître plus rapidement que la population. Cet optimisme succède à un regain de pessimisme malthusien qui s'était manifesté à la suite de la hausse inhabituelle des prix alimentaires du début des années 70. La forte baisse du prix des produits de base survenue depuis lors n'autorise plus à croire que la baisse de la tendance à long terme des prix alimentaires réels a subi un coup d'arrêt.

Les successions de booms des produits de base et d'effondrements des prix n'ont rien de nouveau, pas plus que les disettes et les famines qui continuent de frapper périodiquement, quoique beaucoup moins souvent que jadis. De tels épisodes ne doivent pas faire perdre de vue les progrès déjà réalisés, pas plus qu'ils ne doivent nous empêcher de voir que les programmes et politiques agricoles poursuivis dans différentes régions du monde agissent les uns sur les autres. La politique des prix et du commerce qu'appliqueront les pays industriels et en développement aura une grande

influence sur le rythme de la croissance des revenus ruraux et sur la lutte contre la pauvreté et la faim. L'enjeu est le bien-être des centaines de millions de gens très pauvres qui tirent leur subsistance de l'agriculture.

Le présent chapitre récapitule pour commencer les priorités des pays en développement dans le domaine de la politique des prix et des échanges. Les réformes préconisées leur profiteront au plan individuel et au plan collectif. Mais le profit, tout comme le profit des pays industriels, sera d'autant plus grand si des progrès sensibles sont accomplis dans la libéralisation des échanges. L'option libéralisation est examinée en dernière partie.

Priorités pour les pays en développement

De nombreux pays en développement ont entrepris des réformes de leur politique agricole et commerciale. Dans certains cas, les changements ont porté sur des programmes, des cultures ou des institutions publiques particuliers. Dans d'autres, des changements profonds ont accompagné des réformes plus larges de l'économie tout entière. Il n'est pas possible de généraliser quant aux détails particuliers des réformes souhaitables, car leur nature, leur conception et leur calendrier d'application sont déterminés en grande partie par la situation du pays intéressé. Tout au plus peut-on indiquer les secteurs qui sont des candidats sérieux à la réforme.

On ne saurait dissocier les réformes du secteur agricole des réformes de la politique macroéconomique et des stratégies de développement qui pénalisent fortement la production et les exportations agricoles. Comme on l'a vu au Chapitre 4, beaucoup de pays en développement ont porté

préjudice à l'agriculture en offrant une protection élevée à l'industrie et en appliquant des politiques macroéconomiques et des changes peu appropriées. La taxation implicite de la production locale qui résulte de la surévaluation des changes peut facilement dominer les effets des impôts et subventions de caractère sectoriel. Le lien qui existe entre la politique macroéconomique et les mesures d'ordre sectoriel est habituellement si fort qu'il est bien préférable de mener de front réformes de l'agriculture et réformes de la politique économique en général.

Il faut veiller avant tout à ce que la rentabilité de l'agriculture ne soit pas artificiellement abaissée, soit par les mesures macroéconomiques, soit par les mesures sectorielles. Or, on a vu au Chapitre 4 comment elles pénalisent lourdement l'agriculture.

Les taxes et contingents sur les exportations — qu'ils aient pour objet d'exploiter un pouvoir commercial monopolistique, de subventionner les agroindustries, d'obtenir des recettes ou d'encourager la production intérieure — sont fréquents et souvent excessifs. Ils amoindrissent considérablement les avantages que les pays en développement peuvent retirer du commerce extérieur. En ce qui concerne les importations, on s'attendrait à ce que le souci d'autosuffisance incite les pays à soutenir la production locale. Paradoxalement, les transactions de l'Etat sur les marchés intérieurs et extérieurs et le lourd fardeau budgétaire que représentent les subventions alimentaires accordées aux citoyens font que les prix d'achat intérieurs sont souvent inférieurs aux prix à l'importation. Cette subvention indirecte en faveur des importations est parfois très forte.

On ne peut pas totalement éviter de taxer l'agriculture, ne serait-ce que parce qu'il faut bien que l'Etat ait des sources de revenus, mais il existe de nombreuses formes de taxation. Celle qui consiste à taxer les cultures d'exportation et les cultures qui concurrencent les importations est sans doute la pire des solutions pour un pays en développement, car son coût, exprimé en revenu national sacrifié, est extrêmement lourd. Mieux vaut recourir davantage à l'impôt foncier ou sur le revenu, ou bien aux taxes sur les ventes ou à la valeur ajoutée, qui sont supportées par les consommateurs.

Il ne suffit pas d'alléger les impôts levés sur la production agricole : il faut aussi revoir les principaux programmes de dépenses publiques qui influent sur la rentabilité des exploitations. Un grand nombre de gouvernements ont décidé de subventionner les intrants agricoles modernes et le crédit,

pensant ainsi compenser partiellement la taxation de la production agricole. Cependant, on a montré au Chapitre 5 que ce sont surtout de petits groupes d'exploitants relativement aisés qui profitent de ces subventions. L'excédent de la demande qu'elles engendrent oblige à rationner, et les agriculteurs finissent par payer leurs intrants plus cher que le prix officiel. Ce qui intéresse surtout les agriculteurs du tiers monde, ce n'est pas le prix des intrants, mais la possibilité de les obtenir en quantité et au moment voulus. Les subventions, auxquelles s'ajoute le manque d'efficacité des organismes publics de distribution, ont souvent pour effet de réduire les quantités disponibles. Au surplus, elles encouragent les agriculteurs à utiliser des techniques qui ne sont pas adaptées aux conditions locales. Les facilités de crédit et les subventions à l'achat de machines, par exemple, font tomber la demande de main-d'oeuvre rurale. L'élimination ou la réduction des programmes de subventions aux intrants permettrait d'alléger sensiblement les dépenses publiques, économie qui pourrait être répercutée sur le secteur agricole sous forme d'une diminution des impôts sur la production.

On ne peut pas considérer la politique des prix et du commerce isolément des questions d'ordre institutionnel, car bien des problèmes actuels ne se poseraient pas si les activités de commercialisation n'avaient pas été confiées dans tant de pays à des organismes publics qui prélèvent des marges excessives, font preuve de manque d'efficacité et doivent être soutenus par l'Etat à grands renforts de subventions. La poursuite de l'objectif de stabilisation des prix par nombre d'entre eux se traduit généralement par des frais élevés, des décisions imprévisibles et l'élimination, du secteur privé, des activités de stabilisation et de gestion du risque. Voilà donc un autre domaine de réforme auquel il y aura lieu d'accorder une attention particulière.

Le désir de maintenir les prix alimentaires à des niveaux assez bas, à l'intention des consommateurs urbains, est l'une des grandes raisons qui incitent les autorités à appliquer une politique des prix défavorable à l'agriculture. Les programmes de subventions alimentaires destinés aux citoyens, qui profitent plus ou moins à toutes les catégories de revenu, ne permettent généralement pas d'aider efficacement les consommateurs les plus pauvres. Comme ils coûtent fréquemment très cher, et que leur prix peut augmenter brutalement par suite du mouvement des prix internationaux, ils se traduisent presque inévitablement par la

compression des prix à la production, d'où une baisse des revenus dans les campagnes, où vivent souvent les catégories les plus démunies.

Les petits programmes de rations alimentaires bien ciblés peuvent promouvoir plus efficacement des objectifs nutritionnels particuliers parmi les groupes spécialement désavantagés. Pour atténuer l'effet d'une hausse générale des prix alimentaires, il apparaît clairement que les pouvoirs publics devraient appliquer d'autres mesures visant à créer des emplois et à relever les revenus car, pour que la malnutrition chronique disparaisse, il est indispensable que les revenus augmentent.

Les gouvernements fournissent de nombreux services que les marchés privés sont incapables d'offrir, tels que l'irrigation, la recherche, la vulgarisation, les routes rurales et l'enseignement. C'est à ce type d'activités que devrait être consacrée la plus grande partie des dépenses publiques relatives au secteur agricole. Il convient cependant de souligner qu'il est impératif de rationaliser la politique des prix et de la commercialisation si l'on veut que les dépenses publiques portent tous leurs fruits.

Une stratégie agricole équilibrée doit répondre à deux conditions : prévoir des crédits budgétaires pour les services agricoles essentiels, d'une part, et instaurer un environnement réglementaire et législatif rationnel, dans lequel les marchés privés peuvent fonctionner efficacement, d'autre part. Tel est le défi fondamental que doivent relever les gouvernements des pays en développement. Nombre d'entre eux ont pris des mesures pour satisfaire la deuxième condition. D'autres doivent réexaminer leurs politiques macroéconomique et sectorielles de façon à éviter de privilégier un secteur aux dépens d'un autre et d'éliminer les programmes de subventions à la production, qui ne favorisent ni la croissance ni aucun autre objectif. Ils devraient en outre revoir leur système fiscal afin d'obtenir des recettes à meilleur compte pour l'économie. Il est indispensable que l'Etat intervienne beaucoup moins dans la commercialisation des intrants et des produits agricoles et que le statut de monopole des organismes publics de commercialisation soit aboli, afin que le secteur privé puisse jouer un rôle accru et que s'améliore l'efficacité de la commercialisation intérieure et internationale.

Libéralisation des échanges

On a soutenu dans ce Rapport que les barrières commerciales qui viennent compléter les programmes intérieurs, en particulier dans les pays

industriels, constituent un problème fondamental pour la communauté internationale. C'est vrai non seulement parce que la libéralisation des échanges aidera les pays en développement à atteindre des taux de croissance économique plus rapides, mais également parce que les pays industriels en tireront de grands avantages eux aussi.

Il est impossible d'estimer avec certitude l'augmentation du revenu mondial qui résulterait d'une libéralisation des échanges de produits agricoles et agroindustriels. Les estimations données au Chapitre 6 ne se réfèrent qu'à certaines catégories de produits et ne tiennent pas compte des gains à long terme qu'obtiendraient les pays industriels et en développement s'ils affectaient les investissements et orientaient les recherches dans des voies qui correspondent à l'avantage comparatif de chaque pays. Elles ne reflètent pas non plus les gains qui seraient obtenus dans l'industrie manufacturière et dans les échanges agricoles si le revenu mondial augmentait plus rapidement grâce à la libéralisation des échanges. Ces estimations n'en restent pas moins utiles dans la mesure où elles donnent à penser que ces gains pourraient être très importants et que les principaux bénéficiaires, dans le premier cas, en seraient les pays qui ont les niveaux de protection les plus élevés. Certains pays pourraient subir des pertes du fait de la hausse de leur facture d'importation pour certains produits, mais ces pertes seraient certainement largement compensées par les gains obtenus dans l'exportation d'autres produits, surtout si les pays en développement et les pays industriels appliquaient leurs réformes simultanément.

Si prudentes que soient les estimations des avantages que pourrait procurer le libre-échange (Chapitre 6), les pays industriels n'en retireraient pas moins le double de ce qu'ils consacrent à l'aide publique au développement. La formule «le commerce vaut mieux que l'aide» est particulièrement valable dans le cas de l'agriculture.

Une réduction de l'intervention de l'Etat, surtout dans les pays industriels, contribuera en outre à stabiliser les prix internationaux et aidera les pays industriels et les pays en développement à réaliser leur objectif commun de stabilité des revenus et des prix agricoles. Les accords internationaux sur les produits de base, dont il a été question au Chapitre 7, ne sont souvent qu'une réponse coûteuse et inefficace aux problèmes causés par l'instabilité des prix internationaux. Ils dégénèrent le plus souvent en tentatives, de la part des groupes de producteurs, pour augmenter les prix et non pas pour les stabiliser. Les systèmes compensatoires, tels

que le Mécanisme de financement compensatoire du FMI, sont beaucoup plus aptes à promouvoir la stabilité des recettes ou des dépenses. On a vu au Chapitre 7 que les effets de la protection agricole n'ont pas été atténués par le Système généralisé de préférences ni par les systèmes régionaux tels que la Convention de Lomé de la Communauté européenne, ni par l'Initiative pour le Bassin des Caraïbes des Etats-Unis. Il ressort de l'analyse de l'expansion des échanges engendrée par ces systèmes que leurs effets ont été très réduits, surtout pour les pays les plus pauvres. Les systèmes de préférences semblent en outre éroder l'intérêt que pourraient porter leurs bénéficiaires à la libéralisation générale des échanges car la réduction de la protection amoindrit généralement les avantages spéciaux dont jouissent les bénéficiaires de préférences.

Si une libéralisation complète est peu probable, il est d'ores et déjà justifié d'entreprendre une libéralisation partielle et progressive. A cette fin, les pays pourraient s'efforcer de réduire la protection des produits les plus protégés. Une forte proportion des pertes nettes causées par la protection agricole, ainsi qu'une grande partie des frais supportés par les contribuables et les consommateurs, sont imputables à un petit nombre de produits qui jouissent d'un taux de protection nettement supérieur à la moyenne. Aux Etats-Unis, les produits agricoles dont le prix s'écarte le plus largement du niveau où il devrait être sont le sucre, le coton, le riz, le blé et l'arachide; dans la Communauté européenne, ce sont le lait, la viande de boeuf, le sucre et les céréales. Il conviendrait d'abaisser tout particulièrement les taux de protection applicables à ces produits, tout en aidant les exploitants, par d'autres moyens, à maintenir leurs revenus pendant la période de transition.

Comme dans les pays en développement, les gouvernements de nombreux pays industriels envisagent des réformes, notamment au Canada, dans la Communauté européenne, aux Etats-Unis et au Japon, où les programmes agricoles en vigueur coûtent très cher aux citoyens en tant que consommateurs et contribuables. Les Etats-Unis ont réduit les prix de soutien du lait et le Japon diminue progressivement le prix de soutien du riz par rapport à l'objectif officiel, à savoir un prix égal au coût total de production. Cependant, comme en témoigne la loi des Etats-Unis sur la sécurité alimentaire de 1985, qui maintient la plupart des prix à la production garantis à des niveaux pratiquement inchangés jusqu'en 1990, les réformes ne font que commencer.

Si l'on ne s'achemine pas dans la voie de l'abaissement de la protection, les coûts intérieurs continueront à augmenter dans les années à venir, quels que soient les moyens choisis pour utiliser l'excédent croissant de l'offre. Trois grands problèmes se posent :

- Continuer à accumuler des stocks, comme le font la Communauté européenne et les Etats-Unis pour les céréales et les produits laitiers, coûtera de plus en plus cher et finira par devenir impossible, les stocks ne cessant de croître par rapport à la consommation intérieure annuelle ou saturant la capacité de stockage disponible.

- Réduire la production par des interventions directes, telles que les quotas de lait dans la Communauté européenne ou les programmes de limitation des superficies aux Etats-Unis, est peu attrayant d'un point de vue économique et politique. Les mesures obligatoires mécontentent les producteurs. Si les mesures sont facultatives, le coût budgétaire et économique d'une réduction même modeste de la production est élevé comme le prouve l'expérience des Etats-Unis.

- Encourager la consommation intérieure ou étrangère au moyen de subventions implique des dépenses budgétaires accrues.

La protection agricole est justifiée surtout par le désir d'améliorer le revenu des familles rurales, en particulier de celles qui se trouvent aux prises avec des difficultés financières. Mais ce sont les exploitants aisés qui sont les premiers à bénéficier de la protection, tandis que les consommateurs pauvres assument une part disproportionnée du fardeau de la hausse des prix alimentaires. De plus, la plupart des avantages qui découlent des programmes sont capitalisés sous forme de hausse des prix fonciers lorsque les programmes entrent en vigueur. Les exploitants qui achètent du terrain une fois que le programme est lancé ne bénéficient guère, voire pas du tout, de leur maintien mais, malheureusement, s'exposent à subir de lourdes pertes lorsque la protection agricole sera réduite ou abandonnée.

Les négociations du GATT

Les préparatifs des négociations relatives à la protection agricole sous les auspices du GATT sont en cours. Les pays d'Europe de l'Ouest et d'Amérique du Nord semblent prendre conscience du fait que la poursuite des tendances récentes dans l'accroissement de la capacité de production et la lenteur extrême de la croissance de la demande intérieure et internationale se traduiront par une montée inexorable du coût de la protection. La plupart des pays membres de l'OCDE re-

connaîtront bientôt la nécessité de modifier leurs programmes agricoles de manière à réduire les frais dont ils s'accompagnent.

Les recherches analytiques dont il a été question dans le présent rapport démontrent, chiffres à l'appui, le coût des mesures en vigueur et des avantages qui découleraient d'une réduction des interventions sur le marché. La concordance de toutes ces études devrait faire accepter plus facilement aux gouvernements l'idée que leurs résultats sont un élément d'information important qui pourrait servir de point de départ aux négociations.

Les négociateurs devront s'attaquer aux évaluations extrêmement complexes des effets des changements apportés aux programmes agricoles nationaux. Les méthodes au moyen desquelles on estimait auparavant les augmentations réciproques des exportations et des importations qui résultaient de réductions tarifaires ne donnent aucune idée des effets conjugués des réformes intérieures aussi bien sur les importations que sur les exportations dans un pays donné. Vu le rôle accru des primes de complément, des subventions directes à l'exportation et des prélèvements mobiles et autres barrières non tarifaires, c'est l'effet d'un changement des programmes sur la balance commerciale nette qui devient important. Cet effet peut être difficile à chiffrer étant donné la complexité et la variété des interventions. Les participants aux négociations du GATT relatives aux produits agricoles doivent être prêts à négocier sur les différents aspects de leurs programmes nationaux. Cela ne veut pas dire qu'on doive abandonner un ensemble particulier de programmes de soutien des prix et des revenus, tels que les prélèvements mobiles et les subventions à l'exportation de la CEE ou les programmes de prix de déclenchement et de primes de complément des Etats-Unis. Ce sur quoi les gouvernements doivent accepter de négocier,

c'est le degré de protection fourni par leurs programmes de soutien des prix et des revenus et les effets que ces programmes ont sur la production, la consommation, les exportations et les importations, et sur les cours internationaux. En d'autres termes, ils doivent être disposés à négocier sur les effets que des mesures nationales particulières ont sur les marchés où opèrent les autres.

Le rôle de la Banque mondiale

Le développement de l'alimentation et de l'agriculture a toujours été un objectif important de la Banque mondiale. Depuis les dix dernières années, 25 à 30 % en gros des prêts de la Banque sont allés au développement agricole et rural. Les projets d'irrigation, de drainage et de maîtrise de l'eau ont été le fer de lance de l'action de la Banque, suivis par les projets de développement local et rural et de crédit agricole (Tableau 8.1). La Banque ne finançant qu'une partie du coût total des projets, les 33 milliards de dollars prêtés par la Banque en faveur de l'agriculture depuis 1975 ont contribué à financer des investissements totaux d'environ 87 milliards de dollars.

La Banque a pu constater que le taux de rentabilité économique des prêts agricoles est comparable à celui des autres secteurs. Les projets de crédit agricole, d'irrigation, de recherche et de vulgarisation, de développement rural et bien d'autres encore sont des moyens efficaces d'accroître la productivité agricole et le revenu des ruraux pauvres. Cependant, certains projets ont échoué. Les projets agricoles sont sensibles à bien des facteurs, dont l'un des plus importants est la politique agricole.

Auparavant, les projets qui bénéficiaient d'un appui de la Banque comportaient, outre le financement d'investissements, des dispositions relatives

Tableau 8.1 Prêts de la Banque mondiale en faveur du développement agricole et rural, par objet et par période

	1975-79		1980-85	
	Montant (milliards de dollars)	%	Montant (milliards de dollars)	%
Crédit agricole	1,64	14,2	3,71	17,5
Prêt au secteur agricole	0,17	1,4	1,32	6,2
Développement local	2,92	25,2	4,34	20,4
Irrigation	3,72	32,1	6,49	30,6
Recherche et vulgarisation	0,59	5,1	0,92	4,3
Divers (foresterie)	2,54	21,9	4,44	20,9
Total agriculture	11,58	100,0	21,22	100,0
Total prêts	38,02	—	81,17	—

à diverses questions relevant des pouvoirs publics, de nature à influencer sur l'issue du projet et la performance du secteur. Il s'agit notamment du recouvrement des coûts, des taux d'intérêt, de la réforme des institutions et des fonds de contrepartie. Cependant, on se rend compte de plus en plus que les prêts en faveur de projets particuliers ne sont pas un bon moyen de remédier à des difficultés de caractère général relatives à la politique des prix et des échanges, dans le cadre de la restructuration, ni de financer les réformes qui s'imposaient.

Depuis 1980, la Banque participe à la formulation et au financement de programmes d'ajustement structurel et sectoriel. Au titre des prêts à l'ajustement structurel (PAS), les fonds de la Banque appuient des programmes de réformes, par opposition à des investissements particuliers. Le gouvernement emprunteur et la Banque se mettent d'accord sur les mesures qui seront prises et la Banque s'assure que le gouvernement remplit ses engagements avant de libérer les fonds. Généralement, les PAS appuient des réformes de la politique des prix, du commerce et du secteur public, de même que des réformes de la réglementation par l'Etat de divers types d'activités productives. Etant donné que la restructuration de l'économie prend normalement plusieurs années, les PAS portent sur cinq années ou plus, et peuvent comporter jusqu'à cinq prêts distincts. Depuis 1980, la Banque a approuvé 32 PAS dans 18 pays, pour un total dépassant 4,6 milliards de dollars.

Un grand nombre de ces PAS intéressent le secteur agricole car ils appuient des changements de la politique macroéconomique et des ajustements

dans le commerce, les prix et les institutions agricoles. Cependant, dans certains pays, la Banque a accordé son concours à des réformes d'intérêt sectoriel. Depuis 1979, elle a accordé 17 prêts à l'ajustement du secteur agricole. La majorité, soit 13 d'entre eux, a été approuvée après 1983. Les montants vont de 5 millions de dollars au Malawi à 303 millions de dollars au Brésil. La plupart de ces prêts à l'ajustement sectoriel visaient surtout les prix payés et reçus par les exploitants, la réglementation des marchés des capitaux, la prestation des organismes parapublics, les barrières commerciales et l'importance et la composition des dépenses publiques. Dans certains cas, par exemple en Equateur, en Turquie et en Yougoslavie, les prêts à l'ajustement du secteur agricole ont été coordonnés avec des PAS ou avec des prêts à l'ajustement d'autres secteurs. Ces prêts sont coordonnés avec les autres opérations intéressant le secteur agricole, car l'existence d'un dispositif législatif approprié est souvent une condition indispensable à la réussite.

Les PAS et les prêts à l'ajustement sectoriel sont un excellent moyen d'appuyer des programmes de réformes de portée nationale et sectorielle. L'amélioration de la politique agricole est un processus de longue haleine. Une série de prêts est généralement nécessaire. Dans certains cas, les PAS peuvent être combinés aux prêts à l'ajustement sectoriel. Dans les pays où l'ajustement est en bonne voie, le concours de la Banque prend généralement la forme de prêts à l'ajustement sectoriel qui appuient une restructuration en profondeur de l'action des pouvoirs publics.

Annexe statistique

Les tableaux de la présente Annexe statistique contiennent des données sur un échantillon de pays en développement, ainsi que des renseignements sur les pays industriels et les pays à revenu élevé exportateurs de pétrole. Ces données concernent

la population, la comptabilité, le commerce et la dette extérieure. Nous recommandons au lecteur de se reporter aux Notes techniques pour les définitions et les notions utilisées dans les tableaux.

Tableau A.1 Accroissement passé (1965-85) et projeté (jusqu'à l'an 2000) de la population

	1985 population (millions)	Taux moyen de croissance annuelle (%)				
		1965-73	1973-80	1980-85	1985-90	1990-2000
Pays en développement	3.451	2,5	2,1	2,0	2,0	1,8
Pays à faible revenu	2.305	2,6	2,0	1,9	1,8	1,7
Asie	2.071	2,5	1,9	1,8	1,7	1,5
Inde	765	2,3	2,3	2,2	2,0	1,7
Chine	1.041	2,7	1,5	1,2	1,3	1,2
Afrique	234	2,8	2,9	3,0	3,2	3,1
Pays à revenu intermédiaire	1.146	2,5	2,4	2,3	2,3	2,0
Exportateurs de pétrole	502	2,5	2,6	2,6	2,6	2,3
Importateurs de pétrole	643	2,4	2,2	2,1	2,0	1,8
Principaux exportateurs de biens manufacturés	420	2,4	2,1	1,9	1,8	1,6
Pays à revenu élevé exportateurs de pétrole	20	4,6	5,4	4,3	3,9	3,3
Pays industriels à économie de marché	737	0,9	0,7	0,6	0,5	0,4
Monde, à l'exclusion des pays industriels à économie planifiée	4.209	2,2	1,9	1,8	1,7	1,6
Pays industriels à économie planifiée	393	0,8	0,8	0,8	0,7	0,6

Tableau A.2 Population et PNB par habitant en 1980 et taux de croissance, 1965-85

	PNB 1980 (milliards de dollars)	Population 1980 (millions d'habitants)	PNB 1980 par habitant (dollars)	Taux moyen de croissance annuelle du PNB par habitant (%)						
				1965-73	1973-80	1981	1982	1983	1984 ^a	1985 ^b
Pays en développement	2.064	3.124	660	4,1	3,2	1,0	-0,7	0,0	3,3	2,4
Pays à faible revenu	550	2.102	260	3,0	2,7	3,0	3,2	6,1	7,4	6,1
Asie	497	1.900	260	3,3	3,0	3,5	3,7	6,9	8,3	6,6
Chine	287	978	290	5,0	3,8	3,5	6,1	8,8	12,8	9,6
Inde	162	687	240	1,6	1,8	3,5	0,5	5,1	2,2	1,9
Afrique	53	202	260	1,2	0,1	-1,3	-2,4	-2,7	-2,8	-0,4
Pays à revenu intermédiaire										
importateurs de pétrole	963	580	1.660	4,6	3,1	-0,8	-2,0	-1,6	1,8	1,0
Asie de l'Est et Pacifique	212	162	1.310	5,7	5,7	3,9	1,8	4,7	4,7	1,0
Moyen-Orient et Afrique du Nord	25	31	820	3,5	4,2	-1,9	4,4	0,3	-0,9	1,6
Afrique subsaharienne ^c	26	33	780	2,0	0,5	3,8	-5,0	-5,5	-4,5	-0,6
Europe méridionale	213	91	2.340	5,4	2,9	0,2	0,0	-0,9	0,9	1,1
Amérique latine et Caraïbes	411	234	1.760	4,5	2,9	-4,2	-4,9	-4,5	1,2	2,1
Pays à revenu intermédiaire exportateurs de pétrole	551	441	1.250	4,6	3,4	1,5	-2,8	-4,4	0,7	0,0
Pays à revenu élevé exportateurs de pétrole	226	17	13.290	4,1	5,9	0,7	-7,6	-15,7	-3,0	-8,5
Pays industriels à économie de marché	7.540	716	10.530	3,7	2,1	1,1	-1,3	1,6	3,9	2,4

a. Estimations. b. Projections sur la base du PIB. c. A l'exclusion de l'Afrique du Sud.

Tableau A.3 PIB en 1980 et taux de croissance, 1965-85

	PIB 1980 (milliards de dollars)	Taux moyen de croissance annuelle du PIB (%)						
		1965-73	1973-80	1981	1982	1983	1984 ^a	1985 ^b
Pays en développement	2.094	6,6	5,4	3,5	2,0	2,0	5,4	4,3
Pays à faible revenu	549	5,6	4,7	5,0	5,3	7,8	9,4	7,8
Asie	495	5,9	5,0	5,4	5,7	8,6	10,2	8,3
Chine	287	7,8	5,8	4,9	7,7	9,6	14,0	10,6
Inde	162	4,0	4,1	5,8	2,8	7,7	4,5	4,0
Afrique	53	3,9	2,7	1,6	0,8	0,3	0,7	2,1
Pays à revenu intermédiaire								
importateurs de pétrole	979	7,0	5,5	2,1	0,8	0,8	4,1	3,0
Asie de l'Est et Pacifique	214	8,6	8,1	6,5	3,9	6,4	6,4	2,7
Moyen-Orient et Afrique du Nord	24	5,6	7,1	1,0	7,8	2,9	1,9	4,1
Afrique subsaharienne ^c	27	5,1	3,6	6,9	-1,0	-1,4	-1,1	2,9
Europe méridionale	212	7,0	4,8	2,0	2,1	0,9	2,7	2,5
Amérique latine et Caraïbes	422	7,1	5,4	-1,0	-1,5	-1,7	3,7	4,1
Pays à revenu intermédiaire								
exportateurs de pétrole	566	7,1	5,8	4,4	1,0	-1,9	3,1	2,5
Pays à revenu élevé exportateurs								
de pétrole	225	9,2	7,7	1,6	-1,7	-7,1	1,3	-5,0
Pays industriels à économie de marché	7.440	4,7	2,8	1,9	-0,6	2,3	4,6	2,8

a. Estimations. b. Projections. c. A l'exclusion de l'Afrique du Sud.

Tableau A.4 Population et composition du PIB, 1965-85

(milliards de dollars, sauf indication contraire)

	1965	1973	1980	1981	1982	1983	1984 ^a	1985 ^b
Pays en développement								
PIB	327	740	2.094	2.216	2.141	2.048	2.089	2.219
Absorption intérieure ^c	331	747	2.141	2.288	2.198	2.066	2.083	2.223
Exportations nettes ^d	-4	-7	-47	-72	-57	-18	5	-4
Population (millions)	2.207	2.691	3.124	3.187	3.255	3.319	3.386	3.451
Pays à faible revenu								
PIB	141	252	549	541	539	571	571	627
Absorption intérieure ^c	143	253	569	557	551	584	584	654
Exportations nettes ^d	-2	-1	-20	-16	-12	-13	-13	-27
Population (millions)	1.493	1.827	2.102	2.141	2.185	2.225	2.265	2.305
Pays à revenu intermédiaire								
importateurs de pétrole								
PIB	128	333	978	1.034	1.027	942	946	993
Absorption intérieure ^c	130	340	1.018	1.079	1.059	953	948	986
Exportations nettes ^d	-2	-7	-40	-45	-32	-11	-2	8
Population (millions)	412	497	580	593	605	618	631	643
Pays à revenu intermédiaire								
exportateurs de pétrole								
PIB	58	155	566	641	576	535	571	598
Absorption intérieure ^c	58	153	553	652	587	528	551	583
Exportations nettes ^d	0	2	13	-11	-11	7	20	15
Population (millions)	301	369	441	453	465	477	489	502
Pays à revenu élevé								
exportateurs de pétrole								
PIB	7	28	225	264	257	222	211	..
Absorption intérieure ^c	5	16	144	171	191	..	..	..
Exportations nettes ^d	2	12	81	93	66	..	..	..
Population (millions)	8	11	17	17	18	19	20	20
Pays industriels à économie de marché								
PIB	1.369	3.240	7.502	7.600	7.505	7.760	8.099	8.475
Absorption intérieure ^c	1.364	3.231	7.562	7.612	7.504	7.757	8.124	8.505
Exportations nettes ^d	6	9	-60	-12	1	3	-25	-30
Population (millions)	632	681	716	721	725	730	734	737

a. Estimations. b. Projections. c. Consommation privée plus consommation publique plus investissement intérieur brut.
d. Y compris les biens et les services non facteurs.

Tableau A.5 Structure de la production, 1965-84
(en pourcentage du PIB)

	1965		1973		1980		1981		1982		1983		1984	
	Agricul- ture	Indus- trie	Agricul- ture	Indus- trie	Agricul- ture	Indus- trie	Agricul- ture	Indus- trie	Agricul- ture	Indus- trie	Agricul- ture	Indus- trie	Agricul- ture	Indus- trie
Pays en développement	31	29	26	33	20	38	19	37	19	36	20	36	21	37
Pays à faible revenu	44	27	40	33	36	36	36	34	36	34	37	34	36	35
Asie	42	28	39	34	35	38	35	36	36	35	36	35	36	36
Inde	47	22	50	20	37	25	35	26	33	26	36	26	35	27
Chine	39	38	33	44	33	48	35	46	37	45	36	45	36	44
Afrique	47	15	42	19	41	18	41	17	43	17	43	15	38	16
Pays à revenu intermédiaire	22	31	17	35	14	39	14	38	14	37	14	37	14	39
Exportateurs de pétrole	22	26	18	33	14	42	13	40	14	40	15	40	15	39
Importateurs de pétrole	21	33	17	35	14	37	14	36	13	36	13	36	14	37
Principaux exportateurs de biens manufacturés	20	35	15	37	12	39	12	38	12	38	12	38	12	38
Pays à revenu élevé exportateurs de pétrole	5	65	2	72	1	77	1	76	1	74	2	64	2	62
Pays industriels à économie de marché	5	40	5	39	4	38	3	37	3	36	3	35	3	37
Monde, à l'exclusion des pays industriels à économie planifiée	10	38	9	38	7	39	7	38	7	37	7	36	10	38

Tableau A.6 Taux de croissance par secteur, 1965-84

	Agriculture			Industrie			Services		
	1965-73	1973-80	1980-84	1965-73	1973-80	1980-84	1965-73	1973-80	1980-84
Pays en développement	3,2	2,7	3,9	8,5	6,0	2,2	7,4	6,4	2,9
Pays à faible revenu	3,0	2,5	6,2	8,7	7,3	7,7	6,8	4,8	6,4
Asie	3,1	2,6	6,5	8,8	7,6	8,0	7,3	4,9	7,7
Inde	3,7	2,0	2,8	3,7	5,0	4,2	4,5	5,7	8,0
Chine	2,8	2,8	10,1	12,1	8,6	9,3	11,7	3,4	6,2
Afrique	2,2	2,2	1,1	8,1	1,3	-1,2	4,3	4,0	1,4
Pays à revenu intermédiaire	3,4	2,9	1,7	8,4	5,6	0,3	7,5	6,6	2,4
Exportateurs de pétrole	3,9	2,0	2,2	8,3	5,2	-2,3	7,4	7,9	4,9
Importateurs de pétrole	3,1	3,3	1,4	8,5	5,9	1,8	7,5	6,0	1,6
Principaux exportateurs de biens manufacturés	3,0	3,2	1,6	9,2	6,4	2,1	8,1	6,2	3,8
Pays à revenu élevé exportateurs de pétrole	..	..	2,0	..	2,9	-16,4	..	..	27,4
Pays industriels à économie de marché	1,7	0,9	0,4	5,1	2,3	1,0	4,6	3,3	2,4

Tableau A.7 Indicateurs de la consommation, de l'épargne et de l'investissement, 1965-84
(en pourcentage du PIB)

	1965	1973	1980	1981	1982	1983	1984 ^a
Pays en développement							
Consommation	79,8	76,7	75,6	77,2	78,1	78,0	76,9
Investissement	21,1	24,1	26,7	26,0	24,6	22,9	22,3
Epargne	20,2	23,3	24,4	22,8	21,9	22,0	23,1
Pays d'Asie à faible revenu							
Consommation	79,8	75,4	75,8	76,8	75,8	75,5	75,7
Investissement	21,3	24,8	27,2	25,4	25,7	26,1	26,5
Epargne	20,2	24,6	24,2	23,2	24,2	24,5	24,3
Pays d'Afrique à faible revenu							
Consommation	88,6	85,7	91,0	91,6	93,1	92,8	95,7
Investissement	14,2	17,0	19,2	18,5	16,9	15,3	11,8
Epargne	11,4	14,3	9,0	8,4	6,9	7,2	4,3
Pays revenu intermédiaire importateurs de pétrole							
Consommation	79,1	77,0	77,2	78,5	79,4	79,7	78,3
Investissement	22,0	24,9	26,9	25,9	23,8	21,7	20,5
Epargne	20,9	23,0	22,8	21,5	20,6	20,3	21,7
Pays à revenu intermédiaire exportateurs de pétrole							
Consommation	79,9	76,8	71,0	74,0	76,4	76,0	75,3
Investissement	19,8	22,3	26,7	27,6	25,4	22,8	21,6
Epargne	20,1	23,2	29,0	26,0	23,6	24,0	24,7
Pays industriels à économie de marché							
Consommation	76,7	75,0	78,4	78,4	80,1	80,3	81,1
Investissement	22,9	24,7	22,5	21,9	20,1	19,6	19,6
Epargne	23,3	25,0	21,6	21,6	19,9	19,7	18,9

a. Estimations.

Tableau A.8 Croissance des exportations, 1965-85

	Variation annuelle moyenne du volume des exportations (%)						
	1965-73	1973-80	1981	1982	1983	1984 ^a	1985 ^b
<i>Volume des exportations, par catégories de produits</i>							
Pays en développement							
Produits manufacturés	11,6	13,8	8,6	0,1	10,0	16,6	3,3
Produits alimentaires	3,3	3,9	9,7	-2,3	-1,1	7,6	3,9
Produits non alimentaires	3,1	1,1	2,5	-1,6	1,5	1,0	4,5
Métaux et minéraux	4,8	7,0	-2,6	-2,8	0,5	3,4	4,8
Combustibles	4,0	-0,8	-9,2	0,6	2,3	7,1	-1,4
Monde, à l'exclusion des pays industriels à économie planifiée							
Produits manufacturés	10,2	5,9	4,2	-2,4	4,8	11,1	4,2
Produits alimentaires	4,7	5,9	8,7	1,6	-0,1	7,8	-3,2
Produits non alimentaires	3,4	4,0	3,7	-2,0	-1,1	5,4	0,7
Métaux et minéraux	6,9	8,5	-14,0	-6,4	4,6	4,9	2,8
Combustibles	9,1	-0,8	-12,1	-6,8	-2,4	2,1	0,6
<i>Volume des exportations, par groupes de pays</i>							
Pays en développement	5,0	4,6	2,1	-0,5	4,7	10,7	2,3
Produits manufacturés	11,6	13,8	8,6	0,1	10,0	16,6	3,3
Produits primaires	3,8	1,1	-2,0	-0,9	1,0	6,2	1,5
Pays à faible revenu	1,9	5,4	5,9	3,1	5,8	6,3	3,5
Produits manufacturés	2,3	8,3	11,0	2,8	10,7	9,2	2,7
Produits primaires	1,6	3,6	2,4	3,3	2,1	4,0	4,1
Asie	0,6	6,8	9,1	6,3	7,2	6,6	3,8
Produits manufacturés	2,0	8,7	12,6	3,1	11,0	9,4	2,6
Produits primaires	-0,6	5,2	5,4	9,9	3,2	3,5	5,1
Afrique	4,6	1,3	-4,5	-9,3	-0,2	4,9	2,0
Produits manufacturés	5,4	2,0	-20,1	-5,4	2,8	3,1	6,7
Produits primaires	4,5	1,2	-3,1	-9,6	-0,4	5,0	1,7
Pays à revenu intermédiaire importateurs de pétrole	7,1	9,0	7,4	-0,4	5,0	12,8	3,7
Produits manufacturés	15,5	15,3	7,9	-0,4	8,6	17,0	3,2
Produits primaires	3,8	3,3	6,8	-0,4	-0,1	6,0	4,6
Principaux exportateurs de biens manufacturés	9,2	10,6	8,1	-1,2	6,6	13,1	3,2
Produits manufacturés	15,6	15,9	7,5	-1,3	8,9	16,4	2,7
Produits primaires	5,5	3,8	9,5	-1,1	2,0	5,9	4,5
Autres pays à revenu intermédiaire importateurs de pétrole	2,4	3,5	4,3	3,7	-2,1	11,5	6,0
Produits manufacturés	14,8	9,1	14,4	12,6	4,7	25,7	8,7
Produits primaires	1,2	2,4	1,6	1,1	-4,4	6,3	4,8
Pays à revenu intermédiaire exportateurs de pétrole	4,3	0,0	-7,2	-1,9	3,6	8,6	-0,8
Produits manufacturés	10,7	8,0	13,7	1,9	27,2	25,2	5,1
Produits primaires	4,2	-0,4	-8,6	-2,2	1,6	6,8	-1,5
Pays à revenu élevé exportateurs de pétrole	12,7	0,0	-10,6	-25,0	-16,6	-0,5	-4,3
Pays industriels à économie de marché	9,2	5,5	2,4	-1,6	3,2	9,1	4,0
Monde, à l'exclusion des pays industriels à économie planifiée	8,8	3,9	0,1	-3,0	2,6	8,6	2,5

a. Estimations. b. Projections.

Tableau A.9 Variation des prix à l'exportation et des termes de l'échange, 1965-85
(pourcentage moyen de variation annuelle)

	1965-73	1973-80	1981	1982	1983	1984 ^a	1985 ^b
<i>Variation des prix à l'exportation</i>							
Pays en développement	6,3	14,2	0,6	-4,7	-3,7	-1,2	-2,2
Biens manufacturés	7,2	8,1	0,2	-3,2	-2,5	-1,9	1,3
Produits alimentaires	5,0	9,6	-8,2	-8,8	5,6	2,0	-8,1
Produits non alimentaires	4,2	10,5	-14,4	-8,6	5,7	-2,0	-10,0
Métaux et minéraux	2,4	4,8	-7,6	-8,5	-0,1	-1,7	-4,9
Combustibles	7,9	27,2	12,5	-3,2	-12,4	-2,1	-2,5
Pays à revenu élevé exportateurs de pétrole	7,7	25,9	14,0	-0,9	-14,2	-2,1	-4,5
Pays industriels							
Total	4,9	10,9	-4,0	-4,2	-3,3	-3,4	0,0
Biens manufacturés	4,7	10,6	-6,0	-2,1	-4,3	-3,4	1,3
<i>Variation des termes de l'échange</i>							
Pays en développement	0,8	1,5	-1,0	-0,1	-1,3	0,4	-1,1
Pays à faible revenu	2,3	-2,3	-1,7	1,2	0,0	2,1	-2,4
Asie	3,2	-2,4	1,1	1,2	-1,2	1,5	-1,9
Afrique	0,1	-1,8	-11,8	-0,9	4,8	5,0	-5,6
Pays à revenu intermédiaire importateurs de pétrole	0,0	-3,0	-4,4	-0,6	2,3	0,1	-0,1
Pays à revenu intermédiaire exportateurs de pétrole	-0,4	8,5	5,4	0,2	-7,7	0,3	-2,9
Pays à revenu élevé exportateurs de pétrole	2,1	13,2	19,9	1,9	-11,0	0,7	-4,2
Pays industriels	0,3	-1,6	-1,0	2,0	1,0	-1,0	2,0

a. Estimations. b. Projections.

Tableau A.10 Croissance de la dette à long terme des pays en développement, 1970-85
(pourcentage moyen de variation annuelle)

	1970-73	1973-80	1981	1982	1983	1984 ^a	1985 ^{a,b}
<i>Pays en développement</i>							
Montants décaissés et non amortis	18,4	21,0	14,1	12,2	14,0	7,0	5,6
Dette officielle	15,6	17,3	10,5	10,8	10,3	8,2	9,0
Dette commerciale	20,9	23,6	16,2	12,9	16,0	6,4	3,8
<i>Pays à faible revenu</i>							
Montants décaissés et non amortis	13,2	16,3	6,5	9,3	8,6	4,6	11,0
Dette officielle	12,8	14,5	8,2	10,7	10,1	4,4	8,1
Dette commerciale	16,0	25,4	0,2	3,8	2,7	5,6	23,2
<i>Asie</i>							
Montants décaissés et non amortis	11,3	13,5	4,4	10,7	9,4	7,3	12,8
Dette officielle	11,8	11,4	6,2	10,3	8,0	5,0	11,1
Dette commerciale	4,1	33,6	-4,5	13,0	16,4	18,0	19,8
<i>Afrique</i>							
Montants décaissés et non amortis	20,0	23,2	10,2	6,9	7,2	-0,1	7,5
Dette officielle	17,8	24,9	12,5	11,7	14,1	3,4	2,4
Dette commerciale	24,2	19,9	5,1	-4,9	-12,6	-13,0	30,2
<i>Pays à revenu intermédiaire importateurs de pétrole</i>							
Montants décaissés et non amortis	19,5	21,0	15,6	12,9	11,4	7,5	7,4
Dette officielle	17,8	18,2	13,4	11,7	12,7	11,2	10,1
Dette commerciale	20,5	22,3	16,6	13,4	10,9	6,0	6,2
<i>Principaux exportateurs de biens manufacturés</i>							
Montants décaissés et non amortis	22,3	20,8	15,7	12,7	12,1	7,7	7,7
Dette officielle	21,0	18,1	12,3	9,9	11,3	13,4	9,8
Dette commerciale	22,7	21,7	16,6	13,5	12,3	6,2	7,1
<i>Autres pays à revenu intermédiaire importateurs de pétrole</i>							
Montants décaissés et non amortis	13,5	21,4	15,5	13,3	9,9	7,1	6,5
Dette officielle	14,6	18,4	14,6	13,6	14,2	8,9	10,5
Dette commerciale	12,1	25,0	16,4	13,0	6,0	5,3	2,4
<i>Pays à revenu intermédiaire exportateurs de pétrole</i>							
Montants décaissés et non amortis	20,1	23,6	14,8	12,1	20,8	7,0	0,8
Dette officielle	16,2	19,6	8,1	9,5	6,2	6,9	7,9
Dette commerciale	22,7	25,8	17,8	13,1	26,5	7,1	-1,5

a. L'augmentation des montants décaissés et non amortis et l'importance accrue de la dette officielle par rapport à la dette commerciale résultent en partie du rééchelonnement. b. Estimations.

Tableau A.11 Epargne, investissement et solde courant, 1965-84
(pourcentage)

	Investissement intérieur brut/PNB			Epargne nationale brute/PNB			Solde courant/PNB ^a		
	1965-72	1973-78	1979-84	1965-72	1973-78	1979-84	1965-72	1973-78	1979-84
<i>Amérique latine et Caraïbes</i>									
*Argentine	20,4	24,6	19,3	20,3	26,2	16,7	-0,1	1,6	-2,6
Bolivie	17,5	21,1	13,6	12,9	16,4	3,4	-4,6	-4,7	-10,2
*Brésil	25,8	28,1	21,1	24,0	24,0	16,9	-0,8	-4,1	-4,2
*Chili	15,3	15,3	16,9	13,0	11,9	6,7	-2,3	-3,4	-10,2
Colombie	19,0	18,8	20,0	15,4	19,1	15,3	-3,6	-0,3	-4,7
Costa Rica	21,2	24,5	25,3	11,9	13,7	10,6	-9,3	-10,8	-14,7
Equateur	18,6	26,4	23,9	11,3	20,4	19,6	-7,3	-6,0	-4,3
Guatemala	13,2	19,3	14,6	10,2	14,8	9,8	-3,0	-4,5	-4,8
Jamaïque	32,2	21,0	21,9	22,5	13,2	6,1	-9,9	-7,8	-15,8
*Mexique	21,3	23,4	25,9	19,2	20,2	24,0	-2,1	-3,2	-1,9
Pérou	17,3	18,0	16,8	15,9	10,5	12,9	-1,4	-7,5	-3,9
Uruguay	11,9	14,4	15,0	11,8	10,6	10,1	-0,1	-3,8	-4,9
*Venezuela	29,3	35,4	22,4	29,8	36,1	26,4	0,5	0,7	4,0
<i>Afrique</i>									
Cameroun	15,9	22,0	25,7	11,9	18,8	24,7	-4,0	-3,2	-1,0
Côte d'Ivoire	21,3	26,8	25,9	15,6	24,8	12,5	-5,7	-2,0	-13,4
Ethiopie	13,1	9,5	10,6	10,7	7,6	3,1	-2,4	-1,9	-7,5
Ghana	12,4	10,0	5,0	8,8	9,1	4,2	-4,3	-0,9	-0,8
Kenya	21,7	25,4	25,2	17,0	17,3	15,3	-4,7	-8,1	-9,9
Libéria	24,7	33,9	26,2	23,6	16,7	9,0	-1,1	-17,2	-17,2
Malawi	19,6	29,8	24,4	4,6	17,9	11,2	-15,0	-11,9	-13,2
Niger	15,9	29,3	29,5	6,5	12,3	13,0	-9,4	-17,1	-16,5
Nigéria	20,0	28,0	21,9	15,2	28,8	19,8	-4,8	0,8	-2,1
Sénégal	13,7	18,6	17,1	6,8	7,4	-2,7	-6,9	-11,2	-19,8
Sierra Leone	14,0	13,2	12,3	8,0	3,1	0,0	-6,0	-10,1	-12,3
Soudan	11,9	17,3	15,7	11,0	9,1	0,4	-0,9	-8,2	-15,3
Tanzanie	19,7	20,5	21,2	17,5	11,3	9,3	-2,2	-9,2	-11,9
Zaïre	27,7	29,8	23,4	20,9	9,9	19,0	-6,8	-19,9	-4,4
Zambie	31,9	31,4	18,4	39,1	27,0	8,1	7,2	-4,4	-10,3
<i>Asie du Sud</i>									
*Inde	18,3	21,7	24,6	13,4	19,2	21,6	4,9	2,5	-3,0
Pakistan	16,3	15,9	15,8	10,2	10,0	12,1	-6,1	-5,9	-3,7
Sri Lanka	16,1	16,2	29,2	11,3	11,9	12,5	-4,8	-4,3	-16,7
<i>Asie de l'Est</i>									
*Corée	24,1	29,0	30,0	15,3	24,6	27,8	-8,8	-4,4	-2,2
*Indonésie	12,6	20,6	22,8	6,9	18,8	34,2	-5,7	-1,8	11,4
Malaisie	19,8	25,3	33,6	20,8	26,7	26,8	1,0	1,5	-6,8
Papouasie-Nouvelle-Guinée	31,0	20,1	29,0	1,8	16,7	10,2	-29,2	-3,4	-18,8
Philippines	20,7	28,0	28,0	18,5	23,5	21,9	-2,2	-4,5	-6,1
Thaïlande	23,8	25,4	24,9	21,1	21,3	18,3	-2,7	-4,1	-6,6
<i>Europe et Afrique du Nord</i>									
Algérie	30,2	48,3	39,7	25,8	39,0	38,0	-4,4	-9,3	-1,7
*Egypte	14,1	26,1	28,3	8,8	17,4	16,6	-5,3	-8,7	-11,7
Maroc	14,5	24,9	22,3	12,5	16,5	12,2	-2,0	-8,4	-10,1
Portugal	25,9	28,2	33,3	21,5	14,7	13,5	-4,4	-13,5	-19,8
Tunisie	23,7	28,8	30,7	16,1	21,5	22,7	-7,6	-7,3	-8,0
*Turquie	18,0	21,9	20,3	17,1	17,9	16,1	-0,9	-4,0	-4,2
*Yougoslavie	30,2	33,1	35,2	27,6	27,3	30,0	-2,6	-5,8	-5,2

Note : L'astérisque indique les principaux emprunteurs.
a. A l'exclusion des transferts nets sans contrepartie.

Tableau A.12 Composition de l'encours de la dette, 1970-84
(en pourcentage du total de la dette)

	Dette officielle			Dette commerciale			Dette à taux flottant ^a		
	1970-72	1980-82	1984	1970-72	1980-82	1984	1973-75	1980-82	1984
<i>Amérique latine et Caraïbes</i>									
*Argentine	12,6	8,8	9,2	87,4	91,2	90,8	13,9	53,7	37,5
Bolivie	58,7	52,6	65,3	41,3	47,4	34,7	7,5	35,7	29,0
*Brésil	29,7	11,8	13,8	70,3	88,2	86,2	43,5	66,0	79,1
*Chili	47,2	10,5	8,8	52,8	89,5	91,2	9,6	58,1	81,2
Colombie	68,0	45,3	43,1	32,0	54,7	56,9	6,2	39,4	42,7
Costa Rica	39,9	37,6	39,8	60,1	62,4	60,2	24,6	50,2	56,9
Equateur	51,1	31,0	27,9	48,9	69,0	72,1	12,7	50,9	71,5
Guatemala	47,6	71,9	72,9	52,4	28,1	27,1	5,2	8,6	20,3
Jamaïque	7,4	66,3	76,0	92,6	33,7	24,0	35,7	22,6	21,9
*Mexique	19,5	11,1	8,8	80,5	88,9	91,2	46,9	74,3	83,0
Pérou	15,7	40,3	38,4	84,3	59,7	61,6	31,0	28,2	40,6
Uruguay	48,7	20,8	15,3	51,3	79,2	84,7	11,6	33,5	66,4
*Venezuela	28,5	2,4	0,7	71,5	97,6	99,3	20,6	81,4	93,8
<i>Afrique</i>									
Cameroun	81,6	57,0	58,2	18,4	43,0	41,8	2,0	12,3	5,7
Côte d'Ivoire	51,3	23,3	32,1	48,7	76,7	67,9	20,5	43,5	51,3
Ethiopie	87,8	92,4	86,9	12,2	7,6	13,1	1,5	2,1	7,7
Ghana	57,3	82,5	88,7	42,7	17,5	11,3	0,0	0,0	0,0
Kenya	58,4	52,6	70,2	41,6	47,4	29,8	3,3	11,8	6,6
Libéria	80,3	74,7	78,7	19,7	25,3	21,3	0,0	15,9	16,7
Malawi	77,5	67,8	82,5	22,5	32,2	17,5	2,3	21,2	12,8
Niger	96,5	42,4	62,1	3,5	57,6	37,9	0,0	20,2	16,1
Nigéria	70,2	15,1	17,2	29,8	84,9	82,8	0,7	65,8	56,0
Sénégal	59,0	70,7	86,8	41,0	29,3	13,2	26,0	8,8	7,4
Sierra Leone	61,0	70,3	73,9	39,0	29,7	26,1	3,8	0,1	0,6
Soudan	86,3	74,4	83,3	13,7	25,6	16,7	2,2	10,2	2,9
Tanzanie	63,6	76,6	80,3	36,4	23,4	19,7	0,4	0,6	0,4
Zaïre	24,5	65,7	82,4	75,5	34,3	17,6	32,8	11,8	8,8
Zambie	22,0	70,6	76,7	78,0	29,4	23,3	22,6	10,0	17,4
<i>Asie du Sud</i>									
*Inde	95,2	91,5	79,6	4,8	8,5	20,4	0,0	3,1	7,9
Pakistan	90,9	92,4	90,7	9,1	7,6	9,3	0,0	3,1	6,8
Sri Lanka	81,8	79,6	72,8	18,2	20,4	27,2	0,0	11,9	14,7
<i>Asie de l'Est</i>									
*Corée	37,8	35,3	32,3	62,2	64,7	67,7	15,6	35,2	46,8
*Indonésie	71,5	51,7	48,1	28,5	48,3	51,9	10,2	18,2	23,6
Malaisie	49,1	21,6	16,4	50,9	78,4	83,6	23,0	47,3	61,6
Papouasie-Nouvelle-Guinée	7,2	23,9	20,8	92,8	76,1	79,2	0,0	37,4	46,3
Philippines	21,4	32,4	37,8	78,6	67,6	62,2	18,8	39,5	41,0
Thaïlande	40,1	40,1	43,6	59,9	59,9	56,4	0,9	30,7	29,4
<i>Europe et Afrique du Nord</i>									
Algérie	45,0	16,7	21,2	55,0	83,3	78,8	34,0	24,2	26,4
*Egypte	66,0	82,2	80,8	34,0	17,8	19,2	3,1	3,2	1,7
Maroc	79,2	52,0	62,7	20,8	48,0	37,3	2,7	31,9	31,4
Portugal	39,1	25,7	24,6	60,9	74,3	75,4	0,0	23,5	31,5
Tunisie	72,4	62,4	69,2	27,6	37,6	30,8	0,0	14,1	15,5
*Turquie	92,1	65,7	68,0	7,9	34,3	32,0	0,8	22,7	28,5
*Yougoslavie	37,3	24,1	25,7	62,7	75,9	74,3	7,6	31,8	56,0

Note : L'astérisque indique les principaux emprunteurs.
a. Pourcentage de la dette publique.

Notice bibliographique

Le présent Rapport s'appuie sur toute une série de travaux effectués par les services de la Banque mondiale et en dehors de la Banque. Les documents de la Banque sont des analyses et des recherches économiques en cours, ainsi que des études consacrées à certains secteurs de l'économie des différents pays et aux projets qui y sont réalisés. Parmi les sources extérieures figurent des publications et des rapports, publiés et non publiés, d'autres organisations s'occupant de problèmes relatifs à l'économie et au développement en général. Les principales sources utilisées pour chacun des chapitres sont brièvement indiquées ci-dessous. Avec les autres sources, elles sont ensuite classées dans l'ordre alphabétique, par auteur ou organisation, et divisées en deux catégories : une série de documents de référence et d'études établis spécialement pour la préparation du Rapport, et une bibliographie. Les documents de référence, dont certains seront publiés par la suite, font la synthèse des publications extérieures et des travaux de la Banque pertinents. Les opinions exprimées ne reflètent pas nécessairement celles de la Banque ni celles qui sont exposées dans le présent Rapport.

Outres les sources énumérées, un grand nombre de personnes, à la Banque ou à l'extérieur, ont participé à la préparation du Rapport par des notes informelles ou par des commentaires détaillés. On peut citer notamment Paul Armington (Encadré 3.4), Bela Balassa (Chapitres 2-4), Elliot Berg (Chapitres 4 et 5), Dipak Dasgupta (Encadré 5.9), Isabel Guerrero (Encadré 2.3), Ralph Hanan (Encadré 4.8), D. Gale Johnson (Chapitres 1 et 4-8), John Joyce (Encadré 5.6), Ulrich Koester (Chapitres 6 et 7), Ernesto May (Chapitre 4), Yair Mundlak (Chapitre 4), John Nash (Chapitre 5), Shlomo Reutlinger (Chapitre 5), Jayasankar Shivakumar (Encadré 5.10), G. Edward Schuh (Chapitres 1-8), Lyn Squire (Chapitre 4) et Vinod Thomas (Encadré 4.1). Cependant, aucun des auteurs précités ne peut être tenu responsable des opinions exprimées dans le Rapport.

Chapitre 1

Les données primaires pour ce chapitre sont extraites de publications de la FAO et des dossiers de la Banque mondiale. Les deux principales sources de référence sur les coefficients de protection nominale sont Scandizzo et Bruce, 1980, et Binswanger et Scandizzo, 1983. Sur le schéma de protection et l'efficacité économique de l'agriculture mondiale, on trouvera une thèse comparable dans Johnson, 1973. L'Encadré 1.2 est fondé sur des travaux de Smith, 1776, Sen, 1981 et Sen, 1986. Johnson a contribué à l'Encadré 1.3; voir également Anderson, 1983, Anderson, Hayami et Honma, 1986, Johnson, 1985a, et Johnson, 1985b.

Chapitres 2 et 3

Les données utilisées dans ces chapitres sont extraites de publications du GATT, du FMI, de l'OCDE et de la CNUCED, ainsi que des documents de la Banque mondiale. L'analyse de la dette des pays en développement repose sur des rapports publiés par la Banque mondiale, en particulier Banque mondiale, 1986a et 1986c. L'analyse des taux de change réels, au Chapitre 2, s'inspire des documents de référence de Cavallo, Cottani et Khan; et de Harberger. L'étude des politiques macroéconomiques propices à la croissance dans les pays en développement contenue dans le Chapitre 3 s'appuie sur les documents de référence de Balassa et Buitier. Les Encadrés 2.2, 2.4 et 3.2 sont fondés, respectivement, sur des études de Kalantzopoulos, Harberger et Fleisig.

Chapitres 4 et 5

Ces chapitres s'appuient largement sur l'expérience opérationnelle de la Banque et sur ses analyses économiques et sectorielles par pays. Les services opérationnels de la Banque ont également été mis à contribution. Au Chapitre 4, l'analyse des taux de change et de l'agriculture repose essen-

tiellement sur les documents de référence de Balassa, Cavallo, Harberger et Kerr; pour les réactions de l'offre, on se reportera à l'étude de Mundlak, Mundlak, 1979, et Cavallo et Mundlak, 1982; l'étude des liens entre l'agriculture et l'industrie s'inspire de Hazell et Roell, 1983, et Rangarajan, 1982. L'analyse de la fiscalité agricole et l'Encadré 4.10 se fondent en partie sur l'étude de Squire. Les liens entre cette analyse et la politique de dépenses publiques sont explicités dans Ray, 1984 (p. 86 et 92-99). L'Encadré 4.4 s'appuie sur les travaux de Pinto, et Pearson et Dorosch, l'Encadré 4.5, sur ceux de Ellis et Raswant, et l'Encadré 4.9 sur l'étude de Ueno.

La partie concernant la commercialisation et la stabilisation des prix au Chapitre 5 repose sur les travaux effectués par Jones, Knudsen et Nash, Lewis, ainsi que par Bates, 1981 et Bauer, 1954. La partie relative aux politiques de soutien au producteur se fonde essentiellement sur les documents de référence de Berg, Vogel et Virmani, et sur les travaux de Binswanger, 1984, Hanson et Neal, 1985, Virmani, 1982 et Virmani, 1985. L'analyse des réformes en Chine repose sur l'étude de Lardy. L'Encadré 5.2 s'inspire de Krishna et Chhibber, 1983, et l'Encadré 5.6 de Mathew, 1984.

Chapitres 6 et 7

Les estimations des taux de protection nominale et des obstacles non tarifaires sont fondées sur des données de la Banque mondiale et sur le document de référence de Tyers et Anderson relatif aux distorsions des marchés alimentaires mondiaux. L'analyse des politiques des pays de l'OCDE puise abondamment dans les documents de référence de Gardner, Johnson, et Koester et Tangermann, et dans les publications suivantes : Bale et Lutz, 1981, Barichello, 1986, Buckwell et al., 1982, Harling, 1983, Hayami et Honma, 1983, Josling, 1980 et Schuh, 1974. La simulation des résultats de la libéralisation des échanges s'inspire essentiellement du document de référence de Tyers et Anderson et des travaux de Valdes et Zietz, 1980. L'analyse de la stabilité des prix en régime de libéralisation commerciale se fonde sur Johnson et Sumner, 1976, et Schiff, 1983. L'Encadré 6.6 s'appuie sur Phipps, 1985 et Traill, 1980. Au Chapitre 7, la partie relative aux accords internationaux sur les produits de base et l'Encadré 7.1 reposent sur les documents de référence de Gardner et MacBean, et Nguyen, ainsi que sur les travaux de Gilbert, 1984 et de la CNUCED. La section sur le financement compensatoire est fondée sur des documents du FMI et sur

l'étude de Koester et Herrmann qui est également la principale source utilisée pour l'analyse des préférences commerciales de la CEE et les Encadrés 7.3 et 7.4. L'étude de Johnson porte sur d'autres types de systèmes de préférence.

Documents de référence

- Anderson, Kym, and Rodney Tyers. «China's Economic Growth and Re-entry into World Markets: Implications for Agricultural Trade.»
- Balassa, Bela. «Economic Incentives and Agricultural Exports in Developing Countries.»
- . «Incentive Policies and Agricultural Performance in Sub-Saharan Africa.»
- Berg, Elliot. «Economic Issues in Fertilizer Subsidies in Developing Countries.»
- Bertrand, Trent. «Agricultural Taxation and Subsidy Policies in the Agricultural Sector in Sri Lanka.»
- . «Issues Concerning the Scope and Design of Public Sector Support Programs for Agriculture.»
- . «Public Sector Support Programs for Agriculture: A Case Study of the Rubber Sector in Thailand.»
- Bucci, Gabriella. «The Effects of Abolishing Major Nontariff Barriers on Intra-OECD Trade.»
- Buiter, Willem H. «Macroeconomic Responses by Developing Countries to Changes in External Economic Conditions.»
- Cavallo, Domingo F. «Exchange Rate Overvaluation and Agriculture: The Case of Argentina.»
- Cavallo, Domingo F., Joaquin Cottani, and M. Shahbaz Khan. «Real Exchange Rate Behavior and Economic Performance in LDC's.»
- Chhibber, Ajay. «Trade and Exchange Rate Policies and Agricultural Performance in LDC's.»
- Ellis, Frank. «Agricultural Price Policy in Tanzania.»
- Fleisig, Heywood. «How a \$10 per Barrel Oil Price Drop Would Affect the Developing Countries.»
- Gardner, Bruce. «Economic Consequences of U.S. Agricultural Policies.»
- . «Estimating Effects of Commodity Policy and Trade Liberalization in Agriculture.»
- . «International Commodity Agreements.»
- Harberger, Arnold C. «Reacting to a Debt Crisis.»
- . «The Real Exchange Rate.»
- Johnson, D. Gale. «Agricultural Protection: Japan, Canada and Australia.»
- . «Import Restrictions: Tariff and Non-Tariff Barriers.»
- . «Notes on Agricultural Policy Trends and Priorities.»
- . «Trade Preferences.»
- Jones, William O. «Agricultural Marketing Boards in Tropical Africa.»
- Kalantzopoulos, Orsalia. «The Costs of Voluntary Export Restraints for Selected Industries in the U.S. and EEC.»
- . «The Effects on World Trade of a Decrease in Post-Tokyo Round Tariffs and Major Nontariff Barriers.»
- Kerr, T. C. «Trends in Agricultural Price Protection, 1967-83.»

- Knudsen, Odin, and John Nash. «Lessons from Price Stabilization Schemes in Developing Countries.»
- Koester, Ulrich, and Roland Herrmann. «The EEC-ACP Convention of Lomé.»
- Koester, Ulrich, and Stefan Tangermann. «European Agricultural Policies and International Agriculture.»
- Lardy, Nicholas. «Agricultural Reform in China.»
- Lewis, Clifford M. «Managing Agricultural Risks.»
- MacBean, Alasdair, and Duc Tin Nguyen. «Commodity Price Instability: Evidence.»
- . «Compensatory Financing.»
- . «Prospects for Processing Agricultural Products in Developing Countries.»
- . «Terms of Trade: The Facts.»
- . «The NIEO Proposals on Food and Trade in Agriculture.»
- Meyers, Kenneth. «Agricultural Performance and Policy in Kenya.»
- . «Agricultural Performance and Policy in Tanzania.»
- Minford, Patrick. «Assessment of Policy Scenarios Using the Liverpool World Model.»
- Mundlak, Yair. «The Aggregate Agricultural Supply.»
- Pearson, Scott R., and Paul A. Dorosh. «Macroeconomic Policy and Agricultural Development in Indonesia: How an Oil-Exporting Country Achieved Food Self-Sufficiency.»
- Pinto, Brian. «Nigeria during and after the Oil Boom: A Policy Comparison with Indonesia.»
- Raswant, V. «The Impact of Parallel Markets on Agriculture.»
- Scobie, Grant M. «Food Consumption Policies.»
- Sherbourne, Lynn. «Macroeconomic Policies and Agricultural Performance: Ghana.»
- . «Macroeconomic Policies and Agricultural Performance: Ivory Coast.»
- Squire, Lyn. «Agricultural Pricing in Malawi.»
- Stryker, J. Dirck, and Lewis E. Brandt. «Price Policy in Africa.»
- Subbarao, K. «India's Agricultural Performance and Policy: A Note.»
- Tyers, Rodney, and Kym Anderson. «Distortions in World Food Markets: A Quantitative Assessment.»
- Ueno, Hiroshi. «Intersectoral Factor Transfers: Case of Japan.»
- Vaubel, Roland. «Would the Developing Countries Benefit from a New International Monetary System?»
- Virmani, Arvind. «Credit Markets and Credit Policy in Developing Countries: Myths and Reality.»
- Vogel, Robert. «Government Intervention in Rural Financial Markets.»
- Autres sources**
- Acharya, Shankar, et Bruce Johnston. 1978. *Two Studies of Development in Sub-Saharan Africa*. Document de travail de la Banque mondiale 300. Washington, D.C.
- Agarwala, Ramgopal. 1983. *Distorsions des prix et croissance dans les pays en développement*. Document de travail de la Banque mondiale 575. Washington, D.C.
- Anderson, Kym. 1983. «Growth of Agricultural Protection in East Asia.» *Food Policy* 8, 4 (nov.) : 327-36.
- Anderson, Kym, Yujiro Hayami, et Masayoshi Honma. 1986. «Growth of Agricultural Protection.» Kym Anderson, Yujiro Hayami, et al. *Political Economy of Agricultural Protection: The Experience of East Asia*. Sydney, Australie : George Allen & Unwin.
- Anderson, Kym, et Rodney Tyers. 1986. «International Effects of Domestic Agricultural Policies.» R. H. Shape, ed. *Issues in World Trade Policy: GATT at the Crossroads*. Londres : Macmillan.
- Askari, Hossein, et J. T. Cummings. 1976. *Agricultural Supply Responses: A Survey of Econometric Evidence*. New York : Praeger.
- Association internationale des économistes agronomiques. A paraître. «Exchange Rates and Trade Policy: Help or Hindrance to Agricultural Growth?» Compte rendu de la Dix-neuvième Conférence des économistes agronomiques, tenue à Malaga, Espagne, 26 août-4 septembre 1985.
- Balassa, Bela. 1985. «Public Finance and Social Policy—Explanations of Trends and Developments: The Case of Developing Countries.» *Public Finance and Social Policy*. Detroit, Mich. : Wayne University Press.
- . 1986. «Policy Responses to Exogenous Shocks in Developing Countries.» *American Economic Review* 76.
- Balassa, Bela, et Carol Balassa. 1984. «Industrial Protection in the Developed Countries.» *World Economy* 7:179-96.
- Balassa, Bela, et Constantine Michalopoulos. 1985. *Liberalizing World Trade*. Development Policy Issues Series. Rapport VPERS4. Washington, D.C. : Banque mondiale, Bureau du Vice-Président.
- Bale, Malcolm D., et B. L. Greenshields. 1978. «Japanese Agricultural Distortions and Their Welfare Value.» *American Journal of Agricultural Economics* 60, 1:59-64.
- Bale, Malcolm D., et Ernst Lutz. 1978. *Trade Restrictions and International Price Instability*. Document de travail de la Banque mondiale 303. Washington, D.C.
- . 1981. «Price Distortions in Agriculture and Their Effects: An International Comparison.» *American Journal of Agricultural Economics* 63, 1:8-22.
- Banque mondiale. 1982. *Rapport sur le développement dans le monde 1982*. Washington, D.C.
- . 1983. *Le développement accéléré en Afrique au sud du Sahara : Programme indicatif d'action*. Washington, D.C.
- . 1984. *Un programme d'action concertée pour le développement stable de l'Afrique au sud du Sahara*. Washington, D.C.
- . 1985a. *Les besoins financiers de l'ajustement dans la croissance en Afrique subsaharienne, 1986-90*. Washington, D.C.
- . 1986b. *La pauvreté et la faim : La sécurité alimentaire dans les pays en développement : Problèmes et options*. Washington, D.C. : à paraître.
- . 1986c. *World Debt Tables*. Edition 1985-86. Washington, D.C.
- Barichello, Richard. 1986. «Government Policies in Support of Canadian Agriculture: Their Costs.» T. Kelly White et C. Hanrahan, eds. *Consortium on Trade Research and Agriculture: A Comparative Look at U.S., Canadian, and EC Policies*. Rapport AGES850208. Washington, D.C. : Ministère de l'agriculture des États-Unis, Service de recherche économique.
- Barker, Randolph, Robert W. Herdt, et Beth Rose. 1985. *The Rice Economy of Asia*. Washington, D.C. : Resources for the Future.

- Bates, Robert H. 1981. *Markets and States in Tropical Africa: The Political Basis of Agricultural Politics*. Berkeley, Université de Californie.
- Bauer, P. T. 1954. *West African Trade*. Londres : Routledge & Kegan Paul.
- Bautista, Romeo M. 1985. «Effects of Trade and Exchange Rate Policies on Export Production Incentives in Philippine Agriculture.» Washington, D.C. : Institut international de recherche sur les politiques alimentaires.
- Bertrand, Trent. 1980. *Thailand—Case Study of Agricultural Input and Output Pricing*. Document de travail de la Banque mondiale 385. Washington, D.C.
- Binswanger, Hans. 1980. «Attitudes toward Risk: Experimental Measurement in Rural India» *American Journal of Agricultural Economics* (août).
- . 1984. *Agricultural Mechanization: A Comparative Historical Perspective*. Document de travail de la Banque mondiale 673. Washington, D.C.
- Binswanger, Hans, et P. L. Scandizzo. 1983. *Patterns of Agricultural Protection*. Rapport ARU15. Washington, D.C. : Banque mondiale, Département de l'agriculture et du développement rural, Services de politique opérationnelle.
- Buckwell, Allan E., D. R. Harvey, K. J. Thomson, et K. A. Parton. 1982. *The Costs of the Common Agricultural Policy*. Londres : Croom Helm.
- Bureau d'économie agricole. Australie. 1985. *Agricultural Policies in the European Community: Their Origin, Nature and Effects on Production and Trade*. Policy Monograph 2. Canberra : Service des publications du Gouvernement australien.
- Bureau du recensement des Etats-Unis. Ministère du commerce. 1975. *Historical Statistics of the United States: Colonial Times to 1970*. Edition du bicentenaire. Washington, D.C. : Imprimerie officielle.
- . 1982, 1985. *Statistical Abstract of the United States*. Washington, D.C. : Imprimerie officielle.
- Cavallo, Domingo, et Yair Mundlak. 1982. *Agriculture and Economic Growth in an Open Economy: The Case of Argentina*. Rapport 36. Washington, D.C. : Institut international de recherche sur les politiques alimentaires.
- Cheong, Kee-Cheok, et Emmanuel H. D'Silva. 1984. *Prices, Terms of Trade, and The Role of Government in Pakistan's Agriculture*. Document de travail de la Banque mondiale 643. Washington, D.C.
- Chow, Gregory C. 1985. *The Chinese Economy*. New York : Harper and Row.
- CIMMYT. Centre international pour l'amélioration du maïs et du blé. 1983. *World Wheat Facts and Trends*. Rapport 2 : *An Analysis of Rapidly Rising Third World Consumption and Imports of Wheat*. El Batán, Mexique.
- CNUCED. Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. 1983. *Etude du fonctionnement de la facilité de financement compensatoire du Fonds monétaire international*. Document TD/B/C.1/243. Genève.
- . 1985. *Le financement compensatoire des déficits de recettes d'exportation*. Document TD/B/1029/Rév.1. Genève.
- . 1985. *Examen de la mise en oeuvre, du maintien, de l'amélioration et de l'utilisation du système généralisé de préférences*. Neuvième rapport général. Document TD/B/C.5/96/Corr. 1. Genève.
- Commission des Communautés européennes. 1984. *La situation de l'agriculture dans la Communauté : Rapport*. Bruxelles.
- Conseil international du blé. 1984. *Statistiques mondiales du blé*. Londres.
- Cuddihy, William. 1980. *Agricultural Price Management in Egypt*. Document de travail de la Banque mondiale 388. Washington, D.C.
- Dell, S. 1985. «The Fifth Credit Tranche.» *World Development* 13:245-49.
- FAO. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, 1983. *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 1983*. Collection FAO : Agriculture No 16. Rome.
- . 1984. *Annuaire FAO de la production*. Vol. 37. Rome.
- . 1984. *Annuaire FAO du commerce 1983*. Vol. 37. Rome.
- . 1984. *Statistiques sur les prix reçus par les agriculteurs*. Rome.
- . 1985. *Politique des prix agricoles*. Rome.
- . 1985. *Contribution de l'aide alimentaire à la sécurité alimentaire*. Comité de la sécurité alimentaire mondiale. Rome.
- . 1985. *La cinquième enquête mondiale de la FAO sur l'alimentation*. Rome.
- Finger, J. M., et D. DeRosa. 1977. «Commodity-Price Stabilization and the Ratchet Effect.» *World Economy* 1:195-204.
- . 1980 «The Compensatory Finance Facility and Export Instability.» *Journal of World Trade Law* 14:14-22.
- Fonds monétaire international. 1984a. *Balance of Payments Statistics Yearbook*. Vol. 35, 1ère partie. Washington, D.C.
- . 1984b. *Le Fonds monétaire international : Evolution, structure et activités*. Série des brochures 37. Washington, D.C.
- . 1985. *Annuaire des statistiques financières internationales*. Washington, D.C.
- Garcia, Jorge G. 1981. *The Effects of Exchange Rates and Commercial Policy on Agricultural Incentives in Colombia: 1953-1978*. Research Report 24. Washington, D.C. : Institut international de recherche sur les politiques alimentaires.
- Gardner, Bruce. 1979. «Robust Stabilization Policies for International Commodity Agreements.» *American Economic Review* 69:169-72.
- Gary, V. K. 1980. *State in Foodgrain Trade in India*. New Delhi : Vision Books.
- Gemmell, G. 1985. «Forward Contracts or International Buffer Stocks? A Study of Their Relative Efficiencies in Stabilizing Commodity Export Earnings.» *Economic Journal* 95:400-17.
- Gilbert, Christopher L. 1984. «International Commodity Agreements: Design and Performance.» Oxford : Institut d'économie et de statistique, Université d'Oxford.
- Gordon-Ashworth, Fiona. 1984. *International Commodity Control: A Contemporary History and Appraisal*. Londres : Croom Helm.
- Gulhati, Ravi, Swadesh Bose, et Vimal Atukorala. 1985. *Politiques de taux de change dans l'Afrique de l'Est et du Sud, 1965-1983*. Document de travail de la Banque mondiale 720. Washington, D.C.
- Hamilton, Carl. 1980. *Effects of Non-Tariff Barriers to Trade on Prices, Employment, and Imports: The Case of the Swedish Textile and Clothing Industry*. Document de travail de la Banque mondiale 429. Washington, D.C.

- Hanson, James A., et Craig R. Neal. 1985. *Interest Rate Policies in Selected Developing Countries, 1970-82*. Document de travail de la Banque mondiale 753. Washington, D.C.
- Harberger, Arnold C., ed. 1984. *World Economic Growth: Case Studies of Developed and Developing Nations*. San Francisco : Institute for Contemporary Studies.
- . 1985. «Tax Policy in a Small, Open Developing Economy.» Michael Connolly et John McDermott, eds. *The Economics of the Caribbean Basin*. New York : Praeger.
- Harling, K. 1983. «Agricultural Protectionism in Developed Countries: Analysis of Systems of Intervention.» *European Review of Agricultural Economics* 10:223-47.
- Hayami, Yujiro, et Masayoshi Honma. 1983. *Niveau de protection agricole du Japon* (en japonais). Tokyo : Forum for Policy Innovation.
- Hazell, Peter B. R., et Ailsa Roell. 1983. *Rural Growth Linkages: Household Expenditure Patterns in Malaysia and Nigeria*. Research Report 41. Washington, D.C. : Institut international de recherche sur les politiques alimentaires.
- Hemmi, Kenzo. 1982. «Agriculture and Politics in Japan.» E. Castle et K. Hemmi, eds. *U.S.-Japanese Agricultural Trade Relations*. Washington, D.C. : Resources for the Future.
- Hickok, Susan. 1985. «The Consumer Cost of U.S. Trade Restraints.» Federal Reserve Bank de New York, *Quarterly Review* (été):1-12.
- Honma, Masayoshi, et Yujiro Hayami. A paraître. «The Structure of Agricultural Protection in Industrial Countries.» *Journal of International Economics*.
- Howarth, Richard W. 1971. *Agricultural Support in Western Europe*. Londres : Institute of Economics Affairs.
- Idachaba, Francis S. 1980. *Agricultural Research Policy in Nigeria*. Research Report 17. Washington, D.C. : Institut international de recherche sur les politiques alimentaires.
- Jaspersen, Frederick. 1981. *Adjustment Experience and Growth Prospects of the Semi-Industrial Countries*. Document de travail de la Banque mondiale 477. Washington, D.C.
- Johnson, D. Gale. 1973. *World Agriculture in Disarray*. Londres : Macmillan.
- . 1982. *Progress of Economic Reform in the People's Republic of China*. Washington, D.C. : American Enterprise Institute.
- . 1985a. «Agriculture in the Overall Liberalization Process.» Chicago : Université de Chicago, Office of Agricultural Economics Research.
- . 1985b. *International Perspectives of Agricultural Development*. Document 81:10. Chicago : Université de Chicago, Bureau de recherche de l'économie agricole.
- Johnson, D. Gale, Kenzo Hemmi, et Pierre Lardinois. 1985. *Agricultural Policy and Trade*. New York : New York University Press.
- Johnson, D. Gale, et Daniel Sumner. 1976. «An Optimization Approach to Grain Reserves for Developing Countries.» David J. Eaton et W. Scott Steele, eds. *Analyses of Grain Reserves*. Washington, D.C. : Ministère de l'agriculture des Etats-Unis.
- Johnson, Stanley R., A. W. Womack, W. H. Meyers, R. E. Young, et J. Brandt. 1985. «Options for the 1985 Farm Bill.» B. L. Gardner, ed. *U.S. Agricultural Policy: The 1985 Farm Legislation*. Washington, D.C. : American Enterprise Institute.
- Jones, W. I. 1983-84. «Agriculture's Changing Role in International Trade and Aid: Tastes and Techniques.» *Annales d'études internationales* 13:53-68.
- Josling, Timothy. 1980. *Developed-Country Agricultural Policies and Developing-Country Supplies: The Case of Wheat*. Research Report 14. Washington, D.C. : Institut international de recherche sur les politiques alimentaires.
- . 1981. *Intervention and Regulation in Canadian Agriculture: A Comparison of Costs and Benefits between Sectors*. Rapport technique E-14. Ottawa : Conseil économique du Canada.
- Just, R. E. 1974. «The Importance of Risk in Farmers' Decisions.» *American Journal of Agricultural Economics* (fév.).
- Kennedy, Eileen, et Odin K. Knudsen. 1985. «A Review of Supplementary Feeding Programmes and Recommendations on Their Design.» Dans Margaret Biswas et Per Pinstrup-Andersen, eds. *Nutrition and Development*. Oxford : Oxford University Press.
- Knudsen, Odin K. 1981. *Economics of Supplemental Feeding of Malnourished Children: Leakages, Costs, and Benefits*. Document de travail de la Banque mondiale 451. Washington, D.C.
- Koester, Ulrich. 1985. «Agricultural Market Intervention and International Trade.» *European Review of Agricultural Economics* 12:87-103.
- Koester, Ulrich, et Malcolm D. Bale. 1984. *The Common Agricultural Policy of the European Community: A Blessing or a Curse for the Developing Countries?* Document de travail de la Banque mondiale 630. Washington, D.C.
- Krishna, Raj. 1982. «Some Aspects of Agricultural Growth, Price Policy and Equity in Developing Countries.» *Food Research Institute Studies* 18, 3:219-54.
- Krishna, Raj, et Ajay Chhibber. 1983. *Policy Modeling of a Dual Grain Market: The Case of Wheat in India*. Research Report 38. Washington, D.C. : Institut international de recherche sur les politiques alimentaires.
- Krishna, Raj, et G. S. Raychaudhuri. 1980. *Some Aspects of Wheat and Rice Price Policy in India*. Document de travail de la Banque mondiale 381. Washington, D.C.
- Krueger, Anne O. 1982. «Analysing Disequilibrium Exchange-Rate Systems in Developing Countries.» *World Development* 10, 12:1059-68.
- . 1983. *Exchange-Rate Determination*. New York : Cambridge University Press.
- Krumm, Kathie L. 1985. *La dette extérieure de l'Afrique au sud du Sahara : Origines, montant et décisions à prendre*. Document de travail de la Banque mondiale 741. Washington, D.C.
- Lardy, Nicholas R. 1983. *Agricultural Prices in China*. Document de travail de la Banque mondiale 606. Washington, D.C.
- . 1986. «Agricultural Reform.» *Journal of International Affairs* 39, 2:91-104.
- . 1986. «Prospects and Some Policy Problems of Agricultural Development in China.» *China in Transition*, numéro spécial d'*American Journal of Agricultural Economics* 68, 2 (mai).
- Liebethal, Robert. 1981. *Adjustment in Low-Income Africa*. Document de travail de la Banque mondiale 486. Washington, D.C.
- Liepmann, H. 1938. *Tariff Levels and Economic Unity of Europe*. Londres : George Allen & Unwin.
- MacBean, A. L. 1966. *Export Instability and Economic Develop-*

- ment. Cambridge, Mass. : Harvard University Press.
- McCalla, A. F. 1969. «Protectionism in International Agricultural Trade, 1850-1968.» *Agricultural History* 43, 3 (juillet):329-44.
- McCrone, Gavin. 1962. *The Economics of Subsidizing Agriculture*. Londres : George Allen & Unwin.
- Mathew, Susan. 1984. *Tamil Nadu Integrated Nutrition Project: A Presentation*. Madras, Inde : Ministère de la protection sociale, Etat de Tamil Nadu.
- Meilke, Karl D., et T. K. Warley. 1986. «Agricultural Protectionism in the Developing World.» Document préparé pour Resources for the Future, Washington, D.C.
- Ministère de l'agriculture des Etats-Unis. 1973, 1976, 1984, 1985. *Agricultural Statistics*. Washington, D.C. : Imprimerie officielle.
- . 1984. *Background for 1985 Legislation*. Agricultural Information Bulletins 467-78. Service de recherche économique. Washington, D.C.
- . 1984 *Report of Financial Condition and Operations*. Commodity Credit Corporation. Washington, D.C.
- . 1985a. *Economic Indicators of the Farm Sector: Farm Sector Review*. Service de recherche économique. Washington, D.C.
- . 1985b. *Feed Outlook and Situation Yearbook*. Washington, D.C.
- . 1985c. *Foreign Agricultural Trade of the U.S. Fiscal 1985 Supplement*. Service de recherche économique. Washington, D.C.
- . 1985d. *Foreign Agriculture Circular—Grains: World Grain Situation and Outlook* (septembre). Washington, D.C.
- . 1985e. *Rice Outlook and Situation Report*. Washington, D.C.
- . 1985f. *Sugar and Sweetener Outlook and Situation Report*. Washington, D.C.
- . 1985g. *Wheat Outlook and Situation Report*. Washington, D.C.
- Moscardi, E., et Alain de Janvry. 1977. «Attitudes toward Risk among Peasants.» *American Journal of Agricultural Economics* (nov.).
- Mundlak, Yair. 1979. *Intersectoral Factor Mobility and Agricultural Growth*. Rapport de recherche 6. Washington, D.C. : Institut international de recherche sur les politiques alimentaires.
- Nations Unies. 1984. *Manuel de statistiques du commerce international et du développement*. Supplément. New York.
- Newbery, David et Joseph E. Stiglitz. 1981. *The Theory of Commodity Price Stabilization*. Oxford : Clarendon Press.
- OCDE. Organisation de coopération et de développement économiques. 1983. *Le système généralisé de préférences : Examen de la première décennie*. Paris.
- . 1985a. *Croissance de l'emploi et mutations structurelles*. Paris.
- . 1985b. *Statistiques de la population active : 1963-1983*. Paris.
- . 1985c. *Perspectives économiques de l'OCDE* 38 (décembre). Paris.
- . 1985d. *Statistiques trimestrielles de la population active* 2. Paris.
- . 1985e. *Comptes nationaux trimestriels* 1. Paris.
- Otsuka, K., et Y. Hayami. 1985. «Goals and Consequences of Rice Policy in Japan, 1965-80.» *American Journal of Agricultural Economics* 67, 3:329-38.
- Parikh, Kirit S., et al. 1986. *Towards Free Trade in Agriculture*. Laxenburg, Autriche : Institut international pour l'analyse des systèmes de haut niveau.
- Peterson, Arthur G. 1928. *Historical Study of Prices Received by Producers of Farm Products in Virginia, 1801-1927*. Richmond, Va. : Station d'expérimentation agricole de Virginie et Bureau d'économie agricole du Ministère de l'agriculture des Etats-Unis.
- Phipps, Tim. 1985. *Farm Policies and the Rate of Return on Investment in Agriculture*. Etude spéciale. Washington, D.C. : American Enterprise Institute.
- Pick's Currency Yearbook. 1986. New York : Pick.
- Rangarajan, C. 1982. *Agricultural Growth and Industrial Performance in India*. Research Report 33. Washington, D.C. : Institut international de recherche sur les politiques alimentaires.
- Ray, Anandarup. 1984. *Cost-Benefit Analysis: Issues and Methodologies*. Baltimore, Md. : Johns Hopkins University Press.
- Reca, Lucio G. 1980. *Argentina: Country Case Study of Agricultural Prices, Taxes, and Subsidies*. Document de travail de la Banque mondiale 386. Washington, D.C.
- Ricardo, David. [1817] 1973. *Des principes de l'économie politique et de l'impôt*. Paris : Flammarion.
- Roger, Neil. 1985. «Trade Policy Regimes in Developing Countries.» Washington, D.C. : Banque mondiale, Bureau du Vice-Président, Economie et recherche.
- Rosine, John, et Peter Helmberger. 1974. «A Neoclassical Analysis of the U.S. Farm Sector.» *American Journal of Agricultural Economics* 56, 4 (nov.):717-30.
- Salathe, Larry, M. Price, et D. Banker. 1984. «An Analysis of the Farmer-Owned Reserve Programs.» *American Journal of Agricultural Economics* 66 (fév.):1-11.
- Saxon, Eric, et Kym Anderson. 1982. *Japanese Agricultural Protection in Historical Perspective*. Pacific Economic Paper 92. Canberra : Université nationale d'Australie.
- Scandizzo, Pasquale L., et Colin Bruce. 1980. *Methodologies for Measuring Agricultural Price Intervention Effects*. Document de travail de la Banque mondiale 394. Washington, D.C.
- Schiff, Maurice W. 1985. *An Econometric Analysis of the World Wheat Market and Simulation of Alternative Policies, 1960-80*. ERS Staff Report AGES850827. Washington, D.C. : Ministère de l'agriculture des Etats-Unis, Division d'économie internationale.
- Schmitz, P. M. 1984. «European Community Trade Preferences for Sugar and Beef.» *Recent German Research in International Economics*. Bonn : Deutsche Forschungsgemeinschaft.
- Schuh, G. Edward. 1974. «The Exchange Rate and U.S. Agriculture.» *American Journal of Agricultural Economics* (fév.):1-12.
- Schuh, G. Edward, et Helio Tollini. 1979. *Costs and Benefits of Agricultural Research: The State of the Art*. Document de travail de la Banque mondiale 360. Washington, D.C.
- Schultz, Theodore W. ed. 1978. *Distortions of Agricultural Incentives*. Bloomington, Ind. : Indiana University Press.
- Scobie, Grant M. 1981. *Government Policy and Food Imports: The Case of Wheat in Egypt*. Research Report 29. Washington, D.C. : Institut international de recherche sur les politiques alimentaires.

- Sen, Amartya. 1981. *Poverty and Famines: An Essay on Entitlement and Deprivation*. Oxford : Clarendon Press.
- . 1986. *Food, Economics, and Entitlements*. Helsinki : Institut mondial de recherche sur les aspects économiques du développement, Université des Nations Unies.
- Singh, Inderjit, Lyn Squire, et James Kirchner. 1985. *Agricultural Pricing and Marketing Policies in an African Context: A Framework for Analysis*. Document de travail de la Banque mondiale 743. Washington, D.C.
- Smith, Adam. [1776] 1950. *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*. Textes choisis : Dalloz.
- Squire, Lyn. 1981. *Employment Policy in Developing Countries: A Survey of Issues and Evidence*. New York : Oxford University Press.
- Strauss, Frederick, et Louis H. Bean. 1940. *Gross Farm Income and Indices of Farm Production and Prices in the United States, 1869-1937*. Ministère de l'agriculture des Etats-Unis, Bulletin technique 703. Washington, D.C. : Impimerie officielle.
- Sumner, D. A., et J. M. Alston. 1984. *Effects of the Tobacco Program*. Etude spéciale. Washington, D.C. : American Enterprise Institute.
- Thomas, Vinod. 1985. *Linking Macroeconomic and Agricultural Policies for Adjustment with Growth*. Baltimore, Md. : Johns Hopkins University Press.
- Tolley, George S., Vinod Thomas, et C. M. Wong. 1982. *Agricultural Price Policies and the Developing Countries*. Baltimore, Md. : Johns Hopkins University Press.
- Tracy, M. 1982. *Agriculture in Western Europe—Challenge and Response, 1880-1980*. Deuxième édition. Londres : Granada.
- Traill, W. B. 1980. *Land Values and Rents: The Gains and Losses from Farm Price Support Programmes*. Bulletin du Département d'économie agricole 175. Manchester, Royaume-Uni : Université de Manchester.
- Tyers, Rodney. 1985. «Agricultural Protection and Market Insulation: Model Structure and Results for the European Community.» *Journal of Policy Modeling* 7, 2:219-51.
- Valdes, Alberto. 1985. «Exchange Rates and Trade Policy: Help or Hindrance to Agricultural Growth?» Washington, D.C. : Institut international de recherche sur les politiques alimentaires.
- Valdes, Alberto, ed. 1981. *Food Security in Developing Countries*. Boulder, Colo. : Westview.
- Valdes, Alberto, et Suzanne Gnaegy. 1984. «Trends and Structure of Agricultural Trade among Developing Countries, 1962-1979.» Document préparé pour l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. Rome.
- Valdes, Alberto, et J. Zietz. 1980. *Agricultural Protection in OECD Countries: Its Cost to Less Developed Countries*. Research Report 21. Washington, D.C. Institut international de recherche sur les politiques alimentaires.
- Verreydt, E., et J. Waelbroeck. 1980. *European Community Protection against Manufactured Imports from Developing Countries: A Case Study in the Political Economy of Protection*. Document de travail de la Banque mondiale 432. Washington, D.C.
- Virmani, Arvind, 1982. *The Nature of Credit Markets in Developing Countries: A Framework for Policy Analysis*. Document de travail de la Banque mondiale 524. Washington, D.C.
- . 1985. *Government Policy and the Development of Financial Markets: The Case of Korea*. Document de travail de la Banque mondiale 747. Washington, D.C.
- Von Pischke, J. D., Dale Adams, et Gordon Donald. 1983. *Rural Financial Markets in Developing Countries*. Baltimore, Md. : Johns Hopkins University Press.
- Wallich, Christine. 1981. *An Analysis of Developing Country Adjustment Experiences in the 1970's: Low-Income Asia*. Document de travail de la Banque mondiale 487. Washington, D.C.
- Webb, A. J. 1984. *Protection in Agricultural Markets*. Rapport du Service de recherche économique AGES840524. Washington, D.C. : Ministère de l'agriculture des Etats-Unis.
- World Currency Yearbook*. 1985. Brooklyn, N.Y. : International Currency Analysis Inc.
- Yagci, Fahrettin, Steve Kamin, et Vicki Rosenbaum. 1985. *Structural Adjustment Lending: An Evaluation of Program Design*. Document de travail de la Banque mondiale 735. Washington, D.C.
- Yeats, Alexander. 1981. *Shipping and Development Policy: An Integrated Assessment*. New York : Praeger.
- Zietz, Joachim, et Alberto Valdes. 1986. *The Costs of Protectionism to Developing Countries: An Analysis for Selected Agricultural Products*. Document de travail de la Banque mondiale 769. Washington, D.C.

*Indicateurs du
développement
dans le monde*

Table des matières

Comment lire les tableaux 192

Introduction 193

Cartes 194

Tableau 1. Indicateurs de base 198

Population □ Superficie □ PNB par habitant □ Inflation □ Espérance de vie

Tableau 2. Croissance de la production 200

PIB □ Agriculture □ Industrie □ Secteur manufacturier □ Services

Tableau 3. Structure de la production 202

PIB □ Agriculture □ Industrie □ Secteur manufacturier □ Services

Tableau 4. Croissance de la consommation et de l'investissement 204

Consommation des administrations publiques □ Consommation du secteur privé □ Investissement intérieur brut

Tableau 5. Structure de la demande 206

Consommation des administrations publiques □ Consommation du secteur privé □ Investissement intérieur brut □ Epargne intérieure brute □ Exportations de biens et de services non facteurs □ Solde de ressources

Tableau 6. Agriculture et alimentation 208

Valeur ajoutée □ Importations de céréales □ Aide alimentaire □ Consommation d'engrais □ Production alimentaire par habitant

Tableau 7. Industrie 210

Valeur ajoutée dans l'alimentation et l'agriculture □ les textiles et l'habillement □ les machines et le matériel de transport □ les produits chimiques □ les autres industries manufacturières □ Valeur ajoutée dans le secteur manufacturier

Tableau 8. Energie commerciale 212

Croissance de la production d'énergie □ Croissance de la consommation d'énergie □ Consommation d'énergie par habitant □ Importations d'énergie en pourcentage des exportations de marchandises

Tableau 9. Croissance du commerce de marchandises 214

Valeur des exportations □ Valeur des importations □ Croissance des exportations □ Croissance des importations □ Termes de l'échange

Tableau 10. Structure des exportations de marchandises 216

Combustibles, minéraux et métaux □ Autres produits primaires □ Textiles et habillement □ Machines et matériel de transport □ Autres biens manufacturés

Tableau 11.	Structure des importations de marchandises	218
	Produits alimentaires □ Combustibles □ Autres produits primaires □ Machines et matériel de transport □ Autres biens manufacturés	
Tableau 12.	Origine et destination des exportations de marchandises	220
	Pays industriels à économie de marché □ Pays d'Europe de l'Est à économie planifiée □ Exportateurs de pétrole à revenu élevé □ Pays en développement	
Tableau 13.	Origine et destination des exportations de biens manufacturés	222
	Pays industriels à économie de marché □ Pays d'Europe de l'Est à économie planifiée □ Exportateurs de pétrole à revenu élevé □ Pays en développement □ Valeur des exportations de biens manufacturés	
Tableau 14.	Balance des paiements et réserves	224
	Balance des opérations courantes □ Rapatriement de fonds des travailleurs à l'étranger □ Investissement direct privé net □ Réserves internationales brutes □ en mois d'importations	
Tableau 15.	Obligations brutes vis-à-vis de l'extérieur	226
	Dettes publiques et à garantie publique □ Dette à long terme non garantie du secteur privé □ Recours au crédit FMI □ Dette à court terme □ Total des obligations brutes vis-à-vis de l'extérieur	
Tableau 16.	Flux de capitaux extérieurs aux secteurs public et privé	228
	Emprunts publics et à garantie publique à long terme et emprunts privés à long terme non garantis □ entrées brutes □ remboursement du principal □ entrées nettes	
Tableau 17.	Dettes extérieures publiques et privées et ratios du service de la dette	230
	Encours de la dette totale à long terme □ en pourcentage du PNB □ Versements totaux d'intérêts au titre de la dette à long terme □ Service total de la dette à long terme en pourcentage du PNB □ en pourcentage des exportations de biens et services	
Tableau 18.	Dettes publiques extérieures et ratios du service de la dette	232
	Encours de la dette publique extérieure □ en pourcentage du PNB □ Versements d'intérêts au titre de la dette publique extérieure □ Service de la dette en pourcentage du PNB □ en pourcentage des exportations de biens et services	
Tableau 19.	Conditions des emprunts publics extérieurs	234
	Engagements □ Taux d'intérêt moyen □ Échéance moyenne □ Différé d'amortissement moyen □ Emprunts publics assortis de taux d'intérêt variables en pourcentage de la dette publique	
Tableau 20.	Aide publique au développement provenant des pays membres de l'OCDE et de l'OPEP	236
	Montant en dollars □ en pourcentage du PNB du pays donateur □ en monnaie nationale □ Flux bilatéraux nets vers les pays à faible revenu en pourcentage du PNB du pays donateur	
Tableau 21.	Aide publique au développement reçue	238
	Décaissements nets □ par habitant □ en pourcentage du PNB	

Tableau 22.	Dépenses de l'administration centrale	240
	Défense □ Education □ Santé □ Habitat et équipements collectifs; sécurité sociale et aide sociale □ Services économiques □ Divers □ Dépenses totales en pourcentage du PNB □ Excédent/déficit global en pourcentage du PNB	
Tableau 23.	Recettes ordinaires de l'administration centrale	242
	Recettes fiscales □ Recettes ordinaires non fiscales □ Recettes ordinaires totales en pourcentage du PNB	
Tableau 24.	Répartition du revenu	244
	Pourcentage du revenu des ménages, par tranches de revenu	
Tableau 25.	Accroissement passé et projeté de la population	246
	Taux annuel moyen d'accroissement □ Population □ Population stationnaire hypothétique □ Année où, par hypothèse, le taux net de reproduction atteindra 1 □ Elan démographique	
Tableau 26.	Démographie et fécondité	248
	Taux brut de natalité □ Taux brut de mortalité □ Indice synthétique de fécondité □ Pourcentage de femmes mariées utilisant des moyens de contraception	
Tableau 27.	Espérance de vie et indicateurs divers	250
	Espérance de vie □ Taux de mortalité infantile □ Taux de mortalité juvénile	
Tableau 28.	Indicateurs relatifs à la santé	252
	Nombre d'habitants par médecin □ par infirmier(ère) □ Apport journalier de calories par habitant	
Tableau 29.	Education	254
	Pourcentage du groupe d'âge pertinent inscrit □ dans l'enseignement primaire □ dans l'enseignement secondaire □ dans l'enseignement supérieur	
Tableau 30.	Population active	256
	Population en âge de travailler □ Population active travaillant dans l'agriculture □ l'industrie □ les services □ Accroissement passé et projeté de la population active	
Tableau 31.	Urbanisation	258
	Population urbaine en pourcentage de la population totale □ Accroissement de la population urbaine □ Pourcentage de la population urbaine vivant dans la plus grande ville □ dans des villes de plus de 500.000 habitants □ Nombre de villes de plus de 500.000 habitants	

Notes techniques 260

Encadré A.1 Indicateurs de base sur les petits pays 261

Bibliographie des sources utilisées 276

Comment lire les tableaux

Sur les tableaux, les pays sont énumérés, à l'intérieur du groupe auquel ils appartiennent, par ordre croissant de PNB par habitant, à l'exception de ceux pour lesquels on n'a pas pu calculer le PNB. Ces pays sont indiqués par ordre alphabétique, en italique, à la fin de leur groupe. C'est cet ordre que montrent les numéros de référence.

Les chiffres figurant dans les bandes de couleur résument les statistiques relatives à chaque groupe de pays. Il s'agit de moyennes pondérées si l'intitulé de ce groupe de pays est suivi de la lettre *w*, de valeurs médianes s'il est suivi de la lettre *m*, d'un total s'il est suivi de la lettre *t*.

... Non connu.

(.) Moins de la moitié de l'unité utilisée.

Tous les taux de croissance sont exprimés en termes réels.

Les chiffres en italique se rapportent à des années ou à des périodes autres que celles qui sont indiquées.

<i>Afghanistan</i>	30	Guinée	24	Pays-Bas	109
<i>Afrique du Sud</i>	87	Haïti	23	Pérou	59
<i>Albanie</i>	123	Honduras	48	Philippines	46
<i>Algérie</i>	88	Hong Kong	92	<i>Pologne</i>	122
<i>Allemagne, République fédérale d'</i>	113	Hongrie	121	Portugal	79
<i>Angola</i>	72	Inde	15	République arabe syrienne	71
<i>Arabie saoudite</i>	99	Indonésie	42	République centrafricaine	14
<i>Argentine</i>	86	<i>Iran, République islamique d'</i>	95	<i>République démocratique allemande</i>	126
<i>Australie</i>	115	<i>Iraq</i>	96	<i>République démocratique populaire lao</i>	34
<i>Autriche</i>	108	Irlande	103	République dominicaine	58
Bangladesh	2	Israël	91	<i>République populaire démocratique de Corée</i>	74
Belgique	107	Italie	104	<i>Roumanie</i>	127
Bénin	18	Jamaïque	63	Royaume-Uni	106
<i>Bhoutan</i>	31	Japon	111	Rwanda	19
Birmanie	7	Jordanie	70	Sénégal	29
Bolivie	41	<i>Kampuchea démocratique</i>	33	Sierra Leone	22
Botswana	57	Kenya	41	Singapour	94
Brésil	78	Koweït	140	Somalie	17
<i>Bulgarie</i>	124	Lesotho	40	Soudan	27
Burkina Faso	5	<i>Liban</i>	75	Sri Lanka	26
Burundi	11	Libéria	38	Suède	116
Cameroun	54	Libye	98	Suisse	120
Canada	117	Madagascar	16	Tanzanie	10
Chili	77	Malaisie	80	<i>Tchad</i>	32
Chine	20	Malawi	8	<i>Tchécoslovaquie</i>	125
Colombie	69	Mali	3	Thaïlande	56
Congo, République populaire du	61	Maroc	47	Togo	13
Corée, République de	84	Maurice	60	Trinité-et-Tobago	93
Costa Rica	66	Mauritanie	37	Tunisie	68
Côte d'Ivoire	45	Mexique	83	Turquie	65
<i>Cuba</i>	73	<i>Mongolie</i>	76	<i>Union des Républiques socialistes soviétiques</i>	128
Danemark	114	<i>Mozambique</i>	35	Uruguay	82
Egypte, République arabe d'	51	Népal	6	Venezuela	89
El Salvador	49	Nicaragua	55	<i>Viet Nam</i>	36
Emirats arabes unis	101	Niger	9	Yémen	43
Equateur	62	Nigéria	52	Yémen démocratique	44
Espagne	102	Norvège	118	Yougoslavie	85
Etats-Unis	119	Nouvelle-Zélande	105	Zaire	4
Ethiopie	1	Oman	97	Zambie	39
Finlande	112	Ouganda	12	Zimbabwe	53
France	110	Pakistan	28		
Ghana	25	Panama	81		
Grèce	90	Papouasie-Nouvelle-Guinée	50		
Guatemala	64	Paraguay	67		

Note : Pour les pays membres de l'ONU et de la Banque mondiale qui ont moins de 1 million d'habitants, voir l'Encadré A.1.

Introduction

Le recueil des Indicateurs du développement dans le monde renseigne le lecteur sur les principaux aspects du développement économique et social. La plupart des données rassemblées par la Banque mondiale concernent ses pays membres en développement. Des chiffres comparables sur les pays développés à économie de marché, qu'il est facile d'obtenir, sont aussi inclus dans les indicateurs. Lorsqu'il a été possible d'obtenir des statistiques sous une forme comparable sur les pays qui ne sont pas membres de la Banque, elles ont été incorporées.

Nous nous sommes efforcés de standardiser les données. Toutefois, comme il n'est pas toujours possible d'obtenir des renseignements tout à fait comparables, il convient d'interpréter les indicateurs avec prudence. Bien que les statistiques proviennent de sources généralement considérées comme hautement autorisées, beaucoup d'entre elles sont entourées d'une marge d'erreur considérable. En outre, les chiffres ne sont pas toujours comparables car les méthodes statistiques varient d'un pays à l'autre. Il ne faut donc voir dans les données présentées que des indications de tendances qui permettent de faire ressortir des différences importantes entre pays, mais pas de les mesurer avec exactitude.

Les indicateurs figurant au Tableau 1 esquissent le profil des différentes économies. Les données rassemblées dans les autres tableaux relèvent des grandes catégories suivantes : comptes nationaux, agriculture, industrie, énergie, commerce extérieur, dette extérieure, flux d'aide, autres transactions extérieures, finances de l'administration centrale et répartition des revenus, population, santé publique, éducation, population active et urbanisation.

Les données sur les comptes nationaux ont été obtenues par les missions de la Banque auprès des gouvernements membres; dans certains cas, on les a ajustées pour qu'elles soient conformes aux définitions et concepts internationaux et concordent entre elles. Les données sur la dette extérieure sont celles que les pays membres communiquent à la Banque dans le cadre du Système de notification de la dette. Les autres séries de données proviennent du Fonds monétaire international, de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées.

Trois nouveaux tableaux ont été ajoutés cette année. En même temps que quelques indicateurs supplémentaires, les deux premiers donnent une idée plus complète de la dette extérieure et le troisième contient des renseignements sur les apports d'aide publique au développement.

Pour plus de commodité, on a utilisé des ratios et

des taux de croissance, les valeurs absolues n'étant signalées que dans certains cas. La plupart des taux de croissance sont calculés pour deux périodes : 1965-73 et 1973-84, ou 1973-83 lorsque les données pour 1984 ne sont pas connues. Tous les taux de croissance liés aux comptes nationaux sont exprimés en valeur réelle et ont été calculés, sauf indication contraire, par la méthode des moindres carrés. Comme cette méthode tient compte de toutes les observations qui ont pu être faites pendant la période considérée, les taux de croissance obtenus expriment des tendances générales qui ne sont pas indûment influencées par des valeurs exceptionnelles. Sur les tableaux, les chiffres inscrits en italique se rapportent à des années ou à des périodes autres que celles qui sont indiquées. Chaque fois que des montants sont exprimés en dollars, il s'agit de la monnaie des Etats-Unis. Les diverses méthodes utilisées pour la conversion des chiffres en monnaie nationale sont décrites, le cas échéant, dans les notes techniques.

Certains des chiffres présentés s'écartent de ceux de l'année dernière, non pas simplement parce qu'il s'agit de statistiques plus récentes, mais aussi parce que les séries chronologiques ont été révisées.

Comme dans le corps du *Rapport*, les pays compris dans les Indicateurs du développement dans le monde sont regroupés en plusieurs grandes catégories, ce qui permet, aux fins de l'analyse, de faire une distinction entre des pays à des stades différents de développement. De plus, de nombreux pays sont classés en fonction de leurs caractéristiques dominantes. On distingue ainsi les importateurs et les exportateurs de pétrole. Les pays ont été groupés comme suit : 36 pays en développement à faible revenu, ayant un PNB par habitant inférieur à 400 dollars en 1984; 60 pays à revenu intermédiaire, ayant un revenu par habitant égal ou supérieur à 400 dollars; 5 exportateurs de pétrole à revenu élevé; 19 pays industriels à économie de marché; et 8 pays d'Europe de l'Est à économie planifiée. Deux pays de plus, le Botswana et Maurice, dont le nombre d'habitants dépasse maintenant 1 million, sont compris dans les tableaux cette année. En raison du manque de données, des différences dans les méthodes de calcul du revenu national et des difficultés de conversion, les estimations du PNB par habitant ne sont généralement pas disponibles pour les pays à économie planifiée.

La présentation adoptée ici est la même que dans les éditions précédentes. Dans chaque groupe, les pays sont classés par ordre croissant de revenu par habitant; les pays dont on n'a pas pu calculer le PNB par habitant sont énumérés par ordre alpha-

bétique, en italique, à la fin des groupes auxquels ils appartiennent. Ce même ordre est repris dans tous les tableaux. La liste alphabétique qui précède l'introduction donne le numéro de référence de chaque pays. Les noms en italique indiquent là encore les pays qui ont été placés en fin de groupe parce qu'il n'existait pas de données sur leur PNB par habitant. Les pays qui comptent moins de 1 million d'habitants ne sont pas mentionnés dans les tableaux généraux. Un tableau distinct figurant dans l'Encadré A.1 contient quelques indicateurs de base relatifs à 34 petits pays membres des Nations Unies, de la Banque mondiale, ou des deux.

Dans les bandes de couleur figurent les *chiffres sommaires* — totaux ou moyennes pondérées — qui sont calculés pour les différents groupes de pays lorsqu'on dispose de données suffisantes pour obtenir des statistiques valables. Comme le poids de la Chine et de l'Inde influe fortement sur les chiffres

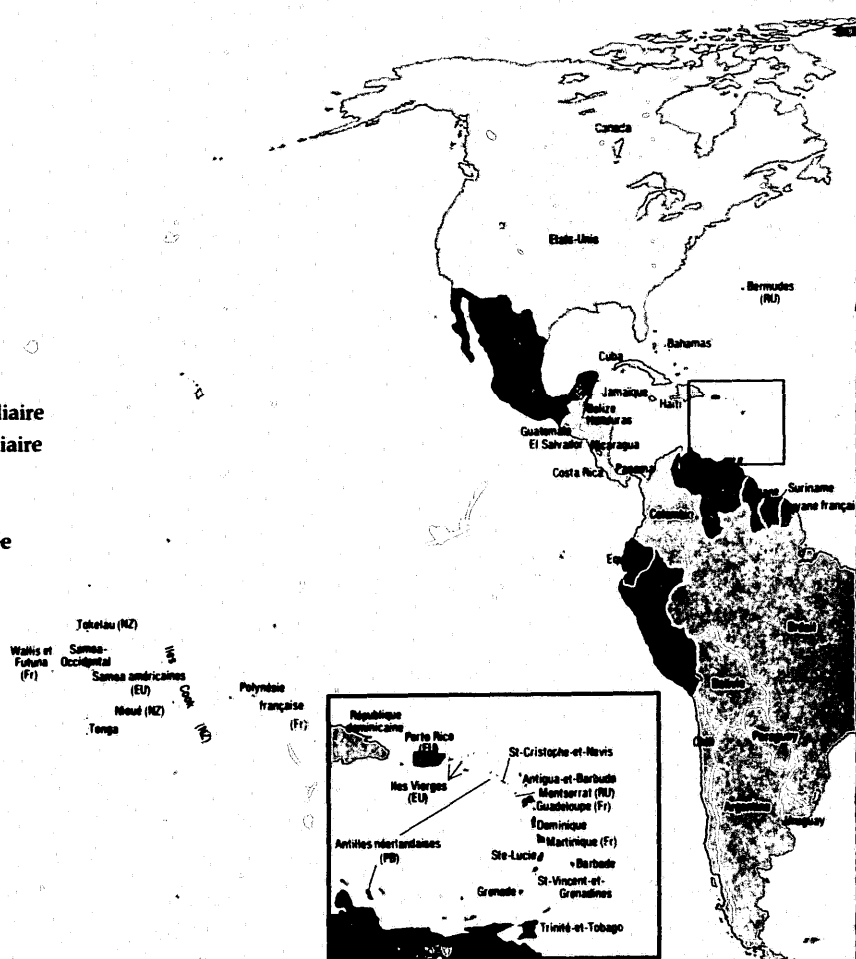
globaux pour les pays à faible revenu, on a donné des chiffres sommaires séparés pour les sous-groupes suivants : la Chine et l'Inde, l'Afrique subsaharienne et les autres pays à faible revenu. On notera que l'expression « Afrique subsaharienne » désigne tous les pays de cette région, à l'exclusion de l'Afrique du Sud. Du fait que le commerce pétrolier influe sur les caractéristiques et les résultats économiques des pays à revenu intermédiaire, des chiffres sommaires distincts ont été calculés pour les importateurs et les exportateurs de pétrole et pour l'Afrique subsaharienne. En outre, pour plus de précision, les pays à revenu intermédiaire ont été divisés entre tranche supérieure et tranche inférieure.

La méthode utilisée pour calculer ces chiffres est exposée dans les notes techniques. La lettre *w* après l'intitulé d'un groupe de pays indique que les chiffres relatifs à ce groupe sont des moyennes pondérées; la lettre *m*, qu'il s'agit de valeurs mé-

Groupes de pays

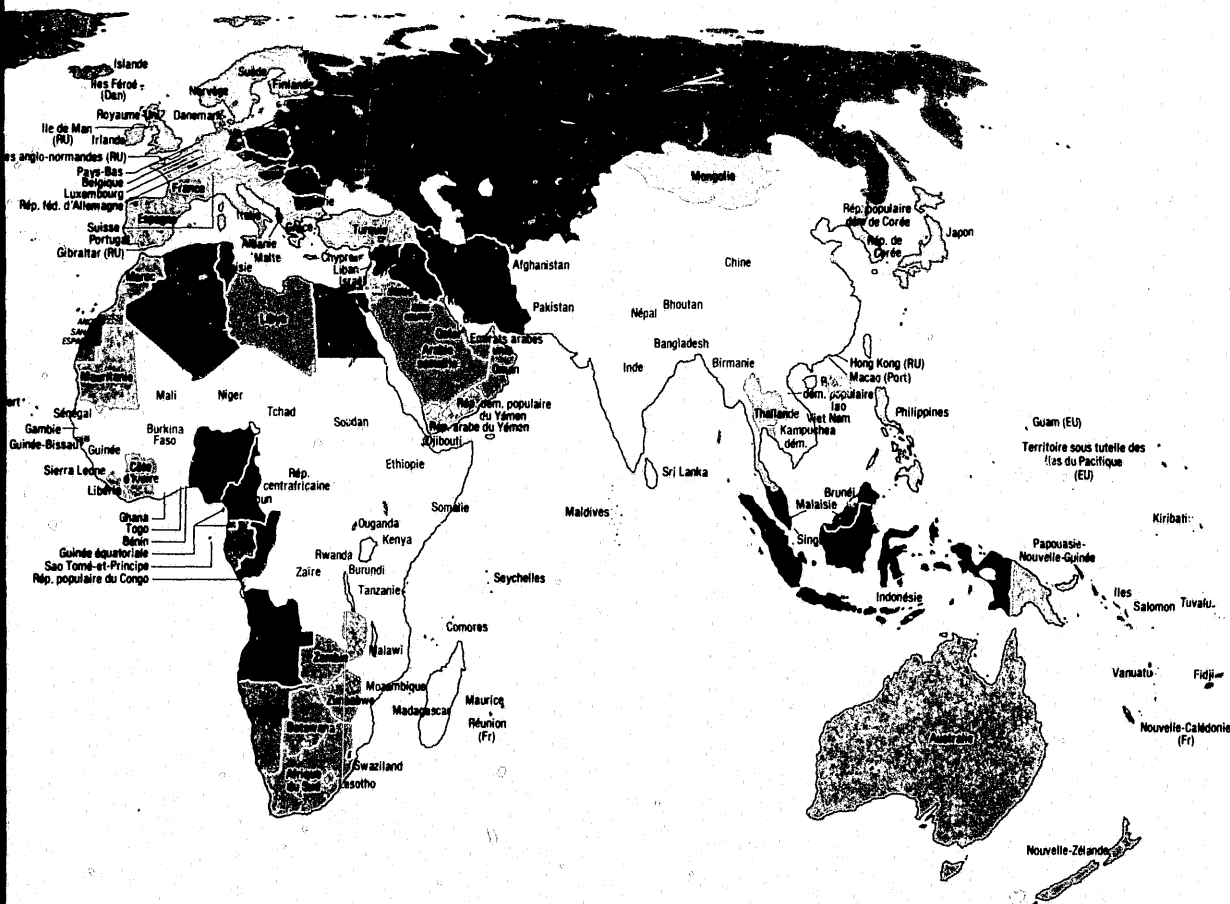
Les couleurs indiquent dans quel groupe un pays a été classé en fonction de son PNB par habitant et, dans certains cas, des caractéristiques particulières de son économie. Par exemple, tous les pays à faible revenu, dont le PNB par habitant était de moins de 400 dollars en 1984, sont colorés en jaune. Les mêmes groupes ont été utilisés dans les 31 tableaux qui suivent. On n'y a inclus que les 128 pays de plus de 1 million d'habitants.

- Pays à faible revenu
- Importateurs de pétrole à revenu intermédiaire
- Exportateurs de pétrole à revenu intermédiaire
- Exportateurs de pétrole à revenu élevé
- Pays industriels à économie de marché
- Pays d'Europe de l'Est à économie planifiée
- Non compris dans les Indicateurs

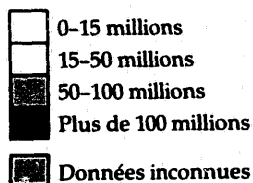
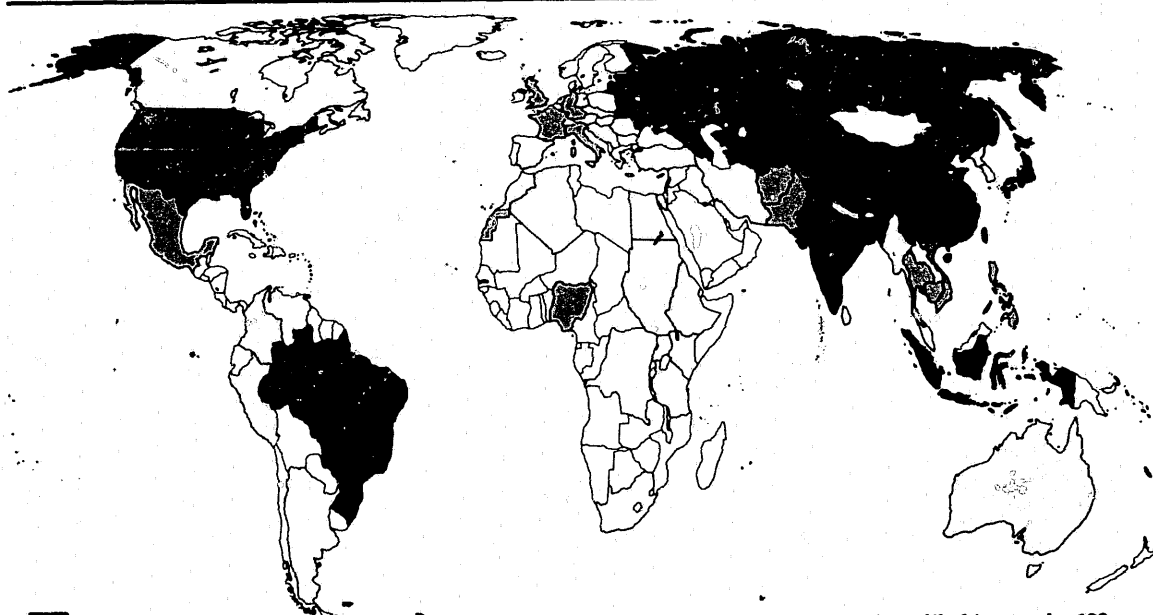


Celui-ci comprend quatre planisphères. La pre-

Les Indicateurs du développement dans le monde ont été établis sous la direction de Ramesh Chander, aidé de David Cieslikowski.



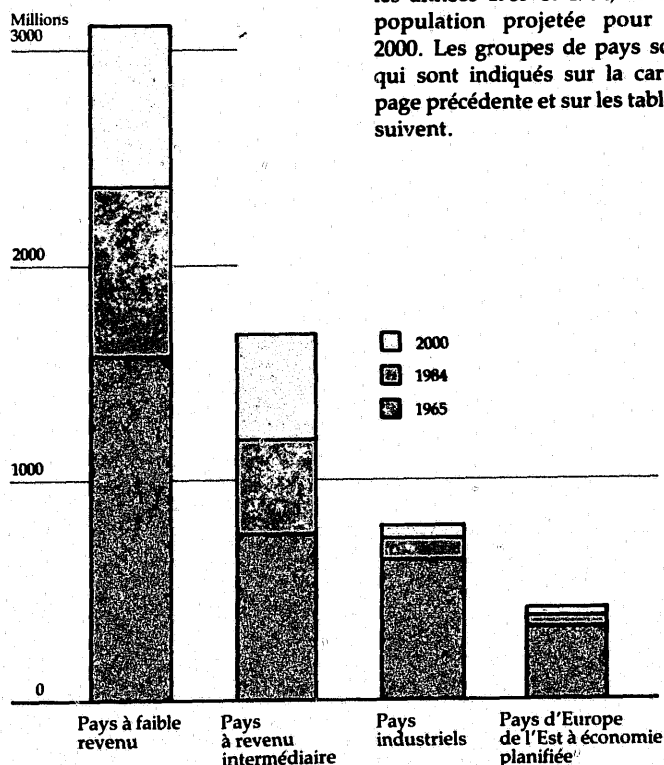
Population



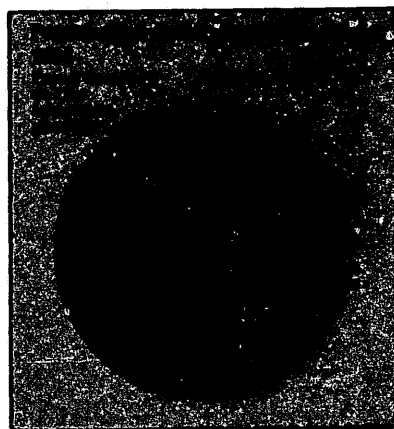
Les couleurs indiquent le nombre approximatif d'habitants. Par exemple, les pays qui ont moins de 15 millions d'habitants sont colorés en jaune. Il est à noter que le Tableau 1 indique le

nombre d'habitants de 128 pays; la note technique accompagnant ce tableau contient des données relatives à 34 autres pays qui ont moins de 1 million d'habitants.

Population par groupes de pays, 1965, 1984, 2000

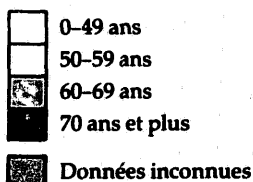
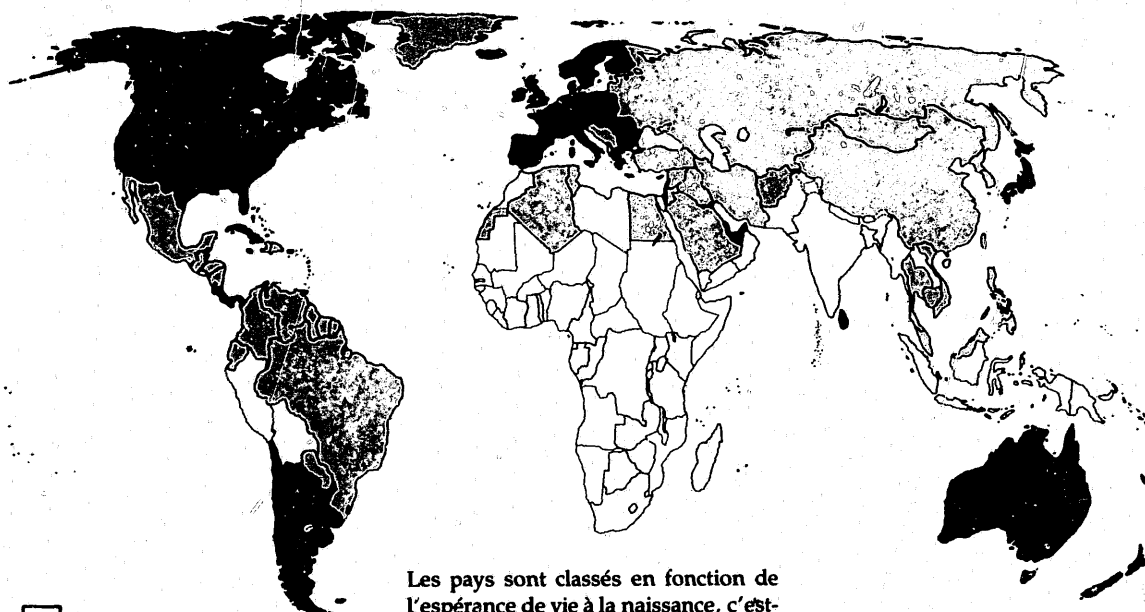


L'histogramme ci-dessous représente la population par groupe de pays pour les années 1965 et 1984, ainsi que la population projetée pour l'année 2000. Les groupes de pays sont ceux qui sont indiqués sur la carte de la page précédente et sur les tableaux qui suivent.



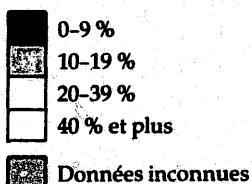
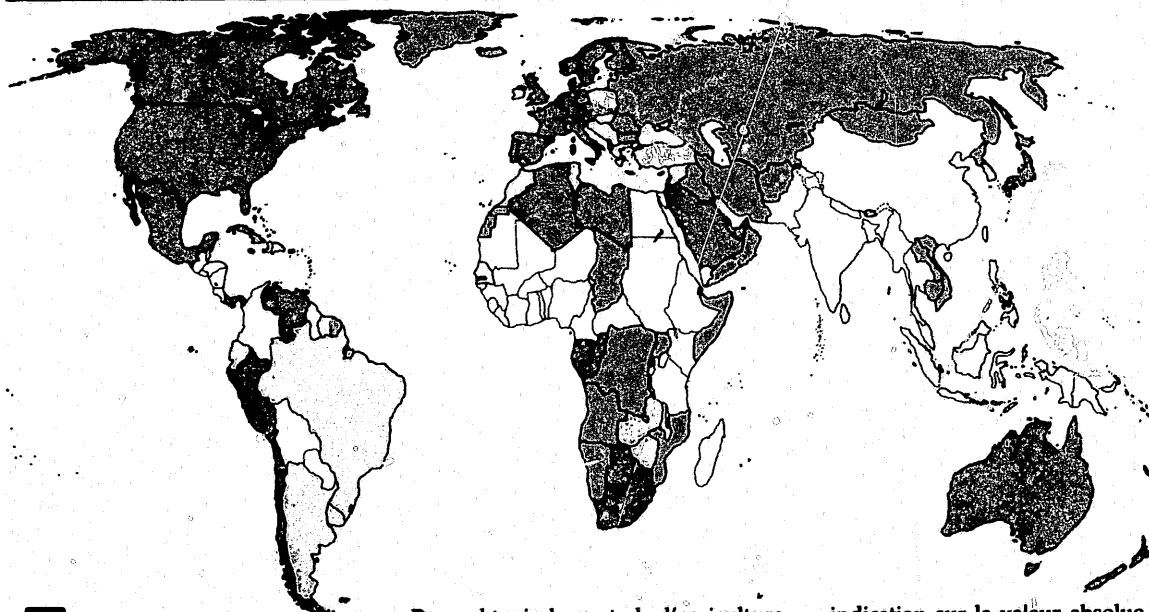
Le diagramme à secteurs ci-dessus indique la proportion de la population totale revenant à chaque groupe de pays, à l'exclusion des pays ayant moins de 1 million d'habitants. L'expression «autres pays» désigne les producteurs de pétrole à revenu élevé.

Espérance de vie



Les pays sont classés en fonction de l'espérance de vie à la naissance, c'est-à-dire du nombre d'années d'existence que peut compter avoir un enfant né en 1984. Par exemple, dans les pays colorés en jaune, l'espérance de vie à la naissance est inférieure à 50 ans.

Part de l'agriculture dans le PIB



Pour obtenir la part de l'agriculture dans le PIB, on divise la valeur ajoutée du secteur agricole par le produit intérieur brut. Les pays ont été classés en fonction de cette part. Par exemple, dans les pays colorés en vert foncé, la part de l'agriculture dans le PIB va de 0 à 9 %. Ces parts ne donnent aucune

indication sur la valeur absolue de la production. Dans les pays où l'agriculture de subsistance occupe une place importante, on a pu sous-estimer la part de l'agriculture dans le PIB, car il est difficile d'attribuer une valeur exacte à l'agriculture de subsistance.

Tableau 1. Indicateurs de base

	Population (millions d'habitants) Milieu de 1984	Super- ficie (milliers de km²)	PNB par habitant ^a		Taux annuel moyen d'inflation ^a (%)		Espérance de vie à la naissance (années) 1984
			Dollars 1984	Croissance annuelle moyenne (%) 1965-84 ^b			
					1965-73	1973-84 ^c	
Pays à faible revenu:	2.389,5 t	31.795 t	260 w	2,8 w	1,6 w	5,9 w	60 w
Chine et Inde	1.778,3 t	12.849 t	290 w	3,3 w	1,0 w	4,0 w	63 w
Autres pays à faible revenu	611,2 t	18.946 t	190 w	0,9 w	4,6 w	14,9 w	52 w
Afrique subsaharienne	257,7 t	15.646 t	210 w	-0,1 w	4,1 w	20,1 w	48 w
1 Ethiopie	42,2	1.222	110	0,4	1,8	4,4	44
2 Bangladesh	98,1	144	130	0,6	7,3	9,9	50
3 Mali	7,3	1.240	140	1,1	7,6	10,4	46
4 Zaïre	29,7	2.345	140	-1,6	18,7	48,2	51
5 Burkina Faso	6,6	274	160	1,2	2,6	10,6	45
6 Népal	16,1	141	160	0,2	5,8	8,1	47
7 Birmanie	36,1	677	180	2,3	2,8	6,0	58
8 Malawi	6,8	118	180	1,7	4,5	9,4	45
9 Niger	6,2	1.267	190	-1,3	4,0	11,5	43
10 Tanzanie	21,5	945	210	0,3	3,2	11,5	52
11 Burundi	4,6	28	220	1,9	2,9	12,2	48
12 Ouganda	15,0	236	230	2,9	5,6	64,5	51
13 Togo	2,9	57	250	0,5	3,1	8,2	51
14 Rép. centrafricaine	2,5	623	260	-0,1	3,0	13,8	49
15 Inde	749,2	3.288	260	1,6	6,3	7,8	56
16 Madagascar	9,9	587	260	-1,6	4,1	14,4	52
17 Somalie	5,2	638	260	..	3,8	20,2	46
18 Bénin	3,9	113	270	1,0	3,6	10,8	49
19 Rwanda	5,8	26	280	2,3	7,7	10,5	47
20 Chine	1.029,2	9.561	310	4,5	-0,9	1,8	69
21 Kenya	19,6	583	310	2,1	2,3	10,8	54
22 Sierra Leone	3,7	72	310	0,6	1,9	15,4	38
23 Haïti	5,4	28	320	1,0	4,0	7,9	55
24 Guinée	5,9	246	330	1,1	3,0	4,5	38
25 Ghana	12,3	239	350	-1,9	8,1	52,2	53
26 Sri Lanka	15,9	66	360	2,9	5,1	14,9	70
27 Soudan	21,3	2.506	360	1,2	7,2	19,3	48
28 Pakistan	92,4	804	380	2,5	4,8	10,8	51
29 Sénégal	6,4	196	380	-0,5	3,0	9,0	46
30 Afghanistan	..	648	..	..	3,8	..	..
31 Bhoutan	1,2	47	..	..	..	..	44
32 Tchad	4,9	1.284	..	..	..	..	44
33 Kampuchea démocratique	..	181	..	..	..	..	..
34 RDP lao	3,5	237	..	..	..	..	45
35 Mozambique	13,4	802	..	..	..	..	46
36 Viet Nam	60,1	330	..	..	..	..	65
Pays à revenu intermédiaire	1.187,6 t	40.927 t	1.250 w	3,1 w	5,5 w	38,0 w	61 w
Exportateurs de pétrole	556,1 t	15.510 t	1.000 w	3,3 w	4,9 w	21,6 w	58 w
Importateurs de pétrole	631,5 t	25.417 t	1.460 w	3,1 w	5,7 w	44,5 w	64 w
Afrique subsaharienne	148,4 t	6.228 t	680 w	2,4 w	4,9 w	12,2 w	50 w
Tranche inférieure	691,1 t	19.132	740 w	3,0 w	5,6 w	20,6 w	58 w
37 Mauritanie	1,7	1.031	450	0,3	3,9	7,7	46
38 Libéria	2,1	111	470	0,5	1,5	6,7	50
39 Zambie	6,4	753	470	-1,3	5,8	10,4	52
40 Lesotho	1,5	30	530	5,9	4,4	11,9	54
41 Bolivie	6,2	1.099	540	0,2	7,5	54,5	53
42 Indonésie	158,9	1.919	540	4,9	63,0	17,4	55
43 Yémen, Rép. arabe du	7,8	195	550	5,9	..	12,6	45
44 Yémen, RDP	2,0	333	550	..	..	..	47
45 Côte d'Ivoire	9,9	322	610	0,2	4,1	11,7	52
46 Philippines	53,4	300	660	2,6	8,8	12,9	63
47 Maroc	21,4	447	670	2,8	2,0	8,3	59
48 Honduras	4,2	112	700	0,5	2,9	8,6	61
49 El Salvador	5,4	21	710	-0,6	1,6	11,3	65
50 Papouasie-Nouvelle-Guinée	3,4	462	710	0,6	6,6	6,8	52
51 Egypte, Rép. arabe d'	45,9	1.001	720	4,3	2,6	13,1	60
52 Nigéria	96,5	924	730	2,8	10,3	13,0	50
53 Zimbabwe	8,1	391	760	1,5	1,1	11,4	57
54 Cameroun	9,9	475	800	2,9	5,8	12,8	54
55 Nicaragua	3,2	130	860	-1,5	3,4	17,2	60
56 Thaïlande	50,0	514	860	4,2	2,5	8,2	64
57 Botswana	1,0	600	960	8,4	4,4	9,8	58
58 Rép. dominicaine	6,1	49	970	3,2	2,7	9,0	64
59 Pérou	18,2	1.285	1.000	-0,1	10,1	56,7	59
60 Maurice	1,0	2	1.090	2,7	5,6	12,7	66
61 Congo, Rép. populaire du	1,8	342	1.140	3,7	4,6	12,3	57
62 Equateur	9,1	284	1.150	3,8	6,2	17,8	65
63 Jamaïque	2,2	11	1.150	-0,4	5,9	16,6	73
64 Guatemala	7,7	109	1.160	2,0	1,9	9,4	60
65 Turquie	48,4	781	1.160	2,9	10,5	42,4	64

Note : Les notes techniques indiquent ce que recouvrent les chiffres et dans quelle mesure ils sont comparables. Voir à l'Encadré A.1 les pays membres de l'ONU et de la Banque mondiale qui ont moins de 1 million d'habitants.

	Population (millions d'habitants) Milieu de 1984	Super- ficie (milliers de km ²)	PNB par habitant ^a		Taux annuel moyen d'inflation ^a (%)		Espérance de vie à la naissance (années) 1984
			Dollars 1984	Croissance annuelle moyenne (%) 1965-84 ^b			
					1965-73	1973-84 ^c	
66 Costa Rica	2,5	51	1.190	1,6	4,7	24,1	73
67 Paraguay	3,3	407	1.240	4,4	4,3	12,9	66
68 Tunisie	7,0	164	1.270	4,4	3,3	9,9	62
69 Colombie	28,4	1.139	1.390	3,0	10,8	23,8	65
70 Jordanie	3,4	98	1.570	4,8	..	9,6	64
71 Rép. arabe syrienne	10,1	185	1.620	4,5	3,1	11,9	63
72 Angola	9,9	1.247	..	..	..	..	43
73 Cuba	9,9	115	..	..	..	..	75
74 Corée, Rép. dém. de	19,9	121	..	..	..	..	68
75 Liban	..	10	..	..	2,5	..	..
76 Mongolie	1,9	1.565	..	..	..	..	63
Tranche supérieure	496,6 t	21.795 t	1.950 w	3,3 w	5,6 w	44,0 w	65 w
77 Chili	11,8	757	1.700	-0,1	50,3	75,4	70
78 Brésil	132,6	8.512	1.720	4,6	23,2	71,4	64
79 Portugal	10,2	92	1.970	3,5	4,9	20,5	74
80 Malaisie	15,3	330	1.980	4,5	1,2	6,2	69
81 Panama	2,1	77	1.980	2,6	2,4	6,7	71
82 Uruguay	3,0	176	1.980	1,8	51,7	50,0	73
83 Mexique	76,8	1.973	2.040	2,9	4,8	31,5	66
84 Corée, Rép. de	40,1	98	2.110	6,6	15,5	17,6	68
85 Yougoslavie	23,0	256	2.120	4,3	10,9	24,6	69
86 Argentine	30,1	2.767	2.230	0,3	24,1	180,8	70
87 Afrique du Sud	31,6	1.221	2.340	1,4	6,0	13,2	54
88 Algérie	21,2	2.382	2.410	3,6	3,8	12,2	60
89 Venezuela	16,8	912	3.410	0,9	3,3	11,7	69
90 Grèce	9,9	132	3.770	3,8	4,4	17,3	75
91 Israël	4,2	21	5.060	2,7	8,2	84,4	75
92 Hong Kong	5,4	1	6.330	6,2	6,4	9,8	76
93 Trinité-et-Tobago	1,2	5	7.150	2,6	5,7	15,6	69
94 Singapour	2,5	1	7.260	7,8	3,1	4,4	72
95 Iran, Rép. islamique d'	43,8	1.648	..	..	..	..	61
96 Iraq	15,1	435	..	..	3,2	..	60
Exportateurs de pétrole à revenu élevé	18,6 t	4.311 t	11.250 w	3,2 w	6,1 w	11,8 w	62 w
97 Oman	1,1	300	6.490	6,1	7,1	16,4	53
98 Libye	3,5	1.760	8.520	-1,1	9,4	10,8	59
99 Arabie saoudite	11,1	2.150	10.530	5,9	5,1	14,1	62
100 Koweït	1,7	18	16.720	-0,1	4,6	9,2	72
101 Emirats arabes unis	1,3	84	21.920	..	..	8,7	72
Pays industriels à économie de marché	733,4 t	30.935 t	11.430 w	2,4 w	5,2 w	7,9 w	76 w
102 Espagne	38,7	505	4.440	2,7	7,0	16,4	77
103 Irlande	3,5	70	4.970	2,4	8,5	14,4	73
104 Italie	57,0	301	6.420	2,7	5,1	17,2	77
105 Nouvelle-Zélande	3,2	269	7.730	1,4	7,2	13,6	74
106 Royaume-Uni	56,4	245	8.570	1,6	6,2	13,8	74
107 Belgique	9,9	31	8.610	3,0	4,4	6,4	75
108 Autriche	7,6	84	9.140	3,6	4,5	5,3	73
109 Pays-Bas	14,4	41	9.520	2,1	6,4	5,9	77
110 France	54,9	547	9.760	3,0	5,3	10,7	77
111 Japon	120,0	372	10.630	4,7	6,0	4,5	77
112 Finlande	4,9	337	10.770	3,3	7,2	10,7	75
113 Allemagne, Rép. féd. d'	61,2	249	11.130	2,7	4,7	4,1	75
114 Danemark	5,1	43	11.170	1,8	7,6	9,4	75
115 Australie	15,5	7.687	11.740	1,7	5,7	10,4	76
116 Suède	8,3	450	11.860	1,8	5,3	10,2	77
117 Canada	25,1	9.976	13.280	2,4	4,4	9,2	76
118 Norvège	4,1	324	13.940	3,3	6,3	9,4	77
119 Etats-Unis	237,0	9.363	15.390	1,7	4,7	7,4	76
120 Suisse	6,4	41	16.330	1,4	5,5	3,9	77
Pays d'Europe de l'Est à économie planifiée	389,3 t	23.421 t	..	..	..	..	68 w
121 Hongrie	10,7	93	2.100	6,2	2,6	4,3	70
122 Pologne	36,9	313	2.100	1,5	..	19,4 ^b	71
123 Albanie	2,9	29	..	..	..	..	70
124 Bulgarie	9,0	111	..	..	..	..	71
125 Tchécoslovaquie	15,5	128	..	..	..	..	70
126 Allemagne, Rép. dém. d'	16,7	108	..	..	..	..	71
127 Roumanie	22,7	238	..	..	..	..	71
128 URSS	275,0	22.402	..	..	..	..	67

a. Voir notes techniques. b. Comme on ne dispose pas de données pour l'ensemble de la période, les chiffres en italique se rapportent à des périodes autres que celles qui sont indiquées. c. Les chiffres en italique se rapportent aux années 1973-83 et non 1973-84.

Tableau 2. Croissance de la production

	Taux annuel moyen de croissance (%)									
	PIB		Agriculture		Industrie		Secteur manufacturier ^a		Services	
	1965-73 ^b	1973-84 ^c	1965-73 ^b	1973-84 ^c	1965-73 ^b	1973-84 ^c	1965-73	1973-84 ^c	1965-73 ^b	1973-84 ^c
Pays à faible revenu	5,6 w	5,3 w	3,0 w	3,6 w	8,9 w	7,4 w	..	..	6,8 w	5,0 w
Chine et Inde	6,2 w	5,7 w	3,2 w	3,9 w	9,3 w	7,7 w	..	..	7,8 w	5,5 w
Autres pays à faible revenu	3,7 w	3,5 w	2,5 w	2,4 w	5,0 w	4,3 w	..	..	3,7 w	3,5 w
Afrique subsaharienne	3,7 w	2,0 w	2,6 w	1,4 w	5,7 w	1,8 w	..	..	3,4 w	1,4 w
1 Ethiopie	4,1	2,3	2,1	1,2	6,1	2,6	8,8	3,5	6,7	3,6
2 Bangladesh	(.)	5,0	0,4	3,1	-6,1	7,6	..	..	1,5	7,1
3 Mali	3,1	4,1	0,9	5,0	5,1	0,6	..	..	4,7	4,5
4 Zaïre	3,9	-1,0	..	1,4	..	-2,0	..	-5,0	..	-1,1
5 Burkina Faso	2,4	2,9	..	1,3	..	5,2	..	..	..	3,2
6 Népal	1,7	3,1	..	..	..	..	..	..	..	..
7 Birmanie	2,9	6,0	2,8	6,6	3,6	7,7	3,2	6,1	2,8	5,1
8 Malawi	5,7	3,3	..	2,5	..	3,3	..	..	..	4,0
9 Niger	-0,8	5,2	-2,9	1,6	13,2	10,9	..	..	-1,5	5,9
10 Tanzanie	5,0	2,6	3,1	..	6,9	..	8,7	..	6,2	..
11 Burundi	4,8	3,6	4,7	2,3	10,4	8,3	..	..	3,0	5,3
12 Ouganda	3,6	-1,3	3,6	-0,7	3,0	-8,8	..	..	3,8	-0,4
13 Togo	5,3	2,3	2,6	1,1	6,2	2,6	..	..	7,3	3,0
14 Rép. centrafricaine	2,7	0,7	2,1	1,1	7,1	1,2	..	..	1,6	(.)
15 Inde	3,9	4,1	3,7	2,3	3,7	4,4	4,0	5,9	4,2	6,1
16 Madagascar	3,5	(.)	..	0,3	..	-3,0	..	..	..	0,9
17 Somalie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
18 Bénin	2,2	4,6	..	2,7	..	7,9	..	..	..	5,1
19 Rwanda	6,3	5,4	..	..	..	..	..	..	..	..
20 Chine	7,8	6,6	2,8	4,9	12,1	8,7	..	..	11,7	5,0
21 Kenya	7,9	4,4	6,2	3,5	12,4	4,8	12,4	6,0	7,6	4,9
22 Sierra Leone	3,7	1,8	1,5	2,0	1,9	-2,5	3,3	1,8	7,1	3,7
23 Haïti	1,7	2,7	-0,3	0,5	4,8	4,5	3,0	5,4	2,5	3,7
24 Guinée	3,0	3,1	..	2,4	..	5,7	..	-2,0	..	2,3
25 Ghana	3,4	-0,9	4,5	0,2	4,3	-6,9	6,5	-6,9	1,1	0,4
26 Sri Lanka	4,2	5,2	2,7	4,1	7,3	4,8	5,5	3,6	3,8	6,0
27 Soudan	0,2	5,5	0,3	2,7	1,0	6,4	..	10,1	0,5	7,5
28 Pakistan	5,4	5,6	4,7	3,0	6,6	7,6	6,2	7,5	5,4	6,4
29 Sénégal	1,5	2,6	0,2	-0,2	3,5	6,0	..	..	1,5	2,3
30 Afghanistan	1,0	..	-1,5	..	4,0	..	..	..	5,1	..
31 Bhoutan	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
32 Tchad	0,5	..	..	..	..	..	..	..	..	..
33 Kampuchea démocratique	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
34 RDP lao	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
35 Mozambique	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
36 Viet Nam	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays à revenu intermédiaire	7,4 w	4,4 w	3,6 w	2,7 w	9,1 w	4,4 w	9,2 w	5,5 w	7,8 w	5,1 w
Exportateurs de pétrole	7,8 w	4,6 w	4,0 w	2,4 w	9,6 w	4,5 w	8,8 w	7,0 w	7,9 w	5,3 w
Importateurs de pétrole	7,1 w	4,3 w	3,2 w	2,9 w	8,4 w	4,4 w	9,4 w	7,8 w	7,8 w	5,0 w
Afrique subsaharienne	8,5 w	1,6 w	3,0 w	0,1 w	16,8 w	0,5 w	..	6,4 w	7,7 w	3,4 w
Tranche inférieure	6,8 w	4,2 w	3,6 w	2,4 w	10,4 w	4,2 w	8,5 w	5,9 w	6,9 w	5,1 w
37 Mauritanie	2,6	2,3	-2,1	2,3	4,3	0,9	..	..	7,6	3,1
38 Libéria	5,5	0,2	6,5	2,0	6,2	-1,5	13,2	0,5	3,8	0,8
39 Zambie	2,4	0,4	2,0	1,0	2,7	-0,1	9,8	0,8	2,3	0,6
40 Lesotho	3,9	5,0	..	..	..	..	..	..	..	..
41 Bolivie	4,4	0,8	3,5	1,1	5,1	-1,7	4,2	0,2	4,3	1,9
42 Indonésie	8,1	6,8	4,8	3,7	13,4	8,3	9,0	14,9	9,6	8,6
43 Yémen, Rép. arabe du	..	8,1	..	1,8	..	13,8	..	14,2	..	9,6
44 Yémen, RDP	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
45 Côte d'Ivoire	7,1	3,7	3,7	3,3	8,8	6,6	8,9	5,0	8,5	2,9
46 Philippines	5,4	4,8	4,1	4,0	7,4	5,3	8,5	4,3	4,8	4,8
47 Maroc	5,7	4,5	4,8	0,6	5,4	3,7	6,1	5,8	6,1	5,8
48 Honduras	4,5	3,8	2,2	3,6	5,7	4,4	6,5	4,2	5,8	3,8
49 El Salvador	4,4	-0,3	3,6	0,4	5,2	-0,6	5,1	-1,5	4,4	-0,5
50 Papouasie-Nouvelle-Guinée	6,7	1,0	..	2,6	..	3,7	..	..	..	-0,1
51 Egypte, Rép. arabe d'	3,8	8,5	2,6	2,5	3,8	10,3	..	..	4,7	10,6
52 Nigéria	9,7	0,7	2,8	-0,5	19,7	-1,0	15,0	8,5	8,8	3,2
53 Zimbabwe	9,4	1,7	..	1,1	..	0,4	..	2,3	..	3,0
54 Cameroun	4,2	7,1	4,7	1,6	4,7	15,0	7,5	13,5	3,6	7,1
55 Nicaragua	3,9	-1,1	2,8	1,4	5,5	-0,8	7,2	0,9	3,6	-2,4
56 Thaïlande	7,8	6,8	5,2	3,7	9,0	8,7	11,4	10,0	9,1	7,5
57 Botswana	14,8	10,7	6,4	-4,0	30,2	15,6	..	8,2	10,6	10,8
58 Rép. dominicaine	8,5	3,3	5,9	0,7	14,4	3,7	12,0	3,9	6,9	4,0
59 Pérou	3,5	1,5	2,0	1,2	4,1	1,1	4,4	-0,1	3,6	1,9
60 Maurice	2,3	3,6	..	-3,1	..	4,4	..	4,3	..	6,5
61 Congo, Rép. populaire du	6,8	8,1	4,1	0,4	9,3	12,7	..	..	6,7	6,9
62 Equateur	7,2	4,8	3,9	1,6	13,9	4,8	11,4	7,6	5,1	5,8
63 Jamaïque	5,4	-1,4	0,6	0,2	4,5	-3,9	4,0	-3,3	6,8	-0,2
64 Guatemala	6,0	3,1	5,8	1,9	7,2	4,3	7,4	3,4	5,8	3,3
65 Turquie	6,5	4,1	2,5	3,3	7,9	4,2	9,5	4,0	8,4	4,3

Note : Les notes techniques indiquent ce que recouvrent les chiffres et dans quelle mesure ils sont comparables.

Taux annuel moyen de croissance (%)

	PIB		Agriculture		Industrie		Secteur manufacturier ^a		Services	
	1965-73 ^b	1973-84 ^c	1965-73 ^b	1973-84 ^c	1965-73 ^b	1973-84 ^c	1965-73	1973-84 ^c	1965-73 ^b	1973-84 ^c
66 Costa Rica	7,1	2,8	7,0	1,9	9,3	3,3	..	..	6,1	2,9
67 Paraguay	5,1	7,5	2,7	5,7	6,8	9,5	6,1	6,7	6,0	7,7
68 Tunisie	6,9	5,5	6,6	1,9	8,6	6,8	10,4	10,2	6,0	5,9
69 Colombie	6,4	3,7	4,0	3,5	8,2	2,5	8,8	2,0	6,9	4,4
70 Jordanie	..	9,6	..	5,4	..	13,6	..	12,9	..	8,5
71 Rép. arabe syrienne	6,2	7,0	-0,7	6,8	14,9	4,5	..	..	5,7	8,3
72 Angola	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
73 Cuba	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
74 Corée, Rép. dém. de	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
75 Liban	6,2	..	1,4	..	5,5	..	..	..	7,1	..
76 Mongolie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Tranche supérieure	7,7 w	4,5 w	3,5 w	3,0 w	8,6 w	4,6 w	9,5 w	5,3 w	8,2 w	5,1 w
77 Chili	3,4	2,7	-1,1	3,4	3,0	1,9	4,1	0,7	4,4	3,2
78 Brésil	9,8	4,4	3,8	4,0	11,0	4,2	11,2	4,9	10,5	4,6
79 Portugal	7,0	..	..	..	..	..	..	..	..	..
80 Malaisie	6,7	7,3	..	4,2	..	8,7	..	8,7	..	8,1
81 Panama	7,4	5,0	3,4	2,1	9,3	3,0	8,0	2,1	7,8	6,1
82 Uruguay	1,2	2,0	0,4	1,5	1,4	1,5	..	..	1,3	2,3
83 Mexique	7,9	5,1	5,4	3,4	8,6	5,5	9,9	5,0	8,0	5,2
84 Corée, Rép. de	10,0	7,2	2,9	1,7	18,4	10,9	21,1	11,5	11,3	6,8
85 Yougoslavie	6,1	4,2	3,2	2,0	7,1	4,7	..	..	6,4	4,7
86 Argentine	4,3	0,4	-0,1	1,6	5,1	-0,7	4,6	-0,2	5,5	0,9
87 Afrique du Sud	5,1	2,7	..	..	..	..	..	..	..	..
88 Algérie	7,0	6,4	2,4	4,2	9,1	6,3	10,9	17,8	5,3	7,0
89 Venezuela	5,1	1,9	4,5	2,4	4,1	1,1	5,7	3,4	6,0	2,3
90 Grèce	7,5	2,7	2,5	1,2	11,1	1,9	12,0	2,3	7,3	3,7
91 Israël	9,6	3,1	..	..	..	..	..	..	..	..
92 Hong Kong	7,9	9,1	-0,6	0,8	8,4	8,0	..	..	8,1	9,6
93 Trinité-et-Tobago	3,5	5,2	1,6	..	2,3	..	..	..	4,5	..
94 Singapour	13,0	8,2	5,7	1,4	17,6	8,6	19,5	7,6	11,5	8,1
95 Iran, Rép. islamique d'	10,4	..	5,2	..	10,5	..	13,7	..	12,7	..
96 Iraq	4,4	..	1,7	..	4,8	..	8,9	..	5,1	..
Exportateurs de pétrole à revenu élevé	9,0 w	4,5 w	..	6,8 w	..	-0,2 w	..	7,6 w	..	10,8 w
97 Oman	21,9	6,1	..	..	..	..	..	..	..	..
98 Libye	7,7	3,0	11,5	6,5	6,6	-4,3	12,4	11,4	13,4	14,7
99 Arabie saoudite	11,2	6,0	2,6	6,9	13,3	2,4	10,6	8,2	8,3	12,5
100 Koweït	5,1	1,5	..	10,2	..	-4,5	..	..	..	8,1
101 Emirats arabes unis	..	..	..	..	..	..	..	5,3	..	..
Pays industriels à économie de marché	4,7 w	2,4 w	1,8 w	1,1 w	5,1 w	1,8 w	5,3 w	2,1 w	4,8 w	2,1 w
102 Espagne	6,4	1,6	2,8	..	8,6	..	9,8	..	5,6	..
103 Irlande	5,0	3,9	..	..	..	..	..	..	..	..
104 Italie	5,2	2,1	0,5	1,7	6,2	1,8	..	..	5,2	2,5
105 Nouvelle-Zélande	3,7	1,4	..	..	..	..	..	..	..	..
106 Royaume-Uni	2,8	1,0	2,6	2,7	2,1	-0,3	2,6	-1,7	3,3	1,7
107 Belgique	5,2	1,7	2,2	2,1	6,4	1,0	7,4	1,3	4,4	2,2
108 Autriche	5,5	2,5	1,7	0,5	6,4	2,1	6,9	2,5	5,2	3,3
109 Pays-Bas	5,5	1,6	5,0	4,8	6,5	(.)	..	..	5,0	2,2
110 France	5,5	2,3	1,7	1,6	6,7	1,4	7,7	1,7	5,2	2,9
111 Japon	9,8	4,3	2,1	-1,3	13,5	5,9	14,4	7,2	8,3	3,3
112 Finlande	5,3	2,9	1,0	1,1	6,4	3,0	7,5	3,7	5,6	3,2
113 Allemagne, Rép. féd. d'	4,6	2,0	2,5	2,1	4,9	1,7	5,3	1,9	4,4	2,3
114 Danemark	3,9	1,7	-1,5	3,7	4,0	0,8	4,7	2,4	4,3	1,9
115 Australie	5,6	2,4	1,6	2,4	5,7	1,4	4,9	1,0	5,4	3,5
116 Suède	3,6	1,4	1,1	-0,1	3,9	0,2	4,1	-0,1	3,6	2,1
117 Canada	5,2	2,5	1,2	1,8	5,2	1,0	5,4	1,1	5,5	3,2
118 Norvège	4,0	3,7	-0,5	1,0	4,8	4,2	4,6	(.)	4,0	3,7
119 Etats-Unis	3,2	2,3	1,8	1,4	2,8	1,2	2,9	1,4	3,5	3,0
120 Suisse	4,2	0,8	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays d'Europe de l'Est à économie planifiée	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
121 Hongrie ^d	6,1	3,5	3,1	3,5	6,5	4,1	..	..	7,5	2,8
122 Pologne	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
123 Albanie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
124 Bulgarie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
125 Tchécoslovaquie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
126 Allemagne, Rép. dém. d'	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
127 Roumanie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
128 URSS	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

a. L'industrie manufacturière fait partie du secteur industriel, mais sa part dans le PIB est indiquée séparément parce qu'il s'agit généralement de la branche la plus dynamique du secteur industriel. b. Les chiffres en italique se rapportent aux années 1966-73 et non 1965-73. c. Les chiffres en italique se rapportent aux années 1973-83 et non 1973-84. d. Les services comprennent la part non imputée du PIB.

Tableau 3. Structure de la production

	PIB ^a		Répartition du produit intérieur brut (%)							
	(millions de dollars)		Agriculture		Industrie		(Secteur manufacturier) ^b		Services	
	1965 ^c	1984 ^d	1965 ^c	1984 ^d	1965 ^c	1984 ^d	1965	1984 ^d	1965 ^c	1984 ^d
Pays à faible revenu			42 w	36 w	28 w	35 w	14 w	15 w	30 w	29 w
Chine et Inde			42 w	36 w	31 w	38 w	15 w	15 w	27 w	26 w
Autres pays à faible revenu			43 w	36 w	16 w	20 w	11 w	15 w	41 w	44 w
Afrique subsaharienne			43 w	39 w	16 w	18 w	9 w	10 w	41 w	43 w
1 Ethiopie	1.180	4.270	58	48	14	16	7	11	28	36
2 Bangladesh	4.380	12.320	53	48	11	12	..	..	36	39
3 Mali	..	980	49	46	13	11	..	..	38	43
4 Zaïre	1.640	4.700	22	..	27	..	17	..	51	..
5 Burkina Faso	250	820	52	43	15	20	..	..	32	38
6 Népal	730	2.290	65	56	11	12	3	4	23	32
7 Birmanie	1.600	6.130	35	48	13	13	9	9	52	39
8 Malawi	220	1.090	50	37	13	18	..	..	37	45
9 Niger	370	1.340	63	33	9	31	..	..	28	37
10 Tanzanie	790	4.410	46	..	14	..	8	..	40	..
11 Burundi	160	1.020	..	58	..	16	..	..	..	26
12 Ouganda	1.180	4.710	52	..	13	..	8	..	35	..
13 Togo	190	720	45	22	21	28	10	6	34	50
14 Rép. centrafricaine	140	560	46	39	16	20	4	8	38	40
15 Inde	46.260	162.280	47	35	22	27	15	15	31	38
16 Madagascar	730	2.380	31	42	16	16	..	..	53	42
17 Somalie	220	1.364	71	..	6	..	3	..	24	..
18 Bénin	210	900	53	43	9	14	..	..	38	43
19 Rwanda	150	1.600	75	..	7	..	2	..	18	..
20 Chine	65.590	281.250	39	36	38	44	..	..	23	20
21 Kenya	920	5.140	35	31	18	21	11	12	47	48
22 Sierra Leone	320	900	34	35	28	25	6	6	38	40
23 Haïti	350	1.820	..	..	..	..	..	..	..	..
24 Guinée	520	2.100	..	41	..	21	..	5	..	38
25 Ghana	1.330	4.485	41	52	19	9	10	5	41	40
26 Sri Lanka	1.770	5.430	28	28	21	26	17	14	51	46
27 Soudan	1.330	6.730	54	33	9	16	4	..	37	51
28 Pakistan	5.450	27.730	40	24	20	29	14	20	40	47
29 Sénégal	810	2.390	25	17	18	28	..	18	56	55
30 Afghanistan	620	..	..	..	..	..	..	..	..	..
31 Bhoutan	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
32 Tchad	240	..	47	..	12	..	..	..	41	..
33 Kampuchea démocratique	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
34 RDP lao	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
35 Mozambique	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
36 Viet Nam	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays à revenu intermédiaire			21 w	14 w	31 w	37 w	20 w	22 w	48 w	49 w
Exportateurs de pétrole			22 w	15 w	28 w	39 w	16 w	18 w	50 w	46 w
Importateurs de pétrole			21 w	13 w	33 w	35 w	22 w	25 w	46 w	52 w
Afrique subsaharienne			38 w	25 w	25 w	31 w	9 w	7 w	37 w	44 w
Tranche inférieure			31 w	22 w	25 w	33 w	15 w	17 w	44 w	45 w
37 Mauritanie	160	660	32	30	36	27	4	..	32	42
38 Libéria	270	980	27	36	40	26	3	7	34	38
39 Zambie	1.060	2.640	14	15	54	39	6	21	32	46
40 Lesotho	50	360	65	..	5	..	1	..	30	..
41 Bolivie	920	3.610	21	25	30	33	16	20	49	40
42 Indonésie	3.630	80.590	59	26	12	40	8	..	29	34
43 Yémen, Rép. arabe du	..	2.940	..	24	..	21	..	9	..	56
44 Yémen, RDP	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
45 Côte d'Ivoire	960	6.690	36	28	17	26	10	17	47	46
46 Philippines	6.010	32.840	26	25	28	34	20	25	46	41
47 Maroc	2.950	13.300	23	17	28	32	16	17	49	51
48 Honduras	460	2.840	40	27	19	26	12	15	41	47
49 El Salvador	800	4.070	29	21	22	21	18	16	49	58
50 Papouasie-Nouvelle-Guinée	340	2.360	42	34	18	9	..	..	41	58
51 Egypte, Rép. arabe d'	4.550	30.060	29	20	27	33	..	..	45	48
52 Nigéria	4.190	73.450	53	27	19	30	7	4	29	43
53 Zimbabwe	960	4.580	18	14	35	40	20	27	47	46
54 Cameroun	750	7.800	32	22	17	35	10	11	50	43
55 Nicaragua	710	2.830	25	24	24	30	18	25	51	45
56 Thaïlande	4.050	41.960	35	20	23	28	14	..	42	52
57 Botswana	50	990	34	6	19	45	12	7	47	48
58 Rép. dominicaine	960	4.910	26	15	20	31	14	19	53	53
59 Pérou	4.900	18.790	15	8	30	40	20	25	55	51
60 Maurice	190	860	16	14	23	25	14	17	61	61
61 Congo, People's Rep	200	2.010	19	7	19	60	..	6	62	33
62 Equateur	1.150	9.870	27	14	22	41	18	19	50	46
63 Jamaïque	870	2.380	10	6	37	39	17	18	53	56
64 Guatemala	1.330	9.400	..	..	..	..	..	..	..	..
65 Turquie	7.660	47.460	34	19	25	33	16	24	41	47

Note : Les notes techniques indiquent ce que recouvrent les chiffres et dans quelle mesure ils sont comparables.

	PIB ^a		Répartition du produit intérieur brut (%)							
	(millions de dollars)		Agriculture		Industrie		(Secteur manufacturier) ^b		Services	
	1965 ^c	1984 ^d	1965 ^c	1984 ^d	1965 ^c	1984 ^d	1965	1984 ^d	1965 ^c	1984 ^d
66 Costa Rica	590	3.560	24	21	23	30	..	..	53	49
67 Paraguay	550	3.870	37	26	19	26	16	17	45	48
68 Tunisie	880	6.940	22	15	24	35	9	14	54	50
69 Colombie	5.570	34.400	30	20	25	30	18	18	46	50
70 Jordanie	..	3.430	..	8	..	30	..	15	..	62
71 Rép. arabe syrienne	1.470	15.930	29	20	22	24	..	..	49	57
72 Angola	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
73 Cuba	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
74 Corée, Rép. dém. de	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
75 Liban	1.150	..	12	..	21	..	..	..	67	..
76 Mongolie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Tranche supérieure			17 w	10 w	35 w	39 w	22 w	25 w	48 w	51 w
77 Chili	5.940	19.760	9	6	40	39	24	21	52	56
78 Brésil	19.260	187.130	19	13	33	35	26	27	48	52
79 Portugal	3.740	19.060	..	9	..	40	..	..	..	50
80 Malaisie	3.000	29.280	30	21	24	35	10	19	45	44
81 Panama	660	4.540	18	9	19	19	12	9	63	72
82 Uruguay	930	4.580	15	14	32	29	..	..	53	57
83 Mexique	20.160	171.300	14	9	31	40	21	24	54	52
84 Corée, Rép. de	3.000	83.220	38	14	25	40	18	28	37	47
85 Yougoslavie	11.190	38.990	23	15	42	46	..	..	35	40
86 Argentine	14.330	76.210	17	12	42	39	33	30	42	50
87 Afrique du Sud	10.540	73.390	10	5	42	47	23	23	48	48
88 Algérie	3.170	50.690	15	6	34	53	11	..	51	41
89 Venezuela	8.230	47.500	7	7	23	43	..	18	71	50
90 Grèce	5.270	29.550	24	18	26	29	16	18	49	53
91 Israël	3.590	22.350	8	5	37	27	..	..	55	68
92 Hong Kong	2.150	30.620	2	1	40	22	24	..	58	78
93 Trinité-et-Tobago	660	8.620	5	..	38	..	19	..	57	..
94 Singapour	970	18.220	3	1	24	39	15	25	73	60
95 Iran, Rép. islamique d'	6.170	157.630	26	..	36	..	12	..	38	..
96 Iraq	2.430	..	18	..	46	..	8	..	36	..
Exportateurs de pétrole à revenu élevé			5 w	2 w	65 w	61 w	5 w	7 w	30 w	37 w
97 Oman	60	7.680	61	..	23	..	..	..	16	..
98 Libye	1.500	30.570	5	2	63	64	3	7	33	34
99 Arabie saoudite	2.300	109.380	8	3	60	60	9	7	31	38
100 Koweït	2.100	21.710	0	1	73	58	3	8	27	41
101 Emirats arabes unis	..	28.840	..	1	..	67	..	9	..	32
Pays industriels à économie de marché			5 w	3 w	39 w	35 w	29 w	25 w	56 w	62 w
102 Espagne	23.320	160.930	15	..	36	..	25	..	49	..
103 Irlande	2.690	18.270	..	11	..	25	..	14	..	64
104 Italie	62.600	348.380	11	5	41	40	..	..	48	55
105 Nouvelle-Zélande	5.580	23.340	..	9	..	32	..	23	..	60
106 Royaume-Uni	99.530	425.370	3	2	41	36	30	22	56	62
107 Belgique	16.840	77.630	5	3	41	34	30	24	53	64
108 Autriche	9.470	64.460	9	4	46	38	33	27	45	58
109 Pays-Bas	19.700	132.600	..	4	..	32	..	24	..	64
110 France	97.930	489.380	..	4	..	34	..	25	..	62
111 Japon	90.970	1.255.006	9	3	43	41	32	30	48	56
112 Finlande	8.190	51.230	15	7	33	34	21	24	52	59
113 Allemagne, Rép. féd. d'	114.830	613.160	..	2	..	46	..	36	..	52
114 Danemark	10.180	54.640	8	5	32	25	20	17	60	70
115 Australie	23.260	182.170	10	..	41	..	28	..	50	..
116 Suède	21.670	97.880	6	3	40	31	28	22	53	66
117 Canada	51.840	334.110	5	3	34	24	23	..	61	72
118 Norvège	7.080	54.720	8	4	33	43	21	14	59	54
119 Etats-Unis	688.600	3.634.600	3	2	38	32	29	21	59	66
120 Suisse	13.920	91.110	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays d'Europe de l'Est à économie planifiée			..	..	..	..	..	..	..	..
121 Hongrie ^e	..	20.150	24	20	37	42	..	..	39	38
122 Pologne	..	75.410	..	15	..	52	..	..	..	33
123 Albanie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
124 Bulgarie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
125 Tchécoslovaquie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
126 Allemagne, Rép. dém. d'	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
127 Roumanie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
128 URSS	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

a. Voir notes techniques. b. L'industrie manufacturière fait partie du secteur industriel, mais sa part dans le PIB est indiquée séparément parce qu'il s'agit généralement de la branche la plus dynamique du secteur industriel. c. Les chiffres en italique se rapportent à 1966 et non à 1965. d. Les chiffres en italique se rapportent à 1983 et non à 1984. e. Sur la base de séries en prix constants; les services comprennent la part non imputée du PIB.

Tableau 4. Croissance de la consommation et de l'investissement

Taux annuel moyen de croissance (%)

	Consommation des administrations publiques		Consommation du secteur privé		Investissement intérieur brut	
	1965-73	1973-84 ^a	1965-73	1973-84 ^a	1965-73	1973-84 ^a
Pays à faible revenu	6,5 w	6,7 w	4,3 w	5,1 w	8,0 w	6,5 w
Chine et Inde	6,9 w	7,0 w	4,8 w	5,3 w	9,1 w	6,8 w
Autres pays à faible revenu	4,8 w	4,3 w	3,0 w	4,2 w	3,2 w	4,1 w
Afrique subsaharienne	4,6 w	3,5 w	2,6 w	2,8 w	6,3 w	0,8 w
1 Ethiopie	3,7	7,1	4,2	2,6	1,5	2,6
2 Bangladesh	b	b	0,9	5,1	-6,4	4,7
3 Mali	2,3	5,8	3,4	3,1	1,0	4,2
4 Zaïre	5,8	..	2,2	..	10,2	..
5 Burkina Faso	10,7	3,0	0,4	4,1	13,7	-3,3
6 Népal	..	..	..	..	..	..
7 Birmanie	b	b	2,9	5,4	2,5	14,1
8 Malawi	3,0	6,7	4,1	3,0	16,0	-2,6
9 Niger	2,1	2,3	-3,3	6,6	4,6	3,5
10 Tanzanie	b	..	5,0	..	9,6	..
11 Burundi	12,3	5,4	4,7	2,8	-1,4	15,7
12 Ouganda	b	..	3,8	..	2,1	..
13 Togo	7,9	8,4	6,0	3,3	3,3	-0,2
14 Rép. centrafricaine	1,7	-2,0	3,6	2,6	2,3	-4,7
15 Inde	6,8	8,8	3,2	4,1	3,9	4,2
16 Madagascar	3,3	3,3	4,0	-0,5	4,2	-1,8
17 Somalie	16,9	..	0,7	..	5,6	..
18 Bénin	3,6	3,7	1,1	3,1	3,9	10,3
19 Rwanda	2,8	..	7,7	..	6,3	..
20 Chine	7,0	6,4	6,3	6,3	12,9	8,0
21 Kenya	13,1	5,2	5,1	2,9	15,9	1,2
22 Sierra Leone	5,3	..	3,8	..	-1,4	..
23 Haïti	3,1	5,1	0,8	2,4	14,4	7,6
24 Guinée	..	5,0	..	2,5	..	-1,5
25 Ghana	1,1	5,4	2,3	-1,3	-3,5	-5,4
26 Sri Lanka	2,3	1,7	3,5	4,7	7,9	13,8
27 Soudan	1,4	3,3	-1,7	6,8	0,2	3,2
28 Pakistan	6,2	6,0	5,9	5,9	0,4	5,4
29 Sénégal	-1,2	6,2	0,1	3,1	8,1	-0,7
30 Afghanistan	b	..	1,1	..	-2,2	..
31 Bhoutan	..	..	..	..	..	..
32 Tchad	6,0	..	0,7	..	4,5	..
33 Kampuchea démocratique	..	..	..	..	..	..
34 RDP lao	..	..	..	..	..	..
35 Mozambique	..	..	..	..	..	..
36 Viet Nam	..	..	..	..	..	..
Pays à revenu intermédiaire	8,2 w	4,8 w	7,1 w	4,5 w	8,9 w	3,0 w
Exportateurs de pétrole	10,7 w	6,2 w	6,9 w	5,6 w	9,5 w	4,1 w
Importateurs de pétrole	6,7 w	3,9 w	7,2 w	3,9 w	8,5 w	2,3 w
Afrique subsaharienne	13,4 w	4,1 w	6,1 w	3,7 w	12,2 w	-1,2 w
Tranche inférieure	8,7 w	6,0 w	5,9 w	4,7 w	8,3 w	3,5 w
37 Mauritanie	6,1	-0,6	2,7	3,3	12,5	4,8
38 Libéria	4,5	4,1	0,3	-0,1	5,6	1,5
39 Zambie	10,4	-1,0	-1,2	0,9	6,2	-13,7
40 Lesotho	5,4	..	5,9	..	11,0	..
41 Bolivie	8,4	1,5	3,1	2,0	6,9	-12,2
42 Indonésie	9,8	10,3	7,1	9,1	17,5	11,3
43 Yémen, Rép. arabe du	..	17,9	..	5,7	..	12,3
44 Yémen, RDP	..	..	..	..	..	..
45 Côte d'Ivoire	15,2	8,1	5,1	3,3	10,2	2,9
46 Philippines	8,4	3,0	4,0	4,3	4,4	4,3
47 Maroc	5,5	9,9	5,1	3,7	11,0	1,6
48 Honduras	7,0	5,6	3,8	3,4	4,3	2,4
49 El Salvador	7,6	3,5	3,9	-0,9	3,4	-4,4
50 Papouasie-Nouvelle-Guinée	2,4	-2,2	5,2	3,1	10,9	4,2
51 Egypte, Rép. arabe d'	b	b	5,3	8,4	-1,5	10,3
52 Nigéria	16,1	3,8	7,3	3,5	15,2	-2,0
53 Zimbabwe	8,3	..	7,2	..	7,6	..
54 Cameroun	4,6	6,5	3,4	6,6	8,6	10,6
55 Nicaragua	3,2	13,8	2,7	-4,8	2,2	-1,0
56 Thaïlande	9,8	8,8	6,9	6,0	7,6	5,3
57 Botswana	5,5	12,8	7,4	8,6	48,1	1,4
58 Rép. dominicaine	-3,6	6,8	8,6	3,5	19,2	2,0
59 Pérou	5,4	2,4	5,6	1,6	-2,6	-2,7
60 Maurice	2,3	5,7	-0,7	4,7	5,2	-3,7
61 Congo, Rép. populaire du	7,4	5,3	3,9	6,2	9,3	6,3
62 Equateur	7,0	7,5	5,2	5,8	6,0	3,1
63 Jamaïque	13,6	2,4	4,5	-2,6	7,5	-5,8
64 Guatemala	5,7	6,1	5,4	3,2	5,3	-0,1
65 Turquie	5,7	5,5	6,0	2,6	9,7	2,3

Note : Les notes techniques indiquent ce que recouvrent les chiffres et dans quelle mesure ils sont comparables.

Taux annuel moyen de croissance (%)

	Consommation des administrations publiques		Consommation du secteur privé		Investissement intérieur brut	
	1965-73	1973-84 ^a	1965-73	1973-84 ^a	1965-73	1973-84 ^a
66 Costa Rica	6,8	2,9	5,1	1,9	9,3	0,7
67 Paraguay	6,2	8,9	5,0	7,3	8,3	10,3
68 Tunisie	5,9	7,1	7,2	7,0	1,5	6,0
69 Colombie	8,8	5,0	6,5	4,5	6,7	5,5
70 Jordanie	..	..	..	..	..	..
71 Rép. arabe syrienne	12,5	10,0	6,5	8,4	7,2	10,0
72 Angola	..	..	..	..	..	..
73 Cuba	..	..	..	..	..	..
74 Corée, Rép. dém. de	..	..	..	..	..	..
75 Liban	3,7	..	5,4	..	5,1	..
76 Mongolie	..	..	..	..	..	..
Tranche supérieure	8,0 w	4,2 w	7,7 w	4,4 w	9,1 w	2,8 w
77 Chili	6,3	0,4	4,8	2,3	(.)	1,0
78 Brésil	7,3	3,1	10,2	4,9	11,3	(.)
79 Portugal	7,1	6,2	8,4	1,5	8,0	2,4
80 Malaisie	6,9	10,0	4,6	6,9	9,1	11,4
81 Panama	9,7	5,1	5,2	4,8	15,4	-0,4
82 Uruguay	1,9	3,0	4,1	0,6	4,0	3,9
83 Mexique	8,7	6,8	7,7	4,7	8,4	3,3
84 Corée, Rép. de	7,3	5,4	8,7	5,9	19,7	8,8
85 Yougoslavie	2,2	2,8	9,7	3,3	4,8	3,9
86 Argentine	2,4	b	4,3	0,7	6,7	-3,4
87 Afrique du Sud	5,5	..	5,5	..	6,4	..
88 Algérie	5,8	10,1	6,4	9,2	17,4	6,8
89 Venezuela	6,8	4,5	5,5	5,6	9,0	-0,8
90 Grèce	5,7	5,2	6,9	3,1	11,1	-1,4
91 Israël	15,8	-1,0	6,9	5,0	13,3	-1,5
92 Hong Kong	6,9	9,2	9,5	9,9	3,7	9,7
93 Trinité-et-Tobago	b	..	4,9	..	2,4	..
94 Singapour	16,3	6,5	9,9	6,2	22,7	9,5
95 Iran, Rép. islamique d'	17,3	..	7,9	..	11,2	..
96 Iraq	b	..	3,3	..	7,2	..
Exportateurs de pétrole à revenu élevé	..	..	8,7 w	..	4,3 w	..
97 Oman	..	..	..	..	..	..
98 Libye	19,8	7,3	22,1	9,0	2,7	3,7
99 Arabie saoudite	b	b	8,8	21,2	9,4	27,1
100 Koweït	b	..	4,3	..	0,8	..
101 Emirats arabes unis	..	..	..	..	..	..
Pays industriels à économie de marché	3,2 w	2,5 w	4,9 w	2,6 w	5,4 w	0,9 w
102 Espagne	4,0	4,2	6,1	1,3	6,7	-2,3
103 Irlande	6,4	3,8	4,8	1,1	8,5	1,8
104 Italie	4,1	2,5	5,7	2,2	5,9	-0,5
105 Nouvelle-Zélande	2,9	1,6	3,2	1,1	2,6	-1,8
106 Royaume-Uni	2,1	1,4	2,9	1,4	3,1	-1,0
107 Belgique	4,9	2,7	5,0	2,1	4,1	-2,6
108 Autriche	3,8	2,9	4,7	2,6	6,9	0,7
109 Pays-Bas	3,2	2,3	5,1	1,8	5,9	-2,0
110 France	3,9	2,7	5,3	3,0	6,9	0,4
111 Japon	5,3	3,9	8,4	3,3	14,1	3,0
112 Finlande	5,5	4,4	4,8	2,4	4,9	-0,2
113 Allemagne, Rép. féd. d'	4,0	2,2	4,9	1,8	4,4	1,3
114 Danemark	6,0	3,6	2,9	0,8	4,9	-2,4
115 Australie	4,8	4,3	4,9	3,0	3,7	0,7
116 Suède	4,9	2,8	2,9	0,9	2,1	-1,5
117 Canada	6,2	1,4	5,3	2,6	3,8	0,1
118 Norvège	5,6	3,7	3,7	4,5	4,5	-2,1
119 Etats-Unis	1,8	2,5	4,0	3,0	2,7	1,5
120 Suisse	3,9	1,6	4,5	1,1	5,3	1,2
Pays d'Europe de l'Est à économie planifiée	..	..	..	..	..	..
121 Hongrie	..	3,3	..	3,0	..	2,0
122 Pologne	..	..	..	..	..	..
123 Albanie	..	..	..	..	..	..
124 Bulgarie	..	..	..	..	..	..
125 Tchécoslovaquie	..	..	..	..	..	..
126 Allemagne, Rép. dém. d'	..	..	..	..	..	..
127 Roumanie	..	..	..	..	..	..
128 URSS	..	..	..	..	..	..

a. Les chiffres en italique se rapportent aux années 1973-83 et non 1973-84. b. On ne dispose pas de chiffres distincts pour la consommation du secteur public, qui est donc incluse dans celle du secteur privé.

Tableau 5. Structure de la demande

	Répartition du produit intérieur brut (%)											
	Consommation des administrations publiques		Consommation du secteur privé		Investissement intérieur brut		Epargne intérieure brute		Exportations de biens et de services non facteurs		Solde de ressources	
	1965	1984 ^a	1965	1984 ^a	1965	1984 ^a	1965	1984 ^a	1965	1984 ^a	1965	1984 ^a
Pays à faible revenu	13 w	13 w	68 w	64 w	21 w	25 w	19 w	23 w	7 w	9 w	-2 w	2 w
Chine et Inde	13 w	14 w	66 w	60 w	22 w	28 w	21 w	26 w	4 w	8 w	-1 w	-2 w
Autres pays à faible revenu	12 w	12 w	77 w	81 w	15 w	16 w	12 w	7 w	19 w	14 w	-3 w	-9 w
Afrique subsaharienne	14 w	14 w	73 w	82 w	15 w	13 w	13 w	6 w	25 w	16 w	-2 w	-7 w
1 Ethiopie	11	17	77	81	13	11	12	2	12	12	-1	-9
2 Bangladesh	9	9	83	87	11	16	8	4	10	8	-4	-12
3 Mali	17	27	72	75	23	17	11	-2	13	23	-11	-19
4 Zaïre	18	...	44	...	28	...	38	...	70	...	10	...
5 Burkina Faso	7	15	91	98	10	14	2	-13	9	18	-8	-28
6 Népal	b	b	100	90	6	19	(.)	10	8	11	-6	-9
7 Birmanie	b	14	87	69	19	22	13	17	14	8	-6	-5
8 Malawi	16	16	84	67	14	16	(.)	17	19	27	-14	(.)
9 Niger	8	10	84	79	15	25	9	11	12	22	-7	-14
10 Tanzanie	10	...	74	...	15	...	16	...	26	...	1	...
11 Burundi	7	14	89	79	6	21	4	7	10	9	-2	-14
12 Ouganda	10	b	78	94	11	8	12	6	19	11	1	-3
13 Togo	8	17	76	79	22	23	17	4	20	31	-6	-19
14 Rép. centrafricaine	22	13	67	91	21	12	11	-4	27	25	-11	-16
15 Inde	10	11	74	67	18	24	16	22	4	6	-2	-3
16 Madagascar	23	14	74	78	10	14	4	9	16	16	-6	-5
17 Somalie	8	...	84	...	11	...	8	...	17	...	-3	...
18 Bénin	14	10	83	93	12	7	3	-3	14	18	-9	-10
19 Rwanda	14	...	81	...	10	...	5	...	12	...	-5	...
20 Chine	15	15	59	55	25	30	25	30	4	10	1	(.)
21 Kenya	15	19	70	61	14	22	15	20	31	26	1	-2
22 Sierra Leone	8	7	83	86	12	9	9	6	30	17	-3	-2
23 Haïti	8	12	90	84	7	16	2	4	13	24	-5	-12
24 Guinée	...	14	...	73	...	10	...	13	...	25	...	3
25 Ghana	14	6	77	89	18	6	8	5	17	11	-10	-1
26 Sri Lanka	13	7	74	73	12	26	13	20	38	29	1	-6
27 Soudan	12	12	79	91	10	11	9	-3	15	10	-1	-13
28 Pakistan	11	12	76	82	21	17	13	6	8	11	-8	-12
29 Sénégal	17	19	75	76	12	15	8	5	24	29	-4	-11
30 Afghanistan	b	...	99	...	11	...	1	...	11	...	-10	...
31 Bhoutan	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
32 Tchad	14	...	84	...	9	...	2	...	23	...	-7	...
33 Kampuchea démocratique	16	...	71	...	13	...	12	...	12	...	-1	...
34 RDP lao	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
35 Mozambique	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
36 Viet Nam	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Pays à revenu intermédiaire	11 w	13 w	68 w	67 w	21 w	22 w	21 w	22 w	18 w	25 w	(.) w	1 w
Exportateurs de pétrole	11 w	13 w	68 w	62 w	19 w	22 w	21 w	25 w	19 w	24 w	2 w	3 w
Importateurs de pétrole	11 w	14 w	67 w	70 w	22 w	21 w	21 w	21 w	18 w	25 w	-1 w	(.) w
Afrique subsaharienne	10 w	14 w	70 w	68 w	19 w	14 w	20 w	18 w	27 w	22 w	1 w	4 w
Tranche inférieure	11 w	13 w	73 w	71 w	17 w	19 w	16 w	16 w	17 w	21 w	-1 w	-3 w
37 Mauritanie	19	17	54	84	14	22	27	-1	42	48	13	-23
38 Libéria	12	23	61	62	17	20	27	14	50	40	10	-5
39 Zambie	15	23	45	62	25	14	40	15	49	37	15	1
40 Lesotho	18	...	109	...	11	...	-26	...	16	...	-38	...
41 Bolivie	10	11	80	63	16	18	11	26	17	17	-5	8
42 Indonésie	6	10	88	70	7	21	6	20	5	23	(.)	-1
43 Yémen, Rép. arabe du	...	40	...	83	...	21	...	-22	...	7	...	-43
44 Yémen, RDP	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
45 Côte d'Ivoire	11	16	69	56	19	13	20	28	35	46	1	15
46 Philippines	9	6	70	76	21	18	21	18	17	21	(.)	-1
47 Maroc	12	18	76	70	10	23	12	12	18	25	1	-11
48 Honduras	10	15	75	71	15	19	15	14	27	27	(.)	-5
49 El Salvador	9	14	79	82	15	12	12	4	27	21	-2	-8
50 Papouasie-Nouvelle-Guinée	34	24	64	60	22	31	2	16	18	42	-20	-14
51 Egypte, Rép. arabe d'	19	23	67	65	18	25	14	12	18	28	-4	-13
52 Nigéria	7	14	76	71	19	12	17	15	18	16	-2	2
53 Zimbabwe	12	19	65	72	15	13	23	9	...	22	8	-3
54 Cameroun	14	10	73	58	13	26	13	33	25	32	-1	7
55 Nicaragua	8	35	74	55	21	18	18	10	29	18	-3	-7
56 Thaïlande	10	13	71	66	20	23	19	21	18	24	-1	-2
57 Botswana	24	26	89	54	6	21	-13	20	32	61	-19	-1
58 Rép. dominicaine	18	8	75	76	9	21	7	17	15	27	-2	-5
59 Pérou	12	12	69	70	21	14	19	18	16	20	-1	4
60 Maurice	13	13	74	69	17	18	13	18	36	48	-4	(.)
61 Congo, Rép. populaire du	14	13	80	48	22	35	5	39	36	64	-17	4
62 Equateur	9	12	80	66	14	20	11	22	16	27	-3	2
63 Jamaïque	8	17	69	65	27	22	23	18	33	55	-4	-4
64 Guatemala	7	8	82	84	13	11	10	9	17	13	-3	-2
65 Turquie	12	10	74	79	15	20	13	11	6	12	-1	-9

Note : Les notes techniques indiquent ce que recouvrent les chiffres et dans quelle mesure ils sont comparables.

Répartition du produit intérieur brut (%)

	Consommation des administrations publiques		Consommation du secteur privé		Investissement intérieur brut		Epargne intérieure brute		Exportations de biens et de services non facteurs		Solde de ressources	
	1965	1984 ^a	1965	1984 ^a	1965	1984 ^a	1965	1984 ^a	1965	1984 ^a	1965	1984 ^a
66 Costa Rica	13	16	78	61	20	25	9	24	23	34	-10	-1
67 Paraguay	7	8	79	83	15	17	14	9	15	21	-1	-9
68 Tunisie	15	17	71	63	28	32	14	20	19	34	-13	-12
69 Colombie	8	11	75	73	16	19	17	16	11	12	1	-2
70 Jordanie	..	24	..	92	..	32	..	-16	..	43	..	-48
71 Rép. arabe syrienne	14	23	76	65	10	24	10	12	17	13	(.)	-11
72 Angola	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
73 Cuba	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
74 Corée, Rép. dém. de	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
75 Liban	10	..	81	..	22	..	9	..	36	..	-13	..
76 Mongolie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Tranche supérieure	11 w	14 w	65 w	65 w	23 w	22 w	24 w	26 w	18 w	26 w	1 w	4 w
77 Chili	11	14	73	73	15	14	16	13	14	23	1	-1
78 Brésil	11	b	62	79	25	16	27	21	8	14	2	6
79 Portugal	12	14	68	70	25	23	20	16	27	39	-5	-7
80 Malaisie	15	18	63	50	18	31	23	32	44	56	4	1
81 Panama	11	19	73	64	18	18	16	17	36	36	-2	-1
82 Uruguay	15	12	68	75	11	9	18	13	19	25	7	5
83 Mexique	7	10	72	61	22	22	21	30	9	18	-1	8
84 Corée, Rép. de	9	10	83	60	15	29	8	30	9	37	-7	(.)
85 Yougoslavie	18	16	52	54	30	29	30	30	22	31	(.)	1
86 Argentine	8	b	69	81	19	14	22	19	8	13	3	4
87 Afrique du Sud	11	16	62	55	28	25	27	29	26	26	(.)	4
88 Algérie	15	16	66	45	22	38	19	39	22	26	-3	1
89 Venezuela	12	13	54	58	24	16	34	29	31	32	10	13
90 Grèce	12	19	73	70	26	21	15	11	9	19	-11	-10
91 Israël	20	33	65	59	29	19	15	8	19	40	-13	-11
92 Hong Kong	7	7	64	64	36	24	29	29	71	107	-7	5
93 Trinité-et-Tobago	11	..	66	..	23	..	23	..	39	..	(.)	..
94 Singapour	10	11	80	46	22	47	10	43	123	..	-12	-4
95 Iran, Rép. islamique d'	13	..	63	..	17	..	24	..	20	..	6	..
96 Iraq	20	..	50	..	16	..	31	..	38	..	15	..
Exportateurs de pétrole à revenu élevé	15 w	30 w	32 w	34 w	19 w	30 w	53 w	36 w	61 w	48 w	34 w	6 w
97 Oman	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
98 Libye	14	34	36	31	29	23	50	35	53	43	21	12
99 Arabie saoudite	18	31	34	36	14	35	48	32	60	44	34	-3
100 Koweït	13	20	26	49	16	21	60	30	68	60	45	9
101 Emirats arabes unis	..	27	..	17	..	27	..	56	..	61	..	29
Pays industriels à économie de marché	15 w	17 w	61 w	62 w	23 w	21 w	23 w	21 w	12 w	18 w	(.) w	(.) w
102 Espagne	7	12	71	67	25	18	21	21	11	24	-3	3
103 Irlande	14	19	72	58	24	22	15	23	35	61	-9	2
104 Italie	15	19	62	62	20	19	23	18	16	27	3	(.)
105 Nouvelle-Zélande	12	16	63	62	27	23	25	22	22	32	-2	-1
106 Royaume-Uni	17	22	64	61	20	17	19	17	20	29	-1	(.)
107 Belgique	13	17	64	66	23	15	23	17	36	77	(.)	2
108 Autriche	13	18	59	57	28	25	27	25	26	37	-1	(.)
109 Pays-Bas	15	17	59	60	27	18	26	23	43	63	-1	5
110 France	13	16	61	64	25	19	26	19	14	25	1	(.)
111 Japon	8	10	58	59	32	28	33	31	11	15	1	3
112 Finlande	14	19	60	54	28	24	26	26	21	31	-2	3
113 Allemagne, Rép. féd. d'	15	20	56	57	28	21	29	23	18	31	(.)	2
114 Danemark	16	26	59	54	26	19	25	20	29	37	-2	1
115 Australie	11	17	63	64	28	21	26	19	15	15	-2	-2
116 Suède	18	28	56	50	27	18	26	22	22	37	-1	4
117 Canada	15	21	60	57	26	19	25	22	19	29	(.)	4
118 Norvège	15	19	56	47	30	25	29	35	41	48	-1	10
119 Etats-Unis	17	19	62	65	20	19	21	16	5	8	1	-3
120 Suisse	10	14	60	62	30	24	30	25	29	38	-1	(.)
Pays d'Europe de l'Est à économie planifiée	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
121 Hongrie	b	10	75	61	26	27	25	28	..	40	..	2
122 Pologne	..	10	..	63	..	26	..	27	..	18	..	1
123 Albanie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
124 Bulgarie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
125 Tchécoslovaquie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
126 Allemagne, Rép. dém. d'	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
127 Roumanie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
128 URSS	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

a. Les chiffres en italique se rapportent à 1983 et non à 1984. b. On ne dispose pas de chiffres distincts pour la consommation du secteur public, qui est donc incluse dans celle du secteur privé.

Tableau 6. Agriculture et alimentation

	Valeur ajoutée dans l'agriculture (millions de dollars de 1980)		Importations de céréales (milliers de tonnes)		Aide alimentaire en céréales (milliers de tonnes)		Consommation d'engrais (centaines de grammes nutritifs par hectare de terre arable)		Indice moyen de production alimentaire par habitant (1974-76 = 100)
	1970	1984 ^a	1974	1984	1974/75	1983/84	1970 ^b	1983	1982-84
Pays à faible revenu			24.017 t	26.430 t	5.651 t	4.878 t	178 w	661 w	116 w
Chine et Inde			15.101 t	17.355 t	1.582 t	580 t	230 w	923 w	121 w
Autres pays à faible revenu			8.916 t	9.075 t	4.069 t	4.298 t	78 w	195 w	102 w
Afrique subsaharienne			2.560 t	5.195 t	796 t	2.087 t	23 w	49 w	92 w
1 Ethiopie	1.663	1.971	118	506	54	172	4	35	100
2 Bangladesh	5.427	6.703	1.866	2.136	2.076	1.163	142	596	99
3 Mali	403	606	281	367	107	111	29	75	101
4 Zaïre	1.503	1.866	343	246	1	53	8	14	92
5 Burkina Faso	444	521	99	89	28	57	3	50	94
6 Népal	1.102	1.364	18	27	0	30	30	137	91
7 Birmanie	1.705	3.403	26	7	9	6	34	158	124
8 Malawi	257	427	17	20	(.)	3	52	164	100
9 Niger	851	649	155	45	73	13	1	5	113
10 Tanzanie	1.583	..	431	364	148	136	30	42	100
11 Burundi	468	585	7	14	6	11	5	21	106
12 Ouganda	2.388	2.682	37	20	0	10	13	..	98
13 Togo	212	238	6	95	11	9	3	21	92
14 Rép. centrafricaine	256	324	7	30	1	8	11	7	94
15 Inde	45.772	59.681	5.261	2.170	1.582	371	114	394	110
16 Madagascar	1.111	1.269	114	172	7	74	56	46	89
17 Somalie	434	..	42	330	111	177	31	23	69
18 Bénin	..	463	8	65	9	6	33	30	97
19 Rwanda	..	..	3	20	19	25	3	3	112
20 Chine	69.147	134.877	9.840	15.185	0	209	418	1.806	128
21 Kenya	1.198	2.183	15	560	2	122	224	376	82
22 Sierra Leone	261	330	72	61	10	16	13	11	95
23 Haïti	..	..	83	205	25	72	4	36	90
24 Guinée	..	794	63	186	49	43	18	6	93
25 Ghana	3.360	2.522	177	311	33	74	9	77	73
26 Sri Lanka	812	1.224	951	685	271	391	496	740	125
27 Soudan	1.610	2.203	125	530	46	450	31	67	93
28 Pakistan	5.007	6.581	1.274	291	584	395	168	586	104
29 Sénégal	603	567	341	698	27	151	20	48	66
30 Afghanistan	..	..	5	20	10	100	24	63	102
31 Bhoutan	..	..	3	11	0	7	(.)	10	104
32 Tchad	339	..	37	74	20	69	7	17	95
33 Kampuchea démocratique	..	..	223	25	226	43	13	16	107
34 RDP lao	..	..	53	37	8	2	4	6	129
35 Mozambique	..	..	62	392	34	297	27	77	73
36 Viet Nam	..	..	1.854	436	64	2	512	471	123
Pays à revenu intermédiaire			41.135 t	84.988 t	2.329 t	4.719 t	214 w	443 w	104 w
Exportateurs de pétrole			18.022 t	45.487 t	1.135 t	2.712 t	140 w	466 w	102 w
Importateurs de pétrole			23.113 t	39.501 t	1.194 t	2.007 t	258 w	431 w	102 w
Afrique subsaharienne			1.361 t	4.849 t	114 t	503 t	46 w	109 w	92 w
Tranche inférieure			17.128 t	32.838 t	1.624 t	4.685 t	76 w	431 w	104 w
37 Mauritanie	200	215	115	277	48	129	6	..	95
38 Libéria	235	334	42	109	3	47	55	75	91
39 Zambie	473	627	93	236	5	76	71	130	74
40 Lesotho	94	..	49	141	14	50	17	151	78
41 Bolivie	541	723	209	320	22	284	13	18	84
42 Indonésie	12.097	21.229	1.919	1.926	301	466	119	745	120
43 Yémen, Rép. arabe du	..	..	158	612	33	5	1	57	84
44 Yémen, RDP	..	..	149	291	(.)	16	(.)	103	83
45 Côte d'Ivoire	1.733	2.542	172	545	4	0	71	107	110
46 Philippines	5.115	8.694	817	964	89	54	214	320	107
47 Maroc	2.784	2.905	891	2.610	75	448	130	293	91
48 Honduras	475	687	52	130	31	97	160	159	99
49 El Salvador	740	868	75	221	4	263	1.048	1.132	88
50 Papouasie-Nouvelle-Guinée	655	926	71	174	..	..	76	182	95
51 Egypte, Rép. arabe d'	3.282	4.795	3.877	8.616	610	1.783	1.282	3.605	91
52 Nigéria	17.943	19.062	389	2.351	7	0	3	87	96
53 Zimbabwe	556	823	56	334	0	76	466	576	69
54 Cameroun	1.492	1.991	81	121	4	1	28	48	83
55 Nicaragua	410	606	44	135	3	56	184	483	78
56 Thaïlande	5.631	9.829	97	150	0	13	76	240	115
57 Botswana	20	74	21	59	5	32	14	10	61
58 Rép. dominicaine	953	1.235	252	436	16	148	354	288	99
59 Pérou	1.716	1.893	637	1.205	37	207	297	224	84
60 Maurice	178	152	160	188	22	22	2.081	2.538	88
61 Congo, Rép. populaire du	147	178	34	113	2	1	112	24	96
62 Equateur	1.054	1.413	152	369	13	14	123	283	89
63 Jamaïque	205	235	340	432	1	54	885	628	89
64 Guatemala	..	..	138	142	9	19	224	474	101
65 Turquie	8.701	13.400	1.276	1.627	16	0	166	581	103

Note : Les notes techniques indiquent ce que recouvrent les chiffres et dans quelle mesure ils sont comparables.

	Valeur ajoutée dans l'agriculture (millions de dollars de 1980)		Importations de céréales (milliers de tonnes)		Aide alimentaire en céréales (milliers de tonnes)		Consommation d'engrais (centaines de grammes nutritifs par hectare de terre arable)		Indice moyen de production alimentaire par habitant (1974-76 = 100) 1982-84
	1970	1984 ^a	1974	1984	1974/75	1983/84	1970 ^b	1983	
66 Costa Rica	666	961	110	139	1	39	1.086	1.323	87
67 Paraguay	678	1.381	71	75	10	8	58	46	105
68 Tunisie	712	1.358	307	1.071	59	146	82	160	84
69 Colombie	4.247	6.918	503	789	28	3	310	563	104
70 Jordanie	187	311	171	835	79	24	20	394	136
71 Rép. arabe syrienne	1.057	2.415	339	1.855	47	17	67	320	123
72 Angola	..	..	149	375	0	69	45	25	81
73 Cuba	..	..	1.622	2.105	..	0	1.539	1.699	129
74 Corée, Rép. dém. de	..	..	1.108	200	..	..	1.484	3.452	113
75 Liban	..	..	354	506	26	18	1.279	1.191	145
76 Mongolie	..	..	28	54	..	..	18	116	90
Tranche supérieure			24.007 t	52.150 t	705 t	..	248 w	455 w	103 w
77 Chili	1.597	2.142	1.737	1.038	323	21	317	249	102
78 Brésil	18.425	34.503	2.485	5.336	31	3	169	307	115
79 Portugal	..	2.241	1.860	3.046	(.)	..	411	655	86
80 Malaisie	3.511	6.593	1.017	2.064	1	..	436	1.115	112
81 Panama	275	353	63	85	3	2	391	396	99
82 Uruguay	913	879	70	98	6	0	392	259	105
83 Mexique	11.125	17.286	2.881	8.484	..	1	246	612	104
84 Corée, Rép. de	8.176	12.234	2.679	6.334	234	0	2.466	3.311	109
85 Yougoslavie	5.433	8.259	992	34	..	..	766	1.178	109
86 Argentine	3.947	5.455	(.)	(.)	(.)	..	24	35	109
87 Afrique du Sud	3.571	..	127	3.240	..	..	425	649	83
88 Algérie	1.731	2.790	1.816	4.155	54	7	174	213	79
89 Venezuela	2.477	3.425	1.270	2.653	..	..	165	385	88
90 Grèce	4.929	6.332	1.341	280	..	..	858	1.611	103
91 Israël	..	..	1.176	1.804	53	0	1.394	1.831	98
92 Hong Kong	321	251	657	833	(.)	..	..	..	99
93 Trinité-et-Tobago	160	..	208	269	0	..	640	494	60
94 Singapour	118	149	682	2.537	(.)	..	2.667	7.833	68
95 Iran, Rép. islamique d'	10.314	..	2.076	5.349	0	..	76	758	99
96 Iraq	..	..	870	4.511	(.)	0	35	165	85
Exportateurs de pétrole à revenu élevé			1.379 t	10.067 t			58 w	918 w	..
97 Oman	..	..	52	214	..	..	(.)	884	..
98 Libye	168	572	612	1.005	..	..	64	432	94
99 Arabie saoudite	833	1.917	482	7.643	..	..	44	1.777	98
100 Koweït	42	108	101	770	..	..	(.)	4.200	..
101 Emirats arabes unis	..	294	132	435	..	..	(.)	2.991	..
Pays industriels à économie de marché			65.494 t	62.579 t			985 w	1.233 w	107 w
102 Espagne	10.888	..	4.675	3.973	..	..	595	710	107
103 Irlande	..	..	631	524	..	..	3.573	6.973	101
104 Italie	22.099	25.478	8.100	7.097	..	..	962	1.689	111
105 Nouvelle-Zélande	..	..	92	136	..	..	8.875	11.468	108
106 Royaume-Uni	7.907	11.476	7.541	2.991	..	..	2.521	3.746	124
107 Belgique ^c	2.370	3.272	4.585	6.638	..	..	5.686	5.467	104
108 Autriche	2.950	3.091	165	67	..	..	2.517	2.520	118
109 Pays-Bas	3.986	7.180	7.199	4.655	..	..	7.165	7.888	120
110 France	24.282	30.484	654	1.747	..	..	2.424	3.116	111
111 Japon	38.299	39.972	19.557	26.944	..	..	3.849	4.370	91
112 Finlande	4.379	4.351	222	53	..	..	1.931	2.220	102
113 Allemagne, Rép. féd. d'	15.442	20.589	7.164	4.444	..	..	4.208	4.211	116
114 Danemark	2.427	4.137	462	364	..	..	2.254	2.639	122
115 Australie	7.090	11.083	2	20	..	..	246	242	105
116 Suède	3.983	4.252	301	118	..	..	1.639	1.603	112
117 Canada	8.501	10.634	1.513	627	..	..	192	487	118
118 Norvège	2.035	2.481	713	330	..	..	2.471	2.970	117
119 Etats-Unis	62.108	66.669	460	785	..	..	800	1.045	105
120 Suisse	..	..	1.458	1.066	..	..	3.842	4.296	117
Pays d'Europe de l'Est à économie planifiée			18.543 t	50.425 t			635 w	1.221 w	103 w
121 Hongrie	2.782	4.677	408	74	..	..	1.485	2.998	126
122 Pologne	..	9.751	4.185	2.718	..	42	1.715	2.314	94
123 Albanie	..	..	48	4	..	..	745	1.446	107
124 Bulgarie	..	..	649	55	..	..	1.446	2.437	119
125 Tchécoslovaquie	..	..	1.296	697	..	..	2.402	3.435	118
126 Allemagne, Rép. dém. d'	..	..	2.821	3.153	..	..	3.202	2.901	107
127 Roumanie	..	..	1.381	510	..	..	559	1.577	119
128 URSS	..	..	7.755	43.214	..	..	437	987	101

a. Les chiffres en italique se rapportent à 1983 et non à 1984. b. Moyenne pour 1969-71. c. Y compris le Luxembourg.

Tableau 7. Industrie

Répartition de la valeur ajoutée dans le secteur manufacturier (%; prix de 1980)											Valeur ajoutée dans le secteur manufacturier (millions de dollars de 1980)		
Alimentation et agriculture		Textiles et habillement		Machines et matériel de transport		Produits chimiques		Autres industries manufacturières		1970	1983 ^a		
1970	1983 ^a	1970	1983 ^a	1970	1983 ^a	1970	1983 ^a	1970	1983 ^a				
Pays à faible revenu													
Chine et Inde													
Autres pays à faible revenu													
Afrique subsaharienne													
1	Ethiopie	30	38	34	28	1	..	2	2	33	32	282	453
2	Bangladesh	18	18	51	40	3	6	13	22	15	14	437	860
3	Mali	22	25	54	57	5	6	2	2	17	10	59	82
4	Zaïre	41	44	16	11	5	..	5	7	33	38	213	168
5	Burkina Faso	74	..	4	..	..	..	6	..	17	..	73	157
6	Népal	..	69	..	13	..	..	..	2	..	17	..	..
7	Birmanie	30	37	6	12	2	2	4	6	57	44	373	687
8	Malawi	33	46	23	18	3	..	..	..	42	36	72	136
9	Niger	15	33	42	27	..	..	..	11	43	28	53	152
10	Tanzanie	23	26	27	26	7	9	9	9	34	31	336	..
11	Burundi	..	78	..	..	..	..	..	5	..	17	52	91
12	Ouganda	59	59	8	17	(.)	..	8	2	26	22	311	137
13	Togo	51	43	38	38	..	..	..	..	12	19	149	61
14	Rép. centrafricaine	14	41	72	38	(.)	1	3	4	11	17	114	47
15	Inde	11	13	37	27	14	18	8	11	30	32	16.294	27.091
16	Madagascar	22	23	31	42	10	..	4	5	32	31	492	395
17	Somalie	69	..	4	..	(.)	(.)	1	..	27	..	..	..
18	Bénin	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	117
19	Rwanda	75	72	..	..	..	..	2	3	23	25	..	..
20	Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	54.806	152.731
21	Kenya	39	37	10	12	11	15	10	8	29	29	263	881
22	Sierra Leone	35	42	..	..	..	..	3	6	61	52	37	52
23	Haïti	19	..	42	..	15	..	2	..	22	..	..	..
24	Guinée	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	39
25	Ghana	14	27	42	19	3	1	5	5	36	49	409	211
26	Sri Lanka	45	44	8	15	7	4	6	7	34	31	548	742
27	Soudan	30	38	24	..	2	3	2	4	42	56	298	521
28	Pakistan	19	28	57	23	7	10	7	21	11	18	2.359	5.205
29	Sénégal	55	54	23	20	..	4	6	4	16	17	366	640
30	Afghanistan	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
31	Bhoutan	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
32	Tchad	46	48	37	34	..	..	(.)	(.)	17	18	27	..
33	Kampuchea démocratique	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
34	RDP lao	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
35	Mozambique	40	..	16	..	5	..	5	..	33	..	..	..
36	Viet Nam	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays à revenu intermédiaire													
Exportateurs de pétrole													
Importateurs de pétrole													
Afrique subsaharienne													
Tranche inférieure													
37	Mauritanie	91	91	..	..	..	..	..	..	9	9	32	48
38	Libéria	16	24	..	..	..	..	..	..	84	75	46	69
39	Zambie	49	44	8	11	10	8	8	9	26	27	524	720
40	Lesotho	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	3	..
41	Bolivie	24	36	43	16	1	2	4	4	28	42	369	646
42	Indonésie	18	21	7	7	5	7	7	6	62	60	2.350	9.611
43	Yémen, Rép. arabe du	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	43	254
44	Yémen, RDP	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
45	Côte d'Ivoire	24	38	24	27	18	8	6	8	29	19	680	1.204
46	Philippines	42	44	11	14	9	8	6	7	32	28	4.383	9.308
47	Maroc	28	32	27	23	9	6	6	9	30	31	1.772	3.170
48	Honduras	43	50	13	11	(.)	1	2	5	41	33	196	309
49	El Salvador	46	40	24	22	4	6	3	10	24	21	401	448
50	Papouasie-Nouvelle-Guinée	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	95	227
51	Egypte, Rép. arabe d'	22	20	35	26	5	13	7	9	32	32	3.095	8.950
52	Nigéria	32	30	11	9	10	20	9	14	39	27	1.425	4.252
53	Zimbabwe	21	26	19	17	10	9	8	10	42	38	798	1.326
54	Cameroun	37	41	..	..	4	2	5	5	54	52	278	715
55	Nicaragua	60	62	10	14	2	1	11	7	17	16	419	593
56	Thaïlande	32	23	21	..	6	12	6	8	36	56	2.526	7.837
57	Botswana	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	11	55
58	Rép. dominicaine	83	69	5	5	(.)	(.)	3	5	8	20	527	1.115
59	Pérou	29	26	17	13	11	12	5	11	38	38	3.903	4.435
60	Maurice	61	..	5	..	7	..	4	..	23	..	81	170
61	Congo, Rép. populaire du	70	52	2	4	3	..	3	6	21	38	117	191
62	Equateur	51	36	19	20	(.)	1	3	4	27	38	835	2.283
63	Jamaïque	41	43	9	6	7	..	11	16	32	35	513	458
64	Guatemala	79	..	..	..	..	..	..	..	20	..	..	..
65	Turquie	16	21	27	16	12	16	8	11	38	37	6.975	14.263

Note : Les notes techniques indiquent ce que recouvrent les chiffres et dans quelle mesure ils sont comparables.

Note : Les notes techniques indiquent ce que recouvrent les chiffres et dans quelle mesure ils sont comparables.

Répartition de la valeur ajoutée dans le secteur manufacturier (%; prix de 1980)											Valeur ajoutée dans le secteur manufacturier (millions de dollars de 1980)	
	Alimentation et agriculture		Textiles et habillement		Machines et matériel de transport		Produits chimiques		Autres industries manufacturières			
	1970	1983 ^a	1970	1983 ^a	1970	1983 ^a	1970	1983 ^a	1970	1983 ^a	1970	1983 ^a
66 Costa Rica	55	..	8	..	6	..	8	..	23	..	439	806
67 Paraguay	57	42	17	18	1	2	3	3	23	36	305	651
68 Tunisie	26	24	28	21	3	8	10	10	33	37	353	1.289
69 Colombie	37	42	18	14	5	8	6	6	34	31	3.297	5.545
70 Jordanie	26	26	..	..	..	..	2	4	72	71	102	509
71 Rép. arabe syrienne	27	32	38	28	1	3	6	7	28	30	1.159	2.341
72 Angola	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
73 Cuba	73	53	6	6	2	10	5	6	15	25	..	..
74 Corée, Rép. dém. de	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
75 Liban	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
76 Mongolie	29	22	35	30	..	..	2	4	34	45	..	..
Tranche supérieure												
77 Chili	23	26	17	9	6	3	7	8	47	54	5.275	4.940
78 Brésil	21	21	15	11	16	17	4	11	44	40	26.963	56.878
79 Portugal	16	17	32	27	12	12	5	7	35	37	..	7.897
80 Malaisie	26	22	4	7	15	24	5	5	49	43	1.773	6.080
81 Panama	30	43	10	10	1	1	4	8	55	38	249	345
82 Uruguay	30	31	17	22	9	6	9	9	35	31	1.667	1.670
83 Mexique	29	28	16	13	11	12	9	13	35	34	21.533	41.346
84 Corée, Rép. de	13	10	16	19	9	24	16	12	46	36	4.047	21.788
85 Yougoslavie	13	11	18	15	21	23	5	7	44	43	7.629	19.512
86 Argentine	22	22	13	10	19	16	7	9	40	42	12.615	12.682
87 Afrique du Sud	12	13	10	9	26	21	7	9	46	48	9.747	..
88 Algérie	33	18	29	26	5	7	4	3	29	47	1.578	6.061
89 Venezuela	22	26	10	5	6	6	8	7	55	56	5.790	9.528
90 Grèce	21	21	21	22	14	12	6	8	39	38	3.852	6.512
91 Israël	10	13	12	11	20	25	7	8	51	43	..	..
92 Hong Kong	4	..	50	..	16	..	1	..	28	..	3.148	6.944
93 Trinité-et-Tobago	15	26	5	6	5	15	5	8	69	44	711	..
94 Singapour	8	4	8	4	20	51	3	5	61	36	1.148	3.451
95 Iran, Rép. islamique d'	25	12	18	21	8	15	7	4	42	48	4.711	11.596
96 Iraq	19	..	24	..	18	..	4	..	35	..	..	..
Exportateurs de pétrole à revenu élevé												
97 Oman	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
98 Libye	66	..	..	..	..	..	7	..	28	..	196	760
99 Arabie saoudite	7	10	..	..	..	..	..	..	93	90	2.987	7.230
100 Koweït	3	8	..	..	..	..	3	7	94	85	696	1.790
101 Emirats arabes unis	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	2.428
Pays industriels à économie de marché												
102 Espagne	8	13	22	15	24	21	8	7	39	44	29.582	..
103 Irlande	35	36	19	11	12	15	5	14	29	24	..	..
104 Italie	10	12	18	18	23	26	8	7	40	38	..	..
105 Nouvelle-Zélande	26	24	12	12	17	17	5	5	41	41	..	..
106 Royaume-Uni	11	14	8	6	34	33	7	10	39	36	130.154	120.228
107 Belgique	16	19	13	9	23	25	10	12	37	35	21.769	30.660
108 Autriche	15	15	12	9	21	24	5	7	47	45	14.400	21.534
109 Pays-Bas	14	..	7	..	24	..	10	..	44	..	30.533	39.185
110 France	16	16	10	7	30	34	10	8	34	34	120.210	173.370
111 Japon	12	10	8	6	27	38	6	7	47	40	157.947	387.272
112 Finlande	13	11	9	7	18	22	5	6	55	53	8.471	14.107
113 Allemagne, Rép. féd. d'	10	10	8	5	37	41	8	9	38	34	240.808	310.384
114 Danemark	21	23	7	6	23	24	6	9	43	39	8.257	11.935
115 Australie	19	18	7	7	23	19	5	8	46	48	24.857	29.059
116 Suède	9	9	6	3	28	32	5	7	52	50	23.781	27.151
117 Canada	15	14	8	7	19	22	6	7	52	49	34.285	46.210
118 Norvège	15	12	6	3	27	28	5	8	47	49	7.521	8.628
119 Etats-Unis	9	10	7	6	30	33	7	9	46	42	448.167	592.504
120 Suisse	12	15	9	8	26	25	8	12	45	40	..	..
Pays d'Europe de l'Est à économie planifiée												
121 Hongrie	11	11	15	11	25	29	8	11	41	38	4.257	8.343
122 Pologne	22	18	19	15	23	29	7	8	29	30	..	..
123 Albanie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
124 Bulgarie	30	20	17	14	11	20	6	7	36	39	..	..
125 Tchécoslovaquie	11	8	12	10	30	39	7	8	40	35	..	..
126 Allemagne, Rép. dém. d'	12	9	15	12	27	34	12	13	35	32	..	..
127 Roumanie	25	16	8	9	21	34	9	11	36	30	..	..
128 URSS	27	22	19	15	19	29	5	6	29	28	..	..

a. Les chiffres en italique se rapportent à 1982 et non à 1983.

Tableau 8. Energie commerciale

	Taux annuel moyen de croissance (%)				Consommation d'énergie par habitant (kilos d'équivalent pétrole)		Importations d'énergie en pourcentage des exportations de marchandises	
	Production d'énergie		Consommation d'énergie		1965	1984	1965	1984 ^b
	1965-73 ^a	1973-84	1965-73	1973-84				
Pays à faible revenu	10,0 w	6,1 w	9,7 w	5,3 w	130 w	288 w	8 w	..
Chine et Inde	10,1 w	6,0 w	10,2 w	5,5 w	147 w	360 w	..	17 w
Autres pays à faible revenu	7,8 w	6,7 w	6,1 w	3,1 w	67 w	79 w	7 w	..
Afrique subsaharienne	10,4 w	6,5 w	9,3 w	0,9 w	46 w	56 w	8 w	..
1 Ethiopie	11,1	6,0	11,4	3,4	10	17	8	48
2 Bangladesh	..	13,0	..	7,9	..	40	..	20
3 Mali	80,5	13,2	4,6	6,5	15	26	16	..
4 Zaïre	4,8	8,8	6,0	1,2	67	77	6	..
5 Burkina Faso	..	..	8,0	9,5	8	21	11	86
6 Népal	27,2	10,9	8,8	8,6	6	16	..	49
7 Birmanie	9,6	6,9	6,5	4,8	39	71	4	..
8 Malawi	31,1	8,0	8,3	3,6	25	43	7	..
9 Niger	..	..	14,7	11,2	8	42	9	..
10 Tanzanie	6,8	6,2	10,5	-2,0	37	38	..	..
11 Burundi	..	28,5	5,6	12,2	5	17	11	..
12 Ouganda	3,7	-3,1	8,4	-5,2	36	22	..	..
13 Togo	-6,1	31,6	12,9	10,0	25	109	6	..
14 Rép. centrafricaine	10,6	3,5	9,8	4,5	22	33	7	..
15 Inde	3,7	7,9	5,1	6,5	100	187	8	59
16 Madagascar	8,6	3,4	13,6	0,5	33	45	8	32
17 Somalie	..	..	9,3	14,9	15	83	9	..
18 Bénin	..	..	19,7	1,8	21	43	14	53
19 Rwanda	15,7	-1,2	11,4	14,7	8	43	10	..
20 Chine	11,8	5,6	11,9	5,3	178	485	..	1
21 Kenya	9,9	14,1	7,1	1,0	114	111	..	51
22 Sierra Leone	..	..	4,6	3,5	104	77	11	63
23 Haïti	..	9,0	6,2	6,2	25	55	..	..
24 Guinée	17,1	1,8	2,3	1,3	56	52	..	..
25 Ghana	43,4	-1,9	15,0	-1,8	76	101	6	..
26 Sri Lanka	12,0	6,7	5,2	3,3	107	143	6	33
27 Soudan	14,7	7,9	12,1	-3,0	67	62	5	..
28 Pakistan	5,1	8,7	1,4	6,9	136	188	7	56
29 Sénégal	..	..	6,0	4,0	79	118	8	..
30 Afghanistan	46,7	0,1	7,1	1,6	30	48	8	..
31 Bhoutan	..	..	..	..	..	..	..	..
32 Tchad	..	..	..	..	..	..	23	..
33 Kampuchea démocratique	..	..	19,8	0,9	19	58	7	..
34 RDP lao	..	16,9	16,6	-0,9	22	35	..	..
35 Mozambique	4,6	11,9	9,3	0,9	81	93	13	..
36 Viet Nam	-3,4	5,1	6,7	-1,5	106	88	..	..
Pays à revenu intermédiaire	8,5 w	0,3 w	7,9 w	5,1 w	384 w	743 w	8 w	21 w
Exportateurs de pétrole	9,1 w	-1,2 w	6,9 w	6,9 w	300 w	615 w	5 w	9 w
Importateurs de pétrole	6,0 w	5,5 w	8,4 w	4,2 w	453 w	856 w	10 w	27 w
Afrique subsaharienne	30,5 w	-2,3 w	7,8 w	6,1 w	89 w	175 w	5 w	..
Tranche inférieure	16,2 w	2,5 w	7,6 w	5,6 w	200 w	399 w	9 w	..
37 Mauritanie	..	..	16,0	3,2	48	127	2	..
38 Libéria	37,0	1,0	16,1	2,0	181	358	6	17
39 Zambie	18,6	5,7	-0,1	1,6	464	422	5	5
40 Lesotho	..	..	..	..	..	..	..	..
41 Bolivie	17,8	(.)	5,2	5,8	156	276	1	..
42 Indonésie	12,7	3,3	6,6	8,0	91	205	3	20
43 Yémen, Rép. arabe du	..	..	16,5	21,7	7	117	..	..
44 Yémen, RDP	..	..	-10,7	7,0	982	682	63	..
45 Côte d'Ivoire	0,5	44,3	10,9	4,1	109	161	5	16
46 Philippines	4,6	21,8	9,0	2,3	160	271	12	44
47 Maroc	2,6	-0,7	8,9	5,0	124	256	5	47
48 Honduras	15,6	9,9	10,4	3,5	111	205	5	28
49 El Salvador	2,1	13,3	5,7	2,9	140	188	5	57
50 Papouasie-Nouvelle-Guinée	16,5	8,0	20,3	4,1	56	232	7	25
51 Egypte, Rép. arabe d'	10,0	15,6	-0,7	11,2	313	562	11	10
52 Nigéria	33,4	-4,5	7,1	12,2	34	129	7	3
53 Zimbabwe	1,1	-2,6	10,7	0,4	441	468	(.)	..
54 Cameroun	1,2	44,1	6,5	8,3	67	138	6	3
55 Nicaragua	4,8	3,8	9,8	0,7	187	234	6	46
56 Thaïlande	11,0	17,4	14,7	5,9	80	320	11	33
57 Botswana	8,4	7,0	7,8	8,2	207	409	..	..
58 Rép. dominicaine	4,9	34,8	18,6	2,4	130	386	7	71
59 Pérou	2,0	10,2	5,2	3,6	403	575	3	3
60 Maurice	3,1	0,8	11,9	-0,1	163	308	6	23
61 Congo, Rép. populaire du	39,5	11,3	10,9	5,9	90	233	8	..
62 Equateur	36,6	3,0	9,3	14,8	163	796	11	1
63 Jamaïque	-1,8	2,7	10,2	-3,0	707	919	12	54
64 Guatemala	18,3	21,1	7,1	2,0	148	178	9	..
65 Turquie	5,7	3,9	10,0	4,5	258	634	12	53

Note : Les notes techniques indiquent ce que recouvrent les chiffres et dans quelle mesure ils sont comparables.

	Taux annuel moyen de croissance (%)				Consommation d'énergie par habitant (kilos d'équivalent pétrole)		Importations d'énergie en pourcentage des exportations de marchandises	
	Production d'énergie		Consommation d'énergie		1965	1984	1965	1984 ^b
	1965-73 ^a	1973-84	1965-73	1973-84				
66 Costa Rica	10,2	9,3	12,2	2,7	267	486	8	22
67 Paraguay	..	8,2	9,1	8,9	86	231	14	..
68 Tunisie	58,7	3,9	8,7	7,8	170	495	12	19
69 Colombie	2,2	3,9	6,6	5,3	413	758	1	14
70 Jordanie	..	..	4,3	14,8	226	813	33	74
71 Rép. arabe syrienne	164,4	3,3	9,7	11,8	212	799	13	..
72 Angola	47,1	0,5	10,6	3,9	111	197	2	..
73 Cuba	7,2	12,9	5,6	3,5	604	1.083	12	..
74 Corée, Rép. dém. de	9,3	3,0	9,5	3,5	504	2.058	..	..
75 Liban	2,4	-0,7	6,1	-3,8	713	656	50	..
76 Mongolie	11,2	8,4	9,1	8,8	..	1.168	..	..
Tranche supérieure	6,6 w	-0,6 w	8,1 w	4,9 w	630 w	1.221 w	8 w	19 w
77 Chili	4,1	2,0	7,2	0,8	657	796	5	..
78 Brésil	8,7	9,4	11,6	4,7	286	753	14	30
79 Portugal	3,8	0,3	8,7	3,7	506	1.215	13	44
80 Malaisie	60,8	16,7	8,5	7,0	312	716	10	12
81 Panama	2,7	15,2	8,2	-3,5	517	504	..	138
82 Uruguay	5,2	10,1	1,8	0,3	765	738	13	28
83 Mexique	4,5	15,9	7,2	7,9	622	1.308	4	1
84 Corée, Rép. de	2,9	5,0	15,3	8,4	237	1.171	18	25
85 Yougoslavie	3,5	3,8	6,8	3,5	898	1.845	7	34
86 Argentine	6,4	4,4	5,9	2,6	975	1.460	8	6
87 Afrique du Sud	3,5	7,7	5,2	4,1	1.776	2.237	10	(.)
88 Algérie	6,7	3,3	6,1	15,6	226	1.140	(.)	2
89 Venezuela	0,1	-3,3	4,3	4,5	2.269	2.509	(.)	..
90 Grèce	12,2	9,3	11,6	3,7	615	1.858	29	54
91 Israël	53,4	-33,2	6,1	2,2	1.574	1.890	13	25
92 Hong Kong	..	..	9,7	7,4	424	1.162	4	6
93 Trinité-et-Tobago	0,6	0,2	3,4	6,1	2.554	4.107	59	4
94 Singapour	..	..	20,5	4,4	670	2.520	17	33
95 Iran, Rép. islamique d'	16,3	-11,6	13,3	1,4	537	1.044	(.)	..
96 Iraq	4,5	-7,1	6,2	6,4	399	692	(.)	..
Exportateurs de pétrole à revenu élevé	11,7 w	-3,7 w	11,2 w	8,8 w	1.721 w	3.593 w	(.) w	..
97 Oman	57,2	4,6	89,7	8,5	14	2.405	..	1
98 Libye	8,6	-4,8	14,8	18,3	222	3.107	2	..
99 Arabie saoudite	15,7	-3,0	12,4	7,4	1.759	3.602	(.)	(.)
100 Koweït	4,3	-9,1	2,6	2,8	..	3.974	(.)	(.)
101 Emirats arabes unis	24,1	-2,2	65,3	18,6	108	5.369	..	3
Pays industriels à économie de marché	3,3 w	1,9 w	5,2 w	0,1 w	3.745 w	4.877 w	11 w	23 w
102 Espagne	3,5	3,6	8,7	1,9	901	1.801	31	46
103 Irlande	-1,4	13,4	5,8	2,7	1.504	2.395	14	12
104 Italie	2,1	0,6	7,0	(.)	1.568	2.487	16	32
105 Nouvelle-Zélande	4,5	4,8	4,7	1,7	2.622	4.005	7	15
106 Royaume-Uni	-0,7	7,8	2,6	-1,3	3.481	3.441	13	15
107 Belgique	-9,0	4,6	6,0	-0,9	3.402	4.402	9	20
108 Autriche	-0,2	0,1	6,6	0,4	2.060	3.345	10	19
109 Pays-Bas	25,7	-1,0	9,1	-0,9	3.134	4.744	12	22
110 France	-3,1	6,1	6,0	0,5	2.468	3.516	16	27
111 Japon	-2,0	4,1	12,2	0,4	1.474	3.135	19	35
112 Finlande	0,3	13,0	8,4	2,3	2.233	4.944	11	23
113 Allemagne, Rép. féd. d'	-0,1	0,2	4,9	-0,3	3.197	4.238	8	18
114 Danemark	-32,5	36,5	4,8	-1,0	2.911	3.495	13	19
115 Australie	16,0	4,3	6,4	1,8	3.287	4.763	10	9
116 Suède	2,8	6,0	4,5	0,4	4.162	5.728	12	18
117 Canada	9,5	1,7	6,1	1,8	6.007	9.148	7	6
118 Norvège	6,0	15,2	5,4	2,6	4.650	8.575	11	8
119 Etats-Unis	3,0	0,7	4,0	-0,1	6.535	7.302	8	29
120 Suisse	2,5	3,9	6,0	0,9	2.501	3.777	8	12
Pays d'Europe de l'Est à économie planifiée	4,3 w	3,4 w	4,6 w	3,0 w	2.523 w	4.360 w	..	..
121 Hongrie	0,4	1,5	3,3	2,7	1.825	2.986	12	21
122 Pologne	4,5	1,0	4,8	2,2	2.027	3.197	..	21
123 Albanie	14,2	7,0	7,2	7,5	415	1.062	..	..
124 Bulgarie	0,8	4,7	7,7	3,9	1.788	4.366	..	..
125 Tchécoslovaquie	1,1	0,8	3,6	1,2	3.374	4.489	..	30
126 Allemagne, Rép. dém. d'	0,6	2,0	2,5	1,3	3.762	5.225	..	..
127 Roumanie	5,6	2,0	7,8	3,4	1.536	3.346	..	..
128 URSS	4,7	3,8	4,7	3,3	2.603	4.627	..	..

a. Les chiffres en italique se rapportent aux années 1966-73 et non 1965-73. b. Les chiffres en italique se rapportent à 1982 ou 1983 et non à 1984.

Tableau 9. Croissance du commerce de marchandises

	Commerce de marchandises (millions de dollars)		Taux annuel moyen de croissance* (%)				Termes de l'échange (1980 = 100)	
	Exportations 1984	Importations 1984 ^b	Exportations		Importations		1982	1984
			1965-73	1973-84 ^c	1965-73	1973-84 ^c		
Pays à faible revenu	48.319 t	64.903 t	1,7 w	5,4 w	-1,2 w	5,0 w	89 m	100 m
Chine et Inde	34.259 t	41.152 t	..	7,9 w	..	8,1 w	105 m	104 m
Autres pays à faible revenu	14.060 t	23.751 t	1,5 w	1,4 w	1,3 w	1,3 w	88 m	99 m
Afrique subsaharienne	7.892 t	12.129 t	3,0 w	-0,8 w	4,4 w	-1,4 w	88 m	99 m
1 Ethiopie	417	826	2,9	0,4	-0,2	4,6	90	104
2 Bangladesh	934	2.042	-6,5	2,9	-8,3	4,2	105	106
3 Mali	167	344	13,1	4,7	8,5	3,2	105	116
4 Zaïre	1.584	1.115	6,4	4,1	9,4	-4,5	79	84
5 Burkina Faso	91	255	-1,0	0,9	7,5	2,9	100	117
6 Népal	111	437	..	..	..	..	..	..
7 Birmanie	378	239	-4,9	3,2	-6,7	-1,8	86	89
8 Malawi	309	268	3,8	2,4	6,4	-1,5	107	137
9 Niger	311	361	6,1	17,8	4,4	8,8	88	81
10 Tanzanie	456	782	0,9	-4,7	7,1	-4,3	88	94
11 Burundi	98	186	..	..	..	..	..	..
12 Ouganda	399	392	0,2	-6,2	-2,5	2,2	75	98
13 Togo	240	271	4,1	5,2	6,6	4,7	84	88
14 Rép. centrafricaine	115	178	-0,6	1,4	-0,3	2,6	94	99
15 Inde	9.437	15.002	2,4	3,3	-5,7	5,4	104	107
16 Madagascar	349	480	5,4	-4,6	1,5	-4,0	80	105
17 Somalie	61	413	5,7	-0,7	5,1	5,9	94	93
18 Bénin	112	363	14,3	-1,9	12,1	1,8	77	116
19 Rwanda	83	290	6,5	2,5	4,6	11,6	64	71
20 Chine	24.822	26.150	..	10,1	..	10,2	106	101
21 Kenya	1.078	1.547	3,8	-2,3	5,9	-1,7	92	101
22 Sierra Leone	148	166	3,7	-5,5	1,0	-6,8	85	95
23 Haïti	207	338	..	..	..	..	..	..
24 Guinée	457	313	..	..	..	..	..	..
25 Ghana	571	591	3,5	-4,0	-3,3	-7,4	84	99
26 Sri Lanka	1.454	1.847	-4,7	3,5	-3,3	4,6	88	111
27 Soudan	732	1.417	3,8	-0,2	4,9	1,2	87	96
28 Pakistan	2.592	5.873	3,7	7,4	-2,9	7,5	93	88
29 Sénégal	416	1.039	-1,3	-0,8	5,6	-1,2	91	98
30 Afghanistan	..	..	5,9	6,5	-0,7	4,4	99	114
31 Bhoutan	..	..	..	..	..	..	..	..
32 Tchad	..	..	-2,4	-2,9	8,4	-7,7	101	108
33 Kampuchea démocratique	..	..	..	..	..	..	..	..
34 RDP lao	11	48	..	..	..	..	..	..
35 Mozambique	185	532	3,6	-10,7	7,2	-4,7	84	104
36 Viet Nam	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays à revenu intermédiaire	355.439 t	346.948 t	6,3 w	0,8 w	8,4 w	4,4 w	94 m	95 m
Exportateurs de pétrole	149.298 t	121.676 t	6,2 w	-4,2 w	6,0 w	6,8 w	106 m	99 m
Importateurs de pétrole	205.793 t	225.272 t	6,7 w	7,3 w	9,4 w	3,2 w	89 m	94 m
Afrique subsaharienne	25.485 t	17.923 t	8,2 w	-5,0 w	6,8 w	4,9 w	94 m	101 m
Tranche inférieure	96.964 t	111.245 t	7,0 w	0,7 w	4,9 w	4,9 w	91 m	95 m
37 Mauritanie	297	246	9,7	2,0	15,4	-0,7	101	95
38 Libéria	452	363	8,9	-2,3	3,7	-5,1	93	102
39 Zambie	824	690	-0,3	-2,4	3,0	-7,9	72	74
40 Lesotho ^d	..	..	..	..	..	..	..	..
41 Bolivie	773	631	5,2	-3,5	0,9	-1,8	94	91
42 Indonésie	21.888	13.882	11,1	1,4	14,0	10,5	105	101
43 Yémen, Rép. arabe du	9	1.401	..	..	..	..	..	..
44 Yémen, RDP	379	825	..	..	..	..	..	..
45 Côte d'Ivoire	2.703	1.507	6,9	-2,2	8,0	-1,7	91	101
46 Philippines	5.391	6.365	4,2	5,6	3,0	2,3	89	101
47 Maroc	2.172	3.907	6,0	3,6	6,2	2,1	89	85
48 Honduras	746	954	3,6	3,0	3,1	0,5	80	93
49 El Salvador	708	970	2,7	1,8	2,1	-2,0	70	72
50 Papouasie-Nouvelle-Guinée	897	1.114	..	..	..	..	..	..
51 Egypte, Rép. arabe d'	5.286	14.596	3,8	6,2	-3,9	15,3	111	100
52 Nigéria	14.295	10.500	8,8	-6,5	8,7	10,1	111	101
53 Zimbabwe	1.167	1.144	..	..	..	..	..	..
54 Cameroun	2.080	1.239	4,2	2,3	6,3	3,9	73	85
55 Nicaragua	385	826	2,7	-0,6	2,0	-2,9	64	70
56 Thaïlande	7.413	10.518	6,9	10,4	4,4	5,9	77	81
57 Botswana ^d	..	..	..	..	..	..	..	..
58 Rép. dominicaine	868	1.257	10,9	1,6	13,3	-0,9	82	95
59 Pérou	3.147	2.212	-2,1	9,3	-2,0	-0,1	85	84
60 Maurice	373	472	4,2	4,8	4,5	-0,7	94	93
61 Congo, Rép. populaire du	1.265	759	-2,6	5,6	-0,1	11,9	113	104
62 Equateur	2.581	1.716	3,4	-3,1	8,5	3,9	105	98
63 Jamaïque	745	1.146	3,7	-3,0	6,6	-4,6	87	86
64 Guatemala	1.129	1.278	5,1	3,9	3,6	-0,5	71	80
65 Turquie	7.134	10.663	..	11,4	..	2,8	88	90

Note : Les notes techniques indiquent ce que recouvrent les chiffres et dans quelle mesure ils sont comparables.

	Commerce de marchandises (millions de dollars)		Taux annuel moyen de croissance ^a (%)				Termes de l'échange (1980 = 100)	
	Exportations	Importations	Exportations		Importations		1982	1984
	1984	1984 ^b	1965-73	1973-84 ^c	1965-73	1973-84 ^c		
66 Costa Rica	978	1.085	10,3	2,3	8,6	-2,4	89	103
67 Paraguay	381	564	6,6	4,6	4,7	4,2	84	95
68 Tunisie	1.796	3.115	8,6	2,5	7,6	6,4	96	91
69 Colombie	3.483	4.492	5,4	2,8	5,4	9,1	95	97
70 Jordanie	755	2.689	5,0	17,6	3,9	11,8	102	95
71 Rép. arabe syrienne	1.853	4.116	1,0	-3,1	8,9	8,0	110	105
72 Angola	2.029	1.003	12,6	-6,7	8,3	1,2	106	102
73 Cuba	..	..	1,3	3,3	3,6	-0,6	..	..
74 Corée, Rép. dém. de	..	..	..	..	..	..	..	..
75 Liban	582	3.000	14,3	-3,4	5,7	3,3	94	91
76 Mongolie	..	..	..	..	..	..	..	..
Tranche supérieure	258.475 t	235.703 t	6,1 w	0,9 w	10,0 w	4,1 w	96 m	97 m
77 Chili	3.650	3.191	-1,4	8,8	2,2	3,0	79	80
78 Brésil	27.005	15.209	10,0	8,1	18,4	-3,4	95	103
79 Portugal	5.208	7.975	2,8	5,2	15,1	2,1	87	98
80 Malaisie	16.407	14.060	8,0	7,5	4,4	8,9	85	93
81 Panama	417	1.423	1,0	-7,1	6,5	-4,6	84	84
82 Uruguay	925	776	-3,0	8,0	2,9	0,6	85	85
83 Mexique	24.054	11.267	1,0	19,2	5,8	3,2	110	100
84 Corée, Rép. de	29.248	30.609	31,7	15,1	22,4	9,7	100	100
85 Yougoslavie	10.255	11.996	7,7	4,9	12,3	0,4	109	110
86 Argentine	8.017	4.585	2,3	5,7	5,4	-1,1	89	97
87 Afrique du Sud ^d	17.632	16.364	1,6	7,9	6,5	5,7	87	86
88 Algérie	12.622	10.286	2,9	-0,5	12,1	5,7	113	99
89 Venezuela	13.340	7.594	0,2	-6,1	4,8	2,9	114	99
90 Grèce	4.864	9.616	13,4	2,1	9,6	0,7	95	97
91 Israël	5.804	8.289	12,1	7,9	13,0	1,4	93	84
92 Hong Kong	28.317	28.567	11,7	12,9	10,6	9,3	110	109
93 Trinité-et-Tobago	2.194	2.101	-1,1	-8,0	2,0	-5,7	98	93
94 Singapour	24.055	28.565	11,0	7,1	9,8	7,1	100	101
95 Iran, Rép. islamique d'	13.218	13.250	12,4	-15,9	12,6	3,5	100	93
96 Iraq	11.243	9.980	1,1	-8,3	4,8	15,9	121	107
Exportateurs de pétrole à revenu élevé	88.380 t	59.328 t	10,9 w	-7,8 w	10,2 w	16,3 w	116 m	106 m
97 Oman	4.413	2.745	..	..	..	..	..	..
98 Libye	11.136	8.161	10,1	-8,6	14,2	6,0	108	97
99 Arabie saoudite	46.845	33.696	15,0	-6,8	10,4	24,1	128	116
100 Koweït	11.882	7.696	5,9	-11,3	6,4	11,7	118	107
101 Emirats arabes unis	14.104	7.030	18,3	-2,6	9,1	11,8	115	105
Pays industriels à économie de marché	1.999.846 t	1.292.192 t	9,5 w	4,2 w	10,1 w	3,2 w	100 m	101 m
102 Espagne	23.283	28.607	15,8	..	7,0	..	..	..
103 Irlande	9.627	9.658	8,4	8,5	7,8	5,1	101	104
104 Italie	73.358	81.971	10,2	4,6	10,7	2,5	95	96
105 Nouvelle-Zélande	5.508	6.181	6,0	4,3	4,0	1,0	98	96
106 Royaume-Uni	94.306	105.688	5,0	4,2	6,5	3,6	100	99
107 Belgique ^e	51.416	54.746	10,3	3,1	10,9	2,3	95	94
108 Autriche	15.712	19.573	11,2	6,1	10,6	4,6	100	101
109 Pays-Bas	65.874	62.136	12,7	2,9	10,3	1,9	102	102
110 France	93.164	103.613	11,4	4,4	11,8	4,3	97	100
111 Japon	170.038	134.257	14,7	7,5	14,9	1,6	103	109
112 Finlande	13.498	12.435	7,6	5,1	7,6	1,6	101	102
113 Allemagne, Rép. féd. d'	171.014	152.872	10,7	4,5	11,3	3,9	97	96
114 Danemark	15.486	16.536	6,6	4,8	7,1	1,1	98	99
115 Australie	22.720	22.659	9,3	3,0	6,8	3,4	98	95
116 Suède	29.258	26.331	7,9	1,3	5,4	1,1	99	103
117 Canada	84.938	73.230	9,5	4,3	9,4	2,1	95	94
118 Norvège	18.914	13.885	8,3	6,4	8,2	3,1	111	117
119 Etats-Unis	216.008	338.189	6,8	2,3	9,4	3,8	106	112
120 Suisse	25.724	29.625	6,7	3,4	11,8	4,3	111	106
Pays d'Europe de l'Est à économie planifiée	180.033 t	161.826 t	8,0 w	4,9 w	7,0 w	4,4 w	..	..
121 Hongrie	8.560	8.084	10,3	8,4	10,0	8,0	97	93
122 Pologne	11.647	10.547	-0,3	2,6	-1,7	-1,0	97	..
123 Albanie	..	..	..	..	..	..	..	..
124 Bulgarie	12.850	12.715	11,3	11,5	9,3	5,6	..	..
125 Tchécoslovaquie	17.196	17.080	6,9	5,5	6,7	1,6	93	..
126 Allemagne, Rép. dém. d'	24.890	22.940	9,6	6,5	10,1	3,7	..	..
127 Roumanie	13.241	9.836	..	..	..	..	..	..
128 URSS	91.649	80.624	9,8	4,1	9,6	6,7	..	..

a. Voir notes techniques. b. Les chiffres en italique se rapportent à 1983 et non à 1984. c. Les chiffres en italique se rapportent aux années 1973-83 et non 1973-84. d. Ces chiffres concernent l'Union douanière de l'Afrique australe comprenant l'Afrique du Sud, la Namibie, le Lesotho, le Botswana et le Swaziland. Le commerce entre ces pays n'est pas compris dans les chiffres. e. Y compris le Luxembourg.

Tableau 10. Structure des exportations de marchandises

	Pourcentage des exportations de marchandises									
	Combustibles, minéraux et métaux		Autres produits primaires		Textiles et habillement		Machines et matériel de transport		Autres biens manufacturés	
	1965	1983 ^a	1965	1983 ^a	1965	1983 ^a	1965	1983 ^a	1965	1983 ^a
Pays à faible revenu	12 w	..	65 w	..	15 w	..	1 w	..	8 w	..
Chine et Inde	..	21 w	..	24 w	..	18 w	..	6 w	..	32 w
Autres pays à faible revenu	12 w	..	77 w	..	5 w	..	(.) w	..	5 w	..
Afrique subsaharienne	19 w	..	73 w	..	(.) w	..	(.) w	..	7 w	..
1 Ethiopie	(.)	8	100	91	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	1
2 Bangladesh	..	4	..	35	..	48	..	2	..	12
3 Mali	..	..	96	..	1	..	1	..	1	..
4 Zaïre	72	..	20	..	(.)	..	(.)	..	8	..
5 Burkina Faso	1	(.)	94	89	2	2	1	4	1	4
6 Népal	..	5	..	43	..	28	..	1	..	23
7 Birmanie	5	..	94	..	(.)	..	(.)	..	(.)	..
8 Malawi	(.)	..	99	..	(.)	..	(.)	..	1	..
9 Niger	(.)	..	95	..	1	..	1	..	3	..
10 Tanzanie	1	..	86	..	(.)	..	(.)	..	13	..
11 Burundi	(.)	..	94	..	(.)	..	(.)	..	5	..
12 Ouganda	13	..	86	..	(.)	..	(.)	..	1	..
13 Togo	33	..	62	..	(.)	..	1	..	4	..
14 Rép. centrafricaine	1	..	45	..	(.)	..	(.)	..	54	..
15 Inde	10	18	41	29	36	14	1	7	12	31
16 Madagascar	4	12	90	81	1	4	1	1	4	2
17 Somalie	(.)	..	86	..	(.)	..	4	..	10	..
18 Bénin	1	..	94	..	(.)	..	2	..	3	..
19 Rwanda	40	..	60	..	(.)	..	(.)	..	1	..
20 Chine	..	22	..	21	..	19	..	6	..	32
21 Kenya	13	22	77	65	(.)	(.)	(.)	2	9	11
22 Sierra Leone	25	29	14	28	(.)	(.)	(.)	(.)	60	42
23 Haïti	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
24 Guinée	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
25 Ghana	13	..	85	..	(.)	..	1	..	2	..
26 Sri Lanka	2	10	97	60	(.)	19	(.)	1	1	9
27 Soudan	1	..	98	..	(.)	..	1	..	(.)	..
28 Pakistan	2	2	62	34	29	50	1	1	6	13
29 Sénégal	9	..	88	..	1	..	1	..	2	..
30 Afghanistan	(.)	..	87	..	13	..	0	..	(.)	..
31 Bhoutan	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
32 Tchad	5	..	92	..	(.)	..	(.)	..	3	..
33 Kampuchea démocratique	(.)	..	99	..	(.)	..	(.)	..	(.)	..
34 RDP lao	62	..	32	..	(.)	..	(.)	..	6	..
35 Mozambique	14	..	84	..	1	..	(.)	..	1	..
36 Viet Nam	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays à revenu intermédiaire	36 w	31 w	48 w	23 w	4 w	9 w	2 w	14 w	10 w	23 w
Exportateurs de pétrole	60 w	68 w	34 w	16 w	2 w	2 w	1 w	7 w	4 w	7 w
Importateurs de pétrole	19 w	12 w	57 w	26 w	6 w	13 w	4 w	17 w	14 w	32 w
Afrique subsaharienne	44 w	..	50 w	..	1 w	..	1 w	..	5 w	..
Tranche inférieure	27 w	46 w	66 w	33 w	2 w	7 w	1 w	2 w	5 w	12 w
37 Mauritanie	94	..	5	..	(.)	..	1	..	(.)	..
38 Libéria	72	68	25	31	(.)	(.)	(.)	(.)	2	1
39 Zambie	97	..	3	..	(.)	..	(.)	..	(.)	..
40 Lesotho ^b	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
41 Bolivie	93	..	3	..	(.)	..	(.)	..	4	..
42 Indonésie	43	80	53	12	(.)	1	3	1	1	6
43 Yémen, Rép. arabe du	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
44 Yémen, RDP	79	..	15	..	2	..	2	..	2	..
45 Côte d'Ivoire	2	12	93	77	1	3	1	2	3	6
46 Philippines	11	13	84	36	1	7	(.)	5	5	38
47 Maroc	40	37	55	31	1	14	(.)	2	4	16
48 Honduras	6	7	90	84	1	1	(.)	(.)	3	7
49 El Salvador	2	5	81	55	6	15	1	3	10	22
50 Papouasie-Nouvelle-Guinée	(.)	51	90	40	(.)	(.)	(.)	2	10	7
51 Egypte, Rép. arabe d'	8	70	71	22	15	4	(.)	(.)	5	5
52 Nigéria	32	..	65	..	(.)	..	0	..	2	..
53 Zimbabwe	45	..	40	..	6	..	1	..	8	..
54 Cameroun	17	68	77	27	(.)	1	3	1	2	3
55 Nicaragua	4	1	90	91	(.)	(.)	(.)	(.)	5	7
56 Thaïlande	11	6	84	62	(.)	11	(.)	6	4	15
57 Botswana ^b	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
58 Rép. dominicaine	10	(.)	88	76	(.)	(.)	(.)	4	2	19
59 Pérou	45	69	54	17	(.)	8	(.)	1	1	5
60 Maurice	(.)	(.)	100	69	(.)	23	(.)	1	(.)	7
61 Congo, Rép. populaire du	4	..	45	..	(.)	..	2	..	49	..
62 Equateur	2	64	96	33	1	(.)	(.)	1	2	2
63 Jamaïque	28	22	41	18	4	3	(.)	4	27	54
64 Guatemala	(.)	..	86	..	4	..	1	..	9	..
65 Turquie	9	9	89	45	1	26	(.)	5	1	16

Note : Les notes techniques indiquent ce que recouvrent les chiffres et dans quelle mesure ils sont comparables.

	Pourcentage des exportations de marchandises									
	Combustibles, minéraux et métaux		Autres produits primaires		Textiles et habillement		Machines et matériel de transport		Autres biens manufacturés	
	1965	1983 ^a	1965	1983 ^a	1965	1983 ^a	1965	1983 ^a	1965	1983 ^a
66 Costa Rica	(.)	1	84	71	2	3	1	4	13	21
67 Paraguay	(.)	..	92	..	(.)	..	(.)	..	8	..
68 Tunisie	31	48	51	8	2	20	(.)	4	16	20
69 Colombie	18	15	75	66	2	4	(.)	1	4	14
70 Jordanie	27	26	54	26	1	3	11	14	6	32
71 Rép. arabe syrienne	1	..	89	..	7	..	1	..	2	..
72 Angola	6	..	76	..	(.)	..	1	..	17	..
73 Cuba	4	..	92	..	(.)	..	..	..	4	..
74 Corée, Rép. dém. de	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
75 Liban	14	..	52	..	2	..	14	..	18	..
76 Mongolie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Tranche supérieure	42 w	26 w	37 w	19 w	5 w	10 w	3 w	18 w	12 w	27 w
77 Chili	89	..	7	..	(.)	..	1	..	4	..
78 Brésil	9	15	83	44	1	3	2	14	6	23
79 Portugal	4	6	34	18	24	28	3	15	34	32
80 Malaisie	35	35	59	43	(.)	2	2	14	4	6
81 Panama	..	23	..	64	..	6	..	(.)	..	7
82 Uruguay	(.)	(.)	95	70	2	13	(.)	1	3	15
83 Mexique	22	64	62	9	3	1	1	16	13	10
84 Corée, Rép. de	15	3	25	6	27	25	3	32	29	34
85 Yougoslavie	10	8	33	16	8	9	24	31	25	36
86 Argentine	1	6	93	78	(.)	1	1	3	4	12
87 Afrique du Sud ^b	24	14	44	12	1	1	3	3	28	70
88 Algérie	57	99	39	(.)	(.)	(.)	2	(.)	2	1
89 Venezuela	97	..	1	..	(.)	..	(.)	..	2	..
90 Grèce	8	15	78	35	3	22	2	3	8	24
91 Israël	6	3	28	16	9	6	2	17	54	57
92 Hong Kong	2	2	11	6	43	33	6	22	37	36
93 Trinité-et-Tobago	84	84	9	2	(.)	(.)	(.)	3	7	11
94 Singapour	21	31	44	13	6	4	10	31	18	22
95 Iran, Rép. islamique d'	88	..	8	..	4	..	(.)	..	1	..
96 Iraq	95	..	4	..	(.)	..	(.)	..	1	..
Exportateurs de pétrole à revenu élevé	98 w	95 w	1 w	(.) w	(.) w	(.) w	1 w	2 w	(.) w	2 w
97 Oman	..	95	..	1	..	(.)	..	4	..	1
98 Libye	99	99	1	(.)	(.)	(.)	1	(.)	(.)	1
99 Arabie saoudite	98	99	1	(.)	(.)	(.)	1	1	1	(.)
100 Koweït	98	76	1	2	(.)	1	1	6	(.)	15
101 Emirats arabes unis	99	92	1	1	(.)	1	(.)	3	(.)	4
Pays industriels à économie de marché	9 w	12 w	21 w	14 w	7 w	4 w	31 w	38 w	32 w	32 w
102 Espagne	9	13	51	18	6	5	10	26	24	39
103 Irlande	3	3	63	30	7	6	5	27	22	34
104 Italie	8	7	14	8	15	12	30	32	33	41
105 Nouvelle-Zélande	1	6	94	72	(.)	3	(.)	4	5	15
106 Royaume-Uni	7	26	10	9	7	3	41	31	35	32
107 Belgique ^c	13	13	11	12	12	7	20	22	44	46
108 Autriche	8	5	17	10	12	9	20	29	43	46
109 Pays-Bas	12	26	32	24	9	4	21	16	26	30
110 France	8	7	21	19	10	5	26	35	35	34
111 Japon	2	1	7	2	17	4	31	58	43	35
112 Finlande	3	9	40	17	2	5	12	25	43	44
113 Allemagne, Rép. féd. d'	7	6	5	7	5	5	46	46	37	36
114 Danemark	2	6	55	36	4	5	22	25	17	28
115 Australie	13	42	73	35	1	1	5	6	9	16
116 Suède	9	10	23	12	2	2	35	41	30	34
117 Canada	28	23	35	22	1	1	15	35	21	20
118 Norvège	21	62	28	9	2	1	17	14	32	15
119 Etats-Unis	8	8	27	22	3	2	37	44	26	24
120 Suisse	3	3	7	4	10	7	30	34	50	52
Pays d'Europe de l'Est à économie planifiée	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
121 Hongrie	5	12	25	25	9	6	32	30	28	26
122 Pologne	..	26	..	10	..	4	..	41	..	19
123 Albanie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
124 Bulgarie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
125 Tchécoslovaquie	..	5	..	6	..	6	..	52	..	31
126 Allemagne, Rép. dém. d'	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
127 Roumanie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
128 URSS	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

a. Les chiffres en italique se rapportent à 1982 et non à 1983. b. Ces chiffres concernent l'Union douanière de l'Afrique australe comprenant l'Afrique du Sud, la Namibie, le Lesotho, le Botswana et le Swaziland. Le commerce entre ces pays n'est pas compris dans les chiffres. c. Y compris le Luxembourg.

Tableau 11. Structure des importations de marchandises

	Pourcentage des importations de marchandises									
	Produits alimentaires		Combustibles		Autres produits primaires		Machines et matériel de transport		Autres biens manufacturés	
	1965	1983 ^a	1965	1983 ^a	1965	1983 ^a	1965	1983 ^a	1965	1983 ^a
Pays à faible revenu	21 w	.. w	5 w	.. w	9 w	.. w	31 w	.. w	34 w	..
Chine et Inde	..	12 w	..	16 w	..	13 w	..	18 w	..	41 w
Autres pays à faible revenu	20 w	.. w	5 w	.. w	5 w	.. w	27 w	.. w	43 w	..
Afrique subsaharienne	18 w	.. w	6 w	.. w	5 w	.. w	27 w	.. w	44 w	..
1 Ethiopie	6	9	6	25	6	4	37	31	44	31
2 Bangladesh	..	20	..	11	..	11	..	23	..	36
3 Mali	20	..	6	..	5	..	23	..	47	..
4 Zaïre	18	..	7	..	5	..	33	..	37	..
5 Burkina Faso	23	23	4	17	14	6	19	24	40	30
6 Népal	..	15	..	11	..	4	..	15	..	56
7 Birmanie	15	..	4	..	5	..	18	..	58	..
8 Malawi	15	..	5	..	3	..	21	..	57	..
9 Niger	12	..	6	..	6	..	21	..	55	..
10 Tanzanie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
11 Burundi	16	..	6	..	8	..	15	..	55	..
12 Ouganda	..	5	..	23	..	1	..	42	..	29
13 Togo	14	..	4	..	5	..	32	..	45	..
14 Rép. centrafricaine	13	..	7	..	2	..	29	..	49	..
15 Inde	22	7	5	37	14	6	37	17	22	32
16 Madagascar	19	16	5	24	2	3	25	30	48	27
17 Somalie	31	..	5	..	8	..	24	..	33	..
18 Bénin	18	16	6	5	7	10	17	22	53	47
19 Rwanda	12	..	7	..	5	..	28	..	50	..
20 Chine	..	15	..	..	..	18	..	19	..	47
21 Kenya	..	9	..	36	..	4	..	23	..	28
22 Sierra Leone	17	27	9	35	3	2	29	15	41	21
23 Haïti	..	26	..	12	..	4	..	21	..	37
24 Guinée	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
25 Ghana	12	..	4	..	3	..	33	..	48	..
26 Sri Lanka	41	17	8	24	4	3	12	26	34	31
27 Soudan	23	..	5	..	4	..	21	..	47	..
28 Pakistan	20	14	3	28	5	6	38	26	34	25
29 Sénégal	36	..	6	..	4	..	15	..	38	..
30 Afghanistan	17	..	4	..	1	..	8	..	69	..
31 Bhoutan	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
32 Tchad	13	..	20	..	4	..	21	..	42	..
33 Kampuchea démocratique	6	..	7	..	2	..	26	..	58	..
34 RDP lao	27	..	14	..	6	..	19	..	34	..
35 Mozambique	17	..	8	..	7	..	24	..	45	..
36 Viet Nam	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays à revenu intermédiaire	16 w	11 w	8 w	20 w	10 w	7 w	29 w	30 w	38 w	32 w
Exportateurs de pétrole	15 w	17 w	6 w	9 w	7 w	5 w	33 w	37 w	39 w	32 w
Importateurs de pétrole	16 w	9 w	8 w	24 w	11 w	7 w	27 w	27 w	37 w	33 w
Afrique subsaharienne	12 w	20 w	5 w	6 w	3 w	3 w	33 w	36 w	47 w	36 w
Tranche intérieure	17 w	14 w	7 w	18 w	6 w	5 w	29 w	30 w	41 w	33 w
37 Mauritanie	9	..	4	..	1	..	56	..	30	..
38 Libéria	17	25	8	17	3	3	33	26	39	28
39 Zambie	9	9	10	19	3	1	33	34	45	37
40 Lesotho ^b	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
41 Bolivie	19	12	1	2	3	1	34	45	42	40
42 Indonésie	6	8	3	25	2	5	39	35	50	28
43 Yémen, Rép. arabe du	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
44 Yémen, RDP	19	..	39	..	5	..	10	..	26	..
45 Côte d'Ivoire	18	20	6	19	3	3	28	25	46	34
46 Philippines	20	8	10	27	7	5	33	21	30	39
47 Maroc	36	15	5	24	10	8	18	26	31	27
48 Honduras	11	10	6	22	1	2	26	18	56	47
49 El Salvador	15	18	5	25	4	3	28	12	48	42
50 Papouasie-Nouvelle-Guinée	23	19	4	19	3	2	25	30	45	30
51 Egypte, Rép. arabe d'	26	30	7	3	12	6	23	29	31	30
52 Nigéria	9	21	6	3	3	3	34	38	48	35
53 Zimbabwe	7	..	(.)	..	4	..	41	..	47	..
54 Cameroun	11	9	5	4	4	3	28	35	51	49
55 Nicaragua	12	12	5	23	2	1	30	23	51	40
56 Thaïlande	6	4	9	24	6	8	31	29	49	35
57 Botswana ^b	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
58 Rép. dominicaine	24	14	10	36	4	3	23	17	40	29
59 Pérou	17	18	3	2	5	3	41	45	34	32
60 Maurice	35	25	5	19	3	5	15	12	42	39
61 Congo, Rép. populaire du	15	17	6	15	1	1	34	25	44	42
62 Equateur	10	5	9	2	4	6	33	43	44	45
63 Jamaïque	21	19	9	29	5	4	23	18	42	30
64 Guatemala	11	..	7	..	2	..	29	..	50	..
65 Turquie	6	2	10	44	10	8	37	21	37	26

Note : Les notes techniques indiquent ce que recouvrent les chiffres et dans quelle mesure ils sont comparables.

Pourcentage des importations de marchandises

	Produits alimentaires		Combustibles		Autres produits primaires		Machines et matériel de transport		Autres biens manufacturés	
	1965	1983 ^a	1965	1983 ^a	1965	1983 ^a	1965	1983 ^a	1965	1983 ^a
66 Costa Rica	9	9	5	20	2	3	29	15	54	53
67 Paraguay	14	13	14	24	2	(.)	37	37	33	26
68 Tunisie	16	15	6	12	7	9	31	29	41	35
69 Colombie	8	10	1	13	10	6	45	39	35	32
70 Jordanie	28	17	6	19	6	4	18	23	42	36
71 Rép. arabe syrienne	22	..	10	..	9	..	16	..	43	..
72 Angola	17	..	2	..	3	..	24	..	54	..
73 Cuba	29	..	10	..	3	..	15	..	43	..
74 Corée, Rép. dém. de	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
75 Liban	28	..	9	..	9	..	17	..	36	..
76 Mongolie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Tranche supérieure	15 w	10 w	8 w	21 w	12 w	7 w	29 w	30 w	36 w	32 w
77 Chili	20	..	6	..	10	..	35	..	30	..
78 Brésil	20	8	21	56	9	4	22	16	28	16
79 Portugal	16	14	8	27	19	9	27	26	30	24
80 Malaisie	25	9	12	14	10	5	22	44	32	28
81 Panama	..	9	..	27	..	1	..	26	..	37
82 Uruguay	7	7	17	36	16	6	24	25	36	26
83 Mexique	5	17	2	3	10	6	50	45	33	29
84 Corée, Rép. de	15	8	7	27	26	14	13	29	38	22
85 Yougoslavie	16	6	6	27	19	12	28	24	32	30
86 Argentine	6	4	10	10	21	10	25	32	38	43
87 Afrique du Sud ^b	5	3	5	(.)	11	4	42	43	37	50
88 Algérie	27	21	(.)	2	6	6	15	35	52	37
89 Venezuela	12	..	1	..	5	..	44	..	39	..
90 Grèce	15	13	8	27	11	7	35	25	30	28
91 Israël	16	10	6	18	12	5	28	32	38	36
92 Hong Kong	25	12	3	7	13	6	13	21	46	54
93 Trinité-et-Tobago	12	17	49	3	2	5	16	37	21	38
94 Singapour	23	7	13	31	19	6	14	30	30	26
95 Iran, Rép. islamique d'	16	..	(.)	..	6	..	36	..	42	..
96 Iraq	24	..	(.)	..	7	..	25	..	44	..
Exportateurs de pétrole à revenu élevé	22 w	12 w	2 w	1 w	5 w	3 w	32 w	43 w	40 w	41 w
97 Oman	..	14	..	2	..	3	..	46	..	36
98 Libye	13	..	4	..	3	..	36	..	43	..
99 Arabie saoudite	30	12	1	(.)	5	3	27	43	37	42
100 Koweït	22	13	1	1	7	3	32	44	39	40
101 Emirats arabes unis	..	9	..	6	..	3	..	41	..	42
Pays industriels à économie de marché	19 w	10 w	11 w	23 w	20 w	9 w	19 w	26 w	31 w	32 w
102 Espagne	19	12	10	40	16	10	27	18	28	19
103 Irlande	18	13	8	13	10	5	25	29	39	40
104 Italie	24	14	16	31	24	11	15	18	21	25
105 Nouvelle-Zélande	7	6	7	18	10	5	33	31	43	39
106 Royaume-Uni	30	12	11	11	25	10	11	30	23	37
107 Belgique ^c	14	12	9	18	21	10	24	23	32	38
108 Autriche	14	6	7	14	13	8	31	30	35	41
109 Pays-Bas	15	15	10	25	13	7	25	21	37	33
110 France	19	11	15	24	18	8	20	24	27	33
111 Japon	22	13	20	47	38	17	9	8	11	16
112 Finlande	10	6	10	27	12	8	35	29	34	31
113 Allemagne, Rép. féd. d'	22	12	8	21	21	9	13	22	35	36
114 Danemark	14	12	11	20	11	7	25	22	39	39
115 Australie	5	5	8	11	10	4	37	38	41	41
116 Suède	12	7	11	23	12	7	30	30	36	34
117 Canada	10	7	7	7	9	6	40	51	34	30
118 Norvège	10	7	7	10	12	7	38	37	32	40
119 Etats-Unis	19	8	10	22	20	7	14	32	36	31
120 Suisse	16	8	6	11	11	7	24	27	43	47
Pays d'Europe de l'Est à économie planifiée	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
121 Hongrie	12	7	11	23	22	10	27	27	28	33
122 Pologne	..	10	..	26	..	11	..	25	..	27
123 Albanie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
124 Bulgarie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
125 Tchécoslovaquie	..	7	..	30	..	13	..	32	..	19
126 Allemagne, Rép. dém. d'	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
127 Roumanie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
128 URSS	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

a. Les chiffres en italique se rapportent à 1982 et non à 1983. b. Ces chiffres concernent l'Union douanière de l'Afrique australe comprenant l'Afrique du Sud, la Namibie, le Lesotho, le Botswana et le Swaziland. Le commerce entre ces pays n'est pas compris dans les chiffres. c. Y compris le Luxembourg.

Tableau 12. Origine et destination des exportations de marchandises

	Destination des exportations de marchandises (pourcentage du total)							
	Pays industriels à économie de marché		Pays d'Europe de l'Est à économie planifiée		Exportateurs de pétrole à revenu élevé		Pays en développement	
	1965	1984 ^a	1965	1984 ^a	1965	1984 ^a	1965	1984 ^a
Pays à faible revenu	56 w	50 w	10 w	7 w	2 w	4 w	32 w	40 w
Chine et Inde	51 w	46 w	14 w	8 w	2 w	3 w	33 w	44 w
Autres pays à faible revenu	62 w	60 w	5 w	4 w	2 w	6 w	31 w	30 w
Afrique subsaharienne	72 w	68 w	4 w	3 w	1 w	3 w	22 w	25 w
1 Ethiopie	78	79	3	1	6	6	14	15
2 Bangladesh	..	51	..	6	..	2	..	41
3 Mali	7	..	4	..	0	..	89	..
4 Zaïre	93	92	(.)	(.)	(.)	(.)	7	8
5 Burkina Faso	17	35	0	0	0	0	83	65
6 Népal	..	21	..	(.)	..	(.)	..	79
7 Birmanie	29	30	8	3	1	3	62	64
8 Malawi	69	68	(.)	0	(.)	(.)	30	31
9 Niger	61	56	(.)	(.)	(.)	18	39	26
10 Tanzanie	66	61	1	4	1	1	32	35
11 Burundi	24	78	0	4	0	0	76	19
12 Ouganda	69	89	2	0	1	2	28	9
13 Togo	92	63	2	5	0	0	6	32
14 Rép. centrafricaine	71	93	0	0	0	0	29	7
15 Inde	58	59	17	15	2	6	23	20
16 Madagascar	85	72	1	3	(.)	(.)	14	25
17 Somalie	40	10	(.)	0	3	64	57	26
18 Bénin	88	80	(.)	0	0	0	12	20
19 Rwanda	96	81	0	0	0	(.)	4	19
20 Chine	47	41	12	5	2	1	40	52
21 Kenya	69	51	2	1	1	1	28	47
22 Sierra Leone	92	71	(.)	0	(.)	0	8	29
23 Haïti	97	96	(.)	(.)	0	0	3	4
24 Guinée	..	89	..	0	..	(.)	..	10
25 Ghana	74	57	18	25	(.)	(.)	9	17
26 Sri Lanka	56	45	9	6	3	6	33	43
27 Soudan	56	40	13	8	4	17	27	35
28 Pakistan	48	47	3	5	4	17	45	31
29 Sénégal	92	53	(.)	(.)	0	(.)	7	47
30 Afghanistan	47	..	27	..	0	..	25	..
31 Bhoutan	..	..	..	..	..	..	..	..
32 Tchad	64	..	0	..	2	..	34	..
33 Kampuchea démocratique	36	..	6	..	0	..	58	..
34 RDP lao	9	..	0	..	0	..	91	..
35 Mozambique	24	..	(.)	..	(.)	..	76	..
36 Viet Nam	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays à revenu intermédiaire	69 w	64 w	7 w	3 w	1 w	2 w	23 w	31 w
Exportateurs de pétrole	70 w	71 w	5 w	(.) w	1 w	(.) w	24 w	28 w
Importateurs de pétrole	68 w	58 w	8 w	5 w	1 w	3 w	23 w	33 w
Afrique subsaharienne	81 w	75 w	2 w	(.) w	(.) w	(.) w	17 w	24 w
Tranche inférieure	69 w	69 w	9 w	2 w	1 w	2 w	20 w	27 w
37 Mauritanie	96	96	(.)	(.)	0	(.)	4	4
38 Libéria	98	77	0	(.)	0	(.)	2	23
39 Zambie	87	68	2	2	0	(.)	11	30
40 Lesotho ^b	..	..	..	..	..	..	..	..
41 Bolivie	97	45	0	2	0	(.)	3	53
42 Indonésie	72	73	5	1	(.)	1	23	26
43 Yémen, Rép. arabe du	..	34	..	(.)	..	15	..	52
44 Yémen, RDP	38	51	(.)	(.)	1	1	61	48
45 Côte d'Ivoire	84	70	2	3	1	(.)	13	27
46 Philippines	95	78	0	2	(.)	1	5	18
47 Maroc	80	66	7	6	(.)	3	12	25
48 Honduras	80	81	0	2	0	2	20	15
49 El Salvador	73	..	1	..	0	..	26	..
50 Papouasie-Nouvelle-Guinée	98	87	0	1	0	(.)	2	12
51 Egypte, Rép. arabe d'	28	78	44	4	1	3	27	15
52 Nigéria	91	73	3	(.)	(.)	(.)	6	27
53 Zimbabwe	50	..	1	..	(.)	..	48	..
54 Cameroun	93	78	(.)	(.)	(.)	(.)	7	22
55 Nicaragua	81	..	(.)	..	0	..	19	..
56 Thaïlande	44	56	1	1	2	5	53	38
57 Botswana ^b	..	..	..	..	..	..	..	..
58 Rép. dominicaine	99	91	0	3	0	0	1	5
59 Pérou	86	72	3	2	(.)	(.)	12	26
60 Maurice	94	95	0	(.)	0	(.)	6	5
61 Congo, Rép. populaire du	86	96	1	(.)	0	(.)	13	3
62 Equateur	89	67	(.)	(.)	0	(.)	11	33
63 Jamaïque	93	81	1	1	(.)	0	6	18
64 Guatemala	75	59	0	2	(.)	1	25	38
65 Turquie	71	51	15	4	(.)	9	14	36

Note : Les notes techniques indiquent ce que recouvrent les chiffres et dans quelle mesure ils sont comparables.

Destination des exportations de marchandises (pourcentage du total)

	Pays industriels à économie de marché		Pays d'Europe de l'Est à économie planifiée		Exportateurs de pétrole à revenu élevé		Pays en développement	
	1965	1984 ^a	1965	1984 ^a	1965	1984 ^a	1965	1984 ^a
66 Costa Rica	79	71	(.)	3	0	1	20	25
67 Paraguay	58	47	0	0	0	0	42	53
68 Tunisie	61	81	5	1	3	4	31	15
69 Colombie	86	81	2	2	(.)	(.)	12	17
70 Jordanie	20	12	4	6	22	22	54	60
71 Rép. arabe syrienne	26	41	24	13	8	3	42	42
72 Angola	55	..	1	..	(.)	..	45	..
73 Cuba	14	..	62	..	(.)	..	24	..
74 Corée, Rép. dém. de	..	..	..	..	..	..	..	..
75 Liban	43	..	4	..	35	..	18	..
76 Mongolie	..	..	..	..	..	..	..	..
Tranche supérieure	69 w	62 w	6 w	4 w	(.) w	2 w	25 w	32 w
77 Chili	90	75	(.)	1	0	2	10	22
78 Brésil	77	62	6	7	(.)	2	18	29
79 Portugal	65	83	1	2	(.)	1	34	15
80 Malaisie	56	52	7	0	(.)	1	36	47
81 Panama	..	69	..	(.)	..	(.)	..	31
82 Uruguay	76	34	5	8	0	3	19	55
83 Mexique	82	92	6	0	(.)	(.)	13	8
84 Corée, Rép. de	75	69	0	0	(.)	6	25	25
85 Yougoslavie	40	35	42	46	(.)	3	17	17
86 Argentine	67	39	8	22	(.)	1	26	38
87 Afrique du Sud ^b	96	43	0	(.)	(.)	(.)	4	57
88 Algérie	90	92	1	(.)	(.)	0	8	8
89 Venezuela	63	66	(.)	(.)	(.)	0	37	34
90 Grèce	64	68	23	6	2	8	12	18
91 Israël	72	70	4	1	0	0	24	29
92 Hong Kong	67	60	(.)	(.)	1	2	32	38
93 Trinité-et-Tobago	92	74	0	0	0	(.)	8	26
94 Singapour	28	45	6	2	2	6	64	48
95 Iran, Rép. islamique d'	67	..	3	..	2	..	28	..
96 Iraq	83	..	1	..	(.)	..	16	..
Exportateurs de pétrole à revenu élevé	70 w	59 w	(.) w	(.) w	3 w	3 w	27 w	33 w
97 Oman	..	63	..	(.)	..	0	..	36
98 Libye	97	74	(.)	2	(.)	0	3	24
99 Arabie saoudite	71	59	0	0	8	3	21	37
100 Koweït	56	40	(.)	1	1	6	44	53
101 Emirats arabes unis	69	79	0	(.)	5	3	26	18
Pays industriels à économie de marché	71 w	70 w	3 w	3 w	1 w	3 w	26 w	24 w
102 Espagne	73	64	3	3	(.)	4	24	29
103 Irlande	91	89	1	1	(.)	2	8	9
104 Italie	71	68	5	3	2	7	23	21
105 Nouvelle-Zélande	88	64	1	2	(.)	2	11	32
106 Royaume-Uni	63	75	2	2	2	5	33	18
107 Belgique ^c	86	83	1	2	(.)	2	12	13
108 Autriche	71	71	15	12	(.)	3	13	14
109 Pays-Bas	83	84	2	1	1	2	14	12
110 France	68	69	3	3	(.)	4	28	24
111 Japon	49	55	3	2	2	6	47	37
112 Finlande	71	68	21	21	(.)	1	9	11
113 Allemagne, Rép. féd. d'	77	76	3	4	1	3	19	17
114 Danemark	85	80	4	2	1	2	11	17
115 Australie	69	52	4	4	1	3	26	41
116 Suède	85	82	4	3	(.)	2	11	13
117 Canada	87	88	3	2	(.)	1	10	10
118 Norvège	82	90	4	1	(.)	(.)	13	9
119 Etats-Unis	61	59	1	2	1	3	37	36
120 Suisse	76	74	3	3	1	4	20	19
Pays d'Europe de l'Est à économie planifiée	..	32 w	..	51 w	..	3 w	..	14 w
121 Hongrie	22	28	66	48	(.)	2	12	21
122 Pologne	..	34	..	48	..	2	..	16
123 Albanie	..	..	..	..	..	..	..	..
124 Bulgarie	..	11	..	69	..	8	..	12
125 Tchécoslovaquie	18	15	72	68	1	2	9	15
126 Allemagne, Rép. dém. d'	..	..	..	..	..	..	..	..
127 Roumanie	..	25	..	45	..	2	..	29
128 URSS	..	39	..	46	..	3	..	12

a. Les chiffres en italique se rapportent à 1983 et non à 1984. b. Ces chiffres concernent l'Union douanière de l'Afrique australe comprenant l'Afrique du Sud, la Namibie, le Lesotho, le Botswana et le Swaziland. Le commerce entre ces pays n'est pas compris dans les chiffres. c. Y compris le Luxembourg.

Tableau 13. Origine et destination des exportations de biens manufacturés

	Destination des exportations de biens manufacturés (pourcentage du total)								Exportations de biens manufacturés (millions de dollars)	
	Pays industriels à économie de marché		Pays d'Europe de l'Est à éconon. ¹ planifiée		Exportateurs de pétrole à revenu élevé		Pays en développement			
	1965	1983 ^a	1965	1983 ^a	1965	1983 ^a	1965	1983 ^a	1965	1983 ^a
Pays à faible revenu	56 w	..	8 w	..	2 w	..	34 w	..		
Chine et Inde	..	..	..	..	..	..	..	..
Autres pays à faible revenu	58 w	..	1 w	..	2 w	..	39 w	..		
Afrique subsaharienne	77 w	..	1 w	..	(.) w	..	22 w	..		
1 Ethiopie	67	76	(.)	9	20	2	13	13	(.)	3
2 Bangladesh	..	48	..	6	..	1	..	45	..	485
3 Mali	14	..	8	..	0	..	78	..	(.)	..
4 Zaïre	93	..	(.)	..	(.)	..	7	..	28	..
5 Burkina Faso	2	34	0	0	0	0	98	66	1	6
6 Népal	..	36	..	3	..	(.)	..	61	..	45
7 Birmanie	73	..	1	..	(.)	..	26	..	1	..
8 Malawi	3	..	0	..	0	..	97	..	(.)	..
9 Niger	43	..	(.)	..	0	..	57	..	1	..
10 Tanzanie	93	..	(.)	..	(.)	..	7	..	23	..
11 Burundi	(.)	..	0	..	0	..	100	..	1	..
12 Ouganda	7	..	(.)	..	0	..	93	..	1	..
13 Togo	37	..	(.)	..	0	..	62	..	1	..
14 Rép. centrafricaine	60	..	0	..	0	..	40	..	14	..
15 Inde	55	51	12	0	2	7	31	19	828	5.080
16 Madagascar	80	80	0	(.)	0	(.)	20	20	5	24
17 Somalie	21	..	(.)	..	2	..	77	..	4	..
18 Bénin	15	8	0	0	0	0	85	92	1	20
19 Rwanda	95	..	0	..	0	..	5	..	(.)	..
20 Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	12.579
21 Kenya	23	8	2	(.)	2	3	73	89	13	128
22 Sierra Leone	99	99	(.)	0	(.)	0	1	1	53	29
23 Haïti	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
24 Guinée	..	..	..	..	..	..	..	..	7	..
25 Ghana	60	..	10	..	(.)	..	29	..	..	..
26 Sri Lanka	59	87	7	(.)	(.)	1	34	13	5	314
27 Soudan	79	..	(.)	..	2	..	20	..	2	12
28 Pakistan	40	41	1	5	3	21	57	33	190	1.964
29 Sénégal	48	..	1	..	0	..	52	..	4	..
30 Afghanistan	98	..	(.)	..	0	..	2	..	11	..
31 Bhoutan	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
32 Tchad	6	..	0	..	25	..	69	..	1	..
33 Kampuchea démocratique	28	..	1	..	0	..	71	..	1	..
34 RDP lao	13	..	0	..	0	..	87	..	(.)	..
35 Mozambique	27	..	(.)	..	(.)	..	73	..	3	..
36 Viet Nam	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays à revenu intermédiaire	52 w	54 w	9 w	4 w	2 w	5 w	37 w	38 w		
Exportateurs de pétrole	45 w	75 w	9 w	1 w	3 w	2 w	43 w	23 w		
Importateurs de pétrole	54 w	51 w	9 w	4 w	1 w	5 w	36 w	40 w		
Afrique subsaharienne	29 w	..	(.) w	..	(.) w	..	71 w	..		
Tranche inférieure	37 w	56 w	10 w	1 w	4 w	5 w	49 w	37 w		
37 Mauritanie	61	..	0	..	0	..	39	..	1	..
38 Libéria	77	54	0	(.)	0	(.)	23	46	4	6
39 Zambie	14	..	0	..	0	..	86	..	1	8
40 Lesotho	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
41 Bolivie	86	..	0	..	0	..	14	..	6	..
42 Indonésie	25	42	1	(.)	(.)	7	74	52	27	1.618
43 Yémen, Rép. arabe du	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
44 Yémen, RDP	32	..	(.)	..	6	..	62	..	11	..
45 Côte d'Ivoire	50	31	(.)	(.)	(.)	(.)	50	69	15	235
46 Philippines	93	77	0	(.)	(.)	2	7	21	43	2.534
47 Maroc	63	56	2	3	(.)	3	35	37	23	707
48 Honduras	2	28	0	0	0	0	98	72	6	58
49 El Salvador	1	8	0	0	0	(.)	99	92	32	162
50 Papouasie-Nouvelle-Guinée	100	85	0	0	0	0	(.)	15	5	72
51 Egypte, Rép. arabe d'	20	38	46	40	4	8	30	14	126	256
52 Nigéria	85	..	(.)	..	(.)	..	15	..	17	..
53 Zimbabwe	12	..	(.)	..	(.)	..	88	..	116	..
54 Cameroun	46	39	0	0	(.)	(.)	54	61	6	78
55 Nicaragua	4	3	0	(.)	0	0	96	97	8	30
56 Thaïlande	39	60	(.)	(.)	(.)	9	61	31	30	2.058
57 Botswana	..	..	..	..	0	..	5	13	3	155
58 Rép. dominicaine	95	87	0	0	0	(.)	49	..	5	..
59 Pérou	51	..	(.)	..	0	..	..	..	..	..
60 Maurice	16	89	0	(.)	0	(.)	84	10	(.)	115
61 Congo, Rép. populaire du	88	..	0	..	0	..	12	..	24	..
62 Equateur	25	7	0	(.)	0	0	75	93	3	69
63 Jamaïque	93	74	1	2	0	0	6	24	64	444
64 Guatemala	9	..	0	..	0	..	91	..	26	..
65 Turquie	83	50	8	1	(.)	8	9	41	11	2.643

Note : Les notes techniques indiquent ce que recouvrent les chiffres et dans quelle mesure ils sont comparables.

Destination des exportations de biens manufacturés (pourcentage du total)										Exportations de biens manufacturés (millions de dollars)
	Pays industriels à économie de marché		Pays d'Europe de l'Est à économie planifiée		Exportateurs de pétrole à revenu élevé		Pays en développement		1965	1983 ^a
	1965	1983 ^a	1965	1983 ^a	1965	1983 ^a	1965	1983 ^a		
66 Costa Rica	6	15	(.)	(.)	0	(.)	94	85	18	248
67 Paraguay	93	..	0	..	0	..	7	..	5	..
68 Tunisie	19	74	3	1	5	4	73	21	23	816
69 Colombie	43	50	0	1	(.)	(.)	57	49	35	595
70 Jordanie	49	17	(.)	1	23	28	28	53	5	267
71 Rép. arabe syrienne	5	..	21	..	25	..	50	..	16	..
72 Angola	3	..	1	..	(.)	..	96	..	36	..
73 Cuba	27	..	70	..	0	..	3	..	27	..
74 Corée, Rép. dém. de	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
75 Liban	19	..	1	..	61	..	19	..	29	..
76 Mongolie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Tranche supérieure	56 w	53 w	9 w	4 w	1 w	5 w	34 w	38 w		
77 Chili	38	..	(.)	..	0	..	62	..	28	323
78 Brésil	40	52	1	1	(.)	3	59	43	134	9.098
79 Portugal	59	85	(.)	1	(.)	1	41	13	355	3.464
80 Malaisie	17	63	(.)	0	2	1	81	35	75	3.965
81 Panama	..	..	..	..	..	..	..	..	..	39
82 Uruguay	71	52	6	7	0	(.)	23	41	10	298
83 Mexique	71	90	(.)	0	(.)	(.)	29	9	165	4.022
84 Corée, Rép. de	68	66	0	0	(.)	10	32	24	104	22.240
85 Yougoslavie	24	26	52	50	1	4	24	20	617	7.541
86 Argentine	45	52	3	5	(.)	1	52	42	84	1.283
87 Afrique du Sud	94	0	0	0	(.)	0	6	100	443	13.081
88 Algérie	50	70	1	6	1	(.)	48	24	24	82
89 Venezuela	59	..	(.)	..	(.)	..	41	..	51	..
90 Grèce	56	60	8	5	9	15	27	20	44	2.194
91 Israël	67	69	4	(.)	0	0	29	31	281	4.122
92 Hong Kong	71	64	(.)	(.)	1	4	28	32	995	20.089
93 Trinité-et-Tobago	78	79	0	0	0	(.)	22	21	28	330
94 Singapour	9	48	(.)	1	3	6	88	44	338	12.388
95 Iran, Rép. islamique d'	61	..	1	..	17	..	21	..	58	..
96 Iraq	24	..	1	..	16	..	60	..	8	..
Exportateurs de pétrole à revenu élevé	30 w	..	(.) w	..	21 w	..	49 w	..		
97 Oman	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
98 Libye	57	..	(.)	..	(.)	..	43	..	7	..
99 Arabie saoudite	31	10	0	(.)	18	16	52	73	19	824
100 Koweït	18	38	(.)	(.)	33	20	49	42	17	2.448
101 Emirats arabes unis	..	..	0	..	..	..	..	..	..	..
Pays industriels à économie de marché	67 w	66 w	3 w	3 w	1 w	5 w	29 w	26 w		
102 Espagne	57	58	1	2	(.)	6	42	34	382	13.755
103 Irlande	82	92	(.)	(.)	(.)	1	17	7	203	5.737
104 Italie	68	66	5	4	2	9	25	22	5.587	61.998
105 Nouvelle-Zélande	90	71	(.)	(.)	(.)	2	10	28	53	1.153
106 Royaume-Uni	61	65	2	2	2	8	35	25	11.346	60.350
107 Belgique	86	82	1	2	1	2	13	13	4.823	38.676
108 Autriche	67	70	18	12	(.)	3	15	15	1.204	13.070
109 Pays-Bas	81	82	2	2	1	3	16	13	3.586	32.645
110 France	64	65	3	3	1	4	33	28	7.139	67.189
111 Japon	47	51	2	2	2	8	49	39	7.704	142.050
112 Finlande	63	56	26	33	(.)	2	11	9	815	9.334
113 Allemagne, Rép. féd. d'	76	73	3	5	1	4	20	19	15.764	147.003
114 Danemark	79	75	4	2	(.)	3	16	19	967	8.922
115 Australie	57	40	(.)	1	(.)	1	43	58	432	4.605
116 Suède	82	79	4	2	(.)	4	14	14	2.685	21.236
117 Canada	88	92	(.)	(.)	(.)	1	12	7	2.973	39.917
118 Norvège	78	76	3	2	(.)	1	19	21	734	5.311
119 Etats-Unis	58	58	(.)	1	1	6	40	36	17.833	140.035
120 Suisse	75	71	3	3	1	5	21	21	2.646	23.358
Pays d'Europe de l'Est à économie planifiée	..	..	..	..	..	..	..	..
121 Hongrie	11	21	74	56	(.)	2	15	21	1.053	5.440
122 Pologne	..	16	..	51	..	2	..	31	..	7.472
123 Albanie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
124 Bulgarie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
125 Tchécoslovaquie	..	12	..	71	..	2	..	15	..	14.641
126 Allemagne, Rép. dém. d'	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
127 Roumanie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
128 URSS	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

a. Les chiffres en italique se rapportent à 1983 et non à 1984. b. Ces chiffres concernent l'Union douanière de l'Afrique australe comprenant l'Afrique du Sud, la Namibie, le Lesotho, le Botswana et le Swaziland. Le commerce entre ces pays n'est pas compris dans les chiffres. c. Y compris le Luxembourg.

Tableau 14. Balance des paiements et réserves

	Balance des opérations courantes (millions de dollars)		Rapatriement de fonds des travailleurs à l'étranger (millions de dollars)		Investissement direct privé net (millions de dollars)		Réserves internationales brutes		En mois d'importations 1984 ^a
	1970	1984 ^a	1970	1984 ^a	1970	1984 ^a	Millions de dollars	1984 ^a	
Pays à faible revenu									5,8 w
Chine et Inde									7,9 w
Autres pays à faible revenu									2,1 w
Afrique subsaharienne									1,9 w
1 Ethiopie	-32	-201	..	..	4	..	72	109	1,1
2 Bangladesh	..	-521	..	437	..	-1	..	406	1,7
3 Mali	-2	-125	6	32	..	4	1	32	0,9
4 Zaïre	-64	-310	2	..	42	138	189	269	1,5
5 Burkina Faso	9	-67	18	..	(.)	..	36	110	..
6 Népal	..	-102	..	..	..	..	94	129	2,9
7 Birmanie	-63	-237	..	..	..	..	98	140	2,2
8 Malawi	-35	-20	..	..	9	3	29	61	1,9
9 Niger	0	-47	..	..	1	..	19	92	..
10 Tanzanie	-36	-354	..	..	..	..	65	27	0,3
11 Burundi	..	66	..	..	..	1	15	25	..
12 Ouganda	20	..	..	..	4	..	57	..	..
13 Togo	3	16	..	6	1	0	35	178	4,4
14 Rép. centrafricaine	-12	-31	..	..	1	5	1	56	2,8
15 Inde	-394	-2.429	113	2.659	6	..	1.023	8.536	5,6
16 Madagascar	10	-176	..	..	10	..	37	59	1,1
17 Somalie	-6	-146	..	22	5	-1	21	7	0,1
18 Bénin	-1	-30	2	..	7	..	16	6	..
19 Rwanda	7	-42	1	1	(.)	15	8	107	3,9
20 Chine	..	2.509	..	317	..	1.124	..	21.281	9,6
21 Kenya	-49	-135	..	..	14	54	220	414	2,6
22 Sierra Leone	-16	-33	..	..	8	2	39	16	1,0
23 Haïti	2	-110	17	89	3	4	4	18	0,4
24 Guinée	..	-19	..	..	..	..	..	..	..
25 Ghana	-68	-61	..	5	68	2	43	437	6,4
26 Sri Lanka	-59	9	3	301	(.)	33	43	530	2,8
27 Soudan	-42	25	..	284	..	9	22	17	0,2
28 Pakistan	-667	-1.118	86	2.567	23	62	194	1.610	2,4
29 Sénégal	-16	-274	3	..	5	..	22	13	..
30 Afghanistan	..	..	..	..	..	..	49	526	..
31 Bhoutan	..	..	..	..	..	..	..	..	..
32 Tchad	2	10	..	..	1	9	2	48	2,6
33 Kampuchea démocratique	..	..	..	..	..	..	..	..	..
34 RDP lao	..	..	..	..	..	..	6	..	..
35 Mozambique	..	..	..	..	..	..	..	..	..
36 Viet Nam	..	..	..	..	..	..	243	..	..
Pays à revenu intermédiaire									2,9 w
Exportateurs de pétrole									3,4 w
Importateurs de pétrole									2,7 w
Afrique subsaharienne									1,4 w
Tranche inférieure									2,2 w
37 Mauritanie	-5	-196	1	1	1	1	3	110	2,1
38 Libéria	..	-75	..	..	..	39	..	3	0,1
39 Zambie	108	-138	..	..	-297	..	515	55	0,6
40 Lesotho	..	31	..	..	..	3	..	49	1,2
41 Bolivie	4	-178	..	1	-76	7	46	533	5,8
42 Indonésie	-310	-2.113	..	..	83	227	160	5.730	2,8
43 Yémen, Rép. arabe du	..	-305	..	1.012	..	7	..	321	2,3
44 Yémen, RDP	-4	-368	60	494	..	..	59	262	3,0
45 Côte d'Ivoire	-38	-190	..	..	31	..	119	19	0,1
46 Philippines	-48	-1.241	..	59	-29	-6	255	844	1,0
47 Maroc	-124	-986	63	872	20	47	141	266	0,6
48 Honduras	-64	-243	..	..	8	7	20	133	1,3
49 El Salvador	9	-65	..	48	4	28	64	339	3,3
50 Papouasie-Nouvelle-Guinée	..	-325	..	..	..	114	..	443	3,5
51 Egypte, Rép. arabe d'	-148	-1.978	29	3.963	..	713	165	1.486	1,3
52 Nigéria	-368	346	..	..	205	189	223	1.674	1,7
53 Zimbabwe	..	-97	..	..	..	-2	59	260	2,0
54 Cameroun	-30	-292	..	26	16	207	81	63	0,3
55 Nicaragua	-40	-444	..	..	15	8	49	230	2,8
56 Thaïlande	-250	-2.105	..	..	43	409	912	2.688	2,5
57 Botswana	..	59	..	..	..	47	..	474	6,3
58 Rép. dominicaine	-102	-421	25	195	72	48	32	201	1,3
59 Pérou	202	-253	..	..	-70	-88	339	2.061	5,6
60 Maurice	8	-54	..	..	2	5	46	35	0,7
61 Congo, Rép. populaire du	..	-400	..	..	..	56	9	12	0,1
62 Equateur	-113	-248	..	..	89	50	76	739	2,7
63 Jamaïque	-153	-309	29	..	161	..	139	97	0,6
64 Guatemala	-8	-382	..	..	29	38	79	435	3,1
65 Turquie	-44	-1.409	273	1.820	58	113	440	2.443	2,2

Note : Les notes techniques indiquent ce que recouvrent les chiffres et dans quelle mesure ils sont comparables.

	Balance des opérations courantes (millions de dollars)		Rapatriement de fonds des travailleurs à l'étranger (millions de dollars)		Investissement direct privé net (millions de dollars)		Réserves internationales brutes		
	1970	1984 ^a	1970	1984 ^a	1970	1984 ^a	Millions de dollars		En mois d'importations 1984 ^a
							1970	1984 ^a	
66 Costa Rica	-74	-216	..	..	26	54	16	412	3,0
67 Paraguay	-16	-313	..	(.)	4	5	18	677	6,6
68 Tunisie	-53	-734	29	317	16	115	60	464	1,4
69 Colombie	-293	-1.237	6	79	39	411	207	1.785	3,2
70 Jordanie	-20	-269	..	1.236	..	71	258	842	2,6
71 Rép. arabe syrienne	-69	-852	7	327	..	..	57	257	0,6
72 Angola	..	..	..	..	..	..	..	..	..
73 Cuba	..	..	..	..	..	..	..	..	..
74 Corée, Rép. dém. de	..	..	..	..	..	..	..	..	..
75 Liban	..	..	..	..	..	..	405	3.515	..
76 Mongolie	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Tranche supérieure									3,3 w
77 Chili	-91	-2.060	..	..	-79	67	392	2.774	4,8
78 Brésil	-837	53	..	4	407	1.555	1.190	11.961	4,7
79 Portugal	..	-502	..	2.157	..	186	1.565	6.774	8,3
80 Malaisie	8	-1.597	..	..	94	912	667	4.441	2,6
81 Panama	-64	-70	..	..	33	37	16	216	0,4
82 Uruguay	-45	-124	..	..	..	3	186	942	7,5
83 Mexique	-1.068	3.905	..	..	323	392	756	8.019	3,3
84 Corée, Rép. de	-623	-1.344	..	..	66	75	610	2.849	1,0
85 Yougoslavie	-372	656	441	3.427	..	..	143	1.732	1,2
86 Argentine	-163	-2.542	..	..	11	269	682	2.591	2,5
87 Afrique du Sud	-1.215	-1.098	..	..	318	15	1.057	2.511	1,4
88 Algérie	-125	75	211	329	45	-14	352	3.185	2,8
89 Venezuela	-104	5.298	..	..	-23	42	1.047	12.434	11,1
90 Grèce	-422	-2.123	333	899	50	486	318	2.220	2,4
91 Israël	-562	-1.499	..	..	40	8	452	3.374	2,6
92 Hong Kong	..	..	..	..	..	..	..	..	..
93 Trinité-et-Tobago	-109	-552	3	1	83	299	43	1.373	5,2
94 Singapour	-572	-1.000	..	..	93	1.458	1.012	10.416	3,8
95 Iran, Rép. islamique d'	-507	..	..	..	25	..	217	..	..
96 Iraq	105	..	..	..	24	..	472	..	..
Exportateurs de pétrole à revenu élevé									4,4 w
97 Oman	..	148	..	43	..	157	13	989	3,1
98 Libye	645	-1.803	..	..	139	-327	1.596	4.759	5,3
99 Arabie saoudite	71	-24.036	..	..	20	5.228	670	26.165	4,3
100 Koweït	..	5.570	..	..	..	-125	209	5.373	5,4
101 Emirats arabes unis	..	7.137	..	..	..	..	..	2.539	4,1
Pays industriels à économie de marché									3,1 w
102 Espagne	79	2.323	469	844	179	1.524	1.851	16.465	5,5
103 Irlande	-198	-916	..	..	32	120	698	2.463	2,3
104 Italie	902	-2.902	446	1.116	498	-694	5.547	41.351	4,8
105 Nouvelle-Zélande	-232	-1.444	40	301	137	97	258	1.794	2,4
106 Royaume-Uni	1.910	1.417	..	..	-185	-5.507	2.919	15.307	1,0
107 Belgique	717	205	154	358	140	106	2.947	15.102	2,4
108 Autriche	-75	-633	13	175	104	68	1.806	10.760	4,7
109 Pays-Bas	-483	4.879	..	..	-15	-2.096	3.362	22.784	3,5
110 France	-204	-820	130	342	248	275	5.199	46.174	3,8
111 Japon	1.980	35.148	..	..	-260	-5.955	4.877	33.899	2,3
112 Finlande	-239	1	..	..	-41	-359	455	3.146	2,3
113 Allemagne, Rép. féd. d'	850	6.130	..	..	-290	-1.907	13.879	69.486	4,3
114 Danemark	-544	-1.634	..	..	75	-86	488	3.511	1,7
115 Australie	-837	-8.302	..	..	785	-1.442	1.709	9.886	3,3
116 Suède	-265	356	..	..	-104	-885	775	5.716	1,9
117 Canada	821	1.974	..	..	566	-1.334	4.733	8.700	1,0
118 Norvège	-242	3.228	..	9	32	-702	813	9.730	4,8
119 Etats-Unis	2.320	-107.780	..	..	-6.130	17.948	15.237	104.856	2,7
120 Suisse	72	4.019	..	70	..	-362	5.317	40.971	9,9
Pays d'Europe de l'Est à économie planifiée									..
121 Hongrie	-25	290	..	..	..	..	..	2.745	3,2
122 Pologne	..	..	..	..	..	..	..	..	..
123 Albanie	..	..	..	..	..	..	..	..	..
124 Bulgarie	..	..	..	..	..	..	..	..	..
125 Tchécoslovaquie	..	..	..	..	..	..	..	..	..
126 Allemagne, Rép. dém. d'	..	..	..	..	..	..	..	..	..
127 Roumanie	..	1.719	..	..	..	..	..	1.859	1,9
128 URSS	..	..	..	..	..	..	..	..	..

a. Les chiffres en italique se rapportent à 1983 et non à 1984.

Tableau 15. Obligations brutes vis-à-vis de l'extérieur

	Dette à long terme (millions de dollars)				Recours au crédit FMI (millions de dollars)		Dette à court terme (millions de dollars)		Total des obligations brutes vis-à-vis de l'extérieur (millions de dollars)	
	Dette publique et à garantie publique		Dette privée non garantie							
	1970	1984	1970	1984	1970	1984	1970	1984	1970	1984
Pays à faible revenu										
Chine et Inde										
Autres pays à faible revenu										
Afrique subsaharienne										
1 Ethiopie	169	1.384	0	0	0	75	..	67	..	1.526
2 Bangladesh	..	5.154	..	0	..	356	..	133	..	5.644
3 Mali	238	960	0	0	9	64	..	60	..	1.084
4 Zaïre	311	4.084	..	..	0	579	..	244	..	..
5 Burkina Faso	21	407	0	0	0	0	..	26	..	433
6 Népal	3	427	0	0	0	4	..	24	..	454
7 Birmanie	101	2.219	0	0	17	77	..	15	..	2.311
8 Malawi	122	731	0	0	0	113	..	42	..	885
9 Niger	32	678	..	162	0	44	..	61	..	945
10 Tanzanie	250	2.594	15	61	0	24	..	554	..	3.232
11 Burundi	7	334	0	0	8	0	..	12	..	346
12 Ouganda	138	675	0	0	0	315	..	26	..	1.016
13 Togo	40	659	0	0	0	49	..	63	..	772
14 Rép. centrafricaine	24	224	0	0	0	24	..	12	..	260
15 Inde	7.940	22.403	100	2.611	10	3.921	..	1.743	..	30.678
16 Madagascar	93	1.636	0	0	0	148	..	83	..	1.867
17 Somalie	77	1.233	0	0	0	102	..	49	..	1.384
18 Bénin	41	582	0	0	0	0	..	62	..	644
19 Rwanda	2	244	0	0	3	0	..	37	..	281
20 Chine	..	..	..	..	..	..	..	5.546	..	..
21 Kenya	319	2.633	88	428	0	380	..	369	..	3.811
22 Sierra Leone	59	342	0	0	0	74	..	30	..	446
23 Haïti	40	494	0	0	2	84	..	80	..	658
24 Guinée	312	1.168	0	0	4	11	..	54	..	1.234
25 Ghana	495	1.122	..	..	46	468	..	208	..	..
26 Sri Lanka	317	2.420	..	44	79	322	..	301	..	3.087
27 Soudan	307	5.659	0	0	31	598	..	404	..	6.661
28 Pakistan	3.060	9.953	5	26	45	1.241	..	436	..	11.656
29 Sénégal	100	1.555	31	10	0	201	..	260	..	2.026
30 Afghanistan	..	..	..	..	..	..	..	7	..	..
31 Bhoutan	..	..	..	..	..	..	..	2	..	..
32 Tchad	32	109	0	0	3	4	..	1	..	114
33 Kampuchea démocratique	..	..	..	..	..	..	..	7	..	..
34 RDP lao	..	..	..	..	..	..	..	115	..	..
35 Mozambique	..	..	..	..	..	..	..	97	..	..
36 Viet Nam	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays à revenu intermédiaire										
Exportateurs de pétrole										
Importateurs de pétrole										
Afrique subsaharienne										
Tranche inférieure										
37 Mauritanie	27	1.171	0	0	0	30	..	83	..	1.283
38 Libéria	159	757	0	0	4	208	..	42	..	1.007
39 Zambie	623	2.779	30	23	0	698	..	388	..	3.888
40 Lesotho	8	134	0	0	0	0	..	4	..	138
41 Bolivie	481	3.204	11	340	6	64	..	306	..	3.913
42 Indonésie	2.443	22.883	461	3.800	139	413	..	5.384	..	32.480
43 Yémen, Rép. arabe du	..	1.688	0	0	0	10	..	259	..	1.957
44 Yémen, RDP	1	1.252	0	0	0	15	..	70	..	1.337
45 Côte d'Ivoire	256	4.835	11	1.350	0	591	..	630	..	7.406
46 Philippines	574	11.176	919	2.959	69	757	..	9.492	..	24.383
47 Maroc	711	10.169	..	..	28	991	..	1.185	..	..
48 Honduras	95	1.841	19	162	0	136	..	169	..	2.308
49 El Salvador	88	1.388	88	114	7	105	..	102	..	1.709
50 Papouasie-Nouvelle-Guinée	36	925	173	890	0	16	..	145	..	1.977
51 Egypte, Rép. arabe d'	1.750	15.808	..	550	49	48	..	6.800	..	23.206
52 Nigéria	480	11.815	115	895	0	0	..	7.032	..	19.742
53 Zimbabwe	233	1.446	..	78	0	256	..	344	..	2.124
54 Cameroun	131	1.738	9	609	0	0	..	381	..	2.728
55 Nicaragua	147	3.835	0	0	8	9	..	856	..	4.700
56 Thaïlande	324	7.568	402	3.368	0	791	..	3.551	..	15.278
57 Botswana	15	276	0	0	0	0	..	5	..	281
58 Rép. dominicaine	226	2.388	141	156	7	221	..	291	..	3.057
59 Pérou	856	9.825	1.799	1.465	10	675	..	1.200	..	13.164
60 Maurice	32	354	..	13	0	154	..	39	..	560
61 Congo, Rép. populaire du	144	1.396	0	0	0	0	..	177	..	1.573
62 Equateur	193	6.630	49	177	14	238	..	1.283	..	8.329
63 Jamaïque	160	2.175	822	80	0	629	..	224	..	3.107
64 Guatemala	106	1.514	14	105	0	150	..	191	..	1.960
65 Turquie	1.854	15.774	42	425	74	1.426	..	4.642	..	22.267

Note : Les notes techniques indiquent ce que recouvrent les chiffres et dans quelle mesure ils sont comparables.

	Dette à long terme (millions de dollars)						Total des obligations brutes vis-à-vis de l'extérieur (millions de dollars)			
	Dette publique et à garantie publique		Dette privée non garantie		Recours au crédit FMI (millions de dollars)					
	1970	1984	1970	1984	1970	1984	Dette à court terme (millions de dollars)	1970	1984	
66 Costa Rica	134	3.380	112	317	0	156	..	269	..	4.122
67 Paraguay	112	1.287	..	110	0	0	..	98	..	1.495
68 Tunisie	541	3.707	..	193	13	0	..	401	..	4.301
69 Colombie	1.299	7.980	283	1.437	55	0	..	2.868	..	12.285
70 Jordanie	119	2.336	0	0	0	0	..	860	..	3.196
71 Rép. arabe syrienne	232	2.453	0	0	10	0	..	622	..	3.075
72 Angola	..	..	..	..	..	..	..	173	..	..
73 Cuba	..	..	..	..	..	..	..	607	..	..
74 Corée, Rép. dém. de	..	..	..	..	..	..	..	167	..	..
75 Liban	64	179	0	0	0	0	..	260	..	439
76 Mongolie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Tranche supérieure										
77 Chili	2.067	10.839	501	6.427	2	779	..	1.914	..	19.959
78 Brésil	3.234	66.502	1.706	20.511	0	4.185	..	13.186	..	104.384
79 Portugal	485	10.583	85	570	0	561	..	3.299	..	15.012
80 Malaisie	390	11.846	..	..	0	258	..	..	..	..
81 Panama	194	3.091	0	0	0	271	..	912	..	4.274
82 Uruguay	269	2.545	29	129	18	222	..	392	..	3.288
83 Mexique	3.196	69.007	2.770	18.500	0	2.360	..	7.440	..	97.307
84 Corée, Rép. de	1.797	24.642	175	5.348	0	1.567	..	11.500	..	43.057
85 Yougoslavie	1.199	8.690	854	8.370	0	1.947	..	837	..	19.844
86 Argentine	1.878	28.671	3.291	9.500	0	1.098	..	6.570	..	45.839
87 Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	12.246	..	..
88 Algérie	937	12.052	0	0	0	0	..	1.759	..	13.811
89 Venezuela	728	17.247	236	6.500	0	0	..	10.500	..	34.247
90 Grèce	905	9.456	388	1.647	0	0	..	3.267	..	14.369
91 Israël	2.274	15.415	361	4.453	13	0	..	3.581	..	23.449
92 Hong Kong	2	270	..	..	0	0	..	860	..	..
93 Trinité-et-Tobago	101	941	0	0	0	0	..	159	..	1.100
94 Singapour	152	1.911	..	..	0	0	..	208	..	..
95 Iran, Rép. islamique d'	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
96 Iraq	..	..	..	..	..	..	..	1.858	..	..
Exportateurs de pétrole à revenu élevé										
97 Oman	..	1.232	..	0	..	0	..	293	..	1.525
98 Libye	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
99 Arabie saoudite	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
100 Koweït	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
101 Emirats arabes unis	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays industriels à économie de marché										
102 Espagne	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
103 Irlande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
104 Italie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
105 Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
106 Royaume-Uni	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
107 Belgique	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
108 Autriche	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
109 Pays-Bas	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
110 France	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
111 Japon	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
112 Finlande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
113 Allemagne, Rép. féd. d'	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
114 Danemark	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
115 Australie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
116 Suède	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
117 Canada	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
118 Norvège	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
119 Etats-Unis	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
120 Suisse	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays d'Europe de l'Est à économie planifiée										
121 Hongrie	..	7.380	..	0	..	953	..	1.943	..	10.276
122 Pologne	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
123 Albanie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
124 Bulgarie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
125 Tchécoslovaquie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
126 Allemagne, Rép. dém. d'	..	6.296	..	0	..	937	..	566	..	7.799
127 Roumanie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
128 URSS	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

Tableau 16. Flux de capitaux extérieurs aux secteurs public et privé

	Entrées brutes (millions de dollars)				Remboursement du principal (millions de dollars)				Entrées nettes ^a (millions de dollars)			
	Emprunts publics et à garantie publique		Emprunts privés non garantis		Emprunts publics et à garantie publique		Emprunts privés non garantis		Emprunts publics et à garantie publique		Emprunts privés non garantis	
	1970	1984	1970	1984	1970	1984	1970	1984	1970	1984	1970	1984
Pays à faible revenu												
Chine et Inde												
Autres pays à faible revenu												
Afrique subsaharienne												
1 Ethiopie	27	246	0	0	15	53	0	0	12	193	0	0
2 Bangladesh	..	537	..	0	..	97	..	0	..	439	..	0
3 Mali	21	114	0	0	(.)	10	0	0	21	104	0	0
4 Zaïre	31	220	..	..	28	143	..	..	3	77	..	..
5 Burkina Faso	2	57	0	0	2	15	0	0	(.)	43	0	0
6 Népal	1	79	0	0	2	5	0	0	-2	74	0	0
7 Birmanie	16	286	0	0	18	96	0	0	-2	189	0	0
8 Malawi	38	111	0	0	3	50	0	0	36	61	0	0
9 Niger	12	73	..	..	2	40	..	..	10	33	..	..
10 Tanzanie	50	160	..	..	10	41	..	..	40	119	..	..
11 Burundi	1	80	0	0	(.)	9	0	0	1	71	0	0
12 Ouganda	26	92	0	0	4	55	0	0	22	37	0	0
13 Togo	5	51	0	0	2	30	0	0	3	21	0	0
14 Rép. centrafricaine	2	34	0	0	2	6	0	0	-1	27	0	0
15 Inde	890	2.874	25	835	307	827	25	305	583	2.048	0	530
16 Madagascar	10	161	0	0	5	85	0	0	5	76	0	0
17 Somalie	4	106	0	0	1	24	0	0	4	82	0	0
18 Bénin	2	38	0	0	1	22	0	0	1	17	0	0
19 Rwanda	(.)	42	0	0	(.)	3	0	0	(.)	39	0	0
20 Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
21 Kenya	32	527	..	..	16	205	..	..	17	322	..	..
22 Sierra Leone	8	23	0	0	10	13	0	0	-2	10	0	0
23 Haïti	4	58	0	0	4	11	0	0	1	47	0	0
24 Guinée	90	79	0	0	11	84	0	0	79	-5	0	0
25 Ghana	42	102	..	..	12	55	..	..	30	46	..	..
26 Sri Lanka	61	410	..	6	28	99	..	2	34	311	..	3
27 Soudan	52	181	0	0	22	43	0	0	30	139	0	0
28 Pakistan	485	1.183	3	4	114	617	1	11	371	566	2	-7
29 Sénégal	15	219	1	..	5	40	3	2	11	179	-2	..
30 Afghanistan	..	..	0	0	..	..	0	0	..	..	0	0
31 Bhoutan	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
32 Tchad	6	7	0	0	2	2	0	0	4	6	0	0
33 Kampuchea démocratique	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
34 RDP lao	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
35 Mozambique	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
36 Viet Nam	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays à revenu intermédiaire												
Exportateurs de pétrole												
Importateurs de pétrole												
Afrique subsaharienne												
Tranche inférieure												
37 Mauritanie	4	100	0	0	3	19	0	0	1	81	0	0
38 Libéria	7	95	0	0	12	22	0	0	-4	73	0	0
39 Zambie	351	250	..	..	33	50	..	..	318	200	..	..
40 Lesotho	(.)	28	0	0	(.)	17	0	0	(.)	11	0	0
41 Bolivie	55	180	..	..	17	119	..	..	38	61	..	..
42 Indonésie	441	3.846	195	1.080	59	1.628	61	680	382	2.219	134	400
43 Yémen, Rép. arabe du	..	204	0	0	..	51	0	0	..	153	0	0
44 Yémen, RDP	1	169	0	0	0	24	0	0	1	145	0	0
45 Côte d'Ivoire	77	417	..	..	27	237	..	..	50	180	..	..
46 Philippines	128	1.264	276	70	73	354	186	174	56	910	90	-104
47 Maroc	163	1.330	..	..	36	639	..	..	127	690	..	..
48 Honduras	30	300	10	4	3	55	3	36	26	245	7	-33
49 El Salvador	8	212	24	(.)	6	122	16	8	2	90	8	-7
50 Papouasie-Nouvelle-Guinée	25	86	111	245	0	47	20	175	25	39	91	70
51 Egypte, Rép. arabe d'	394	2.704	..	55	297	1.709	..	105	97	995	..	-50
52 Nigéria	62	2.124	25	300	36	1.991	30	200	26	133	-5	100
53 Zimbabwe	..	220	..	..	5	157	..	..	..	63	..	..
54 Cameroun	28	182	11	218	4	115	2	83	24	67	9	134
55 Nicaragua	44	346	0	0	16	25	0	0	28	321	0	0
56 Thaïlande	51	1.492	169	1.417	23	689	107	704	27	804	62	713
57 Botswana	3	76	0	0	(.)	18	0	0	3	58	0	0
58 Rép. dominicaine	45	278	22	5	7	39	20	30	38	239	2	-25
59 Pérou	148	1.000	240	130	101	321	233	214	47	679	7	-84
60 Maurice	2	92	..	4	1	50	..	4	1	42	..	(.)
61 Congo, Rép. populaire du	21	127	0	0	6	173	0	0	15	-47	0	0
62 Equateur	41	390	..	..	16	202	..	..	25	188	..	..
63 Jamaïque	15	384	..	..	6	194	..	..	9	190	..	..
64 Guatemala	37	235	6	3	20	112	2	52	17	123	4	-49
65 Turquie	328	2.424	1	81	128	1.178	3	55	200	1.246	-2	26

Note : Les notes techniques indiquent ce que recouvrent les chiffres et dans quelle mesure ils sont comparables.

	Entrées brutes (millions de dollars)				Remboursement du principal (millions de dollars)				Entrées nettes ^a (millions de dollars)			
	Emprunts publics et à garantie publique		Emprunts privés non garantis		Emprunts publics et à garantie publique		Emprunts privés non garantis		Emprunts publics et à garantie publique		Emprunts privés non garantis	
	1970	1984	1970	1984	1970	1984	1970	1984	1970	1984	1970	1984
66 Costa Rica	30	205	30	..	21	114	20	12	9	91	10	..
67 Paraguay	15	240	..	(.)	7	60	..	20	8	181	..	-19
68 Tunisie	87	707	..	..	45	460	..	..	42	247	..	..
69 Colombie	254	1.753	..	299	78	548	59	142	176	1.205	..	157
70 Jordanie	14	625	0	0	3	165	0	0	12	460	0	0
71 Rép. arabe syrienne	60	435	0	0	30	247	0	0	30	188	0	0
72 Angola	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
73 Cuba	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
74 Corée, Rép. dém. de	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
75 Liban	12	29	0	0	2	40	0	0	9	-11	0	0
76 Mongolie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Tranche supérieure												
77 Chili	398	2.125	247	232	164	321	41	295	234	1.804	206	-63
78 Brésil	884	9.615	900	290	255	1.603	200	706	629	8.012	700	-416
79 Portugal	18	2.521	20	46	63	1.533	22	108	-45	988	-1	-62
80 Malaisie	44	1.951	..	..	45	514	..	..	-1	1.437	..	..
81 Panama	67	347	0	0	24	231	0	0	44	116	0	0
82 Uruguay	38	189	13	0	47	127	4	24	-10	62	9	-24
83 Mexique	772	4.819	603	2.144	475	3.663	542	1.760	297	1.156	61	384
84 Corée, Rép. de	441	5.487	32	1.102	198	2.488	7	295	242	2.999	25	807
85 Yougoslavie	180	542	465	878	168	257	204	1.294	12	286	261	-416
86 Argentine	487	520	..	..	342	486	..	..	146	34	..	..
87 Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
88 Algérie	292	3.014	0	0	33	3.269	0	0	259	-255	0	0
89 Venezuela	224	316	..	..	42	1.099	..	..	183	-784	..	..
90 Grèce	164	2.318	144	255	61	602	37	208	102	1.717	107	47
91 Israël	410	1.875	..	..	25	890	..	..	385	985	..	..
92 Hong Kong	0	105	..	..	1	36	..	..	-1	69	..	..
93 Trinité-et-Tobago	8	104	0	0	10	36	0	0	-2	68	0	0
94 Singapour	58	630	..	..	6	188	..	..	52	441	..	..
95 Iran, Rép. islamique d'	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
96 Iraq	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Exportateurs de pétrole à revenu élevé												
97 Oman	..	275	..	0	..	128	..	0	..	147	..	0
98 Libye	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
99 Arabie saoudite	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
100 Koweït	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
101 Emirats arabes unis	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays industriels à économie de marché												
102 Espagne	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
103 Irlande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
104 Italie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
105 Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
106 Royaume-Uni	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
107 Belgique	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
108 Autriche	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
109 Pays-Bas	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
110 France	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
111 Japon	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
112 Finlande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
113 Allemagne, Rép. féd. d'	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
114 Danemark	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
115 Australie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
116 Suède	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
117 Canada	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
118 Norvège	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
119 Etats-Unis	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
120 Suisse	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays d'Europe de l'Est à économie planifiée												
121 Hongrie	..	2.856	..	0	..	1.842	..	0	..	1.014	..	0
122 Pologne	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
123 Albanie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
124 Bulgarie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
125 Tchécoslovaquie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
126 Allemagne, Rép. dém. d'	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
127 Roumanie	..	159	..	0	..	1.259	..	0	..	-1.100	..	0
128 URSS	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

a. Les chiffres ayant été arrondis, les entrées nettes peuvent ne pas correspondre aux entrées brutes moins le remboursement du principal.

Tableau 17. Dette extérieure publique et privée et ratios du service de la dette

	Encours de la dette totale à long terme				Versements totaux d'intérêts au titre de la dette à long terme (millions de dollars)		Service total de la dette à long terme en pourcentage :			
	Millions de dollars		En pourcentage du PNB		1970	1984	du PNB		des exportations de biens et services	
	1970	1984	1970	1984 ^a			1970	1984	1970	1984 ^a
Pays à faible revenu										
Chine et Inde										
Autres pays à faible revenu										
Afrique subsaharienne										
1 Éthiopie	169	1.384	9,5	29,5	6	31	1,2	1,8	11,4	13,8
2 Bangladesh	..	5.154	..	40,0	..	75	..	1,3	..	14,2
3 Mali	238	960	88,1	95,9	(.)	7	0,3	1,7	1,4	8,0
4 Zaïre	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
5 Burkina Faso	21	407	6,4	42,6	(.)	7	0,6	2,3	6,2	..
6 Népal	3	427	0,3	17,0	(.)	5	0,3	0,4	..	3,4
7 Birmanie	101	2.219	4,7	34,9	3	62	1,0	2,5	15,9	36,9
8 Malawi	122	731	43,2	63,5	3	32	2,1	7,2	7,2	..
9 Niger	..	840	..	76,7	..	..	..	..	..	..
10 Tanzanie	265	2.654	20,7	69,6	..	..	..	..	..	..
11 Burundi	7	334	3,1	35,8	(.)	8	0,3	1,9	..	..
12 Ouganda	138	675	7,3	20,5	4	32	0,4	1,7	2,7	..
13 Togo	40	659	16,0	100,1	1	37	0,9	10,1	2,9	26,3
14 Rép. centrafricaine	24	224	13,5	37,1	1	6	1,6	2,0	4,8	8,0
15 Inde	8.040	25.014	15,1	13,6	195	863	1,0	1,1	23,4	13,8
16 Madagascar	93	1.636	10,8	73,0	2	31	0,8	5,2	3,5	..
17 Somalie	77	1.233	24,4	90,4	(.)	3	0,3	2,0	2,1	28,9
18 Bénin	41	582	16,0	59,8	(.)	17	0,7	3,9	2,3	..
19 Rwanda	2	244	0,9	15,1	(.)	3	0,1	0,4	1,2	3,3
20 Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
21 Kenya	406	3.062	26,3	53,3	..	..	..	..	..	..
22 Sierra Leone	59	342	14,3	34,7	2	4	2,9	1,6	9,9	7,2
23 Haïti	40	494	10,3	27,3	(.)	6	1,0	1,0	7,7	5,6
24 Guinée	312	1.168	47,1	59,5	4	21	2,2	5,3	..	..
25 Ghana	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
26 Sri Lanka	..	2.464	..	41,9	..	106	..	3,5	..	11,5
27 Soudan	307	5.659	15,2	77,2	13	65	1,7	..	10,6	13,6
28 Pakistan	3.065	9.979	30,6	29,7	77	317	1,9	2,8	23,7	27,1
29 Sénégal	131	1.565	15,5	69,4	2	53	1,1	4,2	3,8	..
30 Afghanistan	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
31 Bhoutan	..	..	..	..	(.)	1	1,0	..	3,9	1,7
32 Tchad	32	109	11,9	..	(.)	..	..	..	..	..
33 Kampuchea démocratique	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
34 RDP lao	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
35 Mozambique	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
36 Viet Nam	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays à revenu intermédiaire										
Exportateurs de pétrole										
Importateurs de pétrole										
Afrique subsaharienne										
Tranche inférieure										
37 Mauritanie	27	1.171	13,9	171,2	(.)	23	1,7	6,2	3,1	10,0
38 Libéria	159	757	49,9	77,4	6	20	5,5	4,3	8,1	8,6
39 Zambie	653	2.802	37,5	115,4	..	..	..	..	..	..
40 Lesotho	8	134	7,7	24,3	(.)	4	0,5	3,8	4,1	5,1
41 Bolivie	492	3.544	36,1	108,7	..	..	..	..	..	..
42 Indonésie	2.904	26.683	32,2	35,2	45	1.900	1,8	5,5	13,8	19,0
43 Yémen, Rép. arabe du	..	1.688	..	44,4	..	16	..	1,8	..	26,6
44 Yémen, RDP	1	1.252	..	106,9	0	12	..	3,0	0	22,0
45 Côte d'Ivoire	267	6.185	19,1	107,5	..	..	..	..	..	..
46 Philippines	1.494	14.135	21,1	43,9	..	912	..	4,5	..	17,9
47 Maroc	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
48 Honduras	115	2.003	16,3	66,1	4	90	1,5	6,0	5,2	20,4
49 El Salvador	176	1.502	17,3	38,0	9	74	3,1	5,2	12,0	19,5
50 Papouasie-Nouvelle-Guinée	209	1.815	33,4	78,1	9	148	4,7	15,9	24,1	35,9
51 Égypte, Rép. arabe d'	..	16.358	..	51,3	..	698	..	7,9	..	34,1
52 Nigéria	595	12.710	5,9	17,0	28	1.282	0,9	4,6	7,0	27,9
53 Zimbabwe	..	1.523	..	29,9	..	..	..	..	..	..
54 Cameroun	140	2.347	13,0	31,3	5	164	1,0	4,8	3,9	14,5
55 Nicaragua	147	3.835	14,8	141,8	7	34	2,3	2,2	10,5	17,5
56 Thaïlande	726	10.936	11,1	26,3	33	843	2,5	5,4	14,0	21,5
57 Botswana	15	276	17,9	31,3	(.)	15	0,7	3,8	..	3,8
58 Rép. dominicaine	368	2.544	25,2	53,6	13	119	2,7	3,9	15,4	28,7
59 Pérou	2.655	11.290	39,1	68,2	162	457	7,3	6,0	40,0	24,9
60 Maurice	..	367	..	36,5	..	26	..	7,9	..	15,6
61 Congo, Rép. populaire du	144	1.396	53,9	76,2	3	78	3,3	13,7	11,0	20,5
62 Équateur	242	6.807	14,7	75,1	..	..	..	..	..	..
63 Jamaïque	982	2.255	72,8	108,8	..	..	..	..	..	..
64 Guatemala	120	1.619	6,5	17,6	7	96	1,6	2,8	8,2	20,6
65 Turquie	1.896	16.199	14,8	32,3	45	1.093	1,4	4,6	22,7	23,8

Note : Les notes techniques indiquent ce que recouvrent les chiffres et dans quelle mesure ils sont comparables. La dette publique et privée comprend la dette contractée et garantie par le secteur public et la dette privée non garantie; les données ne figurent au tableau que lorsqu'elles étaient disponibles pour les trois catégories.

	Encours de la dette totale à long terme				Versements totaux d'intérêts au titre de la dette à long terme (millions de dollars)		Service total de la dette à long terme en pourcentage :			
	Millions de dollars		En pourcentage du PNB		1970	1984	du PNB		des exportations de biens et services	
	1970	1984	1970	1984 ^a			1970	1984	1970	1984 ^a
66 Costa Rica	246	3.697	25,3	114,0	14	228	5,7	10,9	19,9	27,9
67 Paraguay	..	1.397	..	36,2	..	60	..	3,6	..	15,5
68 Tunisie	..	3.900	..	48,5	..	..	..	..	..	..
69 Colombie	1.582	9.417	22,5	25,7	59	622	2,8	3,6	19,3	24,7
70 Jordanie	119	2.336	23,5	62,0	2	117	0,9	7,5	3,6	14,8
71 Rép. arabe syrienne	232	2.453	10,6	15,2	6	83	1,6	2,0	11,0	12,9
72 Angola	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
73 Cuba	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
74 Corée, Rép. dém. de	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
75 Liban	64	179	4,2	..	1	13	0,2	..	..	..
76 Mongolie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Tranche supérieure										
77 Chili	2.568	17.266	32,1	100,2	104	2.011	3,9	15,2	24,2	54,6
78 Brésil	4.940	87.013	11,7	44,0	222	8.529	1,6	5,5	21,7	35,8
79 Portugal	570	11.153	9,2	61,7	34	1.057	1,9	14,9	..	37,8
80 Malaisie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
81 Panama	194	3.091	19,5	73,3	7	288	3,1	12,3	7,7	7,9
82 Uruguay	298	2.674	12,5	54,5	17	295	2,9	9,1	23,5	32,4
83 Mexique	5.966	87.507	17,0	54,2	283	10.298	3,7	9,7	44,3	48,6
84 Corée, Rép. de	1.972	29.990	22,4	37,0	75	2.555	3,2	6,6	24,3	15,8
85 Yougoslavie	2.053	17.060	15,0	42,2	104	2.341	3,5	9,6	19,7	28,0
86 Argentine	5.169	38.171	23,6	46,8	..	..	..	..	..	..
87 Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
88 Algérie	937	12.052	19,3	24,3	10	1.291	0,9	9,2	3,8	33,6
89 Venezuela	964	23.747	8,7	52,7	..	..	..	..	..	..
90 Grèce	1.293	11.102	12,7	33,2	63	873	1,6	5,0	14,6	22,9
91 Israël	2.635	19.868	47,9	99,5	..	..	..	..	..	..
92 Hong Kong	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
93 Trinité-et-Tobago	101	941	12,2	10,5	6	31	1,9	0,7	4,4	2,4
94 Singapour	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
95 Iran, Rép. islamique d'	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
96 Iraq	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Exportateurs de pétrole à revenu élevé										
97 Oman	..	1.232	..	17,2	..	86	..	3,0	..	4,6
98 Libye	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
99 Arabie saoudite	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
100 Koweït	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
101 Emirats arabes unis	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays industriels à économie de marché										
102 Espagne	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
103 Irlande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
104 Italie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
105 Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
106 Royaume-Uni	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
107 Belgique	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
108 Autriche	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
109 Pays-Bas	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
110 France	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
111 Japon	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
112 Finlande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
113 Allemagne, Rép. féd. d'	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
114 Danemark	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
115 Australie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
116 Suède	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
117 Canada	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
118 Norvège	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
119 Etats-Unis	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
120 Suisse	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays d'Europe de l'Est à économie planifiée										
121 Hongrie	..	7.380	..	37,5	..	693	..	12,9	..	24,2
122 Pologne	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
123 Albanie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
124 Bulgarie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
125 Tchécoslovaquie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
126 Allemagne, Rép. dém. d'	..	6.296	..	16,3	..	415	..	4,3	..	12,3
127 Roumanie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
128 URSS	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

a. Les chiffres en italique se rapportent à 1983 et non à 1984.

Tableau 18. Dette publique extérieure et ratios du service de la dette

	Encours de la dette publique extérieure				Versements d'intérêts au titre de la dette publique extérieure (millions de dollars)		Service de la dette en pourcentage :			
	Millions de dollars		En pourcentage du PNB		1970	1984	du PNB		des exportations de biens et services	
	1970	1984	1970	1984 ^a			1970	1984	1970	1984 ^a
Pays à faible revenu	14.647 t	72.108 t	16,8 w	23,8 w	360 t	1.992 t	1,1 w	1,6 w	12,5 w	13,5 w
Chine et Inde	7.947 t	22.403 t	...	...	189 t	635 t	...	...	...	...
Autres pays à faible revenu	6.707 t	49.705 t	19,9 w	42,4 w	171 t	1.358 t	1,4 w	3,0 w	8,6 w	17,0 w
Afrique subsaharienne	3.187 t	29.037 t	17,4 w	54,3 w	80 t	793 t	1,3 w	3,9 w	5,2 w	13,8 w
1 Éthiopie	169	1.384	9,5	29,5	6	31	1,2	1,8	11,4	13,8
2 Bangladesh	...	5.154	...	40,0	...	75	...	1,3	...	14,2
3 Mali	238	960	88,1	95,9	(.)	7	0,3	1,7	1,4	8,0
4 Zaïre	311	4.084	17,6	132,0	9	210	2,1	11,4	4,4	7,7
5 Burkina Faso	21	407	6,4	42,6	(.)	7	0,6	2,3	6,2	...
6 Népal	3	427	0,3	17,0	(.)	5	0,3	0,4	...	3,4
7 Birmanie	101	2.219	4,7	34,9	3	62	1,0	2,5	15,9	36,9
8 Malawi	122	731	43,2	63,5	3	32	2,1	7,2	7,2	...
9 Niger	32	678	8,7	61,9	1	27	0,6	6,1	3,8	...
10 Tanzanie	250	2.594	19,5	68,0	6	30	1,2	1,9	4,9	...
11 Burundi	7	334	3,1	35,8	(.)	8	0,3	1,9	2,4	...
12 Ouganda	138	675	7,3	13,5	4	32	0,4	1,7	2,7	...
13 Togo	40	659	16,0	100,1	1	37	0,9	10,1	2,9	26,3
14 Rép. centrafricaine	24	224	13,5	37,1	1	6	1,6	2,0	4,8	8,0
15 Inde	7.940	22.403	14,9	12,2	189	635	0,9	0,8	22,0	10,1
16 Madagascar	93	1.636	10,8	73,0	2	31	0,8	5,2	3,5	...
17 Somalie	77	1.233	24,4	90,4	(.)	3	0,3	2,0	2,1	28,9
18 Bénin	41	582	16,0	59,8	(.)	17	0,7	3,9	2,3	...
19 Rwanda	2	244	0,9	15,1	(.)	3	0,1	0,4	1,2	3,3
20 Chine	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
21 Kenya	319	2.633	20,6	45,8	12	144	1,8	6,1	5,4	21,5
22 Sierra Leone	59	342	14,3	34,7	2	4	2,9	1,6	9,9	7,2
23 Haïti	40	494	10,3	27,3	(.)	6	1,0	1,0	7,7	5,6
24 Guinée	312	1.168	47,1	59,5	4	21	2,2	5,3	...	...
25 Ghana	495	1.122	21,9	22,9	12	26	1,1	1,7	5,0	13,2
26 Sri Lanka	317	2.420	16,1	41,2	12	103	2,0	3,4	10,3	11,2
27 Soudan	307	5.659	15,2	77,2	13	65	1,7	...	10,6	13,6
28 Pakistan	3.060	9.953	30,5	29,6	76	314	1,9	2,8	23,6	26,7
29 Sénégal	100	1.555	11,9	68,9	2	53	0,8	4,1	2,8	...
30 Afghanistan	...	...	...	...	...	...	0	...	...	...
31 Bhoutan	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
32 Tchad	32	109	11,9	...	(.)	1	1,0	...	3,9	1,7
33 Kampuchea démocratique	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
34 RDP lao	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
35 Mozambique	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
36 Viet Nam	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Pays à revenu intermédiaire	34.462 t	461.722 t	12,4 w	35,2 w	1.312 t	37.419 t	1,6 w	5,1 w	9,7 w	17,2 w
Exportateurs de pétrole	12.122 t	187.348 t	12,7 w	34,9 w	472 t	16.146 t	1,7 w	5,9 w	11,1 w	21,8 w
Importateurs de pétrole	22.340 t	274.424 t	12,3 w	35,3 w	840 t	21.273 t	1,5 w	4,5 w	9,0 w	14,4 w
Afrique subsaharienne	2.107 t	26.700 t	12,5 w	26,3 w	78 t	2.031 t	1,2 w	4,8 w	4,9 w	20,1 w
Tranche inférieure	14.655 t	168.064 t	15,2 w	35,0 w	433 t	10.284 t	1,6 w	4,6 w	9,5 w	19,4 w
37 Mauritanie	27	1.171	13,9	171,2	(.)	23	1,7	6,2	3,1	10,0
38 Libéria	159	757	49,9	77,4	6	20	5,5	4,3	8,1	8,6
39 Zambie	623	2.779	35,7	114,4	26	63	3,4	4,7	5,9	11,3
40 Lesotho	8	134	7,7	24,3	(.)	4	0,5	3,8	4,1	5,1
41 Bolivie	481	3.204	35,4	98,3	7	201	1,7	9,8	11,4	38,3
42 Indonésie	2.443	22.883	27,1	30,2	24	1.620	0,9	4,3	6,9	14,7
43 Yémen, Rép. arabe du	...	1.688	...	44,4	...	16	...	1,8	...	26,6
44 Yémen, RDP	1	1.252	...	106,9	0	12	...	3,0	0	22,0
45 Côte d'Ivoire	256	4.835	18,3	84,0	11	404	2,7	11,1	6,8	21,3
46 Philippines	574	11.176	8,1	34,7	24	780	1,4	3,5	7,3	14,1
47 Maroc	711	10.169	18,0	82,9	23	494	1,5	9,2	8,4	37,6
48 Honduras	95	1.841	13,6	60,8	3	80	0,9	4,4	3,1	15,2
49 El Salvador	88	1.388	8,6	35,1	4	72	0,9	4,9	3,6	17,2
50 Papouasie-Nouvelle-Guinée	36	925	5,8	39,8	1	86	0,1	5,7	0,6	12,9
51 Égypte, Rép. arabe d'	1.750	15.808	23,2	49,6	54	643	4,6	7,4	36,4	31,9
52 Nigéria	480	11.815	4,8	15,8	20	1.172	0,6	4,2	4,2	25,4
53 Zimbabwe	233	1.446	15,7	28,4	5	119	0,6	5,4	2,3	20,0
54 Cameroun	131	1.738	12,1	23,2	4	107	0,8	3,0	3,1	8,9
55 Nicaragua	147	3.835	14,8	141,8	7	34	2,3	2,2	10,5	17,5
56 Thaïlande	324	7.568	4,9	18,2	16	560	0,6	3,0	3,4	12,0
57 Botswana	15	276	17,9	31,3	(.)	15	0,7	3,8	1,0	3,8
58 Rép. dominicaine	226	2.388	15,5	50,3	5	108	0,8	3,1	4,6	18,0
59 Pérou	856	9.825	12,6	59,4	44	286	2,1	3,7	11,6	15,3
60 Maurice	32	354	14,3	35,3	2	25	1,3	7,5	3,0	14,8
61 Congo, Rép. populaire du	144	1.396	53,9	76,2	3	78	3,3	13,7	11,0	20,5
62 Équateur	193	6.630	11,7	73,1	7	790	1,3	10,9	8,6	33,4
63 Jamaïque	160	2.175	11,8	104,9	9	92	1,1	13,8	2,7	21,0
64 Guatemala	106	1.514	5,7	16,5	6	85	1,4	2,1	7,4	15,5
65 Turquie	1.854	15.774	14,4	31,5	42	1.048	1,3	4,4	22,0	22,8

Note : Les notes techniques indiquent ce que recouvrent les chiffres et dans quelle mesure ils sont comparables.

	Encours de la dette publique extérieure				Versements d'intérêts au titre de la dette publique extérieure (millions de dollars)		Service de la dette en pourcentage :			
	Millions de dollars		En pourcentage du PNB		1970	1984	du PNB		des exportations de biens et services	
	1970	1984	1970	1984 ^a			1970	1984	1970	1984 ^a
66 Costa Rica	134	3.380	13,8	104,2	7	207	2,9	9,9	10,0	25,3
67 Paraguay	112	1.287	13,1	33,3	4	58	1,2	3,0	11,8	13,0
68 Tunisie	541	3.707	38,6	46,1	18	222	4,5	8,5	19,0	24,4
69 Colombie	1.299	7.980	18,5	21,8	44	547	1,7	3,0	12,0	20,6
70 Jordanie	119	2.336	23,5	62,0	2	117	0,9	7,5	3,6	14,8
71 Rép. arabe syrienne	232	2.453	10,6	15,2	6	83	1,6	2,0	11,0	12,9
72 Angola	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
73 Cuba	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
74 Corée, Rép. dém. de	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
75 Liban	64	179	4,2	..	1	13	0,2	..	..	..
76 Mongolie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Tranche supérieure	19.807 t	293.708 t	11,0 w	35,3 w	880 t	27.135 t	1,6 w	5,3 w	9,8 w	16,3 w
77 Chili	2.067	10.839	25,8	62,9	78	939	3,0	7,3	19,0	26,2
78 Brésil	3.234	66.502	7,7	33,6	133	6.433	0,9	4,1	12,5	26,6
79 Portugal	485	10.583	7,8	58,5	29	1.007	1,5	14,0	..	35,6
80 Malaisie	390	11.846	10,0	39,4	21	959	1,7	4,9	3,6	7,7
81 Panama	194	3.091	19,5	73,3	7	288	3,1	12,3	7,7	7,9
82 Uruguay	269	2.545	11,3	51,9	16	284	2,6	8,4	21,6	29,8
83 Mexique	3.196	69.007	9,1	42,8	216	7.428	2,0	6,9	23,6	34,3
84 Corée, Rép. de	1.797	24.642	20,4	30,4	70	2.070	3,0	5,6	19,4	13,5
85 Yougoslavie	1.199	8.690	8,8	21,5	72	687	1,8	2,3	9,9	6,8
86 Argentine	1.878	28.671	8,6	35,1	121	2.392	2,1	3,5	21,5	29,1
87 Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
88 Algérie	937	12.052	19,3	24,3	10	1.291	0,9	9,2	3,8	33,6
89 Venezuela	728	17.247	6,6	38,3	40	1.437	0,7	5,6	2,9	13,4
90 Grèce	905	9.456	8,9	28,3	41	742	1,0	4,0	9,3	18,3
91 Israël	2.274	15.415	41,3	77,2	13	996	0,7	9,4	2,7	17,9
92 Hong Kong	2	270	0,1	0,8	0	17	0,0	0,2	0,0	0,2
93 Trinité-et-Tobago	101	941	12,2	10,5	6	31	1,9	0,7	4,4	2,4
94 Singapour	152	1.911	7,9	10,6	7	134	0,6	1,8	0,6	1,0
95 Iran, Rép. islamique d'	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
96 Iraq	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Exportateurs de pétrole à revenu élevé										
97 Oman	..	1.232	..	17,2	..	86	..	3,0	..	4,6
98 Libye	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
99 Arabie saoudite	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
100 Koweït	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
101 Emirats arabes unis	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays industriels à économie de marché										
102 Espagne	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
103 Irlande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
104 Italie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
105 Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
106 Royaume-Uni	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
107 Belgique	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
108 Autriche	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
109 Pays-Bas	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
110 France	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
111 Japon	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
112 Finlande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
113 Allemagne, Rép. féd. d'	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
114 Danemark	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
115 Australie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
116 Suède	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
117 Canada	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
118 Norvège	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
119 Etats-Unis	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
120 Suisse	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays d'Europe de l'Est à économie planifiée										
121 Hongrie	..	7.380	..	37,5	..	693	..	12,9	..	24,2
122 Pologne	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
123 Albanie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
124 Bulgarie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
125 Tchécoslovaquie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
126 Allemagne, Rép. dém. d'	..	6.296	..	16,3	..	415	..	4,3	..	12,3
127 Roumanie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
128 URSS	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

a. Les chiffres en italique se rapportent à 1983 et non à 1984.

Tableau 19. Conditions des emprunts publics extérieurs

	Engagements (millions de dollars)		Taux d'intérêt moyen (%)		Echéance moyenne (années)		Différé d'amortisse- ment moyen (années)		Emprunts publics assortis de taux d'intérêt variables en pourcentage de la dette publique	
	1970	1984	1970	1984	1970	1984	1970	1984	1970	1984
	1970	1984	1970	1984	1970	1984	1970	1984	1970	1984
Pays à faible revenu	3.028 t	10.357 t	2,8 w	4,9 w	31 w	29 w	9 w	7 w	0,1 w	6,1 w
Chine et Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Autres pays à faible revenu	2.095 t	6.514 t	3,0 w	3,8 w	29 w	30 w	9 w	7 w	0,2	5,2 w
Afrique subsaharienne	995 t	3.414 t	3,1 w	4,0 w	29 w	29 w	8 w	7 w	0,3	5,3 w
1 Ethiopie	21	448	4,3	4,5	32	31	7	6	0,0	7,7
2 Bangladesh	..	862	..	1,4	..	38	..	9	..	0,1
3 Mali	30	122	0,3	1,0	27	39	11	9	0,0	0,3
4 Zaïre	258	117	6,5	3,5	13	24	4	5	0,0	8,8
5 Burkina Faso	9	78	2,3	1,8	37	29	8	8	0,0	1,4
6 Népal	17	155	2,8	0,8	27	42	6	9	0,0	0,0
7 Birmanie	57	290	4,3	2,9	16	30	4	8	0,0	1,1
8 Malawi	13	124	3,8	3,0	30	42	6	9	0,0	12,8
9 Niger	18	116	1,2	2,6	40	29	8	7	0,0	16,0
10 Tanzanie	284	75	1,2	6,6	40	15	11	4	1,6	0,4
11 Burundi	1	87	2,9	2,2	5	33	2	8	0,0	1,9
12 Ouganda	12	252	3,7	3,5	28	38	7	8	0,0	1,5
13 Togo	3	55	4,5	4,4	17	34	4	9	0,0	9,1
14 Rép. centrafricaine	7	13	2,0	3,4	36	28	8	7	0,0	0,0
15 Inde	933	3.843	2,4	6,7	35	28	8	7	0,0	7,9
16 Madagascar	23	190	2,3	4,1	40	33	9	8	0,0	14,6
17 Somalie	2	112	0,0	0,2	3	29	3	7	0,0	0,0
18 Bénin	7	119	1,8	4,6	33	31	7	7	0,0	8,9
19 Rwanda	9	57	0,8	1,0	50	39	10	10	0,0	0,0
20 Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
21 Kenya	49	669	2,6	6,6	37	19	8	4	0,1	6,6
22 Sierra Leone	24	54	3,5	1,6	27	32	6	8	10,6	0,6
23 Haïti	5	68	6,8	2,9	10	29	1	8	0,0	3,1
24 Guinée	66	167	2,9	3,6	13	29	5	6	0,0	0,9
25 Ghana	55	144	2,4	0,6	39	47	10	10	0,0	0,0
26 Sri Lanka	79	340	3,0	4,9	27	28	5	7	0,0	14,7
27 Soudan	95	92	1,8	3,1	17	20	9	7	0,0	2,9
28 Pakistan	942	1.384	2,7	5,2	32	28	12	7	0,0	6,8
29 Sénégal	6	320	3,7	5,0	26	21	7	6	0,0	7,4
30 Afghanistan	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
31 Bhoutan	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
32 Tchad	4	6	4,8	2,6	7	25	2	8	..	0,0
33 Kampuchea démocratique	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
34 RDP lao	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
35 Mozambique	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
36 Viet Nam	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays à revenu intermédiaire	9.356 t	57.251 t	6,2 w	10,0 w	17 w	13 w	5 w	4 w	1,8 w	51,4 w
Exportateurs de pétrole	2.862 t	21.724 t	6,3 w	9,5 w	18 w	13 w	4 w	5 w	2,0 w	56,8 w
Importateurs de pétrole	6.494 t	35.526 t	6,1 w	10,2 w	17 w	13 w	5 w	4 w	1,8 w	47,7 w
Afrique subsaharienne	832 t	2.421 t	4,3 w	8,6 w	25 w	16 w	8 w	4 w	2,0 w	40,4 w
Tranche inférieure	3.858 t	24.726 t	4,9 w	8,8 w	23 w	15 w	6 w	4 w	0,6 w	29,6 w
37 Mauritanie	7	90	6,6	3,7	11	21	3	6	0,0	1,9
38 Libéria	12	92	5,5	6,6	19	29	5	6	0,0	16,7
39 Zambie	555	267	4,2	7,8	27	21	9	5	0,0	17,4
40 Lesotho	(.)	63	5,5	2,9	25	41	2	9	0,0	5,4
41 Bolivie	24	258	3,7	8,1	26	16	6	3	0,0	29,0
42 Indonésie	519	4.731	2,7	9,1	35	16	9	5	0,0	23,6
43 Yémen, Rép. arabe du	..	88	..	2,0	..	29	..	6	..	0,0
44 Yémen, RDP	62	137	0,0	2,7	28	22	13	4	0,0	0,0
45 Côte d'Ivoire	71	129	5,8	8,1	19	21	5	5	10,5	51,3
46 Philippines	158	1.551	7,4	9,0	11	15	3	4	0,9	41,0
47 Maroc	182	1.125	4,6	8,3	20	15	4	3	0,0	31,4
48 Honduras	23	237	4,1	8,8	30	19	7	4	0,0	16,8
49 El Salvador	12	246	4,7	7,5	23	18	6	6	0,0	16,0
50 Papouasie-Nouvelle-Guinée	58	158	6,0	6,3	24	24	8	6	0,0	46,3
51 Egypte, Rép. arabe d'	448	2.522	7,7	6,9	17	17	2	4	0,0	1,7
52 Nigéria	65	928	6,0	10,4	14	9	4	2	2,6	56,0
53 Zimbabwe	..	278	..	9,0	..	16	..	5	0,0	40,1
54 Cameroun	41	271	4,7	4,9	29	25	8	6	0,0	5,7
55 Nicaragua	23	12	7,1	1,4	18	45	4	9	0,0	4,3
56 Thaïlande	106	1.194	6,8	8,7	19	17	4	7	0,0	29,4
57 Botswana	36	51	0,7	9,3	39	15	10	4	0,0	11,9
58 Rép. dominicaine	20	391	2,7	7,1	28	16	5	5	0,0	36,1
59 Pérou	125	763	7,4	10,0	13	13	4	4	0,0	40,6
60 Maurice	12	65	0,0	11,1	24	11	2	3	6,0	29,5
61 Congo, Rép. populaire du	33	189	2,6	10,0	18	8	7	2	0,0	16,4
62 Equateur	78	427	6,1	9,2	20	15	4	3	0,0	71,5
63 Jamaïque	24	629	6,0	8,1	16	17	3	5	0,0	21,9
64 Guatemala	50	282	5,4	9,3	26	14	6	4	10,3	20,3
65 Turquie	487	3.199	3,6	9,6	19	12	5	4	0,9	28,5

Note : Les notes techniques indiquent ce que recouvrent les chiffres et dans quelle mesure ils sont comparables.

	Engagements (millions de dollars)		Taux d'intérêt moyen (%)		Echéance moyenne (années)		Différé d'amortisse- ment moyen (années)		Emprunts publics assortis de taux d'intérêt variables en pourcentage de la dette publique	
	1970	1984	1970	1984	1970	1984	1970	1984	1970	1984
66 Costa Rica	58	121	5,6	7,1	28	8	6	5	7,5	56,9
67 Paraguay	14	145	5,6	9,4	25	15	6	3	0,0	17,2
68 Tunisie	141	602	3,4	9,5	27	12	6	4	0,0	15,5
69 Colombie	362	2.785	5,9	10,4	21	14	5	4	0,0	42,7
70 Jordanie	34	550	3,9	5,9	12	14	5	4	0,0	8,2
71 Rép. arabe syrienne	14	152	4,5	8,5	9	13	2	3	0,0	0,7
72 Angola	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
73 Cuba	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
74 Corée, Rép. dém. de	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
75 Liban	7	0	2,7	0,0	22	0	1	0	0,0	15,0
76 Mongolie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Tranche supérieure	5.498 t	32.524 t	7,1 w	10,8 w	13 w	11 w	4 w	4 w	2,8 w	63,9 w
77 Chili	344	2.041	6,9	12,4	12	9	3	4	0,0	81,2
78 Brésil	1.400	7.483	7,1	12,2	14	9	3	3	7,0	79,1
79 Portugal	59	2.557	4,3	9,9	17	10	4	3	0,0	31,5
80 Malaisie	83	2.710	6,1	9,4	19	15	5	9	0,0	61,6
81 Panama	111	25	6,9	2,1	15	29	4	9	0,0	59,5
82 Uruguay	72	344	7,9	10,7	12	12	3	2	0,7	66,4
83 Mexique	826	5.290	8,0	11,0	12	11	3	5	5,7	83,0
84 Corée, Rép. de	677	4.642	6,0	9,7	19	12	6	4	1,3	46,8
85 Yougoslavie	198	35	7,1	8,0	17	6	6	3	3,4	56,0
86 Argentine	489	620	7,4	10,7	12	19	3	2	0,0	37,5
87 Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
88 Algérie	289	3.002	6,5	10,0	10	9	2	1	2,8	26,4
89 Venezuela	198	30	8,2	10,0	8	20	2	3	2,6	93,8
90 Grèce	242	1.994	7,2	10,5	9	9	4	5	3,5	69,0
91 Israël	439	921	7,3	12,3	13	30	5	10	0,0	2,7
92 Hong Kong	0	109	0,0	12,5	0	4	0	1	0,0	37,0
93 Trinité-et-Tobago	3	109	7,4	8,6	10	8	1	4	0,0	51,7
94 Singapour	69	614	6,8	9,8	17	10	4	2	0,0	36,7
95 Iran, Rép. islamique d'	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
96 Iraq	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Exportateurs de pétrole à revenu élevé										
97 Oman	..	434	..	9,0	..	11	..	3	..	24,0
98 Libye	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
99 Arabie saoudite	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
100 Koweït	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
101 Emirats arabes unis	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays industriels à économie de marché										
102 Espagne	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
103 Irlande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
104 Italie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
105 Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
106 Royaume-Uni	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
107 Belgique	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
108 Autriche	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
109 Pays-Bas	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
110 France	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
111 Japon	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
112 Finlande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
113 Allemagne, Rép. féd. d'	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
114 Danemark	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
115 Australie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
116 Suède	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
117 Canada	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
118 Norvège	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
119 Etats-Unis	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
120 Suisse	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays d'Europe de l'Est à économie planifiée										
121 Hongrie ^a	..	3.104	..	10,0	..	7	..	3	..	36,0
122 Pologne	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
123 Albanie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
124 Bulgarie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
125 Tchécoslovaquie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
126 Allemagne, Rép. dém. d'	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
127 Roumanie	..	0	..	0	..	0	..	0	..	46,0
128 URSS	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

a. Les chiffres ne comprennent que la dette en monnaies convertibles.

Tableau 20. Aide publique au développement provenant des pays membres de l'OCDE et de l'OPEP

	Montant									
	1965	1970	1975	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985 ^a
OCDE	Millions de dollars									
104 Italie	60	147	182	273	683	666	811	834	1.133	1.099
105 Nouvelle-Zélande	..	14	66	68	72	68	65	61	55	54
106 Royaume-Uni	472	500	904	2.156	1.854	2.192	1.800	1.610	1.430	1.490
107 Belgique	102	120	378	643	595	575	499	476	442	430
108 Autriche	10	11	79	131	178	220	236	158	181	248
109 Pays-Bas	70	196	608	1.472	1.630	1.510	1.472	1.195	1.268	1.123
110 France	752	971	2.093	3.449	4.162	4.177	4.034	3.815	3.788	4.022
111 Japon	244	458	1.148	2.685	3.353	3.171	3.023	3.761	4.319	3.797
112 Finlande	2	7	48	90	111	135	144	153	178	211
113 Allemagne, Rép. féd. d'	456	599	1.689	3.393	3.567	3.181	3.152	3.176	2.782	2.967
114 Danemark	13	59	205	461	481	403	415	395	449	439
115 Australie	119	212	552	629	667	650	882	753	777	747
116 Suède	38	117	566	988	962	919	987	754	741	841
117 Canada	96	337	880	1.056	1.075	1.189	1.197	1.429	1.625	1.638
118 Norvège	11	37	184	429	486	467	559	584	543	555
119 Etats-Unis	4.023	3.153	4.161	4.684	7.138	5.782	8.202	8.081	8.711	9.555
120 Suisse	12	30	104	213	253	237	252	320	286	301
Total	6.480	6.968	13.847	22.820	27.267	25.542	27.730	27.555	28.707	29.518
OCDE	En pourcentage du PNB du pays donateur									
104 Italie	0,10	0,16	0,11	0,08	0,17	0,19	0,24	0,24	0,33	0,31
105 Nouvelle-Zélande	..	0,23	0,52	0,33	0,33	0,29	0,28	0,28	0,25	0,25
106 Royaume-Uni	0,47	0,41	0,39	0,52	0,35	0,43	0,37	0,35	0,33	0,33
107 Belgique	0,60	0,46	0,59	0,57	0,50	0,59	0,59	0,59	0,57	0,53
108 Autriche	0,11	0,07	0,21	0,19	0,23	0,33	0,35	0,24	0,28	0,38
109 Pays-Bas	0,36	0,61	0,75	0,98	1,03	1,08	1,08	0,91	1,02	0,90
110 France	0,76	0,66	0,62	0,60	0,64	0,73	0,75	0,74	0,77	0,79
111 Japon	0,27	0,23	0,23	0,27	0,32	0,28	0,28	0,32	0,35	0,29
112 Finlande	0,02	0,06	0,18	0,22	0,22	0,28	0,30	0,32	0,36	0,39
113 Allemagne, Rép. féd. d'	0,40	0,32	0,40	0,45	0,44	0,47	0,48	0,48	0,45	0,48
114 Danemark	0,13	0,38	0,58	0,77	0,74	0,73	0,76	0,73	0,85	0,80
115 Australie	0,53	0,59	0,65	0,53	0,48	0,41	0,57	0,49	0,45	0,49
116 Suède	0,19	0,38	0,82	0,97	0,79	0,83	1,02	0,84	0,80	0,86
117 Canada	0,19	0,41	0,54	0,48	0,43	0,43	0,41	0,45	0,50	0,49
118 Norvège	0,16	0,32	0,66	0,93	0,85	0,82	0,99	1,10	1,03	1,00
119 Etats-Unis	0,58	0,32	0,27	0,20	0,27	0,20	0,27	0,24	0,24	0,24
120 Suisse	0,09	0,15	0,19	0,21	0,24	0,24	0,25	0,31	0,30	0,31
OCDE	Monnaies nationales									
104 Italie (milliards de lires)	38	92	119	227	585	757	1.097	1.267	1.991	2.099
105 Nouvelle-Zélande (millions de dollars)	..	13	54	66	74	78	86	91	95	109
106 Royaume-Uni (millions de livres)	169	208	407	1.016	797	1.081	1.028	1.061	1.070	1.149
107 Belgique (millions de francs)	5.100	6.000	13.902	18.852	17.400	21.350	22.800	24.339	25.527	25.528
108 Autriche (millions de schillings)	260	286	1.376	1.751	2.303	3.504	4.026	2.838	3.622	5.132
109 Pays-Bas (millions de florins)	253	710	1.538	2.953	3.241	3.768	3.931	3.411	4.069	3.750
110 France (millions de francs)	3.713	5.393	8.971	14.674	17.589	22.700	26.513	29.075	33.107	36.142
111 Japon (milliards de yen)	88	165	341	588	760	699	753	893	1.026	906
112 Finlande (millions de markkaa)	6	29	177	351	414	583	694	852	1.070	1.308
113 Allemagne, Rép. féd. d' (millions de deutsche mark)	1.824	2.192	4.155	6.219	6.484	7.189	7.649	8.109	7.917	8.736
114 Danemark (millions de couronnes)	90	443	1.178	2.425	2.711	2.871	3.458	3.612	4.650	4.655
115 Australie (millions de dollars)	106	189	421	563	585	566	867	834	883	1.066
116 Suède (millions de couronnes)	197	605	2.350	4.236	4.069	4.653	6.201	5.781	6.129	7.233
117 Canada (millions de dollars)	104	353	895	1.237	1.257	1.425	1.477	1.761	2.105	2.237
118 Norvège (millions de couronnes)	79	264	962	2.172	2.400	2.680	3.608	4.261	4.432	4.771
119 Etats-Unis (millions de dollars)	4.023	3.153	4.161	4.684	7.138	5.782	8.202	8.081	8.711	9.555
120 Suisse (millions de francs)	52	131	268	354	424	466	512	672	672	738
OCDE	Résumé									
APD (milliards de dollars, prix nominaux)	6,48	6,97	13,85	22,82	27,27	25,54	27,73	27,56	28,71	29,52
APD en pourcentage du PNB	0,48	0,34	0,35	0,35	0,37	0,34	0,38	0,36	0,36	0,36
APD (milliards de dollars, prix constants de 1980)	20,41	18,21	21,73	24,89	27,27	25,63	27,94	27,56	28,87	29,15
PNB (billions de dollars, prix nominaux)	1,35	2,04	3,92	6,56	7,31	7,42	7,33	7,61	7,94	8,31
Déflateur APD	0,31	0,38	0,63	0,91	1,00	0,99	0,99	1,00	1,00	1,01

Note : Les notes techniques indiquent ce que recouvrent les chiffres et dans quelle mesure ils sont comparables.

	Montant									
	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984 ^a
OPEP	Millions de dollars									
52 Nigéria	14	80	51	27	29	34	143	58	35	51
88 Algérie	31	13	43	42	281	82	55	131	61	46
89 Venezuela	31	113	24	98	110	124	66	125	141	90
95 Iran, Rép. islamique d'	642	751	162	231	-20	-72	-141	-193	15	..
96 Iraq	258	121	98	138	658	863	203	57	-37	-48
98 Libye	270	102	102	118	115	376	262	43	142	17
99 Arabie saoudite	2.665	2.916	2.909	5.215	3.971	5.775	5.575	3.910	3.661	3.315
100 Koweït	956	731	1.302	993	970	1.140	1.154	1.168	1.006	1.018
101 Emirats arabes unis	1.046	1.028	1.076	887	968	1.052	800	395	364	43
Qatar	317	180	170	95	282	286	248	139	11	13
Total OPAEP ^c	5.543	5.091	5.700	7.488	7.245	9.574	8.297	5.843	5.208	4.404
Total OPEP	6.230	6.035	5.937	7.844	7.364	9.660	8.365	5.833	5.399	4.545
OPEP	En pourcentage du PNB du pays donateur									
52 Nigéria	0,04	0,19	0,11	0,05	0,04	0,04	0,19	0,08	0,05	0,07
88 Algérie	0,21	0,08	0,22	0,17	0,90	0,20	0,13	0,31	0,13	0,09
89 Venezuela	0,11	0,36	0,07	0,25	0,23	0,21	0,10	0,19	0,22	0,12
95 Iran, Rép. islamique d'	1,22	1,16	0,21	0,33	-0,02	-0,08	-0,15	-0,18	0,01	..
96 Iraq	1,95	0,76	0,52	0,61	1,97	2,35	0,92	0,19	-0,11	-0,14
98 Libye	2,39	0,69	0,58	0,67	0,48	1,16	0,93	0,14	0,49	0,06
99 Arabie saoudite	7,50	6,22	4,94	8,00	5,20	4,95	3,49	2,54	3,29	3,29
100 Koweït	7,26	5,00	8,19	5,48	3,52	3,52	3,63	4,60	3,86	3,81
101 Emirats arabes unis	11,69	8,95	7,39	6,36	5,08	3,82	2,60	1,34	1,44	0,17
Qatar	14,59	7,35	6,79	3,26	6,07	4,28	3,74	1,66	0,13	0,16
Total OPAEP	5,73	4,23	3,95	4,52	3,35	3,28	2,58	1,83	1,86	1,61
Total OPEP	2,92	2,32	1,96	2,39	1,76	1,81	1,47	0,99	0,95	1,16

	Flux bilatéraux nets vers les pays à faible revenu									
	1965	1970	1975	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
OCDE	En pourcentage du PNB du pays donateur									
104 Italie	0,04	0,06	0,01	0,01	0,01	0,01	0,02	0,04	0,05	0,09
105 Nouvelle-Zélande	..	..	0,14	0,01	0,01	0,01	0,01	0,00	0,00	0,00
106 Royaume-Uni	0,23	0,15	0,11	0,14	0,16	0,11	0,13	0,07	0,10	0,09
107 Belgique	0,56	0,30	0,31	0,23	0,27	0,24	0,25	0,21	0,21	0,20
108 Autriche	0,06	0,05	0,02	0,01	0,03	0,03	0,03	0,01	0,02	0,01
109 Pays-Bas	0,08	0,24	0,24	0,28	0,26	0,30	0,37	0,31	0,26	0,29
110 France	0,12	0,09	0,10	0,07	0,07	0,08	0,11	0,10	0,09	0,14
111 Japon	0,13	0,11	0,08	0,05	0,09	0,08	0,06	0,11	0,09	0,07
112 Finlande	..	..	0,06	0,04	0,06	0,08	0,09	0,09	0,12	0,13
113 Allemagne, Rép. féd. d'	0,14	0,10	0,12	0,09	0,10	0,08	0,11	0,12	0,13	0,11
114 Danemark	0,02	0,10	0,20	0,29	0,28	0,28	0,21	0,26	0,31	0,28
115 Australie	0,08	0,09	0,10	0,04	0,06	0,04	0,06	0,07	0,05	0,06
116 Suède	0,07	0,12	0,41	0,36	0,41	0,36	0,32	0,38	0,33	0,30
117 Canada	0,10	0,22	0,24	0,17	0,13	0,11	0,13	0,14	0,13	0,15
118 Norvège	0,04	0,12	0,25	0,34	0,37	0,31	0,28	0,37	0,39	0,34
119 Etats-Unis	0,26	0,14	0,08	0,03	0,02	0,03	0,03	0,02	0,03	0,03
120 Suisse	0,02	0,05	0,10	0,07	0,06	0,08	0,07	0,09	0,10	0,12
Total	0,20	0,13	0,11	0,07	0,08	0,07	0,08	0,08	0,08	0,07

a. Estimations préliminaires. b. Voir notes techniques. c. Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole.

Tableau 21. Aide publique au développement reçue

Décaissements nets d'APD de toutes origines								
	(Millions de dollars)						(Dollars par habitant)	En pourcentage du PNB
	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1984
Pays à faible revenu	7.661 t	9.370 t	11.415 t	11.071 t	11.066 t	10.881 t	11.012 t	4,6 w
Chine et Inde	...	1.367 t	2.212 t	2.388 t	2.069 t	2.395 t	2.345 t	1,3 w
Autres pays à faible revenu	6.372 t	8.003 t	9.202 t	8.684 t	8.998 t	8.486 t	8.667 t	14,2 w
Afrique subsaharienne	3.432 t	4.626 t	5.284 t	5.434 t	5.501 t	5.436 t	5.508 t	21,4 w
1 Ethiopie	140	191	216	250	200	344	363	8,6
2 Bangladesh	988	1.166	1.283	1.093	1.346	1.071	1.202	12,3
3 Mali	163	193	267	230	210	215	320	43,6
4 Zaïre	317	416	428	394	348	317	314	10,6
5 Burkina Faso	159	198	212	217	213	184	188	28,7
6 Népal	77	137	163	181	201	201	198	12,3
7 Birmanie	274	364	309	283	319	302	275	7,6
8 Malawi	99	142	143	138	121	117	159	23,2
9 Niger	157	174	170	193	259	175	162	26,1
10 Tanzanie	424	588	678	702	683	621	559	26,0
11 Burundi	75	95	117	122	127	142	141	30,7
12 Ouganda	23	46	114	136	133	137	164	10,9
13 Togo	103	110	91	63	77	112	110	37,3
14 Rép. centrafricaine	51	84	111	102	90	93	114	45,1
15 Inde	1.289	1.350	2.146	1.911	1.545	1.725	1.547	2,1
16 Madagascar	91	138	230	234	251	185	156	15,8
17 Somalie	212	179	433	374	462	327	363	69,4
18 Bénin	62	85	91	82	80	87	77	19,7
19 Rwanda	125	148	155	154	151	151	165	28,2
20 Chine	...	17	66	477	524	670	798	0,8
21 Kenya	248	351	397	449	485	402	431	22,1
22 Sierra Leone	40	54	93	61	82	66	61	16,5
23 Haïti	93	93	105	107	128	134	135	25,1
24 Guinée	60	56	90	107	90	68	123	20,8
25 Ghana	114	169	193	148	142	110	216	17,5
26 Sri Lanka	324	323	393	378	416	474	468	29,5
27 Soudan	318	671	588	681	740	957	616	28,9
28 Pakistan	639	684	1.075	768	850	669	698	7,5
29 Sénégal	223	307	262	397	285	322	333	52,2
30 Afghanistan	101	108	32	23	9	14	7	0,4
31 Bhoutan	3	6	8	10	11	13	18	4,8
32 Tchad	125	86	35	60	65	95	115	23,6
33 Kampuchea démocratique	0	108	281	130	44	37	17	2,4
34 RDP lao	72	54	41	35	38	30	34	9,6
35 Mozambique	105	146	169	144	208	211	259	19,3
36 Viet Nam	370	336	229	242	136	106	109	1,8
Pays à revenu intermédiaire	10.312 t	12.418 t	14.061 t	13.862 t	12.329 t	12.213 t	12.291 t	10,8 w
Exportateurs de pétrole	4.970 t	5.224 t	5.417 t	5.124 t	4.567 t	4.625 t	4.901 t	8,8 w
Importateurs de pétrole	5.341 t	7.194 t	8.645 t	8.738 t	7.762 t	7.589 t	7.390 t	12,7 w
Afrique subsaharienne	1.123 t	1.331 t	1.642 t	1.544 t	1.605 t	1.482 t	1.613 t	10,9 w
Tranche inférieure	8.562 t	10.426 t	12.293 t	11.892 t	10.642 t	10.042 t	10.049 t	15,0 w
37 Mauritanie	238	167	176	231	193	172	168	101,5
38 Libéria	48	81	98	109	109	118	133	62,6
39 Zambie	185	277	318	231	309	216	238	37,1
40 Lesotho	50	64	91	101	90	104	97	65,8
41 Bolivie	156	161	170	169	147	173	172	27,7
42 Indonésie	635	721	950	975	906	751	673	4,2
43 Yémen, Rép. arabe du	277	268	472	411	412	330	314	40,4
44 Yémen, RDP	91	76	100	87	143	106	85	41,9
45 Côte d'Ivoire	131	162	210	124	137	157	128	13,0
46 Philippines	249	267	300	376	333	429	397	7,4
47 Maroc	428	473	896	1.034	771	397	286	13,4
48 Honduras	93	97	103	109	158	192	290	68,6
49 El Salvador	55	60	91	167	223	295	263	48,6
50 Papouasie-Nouvelle-Guinée	296	284	326	336	311	333	322	94,0
51 Egypte, Rép. arabe d'	2.370	1.450	1.387	1.292	1.417	1.431	1.764	38,4
52 Nigéria	43	27	36	41	37	48	33	0,3
53 Zimbabwe	9	13	164	212	216	208	298	36,7
54 Cameroun	178	270	265	199	212	130	188	19,0
55 Nicaragua	42	115	221	145	121	120	114	36,0
56 Thaïlande	260	393	418	407	389	432	475	9,5
57 Botswana	69	100	106	97	102	104	103	99,2
58 Rép. dominicaine	50	78	125	105	137	102	198	32,4
59 Pérou	143	200	203	233	188	297	310	17,0
60 Maurice	44	32	33	58	48	41	36	35,1
61 Congo, Rép. populaire du	81	91	92	81	93	109	98	53,9
62 Equateur	45	70	46	59	53	64	136	14,9
63 Jamaïque	122	123	126	155	180	181	170	77,6
64 Guatemala	72	67	73	75	64	76	65	8,4
65 Turquie	178	594	952	724	659	353	242	5,0

Note : Les notes techniques indiquent ce que recouvrent les chiffres et dans quelle mesure ils sont comparables.

Décasseiments nets d'APD de toutes origines

	(Millions de dollars)							(Dollars par habitant) 1984	En pourcentage du PNB 1984
	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984		
66 Costa Rica	51	56	65	55	80	252	217	86,0	6,7
67 Paraguay	43	31	31	55	85	51	50	15,3	1,3
68 Tunisie	299	210	233	252	210	214	180	25,8	2,2
69 Colombie	71	54	90	102	97	86	88	3,1	0,2
70 Jordanie	431	1.299	1.275	1.065	799	789	677	200,0	18,0
71 Rép. arabe syrienne	728	1.803	1.727	1.495	952	970	859	85,1	5,3
72 Angola	47	47	53	61	60	76	93	10,9	..
73 Cuba	49	49	32	14	17	13	12	1,2	..
74 Corée, Rép. dém. de	..	..	..	..	..	..	..	..	..
75 Liban	206	101	237	451	187	123	77	28,3	..
76 Mongolie	..	..	..	..	..	..	(.)	0,1	..
Tranche supérieure	1.750 t	1.992 t	1.768 t	1.970 t	1.681 t	2.171 t	2.243 t	4,8 w	0,3 w
77 Chili	8	-27	-10	-7	-9	(.)	2	0,2	(.)
78 Brésil	113	107	85	235	208	101	161	1,2	0,1
79 Portugal	68	136	113	82	49	45	98	9,6	0,5
80 Malaisie	80	125	135	143	135	177	327	21,4	1,1
81 Panama	29	35	46	39	41	47	72	33,8	1,7
82 Uruguay	11	14	10	8	4	3	4	1,3	0,1
83 Mexique	18	75	56	100	140	132	83	1,1	0,1
84 Corée, Rép. de	164	134	139	331	34	8	-37	-0,9	0,0
85 Yougoslavie	-45	-29	-17	-15	-8	3	3	0,1	0,0
86 Argentine	29	43	..	44	30	48	49	1,6	0,1
87 Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..
88 Algérie	133	102	176	163	137	150	122	5,8	0,2
89 Venezuela	-15	7	15	14	12	10	14	0,8	0,0
90 Grèce	62	41	40	14	12	13	13	1,3	0,0
91 Israël	900	1.185	892	772	857	1.345	1.256	298,4	6,3
92 Hong Kong	2	12	11	10	8	9	14	2,6	0,0
93 Trinité-et-Tobago	5	4	5	-1	6	6	5	3,9	0,1
94 Singapour	7	6	14	22	21	15	41	16,2	0,2
95 Iran, Rép. islamique d'	128	6	31	9	3	48	13	0,3	..
96 Iraq	53	18	8	9	6	13	4	0,3	..
Exportateurs de pétrole à revenu élevé	74 t	191 t	221 t	281 t	213 t	130 t	121 t	6,5 w	0,1 w
97 Oman	40	165	174	231	132	71	72	63,6	1,0
98 Libye	12	5	17	11	12	6	5	1,4	(.)
99 Arabie saoudite	15	11	16	30	57	44	36	3,2	(.)
100 Koweït	3	2	10	9	6	5	5	2,7	(.)
101 Emirats arabes unis	4	7	4	1	5	4	3	2,6	(.)
Pays industriels à économie de marché									
102 Espagne									
103 Irlande									
104 Italie									
105 Nouvelle-Zélande									
106 Royaume-Uni									
107 Belgique									
108 Autriche									
109 Pays-Bas									
110 France									
111 Japon									
112 Finlande									
113 Allemagne, Rép. féd. d'									
114 Danemark									
115 Australie									
116 Suède									
117 Canada									
118 Norvège									
119 Etats-Unis									
120 Suisse									
Pays d'Europe de l'Est à économie planifiée									
121 Hongrie									
122 Pologne									
123 Albanie									
124 Bulgarie									
125 Tchécoslovaquie									
126 Allemagne, Rép. dém. d'									
127 Roumanie									
128 URSS									

Tableau 22. Dépenses de l'administration centrale

Fourcentage des dépenses totales

	Défense		Education		Santé		Habitat et équipements collectifs; sécurité sociale et aide sociale ^a		Services économiques		Divers ^a		Dépenses totales (% du PNB)		Excédent/déficit global (% du PNB)	
	1972 ^b	1983 ^c	1972 ^b	1983 ^c	1972 ^b	1983 ^c	1972 ^b	1983 ^c	1972 ^b	1983 ^c	1972 ^b	1983 ^c	1972 ^b	1983 ^c	1972 ^b	1983 ^c
	1972 ^b	1983 ^c	1972 ^b	1983 ^c	1972 ^b	1983 ^c	1972 ^b	1983 ^c	1972 ^b	1983 ^c	1972 ^b	1983 ^c	1972 ^b	1983 ^c	1972 ^b	1983 ^c
Pays à faible revenu	17,2 w	19,5 w	12,7 w	4,7 w	4,6 w	2,7 w	7,3 w	5,8 w	22,8 w	24,0 w	35,4 w	43,3 w	18,2 w	16,3 w	-4,3 w	-6,6 w
Chine et Inde	17,2 w	18,5 w	12,7 w	9,9 w	4,6 w	3,3 w	7,3 w	8,1 w	22,8 w	23,8 w	35,4 w	36,4 w	18,2 w	19,9 w	-4,3 w	-5,6 w
Autres pays à faible revenu	13,2 w	10,3 w	15,5 w	15,9 w	5,2 w	4,5 w	5,7 w	5,0 w	20,9 w	21,5 w	39,5 w	42,8 w	21,0 w	20,1 w	-3,9 w	-4,4 w
Afrique subsaharienne	14,3	..	14,4	..	5,7	..	4,4	..	22,9	..	38,3	..	13,7	..	-1,4	..
1 Ethiopie	5,1	..	14,9	..	5,0	..	9,8	..	39,3	..	25,9	..	9,3	..	-1,9	..
2 Bangladesh	..	7,9	..	10,1	..	2,5	..	4,6	..	7,1	..	67,8	..	68,9	..	-18,4
3 Mali	11,1	7,9	15,2	16,3	2,3	3,2	2,0	0,4	13,3	16,8	56,1	55,4	38,6	27,5	-7,5	-3,0
4 Zaïre	11,5	20,7	20,6	19,6	8,2	6,8	6,6	8,0	15,5	16,3	37,6	28,6	10,9	13,6	0,3	0,9
5 Burkina Faso	7,2	5,4	7,2	9,9	4,7	4,5	0,7	4,3	57,2	53,1	23,0	22,7	8,5	17,2	-1,2	-5,2
6 Népal	31,6	..	15,0	..	6,1	..	7,5	..	20,1	..	19,7	..	20,0	..	-7,3	..
7 Birmanie	3,1	6,2	15,8	13,4	5,5	6,8	5,8	1,3	33,1	35,2	36,7	37,1	22,1	32,0	-6,2	-7,7
8 Malawi	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
9 Niger	11,9	..	17,3	..	7,2	..	2,1	..	39,0	..	22,6	..	19,7	..	-5,0	..
10 Tanzanie	10,3	..	23,4	..	6,0	..	2,7	..	33,9	..	23,8	..	19,9	..	..	..
11 Burundi	23,1	17,0	15,3	12,9	5,3	4,6	7,3	2,6	12,4	9,5	36,6	53,4	21,8	4,5	-8,1	-1,2
12 Ouganda	..	6,8	..	19,6	..	5,7	..	8,2	..	18,2	..	41,6	..	34,1	..	-2,1
13 Togo	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
14 Rép. centrafricaine	..	20,0	..	1,9	..	2,4	..	4,6	..	24,1	..	47,0	..	14,9	..	-7,0
15 Inde	3,6	..	9,1	..	4,2	..	9,9	..	40,5	..	32,7	..	20,8	..	-2,5	..
16 Madagascar	23,3	..	5,5	..	7,2	..	1,9	..	21,6	..	40,5	..	13,5	..	0,6	..
17 Somalie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
18 Bénin	25,6	..	22,2	..	5,7	..	2,6	..	22,0	..	21,9	..	11,7	..	-2,5	..
19 Rwanda	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
20 Chine	6,0	13,8	21,9	20,6	7,9	7,0	3,9	0,7	30,1	24,6	30,2	33,3	21,0	26,6	-3,9	-5,1
21 Kenya	..	4,2	..	14,8	..	6,2	..	1,5	..	32,1	..	41,2	..	21,2	..	-13,8
22 Sierra Leone	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	14,5	17,6	..	-3,2
23 Haïti	7,9	6,2	20,1	18,7	6,3	5,8	4,1	6,8	15,1	19,2	46,6	43,3	19,5	7,8	-5,8	-2,6
24 Guinée	3,1	2,4	13,0	7,1	6,4	5,1	19,5	11,4	20,2	13,1	37,7	60,8	25,4	33,6	-5,3	-11,0
25 Ghana	24,1	9,5	9,3	6,1	5,4	1,3	1,4	2,3	15,8	23,5	44,1	57,3	19,2	16,9	-0,8	-4,6
26 Sri Lanka	39,9	34,8	1,2	3,1	1,1	1,0	3,2	9,3	21,4	28,0	33,2	23,8	16,5	17,8	-6,8	-6,2
27 Soudan	..	9,7	..	17,6	..	4,7	..	8,6	..	19,2	..	40,3	17,4	26,8	-0,8	-6,0
28 Pakistan	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
29 Sénégal	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
30 Afghanistan	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
31 Bhoutan	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
32 Tchad	24,6	..	14,8	..	4,4	..	1,7	..	21,8	..	32,7	..	18,1	..	-3,2	..
33 Kampuchea démocratique	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
34 RDP lao	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
35 Mozambique	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
36 Viet Nam	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays à revenu intermédiaire	15,1 w	11,4 w	12,8 w	12,1 w	6,3 w	4,5 w	20,0 w	17,0 w	24,3 w	21,9 w	21,5 w	33,1 w	20,0 w	26,2 w	-3,0 w	-5,8 w
Exportateurs de pétrole	22,5 w	15,4 w	14,5 w	12,8 w	3,9 w	3,7 w	4,3 w	9,3 w	26,5 w	25,7 w	28,3 w	33,1 w	16,7 w	26,7 w	-2,4 w	-4,0 w
Importateurs de pétrole	14,3 w	14,4 w	11,9 w	10,9 w	6,9 w	4,8 w	26,8 w	21,2 w	21,9 w	19,8 w	18,2 w	28,9 w	21,4 w	25,1 w	-3,2 w	-5,7 w
Afrique subsaharienne	..	13,2 w	9,1 w	17,2 w	4,9 w	6,3 w	4,3 w	8,4 w	21,6 w	24,0 w	47,0 w	30,9 w	13,1 w	32,4 w	-2,5 w	-5,4 w
Tranche inférieure	18,4 w	15,5 w	16,4 w	15,0 w	4,1 w	4,2 w	5,5 w	7,6 w	30,3 w	26,5 w	25,3 w	31,2 w	16,8 w	24,4 w	-2,4 w	-4,7 w
37 Mauritanie	..	7,9	..	15,8	..	7,3	..	2,7	..	28,6	..	37,7	..	34,9	..	-10,6
38 Libéria	..	..	19,0	15,2	7,4	8,4	1,3	1,8	26,7	23,9	45,7	50,7	34,0	41,5	-13,8	-19,8
39 Zambie	..	..	19,5	17,4	8,0	7,2	6,5	1,3	24,5	29,4	41,5	44,7	16,6	27,6	-0,9	-2,8
40 Lesotho	16,2	10,8	30,6	26,9	8,6	3,1	2,9	18,0	12,4	12,9	29,3	28,3	9,2	11,3	-1,4	-6,8
41 Bolivie	18,5	11,7	7,5	9,4	1,3	2,2	0,9	1,4	30,4	37,8	41,4	37,4	16,2	24,0	-2,6	-2,8
42 Indonésie	..	36,7	..	16,6	..	4,9	..	..	..	8,7	..	33,1	..	43,2	..	-24,6
43 Yémen, Rép. arabe du	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
44 Yémen, RDP	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
45 Côte d'Ivoire	10,9	13,6	16,3	25,6	3,2	6,8	4,3	4,9	17,6	44,6	47,7	4,5	13,4	11,8	-2,0	-2,0
46 Philippines	12,3	14,6	19,2	18,6	4,8	2,9	8,4	7,1	25,6	28,8	29,7	27,9	22,4	33,2	-3,8	-8,0
47 Maroc	12,4	..	22,3	..	10,2	..	8,7	..	28,3	..	18,1	..	15,3	..	-2,7	..
48 Honduras	6,6	15,8	21,4	16,6	10,9	8,4	7,6	4,7	14,4	21,3	39,0	33,1	12,8	17,4	-1,0	-5,5
49 El Salvador	..	4,2	..	20,9	..	9,3	..	1,8	..	19,6	..	44,2	..	36,2	..	-4,7
50 Papouasie-Nouvelle-Guinée	..	15,7	..	10,7	..	2,8	..	14,9	..	8,6	..	47,3	..	39,0	..	-8,2
51 Egypte, Rép. arabe d'	40,2	..	4,5	..	3,6	..	0,8	..	19,6	..	31,4	..	10,2	..	-0,9	..
52 Nigéria	..	18,3	..	21,5	..	6,1	..	7,8	..	20,9	..	25,4	..	36,3	..	-6,9
53 Zimbabwe	..	9,6	..	13,2	..	3,7	..	8,5	..	26,0	..	39,0	..	21,8	..	1,3
54 Cameroun	12,3	..	16,6	..	4,0	..	16,4	..	27,1	..	23,6	..	15,5	49,2	-4,0	-26,8
55 Nicaragua	20,2	19,8	19,9	20,7	3,7	5,1	7,0	4,6	25,6	21,8	23,5	28,0	17,2	19,6	-4,3	-4,2
56 Thaïlande	..	7,0	10,0	19,4	6,0	5,6	21,7	9,1	28,0	27,4	34,5	31,5	33,7	44,7	-23,8	11,5
57 Botswana	8,5	8,7	14,2	15,3	11,7	10,5	11,8	14,7	35,4	29,7	18,4	21,0	18,5	15,6	-0,2	-2,8
58 Rép. dominicaine	14,8	27,6	22,7	18,5	6,2	6,2	2,9	0,8	30,3	..	23,1	46,9	17,1	18,6	-1,1	..
59 Pérou	0,8	0,9	13,5	15,6	10,3	7,8	18,0	21,1	13,9	9,2	43,4	45,3	16,3	28,7	-1,2	-9,3
60 Maurice	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
61 Congo, Rép. populaire du	15,7	10,6	27,5	26,0	4,5	7,5	0,8	1,3	28,9	13,9	22,6	40,7	13,4	14,3	0,2	-2,7
62 Equateur	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
63 Jamaïque	11,0	..	19,4	..	9,5	..	10,4	..	23,8	..	25,8	..	9,9	13,1	-2,2	-3,6
64 Guatemala	15,4	13,2	18,2	12,5	3,3	1,8	3,3	2,0	41,9	31,8	17,9	38,7	21,8	24,3	-2,1	-4,2
65 Turquie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

Note : Les notes techniques indiquent ce que recouvrent les chiffres et dans quelle mesure ils sont comparables.

Pourcentage des dépenses totales

	Défense		Education		Santé		Habitat et équipements collectifs; sécurité sociale et aide sociale ^a		Services économiques		Divers ^a		Dépenses totales (% du PNB)		Excédent/déficit global (% du PNB)	
	1972 ^b	1983 ^c	1972 ^b	1983 ^c	1972 ^b	1983 ^c	1972 ^b	1983 ^c	1972 ^b	1983 ^c	1972 ^b	1983 ^c	1972 ^b	1983 ^c	1972 ^b	1983 ^c
	1972 ^b	1983 ^c	1972 ^b	1983 ^c	1972 ^b	1983 ^c	1972 ^b	1983 ^c	1972 ^b	1983 ^c	1972 ^b	1983 ^c	1972 ^b	1983 ^c	1972 ^b	1983 ^c
66 Costa Rica	2,8	3,0	28,3	19,4	3,8	22,5	26,7	17,1	21,8	20,2	16,7	17,8	18,9	26,4	-4,5	-2,2
67 Paraguay	13,8	12,5	12,1	12,0	3,5	3,7	18,3	32,2	19,6	14,0	32,7	25,7	13,1	11,7	-1,7	0,4
68 Tunisie	4,9	..	30,5	..	7,4	..	8,8	..	23,3	..	25,1	..	22,8	37,1	-0,9	-5,1
69 Colombie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	13,0	..	-2,5	..
70 Jordanie	..	25,6	..	11,5	..	3,6	..	13,7	..	33,2	..	12,3	..	46,3	..	-7,7
71 Rép. arabe syrienne	37,2	..	11,3	..	1,4	..	3,6	..	39,9	..	6,7	..	28,1	..	-3,4	..
72 Angola	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
73 Cuba	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
74 Corée, Rép. dém. de	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
75 Liban	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
76 Mongolie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Tranche supérieure	14,0 w	9,8 w	11,5 w	11,0 w	7,0 w	4,7 w	24,9 w	20,6 w	22,3 w	20,2 w	20,3 w	33,7 w	21,3 w	26,9 w	-3,3 w	-6,2 w
77 Chili	6,1	12,0	14,3	13,7	8,2	6,0	39,8	45,7	15,3	6,3	16,3	16,3	42,3	34,8	-13,0	-2,9
78 Brésil	8,3	4,1	6,8	3,7	6,4	7,3	36,0	35,1	24,6	23,8	17,9	25,9	17,8	21,4	-0,4	-3,6
79 Portugal	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
80 Malaisie	18,5	..	23,4	..	6,8	..	4,4	10,5	14,2	..	32,7	..	27,7	..	-9,8	..
81 Panama	..	..	20,7	11,0	15,1	13,1	10,8	12,2	24,2	13,5	29,1	50,2	27,6	40,4	-6,5	-12,1
82 Uruguay	5,6	12,7	9,5	6,5	1,6	3,4	52,3	52,1	9,8	8,7	21,2	16,5	25,0	25,9	-2,5	-4,1
83 Mexique	4,2	2,0	16,4	11,0	5,1	1,2	25,0	12,5	34,2	26,2	15,2	47,2	12,0	27,9	-3,0	-8,5
84 Corée, Rép. de	25,8	31,9	15,9	20,5	1,2	1,6	5,8	5,9	25,6	13,6	25,7	26,5	18,1	18,3	-3,9	-1,1
85 Yougoslavie	20,5	..	..	..	24,8	..	35,6	..	12,0	..	7,0	..	21,1	..	-0,4	..
86 Argentine	8,8	9,1	8,8	7,6	2,9	1,4	23,5	33,9	14,7	22,7	41,2	25,2	16,5	22,3	-3,4	-13,0
87 Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	21,8	28,0	-4,2	-4,1
88 Algérie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
89 Venezuela	10,3	5,2	18,6	19,1	11,7	8,6	9,2	9,7	25,4	20,6	24,8	36,9	21,3	27,4	-0,3	-3,4
90 Grèce	14,9	..	9,0	..	7,3	..	30,2	..	26,4	..	12,3	..	27,5	..	-1,7	..
91 Israël	39,8	29,0	9,0	8,4	3,5	4,3	7,8	21,5	16,3	6,4	23,5	30,4	44,0	48,8	-16,3	-18,6
92 Hong Kong	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
93 Trinité-et-Tobago	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
94 Singapour	35,3	18,5	15,7	21,6	7,8	6,4	3,9	5,6	9,9	14,3	27,3	33,7	16,8	23,7	1,3	1,5
95 Iran, Rép. islamique d'	24,1	8,7	10,4	13,9	3,6	5,7	6,1	13,3	30,6	23,0	25,2	35,4	30,8	28,1	-4,6	-6,1
96 Iraq	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Exportateurs de pétrole à revenu élevé	13,0 w	27,7 w	13,6 w	9,4 w	5,6 w	6,0 w	14,9 w	12,1 w	17,8 w	21,9 w	35,1 w	22,9 w	24,2 w	30,9 w	9,2 w	..
97 Oman	39,3	51,3	3,7	7,4	5,9	3,5	3,0	1,9	24,4	21,6	23,6	14,3	62,1	54,3	-15,3	-10,1
98 Libye	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
99 Arabie saoudite	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
100 Koweït	8,4	13,3	15,0	10,1	5,5	6,2	14,2	15,5	16,6	28,7	40,1	26,2	34,4	39,2	17,4	6,2
101 Emirats arabes unis	24,5	43,2	16,2	9,8	4,5	7,7	6,4	5,2	18,2	7,0	30,2	27,2	4,3	16,5	0,3	..
Pays industriels à économie de marché	20,8 w	14,3 w	5,4 w	4,7 w	10,0 w	11,2 w	37,2 w	41,1 w	12,0 w	9,2 w	14,6 w	19,5 w	22,9 w	30,0 w	-1,6 w	-5,8 w
102 Espagne	6,5	4,4	8,3	6,0	0,9	0,6	49,8	64,2	17,5	10,1	17,0	14,8	19,8	31,5	-0,5	-6,3
103 Irlande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	33,0	58,1	-5,5	-13,6
104 Italie	6,3	3,5	16,1	8,6	13,5	11,5	44,8	34,3	18,4	6,1	0,9	36,0	31,8	52,8	-9,4	-13,4
105 Nouvelle-Zélande	5,8	4,9	16,9	11,9	14,8	12,6	25,6	30,2	16,5	17,6	20,4	22,7	28,5	41,7	-3,8	-9,5
106 Royaume-Uni	16,7	..	2,6	..	12,2	..	26,5	..	11,1	..	30,8	..	32,7	41,4	-2,7	-5,0
107 Belgique	6,7	5,2	15,5	13,9	1,5	1,7	41,0	42,8	18,9	16,3	16,4	20,1	39,2	56,7	-4,3	-12,9
108 Autriche	3,2	3,2	10,2	9,6	10,1	11,5	53,7	48,6	11,2	13,2	11,5	13,9	29,7	39,9	-0,1	-5,4
109 Pays-Bas	..	5,3	..	11,2	..	11,3	..	41,2	..	10,0	..	21,0	40,8	59,4	..	-7,7
110 France	..	7,3	..	8,2	..	14,6	..	47,6	..	6,9	..	15,4	32,5	44,8	0,7	-3,6
111 Japon	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	12,7	18,6	..	..
112 Finlande	6,1	5,5	15,3	13,8	10,6	10,6	28,4	32,0	27,9	25,1	11,6	13,0	24,8	31,6	1,3	-3,0
113 Allemagne, Rép. féd. d'	12,4	9,3	1,5	0,8	17,5	18,6	46,9	50,3	11,3	7,0	10,4	13,9	24,2	31,1	0,7	-2,0
114 Danemark	7,2	..	15,9	..	10,0	..	41,4	..	11,9	..	13,6	..	32,8	46,6	2,7	-7,5
115 Australie	14,1	9,7	4,4	7,9	8,2	7,1	21,0	30,0	13,1	8,4	39,2	37,0	19,8	26,7	-0,5	-2,5
116 Suède	12,5	6,9	14,8	9,2	3,6	1,5	44,3	49,4	10,6	9,3	14,3	23,7	28,0	46,9	-1,2	-10,1
117 Canada	..	8,0	..	3,6	..	6,3	..	37,6	..	16,7	..	27,8	..	25,6	..	-6,5
118 Norvège	9,7	8,6	9,9	8,8	12,3	10,6	39,9	36,2	20,2	20,5	8,0	15,3	35,0	39,7	-1,5	1,9
119 Etats-Unis	32,2	23,7	3,2	1,9	8,6	10,7	35,3	36,3	10,6	8,8	10,1	18,6	19,4	25,3	-1,6	-6,1
120 Suisse	15,1	10,4	4,2	3,1	10,0	13,4	39,5	49,7	18,4	12,6	12,8	10,8	13,3	19,4	0,9	-0,3
Pays d'Europe de l'Est à économie planifiée	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
121 Hongrie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	55,2	..	0,4
122 Pologne	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
123 Albanie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
124 Bulgarie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
125 Tchécoslovaquie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
126 Allemagne, Rép. dém. d'	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
127 Roumanie	..	5,5	..	2,5	..	0,8	..	24,9	..	50,4	..	15,8	..	27,4	..	3,2
128 URSS	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

a. Voir notes techniques. b. Les chiffres en italique se rapportent à 1973 et non à 1972. c. Les chiffres en italique se rapportent à 1982 et non à 1983.

Tableau 23. Recettes ordinaires de l'administration centrale

Pourcentage des recettes ordinaires totales													
Recettes fiscales													
	Impôts sur le revenu, les bénéfices et les plus-values		Cotisations sécurité sociale		Taxes intérieures sur biens et services		Taxes sur échanges et transactions internationales		Autres taxes ^a		Recettes ordinaires non fiscales		Recettes ordinaires totales (% du PNB)
	1972 ^b	1983 ^c	1972 ^b	1983 ^c	1972 ^b	1983 ^c	1972 ^b	1983 ^c	1972 ^b	1983 ^c	1972 ^b	1983 ^c	
Pays à faible revenu	18,6 w	17,7 w	..	..	27,3 w	37,5 w	34,1 w	26,7 w	3,6 w	1,4 w	16,4 w	16,7 w	14,2 w 13,6 w
Chine et Inde	..	..	..	..	27,3 w	29,7 w	34,1 w	32,6 w	3,6 w	3,1 w	16,4 w	15,9 w	14,2 w 14,7 w
Autres pays à faible revenu	18,6 w	18,7 w	..	..	24,4 w	25,2 w	38,3 w	32,8 w	4,6 w	5,1 w	11,2 w	14,1 w	16,6 w 14,6 w
Afrique subsaharienne	21,5 w	22,8 w	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1 Ethiopie	23,0	..	..	..	29,8	..	30,4	..	5,6	..	11,1	..	10,5 ..
2 Bangladesh	3,7	..	..	..	22,4	..	18,0	..	3,8	..	52,2	..	8,5 ..
3 Mali	..	15,5	..	5,4	..	35,2	..	21,2	..	11,7	..	11,0	29,0
4 Zaïre	22,2	30,6	2,2	1,1	12,7	24,4	57,9	28,8	1,4	3,4	3,7	11,7	27,9 20,2
5 Burkina Faso	18,6	16,1	..	8,8	19,9	15,7	50,1	35,5	3,5	16,3	7,9	7,7	10,1 14,5
6 Népal	4,1	7,2	..	..	26,5	38,5	36,7	31,3	19,0	7,1	13,7	15,9	5,2 8,7
7 Birmanie	28,7	3,2	..	..	34,2	39,5	13,4	19,2	(.)	(.)	23,8	38,2	12,4 16,2
8 Malawi	31,4	33,6	..	..	24,2	30,9	20,0	21,0	0,5	0,6	23,8	13,9	16,0 21,5
9 Niger	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
10 Tanzanie	29,9	..	..	..	29,1	..	21,7	..	0,5	..	18,8	..	15,8 ..
11 Burundi	18,1	..	1,2	..	19,8	..	38,7	..	15,6	..	6,5	..	11,5 ..
12 Ouganda	22,1	4,1	..	..	32,8	26,5	36,3	67,1	0,3	(.)	8,5	2,3	13,7 3,2
13 Togo	..	34,0	..	5,4	..	14,7	..	28,2	..	1,3	..	16,4	.. 29,5
14 Rép. centrafricaine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
15 Inde	..	17,2	..	..	..	41,1	..	24,0	..	0,5	..	17,1	.. 13,1
16 Madagascar	13,1	15,5	7,2	13,7	29,9	41,7	30,6	22,2	5,5	3,3	10,8	3,6	18,3 13,7
17 Somalie	10,7	..	..	..	24,7	..	45,3	..	5,2	..	14,0	..	..
18 Bénin	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
19 Rwanda	17,9	..	4,4	..	14,1	..	41,7	..	13,8	..	8,1	..	9,2 ..
20 Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
21 Kenya	35,6	28,6	..	..	19,9	36,8	24,3	21,3	1,4	0,6	18,8	12,7	18,0 21,6
22 Sierra Leone	..	27,4	..	..	..	24,6	..	36,6	..	3,3	..	8,1	.. 7,9
23 Haïti	..	17,9	..	0,3	..	19,1	..	26,2	..	27,8	..	8,7	.. 13,9
24 Guinée	..	21,1	..	4,8	..	1,4	..	37,7	..	0,7	..	34,5	.. 23,1
25 Ghana	18,4	17,0	..	..	29,4	17,0	40,6	49,0	0,2	0,1	11,5	16,9	15,1 5,4
26 Sri Lanka	19,1	14,0	..	..	34,7	40,1	35,4	31,5	2,1	1,7	8,7	12,7	20,1 20,2
27 Soudan	11,8	15,8	..	..	30,4	14,1	40,5	49,7	1,5	0,7	15,7	19,7	18,0 11,8
28 Pakistan	13,6	15,2	..	..	35,9	32,5	34,2	32,7	0,5	0,3	15,8	19,3	12,3 14,5
29 Sénégal	17,6	19,0	..	3,5	24,5	29,1	30,9	34,7	23,8	5,9	3,2	7,8	16,8 19,6
30 Afghanistan	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
31 Bhoutan	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
32 Tchad	16,7	..	..	..	12,3	..	45,2	..	20,5	..	5,3	..	13,1 ..
33 Kampuchea démocratique	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
34 RDP lao	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
35 Mozambique	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
36 Viet Nam	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays à revenu intermédiaire	25,5 w	27,4 w	..	..	26,5 w	26,5 w	13,5 w	10,4 w	18,3 w	12,2 w	17,2 w	23,5 w	17,9 w 23,1 w
Exportateurs de pétrole	29,3 w	44,7 w	..	..	24,4 w	15,5 w	20,7 w	11,7 w	7,9 w	10,2 w	17,7 w	17,9 w	15,5 w 24,9 w
Importateurs de pétrole	23,3 w	25,2 w	..	..	29,6 w	30,1 w	12,7 w	9,6 w	21,5 w	17,0 w	12,9 w	18,1 w	19,0 w 23,2 w
Afrique subsaharienne	42,3 w	42,5 w	..	..	25,0 w	24,0 w	18,7 w	20,1 w	0,5 w	3,6 w	13,5 w	9,8 w	13,2 w 27,5 w
Tranche inférieure	26,5 w	37,7 w	..	..	28,6 w	23,3 w	20,0 w	14,6 w	10,2 w	8,6 w	14,7 w	15,8 w	15,1 w 20,9 w
37 Mauritanie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
38 Libéria	..	39,6	..	..	..	27,0	..	28,0	..	2,4	..	3,0	.. 23,1
39 Zambie	49,7	32,9	..	..	20,2	48,3	14,3	8,8	0,1	3,2	15,6	6,6	23,2 24,6
40 Lesotho	14,3	10,1	..	..	2,0	10,1	62,9	69,0	9,5	1,1	11,3	9,7	11,7 23,7
41 Bolivie	14,5	13,3	..	28,2	28,4	25,4	46,0	16,1	5,3	4,8	5,7	12,2	7,8 4,4
42 Indonésie	45,5	73,6	..	..	22,7	10,3	17,5	4,3	3,6	1,3	10,6	10,5	14,4 22,7
43 Yémen, Rép. arabe du	..	11,2	..	..	..	6,5	..	50,2	..	15,2	..	16,9	.. 22,5
44 Yémen, RDP	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
45 Côte d'Ivoire	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
46 Philippines	13,8	19,3	..	..	24,3	37,7	23,0	26,8	29,7	3,6	9,3	12,6	12,4 11,9
47 Maroc	16,4	17,7	5,9	4,8	45,7	36,8	13,2	18,4	6,1	7,2	12,6	15,1	18,1 25,1
48 Honduras	19,2	..	3,0	..	33,8	..	28,2	..	2,3	..	13,5	..	12,5 ..
49 El Salvador	15,2	19,9	..	..	25,6	40,3	36,1	23,0	17,2	5,8	6,0	10,9	11,6 12,3
50 Papouasie-Nouvelle-Guinée	..	48,3	..	..	..	13,5	..	23,0	..	1,6	..	13,7	.. 21,8
51 Egypte, Rép. arabe d'	..	17,8	..	11,1	..	12,5	..	16,2	..	6,3	..	36,1	.. 36,9
52 Nigéria	43,0	..	..	..	26,3	..	17,5	..	0,2	..	13,0	..	11,6 ..
53 Zimbabwe	..	41,9	..	..	..	31,9	..	15,0	..	0,9	..	10,3	.. 32,6
54 Cameroun	..	59,3	..	5,9	..	10,5	..	19,1	..	1,9	..	3,4	.. 24,2
55 Nicaragua	9,6	11,3	14,0	10,2	37,4	41,1	24,3	16,1	8,9	13,4	5,8	7,8	12,6 34,0
56 Thaïlande	12,1	19,6	..	..	46,3	47,3	28,7	21,4	1,8	2,1	11,2	9,5	12,9 15,2
57 Botswana	19,9	27,1	..	..	2,4	2,0	47,2	31,1	0,4	0,1	30,0	39,7	30,7 56,4
58 Rép. dominicaine	17,9	19,8	3,9	4,4	19,0	30,8	40,3	26,3	1,8	2,2	17,0	16,5	17,9 12,7
59 Pérou	17,5	15,3	..	..	32,2	44,8	15,7	24,6	22,1	5,8	12,4	9,6	16,0 17,8
60 Maurice	22,7	14,1	..	..	23,3	18,8	40,2	50,6	5,5	3,4	8,2	13,1	15,6 22,4
61 Congo, Rép. populaire du	19,3	..	..	..	40,3	..	26,5	..	6,4	..	7,4	..	18,4 ..
62 Equateur	19,6	55,7	..	..	19,1	20,1	52,4	21,1	5,1	2,4	3,8	0,7	13,6 11,6
63 Jamaïque	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
64 Guatemala	12,7	11,8	..	11,7	36,1	3,1	26,2	15,0	15,6	13,7	9,4	14,8	8,9 10,2
65 Turquie	30,8	48,2	..	..	31,1	23,3	14,5	7,2	6,1	5,5	17,6	15,9	19,7 20,1

Note : Les notes techniques indiquent ce que recouvrent les chiffres et dans quelle mesure ils sont comparables.

Pourcentage des recettes ordinaires totales

Recettes fiscales													
	Impôts sur le revenu, les bénéfices et les plus-values		Cotisations sécurité sociale		Taxes intérieures sur biens et services		Taxes sur échanges et transactions internationales		Autres taxes ^a		Recettes ordinaires non fiscales		Recettes ordinaires totales (% du PNB)
	1972 ^b	1983 ^c	1972 ^b	1983 ^c	1972 ^b	1983 ^c	1972 ^b	1983 ^c	1972 ^b	1983 ^c	1972 ^b	1983 ^c	
66 Costa Rica	17,7	16,9	13,4	25,2	38,1	31,0	18,0	22,4	1,6	-0,2	11,2	4,7	15,8 24,3
67 Paraguay	8,8	15,4	10,4	12,9	26,2	21,4	24,8	14,6	17,0	21,9	12,8	13,9	11,5 11,6
68 Tunisie	15,9	14,7	7,1	8,9	31,6	21,0	21,8	27,3	7,8	4,4	15,7	23,6	23,3 34,0
69 Colombie	37,2	..	13,9	..	16,0	..	20,3	..	7,2	..	5,5	..	10,6 ..
70 Jordanie	..	12,3	..	..	..	11,2	..	37,2	..	12,0	..	27,3	.. 26,6
71 Rép. arabe syrienne	6,8	..	..	..	10,4	..	17,3	..	12,1	..	53,4	..	24,5 ..
72 Angola	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	.. ..
73 Cuba	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	.. ..
74 Corée, Rép. dém. de	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	.. ..
75 Liban	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	.. ..
76 Mongolie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	.. ..
Tranche supérieure	25,1 w	23,8 w	19,2 w	12,0 w	25,9 w	27,7 w	11,4 w	8,9 w	0,4 w	1,4 w	18,0 w	26,2 w	19,1 w 24,1 w
77 Chili	12,9	14,3	27,1	8,3	28,6	39,3	10,0	6,9	4,3	9,9	17,1	21,2	30,2 30,0
78 Brésil	18,3	15,1	27,4	24,6	37,6	25,3	7,0	4,1	3,7	4,2	6,0	26,8	19,0 26,6
79 Portugal	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	.. ..
80 Malaisie	26,2	..	0,1	..	21,2	..	29,0	..	1,5	..	22,1	..	20,4 ..
81 Panama	23,3	22,5	22,4	21,8	13,2	14,8	16,0	10,0	7,7	3,5	17,3	27,4	21,8 30,2
82 Uruguay	4,7	8,3	30,0	24,0	24,5	39,2	6,1	11,7	22,0	6,9	12,6	9,8	22,7 22,4
83 Mexique	36,4	22,2	19,4	11,0	32,1	63,2	13,2	6,9	-9,8	-17,6	8,6	14,3	10,4 20,2
84 Corée, Rép. de	29,2	22,9	0,8	1,2	41,7	45,7	10,7	15,8	5,2	3,9	12,3	10,6	13,2 19,5
85 Yougoslavie	..	..	52,3	..	24,5	..	19,5	..	..	..	3,7	..	20,7 ..
86 Argentine	7,4	4,3	25,9	16,9	14,8	38,5	18,5	16,2	-3,7	11,5	37,0	12,6	13,1 15,2
87 Afrique du Sud	54,8	52,3	1,2	1,3	21,5	27,9	4,6	4,9	4,9	3,0	12,9	10,7	21,2 25,6
88 Algérie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	.. ..
89 Venezuela	54,2	56,1	6,0	3,8	6,7	6,0	6,1	18,0	1,1	0,9	25,9	15,3	21,8 27,0
90 Grèce	12,2	..	24,5	..	35,5	..	6,7	..	12,0	..	9,2	..	25,4 ..
91 Israël	36,2	41,5	..	9,5	23,0	28,1	21,6	5,6	6,8	5,5	12,4	9,9	31,8 30,0
92 Hong Kong	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	.. ..
93 Trinité-et-Tobago	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	.. ..
94 Singapour	24,4	33,0	..	..	17,6	13,6	11,1	4,8	15,5	14,8	31,4	33,8	21,6 30,8
95 Iran, Rép. islamique d'	7,9	7,8	2,7	7,5	6,4	4,2	14,6	11,4	4,9	3,9	63,6	65,2	26,2 21,8
96 Iraq	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	.. ..
Exportateurs de pétrole à revenu élevé	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	33,6 w ..
97 Oman	71,1	26,5	..	..	..	0,6	3,0	2,0	2,3	0,4	23,6	70,5	47,4 44,5
98 Libye	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	.. ..
99 Arabie saoudite	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	.. ..
100 Koweït	68,8	2,2	..	..	19,7	0,4	1,5	1,9	0,2	0,2	9,9	95,2	55,2 52,6
101 Emirats arabes unis	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	0,2 ..
Pays industriels à économie de marché	38,9 w	36,3 w	29,3 w	34,1 w	21,4 w	18,1 w	1,7 w	1,2 w	2,3 w	0,9 w	6,4 w	9,4 w	23,5 w 27,0 w
102 Espagne	15,9	21,7	38,9	46,2	23,4	15,4	10,0	4,2	0,7	3,1	11,1	9,5	20,0 26,4
103 Irlande	28,1	32,2	8,9	13,8	32,6	26,6	16,6	13,7	3,2	2,3	10,5	11,4	30,6 46,2
104 Italie	16,6	35,7	39,2	33,1	31,7	22,9	0,4	0,2	4,3	2,8	7,7	5,3	26,9 42,3
105 Nouvelle-Zélande	61,4	63,6	..	..	19,9	20,5	4,1	4,0	4,5	1,3	10,0	10,6	27,3 34,6
106 Royaume-Uni	39,4	38,7	15,1	17,7	27,1	28,6	1,7	()	5,5	3,0	11,2	12,0	33,5 37,6
107 Belgique	31,3	38,4	32,4	31,2	28,9	24,4	1,0	()	3,3	1,9	3,1	4,1	35,0 44,6
108 Autriche	20,6	20,0	30,3	35,9	28,2	26,1	5,3	1,4	10,1	8,4	5,5	8,2	29,8 34,9
109 Pays-Bas	32,5	24,3	36,7	41,4	22,3	19,8	0,5	()	3,4	2,1	4,7	12,4	43,2 53,2
110 France	16,9	17,7	37,1	44,2	37,9	29,5	0,3	()	2,9	3,5	4,9	5,1	33,5 41,7
111 Japon	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	.. ..
112 Finlande	30,0	29,3	7,8	9,0	47,7	48,8	3,1	1,3	5,8	3,2	5,5	8,4	27,1 28,6
113 Allemagne, Rép. féd. d'	19,7	17,0	46,6	55,1	28,1	22,0	0,8	()	0,8	0,1	4,0	5,8	25,2 29,3
114 Danemark	40,0	33,7	5,1	4,9	42,1	44,6	3,1	0,8	2,8	3,0	6,8	13,1	35,5 37,9
115 Australie	58,3	61,7	..	..	21,9	23,3	5,2	4,7	2,1	0,2	12,5	10,0	21,4 24,9
116 Suède	27,0	14,5	21,6	34,1	34,0	29,0	1,5	0,6	4,7	5,7	11,3	16,1	32,5 39,6
117 Canada	..	48,3	..	14,1	..	19,2	..	4,8	..	-0,1	..	13,6	.. 20,0
118 Norvège	22,5	25,1	20,5	23,9	47,9	38,7	1,6	0,5	1,0	1,0	6,6	10,7	37,0 43,8
119 Etats-Unis	59,4	49,9	23,6	31,3	7,1	5,4	1,6	1,3	2,5	0,9	5,7	11,1	18,0 19,7
120 Suisse	13,9	14,2	37,3	49,3	21,5	19,4	16,7	8,3	2,6	3,1	8,0	5,7	14,5 19,1
Pays d'Europe de l'Est à économie planifiée	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	.. ..
121 Hongrie	..	17,7	..	17,4	..	38,7	..	7,1	..	7,2	..	11,9	.. 55,4
122 Pologne	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	.. ..
123 Albanie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	.. ..
124 Bulgarie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	.. ..
125 Tchécoslovaquie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	.. ..
126 Allemagne, Rép. dém. d'	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	.. ..
127 Roumanie	..	..	..	18,3	..	..	..	..	..	13,1	..	68,7	.. 30,6
128 URSS	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	.. ..

a. Voir notes techniques. b. Les chiffres en italique se rapportent à 1973 et non à 1972. c. Les chiffres en italique se rapportent à 1982 et non à 1983.

Tableau 24. Répartition du revenu

		Pourcentage du revenu des ménages, par tranches de revenu ^a						
	Année	Quintile le plus pauvre	Deuxième quintile	Troisième quintile	Quatrième quintile	Quintile le plus riche	Décile le plus riche	
Pays à faible revenu								
Chine et Inde								
Autres pays à faible revenu								
Afrique subsaharienne								
1	Ethiopie	1976-77	6,2	10,9	15,0	21,0	46,9	32,0
2	Bangladesh		..	..	..	..	..
3	Mali		..	..	..	..	..
4	Zaïre		..	..	..	..	..
5	Burkina Faso		..	..	..	..	..
6	Népal	..	..	..	..	..	..
7	Birmanie	..	..	..	..	..	..
8	Malawi	..	..	..	..	..	..
9	Niger	..	..	..	..	..	..
10	Tanzanie	..	..	..	..	..	..
11	Burundi	..	..	..	..	..	..
12	Ouganda	..	..	..	..	..	..
13	Togo	..	..	..	..	..	..
14	Rép. centrafricaine	..	..	..	..	..	..
15	Inde	1975-76	7,0	9,2	13,9	20,5	49,4	33,6
16	Madagascar	..	..	..	..	..	..
17	Somalie	..	..	..	..	..	..
18	Bénin	..	..	..	..	..	..
19	Rwanda	..	..	..	..	..	..
20	Chine	..	..	..	..	..	..
21	Kenya	1976	2,6	6,3	11,5	19,2	60,4	45,8
22	Sierra Leone	..	..	..	..	..	..
23	Haïti	..	..	..	..	..	..
24	Guinée	..	..	..	..	..	..
25	Ghana	..	..	..	..	..	..
26	Sri Lanka	1969-70	7,5	11,7	15,7	21,7	43,4	28,2
27	Soudan	..	..	..	..	..	..
28	Pakistan	..	..	..	..	..	..
29	Sénégal	..	..	..	..	..	..
30	Afghanistan	..	..	..	..	..	..
31	Bhoutan	..	..	..	..	..	..
32	Tchad	..	..	..	..	..	..
33	Kampuchea démocratique	..	..	..	..	..	..
34	RDP lao	..	..	..	..	..	..
35	Mozambique	..	..	..	..	..	..
36	Viet Nam	..	..	..	..	..	..
Pays à revenu intermédiaire								
Exportateurs de pétrole								
Importateurs de pétrole								
Afrique subsaharienne								
Tranche inférieure								
37	Mauritanie	..	..	..	..	..	..
38	Libéria	..	..	..	..	..	..
39	Zambie	1976	3,4	7,4	11,2	16,9	61,1	46,3
40	Lesotho	..	..	..	..	..	..
41	Bolivie	..	..	..	..	..	..
42	Indonésie	1976	6,6	7,8	12,6	23,6	49,4	34,0
43	Yémen, Rép. arabe du	..	..	..	..	..	..
44	Yémen, RDP	..	..	..	..	..	..
45	Côte d'Ivoire	..	..	..	..	..	..
46	Philippines	1970-71	5,2	9,0	12,8	19,0	54,0	38,5
47	Maroc	..	..	..	..	..	..
48	Honduras	..	..	..	..	..	..
49	El Salvador	1976-77	5,5	10,0	14,8	22,4	47,3	29,5
50	Papouasie-Nouvelle-Guinée	..	..	..	..	..	..
51	Egypte, Rép. arabe d'	1974	5,8	10,7	14,7	20,8	48,0	33,2
52	Nigéria	..	..	..	..	..	..
53	Zimbabwe	..	..	..	..	..	..
54	Cameroun	..	..	..	..	..	..
55	Nicaragua	..	..	..	..	..	..
56	Thaïlande	1975-76	5,6	9,6	13,9	21,1	49,8	34,1
57	Botswana	..	..	..	..	..	..
58	Rép. dominicaine	..	..	..	..	..	..
59	Pérou	1972	1,9	5,1	11,0	21,0	61,0	42,9
60	Maurice	1980-81	4,0	7,5	11,0	17,0	60,5	46,7
61	Congo, Rép. populaire du	..	..	..	..	..	..
62	Equateur	..	..	..	..	..	..
63	Jamaïque	..	..	..	..	..	..
64	Guatemala	..	..	..	..	..	..
65	Turquie	1973	3,5	8,0	12,5	19,5	56,5	40,7

Note : Les notes techniques indiquent ce que recouvrent les chiffres et dans quelle mesure ils sont comparables.

	Année	Pourcentage du revenu des ménages, par tranches de revenu ^a					
		Quintile le plus pauvre	Deuxième quintile	Troisième quintile	Quatrième quintile	Quintile le plus riche	Décile le plus riche
66 Costa Rica	1971	3,3	8,7	13,3	19,9	54,8	39,5
67 Paraguay		..	..	..	..	..	..
68 Tunisie		..	..	..	..	..	..
69 Colombie		..	..	..	..	..	..
70 Jordanie		..	..	..	..	..	..
71 Rép. arabe syrienne		..	..	..	..	..	..
72 Angola		..	..	..	..	..	..
73 Cuba		..	..	..	..	..	..
74 Corée, Rép. dém. de		..	..	..	..	..	..
75 Liban		..	..	..	..	..	..
76 Mongolie		..	..	..	..	..	..
Tranche supérieure							
77 Chili		..	..	..	..	..	..
78 Brésil	1972	2,0	5,0	9,4	17,0	66,6	50,6
79 Portugal	1973-74	5,2	10,0	14,4	21,3	49,1	33,4
80 Malaisie	1973	3,5	7,7	12,4	20,3	56,1	39,8
81 Panama	1970	2,0	5,2	11,0	20,0	61,8	44,2
82 Uruguay		..	..	..	..	..	..
83 Mexique	1977	2,9	7,0	12,0	20,4	57,7	40,6
84 Corée, Rép. de	1976	5,7	11,2	15,4	22,4	45,3	27,5
85 Yougoslavie	1978	6,6	12,1	18,7	23,9	38,7	22,9
86 Argentine	1970	4,4	9,7	14,1	21,5	50,3	35,2
87 Afrique du Sud		..	..	..	..	..	..
88 Algérie		..	..	..	..	..	..
89 Venezuela	1970	3,0	7,3	12,9	22,8	54,0	35,7
90 Grèce		..	..	..	..	..	..
91 Israël	1979-80	6,0	12,0	17,7	24,4	39,9	22,6
92 Hong Kong	1980	5,4	10,8	15,2	21,6	47,0	31,3
93 Trinité-et-Tobago	1975-76	4,2	9,1	13,9	22,8	50,0	31,8
94 Singapour		..	..	..	..	..	..
95 Iran, Rép. islamique d'		..	..	..	..	..	..
96 Iraq		..	..	..	..	..	..
Exportateurs de pétrole à revenu élevé							
97 Oman		..	..	..	..	..	..
98 Libye		..	..	..	..	..	..
99 Arabie saoudite		..	..	..	..	..	..
100 Koweït		..	..	..	..	..	..
101 Emirats arabes unis		..	..	..	..	..	..
Pays industriels à économie de marché							
102 Espagne	1980-81	6,9	12,5	17,3	23,2	40,0	24,5
103 Irlande	1973	7,2	13,1	16,6	23,7	39,4	25,1
104 Italie	1977	6,2	11,3	15,9	22,7	43,9	28,1
105 Nouvelle-Zélande	1981-82	5,1	10,8	16,2	23,2	44,7	28,7
106 Royaume-Uni	1979	7,0	11,5	17,0	24,8	39,7	23,4
107 Belgique	1978-79	7,9	13,7	18,6	23,8	36,0	21,5
108 Autriche		..	..	..	..	..	..
109 Pays-Bas	1981	8,3	14,1	18,2	23,2	36,2	21,5
110 France	1975	5,3	11,1	16,0	21,8	45,8	30,5
111 Japon	1979	8,7	13,2	17,5	23,1	37,5	22,4
112 Finlande	1981	6,3	12,1	18,4	25,5	37,6	21,7
113 Allemagne, Rép. féd. d'	1978	7,9	12,5	17,0	23,1	39,5	24,0
114 Danemark	1981	5,4	12,0	18,4	25,6	38,6	22,3
115 Australie	1975-76	5,4	10,0	15,0	22,5	47,1	30,5
116 Suède	1981	7,4	13,1	16,8	21,0	41,7	28,1
117 Canada	1981	5,3	11,8	18,0	24,9	40,0	23,8
118 Norvège	1982	6,0	12,9	18,3	24,6	38,2	22,8
119 Etats-Unis	1980	5,3	11,9	17,9	25,0	39,9	23,3
120 Suisse	1978	6,6	13,5	18,5	23,4	38,0	23,7
Pays d'Europe de l'Est à économie planifiée							
121 Hongrie	1982	6,9	13,6	19,2	24,5	35,8	20,5
122 Pologne		..	..	..	..	..	..
123 Albanie		..	..	..	..	..	..
124 Bulgarie		..	..	..	..	..	..
125 Tchécoslovaquie		..	..	..	..	..	..
126 Allemagne, Rép. dém. d'		..	..	..	..	..	..
127 Roumanie		..	..	..	..	..	..
128 URSS		..	..	..	..	..	..

a. Les estimations données dans ce tableau doivent être interprétées avec prudence. Voir notes techniques.

Tableau 25. Accroissement passé et projeté de la population

	Taux annuel moyen d'accroissement (%)			Population (millions d'habitants)			Population stationnaire hypothétique (millions d'habitants)	Année où, par hypothèse, le taux net de reproduction atteindra 1	Elan démographique 1985
	1965-73	1973-84	1980-2000	1984	1990 ^a	2000 ^a			
Pays à faible revenu	2,6 w	2,0 w	1,8 w	2.364 t	2.641 t	3.132 t			
Chine et Inde	2,5 w	1,8 w	1,5 w	1.778 t	1.952 t	2.240 t			
Autres pays à faible revenu	2,7 w	2,6 w	2,6 w	586 t	689 t	892 t			
Afrique subsaharienne	2,7 w	2,9 w	3,1 w	258 t	308 t	416 t			
1 Ethiopie	2,6	2,8	2,7	42	49	65	204	2040	1,9
2 Bangladesh	2,6	2,5	2,4	98	114	141	310	2030	1,9
3 Mali	2,6	2,6	2,6	7	9	11	36	2035	1,8
4 Zaïre	2,4	3,0	3,2	30	36	47	130	2030	1,9
5 Burkina Faso	2,0	1,8	2,0	7	7	9	31	2040	1,8
6 Népal	2,0	2,6	2,6	16	19	24	74	2040	1,8
7 Birmanie	2,3	2,0	2,1	36	41	49	87	2020	1,8
8 Malawi	2,8	3,1	3,2	7	8	11	38	2040	1,9
9 Niger	2,3	3,0	3,2	6	7	10	36	2040	1,9
10 Tanzanie	3,2	3,4	3,5	21	27	37	123	2035	2,0
11 Burundi	1,4	2,2	3,0	5	5	7	24	2035	1,9
12 Ouganda	3,6	3,2	3,3	15	18	26	84	2035	2,0
13 Togo	3,8	2,8	3,3	3	4	5	16	2035	2,0
14 Rép. centrafricaine	1,6	2,3	2,8	3	3	4	12	2035	1,8
15 Inde	2,3	2,3	1,9	749	844	994	1.700	2010	1,7
16 Madagascar	2,4	2,8	3,1	10	12	16	48	2035	1,9
17 Somalie	3,5	2,8	3,0	5	6	8	30	2040	1,9
18 Bénin	2,6	2,8	3,2	4	5	6	20	2035	2,0
19 Rwanda	3,1	3,3	3,6	6	7	10	40	2040	2,0
20 Chine	2,7	1,4	1,2	1.029	1.108	1.245	1.600	2000	1,6
21 Kenya	3,8	4,0	3,9	20	25	35	111	2030	2,1
22 Sierra Leone	1,7	2,1	2,4	4	4	5	17	2045	1,8
23 Haïti	1,5	1,7	1,8	5	6	7	14	2025	1,8
24 Guinée	1,8	2,0	2,1	6	7	8	24	2045	1,8
25 Ghana	2,2	2,6	3,5	12	15	20	54	2030	1,9
26 Sri Lanka	2,0	1,8	1,8	16	18	21	32	2005	1,7
27 Soudan	3,0	2,9	2,9	21	25	34	101	2035	1,9
28 Pakistan	3,1	2,9	2,6	92	108	138	353	2035	1,8
29 Sénégal	2,4	2,8	2,9	6	8	10	30	2035	1,9
30 Afghanistan	2,3	...	...	...	...	...	...	...	...
31 Bhoutan	1,3	1,9	2,3	1	1	2	4	2040	1,8
32 Tchad	1,9	2,1	2,5	5	6	7	22	2040	1,8
33 Kampuchea démocratique	1,8	...	...	...	...	...	...	...	...
34 RDP lao	1,4	1,6	2,6	4	4	5	17	2040	1,8
35 Mozambique	2,3	2,6	3,0	13	16	21	67	2035	1,9
36 Viet Nam	3,1	2,6	2,5	60	70	88	167	2015	1,9
Pays à revenu intermédiaire	2,5 w	2,4 w	2,1 w	1.188 t	1.365 t	1.676 t			
Exportateurs de pétrole	2,6 w	2,7 w	2,4 w	556 t	651 t	826 t			
Importateurs de pétrole	2,4 w	2,2 w	1,8 w	632 t	712 t	850 t			
Afrique subsaharienne	2,6 w	3,0 w	3,3 w	148 t	182 t	249 t			
Tranche inférieure	2,5 w	2,5 w	2,3 w	688 t	796 t	994 t			
37 Mauritanie	2,3	2,1	2,7	2	2	3	8	2035	1,8
38 Libéria	2,8	3,3	3,2	2	3	4	11	2035	1,9
39 Zambie	3,0	3,2	3,4	6	8	11	35	2035	1,9
40 Lesotho	2,1	2,4	2,6	1	2	2	6	2030	1,8
41 Bolivie	2,4	2,6	2,5	6	7	9	22	2030	1,9
42 Indonésie	2,1	2,3	1,9	159	179	212	361	2010	1,8
43 Yémen, Rép. arabe du	2,6	2,8	2,8	8	9	12	39	2040	1,9
44 Yémen, RDP	2,1	2,3	2,5	2	2	3	7	2035	1,9
45 Côte d'Ivoire	4,6	4,5	3,7	10	13	17	46	2035	2,1
46 Philippines	2,9	2,7	2,2	53	62	76	137	2015	1,8
47 Maroc	2,7	2,4	2,4	21	25	31	66	2025	1,9
48 Honduras	2,9	3,5	3,0	4	5	7	15	2020	2,0
49 El Salvador	3,4	3,0	2,7	5	6	8	16	2015	1,9
50 Papouasie-Nouvelle-Guinée	2,3	2,6	2,1	3	4	5	11	2030	1,8
51 Egypte, Rép. arabe d'	2,2	2,6	2,2	46	53	65	126	2020	1,8
52 Nigéria	2,5	2,8	3,4	96	118	163	528	2035	2,0
53 Zimbabwe	3,4	3,2	3,4	8	10	13	33	2025	2,0
54 Cameroun	2,4	3,1	3,3	10	12	17	51	2030	1,9
55 Nicaragua	3,2	3,0	2,9	3	4	5	12	2025	2,0
56 Thaïlande	2,9	2,2	1,7	50	56	66	101	2005	1,8
57 Botswana	3,3	4,4	3,4	1	1	2	5	2025	2,0
58 Rép. dominicaine	2,9	2,4	2,2	6	7	9	15	2010	1,9
59 Pérou	2,8	2,4	2,2	18	21	26	46	2015	1,8
60 Maurice	2,0	1,4	1,5	1	1	1	2	2010	1,7
61 Congo, Rép. populaire du	2,6	3,1	3,7	2	2	3	9	2025	1,9
62 Equateur	3,2	2,9	2,3	9	11	13	26	2015	1,9
63 Jamaïque	1,5	1,2	1,2	2	2	3	4	2005	1,7
64 Guatemala	2,8	2,8	2,6	8	9	12	27	2020	1,9
65 Turquie	2,5	2,2	2,0	48	55	65	109	2010	1,7

Note : Les notes techniques indiquent ce que recouvrent les chiffres et dans quelle mesure ils sont comparables.

	Taux annuel moyen d'accroissement (%)			Population (millions d'habitants)			Population stationnaire hypothétique (millions d'habitants)	Année où, par hypothèse, le taux net de reproduction atteindra 1	Elan démographique 1985
	1965-73	1973-84	1980-2000	1984	1990 ^a	2000 ^a			
66 Costa Rica	3,0	2,9	2,1	3	3	3	5	2005	1,8
67 Paraguay	2,7	2,5	2,3	3	4	5	8	2010	1,9
68 Tunisie	2,0	2,4	2,3	7	8	10	18	2015	1,8
69 Colombie	2,6	2,0	1,8	28	31	37	59	2010	1,8
70 Jordanie	3,0	2,8	4,0	3	4	6	17	2020	1,9
71 Rép. arabe syrienne	3,4	3,4	3,4	10	12	17	39	2020	1,9
72 Angola	2,1	3,1	2,7	9	10	13	43	2040	1,9
73 Cuba	1,8	0,7	1,0	10	10	11	14	2010	1,4
74 Corée, Rép. dém. de	2,8	2,6	2,1	20	23	28	46	2010	1,8
75 Liban	2,6	..	..	..	..	..	..	..	..
76 Mongolie	3,1	2,8	2,5	2	2	3	6	2020	1,9
Tranche supérieure	2,4 w	2,3 w	1,9 w	497 t	566 t	679 t			
77 Chili	1,9	1,7	1,4	12	13	14	20	2000	1,6
78 Brésil	2,5	2,3	2,0	133	150	179	293	2010	1,8
79 Portugal	-0,2	1,0	0,6	10	11	11	13	2010	1,3
80 Malaisie	2,6	2,4	2,1	15	17	21	33	2005	1,8
81 Panama	2,8	2,3	1,6	2	2	3	4	2000	1,7
82 Uruguay	0,6	0,5	0,7	3	3	3	4	2000	1,3
83 Mexique	3,3	2,9	2,3	77	89	110	196	2010	1,9
84 Corée, Rép. de	2,2	1,5	1,4	40	44	49	66	2000	1,6
85 Yougoslavie	0,9	0,8	0,6	23	24	25	29	2010	1,3
86 Argentine	1,5	1,6	1,3	30	33	37	53	2020	1,5
87 Afrique du Sud	2,3	2,4	2,5	32	36	45	94	2025	1,8
88 Algérie	3,0	3,1	3,3	21	26	34	81	2025	1,9
89 Venezuela	3,5	3,3	2,6	17	20	24	39	2005	1,8
90 Grèce	0,5	1,0	0,4	10	10	11	12	2000	1,2
91 Israël	3,1	2,2	1,7	4	5	5	8	2005	1,6
92 Hong Kong	2,0	2,4	1,2	5	6	6	7	2010	1,4
93 Trinité-et-Tobago	1,3	1,5	1,6	1	1	1	2	2005	1,7
94 Singapour	1,8	1,3	1,0	3	3	3	3	2010	1,4
95 Iran, Rép. islamique d'	3,3	3,1	3,1	44	53	71	162	2020	1,9
96 Iraq	3,3	3,6	3,5	15	19	26	71	2025	1,9
Exportateurs de pétrole à revenu élevé	4,5 w	5,1 w	3,7 w	19 t	24 t	33 t			
97 Oman	2,9	4,5	3,0	1	1	2	5	2030	1,9
98 Libye	4,1	4,1	4,0	3	4	6	17	2025	1,9
99 Arabie saoudite	4,0	4,9	3,7	11	14	20	61	2030	1,8
100 Koweït	8,3	5,8	3,5	2	2	3	5	2010	1,8
101 Emirats arabes unis	11,8	10,7	3,8	1	2	2	3	2010	1,4
Pays industriels à économie de marché	1,0 w	0,7 w	0,5 w	733 t	755 t	789 t			
102 Espagne	1,0	1,0	0,7	39	40	43	49	2010	1,3
103 Irlande	0,8	1,3	1,0	4	4	4	6	2005	1,4
104 Italie	0,6	0,3	0,2	57	57	59	57	2010	1,1
105 Nouvelle-Zélande	1,4	0,6	0,7	3	3	4	4	2000	1,3
106 Royaume-Uni	0,4	(.)	0,1	56	57	58	59	2010	1,1
107 Belgique	0,4	0,1	0,1	10	10	10	9	2010	1,1
108 Autriche	0,4	0,0	0,1	8	8	8	7	2010	1,1
109 Pays-Bas	1,1	0,7	0,4	14	15	15	15	2010	1,2
110 France	0,8	0,5	0,5	55	57	59	64	2010	1,2
111 Japon	1,2	0,9	0,5	120	123	129	129	2010	1,1
112 Finlande	0,2	0,4	0,3	5	5	5	5	2010	1,1
113 Allemagne, Rép. féd. d'	0,7	-0,1	-0,1	61	61	60	52	2010	1,0
114 Danemark	0,7	0,2	0,0	5	5	5	5	2010	1,1
115 Australie	2,1	1,3	1,1	16	17	18	22	2010	1,4
116 Suède	0,7	0,2	0,0	8	8	8	8	2010	1,1
117 Canada	1,4	1,2	0,9	25	27	29	31	2010	1,3
118 Norvège	0,8	0,4	0,2	4	4	4	4	2010	1,1
119 Etats-Unis	1,1	1,0	0,7	237	248	263	288	2010	1,3
120 Suisse	1,2	0,1	0,1	6	6	7	6	2010	1,1
Pays d'Europe de l'Est à économie planifiée	0,8 w	0,8 w	0,6 w	389 t	406 t	430 t			
121 Hongrie	0,3	0,2	-0,1	11	11	11	11	2010	1,0
122 Pologne	0,7	0,9	0,7	37	39	41	49	2000	1,3
123 Albanie	2,6	2,0	1,8	3	3	4	6	2005	1,7
124 Bulgarie	0,6	0,3	0,2	9	9	9	10	2010	1,1
125 Tchécoslovaquie	0,3	0,5	0,3	15	16	16	19	2010	1,2
126 Allemagne, Rép. dém. d'	0,0	-0,1	0,0	17	17	17	17	2010	1,1
127 Roumanie	1,2	0,8	0,6	23	24	25	29	2000	1,3
128 URSS	0,9	0,9	0,7	275	289	307	375	2005	1,3
Total ^b									

a. Voir dans les notes techniques les hypothèses utilisées pour ces projections. b. A l'exclusion des pays comptant moins de 1 million d'habitants.

Tableau 26. Démographie et fécondité

	Taux brut de natalité pour mille habitants		Taux brut de mortalité pour mille habitants		Variation en pourcentage :		Indice synthétique de fécondité		Pourcentage de femmes mariées en âge de procréer et utilisant des moyens de contraception ^a	
	1965	1984	1965	1984	du taux brut de natalité 1965-84	du taux brut de mortalité 1965-84	1984	2000	1970 ^b	1983 ^b
Pays à faible revenu	43 w	29 w	17 w	11 w	-31,2 w	-39,3 w	3,9 w	3,0 w		
Chine et Inde	42 w	25 w	16 w	9 w	-40,0 w	44,7 w	3,2 w	2,5 w		
Autres pays à faible revenu	46 w	42 w	21 w	16 w	-8,7 w	-25,9 w	5,9 w	4,3 w		
Afrique subsaharienne	47 w	47 w	23 w	18 w	-0,9 w	-19,7 w	6,6 w	5,5 w		
1 Ethiopie	44	41	19	24	-5,7	26,3	6,1	5,5	..	2
2 Bangladesh	47	41	22	15	-14,0	-28,8	5,7	3,7	..	25
3 Mali	50	48	27	20	-5,3	-26,7	6,5	5,9	..	1
4 Zaïre	48	45	21	15	-5,8	-28,3	6,1	4,9	..	3
5 Burkina Faso	46	47	24	21	2,2	-14,6	6,5	6,0	..	1
6 Népal	46	43	24	18	-5,6	-25,4	6,3	5,3	..	7
7 Birmanie	40	30	19	11	-24,2	-43,6	4,0	3,0	..	5
8 Malawi	56	54	27	22	-4,3	-17,0	7,6	6,4	..	1
9 Niger	48	51	29	22	6,1	-26,0	7,0	6,4	..	1
10 Tanzanie	49	50	22	16	2,6	-30,0	7,0	5,7	..	1
11 Burundi	47	47	24	19	-0,4	-24,0	6,5	5,9	..	1
12 Ouganda	49	50	19	16	2,1	-18,6	6,9	5,7	..	1
13 Togo	50	49	23	16	-2,0	-30,5	6,5	5,4	..	..
14 Rép. centrafricaine	42	34	24	17	-23,8	-32,0	5,6	5,4	..	..
15 Inde	45	33	21	12	-27,1	-41,4	4,6	2,9	12	35
16 Madagascar	44	47	21	15	6,6	-29,2	6,5	5,0	..	1
17 Somalie	50	49	26	20	-1,4	-23,7	6,8	6,2	..	1
18 Bénin	49	49	25	17	0,6	-29,3	6,5	5,4	..	18
19 Rwanda	52	52	17	19	0,8	8,4	8,0	6,7	..	1
20 Chine	39	19	13	7	-51,3	-50,4	2,3	2,1	..	71
21 Kenya	51	53	21	13	4,3	-37,4	7,9	5,6	6	17
22 Sierra Leone	48	49	33	26	1,0	-20,3	6,5	6,0	..	4
23 Haïti	38	32	18	12	-15,2	-31,3	4,5	3,3	..	7
24 Guinée	46	47	30	26	1,3	-12,0	6,0	5,6	..	1
25 Ghana	49	46	20	14	-3,1	-29,5	6,4	4,7	..	10
26 Sri Lanka	33	26	8	6	-21,1	-25,6	3,2	2,3	6	55
27 Soudan	47	45	24	17	-3,6	-28,0	6,6	5,5	..	5
28 Pakistan	48	42	21	15	-12,5	-28,9	6,0	4,4	6	11
29 Sénégal	47	46	23	19	-2,0	-17,9	6,6	5,5	..	4
30 Afghanistan	54	..	29	..	..	..	..	..	2	..
31 Bhoutan	43	43	32	21	-0,7	-34,6	6,2	5,2	..	..
32 Tchad	40	43	26	21	6,7	-19,6	5,6	5,5	..	1
33 Kampuchea démocratique	44	..	20	..	..	..	..	..	..	..
34 RDP lao	44	42	23	19	-6,6	-15,9	6,4	5,4	..	..
35 Mozambique	49	45	27	18	-7,8	-32,2	6,3	5,7	..	1
36 Viet Nam	45	35	17	8	-22,2	-55,3	4,7	3,0	..	21
Pays à revenu intermédiaire	42 w	33 w	15 w	10 w	-19,5 w	-35,3 w	4,4 w	3,3 w		
Exportateurs de pétrole	46 w	38 w	18 w	11 w	-16,9 w	-38,8 w	5,1 w	3,8 w		
Importateurs de pétrole	38 w	29 w	13 w	9 w	-22,8 w	-32,5 w	3,8 w	2,9 w		
Afrique subsaharienne	50 w	48 w	22 w	16 w	-2,8 w	-28,7 w	6,7 w	5,5 w		
Tranche inférieure	45 w	36 w	18 w	11 w	-19,1 w	-36,7 w	4,8 w	3,6 w		
37 Mauritanie	44	45	25	19	1,5	-25,1	6,2	5,9	..	1
38 Libéria	46	49	22	17	6,1	-25,2	6,9	5,7	..	..
39 Zambie	49	48	20	15	-2,1	-26,3	6,8	5,6	..	..
40 Lesotho	42	41	18	14	-4,5	-19,7	5,8	4,7	..	5
41 Bolivie	46	43	21	15	-7,1	-29,4	6,0	4,1	..	24
42 Indonésie	43	33	20	12	-23,7	-39,2	4,2	2,8	..	50
43 Yémen, Rép. arabe du	49	48	27	21	-3,0	-23,6	6,8	5,7	..	1
44 Yémen, RDP	50	46	27	18	-6,9	-32,3	6,1	4,4	..	..
45 Côte d'Ivoire	44	45	22	14	2,4	-37,3	6,5	4,8	..	..
46 Philippines	42	33	12	8	-21,0	-35,3	4,4	3,0	2	48
47 Maroc	49	36	19	11	-26,8	-41,1	4,9	3,5	1	26
48 Honduras	50	43	17	10	-15,8	-43,5	6,2	3,8	..	27
49 El Salvador	46	39	14	7	-16,6	-50,2	5,3	3,2	..	34
50 Papouasie-Nouvelle-Guinée	43	38	20	13	-12,9	-35,1	5,4	3,9	..	5
51 Egypte, Rép. arabe d'	44	36	19	10	-17,2	-45,6	4,8	3,3	10	30
52 Nigéria	51	50	23	16	-3,4	-28,1	6,9	5,7	..	5
53 Zimbabwe	55	47	17	12	-14,2	-31,0	6,3	4,0	..	27
54 Cameroun	40	47	20	14	18,5	-28,5	6,7	5,6	..	3
55 Nicaragua	49	43	16	10	-13,3	-38,4	5,7	3,8	..	9
56 Thaïlande	43	26	12	8	-38,8	-38,7	3,3	2,3	15	63
57 Botswana	53	46	19	12	-13,3	-36,3	6,7	4,7	..	..
58 Rép. dominicaine	47	33	14	7	-29,6	-48,1	4,0	2,7	..	32
59 Pérou	45	33	17	10	-26,1	-37,3	4,3	3,0	..	41
60 Maurice	37	21	8	7	-43,5	-21,9	2,7	2,3	..	51
61 Congo, Rép. populaire du	41	45	18	12	9,3	-31,4	6,2	5,6	..	..
62 Equateur	45	36	15	7	-21,4	-50,5	4,8	3,1	..	40
63 Jamaïque	38	28	9	6	-28,5	-33,3	3,3	2,3	..	51
64 Guatemala	46	41	16	10	-10,8	-40,6	5,8	3,6	..	25
65 Turquie	41	30	14	9	-26,6	-41,0	3,9	2,6	32	38

Nota: Les notes techniques indiquent ce que recouvrent les chiffres et dans quelle mesure ils sont comparables.

	Taux brut de natalité pour mille habitants		Taux brut de mortalité pour mille habitants		Variation en pourcentage :		Indice synthétique de fécondité		Pourcentage de femmes mariées en âge de procréer et utilisant des moyens de contraception ^a	
	1965	1984	1965	1984	du taux brut de natalité	du taux brut de mortalité	1984	2000	1970 ^b	1983 ^b
					1965-84	1965-84				
66 Costa Rica	45	29	8	4	-35,9	-47,4	3,3	2,3	..	65
67 Paraguay	41	31	11	7	-25,9	-38,0	4,0	2,6	..	35
68 Tunisie	44	32	18	9	-27,1	-48,4	4,6	3,0	10	41
69 Colombie	45	28	15	7	-39,0	-50,5	3,4	2,5	34	55
70 Jordanie	48	46	18	8	-4,8	-56,0	7,4	5,2	22	26
71 Rép. arabe syrienne	48	45	16	8	-5,9	-49,2	6,8	4,0	..	23
72 Angola	49	47	29	22	-3,8	-25,9	6,4	5,9	..	..
73 Cuba	34	17	8	6	-50,9	-25,0	2,0	2,0	..	79
74 Corée, Rép. dém. de	39	30	12	6	-23,9	-49,6	3,8	2,6	..	..
75 Liban	41	..	13	..	..	..	..	..	53	..
76 Mongolie	42	35	12	8	-15,5	-35,0	4,9	3,3	..	..
Tranche supérieure	37 w	30 w	12 w	8 w	-20,5 w	-32,5 w	4,0 w	2,9 w		
77 Chili	32	21	11	6	-34,4	-41,7	2,5	2,1	..	43
78 Brésil	39	30	11	8	-24,6	-30,6	3,6	2,6	..	50
79 Portugal	23	14	10	10	-37,4	-7,7	2,0	2,0	..	66
80 Malaisie	41	30	12	6	-26,1	-46,8	3,7	2,4	33	42
81 Panama	40	27	9	5	-33,5	-40,9	3,3	2,1	..	61
82 Uruguay	21	18	10	9	-15,5	-3,0	2,5	2,1	..	..
83 Mexique	45	33	11	7	-25,5	-38,8	4,4	2,7	..	48
84 Corée, Rép. de	36	20	11	6	-43,8	-46,7	2,5	2,1	25	58
85 Yougoslavie	21	16	9	9	-21,9	5,7	2,1	2,1	59	55
86 Argentine	22	24	9	9	8,8	0,0	3,3	2,5	..	..
87 Afrique du Sud	41	38	19	13	-9,2	-31,1	4,9	3,5	..	..
88 Algérie	50	42	18	11	-16,6	-42,9	6,4	4,1	..	7
89 Venezuela	43	32	9	5	-26,8	-43,5	3,9	2,4	..	49
90 Grèce	18	13	8	9	-27,7	12,7	2,1	2,1	..	..
91 Israël	26	23	6	7	-12,7	7,9	3,0	2,2	..	..
92 Hong Kong	28	14	6	5	-49,1	-17,2	1,8	2,0	42	80
93 Trinité-et-Tobago	33	26	7	7	-21,2	-2,8	2,8	2,2	44	52
94 Singapour	31	17	6	6	-43,6	0,0	1,7	1,9	60	71
95 Iran, Rép. islamique d'	50	41	17	9	-19,2	-45,3	5,6	4,2	3	23
96 Iraq	49	45	18	10	-8,7	-42,3	6,7	5,1	14	..
Exportateurs de pétrole à revenu élevé	49 w	42 w	19 w	8 w	-14,2 w	-56,0 w	6,9 w	5,1 w		
97 Oman	50	45	24	14	-11,0	-43,0	6,8	4,5	..	..
98 Libye	49	46	18	11	-7,4	-40,2	7,2	5,4	..	..
99 Arabie saoudite	49	43	20	9	-12,4	-58,0	7,1	5,6	..	..
100 Koweït	47	35	8	3	-25,2	-56,9	5,4	2,9	..	..
101 Emirats arabes unis	41	30	15	3	-26,5	-79,1	5,9	3,6	..	..
Pays industriels à économie de marché	19 w	14 w	10 w	9 w	-28,6 w	-7,3 w	1,8 w	2,0 w		
102 Espagne	21	13	8	7	-36,5	-11,9	2,1	2,1	..	51
103 Irlande	22	19	12	9	-14,0	-19,1	2,7	2,2	..	..
104 Italie	19	10	10	9	-46,1	-7,0	1,6	1,9	..	78
105 Nouvelle-Zélande	23	18	9	8	-21,8	-6,9	2,2	2,1	..	..
106 Royaume-Uni	18	13	12	12	-28,8	0,0	1,8	2,0	69	77
107 Belgique	17	12	12	11	-29,1	-9,0	1,6	1,9	..	85
108 Autriche	18	12	13	12	-34,6	-10,8	1,6	1,9	..	..
109 Pays-Bas	20	12	8	8	-39,2	3,8	1,5	1,8	..	75
110 France	18	14	11	10	-22,5	-12,5	1,9	2,0	64	79
111 Japon	19	13	7	7	-32,6	-2,8	1,8	2,0	56	56
112 Finlande	17	13	10	9	-21,6	-5,2	1,7	1,9	77	80
113 Allemagne, Rép. féd. d'	18	10	12	11	-46,3	-1,7	1,4	1,8	..	..
114 Danemark	18	10	10	11	-43,9	10,9	1,4	1,8	67	63
115 Australie	20	16	9	7	-20,9	-19,3	2,0	2,0	..	..
116 Suède	16	11	10	11	-28,9	7,9	1,6	1,9	..	78
117 Canada	21	15	8	7	-29,6	-7,9	1,7	1,9	..	..
118 Norvège	16	12	10	10	-25,5	7,4	1,7	1,9	..	71
119 Etats-Unis	19	16	9	9	-19,1	-7,4	1,8	2,0	65	76
120 Suisse	19	12	10	9	-39,8	-4,2	1,5	1,9	..	70
Pays d'Europe de l'Est à économie planifiée	18 w	19 w	8 w	11 w	-5,7 w	32,9 w	2,3 w	2,1 w		
121 Hongrie	13	12	11	14	-10,7	29,2	1,7	1,9	67	74
122 Pologne	17	19	7	10	9,2	29,7	2,3	2,1	60	75
123 Albanie	35	26	9	6	-31,6	-27,1	3,4	2,3	..	..
124 Bulgarie	15	14	8	11	-10,5	37,8	2,0	2,1	..	76
125 Tchécoslovaquie	16	15	10	12	-10,4	18,0	2,0	2,1	..	95
126 Allemagne, Rép. dém. d'	17	14	14	13	-17,0	-1,5	1,8	2,0	..	..
127 Roumanie	15	14	9	10	-4,7	20,9	2,2	2,1	..	58
128 URSS	18	20	7	11	8,9	47,9	2,3	2,1	..	..

a. Les chiffres comprennent les femmes dont le mari utilise des moyens de contraception. Voir notes techniques. b. Les chiffres en italique se rapportent à des années ou des périodes autres que celles qui sont indiquées. Voir notes techniques.

Tableau 27. Espérance de vie et indicateurs divers

	Espérance de vie à la naissance (années)				Taux de mortalité infantile (enfants de moins de 1 an)		Taux de mortalité juvénile (enfants de 1 à 4 ans)	
	Hommes		Femmes		1965	1984	1965	1984
	1965	1984	1965	1984				
Pays à faible revenu	49 w	60 w	51 w	61 w	125 w	72 w	19 w	9 w
Chine et Inde	51 w	63 w	53 w	64 w	115 w	59 w	16 w	6 w
Autres pays à faible revenu	44 w	50 w	45 w	52 w	147 w	114 w	27 w	18 w
Afrique subsaharienne	41 w	47 w	43 w	50 w	155 w	129 w	36 w	26 w
1 Ethiopie	42	43	43	46	166	172	37	39
2 Bangladesh	45	50	44	51	153	124	24	18
3 Mali	37	44	39	48	207	176	47	44
4 Zaïre	42	49	45	53	142	103	30	20
5 Burkina Faso	40	44	42	46	195	146	52	30
6 Népal	40	47	39	46	184	135	30	20
7 Birmanie	46	57	49	60	125	67	21	7
8 Malawi	38	44	40	46	201	158	55	36
9 Niger	35	42	38	45	181	142	46	29
10 Tanzanie	41	50	44	53	138	111	29	22
11 Burundi	42	46	45	49	143	120	38	24
12 Ouganda	43	49	47	53	122	110	26	21
13 Togo	40	50	43	53	156	98	36	12
14 Rép. centrafricaine	40	47	41	50	169	138	47	27
15 Inde	46	56	44	55	151	90	23	11
16 Madagascar	41	51	44	54	...	110	...	22
17 Somalie	36	44	40	47	166	153	37	33
18 Bénin	41	47	43	51	168	116	52	19
19 Rwanda	47	46	51	49	141	128	35	26
20 Chine	55	68	59	70	90	36	11	2
21 Kenya	43	52	46	56	113	92	25	16
22 Sierra Leone	32	38	33	39	221	176	69	44
23 Haïti	46	53	47	57	138	124	37	22
24 Guinée	34	38	36	39	197	176	53	44
25 Ghana	45	51	49	55	123	95	25	11
26 Sri Lanka	63	68	64	72	63	37	6	2
27 Soudan	39	46	41	50	161	113	37	18
28 Pakistan	46	52	44	50	150	116	23	16
29 Sénégal	40	45	42	48	172	138	42	27
30 Afghanistan	34	...	35	...	223	...	39	...
31 Bhoutan	34	44	32	43	184	135	30	20
32 Tchad	39	43	41	45	184	139	47	27
33 Kampuchea démocratique	43	...	45	...	135	...	19	...
34 RDP lao	39	43	42	46	196	153	34	24
35 Mozambique	36	45	39	48	172	125	31	22
36 Viet Nam	47	63	50	67	89	50	8	4
Pays à revenu intermédiaire	51 w	59 w	54 w	63 w	115 w	72 w	18 w	8 w
Exportateurs de pétrole	47 w	56 w	50 w	60 w	138 w	89 w	22 w	12 w
Importateurs de pétrole	55 w	62 w	58 w	67 w	97 w	57 w	15 w	5 w
Afrique subsaharienne	41 w	49 w	44 w	52 w	168 w	107 w	33 w	19 w
Tranche inférieure	47 w	56 w	50 w	60 w	133 w	83 w	22 w	11 w
37 Mauritanie	39	45	42	48	171	133	41	25
38 Libéria	40	48	44	52	172	128	32	23
39 Zambie	42	50	46	53	123	85	29	15
40 Lesotho	47	52	50	56	143	107	20	14
41 Bolivie	42	51	46	54	161	118	37	20
42 Indonésie	43	53	45	56	138	97	20	12
43 Yémen, Rép. arabe du	37	44	38	46	200	155	55	35
44 Yémen, RDP	37	46	39	48	194	146	52	31
45 Côte d'Ivoire	43	51	45	54	176	106	37	15
46 Philippines	54	61	57	65	73	49	11	4
47 Maroc	48	57	51	61	147	91	32	10
48 Honduras	48	59	51	63	131	77	24	7
49 El Salvador	52	63	56	68	120	66	20	5
50 Papouasie-Nouvelle-Guinée	44	51	44	54	143	69	23	7
51 Egypte, Rép. arabe d'	47	59	50	62	173	94	21	11
52 Nigéria	40	48	43	51	179	110	33	21
53 Zimbabwe	46	55	49	59	104	77	15	7
54 Cameroun	44	53	47	56	145	92	34	10
55 Nicaragua	49	58	51	62	123	70	24	6
56 Thaïlande	53	62	58	66	90	44	11	3
57 Botswana	46	55	49	61	108	72	21	11
58 Rép. dominicaine	52	62	56	66	111	71	14	6
59 Pérou	49	58	52	61	131	95	24	11
60 Maurice	59	62	63	69	64	26	9	1
61 Congo, Rép. populaire du	48	55	51	59	121	78	19	7
62 Equateur	54	63	57	67	113	67	22	5
63 Jamaïque	63	71	67	76	51	20	4	1
64 Guatemala	48	58	50	62	114	66	16	5
65 Turquie	52	61	55	66	157	86	35	9

Note : Les notes techniques indiquent ce que recouvrent les chiffres et dans quelle mesure ils sont comparables.

	Espérance de vie à la naissance (années)				Taux de mortalité infantile (enfants de moins de 1 an)		Taux de mortalité juvénile (enfants de 1 à 4 ans)	
	Hommes		Femmes		1965	1984	1965	1984
	1965	1984	1965	1984				
66 Costa Rica	63	71	66	76	72	19	8	(.)
67 Paraguay	56	64	60	68	74	44	7	2
68 Tunisie	50	60	51	64	147	79	30	8
69 Colombie	53	63	59	67	99	48	8	3
70 Jordanie	49	62	51	66	117	50	19	3
71 Rép. arabe syrienne	51	62	54	65	116	55	19	4
72 Angola	34	42	37	44	193	144	52	30
73 Cuba	65	73	69	77	38	16	4	(.)
74 Corée, Rép. dém. de	55	65	58	72	64	28	6	2
75 Liban	60	..	64	..	57	..	4	..
76 Mongolie	55	61	58	65	89	50	11	4
Tranche supérieure	56 w	63 w	60 w	68 w	91 w	56 w	13 w	5 w
77 Chili	56	67	62	73	110	22	14	1
78 Brésil	55	62	59	67	104	68	14	6
79 Portugal	61	71	68	77	69	19	6	1
80 Malaisie	56	66	59	71	57	28	5	2
81 Panama	62	70	64	73	59	25	4	1
82 Uruguay	65	71	72	75	47	29	3	1
83 Mexique	58	64	61	69	84	51	9	3
84 Corée, Rép. de	55	65	58	72	64	28	6	2
85 Yougoslavie	64	66	68	73	72	28	7	2
86 Argentine	63	67	69	74	59	34	4	1
87 Afrique du Sud	45	52	48	56	124	79	22	7
88 Algérie	49	59	51	62	155	82	34	8
89 Venezuela	60	66	64	73	67	38	6	2
90 Grèce	69	72	72	78	37	16	2	1
91 Israël	70	73	73	77	29	14	2	(.)
92 Hong Kong	64	73	71	79	28	10	2	(.)
93 Trinité-et-Tobago	63	67	67	72	43	22	3	1
94 Singapour	63	70	68	75	28	10	1	(.)
95 Iran, Rép. islamique d'	52	61	52	61	150	112	32	17
96 Iraq	50	58	53	62	121	74	21	7
Exportateurs de pétrole à revenu élevé	47 w	61 w	50 w	64 w	141 w	65 w	34 w	6 w
97 Oman	40	52	42	55	175	110	43	17
98 Libye	48	57	51	61	140	91	29	10
99 Arabie saoudite	47	60	49	64	148	61	38	4
100 Koweït	61	69	64	74	43	22	5	1
101 Emirats arabes unis	57	70	61	74	104	36	14	1
Pays industriels à économie de marché	68 w	73 w	74 w	79 w	24 w	9 w	1 w	(.) w
102 Espagne	68	74	73	80	38	10	3	(.)
103 Irlande	69	71	73	76	27	10	1	(.)
104 Italie	68	74	73	79	38	12	3	(.)
105 Nouvelle-Zélande	68	71	74	77	20	12	1	(.)
106 Royaume-Uni	68	72	74	78	20	10	1	(.)
107 Belgique	68	72	74	78	24	11	1	(.)
108 Autriche	66	70	73	77	30	11	2	(.)
109 Pays-Bas	71	73	76	80	14	8	1	(.)
110 France	68	74	75	80	22	9	1	(.)
111 Japon	68	75	73	80	21	6	1	(.)
112 Finlande	66	72	73	79	17	6	1	(.)
113 Allemagne, Rép. féd. d'	67	72	73	78	26	10	1	(.)
114 Danemark	71	72	75	78	19	8	1	(.)
115 Australie	68	73	74	79	19	9	1	(.)
116 Suède	72	74	76	80	13	7	1	(.)
117 Canada	69	72	75	80	24	9	1	(.)
118 Norvège	71	74	76	80	17	8	1	(.)
119 Etats-Unis	67	72	74	80	25	11	1	(.)
120 Suisse	69	73	75	80	18	8	1	(.)
Pays d'Europe de l'Est à économie planifiée	66 w	66 w	73 w	71 w	31 w	19 w	2 w	(.) w
121 Hongrie	67	67	72	74	42	19	3	1
122 Pologne	66	67	72	76	46	19	3	1
123 Albanie	64	67	67	73	87	43	10	3
124 Bulgarie	66	68	72	74	35	17	2	1
125 Tchécoslovaquie	64	66	73	74	23	15	1	1
126 Allemagne, Rép. dém. d'	67	68	73	75	27	11	1	(.)
127 Roumanie	66	69	70	74	53	25	1	1
128 URSS	65	65	74	74	30	..	2	..

Tableau 28. Indicateurs relatifs à la santé

	Nombre d'habitants par :				Apport journalier de calories par habitant	
	Médecin		Infirmier (ère)		Total	En pourcentage des besoins
	1965 ^a	1981 ^a	1965 ^a	1981 ^a		
Pays à faible revenu	8.357 w	5.375 w	5.037 w	3.920 w	2.336 w	102 w
Chine et Inde	4.218 w	2.096 w	4.443 w	2.917 w	2.415 w	105 w
Autres pays à faible revenu	26.631 w	17.234 w	7.951 w	7.546 w	2.275 w	102 w
Afrique subsaharienne	38.649 w	42.670 w	5.714 w	3.022 w	2.084 w	90 w
1 Ethiopie	70.190	88.120	5.970	5.000	2.162	93
2 Bangladesh	..	9.010	..	19.400	1.864	81
3 Mali	49.010	25.380	3.200	2.320	1.597	68
4 Zaïre	39.050	..	..	..	2.136	96
5 Burkina Faso	74.110	49.280	4.170	3.070	2.014	85
6 Népal	46.180	30.060	..	33.430	2.047	93
7 Birmanie	11.660	4.660	11.410	4.890	2.534	117
8 Malawi	46.900	52.960	49.240	2.980	2.200	95
9 Niger	71.440	..	6.210	..	2.271	97
10 Tanzanie	21.840	..	2.100	..	2.271	98
11 Burundi	54.930	..	7.310	..	2.378	102
12 Ouganda	11.080	22.180	3.130	2.000	2.351	101
13 Togo	24.980	18.550	4.990	1.640	2.156	94
14 Rép. centrafricaine	44.490	23.090	3.000	2.120	2.048	91
15 Inde	4.860	2.610	6.500	4.670	2.115	96
16 Madagascar	9.900	9.940	3.620	1.090	2.543	112
17 Somalie	35.060	15.630	3.630	2.550	2.063	89
18 Bénin	28.790	16.980	2.540	1.660	1.907	83
19 Rwanda	74.170	29.150	7.450	10.260	2.276	98
20 Chine	3.780	1.730	3.040	1.670	2.620	111
21 Kenya	13.450	7.540	1.860	990	1.919	83
22 Sierra Leone	17.690	17.670	4.700	2.110	2.082	91
23 Haïti	12.580	..	12.870	..	1.887	83
24 Guinée	54.610	..	4.750	..	1.939	84
25 Ghana	12.040	6.760	3.710	630	1.516	66
26 Sri Lanka	5.750	7.620	3.210	1.260	2.348	106
27 Soudan	23.500	9.070	3.360	1.440	2.122	90
28 Pakistan	3.160	3.320	9.900	5.870	2.205	95
29 Sénégal	21.130	13.060	2.640	1.990	2.436	102
30 Afghanistan	15.770	..	24.450	..	..	..
31 Bhoutan	..	18.160	..	7.960	..	..
32 Tchad	73.040	..	13.620	..	1.620	68
33 Kampuchea démocratique	22.500	..	3.670	..	..	..
34 RDP lao	26.510	..	5.320	..	1.992	90
35 Mozambique	21.560	33.340	5.370	5.610	1.668	71
36 Viet Nam	..	4.310	..	1.040	2.017	93
Pays à revenu intermédiaire	11.192 w	4.764 w	3.526 w	1.474 w	2.611 w	110 w
Exportateurs de pétrole	20.085 w	6.587 w	5.454 w	1.684 w	2.512 w	109 w
Importateurs de pétrole	3.943 w	2.902 w	1.876 w	1.273 w	2.692 w	111 w
Afrique subsaharienne	35.741 w	8.445 w	4.876 w	2.208 w	2.066 w	89 w
Tranche inférieure	18.215 w	8.235 w	4.783 w	1.783 w	2.448 w	106 w
37 Mauritanie	36.580	..	..	..	2.252	97
38 Libéria	12.450	8.550	2.300	2.940	2.367	102
39 Zambie	11.390	7.110	5.820	1.660	1.929	84
40 Lesotho	22.930	..	4.700	..	2.376	104
41 Bolivie	3.310	1.950	3.990	..	1.954	82
42 Indonésie	31.820	11.320	9.500	..	2.380	110
43 Yémen, Rép. arabe du	58.240	7.070	..	3.440	2.226	92
44 Yémen, RDP	12.870	7.120	1.850	820	2.254	94
45 Côte d'Ivoire	20.690	..	1.850	..	2.576	112
46 Philippines	1.310	2.150	1.130	2.590	2.357	104
47 Maroc	12.120	17.230	2.290	900	2.544	105
48 Honduras	5.450	..	1.540	..	2.135	94
49 El Salvador	4.630	3.220	1.300	..	2.060	90
50 Papouasie-Nouvelle-Guinée	12.520	16.070	620	960	2.109	79
51 Egypte, Rép. arabe d'	2.260	800	2.030	790	3.163	126
52 Nigéria	44.990	10.540	5.780	2.420	2.022	86
53 Zimbabwe	5.190	6.650	990	1.000	1.956	82
54 Cameroun	29.720	..	1.970	..	2.031	88
55 Nicaragua	2.490	2.290	1.390	590	2.268	101
56 Thaïlande	7.230	6.770	5.020	2.140	2.330	105
57 Botswana	22.090	9.250	16.210	700	2.152	93
58 Rép. dominicaine	1.720	1.390	1.640	1.240	2.368	105
59 Pérou	1.620	..	880	..	1.997	85
60 Maurice	3.850	1.730	1.990	570	2.675	118
61 Congo, Rép. populaire du	14.210	..	950	..	2.425	109
62 Equateur	3.020	..	2.320	..	2.043	89
63 Jamaïque	1.930	..	340	..	2.493	111
64 Guatemala	3.830	..	8.250	1.360	2.071	95
65 Turquie	2.860	1.500	2.290	1.240	3.100	123

Note : Les notes techniques indiquent ce que recouvrent les chiffres et dans quelle mesure ils sont comparables.

	Nombre d'habitants par :				Apport journalier de calories par habitant	
	Médecin		Infirmier (ère)		Total 1983	En pourcentage des besoins 1983
	1965 ^a	1981 ^a	1965 ^a	1981 ^a		
66 Costa Rica	2.040	...	630	...	2.556	114
67 Paraguay	1.840	1.310	1.550	650	2.811	122
68 Tunisie	8.040	3.620	1.150	950	2.889	121
69 Colombie	2.530	...	890	...	2.546	110
70 Jordanie	4.670	1.170	1.810	1.170	2.882	117
71 Rép. arabe syrienne	4.050	2.160	11.760	1.370	3.156	127
72 Angola	12.000	...	3.820	...	2.041	87
73 Cuba	1.150	600	820	...	2.914	126
74 Corée, Rép. dém. de	...	...	...	...	2.968	127
75 Liban	1.240	...	2.500	...	...	...
76 Mongolie	710	440	310	240	2.841	117
Tranche supérieure	2.473 w	1.374 w	1.914 w	975 w	2.830 w	116 w
77 Chili	2.080	950	600	...	2.574	105
78 Brésil	2.180	1.200	1.550	1.140	2.533	106
79 Portugal	1.170	450	1.160	...	3.046	124
80 Malaisie	6.220	3.920	1.320	1.390	2.477	111
81 Panama	2.170	1.010	680	...	2.275	98
82 Uruguay	870	510	590	...	2.647	99
83 Mexique	2.060	1.140	950	...	2.934	126
84 Corée, Rép. de	2.740	1.440	2.990	350	2.765	118
85 Yougoslavie	1.190	670	850	300	3.575	141
86 Argentine	640	...	610	...	3.159	119
87 Afrique du Sud	2.050	...	500	...	2.897	118
88 Algérie	8.400	...	11.770	...	2.750	115
89 Venezuela	1.270	930	560	...	2.451	99
90 Grèce	710	390	600	370	3.601	144
91 Israël	410	400	300	130	3.110	121
92 Hong Kong	2.400	1.260	1.220	800	2.787	122
93 Trinité-et-Tobago	3.820	1.390	560	390	3.120	129
94 Singapour	1.910	1.100	600	340	2.636	115
95 Iran, Rép. islamique d'	3.770	2.630	4.170	1.160	2.855	118
96 Iraq	4.970	1.790	2.910	2.250	2.840	118
Exportateurs de pétrole à revenu élevé	8.836 w	1.408 w	4.626 w	573 w	3.345 w	...
97 Oman	23.790	1.680	6.380	440	...	...
98 Libye	3.970	660	850	360	3.651	155
99 Arabie saoudite	9.400	1.800	6.060	730	3.244	134
100 Koweït	830	600	270	180	3.369	...
101 Emirats arabes unis	...	720	...	390	3.407	...
Pays industriels à économie de marché	867 w	554 w	425 w	177 w	3.352 w	130 w
102 Espagne	810	360	1.220	280	3.237	132
103 Irlande	960	780	170	120	3.579	143
104 Italie	1.850	750	790	250	3.521	140
105 Nouvelle-Zélande	820	590	980	110	3.493	132
106 Royaume-Uni	860	680	200	120	3.226	128
107 Belgique	700	380	590	130	3.705	140
108 Autriche	720	580	350	170	3.479	132
109 Pays-Bas	860	480	270	...	3.477	129
110 France	890	460	...	110	3.514	139
111 Japon	970	740	410	210	2.653	113
112 Finlande	1.290	460	180	100	3.077	114
113 Allemagne, Rép. féd. d'	680	420	500	170	3.475	130
114 Danemark	740	420	190	140	3.525	131
115 Australie	720	500	110	100	3.068	115
116 Suède	910	410	310	100	3.115	116
117 Canada	770	510	190	120	3.459	130
118 Norvège	800	460	340	70	3.088	115
119 Etats-Unis	640	500	310	180	3.623	137
120 Suisse	750	390	270	130	3.472	129
Pays d'Europe de l'Est à économie planifiée	564 w	329 w	300 w	199 w	3.409 w	132 w
121 Hongrie	630	320	240	140	3.563	135
122 Pologne	800	550	410	...	3.336	127
123 Albanie	2.100	...	550	...	2.907	121
124 Bulgarie	600	400	410	190	3.675	147
125 Tchécoslovaquie	540	350	200	130	3.555	144
126 Allemagne, Rép. dém. d'	870	490	...	...	3.718	142
127 Roumanie	740	650	400	280	3.341	126
128 URSS	480	260	280	...	3.381	132

a. Les chiffres en italique se rapportent à des années autres que celles qui sont indiquées. Voir notes techniques.

Tableau 29. Education

	Nombre d'inscrits dans l'enseignement primaire en pourcentage du groupe d'âge pertinent						Nombre d'inscrits dans l'enseignement secondaire en pourcentage du groupe d'âge pertinent		Nombre d'inscrits dans l'enseignement supérieur en pourcentage de la population âgée de 20 à 24 ans	
	Total		Garçons		Filles		1965 ^a	1983 ^a	1965 ^a	1983 ^a
	1965 ^a	1983 ^a	1965	1983 ^a	1965	1983 ^a				
Pays à faible revenu	80 w	91 w	76 w	101 w	46 w	76 w	23 w	31 w	2 w	4 w
Chine et Inde	83 w	96 w	..	109 w	..	83 w	..	35 w	2 w	4 w
Autres pays à faible revenu	44 w	74 w	57 w	76 w	31 w	56 w	9 w	20 w	1 w	2 w
Afrique subsaharienne	37 w	76 w	48 w	69 w	27 w	51 w	4 w	13 w	(.) w	1 w
1 Ethiopie	11	46	16	58	6	34	2	13	(.)	1
2 Bangladesh	49	62	67	67	31	55	13	19	1	4
3 Mali	24	24	32	30	16	18	4	7	(.)	1
4 Zaïre	70	..	95	..	45	..	5	..	(.)	1
5 Burkina Faso	12	27	16	34	8	20	1	4	(.)	1
6 Népal	20	73	36	100	4	43	5	22	1	5
7 Birmanie	71	91	76	..	65	..	15	23	1	5
8 Malawi	44	63	55	73	32	52	2	5	(.)	(.)
9 Niger	11	27	15	34	7	19	1	6	..	1
10 Tanzanie	32	87	40	91	25	84	2	3	(.)	(.)
11 Burundi	26	45	36	55	15	36	1	4	(.)	1
12 Ouganda	67	57	83	65	50	49	4	8	(.)	1
13 Togo	55	102	78	124	32	80	5	24	(.)	2
14 Rép. centrafricaine	56	77	84	98	28	51	2	16	..	1
15 Inde	74	85	89	100	57	68	27	34	5	9
16 Madagascar	65	..	70	..	59	..	8	..	1	1
17 Somalie	10	21	16	28	4	15	2	14	(.)	1
18 Bénin	34	67	48	92	21	43	3	22	(.)	2
19 Rwanda	53	62	64	64	43	60	2	2	(.)	(.)
20 Chine	89	104	..	116	..	93	24	35	(.)	1
21 Kenya	54	100	69	104	40	97	4	19	(.)	1
22 Sierra Leone	29	45	37	..	21	..	5	14	(.)	1
23 Haïti	50	69	56	74	44	64	5	13	(.)	1
24 Guinée	31	36	44	49	19	23	5	15	(.)	3
25 Ghana	69	79	82	89	57	70	13	38	1	2
26 Sri Lanka	93	101	98	103	86	99	35	56	2	4
27 Soudan	29	50	37	59	21	42	4	18	1	2
28 Pakistan	40	49	59	63	20	33	12	16	2	2
29 Sénégal	40	53	52	63	29	42	7	12	1	2
30 Afghanistan	16	..	26	..	5	..	2	..	(.)	..
31 Bhoutan	7	25	13	32	1	17	1	4	..	(.)
32 Tchad	34	38	56	55	13	21	1	6	..	(.)
33 Kampuchea démocratique	77	..	98	..	56	..	9	..	1	..
34 RDP lao	40	87	50	94	30	80	2	16	(.)	1
35 Mozambique	37	79	48	91	26	68	3	6	(.)	(.)
36 Viet Nam	..	113	..	120	..	105	..	48	..	2
Pays à revenu intermédiaire	84 w	105 w	90 w	108 w	77 w	100 w	20 w	47 w	4 w	12 w
Exportateurs de pétrole	70 w	107 w	79 w	115 w	60 w	104 w	15 w	45 w	2 w	8 w
Importateurs de pétrole	96 w	103 w	100 w	106 w	92 w	100 w	24 w	49 w	6 w	15 w
Afrique subsaharienne	45 w	98 w	54 w	106 w	35 w	90 w	5 w	22 w	(.) w	2 w
Tranche inférieure	72 w	101 w	83 w	111 w	66 w	100 w	16 w	40 w	4 w	12 w
37 Mauritanie	13	37	19	45	6	29	1	12	..	..
38 Libéria	41	76	59	95	23	57	5	23	1	2
39 Zambie	53	94	59	100	46	89	7	17	..	2
40 Lesotho	94	110	74	94	114	126	4	19	(.)	2
41 Bolivie	73	87	86	94	60	81	18	35	5	16
42 Indonésie	72	115	79	118	65	112	12	37	1	4
43 Yémen, Rép. arabe du	9	65	16	107	1	21	1	9	..	1
44 Yémen, RDP	23	67	35	97	10	36	11	19	..	..
45 Côte d'Ivoire	60	79	80	93	41	64	6	19	(.)	3
46 Philippines	113	114	115	115	111	113	41	63	19	26
47 Maroc	57	79	78	97	35	61	11	29	1	6
48 Honduras	80	101	81	101	79	100	10	33	1	10
49 El Salvador	82	69	85	69	79	69	17	24	2	12
50 Papouasie-Nouvelle-Guinée	44	61	53	68	35	55	4	11	..	2
51 Egypte, Rép. arabe d'	75	88	90	101	60	76	26	58	7	16
52 Nigéria	32	98	39	..	24	..	5	..	(.)	2
53 Zimbabwe	110	131	128	136	92	127	6	39	(.)	3
54 Cameroun	94	108	114	117	75	98	5	21	(.)	2
55 Nicaragua	69	100	68	97	69	103	14	43	2	13
56 Thaïlande	78	99	82	101	74	97	14	29	2	22
57 Botswana	65	96	59	89	71	102	3	21	..	2
58 Rép. dominicaine	87	109	87	104	87	115	12	45	2	10
59 Pérou	99	116	108	120	90	112	25	61	8	22
60 Maurice	101	112	105	112	97	112	26	51	3	1
61 Congo, Rép. populaire du	114	..	134	..	94	..	10	..	1	6
62 Equateur	91	115	94	117	88	114	17	53	3	35
63 Jamaïque	109	107	112	106	106	107	51	58	3	6
64 Guatemala	50	73	55	78	45	67	8	16	2	7
65 Turquie	101	112	118	116	83	107	16	38	4	7

Note : Les notes techniques indiquent ce que recouvrent les chiffres et dans quelle mesure ils sont comparables.

	Nombre d'inscrits dans l'enseignement primaire en pourcentage du groupe d'âge pertinent						Nombre d'inscrits dans l'enseignement secondaire en pourcentage du groupe d'âge pertinent		Nombre d'inscrits dans l'enseignement supérieur en pourcentage de la population âgée de 20 à 24 ans	
	Total		Garçons		Filles		1965 ^a	1983 ^a	1965 ^a	1983 ^a
	1965 ^a	1983 ^a	1965	1983 ^a	1965	1983 ^a				
66 Costa Rica	106	102	107	103	105	100	24	44	6	26
67 Paraguay	102	103	109	107	96	99	13	36	4	
68 Tunisie	91	113	116	125	65	102	16	33	2	5
69 Colombie	84	120	83	119	8	122	17	49	3	13
70 Jordanie	95	100	105	101	83	98	38	78	2	33
71 Rép. arabe syrienne	78	105	103	114	52	96	28	56	8	16
72 Angola	39		53		26		5	12	(.)	2
73 Cuba	121	108	123	111	119	105	23	74	3	20
74 Corée, Rép. dém. de										
75 Liban	106		118		93		26		14	
76 Mongolie	98	106	98	105	97	107	66	86	8	25
Tranche supérieure	96 w	99 w	100 w	109 w	92 w	102 w	25 w	55 w	5 w	14 w
77 Chili	124	111	125	112	122	110	34	65	6	11
78 Brésil	108	102	109	106	108	99	16	42	2	11
79 Portugal	84	122	84	122	83	123	42	43	5	11
80 Malaisie	90	99	96	100	84	98	28	49	2	4
81 Panama	102	104	104	106	99	101	34	59	7	22
82 Uruguay	106	109	106	110	106	107	44	67	8	21
83 Mexique	92	119	94	120	90	117	17	55	4	15
84 Corée, Rép. de	101	103	103	104	99	102	35	89	6	24
85 Yougoslavie	106	101	108	101	103	101	65	82	13	20
86 Argentine	101	107	101	107	102	107	28	60	14	25
87 Afrique du Sud	90		91		88		15		4	
88 Algérie	68	94	81	106	53	82	7	43	1	5
89 Venezuela	94	105	93	106	94	104	27	43	7	22
90 Grèce	110	105	111	105	109	105	49	82	10	17
91 Israël	95	96	95	95	95	97	48	78	20	34
92 Hong Kong	103	106	106	107	99	104	29	68	5	12
93 Trinité-et-Tobago	93	107	97	107	90	108	36	70	2	5
94 Singapour	105	113	110	115	100	111	45	69	10	12
95 Iran, Rép. islamique d'	63	101	85	113	40	88	18	40	2	4
96 Iraq	74	106	102	113	45	99	28	53	4	10
Exportateurs de pétrole à revenu élevé	43 w	75 w	59 w	85 w	25 w	65 w	10 w	42 w	1 w	10 w
97 Oman		83		94		72		28		
98 Libye	78		111		44		14		1	11
99 Arabie saoudite	24	69	36	81	11	56	4	36	1	9
100 Koweït	116	95	129	96	103	94	52	83		14
101 Emirats arabes unis		95		94		95	22	54	(.)	6
Pays industriels à économie de marché	106 w	102 w	107 w	102 w	106 w	101 w	63 w	85 w	21 w	37 w
102 Espagne	115	111	117	112	114	110	38	90	6	24
103 Irlande	108	97	107	97	108	97	51	93	12	22
104 Italie	112	103	113	103	110	102	47	75	11	26
105 Nouvelle-Zélande	106	102	107	103	104	101	75	87	15	28
106 Royaume-Uni	92	101	92	100	92	101	66	85	12	20
107 Belgique	109	97	110	96	108	97	75	108	15	28
108 Autriche	106	99	106	100	105	98	52	74	9	25
109 Pays-Bas	104	96	104	95	104	97	61	101	17	31
110 France	134	108	135	109	133	107	56	89	18	28
111 Japon	130	100	100	100	100	100	82	94	13	30
112 Finlande	92	102	95	102	89	101	76	103	11	31
113 Allemagne, Rép. féd. d'		100		100		100		50	9	30
114 Danemark	98	101	97	100	99	101	83	105	14	29
115 Australie	99	105	99	105	99	104	62	92	16	26
116 Suède	95	98	94	98	96	99	62	85	13	39
117 Canada	105	103	106	105	104	102	56	101	26	42
118 Norvège	97	98	97	98	98	99	64	96	11	28
119 Etats-Unis		100		100		100			40	56
120 Suisse	87		87		87		37		8	23
Pays d'Europe de l'Est à économie planifiée	103 w	104 w	103 w	98 w	103 w	98 w	65 w	91 w	26 w	20 w
121 Hongrie	101	101	102	101	100	101	63	74	13	15
122 Pologne	104	101	106	101	102	100	58	75	18	16
123 Albanie	92	101	97	104	87	97	33	67	8	7
124 Bulgarie	103	100	104	100	102	100	54	85	17	16
125 Tchécoslovaquie	99	88	100	88	97	89	29	45	14	16
126 Allemagne, Rép. dém. d'	109	95	107	94	111	96	60	88	19	30
127 Roumanie	101	99	102	100	100	99	39	63	10	12
128 URSS	103	106	103		103		72	99	30	21

a. Les chiffres en italique se rapportent à des années autres que celles qui sont indiquées. Voir notes techniques

Tableau 30. Population active

	Pourcentage de la population en âge de travailler (15 à 64 ans)		Pourcentage de la population active travaillant dans :						Taux annuel moyen d'accroissement de la population active (%)		
	1965	1984	l'agriculture		l'industrie		les services		1965-73	1973-84	1980-2000
			1965	1980	1965	1980	1965	1980			
Pays à faible revenu	53 w	59 w	78 w	70 w	9 w	15 w	13 w	15 w	2,3 w	2,2 w	2,0 w
Chine et Inde	55 w	61 w	..	70 w	..	17 w	..	14 w	2,3 w	1,8 w	2,0 w
Autres pays à faible revenu	47 w	53 w	78 w	71 w	8 w	10 w	14 w	19 w	2,0 w	3,8 w	2,6 w
Afrique subsaharienne	53 w	50 w	86 w	79 w	5 w	8 w	9 w	13 w	2,2 w	2,2 w	2,8 w
1 Éthiopie	52	51	86	80	5	8	8	12	2,2	2,2	2,5
2 Bangladesh	51	53	84	75	5	6	11	19	2,3	2,6	2,4
3 Mali	53	50	90	86	1	2	8	13	2,2	1,9	2,4
4 Zaïre	52	51	82	72	9	13	9	16	1,9	2,3	2,8
5 Burkina Faso	53	52	89	87	3	4	7	9	1,6	1,4	1,7
6 Népal	56	54	94	93	2	1	4	6	1,6	2,3	2,6
7 Birmanie	57	55	64	53	13	19	23	28	1,3	1,3	2,0
8 Malawi	51	48	92	83	3	7	5	9	2,3	2,5	2,7
9 Niger	51	51	95	91	1	2	4	7	2,1	2,8	3,0
10 Tanzanie	53	50	92	86	3	5	6	10	2,6	2,6	3,2
11 Burundi	53	52	94	93	2	2	4	5	1,2	1,7	2,5
12 Ouganda	53	49	91	86	3	4	6	10	3,1	2,2	3,2
13 Togo	52	50	78	73	8	10	13	17	3,2	2,0	2,9
14 Rép. centrafricaine	57	55	89	72	3	6	8	21	1,1	1,6	2,4
15 Inde	54	56	73	70	12	13	15	17	1,8	2,1	2,1
16 Madagascar	54	50	..	88	..	3	..	9	1,9	2,0	2,9
17 Somalie	49	52	81	76	6	8	13	16	3,8	2,6	2,6
18 Bénin	52	50	83	70	5	7	12	23	2,1	2,0	2,6
19 Rwanda	51	51	94	93	2	3	3	4	2,7	2,8	3,1
20 Chine	55	64	..	69	..	19	..	12	2,6	1,6	2,0
21 Kenya	48	45	86	81	5	7	9	12	3,3	2,8	3,5
22 Sierra Leone	54	54	79	70	11	14	11	16	1,0	1,8	1,9
23 Haïti	54	55	77	70	7	8	16	22	0,7	1,6	2,0
24 Guinée	55	53	87	81	6	9	6	10	1,2	1,2	1,8
25 Ghana	52	48	61	56	15	18	24	26	1,4	1,5	3,5
26 Sri Lanka	54	60	56	53	14	14	30	33	2,0	2,1	2,2
27 Soudan	53	52	82	71	5	7	13	22	2,8	2,4	2,8
28 Pakistan	50	53	60	55	18	16	22	30	2,3	3,3	2,9
29 Sénégal	53	52	83	81	5	6	11	13	1,7	2,2	2,4
30 Afghanistan	55	..	69	..	11	..	20	..	1,9	..	..
31 Bhoutan	55	56	95	92	2	3	3	5	1,0	1,9	2,2
32 Tchad	55	56	92	83	3	5	5	12	1,6	2,3	2,3
33 Kampuchea démocratique	52	..	80	..	4	..	16	..	1,3	..	..
34 RDP lao	56	52	81	76	5	7	14	17	0,6	0,5	2,6
35 Mozambique	55	51	87	85	5	7	7	8	1,8	1,6	2,4
36 Viet Nam	..	55	79	68	6	12	15	21	..	..	2,7
Pays à revenu intermédiaire	53 w	56 w	57 w	44 w	17 w	22 w	26 w	34 w	2,2 w	2,6 w	2,3 w
Exportateurs de pétrole	52 w	53 w	61 w	49 w	14 w	19 w	24 w	32 w	2,2 w	2,6 w	2,7 w
Importateurs de pétrole	54 w	58 w	53 w	40 w	19 w	23 w	28 w	36 w	2,1 w	2,6 w	2,0 w
Afrique subsaharienne	52 w	50 w	75 w	69 w	9 w	11 w	16 w	20 w	2,0 w	2,3 w	2,8 w
Tranche inférieure	52 w	55 w	66 w	56 w	12 w	16 w	22 w	29 w	2,1 w	2,5 w	2,4 w
37 Mauritanie	52	53	90	69	3	9	7	22	1,9	2,3	2,1
38 Libéria	51	52	79	74	10	9	11	16	2,1	3,6	2,5
39 Zambie	51	49	79	73	8	10	13	17	2,3	2,1	3,1
40 Lesotho	56	53	92	86	3	4	6	10	1,7	1,8	2,3
41 Bolivie	53	53	54	46	20	20	26	34	1,8	2,5	2,9
42 Indonésie	53	56	71	57	9	13	20	30	1,9	2,3	2,1
43 Yémen, Rép. arabe du	54	51	79	69	7	9	14	22	1,0	2,1	3,2
44 Yémen, RDP	52	51	54	41	12	18	33	41	1,1	1,8	2,6
45 Côte d'Ivoire	54	53	81	65	5	8	14	27	4,2	3,9	3,3
46 Philippines	52	56	58	52	16	16	26	33	2,1	3,1	2,6
47 Maroc	50	52	62	46	15	25	24	29	1,8	2,6	3,1
48 Honduras	50	50	68	61	12	16	20	23	2,4	3,3	3,4
49 El Salvador	50	51	59	56	16	14	25	30	3,2	2,9	3,4
50 Papouasie-Nouvelle-Guinée	55	54	87	76	6	10	7	14	1,9	2,0	2,1
51 Égypte, Rép. arabe d'	54	57	55	46	14	20	30	34	2,1	2,5	2,5
52 Nigéria	51	49	72	68	10	12	18	20	1,7	2,0	3,1
53 Zimbabwe	51	45	79	53	8	13	13	34	2,7	1,5	3,4
54 Cameroun	55	50	87	70	4	8	9	22	1,9	1,8	3,0
55 Nicaragua	48	50	57	47	16	16	27	38	3,0	3,2	3,7
56 Thaïlande	50	59	82	70	5	10	13	20	2,4	3,0	1,9
57 Botswana	50	48	89	70	4	13	7	17	2,2	4,2	2,9
58 Rép. dominicaine	48	55	59	46	13	16	27	39	2,7	3,3	3,0
59 Pérou	51	56	50	40	19	18	31	42	2,4	2,9	2,9
60 Maurice	52	62	37	28	25	24	38	48	2,8	2,3	2,1
61 Congo, Rép. populaire du	55	51	66	62	11	12	23	26	1,9	1,9	3,7
62 Équateur	50	53	55	39	19	20	26	42	3,1	2,9	3,0
63 Jamaïque	51	56	37	33	20	18	43	49	0,7	2,3	2,5
64 Guatemala	50	53	64	57	15	17	21	26	2,7	2,8	2,9
65 Turquie	53	58	75	58	11	17	14	25	1,8	2,0	2,2

Note : Les notes techniques indiquent ce que recouvrent les chiffres et dans quelle mesure ils sont comparables.

	Pourcentage de la population en âge de travailler (15 à 64 ans)		Pourcentage de la population active travaillant dans :						Taux annuel moyen d'accroissement de la population active (%)		
	1965	1984	l'agriculture		l'industrie		les services		1965-73	1973-84	1980-2000
			1965	1980	1965	1980	1965	1980			
66 Costa Rica	49	59	47	31	19	23	34	46	3,7	3,8	2,8
67 Paraguay	50	55	55	49	20	21	25	31	2,5	3,3	3,0
68 Tunisie	50	56	49	35	21	36	29	29	1,3	2,9	2,9
69 Colombie	49	59	45	34	21	24	34	42	3,1	2,8	2,5
70 Jordanie	51	48	36	10	26	26	37	64	2,6	1,6	4,7
71 Rép. arabe syrienne	46	49	52	32	20	32	28	36	3,1	3,4	3,9
72 Angola	54	52	79	74	8	10	13	17	1,5	2,6	2,7
73 Cuba	59	65	33	24	25	29	41	48	1,0	2,2	1,7
74 Corée, Rép. dém. de	52	57	57	43	23	30	20	27	2,6	3,0	2,7
75 Liban	51	..	28	..	25	..	47	..	2,5	..	..
76 Mongolie	54	55	55	40	20	21	25	39	2,2	2,6	3,0
Tranche supérieure	54 w	58 w	45 w	29 w	23 w	29 w	32 w	42 w	2,3 w	2,6 w	2,2 w
77 Chili	56	63	27	16	29	25	44	58	1,3	2,5	2,1
78 Brésil	53	58	48	31	20	27	31	42	2,5	3,0	2,3
79 Portugal	62	64	38	26	31	37	32	38	0,1	0,9	0,7
80 Malaisie	50	58	59	42	13	19	28	39	2,9	3,2	2,9
81 Panama	51	57	46	32	16	18	38	50	3,3	2,6	2,2
82 Uruguay	63	63	20	16	29	29	51	55	0,3	0,5	0,9
83 Mexique	49	53	50	37	22	29	29	34	3,1	3,2	3,2
84 Corée, Rép. de	53	64	56	36	14	27	30	37	2,9	2,7	1,9
85 Yougoslavie	63	67	57	32	26	33	17	34	0,7	0,5	0,6
86 Argentine	63	61	18	13	34	34	48	53	1,4	1,1	1,5
87 Afrique du Sud	54	56	32	17	30	35	38	49	2,7	3,0	2,3
88 Algérie	50	49	57	31	16	27	26	42	1,6	3,6	4,1
89 Venezuela	49	55	30	16	24	28	47	56	3,5	3,9	3,4
90 Grèce	65	64	47	31	24	29	29	40	0,1	0,9	0,5
91 Israël	59	59	12	6	35	32	53	62	3,2	2,3	2,2
92 Hong Kong	56	68	6	2	53	51	41	47	3,5	3,7	1,1
93 Trinité-et-Tobago	53	61	20	10	35	39	45	51	2,0	2,3	2,2
94 Singapour	53	67	5	2	27	38	68	61	3,4	2,2	1,1
95 Iran, Rép. islamique d'	50	52	49	36	26	33	25	31	3,1	3,0	3,6
96 Iraq	51	50	50	31	20	22	30	48	2,9	3,1	3,8
Exportateurs de pétrole à revenu élevé	52 w	55 w	56 w	36 w	15 w	21 w	28 w	44 w	4,0 w	5,6 w	3,4 w
97 Oman	53	53	62	50	15	22	23	28	0,0	0,0	0,0
98 Libye	53	52	40	18	21	30	39	53	3,6	4,1	4,1
99 Arabie saoudite	53	54	68	49	11	14	21	37	3,9	5,9	3,2
100 Koweït	60	57	2	2	34	32	64	67	5,3	6,9	3,1
101 Emirats arabes unis	..	67	20	5	32	38	47	57	..	..	..
Pays industriels à économie de marché	63 w	67 w	14 w	7 w	38 w	35 w	48 w	58 w	1,2 w	1,2 w	0,7 w
102 Espagne	64	64	34	17	35	37	32	46	0,4	1,3	0,8
103 Irlande	57	59	31	19	28	34	41	48	0,5	1,4	1,5
104 Italie	66	67	24	12	42	41	34	48	0,0	0,7	0,3
105 Nouvelle-Zélande	59	65	13	11	36	33	51	56	2,0	1,3	1,1
106 Royaume-Uni	65	65	3	3	47	38	50	59	0,2	0,5	0,2
107 Belgique	63	67	6	3	46	36	48	61	0,5	0,7	0,2
108 Autriche	63	66	19	9	45	41	36	50	-0,2	1,0	0,3
109 Pays-Bas	62	68	9	6	41	32	50	63	1,4	1,4	0,5
110 France	62	66	17	9	39	35	43	56	0,7	1,1	0,7
111 Japon	67	68	26	11	32	34	42	55	1,7	1,1	0,7
112 Finlande	65	67	23	12	36	35	41	53	0,5	0,5	0,5
113 Allemagne, Rép. féd. d'	65	69	10	6	48	44	42	50	0,3	0,8	-0,1
114 Danemark	65	66	14	7	37	32	49	61	0,8	0,6	0,3
115 Australie	62	66	10	7	38	32	52	61	2,5	1,7	1,3
116 Suède	66	65	11	6	43	33	46	62	0,7	0,4	0,3
117 Canada	59	68	10	5	33	29	57	65	2,7	2,0	1,1
118 Norvège	63	64	15	8	37	29	48	62	0,6	0,7	0,6
119 Etats-Unis	60	66	5	4	35	31	60	66	1,9	1,6	0,9
120 Suisse	65	67	9	6	50	39	41	55	1,5	0,4	0,2
Pays d'Europe de l'Est à économie planifiée	62 w	65 w	35 w	21 w	34 w	40 w	31 w	39 w	0,8 w	1,0 w	0,5 w
121 Hongrie	66	65	31	18	40	44	29	38	0,5	0,0	0,0
122 Pologne	62	65	43	29	32	39	25	33	1,7	1,2	0,8
123 Albanie	52	59	69	56	19	26	12	18	2,4	2,4	2,3
124 Bulgarie	67	66	46	18	31	45	23	37	0,6	0,1	0,1
125 Tchécoslovaquie	65	64	21	13	48	49	31	37	0,8	0,5	0,6
126 Allemagne, Rép. dém. d'	61	66	15	11	49	50	36	39	0,4	0,7	0,1
127 Roumanie	65	65	57	29	26	44	18	27	0,8	0,5	0,6
128 URSS	62	66	33	20	33	39	33	41	0,7	1,1	0,5

a. Les chiffres en italique se rapportent à des années autres que celles qui sont indiquées.

Tableau 31. Urbanisation

	Population urbaine				Pourcentage de la population urbaine vivant :					
	En pourcentage de la population totale		Taux annuel moyen d'accroissement (%)		dans la plus grande ville		dans des villes de plus de 500.000 habitants		Nombre de villes de plus de 500.000 habitants	
	1965 ^a	1984 ^a	1965-73	1973-84	1960	1980	1960	1980	1960	1980
Pays à faible revenu	17 w	23 w	4,5 w	4,6 w	10 w	16 w	31 w	55 w	55 t	147 t
Chine et Inde	18 w	23 w	..	..	7 w	6 w	33 w	59 w	49 t	114 t
Autres pays à faible revenu	13 w	22 w	5,2 w	5,1 w	26 w	29 w	19 w	41 w	6 t	33 t
Afrique subsaharienne	11 w	21 w	6,2 w	6,1 w	34 w	42 w	2 w	36 w	1 t	14 t
1 Ethiopie	8	15	7,4	6,1	30	37	0	37	0	1
2 Bangladesh	6	18	6,6	7,7	20	30	20	51	1	3
3 Mali	13	19	5,4	4,5	32	24	0	0	0	0
4 Zaïre	19	39	5,9	7,1	14	28	14	38	1	2
5 Burkina Faso	6	11	6,5	4,8	..	41	0	0	0	0
6 Népal	4	7	4,3	8,4	41	27	0	0	0	0
7 Birmanie	21	29	4,0	4,0	23	23	23	23	1	2
8 Malawi	5	12	8,2	7,3	..	19	0	0	0	0
9 Niger	7	14	7,0	7,1	..	31	0	0	0	0
10 Tanzanie	6	14	8,1	8,6	34	50	0	50	0	1
11 Burundi	2	2	1,4	3,3	..	..	0	0	0	0
12 Ouganda	6	7	8,3	-0,1	38	52	0	52	0	1
13 Togo	11	23	6,4	6,5	..	60	0	0	0	0
14 Rép. centrafricaine	27	45	4,4	4,6	40	36	0	0	0	0
15 Inde	19	25	4,0	4,2	7	6	26	39	11	36
16 Madagascar	12	21	5,3	5,5	44	36	0	36	0	1
17 Somalie	20	33	6,4	5,4	..	34	0	0	0	0
18 Bénin	11	15	4,5	5,0	..	63	0	63	0	1
19 Rwanda	3	5	6,0	6,6	..	0	0	0	0	0
20 Chine	18	22	3,0	2,9	6	6	42	45	38	78
21 Kenya	9	18	7,3	7,9	40	57	0	57	0	1
22 Sierra Leone	15	24	5,0	3,5	37	47	0	0	0	0
23 Haïti	18	27	3,8	4,2	42	56	0	56	0	1
24 Guinée	12	27	5,0	6,2	37	80	0	80	0	1
25 Ghana	26	39	4,5	5,3	25	35	0	48	0	2
26 Sri Lanka	20	21	3,4	3,5	28	16	0	16	0	1
27 Soudan	13	21	6,3	5,5	30	31	0	31	0	1
28 Pakistan	24	29	4,3	4,4	20	21	33	51	2	7
29 Sénégal	27	35	4,2	3,8	53	65	0	65	0	1
30 Afghanistan	9	..	5,6	..	33	..	0	..	0	1
31 Bhoutan	3	4	-2,1	4,6	0	0	0	0	0	0
32 Tchad	9	21	6,9	6,5	..	39	0	0	0	0
33 Kampuchea démocratique	11	..	3,4	..	..	..	..	..	..	..
34 RDP lao	8	15	4,6	5,7	69	48	0	0	0	0
35 Mozambique	5	16	8,2	10,2	75	83	0	83	0	1
36 Viet Nam	16	20	5,5	2,3	32	21	32	50	1	4
Pays à revenu intermédiaire	36 w	49 w	4,5 w	4,1 w	28 w	29 w	35 w	48 w	54 t	126 t
Exportateurs de pétrole	29 w	42 w	4,4 w	4,4 w	27 w	30 w	32 w	48 w	15 t	42 t
Importateurs de pétrole	40 w	55 w	4,5 w	3,6 w	28 w	28 w	36 w	48 w	39 t	85 t
Afrique subsaharienne	16 w	28 w	6,4 w	5,9 w	18 w	24 w	15 w	50 w	2 t	14 t
Tranche inférieure	26 w	37 w	5,1 w	4,2 w	27 w	31 w	28 w	46 w	23 t	59 t
37 Mauritanie	7	26	16,0	5,1	..	39	0	0	0	0
38 Libéria	22	39	5,3	6,0	..	..	0	0	0	0
39 Zambie	24	48	7,6	6,4	..	35	0	35	0	1
40 Lesotho	2	13	7,8	20,1	..	..	0	0	0	0
41 Bolivie	40	43	8,9	3,6	47	44	0	44	0	1
42 Indonésie	16	25	4,1	4,5	20	23	34	50	3	9
43 Yémen, Rép. arabe du	5	19	9,7	8,8	..	25	0	0	0	0
44 Yémen, RDP	30	37	3,4	3,5	61	49	0	0	0	0
45 Côte d'Ivoire	23	46	8,2	8,3	27	34	0	34	0	1
46 Philippines	32	39	4,0	3,7	27	30	27	34	1	2
47 Maroc	32	43	4,0	4,2	16	26	16	50	1	4
48 Honduras	26	39	5,4	5,7	31	33	0	0	0	0
49 El Salvador	39	43	3,6	3,6	26	22	0	0	0	0
50 Papouasie-Nouvelle-Guinée	5	14	14,3	6,1	..	25	0	0	0	0
51 Egypte, Rép. arabe d'	40	23	3,0	3,0	38	39	53	53	2	2
52 Nigéria	15	30	4,7	5,2	13	17	22	58	2	9
53 Zimbabwe	14	27	6,8	6,1	40	50	0	50	0	1
54 Cameroun	16	41	7,3	8,2	26	21	0	21	0	1
55 Nicaragua	43	56	4,4	5,2	41	47	0	47	0	1
56 Thaïlande	13	18	4,8	3,1	65	69	65	69	1	1
57 Botswana	4	20	19,0	11,3	..	..	..	..	..	..
58 Rép. dominicaine	35	55	5,6	4,7	50	54	0	54	0	1
59 Pérou	52	68	4,7	3,6	38	39	38	44	1	2
60 Maurice	37	56	4,6	3,4	..	..	..	..	..	..
61 Congo, Rép. populaire du	35	56	4,4	5,4	77	56	0	0	0	0
62 Equateur	37	47	3,9	3,9	31	29	0	51	0	2
63 Jamaïque	38	53	4,3	2,7	77	66	0	66	0	1
64 Guatemala	34	41	3,8	4,1	41	36	41	36	1	1
65 Turquie	32	46	4,9	4,0	18	24	32	42	3	4

Note : Les notes techniques indiquent ce que recouvrent les chiffres et dans quelle mesure ils sont comparables.

	Population urbaine				Pourcentage de la population urbaine vivant :					
	En pourcentage de la population totale		Taux annuel moyen d'accroissement (%)		dans la plus grande ville		dans des villes de plus de 500.000 habitants		Nombre de villes de plus de 500.000 habitants	
	1965 ^a	1984 ^a	1965-73	1973-84	1960	1980	1960	1980	1960	1980
66 Costa Rica	38	45	3,8	3,3	67	64	0	64	0	1
67 Paraguay	36	41	3,2	3,4	44	44	0	44	0	1
68 Tunisie	40	54	4,1	3,8	40	30	40	30	1	1
69 Colombie	54	67	4,3	2,9	17	26	28	51	3	4
70 Jordanie	47	72	4,7	4,7	31	37	0	37	0	1
71 Rép. arabe syrienne	40	49	4,8	4,3	35	33	35	55	1	2
72 Angola	13	24	5,9	6,0	44	64	0	64	0	1
73 Cuba	58	71	2,8	1,6	32	38	32	38	1	1
74 Corée, Rép. dém. de	45	63	4,9	4,1	15	12	15	19	1	2
75 Liban	49	..	6,2	..	64	..	64	..	1	1
76 Mongolie	42	55	4,6	4,1	53	52	0	0	0	0
Tranche supérieure	49 w	65 w	3,9 w	4,1 w	28 w	29 w	40 w	51 w	31 t	67 t
77 Chili	72	83	2,8	2,4	38	44	38	44	1	1
78 Brésil	51	72	4,5	4,0	14	15	35	52	6	14
79 Portugal	24	31	1,2	2,5	47	44	47	44	1	1
80 Malaisie	26	31	3,3	3,6	19	27	0	27	0	1
81 Panama	44	50	4,1	3,1	61	66	0	66	0	1
82 Uruguay	81	85	0,8	0,8	56	52	56	52	1	1
83 Mexique	55	69	4,8	4,0	28	32	36	48	3	7
84 Corée, Rép. de	32	64	6,5	4,6	35	41	61	77	3	7
85 Yougoslavie	31	46	3,1	2,7	11	10	11	23	1	3
86 Argentine	76	84	2,1	2,1	46	45	54	60	3	5
87 Afrique du Sud	47	56	2,6	3,7	16	13	44	53	4	7
88 Algérie	32	47	2,5	5,4	27	12	27	12	1	1
89 Venezuela	72	85	4,8	4,3	26	26	26	44	1	4
90 Grèce	48	65	2,5	2,5	51	57	51	70	1	2
91 Israël	81	90	3,8	2,7	46	35	46	35	1	1
92 Hong Kong	89	93	2,1	2,6	100	100	100	100	1	1
93 Trinité-et-Tobago	22	22	0,6	1,2	..	..	0	0	0	0
94 Singapour	100	100	1,8	1,3	100	100	100	100	1	1
95 Iran, Rép. islamique d'	37	54	5,4	5,0	26	28	26	47	1	6
96 Iraq	51	70	5,7	5,5	35	55	35	70	1	3
Exportateurs de pétrole à revenu élevé	36 w	70 w	9,2 w	7,7 w	29 w	28 w	0 w	34 w	0 t	3 t
97 Oman	4	27	10,8	17,6	..	..	..	..	..	..
98 Libye	29	63	8,9	7,9	57	64	0	64	0	1
99 Arabie saoudite	39	72	8,4	7,3	15	18	0	33	0	2
100 Koweït	75	93	9,3	7,7	75	30	0	0	0	0
101 Emirats arabes unis	56	79	16,7	10,4	..	..	..	..	..	..
Pays industriels à économie de marché	72 w	77 w	1,8 w	1,2 w	18 w	18 w	48 w	55 w	104 t	152 t
102 Espagne	61	77	2,5	2,0	13	17	37	44	5	6
103 Irlande	49	57	2,0	2,2	51	48	51	48	1	1
104 Italie	62	71	1,4	1,0	13	17	46	52	7	9
105 Nouvelle-Zélande	79	83	1,9	0,9	25	30	0	30	0	1
106 Royaume-Uni	87	92	0,7	0,2	24	20	61	55	15	17
107 Belgique	86	89	0,9	1,2	17	14	28	24	2	2
108 Autriche	51	56	0,8	0,6	51	39	51	39	1	1
109 Pays-Bas	79	76	0,8	-1,0	9	9	27	24	3	3
110 France	67	81	2,0	1,2	25	23	34	34	4	6
111 Japon	67	76	2,4	1,4	18	22	35	42	5	9
112 Finlande	44	60	2,8	1,9	28	27	0	27	0	1
113 Allemagne, Rép. féd. d'	79	86	1,2	0,3	20	18	48	45	11	11
114 Danemark	77	86	1,3	0,6	40	32	40	32	1	1
115 Australie	83	86	2,6	1,5	26	24	62	68	4	5
116 Suède	77	86	1,6	0,7	15	15	15	35	1	3
117 Canada	73	75	1,9	1,2	14	18	31	62	2	9
118 Norvège	37	77	3,4	2,7	50	32	50	32	1	1
119 Etats-Unis	72	74	1,6	1,3	13	12	61	77	40	65
120 Suisse	53	60	1,9	0,8	19	22	19	22	1	1
Pays d'Europe de l'Est à économie planifiée	52 w	64 w	2,6 w	1,8 w	9 w	7 w	23 w	32 w	36 t	65 t
121 Hongrie	43	55	2,2	1,4	45	37	45	37	1	1
122 Pologne	50	60	1,5	1,8	17	15	41	47	5	8
123 Albanie	32	39	3,5	3,2	27	25	0	0	0	0
124 Bulgarie	46	68	3,2	2,1	23	18	23	18	1	1
125 Tchécoslovaquie	51	66	1,8	1,7	17	12	17	12	1	1
126 Allemagne, Rép. dém. d'	73	76	0,2	0,2	9	9	14	17	2	3
127 Roumanie	34	52	4,2	3,0	22	17	22	17	1	1
128 URSS	52	66	5,9	-3,0	6	4	21	33	25	50

a. Les chiffres en italique se rapportent à des années autres que celles qui sont indiquées.

Notes techniques

Cette neuvième édition des Indicateurs du développement dans le monde fournit des indicateurs économiques et sociaux pour des périodes ou des années données, sous une forme permettant de comparer les pays ou groupes de pays. Elle comporte trois nouveaux tableaux : deux sur la dette privée non garantie, et le troisième sur l'aide publique au développement.

Les chiffres et statistiques ont été soigneusement choisis pour donner un tableau aussi complet que possible du développement, et un gros effort de standardisation des données a été fait. Néanmoins, les méthodes, les pratiques et les définitions statistiques, ainsi que la couverture des données, varient largement d'un pays à l'autre. En outre, les systèmes statistiques de nombreux pays en développement sont encore insuffisants, ce qui réduit la quantité et la fiabilité des données. Le lecteur est invité à tenir compte de ces réserves lorsqu'il interprétera les indicateurs, surtout lorsqu'il voudra faire des comparaisons entre différents pays.

Tous les taux de croissance sont exprimés en termes réels et, sauf indication contraire, ont été calculés par la méthode des moindres carrés. On estime le taux de croissance r en traçant une droite de régression au moyen des valeurs logarithmiques prises par la variable à chacune des années de la période considérée; pour cela, on applique la formule : $\log X_t = a + bt + e_t$, qui équivaut à la transformation logarithmique de l'équation du taux de croissance composé $X_t = X_0 (1 + r)^t$, X_t étant la variable, t le temps, et $a = \log X_0$ et $b = \log (1 + r)$ les paramètres que l'on cherche à estimer; e_t est le terme d'erreur. Si b^* est l'estimation de b par la méthode des moindres carrés, alors le taux moyen de croissance annuelle r s'obtient par la formule $[\text{antilog}(b^*)] - 1$.

Tableau 1. Indicateurs de base

Les estimations de la population au milieu de 1984 sont fondées sur des chiffres provenant de la Divi-

sion de la population des Nations Unies ou de la Banque mondiale. Dans bien des cas, les données tiennent compte des résultats de recensements récents. Notons que les réfugiés qui ne se sont pas installés définitivement dans le pays d'accueil sont généralement considérés comme appartenant à la population de leur pays d'origine. Les données relatives aux superficies sont tirées de l'*Annuaire FAO de la production*, édition de 1984. Le tableau de l'Encadré A.1 donne la population, la superficie et d'autres indicateurs de base pour les pays membres de l'ONU et de la Banque mondiale qui ont moins de 1 million d'habitants.

Le produit national brut (PNB) mesure la production intérieure et extérieure totale attribuable aux résidents sans déduction pour l'amortissement. Le PNB est égal au produit intérieur brut (voir la note relative au Tableau 2) corrigé du revenu net des facteurs, c'est-à-dire de la rémunération que les résidents reçoivent de l'étranger au titre des services facteurs (travail, investissement et intérêts), diminué de la rémunération versée au même titre à des non-résidents ayant apporté une contribution à l'économie nationale.

Le PNB par habitant est calculé selon la nouvelle méthode utilisée pour l'*Atlas de la Banque mondiale*. La Banque reconnaît qu'il est impossible d'avoir des estimations du PNB par habitant parfaitement comparables pour tous les pays. Par-delà le problème classique des nombres indices, qui est insurmontable, deux obstacles limitent la comparabilité des données. Le premier a trait aux chiffres du PNB eux-mêmes, car les systèmes de comptabilité nationale diffèrent d'un pays à l'autre, de même que la portée et la fiabilité des statistiques sur lesquelles ils reposent. L'autre obstacle surgit lorsqu'il faut convertir les chiffres du PNB, exprimés en différentes monnaies nationales, en un numéraire commun, généralement le dollar, pour effectuer des comparaisons entre pays. Pour cela la Banque utilise généralement la moyenne sur trois ans du taux de change officiel. Mais pour quelques pays, le taux de change officiel en vigueur ne cor-

Encadré A.1 Indicateurs de base pour les pays membres des Nations Unies et de la Banque mondiale de moins de 1 million d'habitants

	Population (milliers d'habitants) milieu de 1984	Superficie (milliers de km ²)	PNB par habitant ^a		Taux annuel moyen d'inflation (%)		Espérance de vie à la naissance (années) 1984
			Dollars 1984	Croissance annuelle moyenne (%) 1965-84 ^b	1965-73	1973-84 ^c	
Guinée-Bissau	870	36	190	..	..	9,1	38
Gambie	718	11	260	1,0	3,0	10,4	42
Cap-Vert	320	4	320	..	..	12,6	64
Sao-Tomé-et-Principe	105	1	330	-1,6	..	8,3	64
Guyana	785	215	590	0,5	4,3	7,8	65
Swaziland	731	17	790	4,1	4,3	14,0	54
Saint-Vincent-et-Grenadines	117	(.)	840	1,9	6,1	10,9	69
Grenade	94	(.)	860	1,7	..	12,6	68
Dominique	77	1	1.010	0,3	6,1	13,2	75
Belize	156	23	1.110	2,5	..	7,6	66
Sainte-Lucie	134	1	1.130	3,1	5,5	10,3	70
Saint-Christophe-et-Nevis	55	(.)	1.150	3,2	6,4	8,9	64
Fidji	686	18	1.810	3,1	5,6	9,0	65
Antigua-et-Barbuda	78	(.)	1.860	-0,1	6,6	8,6	73
Malte	360	(.)	3.360	8,4	2,4	5,5	72
Suriname	383	163	3.510	4,2	..	9,6	66
Chypre	654	9	3.650	..	1,6	10,4	74
Gabon	812	268	4.100	5,9	5,8	15,5	50
Barbade	253	(.)	4.370	2,5	7,2	11,7	73
Bahamas	229	14	6.690	-1,6	..	..	69
Bahreïn	407	1	10.470	..	..	..	69
Islande	239	103	11.020	2,6	15,1	47,4	77
Luxembourg	366	3	13.160	3,9	5,0	7,3	73
Qatar	304	11	19.810	-7,7	..	..	72
Brunéi	218	6	..	..	..	..	74
Comores	382	2	..	..	..	..	55
Djibouti	..	22	..	..	..	..	48
Guinée équatoriale	366	28	..	..	3,6	..	44
Maldives	173	(.)	..	..	..	..	53
Seychelles	65	(.)	..	..	..	14,8	69
Iles Salomon	259	28	..	..	4,8	10,1	58
Tonga	106	1	..	..	..	10,2	64
Vanuatu	130	15	..	..	..	..	55
Samoa-Occidentale	161	3	..	..	..	..	65

Note : Les pays dont le nom est écrit en italique sont ceux pour lesquels on ne peut calculer le PNB par habitant.

a. Voir notes techniques. b. Comme on ne dispose pas toujours de chiffres pour la totalité de la période considérée, les chiffres en italique se rapportent à des périodes autres que celles qui sont indiquées. c. Les chiffres en italique se rapportent aux années 1973-83 et non 1973-84.

respond pas au taux effectivement utilisé pour les transactions de change, si bien qu'on a dû alors employer un autre facteur de conversion.

Etant donné que ces obstacles nuisent à la comparabilité des estimations du PNB par habitant, la Banque mondiale a apporté un certain nombre d'améliorations à ses méthodes d'estimation. Lorsqu'elle examine les comptes nationaux de ses pays membres, la Banque mondiale évalue de ma-

nière systématique les estimations du PNB, en prenant note de la couverture et des concepts utilisés, et elle apporte les changements nécessaires afin d'améliorer la comparabilité. En outre, la Banque s'assure systématiquement que les taux de change sont des facteurs de conversion appropriés. Elle utilise un autre facteur de conversion lorsque le taux de change officiel s'écarte dans des proportions exceptionnelles du taux effectivement utilisé

pour les transactions de change. Cette démarche n'est nécessaire que pour un très petit nombre de pays.

Pour assurer une meilleure comparabilité des données, le Projet de comparaison internationale de l'ONU estime le PIB au moyen de la parité du pouvoir d'achat plutôt que des taux de change. Ce projet couvre 60 pays pour l'année 1980, mais un certain nombre de problèmes méthodologiques inhérents ne sont toujours pas résolus.

Pour estimer le PNB et le PNB par habitant de 1984, on s'est servi de la période de référence 1982-84. Selon cette méthode, on calcule dans un premier temps le facteur de conversion en faisant la moyenne arithmétique simple du taux de change effectif pour 1984 et des taux de change corrigés pour 1982 et 1983. Pour obtenir le taux de change corrigé de l'inflation pour 1982, on multiplie le taux de change effectif pour 1982 par le taux d'inflation relatif du pays considéré et des Etats-Unis entre 1982 et 1984. Pour 1983, on multiplie le taux de change effectif pour 1983 par le taux d'inflation relatif du pays considéré et des Etats-Unis entre 1983 et 1984.

Cette moyenne des taux de change effectifs et corrigés vise à atténuer l'effet des fluctuations des prix et des taux de change. Dans un deuxième temps, on convertit le PNB de l'année 1984 exprimé en prix d'acquisition courants et en monnaie nationale au moyen du facteur de conversion calculé précédemment. On divise le PNB en dollars ainsi obtenu par le nombre d'habitants en milieu d'année pour trouver le PNB par habitant en 1984. Le Tableau 1 présente les estimations préliminaires du PNB par habitant en 1984.

Les formules ci-après montrent comment on calcule le taux de conversion pour l'année t :

$$(e_{t-2,t}) = \frac{1}{3} [e_{t-2} \left(\frac{P_t}{P_{t-2}} \right) \left(\frac{P_t^*}{P_{t-2}^*} \right) + e_{t-1} \left(\frac{P_t}{P_{t-1}} \right) \left(\frac{P_t^*}{P_{t-1}^*} \right) + e_t]$$

et comment on calcule le PNB par habitant en dollars pour l'année t :

$$(Y_t^d) = Y_t / N_t \div e_{t-2,t}$$

où :

- Y_t = PNB courant (en monnaie nationale) pour l'année t
- P_t = déflateur du PNB pour l'année t
- e_t = taux de change annuel moyen (monnaie nationale/dollars) pour l'année t
- N_t = population au milieu de l'année t
- P_t^* = déflateur du PNB des Etats-Unis pour l'année t

Etant donné qu'il est difficile d'obtenir des données et de déterminer les taux de change, on

n'a pas présenté de chiffres sur le PNB par habitant de la plupart des pays d'Europe de l'Est à économie planifiée.

Le *taux moyen d'inflation annuelle* est le taux de croissance du déflateur implicite du produit intérieur brut (PIB) pour chacune des périodes indiquées. On obtient le déflateur du PIB en divisant, pour chaque année de la période considérée, la valeur du PIB en prix d'acquisition courants par la valeur du PIB en prix d'acquisition constants, les deux valeurs étant exprimées en monnaie nationale. On utilise ensuite la méthode des moindres carrés pour calculer le taux de croissance du déflateur du PIB pendant la période. Cette méthode, comme toutes les méthodes de mesure de l'inflation, a des défauts. Elle est cependant utile dans certains cas parce qu'elle repose sur le déflateur le plus complet, qui indique les mouvements annuels des prix pour tous les biens et services produits par un pays.

L'*espérance de vie à la naissance* indique le nombre d'années que vivrait un nouveau-né si les tendances de la mortalité observées pour l'ensemble de la population au moment de sa naissance restaient inchangées tout au long de son existence. Fournies par la Division de la population des Nations Unies, ces données sont complétées par des estimations de la Banque mondiale.

Les *chiffres sommaires* relatifs au PNB par habitant et à l'espérance de vie à la naissance qui figurent dans ce tableau sont pondérés par la population. Les chiffres sommaires relatifs au taux moyen d'inflation annuelle sont pondérés par la part du pays, exprimée en dollars courants, pour l'ensemble de la période, dans le PIB du groupe de revenu auquel il appartient.

Tableaux 2 et 3. Croissance et structure de la production

La plupart des définitions employées sont celles du *Système de comptabilité nationale* des Nations Unies, Série F, No 2, Révision 3.

Le *produit intérieur brut* (PIB) mesure la production finale totale de biens et de services de l'économie nationale, c'est-à-dire produits par les résidents et les non-résidents, quelle que soit la part respective des premiers et des seconds. Il n'est pas tenu compte de l'amortissement. Pour la plupart des pays, le PIB par branche d'activité d'origine est exprimé aux prix départ usine; mais pour certains pays, on a utilisé des séries de prix d'acquisition. Le PIB aux prix départ usine est égal au PIB aux prix d'acquisition, diminué des droits d'entrée. Notons que, dans les éditions précédentes du Rap-

port, le PIB aux prix à la production et le PIB aux prix d'acquisition étaient respectivement appelés PIB au coût des facteurs et PIB aux prix du marché. Pour obtenir le PIB en dollars, on convertit le PIB en monnaie nationale en utilisant les taux de change officiels pour l'année en question. Pour les quelques pays dont le taux de change officiel ne correspond pas au taux effectivement utilisé pour les transactions de change, on a employé un autre facteur de conversion. Il convient de noter qu'on n'a pas calculé de moyenne sur trois ans comme on l'a fait pour estimer le PNB par habitant au Tableau 1.

Le *secteur agricole* englobe l'agriculture, la foresterie, la chasse et la pêche. Dans les pays en développement où l'agriculture de subsistance joue un rôle important, une grande partie de la production agricole ne fait pas l'objet d'échanges ou d'échanges monétaires. Il est donc d'autant plus difficile d'estimer la contribution apportée par l'agriculture au PNB. Le *secteur industriel* comprend l'extraction minière, l'industrie manufacturière, les travaux publics et le bâtiment, l'électricité, l'eau et le gaz. Toutes les autres branches de l'activité économique sont classées comme *services*.

Les indicateurs figurant dans ces deux tableaux ont été calculés à partir de séries de comptes nationaux en monnaie du pays. Les taux de croissance du Tableau 2 ont été calculés au moyen de séries en prix constants; la part de chaque secteur dans le PIB (Tableau 3) a été déterminée au moyen des séries en prix courants.

Pour obtenir les *chiffres sommaires* relatifs à chaque indicateur du Tableau 2, on calcule d'abord les valeurs en dollars constants dans chaque pays pour chaque année de la période considérée. On fait ensuite la somme de ces valeurs année par année. Puis on calcule les chiffres sommaires par la méthode des moindres carrés. Les parts moyennes en pourcentage des divers secteurs indiquées au Tableau 3 sont calculées au moyen des totaux sectoriels des différents groupes, en dollars courants.

Tableaux 4 et 5. Croissance de la consommation et de l'investissement; structure de la demande

Le PIB est défini dans la note relative au Tableau 2.

La *consommation des administrations publiques* comprend toutes les dépenses courantes consacrées aux achats de biens et de services des administrations à tous les niveaux. Les dépenses d'équipement au titre de la défense et de la sécurité nationales sont considérées comme des dépenses de consommation.

La *consommation privée* représente la valeur, aux

prix du marché, de tous les biens et services achetés ou reçus sous forme de revenus en nature par les ménages et les établissements à but non lucratif. Elle fait abstraction des achats de logements mais inclut le loyer imputé des logements occupés par leur propriétaire.

L'*investissement intérieur brut* comprend les dépenses consacrées à l'accroissement du capital fixe de l'économie, majorées des variations nettes de la valeur des stocks.

L'*épargne intérieure brute* est le produit intérieur brut moins la consommation totale.

Les *exportations de biens et de services non facteurs* représentent la valeur de tous les biens et services non facteurs vendus au reste du monde : marchandises, fret, assurances, voyages et autres services non facteurs. La valeur des services facteurs (tels que le revenu des investissements, les intérêts et le revenu du travail) en est exclue.

Le *solde de ressources* est la différence entre les exportations et les importations de biens et de services non facteurs.

Les indicateurs figurant dans ces tableaux ont été calculés à partir de séries de comptes nationaux. Les taux de croissance du Tableau 4 ont été calculés d'après des séries en prix constants; les pourcentages du PIB présentés au Tableau 5 ont été établis à partir de séries en prix courants.

Les *chiffres sommaires* sont calculés par la méthode décrite dans les notes relatives aux Tableaux 2 et 3.

Tableau 6. Agriculture et alimentation

Les données de base relatives à la *valeur ajoutée dans l'agriculture* proviennent des séries de comptes nationaux en monnaie nationale de la Banque mondiale. On convertit en dollars la valeur ajoutée en prix courants de 1980 en monnaie nationale selon la méthode de conversion par année décrite dans les notes techniques relatives aux Tableaux 2 et 3. Les taux de croissance des séries en prix constants en monnaie nationale sont appliqués à la valeur ajoutée de 1980 en dollars pour obtenir les valeurs, en dollars de 1980, pour 1970 et 1984.

Les chiffres relatifs au reste du tableau proviennent de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Les *importations de céréales et l'aide alimentaire en céréales* sont mesurées en équivalents céréales et comprennent par définition toutes les céréales incluses dans les Groupes 041-046 de la Classification type pour le commerce international (CTCI), Révision 1. Les chiffres ne sont pas directement

comparables car, pour les importations de céréales, on se fonde sur l'année civile et les données du pays bénéficiaire alors que, pour l'aide alimentaire en céréales, on se fonde sur des données concernant la campagne agricole des pays donateurs. Lorsque les chiffres portent sur 1974, c'est la première année pour laquelle on dispose de renseignements.

La *consommation d'engrais* est rapportée à la superficie des terres arables, c'est-à-dire les terres arables et les terres en cultures permanentes, y compris les cultures temporaires (les terrains où l'on pratique la double récolte sont comptés une seule fois), les prairies temporaires utilisées comme pâturages ou pour le foin, les terres en cultures maraîchères et potagères et les terres provisoirement en friche ou en jachère.

L'*indice de la production alimentaire par habitant* exprime la quantité moyenne de denrées alimentaires produite par habitant et par an pendant les années 1982 à 1984 par rapport à la période 1974-76. Cet indice s'obtient en divisant la production alimentaire par le nombre d'habitants. Par production alimentaire, on entend les céréales, les tubercules amylacés, la canne à sucre, la betterave sucrière, les légumineuses, les huiles alimentaires, les noix, les fruits, les légumes, le bétail et les produits de l'élevage. La production alimentaire est exprimée nette des aliments pour le bétail, des semences utilisées dans l'agriculture et des pertes subies en cours de traitement et de distribution.

Les *chiffres sommaires* concernant la consommation d'engrais sont pondérés par la superficie des terres arables. Les *chiffres sommaires* concernant la production alimentaire sont pondérés par la population.

Tableau 7. Industrie

La *répartition en pourcentage de la valeur ajoutée* entre les industries manufacturières a été obtenue auprès de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI). Pour faire les calculs, on s'est servi de données statistiques industrielles de l'ONUDI. Les valeurs de base sont exprimées en dollars de 1980.

Les industries manufacturières sont regroupées d'après la *Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique* (CITI) des Nations Unies. Alimentation et agriculture regroupe les Classes 311, 313 et 314 de la CITI; textiles et habillement, les Classes 321 à 324; machines et matériel de transport, les Classes 382 à 384; industries chimiques, les Classes 351 et 352; enfin, autres industries manufacturières comprend en général la Caté-

gorie 3 de la CITI, à l'exclusion des classes susmentionnées; toutefois, d'autres catégories sont également incluses pour certains pays sur lesquels on ne disposait pas de données complètes.

Les chiffres de base de la *valeur ajoutée du secteur manufacturier* sont tirés de la série des comptes nationaux en monnaie nationale de la Banque mondiale. On convertit en dollars la valeur ajoutée de 1980 en prix courants et en monnaie nationale par la méthode décrite dans les notes techniques relatives aux Tableaux 2 et 3. Les taux de croissance des séries en prix constants en monnaie nationale sont appliqués à la valeur ajoutée de 1980 en dollars pour obtenir les chiffres, en dollars de 1980, pour 1970 et 1983.

Tableau 8. Energie commerciale

Les données relatives à l'énergie proviennent des Nations Unies. Elles portent sur les formes commerciales d'énergie primaire : pétrole et liquides de gaz naturel, gaz naturel, combustibles solides (charbon, lignite, etc.) et électricité primaire (nucléaire, géothermique et hydroélectrique), tous les chiffres étant convertis en équivalents pétrole. Les chiffres sur la consommation de carburants liquides comprennent les dérivés du pétrole qui ont servi à des usages non énergétiques. Pour convertir l'électricité primaire en équivalents pétrole, on suppose un rendement thermique théorique de 34 %. La consommation de bois de feu et autres combustibles traditionnels, bien qu'importante dans certains pays du tiers monde, n'est pas prise en considération, faute de données chiffrées fiables et complètes.

Les *importations d'énergie* désignent la valeur en dollars des importations d'énergie — Section 3 de la Classification type pour le commerce international (CTCI), Révision 1 — en pourcentage des recettes d'exportation de marchandises.

Les données relatives aux importations d'énergie ne permettent pas de distinguer entre les importations de pétrole comme carburant, d'une part, et pour l'industrie pétrochimique, d'autre part. Il se peut donc que ces pourcentages surestiment le degré de dépendance des pays à l'égard de l'énergie importée.

Pour calculer les *chiffres sommaires* relatifs à la production et à la consommation d'énergie, on fait la somme des volumes respectifs pour chacune des années des périodes considérées, puis on calcule les taux de croissance par la méthode des moindres carrés. Les *chiffres sommaires* relatifs à la consommation d'énergie par habitant sont pondérés par la population pour les années considérées.

Les chiffres sommaires relatifs aux importations d'énergie en pourcentage des exportations de marchandises sont calculés au moyen des totaux par groupe des importations d'énergie et des exportations de marchandises, en dollars courants.

Tableau 9. Croissance du commerce de marchandises

Les statistiques relatives au commerce de marchandises (Tableaux 9 à 13) proviennent de publications des Nations Unies et du système de données des Nations Unies sur le commerce; elles sont complétées par des statistiques émanant de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), du Fonds monétaire international (FMI) et, dans certains cas, de la documentation de la Banque mondiale. Les valeurs indiquées dans ces tableaux sont exprimées en dollars courants.

La rubrique *exportations et importations de marchandises* recouvre, à quelques exceptions près, tous les mouvements internationaux de marchandises franchissant des frontières douanières. Les exportations s'entendent f.o.b. (franco à bord), les importations c.a.f. (coût, assurance, fret), sauf exceptions précisées dans les sources indiquées ci-dessus. Ces valeurs sont exprimées en dollars courants. Elles ne comprennent pas les échanges de services.

Les taux de croissance des exportations et des importations de marchandises, donnés en termes réels, sont calculés au moyen d'indices des exportations et des importations. Ces indices sont calculés d'après l'indice de la valeur des exportations et des importations, corrigé par l'indice des prix correspondant. Ils proviennent de sources diverses. Pour une quarantaine de pays en développement, en majorité gros exportateurs de biens manufacturés, ces indices sont tirés des dossiers de la Banque mondiale; pour les calculer, la Banque s'est servie de ses propres indices des prix, qui reposent sur les cours internationaux des produits primaires et les indices de valeur unitaire des biens manufacturés. Ces indices des prix sont indiqués à la fois par pays et par groupes de produits, ce qui permet d'harmoniser les chiffres qui concernent un groupe de pays et ceux qui concernent des pays donnés. Cette harmonisation progressera à mesure que la Banque mondiale améliorera ses indices des prix des produits échangés pour un nombre croissant de pays. Pour les autres pays en développement, les indices proviennent de la CNUCED. Pour les pays industriels, ces indices sont tirés du *Yearbook of International Trade Statistics*

et du *Bulletin mensuel de statistique* des Nations Unies ainsi que de *Statistiques financières internationales* du FMI.

Les termes de l'échange (ou termes de l'échange nets) comparent le niveau relatif des prix à l'exportation et des prix à l'importation. Calculé sous forme de rapport entre prix moyen des exportations et prix moyen des importations, cet indicateur montre l'évolution, par rapport à une année de base, du niveau des prix à l'exportation en pourcentage du niveau des prix à l'importation. On présente l'indice des termes de l'échange pour 1982 et 1984 (année de base 1980 = 100). Les indices de prix proviennent des sources mentionnées ci-dessus à propos des taux de croissance des exportations et des importations.

Pour calculer les chiffres sommaires, on fait la somme des séries de prix en dollars constants de 1980 pour chaque année, puis on applique la méthode des moindres carrés pour obtenir les taux de croissance pendant les périodes indiquées. Là encore, ils ne comprennent pas les échanges de services.

Tableaux 10 et 11. Structure du commerce de marchandises

Les parts des échanges présentées dans ces tableaux ont été estimées à partir des valeurs des échanges (exprimées en dollars courants) provenant du système de données des Nations Unies sur le commerce et par le *Yearbook of International Trade Statistics* des Nations Unies, complétées par d'autres publications statistiques de l'ONU et du FMI.

Les exportations et importations de marchandises sont définies dans les notes techniques relatives au Tableau 9.

Les catégories d'exportations et d'importations sont celles de la CTCI, Révision 1.

Dans le Tableau 10, l'expression *combustibles, minéraux et métaux* désigne les produits de la Section 3 de la CTCI (combustibles minéraux, lubrifiants et produits connexes) des Divisions 27 (engrais bruts et minéraux bruts), 28 (minerais métalliques) et 68 (métaux non ferreux). L'expression *autres produits primaires* désigne le contenu des Sections 0, 1, 2 et 4 de la CTCI (produits alimentaires et animaux vivants, boissons et tabac, matières brutes non comestibles, huiles, graisses et cires) à l'exclusion des produits figurant aux Divisions 27 et 28. La rubrique *textiles et habillement* renvoie aux Divisions 65 et 84 de la CTCI (textiles, fils et filés, tissus et habillement). La colonne *machines et matériel de transport* regroupe les biens figurant à

la Section 7 de la CTCI. Enfin, la rubrique *autres biens manufacturés*, qui est le résidu de la valeur totale des exportations manufacturières, regroupe les Sections 5 à 9 de la CTCI à l'exclusion de la Section 7 et des Divisions 65, 68 et 84.

Dans le Tableau 11, les *denrées alimentaires* correspondent aux Sections 0, 1 et 4 et à la Division 22 de la CTCI (produits alimentaires et animaux vivants, boissons, huiles et graisses et graines oléagineuses et noix), à l'exclusion de la Division 12 (tabac). La rubrique *combustibles* comprend les produits de la Section 3 de la CTCI (combustibles minéraux, lubrifiants et produits connexes). Par *autres produits primaires*, on désigne le contenu de la Section 2 de la CTCI (matières brutes, combustibles non compris), diminué du contenu de la Division 22 (graines oléagineuses et noix) et majoré de celui de la Division 12 (tabac) et de la Division 68 (métaux non ferreux). La colonne *machines et matériel de transport* regroupe les marchandises de la Section 7 de la CTCI. Enfin, la rubrique *autres biens manufacturés* correspond au résidu de la valeur totale des importations manufacturières, c'est-à-dire aux Sections 5 à 9 de la CTCI à l'exclusion de la Section 7 et de la Division 68.

Les *chiffres sommaires* figurant aux Tableaux 10 et 11 sont pondérés, respectivement, par les exportations et les importations totales de marchandises de chaque pays en dollars courants. (Voir note relative au Tableau 9.)

Tableau 12. Origine et destination des exportations de marchandises

Les *exportations de marchandises* sont définies dans la note technique relative au Tableau 9. Les parts des échanges présentées dans ce tableau ont été calculées à partir de statistiques de l'ONU et du FMI sur la valeur des échanges exprimée en dollars courants. Le groupe des *pays industriels à économie de marché* inclut Gibraltar, l'Islande et le Luxembourg; le groupe des *pays exportateurs de pétrole à revenu élevé* comprend Bahreïn, le Brunéi et le Qatar.

Les *chiffres sommaires* sont pondérés par la valeur totale en dollars courants des exportations de marchandises de chaque pays.

Tableau 13. Origine et destination des exportations de biens manufacturés

Les statistiques figurant dans ce tableau proviennent des Nations Unies, qui les utilisent avec d'autres données pour calculer les chiffres figurant au Tableau spécial B du *Yearbook of International Trade Statistics*. Par *biens manufacturés*, on entend les mar-

chandises figurant aux Sections 5 à 9 de la CTCI, Révision 1 (produits chimiques et apparentés, biens manufacturés de base, articles manufacturés, machines et matériel de transport et autres articles et biens manufacturés non classés ailleurs), à l'exclusion de la Division 68 (métaux non ferreux).

Les pays sont groupés de la même façon qu'au Tableau 12. Les *chiffres sommaires* sont pondérés par la valeur en dollars courants des exportations de biens manufacturés de chaque pays.

Tableau 14. Balance des paiements et réserves

Dans ce tableau, les valeurs sont exprimées en dollars courants.

Le *solde des opérations courantes* est la différence entre 1) les exportations de biens et de services, majorées des rentrées de transferts publics et privés sans contrepartie, et 2) les importations de biens et de services, majorées des sorties de transferts sans contrepartie vers le reste du monde. Les estimations du solde des opérations courantes sont établies surtout au moyen de données du FMI et sont conformes aux définitions du *Manuel de la balance des paiements* du FMI.

Les *envois de fonds des travailleurs* comprennent les transferts de revenu de migrants employés ou qui pensent être employés pendant plus d'un an dans un nouveau pays où ils sont considérés comme résidents. Les transferts de revenu effectués par des travailleurs séjournant moins d'un an à l'étranger sont classés parmi les transferts privés.

L'*investissement direct privé net* est le montant net investi ou réinvesti par des non-résidents dans des entreprises dans lesquelles ils (ou d'autres non-résidents) jouissent d'un pouvoir de décision assez étendu; ces chiffres nets, qui incluent les fonds propres, les bénéfices réinvestis et autres formes de capital, comprennent également la valeur des investissements directs effectués à l'étranger par des résidents du pays déclarant. Ces estimations sont établies surtout au moyen des données du FMI.

Les *réserves internationales brutes* comprennent les avoirs en or monétaire, les droits de tirage spéciaux (DTS), la position de réserve envers le FMI des membres du Fonds et les avoirs en devises contrôlés par les autorités monétaires. Les données relatives aux avoirs de réserves internationales proviennent des dossiers du FMI. L'élément or de ces réserves est évalué, pour tous les pays, au cours du marché de Londres en fin d'année, soit 37,37 dollars l'once en 1970 et 308,30 dollars l'once en 1984. Le volume de réserves indiqué pour 1970 et 1984 s'entend en fin d'année et est

exprimé en dollars courants aux taux de change en vigueur. Etant donné que la définition des réserves internationales, la détermination de la valeur de l'or et les méthodes de gestion des réserves varient d'un pays à l'autre, les chiffres sur les réserves publiés dans des sources nationales ne sont pas rigoureusement comparables. Les avoirs de réserve à la fin de 1984 sont également exprimés en nombre de mois d'importation de biens et de services qu'ils permettraient de financer, compte tenu de la valeur moyenne des importations en 1983 ou 1984.

Les *chiffres sommaires* sont calculés à partir d'agrégats par groupe des réserves brutes internationales et des importations totales de biens et services en dollars courants.

Tableau 15. Obligations brutes vis-à-vis de l'extérieur

Les données sur la dette de ce tableau et des tableaux suivants proviennent du Système de notification de la dette à la Banque mondiale et d'estimations de la Banque mondiale. Ce système porte uniquement sur les pays en développement et ne rassemble pas les chiffres relatifs à la dette extérieure des autres groupes d'emprunteurs ni des pays qui ne sont pas membres de la Banque mondiale. Les chiffres sur la dette présentés dans les Tableaux 15 à 19 ont été convertis en dollars aux taux de change officiels. Dans les rapports précédents, la dette ayant une échéance de plus d'un an, selon ses modalités initiales ou après rééchelonnement, était qualifiée de dette «à moyen et à long terme». Conformément à l'usage courant, cette dette est maintenant qualifiée de dette «à long terme».

Dans cette édition du Rapport, les données sur la dette comprennent pour la première fois la dette privée non garantie notifiée par 20 pays en développement et des estimations partielles ou complètes (selon la fiabilité des informations) sur 24 autres pays.

L'*encours de la dette publique extérieure* représente le montant des emprunts publics et à garantie publique qui ont été déboursés en fin d'année, net des remboursements de principal et des engagements de prêts annulés en fin d'année. Pour estimer la dette publique extérieure en pourcentage du PNB, on convertit les chiffres de la dette de la monnaie de remboursement en dollars, aux taux de change officiels en fin d'année. Pour convertir le PNB en dollars, on utilise la méthode de conversion décrite dans la note technique relative aux Tableaux 2 et 3.

Outre la dette publique à long terme et la dette privée à long terme non garantie (qu'elle soit notifiée ou estimée), ce tableau comprend des données sur le recours au crédit du FMI et des estimations de la dette à court terme.

La rubrique *recours au crédit du FMI* recouvre les obligations de rachats au FMI au titre de toutes les utilisations des ressources du FMI, à l'exclusion des obligations résultant de tirages sur la tranche de réserve ou sur le Fonds fiduciaire du FMI. Les chiffres sont ceux de la fin de l'année spécifiée; ils comprennent l'encours des achats au titre des tranches de crédit, notamment en vertu de la politique d'accès élargi aux ressources du FMI, et au titre de tous les mécanismes spéciaux (financement des stocks régulateurs, financement compensatoire, mécanisme élargi de crédit et mécanisme pétrolier). Les prêts du Fonds fiduciaire sont indiqués individuellement dans le système de notification de la dette et figurent donc dans le total de la dette publique à long terme. L'utilisation de l'encours du crédit du FMI en fin d'année (stock) est converti en dollars au taux de change entre le dollar et le DTS en vigueur à la fin de l'année.

La *dette extérieure à court terme* est la dette à échéance d'un an ou moins. Les données disponibles ne permettent pas de faire la distinction entre la dette à court terme publique et la dette privée non garantie.

Aux fins de ce rapport, on entend par *obligations extérieures brutes* la somme de la dette publique à long terme, de la dette privée à long terme non garantie, du recours au crédit du FMI, et de la dette à court terme. Il s'agit d'un montant brut du fait qu'aucune contrepartie n'est établie entre les obligations extérieures et les avoirs extérieurs qui y sont liés.

Tableau 16. Flux de capitaux extérieurs aux secteurs public et privé

Les chiffres relatifs aux *entrées brutes de capitaux* (décaissements) et au *remboursement de principal* (amortissement) portent sur les emprunts publics et à garantie publique et sur les emprunts privés non garantis à long terme. Les *entrées nettes* sont égales aux décaissements, diminués des remboursements de principal.

Les *emprunts publics* sont les obligations extérieures contractées par l'Etat, ses services et des organismes publics autonomes. Les *emprunts à garantie publique* sont les obligations extérieures contractées par le secteur privé, dont le remboursement est garanti par un organisme public. Ces deux catégories sont amalgamées dans les ta-

bleaux. Les *emprunts privés non garantis* sont les obligations extérieures contractées par des débiteurs privés, dont le remboursement n'est pas garanti par un organisme public.

Tableau 17. Dette extérieure publique et privée et ratios du service de la dette

Les totaux sur la dette à long terme figurant dans ce tableau recouvrent la dette publique et à garantie publique ainsi que la dette privée non garantie. La méthode d'estimation de la dette totale à long terme en pourcentage du PNB, des ratios moyens du service de la dette en pourcentage du PNB et des ratios moyens du service de la dette en pourcentage des exportations de biens et services est la même que celle qui est décrite dans les notes relatives au Tableau 16.

Tableau 18. Dette publique extérieure et ratios du service de la dette

Les *versements d'intérêts* sont les intérêts effectivement versés au titre de la partie déboursée de l'encours de la dette publique et à garantie publique en devises, biens ou services, majorés des commissions d'engagement sur la partie non déboursée, dans la mesure où elles sont connues.

Le *service de la dette* est la somme des montants effectivement versés au titre des remboursements de principal (amortissement) et des paiements effectifs d'intérêts en devises, biens et services sur la dette publique et à garantie publique. Le ratio du service de la dette aux exportations de biens et de services est un parmi plusieurs moyens traditionnels utilisés pour apprécier l'aptitude d'un pays à assurer le service de sa dette. Pour les groupes de pays, le ratio moyen du service de la dette au PNB est pondéré par le PNB exprimé en dollars courants. Le ratio moyen du service de la dette aux exportations de biens et de services est pondéré par la valeur en dollars courants des exportations de biens et de services.

Les *chiffres sommaires* sont calculés au moyen des agrégats du service de la dette pour les groupes de pays et du PNB en dollars courants.

Tableau 19. Conditions des emprunts publics extérieurs

Les *engagements* se réfèrent aux emprunts publics et à garantie publique pour lesquels des accords ont été signés au cours de l'année en question. Ils sont exprimés dans la monnaie de remboursement et convertis en dollars au taux de change annuel moyen officiel.

Les chiffres cités pour les *taux d'intérêt*, les

échéances et les *différés d'amortissement* sont des moyennes pondérées par le montant des prêts. L'intérêt, principale charge prélevée sur un prêt, est généralement calculé sur l'encours non remboursé du principal. L'échéance est l'intervalle séparant la date de signature d'un accord de prêt ou d'émission d'obligations et la date finale de remboursement du principal. Le différé d'amortissement est l'intervalle séparant la date de l'accord de la date du premier remboursement du principal.

Les *emprunts publics assortis de taux d'intérêt variables en pourcentage de la dette publique* sont ceux dont les taux d'intérêt flottent en fonction du taux pratiqué sur un marché clé; par exemple, le taux interbancaire moyen des eurodollars à Londres (LIBOR) ou le taux de base aux Etats-Unis. Cette rubrique indique la vulnérabilité de l'emprunteur aux changements des taux d'intérêt internationaux.

Les *chiffres sommaires* figurant dans ce tableau sont pondérés par le montant des emprunts.

Tableau 20. Aide publique au développement provenant des pays membres de l'OCDE et de l'OPEP

L'*aide publique au développement* (APD) représente les décaissements nets au titre de dons ou de prêts accordés à des conditions libérales par les organismes publics des pays membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), ainsi que des pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) en vue de promouvoir le développement et le bien-être économiques. La valeur de la coopération et de l'assistance techniques y est incluse. Tous les chiffres ont été fournis par l'OCDE et toutes les valeurs en dollars sont converties aux taux de change officiels.

Les *montants* indiqués sont les déboursements nets en faveur des pays en développement et des institutions multilatérales. Les déboursements en faveur des institutions multilatérales sont maintenant notifiés par tous les pays membres du CAD à la date d'émission des bons correspondants (certains membres du Comité effectuaient autrefois cette notification à la date d'encaissement des fonds). Les *flux bilatéraux nets en faveur des pays à faible revenu* ne comprennent ni les flux bilatéraux non affectés, ni les déboursements en faveur des institutions multilatérales.

Les valeurs nominales de l'APD pour les pays de l'OCDE pris collectivement ont été converties en prix de 1980 au moyen du déflateur du PNB en

dollars. Ce déflateur repose sur la hausse des prix, en dollars, enregistrée dans les pays de l'OCDE (à l'exception de la Grèce, du Portugal et de la Turquie). Il tient compte des variations de parité entre le dollar et les diverses monnaies nationales. Ainsi, lorsque le dollar s'apprécie, toute variation des prix mesurée en monnaie nationale doit être corrigée à la baisse du montant de l'appréciation de la monnaie américaine pour être exprimée en dollars.

Le tableau présente les montants de l'APD totale non seulement de l'OPEP, mais aussi de l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (OPAEP). Les pays donateurs de l'OPAEP sont l'Algérie, l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis, l'Iraq, le Koweït, la Libye et le Qatar. Les chiffres concernant l'APD fournie par l'OPEP et l'OPAEP proviennent également de l'OCDE.

Tableau 21. Aide publique au développement reçue

Les décaissements nets d'APD de toutes origines comprennent les dons et les prêts concessionnels consentis par tous les organismes officiels et sources multilatérales, dont l'objectif est de promouvoir le développement économique et le bien-être des populations. Les chiffres indiqués dans ce tableau ne sont pas strictement comparables à ceux du Tableau 20 puisqu'il s'agit de tous les apports. Le Tableau 20 se réfère aux décaissements des pays membres de l'OCDE et de l'OPEP seulement. Les décaissements nets correspondent aux décaissements bruts, déduction faite des remboursements effectués aux bailleurs de fonds. Les décaissements nets d'APD sont indiqués en montants par habitant et en pourcentage du PNB.

Les chiffres sommaires sur l'APD par habitant sont calculés à partir des totaux par groupe de la population et de l'APD. Les chiffres sommaires sur l'APD en pourcentage du PNB sont calculés au moyen des totaux par groupe de l'APD et du PNB en dollars courants.

Tableau 22. Dépenses de l'administration centrale

Les données sur les finances de l'administration centrale figurant dans les Tableaux 22 et 23 proviennent du *Government Finance Statistics Yearbook, 1986*, publié par le Fonds monétaire international, des dossiers du FMI et de la documentation sur les pays de la Banque mondiale. Pour représenter les comptes de chaque pays, on a utilisé le système de définitions et classifications communes figurant dans le *Manuel de statistiques de finances publiques* du FMI. Comme la couverture des données peut varier, les divers postes de dépenses et de recettes

ordinaires de l'administration centrale figurant dans ces tableaux ne sont pas tous rigoureusement comparables d'un pays à l'autre. La part des dépenses et des recettes totales par catégorie est calculée en monnaie nationale.

Faute de statistiques complètes et de données sur les administrations des Etats, provinces et collectivités locales, on a été amené à n'utiliser que des données concernant l'administration centrale. La représentation statistique de la répartition des ressources entre diverses catégories est donc sujette à certaines distorsions et les chiffres risquent d'être sous-estimés, notamment pour les grands pays dont les administrations locales jouissent d'une autonomie considérable et sont responsables d'un grand nombre de services sociaux.

Il y a lieu de souligner que les données présentées, surtout celles qui portent sur l'éducation et la santé, ne sont pas comparables pour diverses raisons. Dans de nombreux pays, le secteur privé joue un rôle important dans les domaines de la santé et de l'éducation; dans d'autres, les services publics absorbent la majeure partie des dépenses, mais ils sont parfois financés par des niveaux inférieurs de l'administration. La plus grande circonspection s'impose lorsqu'on utilise des données à des fins de comparaison entre pays.

Les dépenses de l'administration centrale recouvrent les dépenses effectuées par tous les ministères, directions, établissements et autres organes qui sont des services ou des moyens d'action du pouvoir central du pays. Elles recouvrent les dépenses de fonctionnement et d'équipement.

La rubrique *défense* englobe toutes les dépenses consacrées par le ministère de la défense ou d'autres ministères aux forces armées, y compris l'achat de matériel et de fournitures militaires, les travaux publics, et les opérations de recrutement et de formation. Entrent également dans cette catégorie les dépenses affectées au renforcement des services publics pour faire face à des états d'urgence en temps de guerre, à la formation du personnel de protection civile, à la recherche/développement et à l'administration des programmes d'aide militaire.

La rubrique *éducation* comprend les dépenses effectuées par le secteur public pour la construction, la gestion, l'inspection et le fonctionnement d'écoles maternelles et primaires, d'établissements secondaires, d'universités et d'instituts d'enseignement supérieur ainsi que d'établissements de formation technique, professionnelle et autres. Elles comprennent également les dépenses consacrées à l'administration générale et à la réglemen-

tation du système éducatif, aux travaux de recherche sur ses objectifs, son organisation, son administration et ses méthodes, et à des services connexes comme le ramassage scolaire, la cantine et les services médicaux et dentaires fournis dans les écoles.

La rubrique *santé* englobe les dépenses publiques concernant les hôpitaux, les centres de soins médicaux et dentaires et les dispensaires dont les fonctions sont essentiellement médicales; les programmes nationaux de santé et d'assurance-maladie, et les services de planning familial et de médecine préventive. Elles comprennent également les frais d'administration générale et de réglementation des services ministériels intéressés, des hôpitaux et dispensaires, des secteurs de la santé et de l'hygiène, des programmes nationaux de santé et d'assurance-maladie et des programmes de recherche/développement.

La rubrique *habitat et équipements collectifs, sécurité sociale et aide sociale* recouvre 1) les dépenses publiques consacrées au logement, par exemple, aux programmes de logements sociaux, aux activités de construction de logements et d'assainissement des bidonvilles, au développement communautaire, et aux services de voirie; et 2) les dépenses publiques consacrées au versement d'allocations aux malades et aux personnes temporairement handicapées qui ne peuvent plus gagner leur vie, aux personnes âgées, aux invalides et aux chômeurs, d'allocations familiales, et d'indemnités de maternité et pour enfants à charge. La seconde catégorie comprend aussi le coût des services d'aide sociale (soins aux personnes âgées, aux invalides et aux enfants) et les frais d'administration, de réglementation et de recherche associés aux services de sécurité et d'aide sociales.

La rubrique *services économiques* représente les dépenses publiques associées à la réglementation, au soutien et au fonctionnement efficace des affaires, au développement économique, au redressement des inégalités régionales et à la création d'emplois. Elles comprennent les dépenses consacrées à la recherche, à la promotion commerciale, aux enquêtes géologiques ainsi qu'à l'inspection et à la réglementation de branches d'activité données. Les six grandes catégories de services économiques sont les suivantes : combustible et énergie, agriculture, industrie, transports et télécommunications, autres affaires et services économiques.

La rubrique *divers* comprend les dépenses consacrées à l'administration générale qui ne figurent pas ailleurs; pour quelques pays, elle comprend

aussi les montants qui n'ont pas pu être imputés à d'autres postes.

L'*excédent/déficit global* désigne la différence entre, d'une part, les recettes de fonctionnement et d'investissement plus les dons reçus et, d'autre part, les dépenses totales moins les prêts, déduction faite des remboursements.

Les *chiffres sommaires* concernant les dépenses de l'administration centrale sont calculés à partir des totaux de groupes pour les postes de dépenses et les dépenses de l'administration centrale en dollars courants. Les chiffres sommaires concernant les dépenses totales en pourcentage du PNB et l'excédent/déficit global en pourcentage du PNB sont calculés à partir des totaux de groupes pour les dépenses totales ci-dessus et de l'excédent/déficit global en dollars courants et du PNB en dollars courants, respectivement.

Tableau 23. Recettes ordinaires de l'administration centrale

La note relative au Tableau 22 donne des renseignements sur les sources des statistiques et la mesure dans laquelle elles sont comparables. Les recettes ordinaires, par origine, sont exprimées en pourcentage des recettes ordinaires totales, qui représentent la somme des recettes fiscales et des recettes ordinaires non fiscales, et qui sont calculées en monnaie nationale.

Les *recettes fiscales* sont l'ensemble des recettes de l'Etat provenant de redevances obligatoires sans contrepartie et non remboursables perçues à des fins publiques, y compris l'intérêt sur les arriérés d'impôt et les pénalités perçues pour non-paiement ou paiement tardif des impôts. Les recettes fiscales sont nettes des remboursements ou autres opérations correctives. Les *impôts sur le revenu, les bénéfices et les plus-values* sont les impôts prélevés sur le revenu net réel ou présumé des particuliers, sur les bénéfices des entreprises et sur les plus-values, qu'elles aient été réalisées sur la vente de biens fonciers, mobiliers ou autres. Les *cotisations à la sécurité sociale* comprennent les cotisations des employeurs et des employés à la sécurité sociale, ainsi que celles des travailleurs indépendants et des chômeurs. Les *taxes intérieures sur les biens et services* comprennent les taxes générales sur les ventes, le chiffre d'affaires et la valeur ajoutée et les droits de consommation frappant certains produits et services, les taxes sur l'utilisation de biens ou propriétés et les bénéfices des monopoles fiscaux. Les *taxes sur les échanges et transactions internationales* comprennent les droits d'entrée et de sortie, les bénéfices des offices de commercialisation

des importations et des exportations, les transferts à l'Etat, les gains sur les opérations de change et les taxes de change. Les autres impôts englobent les impôts payés par les employeurs sur les salaires ou le personnel, l'impôt sur la fortune et les autres impôts non imputables à d'autres catégories.

Les recettes ordinaires non fiscales regroupent toutes les recettes de l'Etat qui ne proviennent pas des redevances obligatoires non remboursables perçues à des fins publiques. Elles ne comprennent pas le montant des dons et des emprunts, les fonds provenant du remboursement de prêts accordés par l'Etat, les engagements ni le produit de la vente d'immobilisations.

Les chiffres sommaires concernant les postes de recettes ordinaires sont calculés à partir des totaux des postes de recettes par groupes et des recettes ordinaires totales en dollars courants; les chiffres sommaires concernant les recettes ordinaires en pourcentage du PNB sont pondérés par le PNB en dollars courants.

Tableau 24. Répartition du revenu

Les données présentées dans ce tableau se rapportent à la répartition du revenu disponible total des ménages, ceux-ci étant classés par percentiles en fonction de leur revenu total. Ces statistiques couvrent les zones urbaines aussi bien que rurales et se rapportent à différentes années allant de 1970 à 1982.

Les données relatives à la répartition du revenu proviennent de sources diverses, y compris la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), l'Organisation internationale du travail (OIT), l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), l'Enquête sur les sources nationales de statistiques de répartition du revenu, 1981, et *National Accounts Statistics: Compendiums of Income Distribution Statistics*, 1985 de l'Organisation des Nations Unies, de données plus récentes de l'ONU, de la Banque mondiale, et de sources nationales.

Le rassemblement des données relatives à la répartition des revenus n'étant pas systématiquement organisé ni intégré au système officiel de statistiques de nombreux pays, ces estimations sont en général établies à partir des résultats d'enquêtes menées dans d'autres domaines, le plus souvent d'enquêtes sur les dépenses de consommation, mais qui fournissent également des informations sur le revenu. Ces enquêtes utilisent divers concepts de revenu et divers procédés d'échantillon-

nage. En outre, dans bien des cas, la couverture de ces enquêtes est trop limitée pour fournir des estimations fiables de la répartition du revenu au niveau national. De ce fait, bien qu'elles soient considérées comme les meilleures possibles, les estimations données ne peuvent éviter tous ces écueils et doivent être interprétées avec une extrême circonspection.

La portée de l'indicateur est tout aussi limitée. La taille des ménages étant variable, les enquêtes dans lesquelles les ménages sont classés d'après le revenu par personne et non d'après leur revenu total sont préférables à bien des égards. Cette distinction est importante, en ce sens que les ménages ayant un faible revenu par personne sont souvent les familles nombreuses, dont le revenu total peut être relativement élevé, alors qu'un grand nombre de ménages au revenu total faible peuvent être des familles peu nombreuses, dont le revenu par personne est relativement élevé. Malheureusement, seul un petit nombre de pays donnent des renseignements sur la répartition du revenu des ménages par personne. La Banque mondiale a lancé une étude sur la mesure des niveaux de vie pour mettre au point des méthodes et des formules qui aideront les pays à améliorer le rassemblement et l'analyse des données relatives à la répartition du revenu.

Tableau 25. Accroissement passé et projeté de la population

Le taux d'accroissement de la population est la moyenne sur l'ensemble de la période, calculée à partir du chiffre de la population en milieu d'année.

Les estimations de la population pour le milieu de 1984 proviennent principalement de données de la Division de la population des Nations Unies et de la Banque mondiale. Dans bien des cas, ces données tiennent compte des résultats des recensements récents. Là encore, les réfugiés qui ne sont pas installés définitivement dans le pays d'accueil sont comptés parmi la population de leur pays d'origine.

Les projections de la population pour 1990, 2000 et pour l'année où elle deviendra finalement stationnaire ont été établies séparément pour chaque pays, d'après des renseignements relatifs à sa population totale par âge et par sexe, ainsi qu'à ses taux de fécondité, de mortalité et de migration internationale en 1980, année de base. Ces paramètres ont été projetés par intervalles de cinq ans et sur la base d'hypothèses identiques pour tous les pays, jusqu'au moment où sera atteinte la popula-

tion stationnaire. Les estimations pour l'année de base proviennent d'imprimés d'ordinateurs mis à jour de l'étude *Les perspectives de la population mondiale évaluées en 1982* des Nations Unies, des éditions les plus récentes de *Population and Vital Statistics Report* des Nations Unies, des dossiers par pays de la Banque mondiale, et de recensements nationaux.

Le *taux net de reproduction* (TNR) indique le nombre de filles qu'une fille nouveau-née mettrait au monde, au cours de sa vie, dans l'hypothèse de taux fixes de fécondité par âge et de mortalité. Le TNR indique donc dans quelle mesure une cohorte de filles nouveau-nées se reproduira, pour des tables données de fécondité et de mortalité. Un *taux net de reproduction* de 1 indique que la fécondité se trouve au niveau de remplacement, taux auquel les femmes en âge de procréer donnent naissance, en moyenne, à un nombre de filles juste suffisant pour les remplacer dans la population.

Dans une *population stationnaire*, les taux de mortalité par âge et par sexe sont restés inchangés pendant longtemps, tandis que les taux de fécondité par âge se sont maintenus au taux de remplacement (TNR = 1). Le taux de natalité est alors constant et égal au taux de mortalité, la structure par âge est constante et le taux d'accroissement est nul.

L'*élan démographique* est la tendance qu'a l'accroissement démographique à se poursuivre au-delà de la date à laquelle la fécondité a atteint le taux de remplacement, c'est-à-dire même après que le TRN est de 1. L'élan démographique d'une population pendant l'année t est un ratio de la population stationnaire finale projetée l'année t , dans l'hypothèse où la fécondité demeurera au niveau de remplacement à partir de l'année t . En Inde, par exemple, la population en 1985 est estimée à 765 millions d'habitants. Dans l'hypothèse où le TRN serait de 1 à partir de 1985, la population stationnaire atteinte au milieu du XXII^e siècle serait de 1.349 millions d'habitants et l'élan démographique de 1,8.

Une population continue de croître après que la fécondité a atteint le taux de remplacement parce que, du fait des taux d'accroissement élevés enregistrés précédemment, la composition par âge de la population se caractérise par une proportion relativement forte de femmes en âge de procréer ou n'ayant pas encore atteint cet âge. Le taux de natalité reste donc supérieur au taux de mortalité et le taux de croissance reste positif pendant plusieurs décennies. Il faut entre 50 et 75 ans, selon les circonstances initiales, pour que la composition par

âge de la population coïncide exactement avec les nouveaux taux de fécondité.

Pour établir les projections, on a fait des hypothèses sur les taux futurs de mortalité à partir de l'espérance de vie des femmes à la naissance (c'est-à-dire le nombre d'années qu'une fille nouveau-née vivrait si elle était sujette aux risques de mortalité particuliers à une coupe instantanée de la population à l'époque de sa naissance). On sépare d'abord les pays où le taux d'inscription des filles dans les écoles primaires est supérieur à 70 % de ceux où il est inférieur à 70 %. Dans chaque groupe, on suppose une série d'augmentations annuelles de l'espérance de vie des femmes, selon l'espérance de vie des femmes en 1980-85. Pour une espérance de vie à la naissance donnée, les augmentations annuelles pendant la période de projection sont plus fortes dans les pays dont le taux d'inscription à l'école primaire est supérieur à 70 % et où l'espérance de vie ne dépasse pas 62 ans et demi. Au-delà, les gains sont les mêmes.

Pour projeter les taux de fécondité, on estime d'abord l'année où ces taux atteindront le niveau de remplacement. Ces estimations relèvent de la spéculation et reposent sur des renseignements relatifs à la tendance des taux bruts de natalité (définis dans la note relative au Tableau 20), des indices synthétiques de fécondité (également définis dans la note relative au Tableau 20), de l'espérance de vie à la naissance des femmes et des résultats des programmes de planning familial. Pour la plupart des pays, on suppose que l'indice synthétique de fécondité baissera entre 1980 et l'année où sera atteint un *taux net de reproduction* de 1, après quoi il restera au niveau de remplacement. Pour la plupart des pays de l'Afrique au sud du Sahara et pour quelques pays d'Asie et du Moyen-Orient, on suppose que l'indice synthétique de fécondité restera constant pendant un certain temps, puis baissera jusqu'à ce que soit atteint le niveau de remplacement; pour quelques-uns, on suppose que cet indice augmentera jusqu'en 1990-95 et baissera ensuite.

Dans certains pays, la fécondité est déjà inférieure au niveau de remplacement ou tombera au-dessous de ce niveau au cours des cinq à dix prochaines années. Comme une population ne reste pas stationnaire si son *taux de reproduction* n'est pas égal à 1, on suppose, pour estimer la population stationnaire de ces pays, que leurs indices de fécondité atteindront à nouveau le niveau de remplacement; l'hypothèse adoptée pour des raisons de cohérence avec les autres estimations est que les indices synthétiques de fécondité des pays indus-

triels resteront constants jusqu'en 1985-90 et atteindront le niveau de remplacement d'ici à l'an 2010.

Les taux de migrations internationales reposent sur les tendances passées et présentes. Les estimations des migrations nettes futures sont de nature spéculative. On suppose que le taux de migration nette sera nul en l'an 2000 pour la plupart des pays, en l'an 2025 pour quelques-uns.

Tenter d'estimer le chiffre hypothétique de la population stationnaire, ainsi que l'année où la fécondité atteindra le taux de remplacement, relève de la spéculation. *Ces estimations ne doivent pas être considérées comme des prévisions.* Elles ne visent qu'à montrer, de façon sommaire et à partir d'hypothèses très simplifiées, ce qu'impliquent à long terme les tendances de la fécondité et de la mortalité récemment observées. La méthode et les hypothèses utilisées pour ces calculs sont décrites en détail dans un document publié par la Banque mondiale : *World Population Projections 1985 — Short- and Long-term Estimates by Age and Sex with Related Demographic Statistics* (Projections de la population mondiale 1985 — Estimations à court et à long terme, par âge et par sexe, et autres statistiques démographiques).

Tableau 26. Démographie et fécondité

Les *taux bruts de natalité et de mortalité* indiquent respectivement le nombre annuel de naissances vivantes et de décès pour mille habitants. Ces taux proviennent des sources mentionnées dans la note relative au Tableau 25. Les variations en pourcentage sont calculées au moyen de chiffres non arrondis.

L'*indice synthétique de fécondité* exprime le nombre d'enfants que mettrait au monde une femme qui vivrait jusqu'à la fin de ses années de procréation en donnant naissance, à chaque âge, au nombre d'enfants correspondant au taux de fécondité pour cet âge. Les taux indiqués proviennent des sources mentionnées dans la note relative au Tableau 25.

Le *pourcentage de femmes mariées en âge de procréer utilisant des moyens de contraception* représente les femmes qui pratiquent ou dont le mari pratique une forme quelconque de contraception, c'est-à-dire en général la stérilisation masculine ou féminine, les contraceptifs injectables et oraux, le stérilet, les spermicides, le diaphragme, le préservatif masculin, le coït interrompu, la continence totale ou périodique. Les *femmes en âge de procréer* sont en général les femmes de 15 à 49 ans, bien que d'autres groupes d'âge soient utilisés pour certains pays.

Les chiffres proviennent essentiellement de l'Enquête mondiale sur la fécondité et de l'Enquête sur la prévalence de la contraception, des dossiers de la Banque mondiale sur les pays et du rapport de l'ONU intitulé : *Recent Levels and Trends of Contraceptive Use as Assessed in 1983*. Pour quelques pays sur lesquels on ne dispose pas de résultats d'enquêtes, notamment le Bangladesh, l'Inde, l'Indonésie et plusieurs pays africains, on a utilisé les statistiques des programmes de planning familial. Celles-ci sous-estiment parfois le taux d'emploi de la contraception parce qu'elles ne tiennent pas compte de méthodes telles que le coït interrompu ou la continence périodique ou totale, ni de l'emploi de contraceptifs obtenus en dehors des programmes officiels de planning familial. Les chiffres se rapportent à différentes années, ne s'écartant généralement pas de plus de deux ans de celles qui sont indiquées.

Tous les *chiffres sommaires* sont des données par pays pondérées par la part de chaque pays dans la population totale.

Tableau 27. Espérance de vie et indicateurs divers

L'*espérance de vie à la naissance* est définie dans la note technique relative au Tableau 1.

Le *taux de mortalité infantile* exprime le nombre de décès d'enfants de moins de un an pour mille naissances vivantes enregistrées au cours d'une année donnée. Ces statistiques proviennent de diverses publications des Nations Unies, notamment d'éditions récentes de l'*Annuaire démographique* et de *Population and Vital Statistics Report*; et du *Bulletin démographique des Nations Unies* de 1983 : «Mortalité infantile : Estimations et projections mondiales, 1950-2025», ainsi que de la Banque mondiale.

Le *taux de mortalité juvénile* exprime le nombre de décès d'enfants âgés de 1 à 4 ans pour mille enfants du même groupe d'âge enregistré au cours d'une année donnée. Ils ont été calculés au moyen de données sur la mortalité infantile et du rapport entre mortalité infantile et mortalité juvénile implicite dans les tables de mortalité du modèle Coale-Demeny (Ansley J. Coale et Paul Demeny, *Regional Model Life Tables and Stable Populations* (Princeton, New Jersey : Princeton University Press, 1966).

Les *chiffres sommaires* présentés sur ce tableau sont des données par pays pondérées par la part de chaque pays dans la population totale.

Tableau 28. Indicateurs relatifs à la santé

Les estimations du *nombre d'habitants par médecin et infirmier(ère)* ont été fournies par l'Organisation mondiale de la santé (OMS); on a révisé certaines

de ces données afin de tenir compte de nouveaux renseignements ainsi que des estimations de la population révisées. Le personnel infirmier comprend les infirmières diplômées, les aides-soignantes, les aides-infirmières et les infirmières auxiliaires. Le fait qu'il est tenu compte des infirmières auxiliaires permet de donner une estimation plus précise des soins infirmiers. Mais comme, d'une part, les définitions varient d'un pays à l'autre et que, d'autre part, les données se rapportent parfois à des années qui ne sont pas l'année indiquée, même si elles ne s'en écartent généralement pas de plus de deux ans, les chiffres présentés pour ces deux indicateurs ne prêtent pas vraiment à une comparaison.

On calcule l'*apport journalier de calories par habitant* en divisant l'équivalent calorie de l'offre de denrées alimentaires disponible dans un pays par sa population totale. Cette offre comprend la production intérieure, les importations diminuées des exportations et les variations de stocks; elle ne recouvre ni l'alimentation du bétail, ni les semences utilisées dans l'agriculture, ni les pertes en cours de traitement et de distribution. Les *besoins caloriques par habitant et par jour* expriment le nombre de calories nécessaires pour maintenir une population dans un état d'activité et de santé normal, compte tenu de sa structure par âge et par sexe, du poids moyen des habitants, et des températures ambiantes. Faute de données ultérieures, les chiffres de 1977 sont utilisés dans les calculs. Ces deux séries d'estimations proviennent de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Les *chiffres sommaires* présentés sur ce tableau sont des données par pays pondérées par la part de chaque pays dans la population totale.

Tableau 29. Education

Les chiffres de ce tableau, qui se rapportent à différentes années, ne s'écartent généralement pas de plus de deux ans de celles qui sont indiquées. Ils ont été fournis en majorité par l'Unesco.

Les *effectifs de l'enseignement primaire* représentent une estimation du nombre total de garçons et de filles inscrits à l'école primaire, pour tous les âges; ils sont exprimés en pourcentage de la population totale (ou de la population féminine ou masculine) en âge de fréquenter l'école primaire, ce qui donne le «taux brut de scolarisation primaire». Dans un grand nombre de pays, l'âge primaire est de 6 à 11 ans, mais ce n'est pas le cas partout; les différences concernant l'âge des élèves et la durée de la scolarité apparaissent dans les taux présentés. Pour

les pays où l'enseignement primaire est universel, les taux bruts d'inscription peuvent être supérieurs ou inférieurs à 100 %, certains élèves ayant dépassé ou n'ayant pas encore atteint l'âge officiel de fréquentation de l'école primaire.

Le *nombre d'élèves inscrits dans un établissement secondaire* est calculé de la même manière, l'âge de fréquentation étant normalement de 12 à 17 ans.

Les chiffres indiquant le *nombre d'étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur* ont été fournis par l'Unesco.

Les *chiffres sommaires* présentés sur ce tableau sont des taux d'inscription par pays, pondérés par la part de chaque pays dans la population totale.

Tableau 30. Population active

La *population en âge de travailler* représente l'ensemble de la population âgée de 15 à 64 ans. Pour 1984 et les années précédentes, ces estimations s'appuient sur les estimations démographiques de la Banque mondiale.

Les *chiffres sommaires* sont pondérés par la population.

Par *population active*, on entend les personnes âgées de 10 ans ou plus ayant une activité économique, y compris les militaires et les chômeurs, mais à l'exclusion des ménagères, des étudiants et autres groupes n'ayant pas d'activité économique. L'*agriculture, l'industrie et les services* sont définis de la même manière qu'au Tableau 2. Les estimations de la répartition sectorielle de la population active proviennent du Bureau international du travail (BIT), *Main-d'oeuvre : Evaluations et projections, 1950-2000*, troisième édition, et de la Banque mondiale.

Les *chiffres sommaires* sont pondérés par la population active.

Le *taux annuel moyen d'accroissement de la population active* a été calculé à partir des projections de population de la Banque et de données du BIT relatives aux taux d'activité par âge, provenant également de la source susmentionnée.

Il n'est pas toujours possible d'appliquer les taux d'activité du BIT aux plus récentes des projections de population de la Banque; c'est le cas pour les pays dans lesquels le niveau de chômage et de sous-emploi, les migrations internationales et intérieures, ou les deux, ont beaucoup varié. Il convient donc de traiter avec prudence les projections de la population active pour la période 1980-2000.

Les *chiffres sommaires* pour les périodes 1965-73 et 1973-84 sont des taux de croissance par pays pondérés par la part de chaque pays dans la popula-

tion active totale en 1973; les chiffres concernant la période 1980-2000 sont pondérés par la part de chaque pays dans la population active totale en 1980.

Tableau 31. Urbanisation

Les chiffres de la *population urbaine en pourcentage de la population totale* proviennent d'un document de l'ONU : *Estimates and Projections of Urban, Rural and City Populations 1950-2025: The 1982 Assessment*, 1985, et sont complétés par des données tirées de diverses éditions de l'*Annuaire démographique* des Nations Unies et de la Banque mondiale.

Le *taux d'accroissement de la population urbaine* a été calculé à partir d'estimations de la population préparées par la Banque mondiale. La répartition de la population totale vivant en milieu urbain a

été estimée à partir des sources susmentionnées. Les données relatives aux agglomérations urbaines proviennent également d'un document des Nations Unies : *Modes d'accroissement de la population urbaine et rurale*, 1980.

Dans la mesure où les estimations figurant dans ce tableau correspondent à des définitions différentes de l'adjectif «urbain» tel qu'il est utilisé dans divers pays, la prudence s'impose lorsqu'on procède à des comparaisons entre pays.

Les *chiffres sommaires* de la population urbaine, exprimés en pourcentage de la population totale, sont calculés à partir de pourcentages par pays, pondérés par la part de chaque pays dans la population totale; les autres *chiffres sommaires* présentés dans ce tableau sont pondérés de la même manière par la population urbaine.

Bibliographie des sources utilisées

Comptes nationaux et indicateurs économiques	<p>Fonds monétaire international. 1985. <i>Government Finance Statistics Yearbook</i>. Vol. IX. Washington, D.C.</p> <p>Sawyer, Malcolm. 1976. <i>La répartition des revenus dans les pays de l'OCDE</i>. OCDE, Etudes spéciales. Paris.</p> <p>Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales internationales. Editions diverses. <i>Annuaire statistique</i>. New York.</p> <p>———. 1981. <i>Enquête sur les sources nationales de statistiques de répartition du revenu</i>. Etudes statistiques, Série M, No 72. New York.</p> <p>———. 1985. <i>National Accounts Statistics: Compendium of Income Distribution Statistics</i>. Etudes statistiques, Série M, No 79, New York.</p> <p>Dossiers de la FAO, du FMI et de l'ONUDI.</p> <p>Sources nationales. Documents de la Banque mondiale sur les pays. Dossiers de la Banque mondiale.</p>
Energie	<p>Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales internationales. Editions diverses. <i>Annuaire des statistiques mondiales de l'énergie</i>. Etudes statistiques, Série J. New York.</p> <p>Dossiers de la Banque mondiale.</p>
Commerce	<p>Fonds monétaire international. Editions diverses. <i>Direction of Trade Statistics</i>. Washington, D.C.</p> <p>———. Editions diverses. <i>Statistiques financières internationales</i>. Washington, D.C.</p> <p>Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Editions diverses. <i>Manuel de statistique du commerce international et du développement</i>. Genève.</p> <p>Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales internationales. Editions diverses. <i>Bulletin mensuel de statistiques</i>. New York.</p> <p>———. Editions diverses. <i>Annuaire statistique du commerce international</i>. New York.</p> <p>Dossiers de la FAO, du FMI et de la Banque mondiale.</p> <p>Bandes des Nations Unies sur le commerce. Documents de la Banque mondiale sur les pays.</p>
Balance des paiements, flux de capitaux et dette	<p>Organisation de coopération et de développement économiques. Editions diverses. <i>Coopération pour le développement</i>. Paris.</p> <p>———. 1986. <i>Répartition géographique des ressources financières mises à la disposition des pays en développement</i>. Paris.</p> <p>Dossiers sur la balance des paiements du FMI. Système de notification de la dette à la Banque mondiale.</p>
Population active	<p>Bureau international du travail. A paraître. <i>Main-d'oeuvre : Evaluations et projections, 1950-2000</i>, troisième édition, Genève.</p> <p>Bandes du Bureau international du travail. Dossiers de la Banque mondiale.</p>
Population	<p>Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales internationales. Editions diverses. <i>Annuaire démographique</i>, New York.</p> <p>———. Editions diverses. <i>Population and Vital Statistics Report</i>, New York.</p> <p>———. 1980. <i>Modes d'accroissement de la population urbaine et rurale</i>. New York.</p> <p>———. 1982. «Mortalité infantile : Estimations et projections mondiales, 1950-2025». <i>Bulletin démographique des Nations Unies</i>, No 14. New York.</p> <p>———. Version révisée. <i>Les perspectives d'avenir de la population mondiale évaluées en 1982</i>. New York.</p> <p>———. 1983. <i>World Population Trends and Policies: 1983 Monitoring Report</i>. New York.</p> <p>———. 1984. <i>Recent Levels and Trends of Contraceptive Use as Assessed in 1983</i>. New York.</p> <p>———. 1985 <i>Estimates and Projections of Urban, Rural and City Populations, 1950-2025; The 1982 Assessment</i>. New York.</p> <p>Dossiers de la Banque mondiale.</p>

**Indicateurs
sociaux**

Organisation pour l'alimentation et l'agriculture. Octobre 1985. *Bulletin sur l'aide alimentaire*. Rome.

———. Décembre 1983. *L'aide alimentaire en chiffres*. Rome.

———. 1984. *Annuaire des engrais*.

———. 1984. *Annuaire de la production*.

———. 1984. *Annuaire du commerce*. Bandes d'ordinateur «standard».

Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales internationales. Editions diverses. *Annuaire démographique*, New York.

———. Editions diverses. *Annuaire statistique*. New York.

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. Editions diverses. *Annuaire statistique*. Paris.

Organisation mondiale de la santé. Editions diverses. *Annuaire de statistiques sanitaires mondiales*. Genève.

———. Editions diverses. *Rapport de statistiques sanitaires mondiales*, Vol. 29, No 10. Genève.

Dossiers de la FAO et de la Banque mondiale.



Le *Rapport sur le développement dans le monde 1986* analyse la politique du commerce et des prix dans le domaine de l'agriculture mondiale. C'est une question d'actualité non seulement dans les nombreux pays en développement où l'agriculture occupe une grande place dans l'économie, mais aussi dans les pays industriels à économie de marché, dont les programmes de soutien au secteur agricole sont devenus très onéreux.

La démarche des pays en développement et des pays industriels est examinée dans une perspective globale qui fait clairement ressortir l'interaction des politiques agricoles nationales à l'échelle mondiale et les gros avantages que pourrait apporter une libéralisation des échanges agricoles. Les politiques commerciales restrictives poursuivies par les pays industriels imposent un lourd tribut à leurs propres économies et à celles des pays en développement. Mais dans le même temps, maints pays en développement ont appliqué des mesures macroéconomiques et sectorielles qui font obstacle à la croissance de l'agriculture et des revenus dans les zones rurales, les plus touchées par la pauvreté, la faim et la malnutrition. La surevaluation des changes, les taxes qui frappent lourdement la production agricole et les cultures vivrières qui font concurrence aux importations, les programmes coûteux et vains de soutien aux producteurs et de stabilisation des prix, l'inefficacité des organismes publics de commercialisation et la protection excessive accordée au secteur manufacturier sont autant de facteurs qui se sont conjugués pour pénaliser l'agriculture. Beaucoup de pays en développement ont compris les effets pernicioeux de ces programmes et ont commencé à appliquer des réformes. La libéralisation des échanges internationaux et de la politique nationale est une priorité fondamentale pour le monde entier.

Le Rapport étudie également le caractère incertain de la reprise enregistrée par l'économie mondiale depuis le début des années 80, et les sérieuses difficultés auxquelles de nombreux pays en développement restent confrontés. La baisse récente des prix pétroliers, des taux d'intérêt et du rythme de l'inflation donnera un coup de fouet à l'économie mondiale en général, mais de nombreux pays en développement très endettés, et notamment les exportateurs de pétrole, auront du mal à maintenir leur croissance durant la période à venir. Par ailleurs, les problèmes de restructuration économique des pays d'Afrique subsaharienne sont loin d'être résolus. Pour que l'économie mondiale connaisse une croissance durable, il faut que les pays industriels et les pays en développement procèdent à des réformes économiques, que les échanges internationaux se libéralisent et que les flux nets de capitaux en faveur des pays en développement s'accroissent.

ISBN 2-7178-1124-9

ISSN 0271-1710

IB0855